

Pouvoir et réseaux sociaux au Mozambique

Appartenances, interactivité du social et du politique : 1933 - 1994

par José MAGODE

Thèse de doctorat en Science politique

Sous la direction de Monsieur Claude JOURNÈS, Professeur de Science Politique
à l'Université Lumière Lyon 2 et Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques.
soutenue le 4 mars 2003

Devant un jury composé de : Monsieur Paul BACOT, Professeur de Science Politique à l'Institut d'Études Politiques et Directeur du Centre de Politologie de Lyon Monsieur Daniel BOURMAUD, Professeur de Science Politique à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris Monsieur Jean-Jacques GLEIZAL, Professeur de Science Politique à l'Université Pierre Mendès France, Grenoble Monsieur Claude JOURNÈS, Professeur de Science Politique à l'Université Lumière Lyon 2 et Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques (Directeur de recherche)

Table des matières

Remerciements . .	6
Introduction . .	7
Le pouvoir : cadre théorique et problématique . .	9
Modèles d'analyse en Afrique : remarques critiques . .	24
Sources anthropologiques . .	24
Sources sociologiques . .	27
Orientation de la recherche . .	35
L'analyse en termes de réseaux : apports et pertinence . .	35
Méthodologie . .	49
Limites et difficultés . .	51
Plan . .	52
Première partie. L'Etat colonial : pouvoir, espaces sociaux et rapports politiques . .	54
Chapitre premier. La domination coloniale : quelle société ? . .	55
1.1. Pouvoir et réseau-territoire . .	56
1.2. Espaces et réseaux sociaux : la production sociale des notables . .	68
1.3. Manjacaze : Liens familiaux, appartenances et rapport patrimonial au politique. . .	114
Chapitre II. Ordre politique et ordre social : un contexte de la déconcentration politique . .	130
2.1. Pouvoir et action collective . .	130
2.2. Système, politique, rareté et conflictualité . .	173
Deuxième partie. La construction de l'ordre politique post-colonial . .	186
Chapitre 3. FRELIMO : Du front de libération au parti politique . .	186
3.1. Outils explicatifs du fait partisan . .	189
3.2. E. MONDLANE ^{436 3} et FRELIMO : coalition et centralité politique . .	196
3.3. Frelimo, parti marxiste-léniniste : réseaux et appareil politique . .	247
Chapitre IV. Parti-Etat, Etat (néo)patrimonial : la construction sociale d'un champ d'échanges . .	255
4.1. Parti-État : système d'organisation du pouvoir . .	257
4.2. Elites et pouvoir : camarades, clients et appareil politique . .	274
4.3. Pouvoir : régulation par parti-Etat vis-à-vis du « dialogue » Frelimo-RENAMO . .	295
Troisième partie. Démocratie et espaces sociaux : effets pervers d'un mode de régulation . .	305
Chapitre 5. Démocratie et espaces sociaux . .	307
5.1. Espaces sociaux et démocratie : un concept changeant ? . .	307
5.2. Système, politique, rareté et conflictualité : tournant vers multipartisme . .	319
Chapitre 6. Démocratie et construction sociale du vote : puissance mobilisatrice de l'ordinaire . .	332
6.1. Trajectoire biographique et représentation sociale de la démocratie . .	332
6.2. Campagnes électorales en 1994 : jeu de l'ordinaire, du visible et de l'invisible . .	352

6.3. Démocratie, pouvoir et réseaux relationnels : réussir à se faire élire . .	363
Conclusions . .	374
Bibliographie . .	382
Généralités . .	382
Ouvrages . .	382
Articles de revues . .	385
Pouvoir et Réseaux . .	386
Ouvrages . .	386
Thèses et mémoires . .	388
Articles de revues . .	388
Afrique . .	389
Ouvrages . .	389
Thèses . .	391
Articles de revues . .	391
Mozambique . .	392
Documentation primaire (sources écrites) –Archives Historiques du Mozambique . .	392
Documentation primaire (sources orales) . .	395
Ouvrages . .	396
Thèses et Mémoires . .	400
Rapports . .	400
Articles de revues . .	401
Autres documents . .	404
Documents officiels . .	404
Articles de presse . .	405
ANNEXES . .	409
Annexe 1 et 2: Le continent africain et la localisation du Mozambique . .	409
Annexe 3, Mozambique : points de repères . .	409
Annexe 4 : La carte ethnique du Mozambique . .	410
Annexe 4, Supplément : carte religieuse du Mozambique . .	411
Annexe 5 : La ville de Lourenço Marques . .	412
Annexe 6 : Le sous-système économique de l'Afrique australe . .	414
Annexe 7 : Les réseaux des chemins de fer vers l'extérieur . .	415
Annexe 8 : Territoires sous le contrôle des compagnies étrangères, à l'époque coloniale (1890-1942). . .	416
Annexe 9 : les pôles du développement économique . .	417
Annexe 10, Zones d'enquête : La circonscription des Muchopes; le district de Marromeu . .	418
Annexe 11 : Travailleurs migrants en Afrique du sud . .	419
Annexe 12 : Chefferies de la circonscription des Muchopes et la population respective . .	420
Annexe 13 : Chefs traditionnels et alliances matrimoniales entre familles régnantes dans le pays des muchopes, 1967-1974 ¹⁰¹⁴ . .	424

Annexe 14: Demandeurs d'inscription sur les listes de recensement électoral auprès du Président de la Comissão eleitoral, Lourenço Marques, le 20 mars 1954 ¹⁰¹⁶ . .	434
Annexe 15 : Répartitions et services, militaires et militarisés, des corps administratifs et des Organismes corporatifs et de coordination économique. Personnel bénéficiant du droit de vote, d'après l'article 13° de la Loi n°2015, de 28 mai de 1946. Elections, 1963-1963 ¹⁰¹⁷ . .	436
Annexe 16 : Direction des Ports, chemins de fer et des Transports de la Province du Mozambique. Personnel en condition d'être recensé pour les élections, 1963-1963 ¹⁰¹⁸ . .	439
Annexe 17 : Chefferies du Sud du Mozambique (Districts de Gaza, Inhambane et Lourenço Marques) ¹⁰¹⁹ . .	441
Annexe 18 : Les bases du Frelimo en Tanzanie, en Zambie et au Mozambique . .	452
Annexe 19, Le sommet du parti Frelimo, parti marxiste-léniniste et d'avant-garde : organes et tenants-lieu, d'après le 4ème Congrès (1984) ¹⁰²⁰ . .	453
Annexe 20 : Les villes du Mozambique . .	454
Annexe 21 : Localisation du district d'Erat, au Nord du Mozambique. . .	455
Annexe 22. Mozambique : Parti unique, Assemblée Nationale (organe supérieur du pouvoir « populaire ») et Gouvernement (1977) ; Multipositionnalités et multiappartenances dans le système du pouvoir ¹⁰²¹ . .	456
Annexe 23 : Districts et circonscriptions où le Frelimo et la RENAMO ont pu obtenir la majorité, à la suite des élections de 1994. . .	457

Remerciements

Sans la compétence en matière d'interculturalité et la coopération d'un ensemble d'intervenants, ce travail n'aurait pu prendre corps. Qu'ils en soient ici remerciés. Ma reconnaissance va particulièrement à monsieur Claude JOURNÈS, Professeur de science politique à l'Université Lumière Lyon 2 et Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques. Malgré toutes les difficultés de communication entre Maputo et Lyon, j'ai bénéficié de monsieur le Professeur C. JOURNÈS un suivi et des conseils très encourageants, dans le cadre de la direction de cette thèse.

Je remercie également monsieur le Professeur E. M'BOKOLO, qui, à titre de Directeur de l'Ecole d'Hautes Etudes, à Paris, et de chercheur des problématiques africaines, a accepté de me recevoir en 1999. Tout en consacrant son temps rare à une conversation sur l'approche des faits sociaux en termes de réseaux en Afrique, il m'a fait voir les enjeux de ce mode de raisonnement. Monsieur M. CAHEN, enseignant et chercheur à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, m'a gentiment fourni des publications au sujet du Mozambique et d'autres pays africains. A propos de ce geste, je tiens à lui exprimer ma gratitude.

Je dois à l'EGIDE l'appui pour mes séjours en France, tant pour mes études que pour des recherches concernant cette thèse. De ce fait, j'exprime ma reconnaissance à cette Institution. Ce geste s'adresse également à madame JOUVENET, à messieurs F. NAZARIO et A. DESMAZIERES, pour m'avoir aidé à renouveler mes inscriptions, à l'Université.

Pour mener à terme cette ambitieuse étude, nous avons bénéficié de la collaboration de nombreux chefs de familles, domiciliés à Manjacaze et à Maputo. Nous remercions messieurs D. MATSINHE, J. MATSINHE, F. MONDLANE, A. SITOE, M. MACACHENE, J. JÚLIO, R. CHILUMBINE et F. QUISSIMUSSE, pour avoir accepté de partager des connaissances sur l'histoire politique de leurs espaces sociaux.

La collaboration du monsieur A. SOPA, directeur pour la division de documentation aux AHM¹, et du monsieur Antonio DOMINGOS, directeur de l'ARPAC², a été importante. A tous les deux, je leur dois le témoignage de mes remerciements. Une mention spéciale doit être faite pour Quintin LAMBERT, qui a contribué de toute son énergie à la relecture de notre texte.

Enfin, rien de tout cela n'aurait eu de sens sans le soutien affectueux et tolérant que mon épouse, Inês, m'a toujours apporté.

José MAGODE

¹ Archives Historiques du Mozambique

² Archives du Patrimoine Culturel, à Maputo.

Introduction

L'essai d'aborder et de conceptualiser les rapports existants entre les systèmes de pouvoirs et la société en Afrique reste une tâche malaisée. A la croisée de leurs héritages en matière de culture politique et d'influence coloniale, nombre d'interrogations se posent encore à l'égard des déterminants sociaux de la construction politique. Il en va de même lorsqu'on cherche à appréhender les assises de la légitimité et de légitimation des systèmes de domination en construction, dans un contexte où l'espace public³ reste un construit social à achever.

Comme en témoigne l'échec du modèle d'Etat-nation⁴ - d'inspiration occidentale -, c'est en raison de cet ordre de faits que P. F. Gonidec⁵ montre la difficulté de définir théoriquement l'Etat africain moderne. Si son existence tient au fait que le colonisateur a exporté en Afrique son propre système de valeurs - idéologies, institutions politiques, systèmes juridiques -, il reste une sorte de coalition de structures traditionnelles, d'une élite moderne minoritaire et de pouvoirs internationaux⁶.

Ce débat acquiert un regain d'intérêt à la lumière des changements survenus à la suite de la désintégration, au tournant du XX^e siècle, du système international bipolaire.

³ L'on entend par Espace public « un cadre institué, partagé, connu en commun et accessible à quiconque ayant une compétence de membre d'une collectivité, (...) le cadre dans lequel les actions et les paroles, les événements et les personnes, les situations et les relations acquièrent, en tant que réalités phénoménales, leur individualité, leur socialité, leur intelligibilité et leur objectivité. La composition de ce cadre met en œuvre aussi bien des médiations symboliques (...) qui fonctionnent tant comme interprétants internes, contextes de description, des procédés d'institution d'un commun que des techniques de configuration ». Or, dans la plupart de pays africains, pour des raisons historiques, la formation du collectif sociétal s'opère à partir de la multiplicité culturelle. Cela veut dire que les personnes interprètent leurs expériences non pas comme communauté d'audience et de réception mais en fonction de leurs appartenances. Voir WIDMER, Jean, « Langage et configurations de l'espace public », *HERMES* 19, 1996, pp. 225-235, pp. 225-229 ; TETU, Jean-François, « L'Espace public et ses configurations », *HERMES*, 17-18, 1995, pp. 287-289.

⁴ L'idée de nation moderne consiste à intégrer toutes les populations en une communauté de citoyens et à légitimer l'action de l'Etat, qui est son instrument, par cette communauté. En d'autres termes, la nation idéal typique se définit par son ambition de transcender par la citoyenneté les appartenances particulières, qu'elles soient biologiques (telles du moins qu'elles sont perçues), historiques, économiques, sociales, religieuses ou culturelles, et de définir le citoyen comme un individu abstrait, sans identification, sans qualification particulière, en-deça et au-delà de toutes ses déterminations concrètes. La laïcité, en particulier, est un attribut essentiel de l'Etat moderne, parce qu'elle donne les moyens juridiques et politiques de transcender la diversité des appartenances religieuses, de consacrer le passage dans le privé des croyances et des pratiques, de faire du domaine public le lieu, religieusement neutralisé, commun à tous les citoyens, quelle que soit l'Eglise à laquelle ils appartiennent (ce qui n'exclut évidemment pas dans la vie concrète diverses formes de reconnaissance et de collaboration entre l'Etat, les groupes religieux et les Eglises). L'Etat-nation symbolise le fait essentiel que le lien n'est plus religieux, mais national, donc politique. La nation s'efforce de construire un corps politique à partir d'individus radicalement indépendants et des groupes divers et diversifiés. Cf. BURGI, Noëlle, *Fractures de l'Etat-nation*, Paris, éd. Kimé, 1994, 223p, p. 213.

⁵ GONIDEC, P. F., *L'Etat africain*, Paris, L.G.D.J., 1970, 320p ; Voir également MICHELON, Thierry, *Quel Etat pour l'Afrique ?*, Paris, L'Harmattan, 1984, 189p

⁶ Cf. GLELE, A. - MAURICE, A., "Pour l'Etat de droit en Afrique", in *L'Etat moderne Horizon 2000, Aspects Internes et Externes. Melanges offerts à P.F. Gonidec*, Paris, 1985, 537p, pp. 172-195, p. 181 ; AGONGJO- OKAWA, Pierre-Louis, "L'Etat africain, un Etat hybride, néocolonial", *ibid.*, pp. 18-35, p. 24.

Contraints par les nouveaux enjeux du système international d'une part, et par la croissante pression sociale, d'autre part, presque cinquante Etats africains alors autoritaires ou à parti unique ont adopté le libéralisme⁷. Bien que cela représente un détour sur le plan du discours politique formel, on n'y voit pas, à l'instar des sociétés de marché occidentales, l'interaction d'une société civile forte vis-à-vis de l'Etat. Le champ d'action sociale s'est d'ailleurs ouvert à des forces dont les discours, relevant de représentations de la tradition et/ou de la modernité, s'avèrent paradoxalement conflictuels et/ou harmonisables.

Les analyses politologiques portant sur ces derniers changements en Afrique sont loin de faire l'unanimité. B. Badie associe l'Etat africain à une opération de greffe du politique, sous sa forme moderne, sur les espaces africains. Cette opération serait due, d'une part, à l'hégémonie de l'ordre occidental et, de l'autre, à l'action importatrice de la part des élites africaines, dont la stratégie serait la mise en place d'un processus de modernisation conservatrice⁸. De plus, étant donné l'échec de constructions développementalistes, ce qui conviendrait aux Africains ce serait, non pas la poursuite dans la voie étatique, mais le retour au système de l'ordre communautaire⁹. Les chercheurs suivant la pensée libérale font croire en revanche qu'on est en présence d'un phénomène de démocratisation¹⁰.

Certes, la modernité et l'emprise de la temporalité post-industrielle se sont avérées porteuses dans les sociétés occidentales. Dans leurs trajectoires, on se rend compte tant des changements techniques et organisationnels que de l'intégration de la modernité politique, traduite par l'articulation dynamique entre l'individu, la citoyenneté et la société globale. Mais la reprise de telles trajectoires évolutives comme des dispositifs théoriques de lecture des processus africains, encore redevable à l'interactivité des forces sociales de la tradition et de la modernité, semble peu éclairant à l'égard des champs politiques respectifs.

S'écartant de la démarche évolutionniste, cette étude ne s'inscrit donc pas dans la poursuite du débat essayant d'éclairer à quel point les sociétés africaines se trouvent-elles par rapport à la modernité politique. L'objet en question découle du constat que les trajectoires des sociétés postcoloniales en Afrique n'est sans engendrer la réalité de centralité politique, ressource politique à la base des phénomènes de pouvoir donnant lieu à des systèmes d'Etat, socialement et historiquement situés. Le pouvoir politique cherchant à s'y entretenir de pair avec des formes localisées d'allégeance, la dynamique et la régulation de ces systèmes rendent pertinent, semble-t-il, un effort d'explication du fonctionnement de l'Etat post-colonial, au Mozambique. A ce propos, c'est à juste titre qu'on s'interroge : qu'est-ce qui explique que certains individus et groupes sociaux parviennent à ce placer au centre du pouvoir et, par-là, au centre de relations sociales ? L'organisation

⁷ Voir, par exemple, BELOTTEAU, Jacques et all., "La marche vers le multipartisme", *Afrique Contemporaine*, n° 158, 3^{ème} trimestre, 1991, pp 53 -69; DARMAU, Michel, "La marche vers multipartisme", (2^{ème} partie), *Afrique Contemporaine*, n° 159, 3^{ème} trimestre 1991, pp. 37-51.

⁸ BADIE, Bertrand, *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique. L'espace politique*. Paris, Fayard, 1992, 334p, pp. 126-128; p. 138 et suiv.

⁹ BADIE, Bertrand, *Le développement politique*, Paris, éd. economica, 1994, 223p, pp. 194- 203 .

¹⁰ Cf., entre autres, CONTEH-MORGAN, Earl, *Democratisation in Africa. The theory and dynamics of political transition*. London, Greenwood Publishing Group, Inc., 1993, 197p ; NYANG'ORO, Julius E., "Reforms Politics and the Democratisation process in Africa", *African studies review*, vol. 37, n°1, April 1994, pp133 - 149. D'autres encore se donnent comme problématique la réévaluation du cadre social au coeur de l'échec des reformes démocratiques ou la recherche des aspects paradoxaux, compte tenu de ce qu'ils tiennent pour exemple de référence. Voir LHONVBERE, Julius O., "Where is the Third Wave ? A critical evaluation of Africa's non-transition to democracy", *Africa today*, 43, '(1996), pp. 343-368 ; NANA-SINKAN, S.C., "L'Afrique : La transition économique et démocratique", *Afrique 2000*, n°16, Fév.94, pp. 51-66

du pouvoir secrétant une structure hiérarchique, une différenciation structurelle (réelle ou en construction), sur quelles bases les gouvernés interprètent, appréhendent et se font une opinion du politique ? Se rapportant au politique par référence à leurs cultures stratégiques, comment et pourquoi les forces sociales sont-elles contraintes de tourner les repères d'action vers l'accomplissement des stratégies politiques à effets (re)structurant, dans une société globale ?

Tout en suivant un schéma interprétatif historique¹¹ et constructiviste¹², on cherche à comprendre l'espace politique mozambicain en tant qu'espace de construction et de déconstruction sociale des processus intégratifs qui dessinent le système politique. On privilégiera, en l'occurrence, le fait que tous les systèmes soient des objets structurés et finalisés dans un environnement spécifique, où ils sont actifs et évolutifs¹³. Cela pour mettre en évidence le propre de l'action sociale¹⁴, où les acteurs entretiennent sans cesse des rapports de rivalités, transactions et de compromis, dans un cadre de contraintes historiquement et socialement déterminées. A cette lumière, notre problématique renvoie à l'étude du pouvoir comme processus d'interactions et réalité de différenciation structurelle mais également comme contrainte, qui entraîne, à son tour, la remise à jour de la régulation du système politique.

Le pouvoir : cadre théorique et problématique

Le pouvoir est l'un des intervenants des trois sous-champs de l'action sociale, ce qui le place au centre des échanges et des interdépendances fonctionnelles constitutives d'une société.

¹¹ La méthode historique se propose d'analyser le passé en ce qu'il révèle l'identité, l'unicité de l'objet étudié, en ce qu'il permet d'établir la "généalogie" des événements. Elle ne peut que, dès lors s'opposer à la théorie développementaliste qui propose, au contraire, de transcender l'événement, pour retrouver, au-delà de celui-ci, les processus fondamentaux de transformation, communs à l'ensemble des sociétés.

¹² L'approche constructiviste a le mérite de rappeler au sociologue, si besoin est, que les faits sociaux ou les conditions qui sont censés constituer les problèmes sociaux sont inséparables des acteurs: d'abord, parce que ce sont les acteurs sociaux eux-mêmes qui les constituent en tant que faits, c'est-à-dire qui les identifient, les nomment et les réunissent sous une même catégorie ; ensuite, parce que ce sont aussi les acteurs sociaux qui les rendent problématiques en exprimant à leur égard des revendications et en donnant éventuellement des définitions à leur appliquer. C'est ainsi que les constructivistes privilégient les circonstances socio-historiques et l'interaction entre les acteurs pour expliquer les variations dans les définitions que ceux-ci donnent à leurs conditions. Cf. Hubert, Michel, "L'approche constructiviste appliquée à la sociologie des problèmes sociaux : élément d'un débat", *Recherches sociologiques*, vol. XXI, n°1-2, 1991, pp. 21-31, p. 29 et p. 25.

¹³ Cf. LEMIEUX, Vincent, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989, 227p, Voir l'avant-propos, p. vii.

¹⁴ "L'action sociale, c'est toute conduite humaine qui est motivée et guidée par les significations que l'acteur découvre dans le monde extérieur, significations dont il tient compte et auxquelles il répond. Les traits essentiels de l'action sociale résident donc dans la sensibilisation de l'acteur à la signification des choses et des êtres ambiants, la prise de conscience de ces significations et la réaction aux messages que ces dernières transmettent". L'action sociale comporte, d'abord un sujet-acteur, qui peut être un individu, un groupe ou une organisation; une situation, qui comprend des objets avec lesquels l'acteur entre en rapport. C'est à travers des signes et des symboles que l'acteur entre en rapport avec les différents éléments de la situation et leur attribue une signification. Enfin, des règles, normes et valeurs guident l'acteur dans l'orientation de son action, lui fournissent des buts. L'action humaine présente toujours les caractères d'un système et elle repose essentiellement sur l'organisation des rapports d'interaction entre l'acteur et sa situation. Cf. PARSONS, T., cit., SCHWARTZENBERG, Roger-Gérard, *Sociologie Politique*, Paris, éd. Montchrestien, 1987, 198p, pp. 56-58.

Il est d'abord le possesseur par excellence de mécanismes de gestion et d'action politique. Les fins poursuivies dans un système politique déterminent un mode de déploiement de ces ressources témoignant qu'elles sont partageables selon la logique hiérarchique qui caractérisent les réseaux politiques. Qu'il concerne l'Etat ou des systèmes non-étatiques, il en découle la formation d'un noyau de pouvoir, des centres intermédiaires et périphériques, ceux-ci pouvant entretenir un rapport coopératif ou conflictuel dans la coordination de l'action collective.

En second lieu, la position de centralité du pouvoir implique qu'il soit également au centre des échanges consubstantiels aux rapports sociaux. Envisager le pouvoir à la lumière de la théorie de l'échange amène à ce qu'on l'associe à la rationalité des ses acteurs. Car ceux-ci chercheraient, à l'aide des échanges, à avoir accès à des biens pouvant servir comme des ressources politiques¹⁵. S'il ne fait aucun doute que les rapports sociaux revêtent une rationalité instrumentale, il n'est pas moins certain qu'ils relèvent de la rationalité sociale et culturelle (valeurs et convictions).

Enfin, ce système d'échanges n'étant pas figé, il revient de même au pouvoir la tâche d'en faire la régulation. Il s'ouvre ici un sous-champ d'interactivité du social et du politique, due à la crise du système de représentations et, par conséquent, des rapports sociaux. Au fondement de ce phénomène, on trouve le plus souvent la crise du système d'auto représentation de groupes sociaux et de représentation sociale du politique, la recherche de nouveaux modèles de rapport au politique.

Comme l'a bien remarqué Philippe Braud, c'est au niveau de ces conditionnements globaux qu'apparaît l'originalité du pouvoir politique : « système organisé d'interactions multiples, dont l'efficacité repose sur une alliance singulière entre le monopole tendanciel de la coercition et la quête d'une légitimité minimale »¹⁶. C'est donc à la lumière de ce rapport dynamique entre la stratégie d'accès à des ressources de contrainte et la stratégie légitimatrice qu'on envisage le pouvoir comme un construit relationnel et une réalité non figée. Sous cet angle, il paraît intéressant d'en faire l'analyse dans le dessein de percevoir comment le pouvoir parvient à acquérir le contrôle de ces facteurs agissants du système politique. Il serait de même souhaitable d'en saisir les mécanismes mis en œuvre pour sa recevabilité de la part des assujettis, comme système de domination.

Construit social toujours aux prises avec la gestion de ses rapports à la société, le pouvoir s'en démarque pourtant par l'ensemble des ressources à sa portée. Celles-ci lui permettent l'orientation stratégique de l'action collective à la fois en sa faveur et de l'ensemble sociétal hiérarchisée. Sur la base de la concertation de la rationalité instrumentale et sociale animant les acteurs qui y participent, c'est au pouvoir que revient la tâche de définir et d'imposer la règle d'action ainsi que les alliances et les exclusions à la base de son accomplissement. C'est la thèse du primat du politique qui a, lors de l'évolution de la Sociologie politique, fait l'objet de nombreuses interprétations.

Cette thèse s'inscrit dans cette pensée envisageant le pouvoir comme facteur constitutif de la société. Mais elle cherche à apporter des éléments éclairant la nature à la fois coalitive et collusive du pouvoir. L'argument s'appuie sur le fait que les entreprises du pouvoir sont toujours redevables à une coalition de forces sociales hiérarchisées mais liées

¹⁵ Il peut s'agir de ressources monétaires, des postes apportant du pouvoir et de l'influence politique dans les appareils partisans, étatiques ou dans d'autres Organisations. Ces biens se traduisent, à leur tour, comme des biens symboliques.

¹⁶ Cf. BRAUD, Philippe, « Du pouvoir en général au pouvoir politique », GRAWITZ, M.-LECA, J., *Traité de science politique*, Vol. I, Paris, PUF, 1985, pp. 335-393, p. 336 ; CHAZEL, François, « Pouvoir », BOUDON, Raymond, *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, 569p, p. 196-225

par des rapports d'(inter)dépendance, politiquement orientées. Par l'analyse en termes de réseaux, on s'efforce de rendre compte des enjeux et des logiques des relations entre espaces sociaux et ses acteurs : d'abord, dans le contexte de rapports entre colonisateurs et colonisés ; puis, entre dominants et dominés, à l'époque post-coloniale, au Mozambique. A ce propos, on s'adonne à élucider la diversité des aspects, matériels et culturels, des espaces sociaux. Les rapports qui se nouent entre groupements humains tiennent surtout à la communauté de croyances et de valeurs, à un moment donné de leur histoire. Mais les liens qu'ils entretiennent avec le politique dépendent de représentations collectives du territoire.

Peut-on ainsi parler de pouvoirs en « réseaux » ou de sa nature coalitive, dans l'accomplissement des buts politiques par le pouvoir, lors de la domination coloniale ? Objectivement, cette remarque équivaudrait à un acte de mise en cause du modèle suivi jusqu'à présent, dans l'analyse des rapports entre colonisateurs et colonisés ou de dominants et dominés. Tout en s'écartant de l'analyse des faits sociaux soutenue par A. R. Radcliffe-Brown, M. Fortes et E. E. Evans-Pritchard¹⁷ et d'autres qui s'en inspirèrent¹⁸, nombre de chercheurs ont mis en lumière d'un construit d'une sorte de « coalition » des pouvoirs, comme support de la société globale.

G. Balandier, sans avancer dans le décryptage des phénomènes politiques en termes de réseaux, a ouvert d'autres perspectives qui semblent suggestifs à ce propos. D'après lui, le secret de gouvernabilité des sociétés coloniales aussi bien que sa dynamique repose sur l'assemblage des sociétés, dans le cadre de la société globale. S'interrogeant sur la même problématique, Albert Memmi aurait poussé cette approche, dans une perspective dynamique : en faisant recours à la Sociologie de la situation de l'ensemble social colonial (dominants et dominés), son apport théorique permet de saisir des changements comme une entreprise collective¹⁹. Pour lui, il est impossible de comprendre le colonisé ou le colonisateur, sans le recours constant à la situation dans son ensemble. C'est-à-dire de comprendre le colonisé sans le colonisateur ou de les comprendre tous les deux, sans référence précise et continue à l'ensemble de la situation coloniale. Cela illustrerait, d'après Memmi, la validité épistémologique de la Sociologie dynamique par rapport à l'espace politique colonial. La Sociologie coloniale étant comprise comme une sociologie des contacts humains, il faudrait comprendre la logique du mouvement de ces rapports sociaux. L'environnement où se déroulent les relations entre les colonisateurs et les colonisés se présente d'ailleurs dynamique et leurs acteurs évoluent sans cesse, en fonction de l'un et de l'autre²⁰.

Cette analyse s'avère porteuse pour la tentative de lecture de l'interactivité du social et du politique, dans un contexte colonial. Elle est également éclairante à propos de la dynamique des rapports entre dominants et dominés à l'heure d'après les indépendances. B. Denni et P. Lecomte font constater l'individualité de la « pratique sociale du politique » et que celle-ci est un « fait historiquement et anthropologiquement déterminé »²¹. Dans le

¹⁷ Voir commentaires lors de ce chapitre.

¹⁸ Voir par exemple MBITI, John, *Religion et philosophie africaines*, Yoandé, éd. Clé, 1972, 299p ; THOMAS, Louis-Vincent et al., *La terre africaine et ses religions*, Paris, Librairie Larousse, 1975, 335p.

¹⁹ Voir MEMMI, Albert, "Sociologie des rapports entre colonisateurs et colonisés", *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. XXII, Nouvelle série, Quatrième année, Janvier-Juin 1957, pp. 85-95, p. 87.

²⁰ *Ibid.*, p. 88.

²¹ LECOMTE, Patrick, - DENNI, Bernard, *Sociologie du politique*, Grenoble, PUG, 1992, 236p, pp. 42-55.

sillage de cette pensée, il semble pertinent de retenir les traits des espaces africains, du Mozambique en particulier.

L'espace colonial est constitué par l'ensemble des problèmes concernant l'ensemble de l'édifice social colonial dans son rapport avec lui-même. Il est objet de discussion et de décision. En ce sens, le domaine public est porté par le rapport entre la société civile (discussion) et l'Etat. La façon d'en faire la régulation peut prendre deux sens. D'abord, dans la mesure où l'action étatique tend à agir sur les conditions de l'ensemble des sujets, dans la mesure encore où elle est politiquement orientée, le politique se trouve confronté à un problème de construction sociale de sa légitimité. La démarche de la construction conjointe de la règle par la discussion de choix au sujet de l'action sociale et de l'évaluation de son efficacité prend ici toute son importance. Ensuite, tout en se référant à la discussion des affaires publiques régulées selon des modalités contraignantes ou négociées, ses acteurs peuvent se démarquer sur le plan de l'argumentation et par rapport à l'intérêt général. Toutefois, par l'entremise de ses ressources, le pouvoir y peut s'imposer sur le plan décisionnel et entreprendre des démarches susceptibles d'aboutir, du point de vue de l'action collective. L'espace public devient donc le « lieu » de la participation politique, entendu comme expression des demandes et de la délibération, des décisions et du contrôle du pouvoir. En ce sens, comme le note P. Bourdieu, l'espace public serait le résultat d'une « imposition problématique »²². Le pouvoir en commande l'orientation par la détermination des choix à laquelle il contribue, dans l'expression des demandes, la justification et l'évaluation de ce qui se fait.

Etant donné que la segmentarité du social et du territoire est à la fois le point de départ et l'un des traits le plus marquant de l'entreprise étatique coloniale, nombre de questions s'avèrent susceptibles de configurer l'espace politique. Le territoire de l'Etat (colonial) symbolisant un fait de domination, la mise en place des appareils administratifs, la structuration du système de rôles sociaux, les politiques suivies et ses enjeux, furent, toujours, à l'origine du rapport de coopération ou conflictuel, entre colonisateurs (détenteurs du pouvoir), et colonisés²³.

On essaye à ce sujet de démontrer que des ordres politiques, eux-aussi, sont des entreprises situées, faisant face à des défis contrastés suivant leurs trajectoires et contextes. Suivant ce point de vue, cela vaudrait la peine de reprendre la méthode individualiste de Max

²² Cf. BOURDIEU, Pierre, "L'opinion publique n'existe pas", *Les Temps modernes*, Janv. 1973, pp. 5-23 ; Voir aussi RAYNAUD, Philippe – RIALS, Stéphane, *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, 776p, pp. 443-447.

²³ Voir commentaires infra. On prendrait à ce sujet distance de B. Badie car il rattache la configuration du politique dans le contexte colonial ou post-colonial à l'action exclusive de forces externes. La thèse de B. Badie, synthétisée dans des formules de « greffe de l'Etat », de l'« importation de l'Etat » ou encore dans ce qu'il tient pour « l'occidentalisation de l'ordre politique », est antithétique à la lecture interactionniste des systèmes politiques. Si l'on suivait cette approche, on risquerait de ne pas porter à la surface des éléments éclairant les phénomènes politiques, dans le cadre de l'interactivité des forces qui les dépasse, mais gardant leur individualité comme construits socialement déterminés. Il se peut qu'on soit ici en présence d'une entreprise théorique due à l'effet de projection. Lorsqu'on observe un comportement de la part d'un sujet que l'on connaît mal, on a tendance à suppléer à ce manque d'information en lui attribuant des traits propres à nous-mêmes ou encore à notre milieu : « La raison, a dit Hume, est servante de la raison ». L'attachement des chercheurs à l'ensemble de références engendrées et intégrées par le processus de socialisation n'est donc pas à sous-estimer. La conséquence en est la tendance à prendre les construits sociaux du milieu d'origine pour des modèles à accomplir et à universaliser. Néanmoins, l'on s'aperçoit à travers quelques ouvrages de B. Badie, d'une critique de sa pensée sociologique. Cela lui a permis, (semble-t-il), de se rendre compte que les construits politiques sont, comme l'ont montré P. Lecomte et Bernardi Dennis, historiquement et anthropologiquement déterminées. Voir BADIE, Bertrand, *Les deux Etats. Pouvoir et Société en Occident et en Terre d'Islam*, Paris, Fayard, 1987 ; BOUDON, Raymond, « Action », in BOUDON, R. – BOURRICAUD, F., *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, pp. 21-53, p. 41.

Weber : « Le pouvoir est un construit relationnel et sa dynamique n'est donc redevable qu'à l'interaction de forces sociales. Par conséquent, il se construit sans cesse des allégeances, ces dernières étant témoignées par l'existence des groupements se prêtant à lui obéir²⁴ ». On se consacre alors à montrer comment cette entreprise se réalise en une unité (un réseau ou système), à partir de la multiplicité d'espaces ethniques et d'acteurs, tout en tenant compte de leurs connexions, d'abord dans le contexte de l'administration coloniale puis au moment post-colonial, au Mozambique.

Aboutissement de la construction du territoire étatique aussi bien que du réseau-territoire (quoi que segmenté), l'approche en termes de réseau porte en soi un enjeu. Les réseaux, suivant Leroi-Gourhan, vont de paire avec un mouvement d'extériorisation. En ce sens, ils affectent (et désaffectent), organisent et désorganisent les rythmes, les mémoires, et à travers les rythmes, le temps. Le réseau est en général, par conséquent, programmatique. La transmission de rythmes programmatiques venus d'ailleurs, du dehors, suspend d'autres rythmes et d'autres programmes²⁵.

Les réseaux, en général, quel qu'en soit leur objet ou la matière qu'ils véhiculent (politique, pouvoir, religion, technique, échange, parenté, etc.), rejoignent dans la distance, synchronisent, rapprochent et déterritorialisent à la fois. Sous cet angle, sans sous-estimer les rapports de forces, il serait porteur pour notre champ de savoirs, d'étudier l'interactivité entre pouvoir, en tant que réseau des réseaux, et la société, dans un contexte colonial. La question est d'autant plus intéressante que, quel que soit le système des rapports de pouvoirs, le pouvoir se heurte toujours à la concurrence de divers groupements sociaux, dans la genèse de la norme et la conduite des pratiques. Car le réseau en tant que structure entraîne les comportements, tout en émergeant des interactions²⁶. D'ailleurs, ces interactions empruntent du sens dans la multiplicité des appartenances et des systèmes de représentations de ceux qui y participent.

Tout en nous inspirant de l'analyse en termes de réseau, ce schéma est le fondement de cette analyse. Ce choix n'a pas été fait sans raison. L'action politique, on accord avec Michel Callon²⁷, mobilise de plus en plus une grande variété d'acteurs hétérogènes. Ceux-ci entrent dans des relations de coopération/concurrence changeantes. Les différents acteurs mobilisés dans ces réseaux ont des buts, des projets et des intérêts variés, voire contradictoires.

C'est bien à la lumière de l'hétérogénéité des acteurs des espaces politiques qu'il devient pertinent qu'on s'interroge sur un certain nombre de faits. Qu'est-ce qui serait à l'origine de la multiplicité (variété) des liens entre les membres des dites sociétés sans Etat (ou La Société contre l'Etat) et l'ordre étatique colonial et post-colonial ? Pourquoi et

²⁴ D'après cette approche, tout phénomène social, quel qu'il soit, est toujours le résultat d'actions, d'attitudes, de croyances et de comportements individuels. Le sociologue qui détient l'explication doit retrouver le sens des comportements individuels qui en sont la source. Par ce biais, l'on rend compte que l'acteur social n'est pas suspendu dans une sorte de vide social. Il suppose au contraire que l'acteur a été socialisé, qu'il est en relation avec d'autres acteurs qui, comme lui-même, occupent des rôles sociaux, ont des croyances. Voir WEBER, M., *cité*, BOUDON, Raymond, « Action », in BOUDON, R. –BOURRICAUD, F., *op. cit.*, pp. 21-53.

²⁵ On s'inspire ici de la réflexion de STIEGLER Bernard, « Réseaux et communauté : A l'époque du temps réel et industriel » *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 34, pp. 5-14.

²⁶ FORSE' M. – DEGENNE, A. cités, COLONOMOS, Ariel, "Sociologie et sciences politiques : les réseaux, théories et objets d'études", *RFSP*, Février 1995, pp165-178, p.166.

²⁷ Voir CALLON, Michel, "Introduction générale », in CALLON, Michel, *Réseau et Coordination*, Paris, éd. Economica, 1999, pp. 1-11, p. 4.

comment parviennent-elles à concilier deux systèmes de représentations contradictoires, celles de microsociétés traditionnelles et celles de la modernité ? Si l'on admet l'existence de contradictions entre les systèmes de pouvoir moderne et traditionnel, à quelles logiques obéissent les liens qui s'avèrent, dans un certain temps, de caractère positif ou, dans d'autre temps, de caractère négatif ? S'agissant des sociétés à structure sociale multiethnique, à quoi ceux qui y remplissent le rôle d'acteurs attribuent-ils leur légitimité ?

L'analyse en termes de réseaux pourrait esquisser quelques éléments de réponse à cette problématique. La multiplicité des cultures des sociétés post-coloniales pris en compte, elle chercherait à identifier, comme le remarque V. Lemieux²⁸, les causalités des relations d'interdépendance entre acteurs d'un ensemble social, de ses acteurs avec leur environnement. Car les systèmes sociaux reposent sur des ensembles d'acteurs interdépendants, généralement individuels et/ou collectifs. On essaye d'explicitier, du point de vue sociétal (du haut en bas), ce qui, dans leur état actuel de développement, est au cœur du maintien de ces Etats dans la durée.

Cette démarche devrait également rendre compte du phénomène de l'emboîtement de la communauté traditionnelle dans un ensemble plus vaste – celui de l'Etat. Elle devrait de même faire la lumière sur les liens qui unissent par exemple le petit chef et le grand chef traditionnel et les relations tissées entre ceux-ci et le pouvoir étatique. L'enjeu en vue, c'est de parvenir à saisir l'interactivité du social et du politique dans les sociétés africaines post-coloniales. De la sorte, on souhaite contribuer à l'éclairage des modalités d'agencement des rapports sociaux : en groupements, en organisations, en associations, tout en tenant compte de hiérarchies, réseaux de collaboration, de compétition, de conflit, qui sont à la base de l'agencement de la société globale.

Sans nier la situation de ces acteurs, l'enjeu de cette étude est double. D'abord, la visée est de faire la lumière sur l'ensemble de ressources permettant les rapports de collaboration et/ou de conflit, dans un cadre où ces construits s'inscrivent à la fois dans un rapport à la multiplicité de liens et d'appartenances ; ensuite, toujours dans le cadre de l'interactivité entre différentes appartenances sociales, on cherche de montrer comment le pouvoir réussit-il à se construire la capacité de structurer des comportements en sa faveur.

Pour exercer du pouvoir et contribuer à orienter l'action collective dans un ensemble social, il est en effet nécessaire d'être en position de mobiliser des ressources sociales, des « relations » et de savoir les utiliser²⁹. A ce propos, il s'impose que l'on retienne une particularité. L'espace objet de cette recherche est un espace territorialement et socialement segmenté. De ce fait, on s'inspire du concept pluraliste du pouvoir. On soutient à cet égard, comme Raymond Aron³⁰, que dans une société le pouvoir se présente comme un construit partagé en pouvoir spirituel et temporel.

Détiennent le pouvoir spirituel ceux qui forment les manières de penser de leurs semblables, ceux qui proclament et font respecter les normes du bien et du mal, la hiérarchie de valeurs. Le pouvoir spirituel n'implique pas le recours à la force physique. S'agissant

²⁸ LEMIEUX, Vincent, *Réseaux et appareils : logiques des systèmes et langages des graphes*, Québec, Maloinés, 1982, 125p, p.17.

²⁹ Cf. BOURDIEU (1978) ; BONARCICH (1987) et d'autres, LAZEGA, E. –LEBEAUX, M., « Capital social et contrainte latérale », *Rev. Franç. Sociol.*, XXXVI, 1995, pp. 759-777, p.759.

³⁰ ARON, Raymond, "Notes sur la stratification du pouvoir" (Extrait de Raymond Aron, « Note sur la stratification du pouvoir », *Revue française de science politique*, Juill.-Sept., 1954, pp469-476), BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique. Textes et commentaires*, Science politique, Paris, Dalloz, 1975, 241p, pp. 89-95.

d'une colonie, le pouvoir fait l'objet de concurrence entre les modes d'allégeances institutionnalisées et non-institutionnalisées. Les pouvoirs spirituels « organisés », L'Eglise, l'école, et tous ceux qui y exercent sa fonction sociale sont dans un rapport de compétition avec les modes traditionnels de production d'allégeances. Chefferies et familles traditionnelles, dans leur qualité d'unités économiques, politiques et religieuses, peuvent entretenir des rapports conflictuels ou de coopération avec le pouvoir politique. Des conflictualités entre segments s'entretenant à l'aide du pouvoir spirituel, de la spécialité de « faiseurs du sens » peuvent également survenir, exigeant, selon les rapports de forces, des compromis politiques.

Le pouvoir temporel est, lui aussi, partageable sous forme de puissance sociale et de pouvoir politique, conduisant à la distinction entre la société et l'Etat. Pour ce qui est de la puissance sociale, elle découlerait de ce que A. de Tocqueville qualifiait de la tyrannie de l'opinion commune. Elle est le plus souvent l'expression des réseaux et des organisations qui s'érigent en interprètes du bien public. Ainsi, les « minorités actives », « les organisations corporatives », les « groupes de pression », « les groupes d'intérêts », etc., qui sont issus de « l'être collectif qu'on nomme association, sont plus forts et plus redoutables qu'un simple individu ne saurait l'être ». Ces associations sont donc en mesure de partager avec l'Etat le pouvoir social ou en constituer le contrepoids³¹. L'ensemble de ces éléments représente théoriquement l'environnement interne³² du pouvoir politique et qui participent à l'agencement des rapports sociaux. Le politique y est néanmoins l'entrepreneur de la société ainsi que du système d'échanges servant de socle à la structuration du pouvoir.

Max Weber se serait fondé sur cette capacité intégrative du pouvoir pour formuler sa pensée de l'Etat. Appliquée à une société coloniale, elle amène à associer l'entreprise étatique à la construction de la puissance publique, car : « l'Etat est un groupement de domination de caractère institutionnel qui cherche (avec succès) à monopoliser, dans les limites d'un territoire, la violence physique légitime comme moyen de domination et qui, dans ce but, a réuni dans les mains des dirigeants les moyens matériels de gestion. Ce qui veut dire qu'il en a exproprié tous les fonctionnaires qui, suivant le principe des « états », en disposaient autrefois de leur propre droit et qu'il s'est substitué à eux, même au sommet de la hiérarchie »³³.

Ce principe serait susceptible d'être universel car l'Etat est avant tout une réalité territoriale. En effet, partout le développement de l'Etat a pour point de départ l'acte d'exproprier les puissances « privées » indépendantes qui, à côté de lui, détiennent un

³¹ Voir à ce propos BOUDON, Raymond, « Le pouvoir social : Variations sur un thème de Tocqueville », *Commentaire*, Vol. 16, n°62, Eté 1993, pp. 311-322.

³² D'après les auteurs de la démarche stratégique, « Aucune organisation ne peut exister sans établir des relations avec son milieu ou environnement. Car elle en dépend doublement. D'une part, pour obtenir des ressources matérielles et humaines nécessaires à son fonctionnement (fournitures, personnel, etc.) ; d'autre part, pour placer ou « vendre » son produit, qu'il s'agisse d'un bien matériel ou d'une prestation immatériel. De ce fait, les « environnements pertinents » d'une organisation, c'est-à-dire les segments de la société avec lesquels elle est ainsi en relation constituent pour elle toujours et nécessairement une source de perturbation potentielle de son fonctionnement interne, et donc une zone d'incertitude majeure et inéluctable. Les individus et les groupes qui, par leurs appartenances multiples, leurs capitaux de relation dans tel ou tel segment de l'environnement, seront capables de maîtriser tout au moins en partie, cette zone d'incertitude, de la domestiquer au profit de l'organisation, disposeront tout naturellement d'un pouvoir considérable au sein de celui-ci », Cf. CROZIER, M.- FRIEDBERG, E., *L'Acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Paris, éd. Du Seuil, 1977, 498p, pp. 85-86.

³³ Cf. WEBER, M., « Les Hommes politiques professionnels », (Extrait de Max Weber, *Le Savant et le politique*, Librairie Plon, Paris, 1959, pp. 107-109, BIRNBAUM, Pierre, *op. cit.*, pp. 84-86.

pouvoir administratif. C'est-à-dire tous ceux qui sont propriétaires de moyens de gestion, de moyens militaires, de moyens financiers et de toutes sortes de biens susceptibles d'être utilisés politiquement. Mais on s'interroge si la voie de parvenir à l'Etat au sens de M. Weber s'impose de façon uniforme dans tous les espaces politiques. Dans l'hypothèse où la réponse est affirmative, que dire des cas où ce sont les conquis qui deviennent les dominants ? Ou de la proposition qui veut que les rapports de parenté cèdent la place à des rapports de domination de groupes, à des fonctions d'autorité supra-lignagère, au sein d'une mécanique parfois très centralisée et hiérarchisée du pouvoir ? La même question s'avère pertinente lorsqu'on constate dans bon nombre de pays africains la capacité des formes localisées du pouvoir (chefferies, communautés religieuses ou ethniques) à interagir – de façon coopérative ou conflictuelle – avec les espaces centraux de l'appareil étatique post-colonial. C'est par rapport à l'itinéraire et aux spécificités des espaces politiques africains qu'on souleve les questions suivantes. L'Etat ne peut-il résulter, aussi, d'une longue durée, d'une anthropologie d'un espace politique pluriethnique, ouvert à son environnement externe ? Ne serait-il pas, dans la pratique quotidienne, un produit d'une coalition d'entrepreneurs donnant place à un ordre politique, ce dernier étant doté d'une capacité de contrôle de l'action collective ?

A l'opposé de l'approche en termes d'Etat-nation, le schéma dont s'inspire cette recherche souhaite éclairer comment, dans l'espace politique mozambicain, dominants et dominés parviennent à construire le centre politique. De façon corollaire, on s'intéresse aux stratégies à travers lesquelles cette centralité réussit à entreprendre l'intégration sociale – et donc, d'un système d'Etat. On essaye ainsi de faire la lumière sur ce qui y fait la source de l'ordre et des dysfonctionnements politiques, dans un contexte où territoires, cultures et identités particulières restent encore des éléments actifs, dans l'agencement du politique.

Bien que suivant une lecture binaire de rapports sociaux, les marxistes, eux aussi, s'accordent quant à ce construit de l'autonomie de l'Etat. Pour Marx³⁴, par exemple, le pouvoir exécutif, contrairement au pouvoir législatif, exprime l'hétéronomie de la nation, en opposition à son autonomie. Il se sert à cet effet de son immense organisation bureaucratique et militaire, avec son mécanisme étatique complexe et artificiel, son armée de fonctionnaires. Tout cela débouche sur la centralisation, mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental.

On considère l'existence compte de points communs entre le raisonnement de K. Marx et de M. Weber. Tous les deux mettent l'accent sur le fait que le pouvoir repose sur la monopolisation des moyens de contrainte. Mis à part l'association de l'Etat à la « domination d'une classe » comme résultat de la concentration des ressources de la contrainte, Marx aurait néanmoins sous-estimé l'effet d'autres formes de pouvoir persistantes à l'intérieur de l'Etat. Max Weber a en revanche réussi à montrer à travers ses types idéaux de rapports sociaux que l'exercice de la contrainte physique s'appuie sans cesse sur la recherche de la communication légitimatrice des actions du pouvoir. S'inspirant de la conception pluraliste du pouvoir, cette thèse suit ce schéma. Le pouvoir étatique se démarque certes par la monopolisation des moyens de l'exercice de la contrainte mais il est concurrencé par d'autres formes de pouvoir. Selon les rapports de forces, ces dernières peuvent apporter au premier davantage de puissance ou l'affaiblir.

En second lieu, le pouvoir doit s'affirmer comme un construit doté de capacité de structurer l'action collective en sa faveur et, par-là, comme facteur constitutif de la société.

³⁴ Voir MARX, Karl, "Pouvoir d'Etat et classes sociales" (Extrait de K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Ed. Pauvert, 1964, pp. 346-350 et pp. 359-360), in BIRNBAUM, Pierre, *op. cit.*, pp.80-84. FOSSAERT, Robert, *La société. Les appareils*, t. 3, Paris, éd. Du seuil, 1978, 443p, pp. 16-26.

Sous l'influence de la pensée holiste, E. Durkheim a attribué au pouvoir l'entreprise sociétale, témoignée par un système de rôles hiérarchisés et avec des groupes de statuts respectifs. Les normes et les valeurs y symboliseraient le pouvoir, détermineraient la raison et l'être social. Les premières entraîneraient par conséquent un rapport identitaire des individus et des groupes sociaux à ce même système. D'après E. Durkheim, il aurait deux formes très différentes de solidarité sociale. D'abord, la solidarité mécanique, serait due à la similarité de consciences, à la communauté des idées et des sentiments ; ensuite, la solidarité organique, serait au contraire un produit de la différenciation des fonctions et de la division du travail social. La communauté serait, dans cette perspective, la forme sociale correspondant le plus exactement à un type de « solidarité mécanique » qui se trouverait « à l'état de pureté » presque absolue dans ces sociétés primitives où les consciences et même les organismes se ressemblent tels des êtres indiscernables, où l'individu est tout entier absorbé, où la tradition et la coutume règlent jusque dans le détail les démarches de la famille.

Ces distinctions gardent sans aucun doute de l'intérêt en ce qu'elles proposent des « types » conceptuels pour la saisie du comportement et de la culture politique dans chaque espace social. Mais l'analyse en termes de types idéaux présente ses limites lorsqu'on s'efforce d'éclairer les dynamiques sociales. Les typologies établissent un cadre social à caractère statique, ne pouvant, par conséquent, expliquer comment s'opère la mutation qui ferait d'une société une catégorie et démontrer le développement réel des formations sociales. Au milieu des caractéristiques qui ont été repérées dans les sociétés post-coloniales, conflits entre groupes, affrontements de modèles de l'organisation sociale, relations à distance, stratégies familiales, etc., ces sociétés évoquent davantage les sociétés de type organique. Il nous reste à essayer de saisir leurs réactions à la règle structurant la société globale tout en tenant compte de leurs processus de régulation autonome.

Tout en s'inspirant du modèle descriptif du fonctionnement des organismes vivants, les analyses structuro-fonctionnalistes apportèrent les premiers types d'approche systémique. A l'instar des fonctions des organes dans un organisme, au pouvoir reviendrait le rôle d'administrer de façon cohérente la société globale. Pour Talcott Parsons par exemple, le pouvoir remplit au sein du sous-système politique l'exact équivalent du sous-système économique. Comme l'argent, le pouvoir circule ; il connaît des circulations analogues, de même qu'il représente un véritable instrument d'interaction entre les composantes du système social. Selon lui, « Le pouvoir est la capacité d'obtenir que les unités appartenant à un système d'organisation collective s'acquittent de leurs obligations lorsque celles-ci sont légitimées par leur apport aux buts collectifs ; en cas de refus, il y a possibilité de recourir à des sanctions négatives à l'égard des récalcitrants ». Le pouvoir apparaît, selon T. Parsons, comme ressource primordiale dans la recherche et l'obtention des buts communs : il implique toujours le recours à la force physique, qui joue à son égard le même rôle d'étalon universel que l'or à l'endroit de la monnaie. Les théories parsoniennes présentent une véritable matrice des multiples analyses sociologiques, qui ont été depuis lors consacrées au phénomène politique ; la plupart des auteurs recourent en effet aux notions de pouvoir et de système³⁵.

³⁵ Il y a lieu de remarquer les faiblesses de ces courants théoriques. Qu'il s'agisse de la variante holiste, d'E. Durkheim, ou de la variante développée par T. Parsons, ces paradigmes n'analysent pas de façon systématique les conditions à l'origine de la formation du groupe social dominant. En effet, l'idée de dominance – structure économique, politique et pouvoir social – n'est pas théorisée chez ces auteurs.

Dans le sillage de ce dispositif conceptuel, David Easton et Jean W. Lapierre considèrent que la société, dans sa globalité, est décomposable en plusieurs systèmes dont l'autonomie est relative et variable, revenant au système politique la fonction d'allocation autoritaire de valeurs. Lapierre pour sa part, définit le politique comme « l'ensemble de processus de décision qui concerne la société globale ». A ses yeux, le processus décisionnel constitue le cœur même du système politique. Celui-ci fonctionnerait sur la base d'informations venant de l'énergie de son environnement. Ce sont les inputs, les demandes qui affluent de l'extérieur et qui vont mobiliser le système. La formation des demandes résulte de deux facteurs : les insuffisances des autres systèmes sociaux, dues à leurs dysfonctionnements internes ou aux limites que leurs imposent les contraintes auxquelles ils sont exposés ; ces demandes peuvent venir aussi des innovations produites par les autres systèmes sociaux et les décalages qu'elles induisent. Ces inputs se trouvent filtrés et sélectionnés et les réponses produites sont le résultat de processus d'interaction entre les différents rôles politiques. Les outputs du système politique, sont les décisions qui résultent d'un choix qui met en jeu les compétences et les pouvoirs des détenteurs des rôles stratégiques. C'est le modèle s'inspirant de la cybernétique pour décrire le fonctionnement du système d'après lequel les systèmes politiques seraient dotés d'une capacité rétroactive leur permettant de répondre aux perturbations de son environnement.

Alors que les fonctionnalistes privilégient les qualités d'adaptation externe qui fonctionnent sur les modes de régulation d'une structure, le modèle cybernétique permet d'envisager les variations d'états d'un système dans une perspective d'auto transformation. Le couple demande-réponses qui modèle l'action politique renvoie à une conception qui privilégie l'adaptation, l'équilibre et la reproduction harmonieuse d'un ensemble systémique. Ceci, au détriment d'une prise en considération de l'action politique entendue comme exercice et mise en jeu permanente d'un pouvoir humain qu'on ne saurait réduire à la compétence d'une machine décisionnelle. C'est sur quoi porteront les analyses des faits politiques prenant en considération le pouvoir comme facteur de l'agencement des rapports sociaux, à la lumière de la dimension stratégique, interactive et de l'échange inégalitaire des rapports humains.

Attachés à la lecture binaire des rapports sociaux, les marxistes voient dans l'appropriation des moyens de production par l'une des classes sociales la racine de la domination, traduite par le contrôle des appareils étatiques. Dans cette logique, Marx évoque maintes fois le rôle fonctionnel de l'appareil de l'Etat comme remplissant le rôle d'organisation de la domination de la classe détentrice des moyens de production. Lénine analysera « l'Etat comme force spéciale de répression par la classe dominante ». Althusser précisera que l'Appareil répressif d'Etat fonctionne à la violence tandis que les Appareils idéologiques de l'Etat fonctionnent à l'idéologie : « L'Appareil répressif d'Etat fait appel de façon massivement prévalente à la contrainte, mais n'exclut pas l'action idéologique de l'Etat ».

Althusser a peut être développé le raisonnement marxiste, en essayant d'ébaucher une théorie des appareils ainsi que l'explication de leur rôle dans les structures sociales. Pour lui, la plupart des sociétés sont dominées par un bloc de classes, plus ou moins solidement liées ; dans la plupart des sociétés, la domination de classes qui fondent l'Etat est, de ce fait, riche en contradictions internes ; en même temps qu'il est soumis par les classes dominées à une contestation, celle-ci peut se faire sentir jusque dans l'Etat. Dans toute société, l'idéologie dominante est celle qui véhicule les appareils idéologiques prépondérants ; la dépendance de ceux-ci à l'égard du bloc des classes dominantes est gérée par l'Etat, la maîtrise des appareils idéologiques servant comme un support de

l'indépendance économique, de l'adhésion et de la fidélité de leurs publics : si bien que les appareils idéologiques sont imprégnés par l'idéologie dominante, mais non soumis à celle-ci. Tous les appareils idéologiques s'opposent, suivant Althusser, en un affrontement incessant, pour faire valoir la variété d'idéologie dont chacun d'eux est le producteur et le gardien, affrontement où se reflètent tous les conflits de toute société.

La sociologie actionniste et compréhensive de Max Weber nous apprend que le pilier du pouvoir est à deux faces, le premier étant le contrôle de la coercition, le second, le contrôle des systèmes de légitimation. Par le biais de ces hypothèses, c'est de la sociologie webérienne que nous retenons les définitions qui suivent : le pouvoir (*macht*) comme une relation sociale qui permet de faire triompher la volonté de celui qui l'exerce indépendamment de savoir quelles ressources sont utilisées pour triompher des résistances rencontrées ; la domination (*Herrschaft*) est la chance pour des ordres spécifiques³⁶ de trouver obéissance de la part d'un groupe déterminé d'individus.

La qualification que Weber donne à de différentes formes de communautés politiques reste pourtant imprégnée d'un certain évolutionnisme. Weber remarque d'abord que toutes les sociétés ne sont pas politiques, que le politique s'est construit comme modèle d'organisation des sociétés, à une étape de l'histoire de l'humanité, lorsque celles-ci se sont stabilisées dans un modèle d'organisation territoriale. Le pouvoir à son stade achevé ne se rapporterait qu'à la mise en vigueur d'un ordre, assuré par l'application et par la menace de la contrainte physique de la part du personnel gouvernant : territorialisation et usage de la violence aux fins du maintien de l'ordre sont ainsi les conditions nécessaires à l'apparition du groupement politique. Mais surtout, Weber nous introduit à une sociologie de l'Etat qui reste tentée d'évolutionnisme : « il convient de définir l'Etat conformément à son type moderne, car par son développement achevé, il est absolument moderne ». M. Weber suggère ainsi de façon claire que la construction étatique s'insère dans un processus de modernisation politique des sociétés. Il renoue, par ce biais, avec le paradigme évolutionniste, proposant de facto les critères d'une modernisation politique : différenciation et institutionnalisation d'une direction administrative, épanouissement d'une forme de légitimité de type rationnel-légal, se traduisant également par l'essor d'une bureaucratie dépersonnalisée, compétente et par la prédominance de la loi.

Mis à part sa perspective évolutionniste, la sociologie weberienne se distingue par son approche interactionniste des faits politiques : l'ordre politique est avant tout présenté comme la résultante d'un combat d'individus et de groupes dotés d'intérêts matériels et valeurs divergentes. M. Weber s'identifie ainsi par référence à un modèle d'organisation et de légitimation de la domination instable par nature et faisant place à une très grande variété de cas historiques concrets. La méthodologie weberienne s'ouvre à la singularité et à la diversité dans la qualification et l'analyse des communautés politiques et se distingue, par-là, de l'évolutionnisme pur.

Appliquée à la problématique de l'interactivité du social et du politique entre la tradition et la modernité, cette relativisation semble porteuse à deux égards : d'abord, la prise en compte de la signification (*sens*) comme composante de l'action et comme source de différences d'une société à l'autre ; ensuite, le recours à la méthode de type idéal permet de mieux souligner l'irréductible individualité des cas concrets d'organisation politique des sociétés. Quant aux espaces politiques post-coloniaux, ce raisonnement sociologique est en outre utile. Il peut aider à éclairer le phénomène du pouvoir comme un construit relationnel

³⁶ Dans la sociologie de M. Weber, cela renvoie à ce que les relations de pouvoir soient simultanément considérées comme des rapports aux systèmes de croyances juxtaposées, dont le devenir est vu comme une tendance à la rationalisation. M. Weber en identifie trois : le système traditionnel, le système charismatique et le système rationnel-légal.

dans un cadre où cette interactivité, relevant de repères institutionnels multiples, traduit la négociation entre des ordres sociaux et l'ordre politique.

En ce sens, la dimension relationnelle du pouvoir est ici élargie dans le but d'illustrer des cas intrinsèques à des espaces politiques où le pouvoir se présente à la fois comme ressource d'action et bien inégalement partagé. Pouvant dans ce contexte relier groupements relevant d'espaces de la tradition et/ou de la modernité, le pouvoir figurera à la base d'une chaîne d'acteurs animés par des enjeux multiples. La coordination de l'action collective reviendra à ceux qui s'y placent sur les hiérarchies de la centralité, en fonction du poids de leurs ressources politiques. La dimension relationnelle du pouvoir pourra aider, semble-t-il, à faire lumière sur d'autres processus d'intégration et de construction de systèmes d'Etat, dans les espaces anthropologiques où l'Etat-nation n'en est pas la cause.

Les modes de saisir et d'interpréter le phénomène de pouvoir que l'on vient de recenser sont devenus classiques. Ils auraient été pris pour la matrice donnant lieu à des approches contemporaines du rapport du pouvoir à la société et, inversement, de la société au pouvoir. Chacune à sa manière, ces raisonnements en tirent des points de convergence pour s'accorder quant aux assises et au rôle fonctionnel du pouvoir. Elles mettent en relief le fait que le pouvoir ne peut s'affirmer en tant que tel sans recours à un ensemble de ressources interagissant de façon complexe. Ce dont il est question, c'est l'interactivité des ressources de pouvoir provenant du champ économique, de la sphère de la communication et celles relevant de la production et monopolisation de la coercition.

Ainsi, d'Amitai Etzioni distingue le pouvoir fondé sur la coercition, le pouvoir fondé sur la capacité de distribuer des avantages matérialisables et, enfin, le pouvoir fondé sur l'aptitude à mobiliser des convictions³⁷. Kenneth Boulding analyse le pouvoir comme un construit reposant sur la menace de détruire ou la capacité d'infliger un dommage (Threat power) ; la capacité de produire et d'échanger des marchandises, en relation avec le droit de propriété (economic power) ; enfin, ce qu'il tient pour *integrative power* se fonde sur des relations sociales émotionnellement marquées par le respect, l'affection, la légitimité », mais aussi l'identité sociale et le sentiment d'appartenance au(x) groupe(s)³⁸.

Dans le sillage de la pensée marxiste, tout en mettant en valeur quelques apports de M. Weber, P. Bourdieu a construit un modèle de causalité structurale et réciproque, entre les divers champs de la pratique. La matrice de la domination y est associée au champ économique car ce sont des rapports qui s'y nouent qui permettent l'accès différencié au capital économique. Ceux que le détiennent, par besoin de l'agencement de rapports sociaux dans un marché concurrentiel, s'adonnent, par conséquent, à la stratégie de le convertir en capital relationnel et symbolique. Tel exercice leur apporterait davantage de capital économique, considéré à la racine de la domination en dernière analyse. Néanmoins, la sociologie de Bourdieu ne décrit pas de classes sociales, divisées par des systèmes d'intérêts et de valeurs irréductibles mais une société d'ordre, une société hiérarchique, unifiée par un symbolisme commun³⁹.

³⁷ ETZIONI, d'Amitai, cité, BRAUD, Philippe, *Sociologie politique* (3^{ème} éd.), Paris, L.G.D.J., 1996, 577p, p. 58 ; voir aussi ETZIONI, Amitai, « Social control », *International Encyclopedia of Social Science*, 1988, pp. 22-29, p27 et suiv. ; *The comparative Analysis of Complex Organisations*, New York, Free Press, 1961, 197p, p.7 et suiv.

³⁸ BOULDING, Kenneth, *Power. A General Theory*, London, Sage, 1989, p.72 et s/s.

³⁹ Voir CAILLE, Alain, *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Platon et quelques autres*, Paris, éd. La découverte/M.A.U.S.S., 1997, 287p, pp. 80-92

Bien que porteuse pour la compréhension de rapports sociaux entre groupements à statuts sociaux opposés, il semble que la sociologie de la pratique ait ses limites. Il est certain que les groupes de statuts obéissent à des stratégies de conversion et de réappropriation de leurs capitaux (économique, relationnel et symbolique). Mais il est également intéressant d'accorder de l'importance aux origines du phénomène de déstructuration/reconstruction des modes de domination, pouvant parfois bouleverser les structures sociales, altérer les rapports de forces, en faveur ou en défaveur d'un certain groupe. L'analyse des rapports sociaux dans un cadre colonial et post-colonial ne peut nier cette réalité.

Pour Michel Crozier et Erhard Friedberg⁴⁰, le pouvoir peut se définir comme l'échange déséquilibré de possibilités d'action, c'est-à-dire de comportements d'acteurs individuels et/ou collectifs. Cette définition souligne le lien irréductible entre pouvoir et échange, même si cet échange est toujours et en quelque sorte déséquilibré ; pas de pouvoir sans relation et, simultanément, pas de relation sans échange. C'est la dimension instrumentale du pouvoir. On ne met pas en place de relations de pouvoir gratuitement ou pour l'unique plaisir d'en avoir. On s'engage dans une relation de pouvoir dans le but d'obtenir la coopération d'autres personnes et pour la réalisation d'un projet.

Dans la perspective de ces auteurs, pouvoir, coopération et conflit ne sont pas contradictoires, mais sont la conséquence naturelle de l'un et de l'autre. Dans la mesure où celui-ci est une relation, il ne peut être imposé de façon unilatérale par ceux qui en posséderaient à ceux qui n'en ont pas : il est inséparable des processus d'échange négocié qui se greffent sur la relation et qui font qu'il comporte toujours un élément de réciprocité. Pour ces auteurs, le pouvoir doit donc être défini comme la capacité d'un acteur à structurer des processus d'échange plus ou moins durables, en exploitant contraintes et opportunités de la situation pour imposer les termes de l'échange favorables à ses intérêts.

De ce fait, le fonctionnement des organisations, des systèmes de pouvoir, n'est plus conçu comme l'adaptation des individus à des rôles et à des contraintes, mais comme le résultat d'une série de jeux auxquels participent les différents acteurs qui obéissent à des règles formelles : c'est en référence à ces règles que se circonscrit l'ensemble des stratégies rationnelles. A la différence des sociologues structuro-fonctionnalistes, qui voyaient dans les rôles fonctionnels l'origine de l'équilibre d'un système, M. Crozier et E. Friedberg entendent produire une méthodologie apte à cerner le fonctionnement des institutions humaines en se donnant un objet précis : le « système d'action concret ». Les acteurs y tirent avantage au sein de sa propre filière ; des relations qu'ils y entretiennent avec l'autre sont orientées de sorte que chacun soit à la fois régulateur et régulé.

On est redevable à cette perspective de dialectisation des rapports sociaux par M. Crozier et E. Friedberg car elle a permis l'ouverture de nouveaux horizons analytiques du phénomène bureaucratique. L'approche de rapports de pouvoirs en termes de relations humaines permettra d'envisager cette entreprise autrement. Elle s'avèrera non pas comme une structure de règles s'imposant en raison de sa rationalité mais comme un produit de rencontre des acteurs de l'organisation. Celle-ci sera ainsi une entreprise toujours à inventer, un construit en partie imprévu, de leurs stratégies ; la construction, nécessairement particulière, qui correspond à un certain état de rapports de régulations formelle et autonome.

⁴⁰ Voir FRIEDBERG, Erhard, *Le pouvoir et la règle : dynamique de l'action organisée*, Paris, Seuil, 1993, 387p, pp111-118 ; CROZIER, M.- FRIEDBERG, E., *L'Acteur et le système : Les contraintes de l'action collective...op. cit.*, pp. 69-70 et 211-294

Crozier et Friedberg représentent certes des références indéniables de l'évolution de la pensée analytique des rapports sociaux dans des organisations. On peut remarquer que leur analyse du fonctionnement organisationnel en termes de jeu fait cependant problème. Elle implique de la part des acteurs un type particulier de rationalité. Chacun est censé en effet optimiser ses gains en se pliant à des règles unanimement acceptées. Cette thématique reproduit d'ailleurs fidèlement le discours spontané des acteurs politiques. Tout se passe comme si les différents individus étaient toujours également partenaires. Cela signifierait que chacun partage la même représentation des enjeux et des contraintes et présuppose l'existence d'un cadre homogène au sein du dispositif administratif global. Une telle conception s'avère quelque peu adéquate dans la mesure où elle nie non seulement l'existence de décalages entre les représentations des individus ou des groupes concernés mais en outre la réalité des rapports de force qui définissent aussi toute action politico-administrative.

Ces apports enrichissent la perspective dont s'inspire cette étude. S'il est vrai que le primat du pouvoir est un construit au fondement de la société, il n'en reste pas moins vrai qu'il est avant toute une entreprise redevable à la relation et à l'interactivité sociale. La question que l'on pose sur cette base exige que l'on approfondisse les savoirs sur les rapports sociaux, dans le contexte colonial. Dans le cadre où la segmentarité sociale est inéluctable, le pouvoir ne serait-il, lui aussi, qu'un construit segmentable et fondé, de la sorte, sur des compromis politiques. Si c'est le cas, sous quelle forme se présenterait-il dans une société entre la tradition et la modernité, dans une collectivité industrialisée ou encore dans une société coloniale ? Dans un système colonial, où dominants et dominés s'attachent à des genres discursifs disparates et intrinsèques à leurs cadres de vie, mais liés par des rapports sociaux en place, cette segmentarité du pouvoir n'aurait-elle pas été à l'origine de la société ? Cette particularité du pouvoir et les négociations intrinsèques aux espaces politiques n'expliqueraient-elles pas la dynamique du rapport entre le pouvoir et réseaux sociaux ?

L'enquête menée au sujet de la société coloniale, au Mozambique, illustre le phénomène de l'assemblage interactif des genres discursifs – ensemble de moyens d'orientation de l'action collective - hétéroclites dans une relation sociale construite et ordonnée par le politique⁴¹. L'architecture et l'agencement de rapports sociaux selon la logique de l'articulation de genres discursifs, dévoile que ceux-ci peuvent également se fonder sur la coalition des pouvoirs. Les statuts politiques de ceux-ci s'imposeraient et se différencieraient d'après des ressources à leur portée, ce que représenterait de même leurs contextes situationnels. N. Elias a laissé à ce propos un répertoire théorique traitant la société comme un réseau. Du fait de sa nature composite, on y distinguerait des réseaux politiques, administratifs, de ceux concernant les intérêts organisés et informels. Leur existence s'expliquerait non seulement par les chaînes de transactions mais aussi par le pouvoir, qui y gère leurs rapports de coopération et de conflit. Comme l'ont remarqué Mitchel et Barnes et V. Lemieux⁴², les réseaux dans leur dimension formelle relèvent d'un ensemble de propriétés à retenir : d'abord, les transactions de ressources ou des produits de l'action qui sont les biens et les informations, mais aussi les personnes ; en second lieu, l'identification et la différenciation des statuts qui tiennent aux postes sociaux occupés par les acteurs.

Ces identifications se manifestent surtout en relation à la sociabilité (parenté, amitié, voisinage) mais également dans les rapports entre les postes occupés dans les

⁴¹ Voir BAYART, Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996, 306p, pp. 111-117

⁴² Voir LEMIEUX, V., *Réseaux et appareils : logiques des systèmes et langages des graphes*, ...op. cit., p. 23.

organisations, ces dernières pouvant consister en des transactions ou en des contrôles ; puis, les liens qui se nouent dans un réseau s'expliquent par le fait qu'ils renferment de l'information structurante ou des finalités. En ce sens, les finalités orientent l'action. Elles s'appliquent aux niveaux des statuts et des transactions ; enfin, les connexions de contrôle entre les acteurs. Le contrôle consiste en contraintes sur la variété de l'action. Il peut s'exercer aux différents niveaux d'un système d'action.

Dès lors, on essaye d'apporter des éléments de réponse à la problématique au sujet de la société, dans le contexte où elle renferme une pluralité d'espaces sociaux et, par-là, une diversité de genres discursifs. Tel que l'ont noté Mikhail Bakhtine et J.-F. Bayart, les sociétés politiques sont marquées par la co-existence de genres discursifs :

Les sociétés politiques ne forment pas de totalités culturelles. Elles abritent en leur sein une pluralité de « genres discursifs » du politique dont la série n'est pas infinie /.../ et qui sont en théorie irréductibles l'un à l'autre. Un genre discursif du politique correspond à un type relativement stable d'énoncés plus ou moins homogènes. La diversité irréductible des genres discursifs du politique fonde l'hétérologie constitutive de toute la société, c'est-à-dire son hétérogénéité radicale que le culturalisme – avec d'autres courants de sciences humaines – s'acharnent à dissimuler. Mais, simultanément, l'existence d'un nombre fini des genres discursifs tend à limiter cette hétérologie en proposant aux acteurs une palette de répertoires. Chaque genre, si seulement c'est un genre essentiel, est un système complexe de moyens et de manière de prendre, pour la parachever tout en la comprenant. Le genre est l'ensemble de moyens d'une orientation collective, avec une vision d'achèvement⁴³.

A ce point, on se permet de soutenir que le pouvoir est un construit relationnel et interactif, qui est au centre de la formation sociale. La réussite ou l'échec dans cette entreprise est liée à la capacité de mobilisation de ressources politiques à l'encontre ou favorisant le primat du pouvoir. Cela va de pair avec son rapport au territoire, dont l'unité relève de la mise en réseau de l'ensemble de ses sous-unité, mais aussi aux réseaux sociaux. Pour ce qui est de ces dernières, le pouvoir y tire ses ressources d'action, acte auquel est due sa structuration mais aussi la segmentation de la société, selon que ses différents segments seraient éloignés ou proches du pouvoir. La place occupée par chacun des segments dans la société-réseau se traduit par des genres discursifs distincts et qui sont à la fois expressifs de la segmentarité sur le plan matériel et symbolique de la société. Facteur de l'agencement du politique, la segmentarité sociale dans le contexte colonial (ou post-colonial) s'y affirme à double titre : il est d'abord manifestation du processus de la genèse sociétale, due à l'assemblage des sociétés selon les stratégies des puissances coloniales puis comme conséquence de la différenciation sociale inéluctable dans la production du politique. Dans ces différentes démarches de trajectoire, dans un cas ou dans l'autre, le pouvoir est, suivant G. Balandier⁴⁴, essentiellement ambigu. Il domine ceux qui le détiennent et dont la domination sur les sujets est limitée. Il confère la capacité de manifester des forces, mais leur mauvais usage peut faire réapparaître la violence et, avec elle, le désordre. Il se situe au dessus de la société, mais il est organisateur des inégalités et des hiérarchies principales selon lesquelles celle-ci est constituée. Il est facteur d'unification, alors que la compétition et la domination sont de sa nature.

⁴³ BAYART, J.-F., *L'Illusion identitaire.... Op. cit., p. 114.*

⁴⁴ BALANDIER, G., "L'anthropologie africaniste et la question du pouvoir", *Cahier internationaux de Sociologie*, Vol. LXV, 1978, pp. 197-211 et 204

Modèles d'analyse en Afrique : remarques critiques

Sources anthropologiques

A la lumière des changements que l'on vient de recenser au sujet des sociétés africaines post-coloniales, l'anthropologie classique est malheureusement dépourvue d'outils susceptibles d'en faire l'éclairage. Cela tient aux insuffisances du paradigme culturaliste, qui fut le support méthodologique de la construction de savoirs dans ce domaine scientifique. S'inspirant des théories darwiniennes de l'évolution, cette pensée cherchait à restituer les parcours des groupements humains de l'époque primitive à l'ère moderne (technicienne), dont le modèle, selon Elisabeth Coper-Rougier, serait celui de l'Occident⁴⁵. Par ailleurs, il était également destiné à produire des éléments théoriques éclairant les rapports des acteurs du pouvoir dominant à des sociétés colonisées.

B. Malinowski (1884-1942) et A. R. Radcliffe-Brown (1881-1955) ont certes remis en cause les catégories supposées universelles et relevant d'une économie politique ethnocentriste dans l'analyse des réalités sociales. Mais leurs travaux se trouvent dans le sillage de la pensée structuro-fonctionnaliste⁴⁶. Si l'on s'en tient à la critique d'Elisabeth Copet-Rouger, Radcliffe-Brown radicalisa la notion de fonction dans un sens véritablement fonctionnaliste, au point de lui faire désigner le rôle joué par une institution en vue du maintien de l'équilibre social. Ce dernier serait assuré par une structure sociale conçue comme une "disposition ordonnée de parties ou d'éléments composant un tout"⁴⁷.

Il n'est donc pas surprenant que des travaux qui ont donné postérité à ce mode de raisonnement ne se soient pas consacrées à l'étude de la société coloniale, comme un espace d'interactions à l'origine de nouvelles réalités sociales. Dans les travaux de M. Fortes, E. E. Evans-Pritchard⁴⁸, Max Glucman⁴⁹, on ne voit pas reconnu aux colonisés le statut de membres de la société coloniale, au sens d'acteurs des processus politiques. Soucieux des « relations qui existent, dans les limites d'un système territorial, entre des groupes qui vivent sur des étendues bien définies et sont conscients de leur identité et de leur exclusivité »⁵⁰, leurs entreprises portent sur des sujets qu'il fallait éclairer dans le contexte colonial. De ce fait, les appareils politico-administratifs et leurs fonctions ont été soigneusement présentés, leurs rapports avec la stratification sociale établie ; des

⁴⁵ COPET- ROUGIER, Elisabeth, "Anthropologie", Encyclopedia Universalis, Vol. 2, Paris, Altman Arnold, 1989, p. 517-527.

⁴⁶ Dont on trouve quelques-unes de ses variables sous la forme du holisme, chez Emile Durkheim, Marcel Mauss. S'il fallait traiter "les faits sociaux comme des choses" et établir les rapports entre eux, il serait également logique de tenir de tels faits comme des produits d'un "phénomène social total". Sur cette lumière, on croyait saisir le sens et l'importance d'un fait social au "sein d'un ensemble conçu comme système". L'effet de cette approche est l'avènement du structuro-fonctionnalisme et de la tradition classificatoire comme paradigmes de lecture des faits sociaux. Par la suite, il paraîtra important de comprendre comment ils sont organisés dans le présent, comment ils fonctionnent, de façon à se reproduire et à assurer leur avenir. Par la suite, on compare la société à un organisme vivant, qui s'explique à partir des interrelations existant entre les organes et les fonctions. Chaque élément joue son rôle, dans cette totalité, par sa fonction vis-à-vis de celle-ci et par sa relation aux autres éléments. On s'attachera donc à rechercher cette logique interne qui, est propre à assurer le maintien de la société.

⁴⁷ COPET- ROUGIER, Elisabeth, op. cit., p. 523.

⁴⁸ Voir par exemple leur ouvrage collectif, FORTES, M., EVANS-PRITCHARD, E.E., Systèmes politiques africaines, Paris, PUF (1940), 1964, 266p ; EVANS-PRITCHARD, E.E., The Nuer, Oxford, Oxford University Press, 1940, 199p.

⁴⁹ GLUCMAN, Max, Order and Rebellion in tribal Africa, London, 1963, 273p.

⁵⁰ EVANS-PRITCHARD, E.E., The Nuer, ...op. cit., p. 4.

figures royales ont été dessinées et les rites d'intronisation évoqués dans toute la mesure possible. Quelques grandes particularités de la vie politique africaine se dégagent de ces travaux : la présence sous-jacente de la morphologie parentale, la spécificité du statut royal, l'imbrication du politique, du religieux et du judiciaire⁵¹.

Le climat social donnant lieu à l'essor de ces études justifiait, semble-t-il, leur importance sociale, comme le témoigne A. R. Radcliffe-Brown dans son ouvrage intitulé *African System of Kinship and Marriage* (1950) :

La compréhension de n'importe quel aspect de la vie sociale d'une population africaine, qu'il soit d'ordre économique, politique ou religieux, suppose qu'on possède des savoirs approfondis sur son organisation familiale et matrimoniale. Il est donc légitime que cet ouvrage soit lu non seulement par les ethnologues mais aussi par ceux qui ont la responsabilité d'élaborer et d'exécuter la politique de l'administration coloniale dans le continent africain⁵².

Ainsi s'est opérée une sorte d'imbrication entre l'objet de la recherche et l'objet de la pratique coloniale. Il devint par conséquent logique que la systématisation de savoirs sur l'Afrique ait porté sur les systèmes de parenté. Qualifiés par M. Godelier d'éléments « pluri-fonctionnels » du fait de leurs influences dans la structuration des ensembles systémiques dans leurs diversités économiques, politique et religieux, l'enjeu de l'étude s'est ainsi défini. Il fallait rendre compte de variations socioculturelles ainsi que de systèmes de représentations et de pratiques qui en étaient à l'origine. Cela déboucherait sur l'identification et la classification des institutions de chaque société ou groupe ethnique – c'était alors l'heure de monographies ethniques. Vus en dehors du cercle d'action de la puissance coloniale, sous-estimant que l'Etat colonial lui-même puisse bâtir un nouveau contexte pour les Africains, ces institutions étaient toutefois considérées comme les seuls mécanismes d'intégration sociale.

Les éclairages apportés par l'anthropologie culturaliste aident, bien sûr, à dégager les rapports entre la pratique sociale et les systèmes de représentations des sociétés étudiées. Faisant de l'Etat et des systèmes politiques leur objet privilégié, M. Fortes, Evans-Pritchard, C. Lévi-Strauss⁵³ parvinrent à expliciter les causalités et les articulations de l'organisation sociale lignagère et segmentaire et la fonctionnalité non institutionnalisée du politique. En mettant en avant la spécificité des relations sociales qui les organisent, leurs travaux rendent compte de l'imbrication du politique dans le social. On est également ramenés à y voir les liens entre le social et le symbolique. Envisager les dispositifs politiques en-deça de l'apparence institutionnelle, c'est, en effet, l'une des leçons de ces anthropologues et de leur postérité théorique.

Néanmoins, leurs entreprises théoriques sont insuffisantes pour élucider les espaces politiques des sociétés postcoloniales, à bien des égards. Tout d'abord, après la destruction

⁵¹ Cf. MAGODE, José (Direcção), Moçambique. Etnicidade, Nacionalismo e o Estado. Transição inacabada. Maputo, CEEI-ISRI, 1994, 189p, pp13-17; Voir aussi TARDITS, Claude, « Le fait politique vu à travers les oeuvres de quelques anthropologues », RFSP, Vol. 38, n°5, octobre 1988, pp. 687-698 ; ABELES, Marc, « Anthropologie des espaces politiques français », RFSP, Vol. 38, n°5, octobre 1988, pp. 807-817.

⁵² Cf. RADCLIFFE – BROWN, A. R., cité, DOZON, Jean-Pierre, « *Africa : a família na Encruzilhada* » in BURGUERE at all. (sob a direcção de), *História da família, Lisboa, Terramar (édition française 1996), 1998, pp259-327, p260. Voir aussi RADCLIFFE – BROWN, A. R. et all., *Sistemas políticos africanos de parentesco e de casamentos, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian, 1950, 523p**

⁵³ Voir LEVI-STRAUSS, C., *Tristes Tropiques*, Paris, Plon, (1955), 1962, pp. 271-281.

de leurs Etats, tribus ou ethnies africaines ont été rassemblées par les puissances dominantes dans des Etats coloniaux. L'Etat colonial-lui même témoignait de la négation de la pluralité d'Etats. C'est pourquoi il devient un espace d'interactivité d'intérêts opposés, concernant l'antinomie des rapports entre colonisés et colonisateurs. Les puissances coloniales intégrèrent, à des degrés différenciés, des régimes d'administration indigènes dans leurs systèmes⁵⁴. Mais cela n'équivaut pas à l'opposition d'un l'Etat colonial traditionnel par rapport à un Etat colonial moderne. Par conséquent, l'analyse du politique en termes de tradition et de modernité dans un contexte colonial devrait être repensée, tant les barrières soulevées à ce propos par certains chercheurs semblent illusoirs.

Ensuite, le substrat morphologique des communautés colonisées a été, de manières diversifiées, affecté par l'action coloniale. L'établissement des objets économiques et de la politique fiscale coloniale, la montée de l'importance de l'économie monétaire, la structuration des centres urbains et l'articulation croissante entre ceux-ci et les régions rurales, tout cela apporta de nouveaux facteurs de l'agencement des rapports sociaux.

Enfin, les indépendances obtenues, les élites montantes prirent les cadres de matérialités héritées du système colonial comme moyens de l'agencement des rapports sociaux. D'après les élites au pouvoir, ces systèmes de rapports sociaux étaient censés être des supports d'organisation de réseaux d'action sociale. Intrinsèques à des espaces politiques postcoloniaux, il en découla des groupes d'appartenance différenciés par des statuts propres, liés par des rapports de rivalités, transactions et de compromis.

S'agissant de construits sociaux, on aurait peine à qualifier le consentement au système en place ou la politisation des rapports sociaux qui en découle comme relevant de la modernité ou de la traditionalité. En ayant vérifié l'interactivité entre colonisés et colonisateurs comme l'assise des sociétés coloniales, G. Balandier s'est méthodologiquement inspiré d'un regard critique à l'ère des monographies ethniques. A l'opposée de l'hypothèse que l'Afrique ne serait qu'une collection de sociétés traditionnelles, sa pensée met en relief des ruptures et des changements dus à cette interactivité sociale, sans néanmoins oublier l'aspect de continuité. C'est grâce à ces études que l'on peut se représenter n'importe quel système social comme une réalité synthétique. C'est-à-dire, issue de l'intégration de nouveaux éléments en fonction de ses défis, devenant ainsi une réalité dynamique. En effet, d'après Georges Balandier, « la nature même des phénomènes politiques constituera longtemps l'obstacle principal à la typologie rigoureuse, si l'on admet que ces derniers se caractérisent par leur aspect synthétique (ils se confondent avec la société globale) et par leur dynamisme (ils se fondent sur l'inégalité et la compétition) ».

G. Balandier renvoie ainsi à une approche du politique tout en tenant compte de ce qu'en est caractéristique : d'abord, le fait d'être à la fois un espace où se forment des compromis et des stratégies au profit de l'action collective ; ensuite, le constat que l'inégalité et la compétition en sont les facteurs constitutifs. Opposé à l'usage d'une typologie rigoureuse comme critère de lecture des faits politiques, son apport permet d'envisager la société à structure multiculturelle comme un construit où il y a des "sociétés" dans la société⁵⁵. De la sorte, elle est théoriquement tenue pour un espace politique où inter-agissent un type particulier d'acteurs. Consistant à la "mise en rapport de sociétés

⁵⁴ Pour des détails, voir LOMBARD, Jacques, *Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire : le déclin d'une aristocratie sous le régime colonial*, Paris, A. Colin, 1967, 291p, pp. 91-105.

⁵⁵ Voir BALANDIER, Georges, *Anthropo-logiques*, Paris, Librairie Générale Française, (1974), 1986, 316p, p. 31 et suiv.

différentes", le colonialisme ⁵⁶ est, par voie de conséquence, considéré comme un facteur de l'agencement du politique. Et c'est à juste titre que Balandier remarque à ce propos :

L'hétérogénéité des formations sociales apparaît au premier plan des préoccupations ; non seulement parce qu'elle s'exprime dans les rapports d'incompatibilité partielle ou de contradiction mais aussi parce qu'elle se manifeste par les effets et les incidences de l'action du temps sur la société. Chaque aspect de la réalité sociale en est affecté, de même que les rapports entre niveaux. Les différences de temporalité sont reconnues, les décalages qui se produisent d'un niveau à l'autre sont constatés ; la démarche constitutive d'une véritable dynamique différentielle n'en reste pas moins retardée. Cette situation commune à toutes les sociétés est créatrice de discordances dont les conséquences restent mal évaluées⁵⁷.

Cette approche rejoint à celle développée par B. Bernardi⁵⁸. D'après cet anthropologue, le rapport entre le système de croyances à la matérialité qui constitue le support de la société, les modes d'articulation de segments sociaux, sont des réalités dynamiques. Envisageant cette problématique sous cette lumière, le lecteur se rendra compte de l'intérêt épistémologique de cette orientation théorique. En effet, l'activité humaine prend l'essor dans un contexte relationnel et c'est grâce à cette interactivité que s'opère le renouvellement culturel. Par soin de précision, on retient les facteurs à l'origine de ce mouvement : l'anthropos, c'est-à-dire, l'homme dans sa réalité individuelle et personnelle ; l'ethnos, au sens de communauté ou peuple, signifiant une association structurée des individus ; l'oïko, ce qui équivaut représenter l'ambiance cosmique où il y a lieu l'action sociale ; et chronos, c'est-à-dire, le temps, condition le long de laquelle est perçue l'importance de l'activité humaine.

Acteurs de parcours historiques synthétisant des changements survenus dès l'époque pré-coloniale, celle de la colonisation tout autant que la période post-coloniale, il faudrait appréhender la façon dont ces sociétés recréent leurs supports sur le plan de la matérialité et du symbolique. Dans cette analyse, faisant suite aux apports de G. Balandier, M. Abélès et de B. Bernardi, on privilégie donc une approche relationnelle et dynamique du politique. Pour cela, la saisie des pôles relationnels qui structurent le champ politique ainsi que les stratégies poursuivies par les acteurs dans leur interaction en sera un support fondamental. Par cette voie, on cherche à en saisir la nature multidimensionnelle et situationnelle qui est à la base de la structuration du champ politique.

Sources sociologiques

A l'instar de l'anthropologie, la sociologie classique n'a pas privilégié les problématiques concernant des sociétés à structure multiculturelle. Deux raisons seraient à l'origine de cette limitation.

D'abord, elle s'est imprégnée de modèles d'analyse mis au point par les anthropologues, à l'âge d'or de leur champ d'étude. Influencée par l'évolutionnisme, la sociologie suivra une tradition classificatoire et analytique. La première lui apporta des savoirs sur « les traits communs et les traits différents » que l'on peut observer

⁵⁶ Voir BALANDIER, Georges, Sens et puissance. Les dynamiques sociales, Paris, Quadrige/PUF, 1986, 334p, p. 185.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 68.

⁵⁸ BERNARDI, Bernardo, *Introdução aos estudos ethnos-anthropologicos*, Lisboa, edições 70, 450p, pp. 49-117.

lorsqu'on compare les sociétés concrètes et historiques, dans le but de regrouper toutes les sociétés communes dans quelques grands types ; la seconde explique l'élaboration d'un schéma théorique pour qu'on se rende compte de l'organisation de la société, de son fonctionnement, de l'agencement de ses différentes parties, de sa cohérence interne, de ses divisions et contradictions, de son mouvement et de son changement. Il était de même question de les distinguer d'après leur degré de développement, de les ordonner suivant qu'elles sont plus ou moins « avancées », plus ou moins « évoluées » ou encore suivant le type d'évolution qui les caractérise⁵⁹.

En second lieu, l'essor de la sociologie en tant que champ scientifique est survenu sous la mainmise du référentiel de l'Etat-nation, - vu comme entité autarcique – dont le développement suivrait des étapes précises.

L'inefficacité du mode de raisonnement classique au sujet des faits politiques en Afrique serait à l'origine du fait que Jean François Bayart s'en serait écarté. Deux ouvrages ont fait de lui une référence incontournable dans l'étude du politique en Afrique subsaharienne. De L'Etat au Cameroun, écrit en 1976, à L'Etat en Afrique, paru en 1989, J.-F. Bayart combine approche anthropologique et politologique afin de rendre saisissable les singularités du système de rapports sociaux sous-tendant le pouvoir. La mise en rapport de subjectivités qui rendent le politique socialement pensable comme champ d'interactions sociales l'ont poussé à concevoir le pouvoir, avec Michel Foucault, comme « action sur d'autres actions »⁶⁰.

La thèse centrale développée par J.-F. Bayart se soutient sur la pensée patrimonialiste de M. Weber. L'accès au pouvoir de l'Etat par les élites africaines est donc interprété comme l'accès aux ressources matérielles et morales de cet Etat⁶¹. Il désigne ce processus d'accaparement arbitraire de l'Etat et de ses ressources par le terme « d'accumulation ».

⁵⁹ Voir ROCHER, Guy, *Introduction à la sociologie générale*, 2. *L'Organisation sociale*, Paris, éd. A.M.H. 1968, 258, p. 19.

⁶⁰ Ce philosophe fait noter que l'étude de l'essence du pouvoir suppose qu'on appréhende "le réseau d'antidiscipline" car " /.../ là où il y a pouvoir, il y a résistance et que pourtant, ou plutôt par là-même, celle-ci n'est jamais en position d'extériorité par rapport au pouvoir. /.../ les rapports de pouvoir ne peuvent exister qu'en fonction d'une multiplicité de points d'existence : ceux-ci jouent, dans les relations de pouvoir, le rôle d'adversaire, de cible, d'appui, de saillie pour une prise. Ces points de résistance sont présents partout dans le réseau du pouvoir. Il n'y a donc pas par rapport au pouvoir un lieu de grand Refus - âme de la révolte, foyer de toutes les rébellions, loi pure du révolutionnaire. Mais des résistances qui sont des cas d'espèces : possibles, nécessaires, improbables, spontanées, sauvages, solitaires, concertées, rampantes, violentes, irréconciliables, promptes à la transaction, intéressés, ou sacrificielles ; par définition, elles ne peuvent exister que dans le champ stratégique des relations de pouvoir. Mais cela ne veut pas dire qu'elles n'en sont que le contrecoup, la marque en creux formant par rapport à l'essentielle domination un envers finalement toujours passif, voué à l'indéfinie défaite. Les résistances ne révèlent pas de quelques principes hétérogènes ; mais elles ne sont pas pour autant leurre ou promesse nécessairement déçue. Elles sont l'autre terme, dans les relations de pouvoir ; elles s'y inscrivent comme l'irréductible vis-à-vis. Elles sont donc, elles aussi, distribuées de façon irrégulière : les points, les nœuds, les foyers de résistance sont disséminés avec plus ou moins de densité dans le temps et l'espace, dressant parfois des groupes ou des individus de manière définitive, allumant certains points du corps, certains moments de la vie, certains types de comportement. Des grandes ruptures radicales, des partages binaires et massifs ? Parfois. Mais on a affaire le plus souvent à des points de résistance mobiles et transitoires, introduisant dans une société des clivages qui se déplacent, brisant des unités et suscitant des regroupements, sillonnant les individus eux-mêmes, les découpant et les remodelant, traçant en eux, dans leur corps et dans leur âme des régions irréductibles. Tout comme les réseaux des relations de pouvoir finissent par former un épais tissu qui traverse les appareils et les institutions, sans se localiser exactement en eux, de même l'essaimage des points de résistance traverse les stratifications sociales et les unités individuelles", Cf. FOUCAULT, Michel, *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, pp. 13-14; p. 105; p. 125 et suiv. Voir aussi BAYART, Jean-François, "Le politique par le bas en Afrique noire : Questions de méthode", *Politique Africaine*, 1 (1), Janv. 1981, pp. 53-82, pp. 62-63.

⁶¹ ⁹ BAYART, J.-F., *L'Etat en Afrique*, op. cit., p. 103-118.

Cette accumulation devient « la politique du ventre »⁶² car l'appareil d'Etat est en soi un morceau de ce gâteau national et un espace de coercition⁶³ 1. Il s'ensuit que les accapareurs constituent ou tentent de constituer une classe dominante⁶⁴ 2 qui exerce, ou cherche à exercer, l'hégémonie⁶⁵ 3 et invente la gouvernabilité ou les cultures originales de l'Etat⁶⁶ 4. Cet Etat repose sur des fondements autochtones et sur un processus de réappropriation des institutions coloniales, qui en garantissent l'historicité⁶⁷ 5.

Cette historicité repose sur deux piliers, censés d'être les garants de la continuité de l'entreprise étatique, qui sont pris comme le fondement du raisonnement de J.-F. Bayart au sujet du phénomène du pouvoir.

Le premier axe de l'entreprise théorique de ce chercheur concerne la logique du fonctionnement et de la production du politique. L'effort d'en faire l'éclairage s'appuie sur l'approche de faits politiques par le bas, privilégiant d'abord « les modes populaires d'action politique » puis ses incidences en haut. La réussite de cette démarche exige que nous cherchions à satisfaire deux présupposés. Premièrement, le politique doit s'associer à la façon dont « les acteurs subalternes » décident de se réapproprier dans leur langue et d'organiser les pratiques de la parole au travers desquelles ils définissent leurs logiques propres ; en second lieu, le « passage » ou « non-passage » au politique est insaisissable en dehors de la prise en considération des structures mentales, culturelles, sociales et politiques à l'intérieur desquelles se meuvent les acteurs, l'intelligence qu'ils en ont et les modes sur lesquelles ils les épèlent eux-mêmes⁶⁸ 6.

Si les systèmes de représentations des acteurs à l'égard du politique sont pris en compte pour faire la lumière de leurs positionnements, J.-F. Bayart invite toutefois à être attentifs aux effets appauvrissants du déterminisme culturaliste. Ce chercheur renvoie ainsi à la question de savoir si le concept de culture possède une valeur épistémologique permettant la saisie des phénomènes politiques ou bien s'il ne s'agit que d'un mot à jeter?⁶⁹ 7. La pertinence de la question s'appuie sur deux arguments. D'abord, les rapports entre l'action politique et les répertoires culturels relèvent de l'indétermination, l'inachèvement, la multiplicité, la polyvalence. A ce propos, ce politiste soutient, avec Paul Veyne, que « notre vie quotidienne est composée d'un grand nombre de programmes différents et que nous passons sans cesse d'un programme à l'autre »⁷⁰ 8. Outre cela, dans un système d'action sociale, les acteurs négocient toujours leurs intérêts en faisant appel à une pluralité de répertoires culturels. Par conséquent, pour J.-F. Bayart, « ce que nous appelons culture politique est la résultante, la synthèse de ces éléments hétérogènes et de leurs affinités électives mutuelles ».

⁶² 0 Ibidem., p. 112.

⁶³ 1 Ibidem., p. 300.

⁶⁴ 2 Ibidem., p. 125

⁶⁵ 3 Ibidem., p. 146-147.

⁶⁶ 4 Ibidem., p. 304.

⁶⁷ 5 Ibidem., p. 317.

⁶⁸ 6 Cf. BAYART, Jean-François et all., *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Khartala, 1992, 268p, pp. 155-156.

⁶⁹ 7 BAYART, Jean-François, *L'illusion identitaire*, ...op. cit., 306p, p. 117

⁷⁰ 8 VEYNE, Paul, cit., BAYART, J.-F., op. cit., p. 113.

Ce mode d'envisager les rapports entre culture et politique, qui est bien à l'opposé du paradigme behavioraliste, a conduit J.F. Bayart à soutenir que la culture, système de représentations et de croyances, n'explique pas le phénomène politique. Car les répertoires culturels, en dépit d'influencer les pratiques politiques, sont hétérogènes et, parfois, incohérents. À l'encontre de l'approche culturaliste, ces remarques débouchent sur la thèse que les acteurs du politique sont dans les faits animés par des stratégies identitaires⁷¹. D'après l'auteur de *L'Etat au Cameroun*, pour comprendre une culture politique, il est donc impératif de restituer les enchaînements cognitifs d'une époque à l'autre. Ceux-ci consistent le plus souvent en des échanges entre civilisations. Bref, J.-F. Bayart oppose au culturalisme, ce qu'il tient pour le syncrétisme identitaire ; à l'individualisme méthodologique et à l'anthropologie comparatiste de Max Weber et de G. Balandier, il apporte le concept du syncrétisme stratégique. Cela lui a permis d'approfondir ses analyses d'entreprises politiques concernant les sociétés qualifiées d'« archaïques » : « l'Etat n'est pas nettement constitué » et « présente de configurations très diverses »⁷².

Le deuxième axe de la pensée de J.-F. Bayart cherche à éclairer le système d'échanges qui fonde la construction de compromis politiques, garant de stabilité et de continuité de l'Etat. Car, l'accès au pouvoir aussi bien qu'aux ressources matérielles et morales de l'Etat fait l'objet de rivalités et de conflits. Le dépassement de ceux-ci par le recours à ce que Bayart qualifie de syncrétisme stratégique, apporterait des ressources destinées à assurer la continuité du système étatique :

En pays bamiléké, comme dans nombreuses sociétés africaines, il est courant d'être chef traditionnel et préfet ou surtout, chef d'entreprise. Tout est fait pour que l'ouverture à la modernité rime avec fidélité à la tradition. Celle-ci, en d'autres termes, n'est ni statique ni maniaque. Elle fait plus ou moins bon mélange avec le changement et donne lieu à des interprétations contradictoires de la part des acteurs autochtones eux-mêmes : depuis l'instauration du multipartisme en 1990, le pays bamiléké a été l'un des fiefs de l'opposition au président de la République, mais, en assez grand nombre, les chefs et les hommes d'affaires ont finalement cru devoir soutenir sa candidature aux élections de 1992, encouragés qu'ils étaient par une forte pression politique, bancaire, fiscale, et policière du régime⁷³ 1.

La politique donnant lieu à un cadre de rapports sociaux auquel participent des groupements d'horizons sociaux si différenciés, les espaces africains se démarqueraient, selon Bayart, par le phénomène de « cooptation de leaderships composés d'éléments ruraux et urbains. Cela débouche sur l'institutionnalisation de structures oligarchiques, substrat d'une "révolution passive", car ces oligarchies sont, elles-mêmes, organisatrices de changements économiques et sociaux au moyen de "l'assimilation réciproque". Les produits de ce modèle de rapports Etat-société seraient, d'après Bayart, la modernisation conservatrice, compte tenu que la richesse est investie pour recréer l'harmonie sociale, pour reproduire des liens entre familles, factions politiques, patrons et clients.

Pour ce qui est de l'Afrique post-coloniale, l'interprétation de J.-F. Bayart des rapports de la société à l'Etat ramène ainsi aux antipodes des cadres de la pensée marxiste. Car, dit Bayart en s'appuyant sur M. Henry, la validité épistémologique de l'analyse binaire des

⁷¹ 9 BAYART, Jean-François, *L'illusion identitaire*, op. cit., p. 10.

⁷² 0 Cf. BALANDIER, G., *Anthropologie politique.....* op. cit., p. 8.

⁷³ 1 BAYART, J.-F., *L'illusion identitaire.....*op. cit., p. 18.

rapports à l'Etat suppose que des classes sociales soient représentatives des groupes ayant conscience par eux-mêmes de la classe. Cette conscience est accomplie lorsque la classe se pense et se vise elle-même comme unité et lorsqu'elle pense et agit comme telle⁷⁴2. Dans les faits, au Sud du Sahara, les rapports de classe ne sont nullement la source première des conflits, malgré l'acuité de l'inégalité sociale. Quel que soit le type de régime considéré, ce sont des luttes de factions structurées autour d'une personnalité et incorporant divers groupes sociaux jusqu'aux plus subordonnés qui constituent le sel de la vie politique. L'ensemble des acteurs, des plus modestes aux plus puissants, participe à travers le monde des réseaux, à la lutte sociale la plus significative. En ce sens, l'Etat en Afrique n'est pas un instrument d'une classe dominante d'autant que dans les réseaux mis en œuvre, « les petits ouvrent eux aussi à l'innovation politique et leur apport n'est pas en contradiction nécessaire avec celui des 'grands' ». La société globale, elle, se structure assemblant les forces sociales agissantes mais qui relèvent de temporalités paradoxalement différentes et harmonisables.

C'est tout en insistant sur l'aspect de diversité historique des assises du pouvoir, que l'analyse de J.-F. Bayart semble intéressant. Pour lui, l'adoption de régimes d'inspiration constitutionnelle en Afrique ne peut pas résister à une logique de l'hybridation car ils sont réinvestis par la culture politique locale. Cette culture fonctionne selon d'autres règles de jeu que celles de milieu d'origine de régimes libérales, tandis que les symboliques « s'indigénisent ». En ce sens, « la gouvernementalité en Afrique passe par /.../ l'emprunt simultanément à la pluralité des genres discursifs » des acteurs sociaux et que « l'ensemble /.../ dominantes et dominés /.../ se voit soumis à une double logique de totalisation et détotalisation »⁷⁵3.

J.-F. Bayart apporte à l'analyse politologique une boîte à outils permettant de décrypter un espace social relevant d'une historicité propre. Son approche sociale de l'Etat suggère d'abord que l'on s'interroge davantage sur ce qui constitue le substrat de l'Etat, dans différents contextes. On est redevable à ses J.-F. Bayart du fait d'avoir esquissé une méthodologie pour l'examen des rapports entre l'Etat et la société, par rapport à leur référent historique. Mais il reste à expliquer, comment différentes sociétés parviennent, selon leurs historicités, à structurer le pouvoir et à en assurer la régulation. Dans le champ théorique où se situe cette analyse, on a des difficultés soutenir, au début du XXI^e siècle, que la rationalité du pouvoir américain, chinois, français, etc., soit différente de celle des Etats africains. Car à l'instar des premiers, ces derniers renferment également des systèmes de rapports de pouvoir, assis sur des inégalités sociales.

Le défaut majeur qui ressort dans l'entreprise théorique de J.F. Bayart, suivant D. Bourmaud⁷⁶4, débouche sur une dilatation du concept d'Etat au point que le fait étatique devient imprécis quant à son domaine et ses frontières. En effet, le fait que ce chercheur ait surestimé des liens entre le pouvoir et les systèmes de représentations de la multiplicité d'espaces sociaux, à certains égards, aboutit à des imprécisions : d'abord, l'interactivité du social et du politique n'a pas été associée à la rationalité d'apporter des ressources à la centralité politique, en tant qu'instance à la base de l'entreprise du système politique, du pouvoir réel et de la domination ; ensuite, cette centralité n'étant pas éclairée, on se heurte à la difficulté de comprendre le rôle des institutions dans le fonctionnement des systèmes en place, autoritaires ou démocratiques.

⁷⁴ 2 Cf. HENRY, M., cité, BAYART, J.-F., *ibid.* p. 224

⁷⁵ 3 Cf. *supra*.

⁷⁶ 4 BOURMAUD, Daniel, *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997, 160p, pp. 56-57.

L'auteur de l'Etat en Afrique amène à un regard de l'Etat qui ne prend pas en compte l'ensemble des assises de sa capacité d'autorégulation. Cette lacune vient peut être du souci d'appréhender la spécificité substantielle du pouvoir dans les Etats post-coloniaux en Afrique. Selon J.-F Bayart, telle particularité se traduirait par ce qu'il tient pour La politique du ventre, argument qui repose sur certains emprunts théoriques. Ainsi, la mise en oeuvre de concepts tels que "groupe hégémonique", "bloc historique" d'Antonio Gramsci à l'analyse du politique en Afrique ne lui ont apporté que des blocages à l'approfondissement de la compréhension du pouvoir, comme un construit multidimensionnel mais aussi toujours inachevé.

Cela s'avère avec aisance lorsqu'il associe les faits politiques au déterminisme d'oligarchies aux prises avec la « modernisation conservatrice ». Celle-ci aurait comme objectif, selon Bayart, « l'investissement de leurs richesses » en vue de « l'harmonie sociale et de la reproduction de liens entre familles, factions politiques et clients ». Inspirés d'un cadre analytique similaire, M. Fortes et E.E. Evans-Pritchard avaient déjà différencié les systèmes politiques africains de ceux de l'Europe dans des termes suivants :

***La plupart des sociétés africaines appartiennent à un ordre économique très différent du nôtre (c'est-à-dire de celui de l'Europe). Leur économie est principalement une économie de subsistance avec une différenciation rudimentaire du travail productif et sans appareil d'accumulation de richesses sous forme de capital ou industriel. Si la richesse est accumulée, elle prend la forme de biens de consommation ou de biens d'agrément ou est utilisée pour entretenir des clients supplémentaires. Par la suite, elle est rapidement dissipée et ne donne pas naissance à des classes permanentes. Les distinctions de rang, de statut ou d'occupation jouent indépendamment des différences de richesse*^{77 5}.**

A la lumière de ces ressources théoriques, on aborde un terrain où l'on reste mal éclairé sur le fait que le phénomène de pouvoir s'associe toujours à la différenciation structurale. Il en va de même lorsqu'on se demande pourquoi le pouvoir se traduit aussi sous la forme de centralité des systèmes de rapports sociaux, dont il devient l'organisateur. A ce stade, on pose les mêmes questions pour connaître les sources de sa légitimité aussi bien que les ressources mobilisées pour ceux que se « font légitimer » comme des candidats aux espaces de la centralité politique.

Le pouvoir, qu'il se soit cristallisé sous la forme étatique ou non, se revêt d'un certain nombre de traits qui en définissent la nature. On se permet de soutenir que le pouvoir est l'un des facteurs constitutifs de la société et, à ce titre, le bénéficiaire majeur des rapports sociaux qui y sont en place. Le pouvoir est indissociable de l'accès privilégié à des ressources (politiques) permettant son entretien comme relation sociale assise sur les inégalités.

B. Badie s'est également inspiré de l'anthropologie comparatiste dans ses études sur le phénomène du pouvoir en Occident et dans les espaces politiques post-coloniaux. Dans son

^{77 5} Voir FORTES, M. et EVANS-PRITCHARD, E.E., « Introduction », FORTES, M. et EVANS-PRITCHARD, E.E. (sous la direction de), op. cit., p.7. Pour d'autres chercheurs s'attachant à la pensée économique comme critère de lecture des structures étatiques, les limites de la technologie et de l'économie, dans nombre des cas des sociétés traditionnelles, ne rendraient pas viables des contextes structurant le politique. Tout en s'appuyant sur le constat de l'absence de clivages et de conflits entre les intérêts, ils mettent en avant le fait que l'appartenance à des « classes » n'opère pas encore et que le mystère du pouvoir, les rapports entre gouvernants et gouvernés, n'ont pas un fondement contesté. Voir GLUCKMAN, Max, cité, BALANDIER, G., *Anthropologie politique*, Paris, PUF (1^{ère} éd., 1967) 1984, 240p, p.174.

ouvrage, *Les deux Etats. Pouvoir et Société en Occident et en terre d'Islam*, il laisse entrevoir qu'il existe ailleurs des dynamiques culturelles porteuses d'un autre ordre politique⁷⁸6. Mais l'effort d'en faire l'interprétation échouerait si l'on prenait la façon particulière dont se manifeste l'interactivité du social et du politique dans son environnement comme s'il était l'effet d'un produit importé. Dans la logique de B. Badie, la structuration étatique en Afrique est tenue pour un effet de l'importation des modèles politiques d'autant plus que l'on y trouve de nombreux cas de type marxiste et social démocrate. Par ailleurs, le jeu factionnel, la rivalité entre leaders potentiels cherchant dans les répertoires idéologiques internationaux la marque capable de les distinguer les uns des autres activent la logique d'emprunt et contrôlent son orientation, indépendamment des clivages et des enjeux internes. L'auteur de l'Etat importé impute à ce qu'il qualifie d'opération de greffe des formes occidentales du pouvoir politique le fait qu'il y soit facteur de désordres. Pour lui, le nouvel Etat bouscule les logiques identitaires traditionnelles, les modes de mobilisation collective, favorisant un vide au sommet et la relance à la base de crispation identitaire, de nature confessionnelle ou ethnique. Il s'ensuit, dans la culture politique, « une perte générale du sens » qui débouche, dans nombre d'exemples, sur la paralysie d'institutions, gravement affectées par la corruption, ou sur des affrontements parfois meurtriers - Ethiopie, Afghanistan, Rwanda, etc.

Ce serait en quelque sorte insatisfaisant si l'on se borne à des simples constats de scénarios conflictuels qui rappellent ceux survenus en Europe, sous l'influence de principes machiavéliques. On se demande plutôt si le pouvoir comme processus politique s'appuie sur des bases a-historiques (tradition). L'hypothèse animant cette recherche est la suivante : historiquement, qu'il prenne la forme étatique ou non, le pouvoir n'est pas un construit étranger aux processus africains. Les acteurs sociaux s'y seraient aperçus de la nature changeante de ses assises. On ne peut donc que s'interroger sur l'efficacité des processus de leur légitimation dans un contexte où l'interactivité entre la tradition et l'environnement modernisant est inéluctable.

Bref, le répertoire théorique de ce politiste n'est pas un outil à jeter, dans cette tentative de saisir la fonctionnalité du système politique à la lumière de la notion de l'interactivité entre forces sociales. En effet, on est en présence de schémas d'interprétation des faits politiques mésestimant que ces derniers, outre l'expression de la politisation des relations sociales, sont également un mode de rapport au temps historique⁷⁹7. Les sociétés africaines se sont déconstruites et reconstruites dans le cadre de l'interactivité de forces sociales, lors de la colonisation ainsi qu'à la période post-coloniale. Négliger ce fait, équivaut à méconnaître que, lors des ces deux périodes, des réseaux de pouvoir et des réseaux de concurrence (ou oppositionnels) se sont engagés dans des processus d'interactivité à l'origine du renouvellement du système politique. Par ailleurs, B. Badie apparaît comme contradictoire puisqu'il nie que l'accomplissement des tâches de tout système politique a toujours lieu dans le cadre d'un cercle vicieux. C'est-à-dire, toute action⁸⁰8 que se donnent

⁷⁸ 6 BADIE, Bertrand, *Les deux Etats. Pouvoir et société en Occident et en Terre d'Islam*, Paris, Fayard, 1987, 287p, p.41.

⁷⁹ 7 On entend par « rapport au temps historique » un rapport aux dynamiques qui surviennent dans l'environnement du système politique exigeant de ses acteurs, selon la place occupée dans le système, de nouvelles stratégies relationnelles.

⁸⁰ 8 On se réfère ici à des exercices suivants, qui sont le propre de tout système politique : Premièrement, la capacité d'extraction est la capacité de mobiliser des ressources matérielles et humaines de l'environnement interne ou international du système politique. L'étude de la capacité extractive doit prendre en considération les ressources prélevées aux divers types de gouvernements, du coût de ce prélèvement en termes d'affaiblissement corrélatif du soutien politique ; des structures spécialisées dans l'extraction (bureaucratie, par exemple) ; enfin, des modes d'extraction (persuasion, contrainte). La mesure de la capacité extractive donne des indications importantes sur le fonctionnement du système politique. Deuxièmement, la capacité de régulation a trait au contrôle du

les systèmes politiques se déploie dans le cadre de l'interactivité, d'ailleurs inséparable de la production du politique.

En effet, les sociétés relevant de la tradition et de la modernité, elles aussi, ont recours à des procédés communicationnels en vue de faire accepter la nature inégalitaire des échanges, intrinsèques aux rapports de pouvoir. Cela tient au fait que le pouvoir, dans tous les systèmes politiques, tend à se développer comme rapport de domination mais le consentement qui le rend légitime portera à réduire son emprise ; agissant sur la base de la dissymétrie opposant gouvernants et gouvernés, il s'appuie sur l'allocation déséquilibrée de ressources, dans la mesure où il assure des privilèges à ses détenteurs. Qu'ils se conforment à la tradition ou à la rationalité bureaucratique, tous les régimes politiques sont en même temps acceptés, en tant que garants de l'ordre et de la sécurité ; révérents, en raison de ses implications sacrées ; contestés, parce qu'ils justifient et entretiennent des inégalités sociales.

Aussi, notre schéma d'analyse du pouvoir s'appuie sur des emprunts théoriques à J.-F. Médard⁸¹9, pour qui le phénomène étatique en Afrique sub-saharienne illustrerait un cas de néo-patrimonialisme. Le néopatrimonialisme traduit une situation de dualisme, le patrimonialisation et la bureaucratisation étant paradoxalement des ressources pour l'entretien de l'Etat. Relevant de la combinaison de ces deux traits, l'Etat néopatrimonial se présente non pas comme un type idéal mais comme un type mixte. Il se définit par les traits du patrimonialisme en termes de contrôle des ressources par le chef (de l'Etat) en recourant aux techniques de l'allégeance et de la soumission, au-delà des liens de parenté. Le chef se trouve donc confronté à un impératif de domination d'un espace multiethnique, dont il n'a pas la paternité et qui impose un certain nombre de contraintes non choisies. Pour se faire légitimer, outre l'emprunt des traits bureaucratiques à sa souche européenne, la régulation politique relève d'un système d'échanges entre le centre politique et la multiplicité d'espaces sociaux formant la société globale.

Dans ce cadre de rapports sociaux, le politique cherche à se légitimer comme l'agent de l'organisation de la société globale, par la mise en œuvre de ressources politiques offertes par le patrimonialisme et l'institutionnalisation inachèvement ; mais la légitimité de

comportement des individus et des groupes. Dans quelle mesure le système politique règle-t-il les attitudes des membres du groupe social ? Quelles personnes sont assujetties à ce contrôle ? Quelles sont la fréquence et l'intensité des interventions des autorités chargées du contrôle ? Troisièmement, la capacité de distribution concerne l'allocation, par le système politique, de biens, services, honneurs, etc., aux individus et aux groupes sociaux. Quelles est l'importance des biens ainsi distribués ou redistribués ? Quels sont les acteurs de la vie humaine ainsi touchés ? Quelle partie de la population profite de cette distribution ? Par distribution, il faut entendre l'ensemble de mécanisme de répartition des ressources nationales dans la population. Quatrièmement, la capacité réactive (ou réponsive), mesure la sensibilité du système politique aux demandes qui lui sont présentées. Cette sensibilité dépend de facteurs structuraux (quels sont les groupes habilités à exprimer des demandes ? Quels sont les moyens de communication et les procédures de traitement de ces demandes ?) et de facteurs culturels. D'après Almond, la capacité d'un système dépend essentiellement des ressources mobilisables. Enfin, les fonctions de maintien et d'adaptation du système politique. Tout système social, pour se maintenir, doit s'adapter aux conditions de son environnement. Un système doit être capable de renouveler ses structures politiques, de créer de nouveaux rôles politiques ou de changer leur contenu pour s'adapter à la modification du contexte. L'adaptation structurale se traduit souvent par la création de structures parallèles. Ces rôles politiques nouvellement créés en marge des structures existantes sont souvent récupérés par les anciennes structures, assimilés par le système. Outre l'aspect du maintien et de l'adaptation, le recrutement politique pourvoit les rôles des titulaires. Ceux-ci sont parfois assignés, parfois acquis par une procédure déterminée (tirage au sort, élection, concours). En général, les systèmes politiques combinent les deux techniques. Pour les détails, voir COT-, Jean Pierre, MOUNIER, Jean-Pierre, *Pour une sociologie politique*, T.1, Paris, éd. Du Seuil, 1974, 249p, pp. 19-23.

⁸¹ 9 Voir MEDARD, Jean.-François, « L'Etat néopatrimonial en Afrique noire », in Médard, J.F. (dir.), *Etats d'Afrique noire, Formation, mécanismes et crise*, Karthala, 1991, p220 ; voir aussi BOURMAUD, D., *La politique en Afrique...* op. cit., pp. 61-62.

l'Etat post-colonial se heurte à d'obstacles entraînant sa fragilisation, dont on pourrait retenir quelques-uns : la faible capacité d'intégration d'espaces sociaux moyennant les structures socio-économiques en place, ce qui explique l'absence d'un système de représentations partagées autour de l'Etat ; la société civile étant à l'état embryonnaire, dans chaque espace communautaire ou ethnique, l'Etat est pénétré par des réseaux sociaux. L'action de ceux-ci s'avère nuisible à l'accomplissement des logiques du pouvoir politique, qu'ils se rapportent à sa dimension coercitive ou extractive. À ces facteurs, un système d'échange internationaux très inégalitaire s'ajoute limitatif de l'épanouissement étatique.

Pour ces raisons, la dimension relationnelle du pouvoir, l'analyse des faits sociaux en termes des réseaux⁸²0 et de déconcentration politique⁸³1 ne peuvent qu'être des démarches nécessaires et supplémentaires à nos choix théoriques et méthodologiques. Elles apportent des ressources pour la saisie des faits politiques dans l'ensemble d'espaces⁸⁴2 composant la société plurielle du point de vue culturelle, en éclairant ce qui y est le substrat des appartenances. En outre, parce que les réseaux participent à la formation des groupes et des collectifs d'action, cette démarche éclaire, semble-t-il, les modes légitimes de penser ainsi que la rationalité de la (de)mobilisation à la base de l'interactivité du social et du politique.

Sans vouloir prôner une perspective institutionnaliste du politique, pouvoir et politique sont des pratiques qui vont de pair. Le politique apparaît comme l'expression idéalisée de la société, le lieu à partir duquel son unité peut être conçue et réalisée, instance chargée de discriminer l'ami et l'ennemi ; par la protection et la sauvegarde de l'ordre social en vigueur, le politique permet d'imposer les significations qui sont le soubassement de cet ordre ainsi que de préserver les hiérarchies sociales ; par l'harmonisation des comportements et la résolution de conflits sociaux, le politique assure la compatibilité des actions des différents éléments de la société.

Assis sur un système de hiérarchies et de transactions inégalitaires, le pouvoir s'érige en facteur constitutif de la société globale. En ce sens, ses activités ont pour projet de contrôler les décisions qui concernent les moyens d'action dans un environnement fait d'autres acteurs dont les positions sont structurées, mais aussi structurantes de transformations et donc d'évolution. De la sorte, notre essai cherchera à démontrer que le champ politique est par essence un espace d'interactivité des réseaux d'action politique et d'échange généralisé, exigeant du pouvoir la remise à jour de procédés à but régulateur.

Orientation de la recherche

L'analyse en termes de réseaux : apports et pertinence

A ce stade, il devient aisé de retenir la stratégie de cette recherche. Elle a pour objet la définition de schémas explicatifs, dont l'enjeu est d'apporter l'éclairage sur le phénomène du pouvoir aussi bien que sur les assises de sa légitimité.

⁸² 0 Voir *infra* l'intérêt méthodologique de cette démarche.

⁸³ 1 Voir *infra* la signification qu'on accorde à cette notion.

⁸⁴ 2 Voir *infra* l'explication qu'on donne à ce concept.

S'il est certain que l'accomplissement de la rationalité du pouvoir suppose qu'il se soit structuré comme système d'action⁸⁵3, on s'interroge en revanche s'il n'est pas un construit socialement et historiquement situé. Vu sous cet angle, un certain nombre de questions méritent d'être soulevées. D'abord, du fait que notre objet d'étude, le Mozambique⁸⁶4, se définit par une trajectoire historique et par un profil social entre tradition et modernité⁸⁷5 ; ensuite, qu'il se rapporte à la période coloniale ou post-coloniale, le pouvoir politique en place est en interactivité avec un espace multiethnique et multi-religieux⁸⁸6, donnant lieu à une société globale⁸⁹7.

Cette multiplicité d'espaces représente à la fois des espaces géographiques et culturels, dotés de structures de pouvoirs. La portée de la notion d'espace dans cette réflexion dérive du fait qu'elle permet de saisir l'environnement des univers sociaux aussi bien que de ses sous-groupements humains. Donnée fondamentale pour appréhender les rapports sociaux, l'espace renvoie à la proximité réelle (le voisinage), à la proximité du lieu ; à l'ensemble de pratiques qui construisent et représentent notre appartenance à un groupe social, c'est-à-dire les marques de solidarité qui signalent le lien social (ou l'exclusion) ; à la participation et à l'effectivité de l'appartenance, ainsi qu'aux processus mis en œuvre pour la formation de l'opinion, permettant à ses membres d'être pris en compte et d'être écouté. L'espace ne peut plus être défini par un seul territoire, mais comme lieu de vie ; il représente donc non seulement l'ancrage territorial de l'habitant, mais surtout le lieu où se jouent les conflits et l'effet des décisions en matière d'inégalités de tous ordres. Le lieu étant totalement pénétré par la communication, on s'y intéresse par rapport aux sens de liens existant entre les individus, aux modes de production de l'opinion politique, par référence à leur situation collective.

⁸⁵ 3 On souhaiterait faire remarquer la polysémie dont se revêt le concept de *système* dans le champ de la Sociologie. Il fait l'objet d'explications différenciées, d'après la tradition d'analyse mise en valeur. En effet, des chercheurs d'inspiration holiste, structuro-fonctionnaliste, actionniste ou encore de la démarche stratégique en présentent des lectures contradictoires. Talcott Parsons en donne la conception suivante : « Un système consiste en une pluralité d'acteurs individuels en interactions les uns avec les autres dans une situation qui a au moins un aspect matériel d'environnement, acteurs dont la motivation repose sur la tendance à l'optimisation de la satisfaction et dont les relations entre acteurs, sont définies et assurées par un système de symboles culturellement structurées et collectif » ; D'après G. Lavau, « Un système politique est un ensemble de processus et de mécanismes destinés à faire converger ou à neutraliser des pluralismes sociaux irrépressibles, et qui, de plus, est organisé de façon telle qu'il permet à ses différents acteurs de proposer des buts contradictoires et de concourir entre eux pour changer l'agencement du système ou pour modifier ses orientations sans faire exploser l'équilibre du pluralisme » ; Pour le propos de notre recherche, on se contente avec la définition de M. Crozier et E. Friedberg, qui envisagent le système d'action comme un instrument de contrôle et théorie du changement : « /.../ le système d'action que l'on rencontre dans la réalité sont dominés par des structures d'influence telles les ajustements mutuels qui s'y développe ont beau constituer la meilleure solution à l'intérieur de cette structure, ils tendent à renforcer les caractéristiques de cette structure, en particulier les dysfonctions et ses inégalités. /.../ la notion de système d'action concret peut nous permettre /.../ de mieux poser le problème pratique et théorique qui constitue la décision. Une décision est, en effet, toujours le produit d'un système d'action concret, que ce soit une organisation ou un système organisé d'action sociale ou un système temporaire élaboré pour la circonstance. Aucune décision ne peut être considérée comme rationnelle en soi, elle n'est rationnelle que par rapport au système d'action qui la produit. L'analyse des systèmes d'action doit donc nous permettre d'apporter une contribution à la théorie du changement ». Voir PARSONS, Talcott, cité, LAPIERRE, Jean-William, *L'Analyse des systèmes politiques*, Paris, PUF, 1977, 268p, p. 27 ; LAVAU, G., cit., LECOMTE, P. –DENNI, B., *op. cité*, pp. 18-19 ; CROZIER, M. – FRIEDBERG, E., *L'Acteur et le système*, ... *Op. cit.*, p.302 et 314

⁸⁶ 4 Voir l'annexe 1 et 2: Le continent African et la localisation géographique du Mozambique

⁸⁷ 5 Voir l'annexe 3, Mozambique : Points de repères

⁸⁸ 6 Voir l'annexe 4 : La carte ethnique et religieuse du Mozambique.

⁸⁹ 7 Voir le chapitre II

Etant donné que le pouvoir est en même temps relation d'interaction et de production du social, il y a donc lieu qu'on s'interroge : Comment et pourquoi le pouvoir en tant qu'organisation arrive-t-il à s'imposer comme système ? Qu'est-ce qui explique que certains individus et groupes sociaux parviennent à se placer au centre du pouvoir, et par-là, au centre de relations sociales ? L'organisation secrétant une structure hiérarchique, une différenciation structurale (réelle ou en construction) : sur quelles bases les gouvernés interprètent, appréhendent et se font-ils une opinion du politique ?

Dans le sillage du raisonnement dont on s'inspire, cette problématique n'est pas sans intérêt. Il suffit que l'on se reporte aux crises de transition à l'indépendance en Afrique. Celles qui ont été déclenchées par le modèle du développement inspiré du mythe de l'Etat-nation sont également éclairantes. Elles rendent compte de la complexité de l'interactivité du social et du politique dans bon nombre de pays africains. Le cas du Mozambique en est une illustration.

Ces conflits se sont certes déroulés dans le cadre de la lutte contre l'Apartheid en Afrique australe mais le politique était au cœur de leur développement. Ils témoignent d'ailleurs du fait que la fonctionnalité des Etats africains rend incontournable la mise en place de coalitions à variété culturelle, sur la base de transactions et de compromis. Après dix ans de lutte armée, le FRELIMO⁹⁰8 conquiert l'indépendance politique en 1975. Par la suite, il se proclama, en 1977, Parti marxiste-léniniste et d'avant-garde de ce qui a été désigné, dans le discours officiel, par « la classe ouvrière et paysanne ». En tant que tel, le Frelimo devait diriger l'Etat et la société⁹¹9. Il s'est constitué par conséquent un champ d'action sociale dont l'enjeu était la structuration de l'Etat. Tel champ d'action était marqué par des conflictualités déterminées, d'une part, par la concentration politique, et, d'autre part, par l'environnement extérieur du Mozambique. Ce fut dans ce contexte que tout un ensemble de mesures dont la réalisation, commencée en 1976, aboutit à la création d'un appareil étatique intervenant dans les sphères économique et sociale. Quant à la politique extérieure, la visée était de rapprocher le pays du système établi dans les pays de l'Est, en particulier de l'ex-URSS.

Le programme de modernisation fut mis en oeuvre. Axé sur l'édification des villages communautaires, il devait permettre aux paysans, d'après Manuel Ferreira⁹²0, de « sortir du secteur traditionnel et de leur torpeur millénaire ». En effet, la grande partie de la population mozambicaine était constituée de paysans, appartenant à des structures lignagères, sur leurs domaines territoriaux. A la lumière du droit coutumier, la terre est à la fois un des repères identitaires, un don des ancêtres et un héritage pour les générations futures. De plus, celle-ci tenait un rôle fondamental dans la reproduction des rapports sociaux entre les communautés rurales. Au lieu du retentissement prévu, la collectivisation rurale n'a entraîné que des conflits entre ces dernières et l'Etat, dont l'élite disait paradoxalement qu'il s'agissait d'une entreprise de la classe ouvrière et paysanne.

John Saul⁹³1, Barry Manslow⁹⁴2 et d'autres auteurs ont identifié ce qu'ils ont appelé 'les conflits de classes' durant la lutte armée comme la source de contraintes obligeant

⁹⁰ 8 Front de Libération du Mozambique.

⁹¹ 9 Cf. : *Constituição da Republica Popular de Moçambique*. Maputo, Tempografica, 1983

⁹² 0 FERREIRA, Manuel (Il était alors le Ministre de l'agriculture), cité par CAMPBELL, Bonnie, *Libération nationale et construction du socialisme en Afrique (Angola, Guinée-Bissau et Mozambique)*, Montréal, Editions nouvelle, 1977, 163p, p. 110

⁹³ 1 SAUL, John S. a écrit un article dont le titre est "FRELIMO and the Mozambique Revolution" in ARRIGHI, Giovanni and SAUL, John S. (Editors), *Essays on the Political Economy of Africa*, London, Monthly Review Press, 1973, pp. 52-87

le FRELIMO à évoluer vers un projet marxiste-léniniste de l'Etat. Selon Bertil Egero⁹⁵3, poussant ses analyses dans la même perspective, ce processus traduisait la construction du pouvoir de la classe travailleuse, de l'Etat populaire au Mozambique. Néanmoins, ces auteurs n'expliquent pas pourquoi les composants de la prétendue alliance ouvrière-paysanne se sont laissés mobiliser pour participer à la guerre civile, amenant le régime marxiste à sa chute.

En effet, de 1976 à 1992, le Gouvernement doit faire face aux conséquences de la guerre. Déclenchée comme un processus de déstabilisation mis en oeuvre par la Résistance Nationale Mozambicaine (RENAMO), au profit, d'abord, du régime d'Ian Smith en Rhodésie du sud, puis du système de l'Apartheid, en Afrique du sud, ce conflit prit, dans les années 80, la figure d'une guerre civile. Il en découla de nombreuses embûches dans la réalisation des programmes de développement et la nécessité de rechercher de nouvelles bases pour l'entretien de l'Etat. L'adhésion au FMI et à la Banque Mondiale en 1983, l'abandon en 1990, du modèle de développement d'inspiration marxiste-léniniste⁹⁶4, l'engagement de négociations dans le but de mettre fin à ce qui était appelé, à l'époque, la "guerre des bandits armés", sont des démarches de rétroaction de l'entreprise étatique devant la crise économique et sociale persistante.

Ce fut alors que, grâce à la médiation internationale, le Frelimo et la Renamo purent progresser vers un consensus global à l'égard des questions qui les opposaient. Le 4 octobre 1992, les deux Partis signèrent à Rome l'Accord Général de Paix (AGP). Pour l'essentiel, l'AGP confirma le pluralisme politique et la réalisation d'élections fondées sur le principe du suffrage universel, entendu comme étant le processus conduisant le Mozambique à la démocratie. Les résultats de ce nouveau tableau politique sont les suivants. Outre les deux formations belligérantes, 12 d'autres partis politiques⁹⁷5, d'inspiration ethnique, régionale ou à dimension nationale, participèrent aux élections législatives en octobre 1994.

Légitimant un nouveau modèle d'articulation du politique et du social, le scrutin qui eut lieu est à l'origine de l'Etat de partis au Mozambique⁹⁸6. Comme au Botswana, en Ouganda, en Afrique du sud, au Cameroun ou ailleurs, on y voit les stratégies des acteurs du politique réaménageant alliances et compromis avec une variété de forces sociales, y compris les élites traditionnelles.

Le processus politique mozambicain illustre qu'à la racine de l'interactivité du social et du politique se trouve cette quête de régimes d'échanges sociaux permettant la régulation et la durabilité de la société globale. A ce propos, Brazão Mazula et all., dans leur ouvrage

⁹⁴ 2 MUNSLOW, Barry était très attaché au paradigme de la lutte de classes, ce qui est d'ailleurs bien évident dans son livre *MOZAMBIQUE, The Revolution and its origins*. Harlow: Longman, 1983, 195p. Toutefois, il semble avoir fait un saut vers le courant réévaluative, du moins par le chapitre introductif, duquel est l'auteur, en éditant l'ouvrage qu'il a intitulé *AFRICA: Problems in the transition to socialism*, London, zed books, 1986, 220p

⁹⁵ 3 EGERO, Bertil, "Peoples Power: The case of Mozambique", in MUNSLOW, Barry (édit), op. cité., pp. 114-139

⁹⁶ 4 Cf. Constituição da República de Moçambique

⁹⁷ 5 Il s'agit des partis dont les sigles sont les suivants : UD; Frelimo, Renamo, AP, SOL, FUMO/PCD, PCN, PIMO, PACODE, PPPM, PRD, PADEMO, UNAMO, PT. Voir plus de détails au chapitre V.

⁹⁸ 6 Cf. MAGODE, José, *La formation de l'Etat postcolonial au Mozambique : structures sociales, conflits et changements*, (DEA Science politique) Lyon, Institut d'Etudes Politiques-Université Lumière Lyon 2, 1998, 174p, p. 149

intitulé *MOÇAMBIQUE, Eleições, democracia e desenvolvimento*⁹⁹7, soulignent, à l'instar d'autres chercheurs¹⁰⁰8, l'avènement de la démocratie au Mozambique.

La débâcle du régime à Parti unique s'est certes imposée de pair avec le changement du cadre institutionnel permettant la formation des partis politiques à tendances variées et l'accès au pouvoir par le rituel électoral¹⁰¹9. Mais ce changement n'a apporté que l'ouverture des voies de l'apprentissage social d'une nouvelle culture politique. La démocratie n'est pas un ensemble de procédés d'abord. Elle est d'abord la croyance aux droits de l'homme comme système de représentations organisatrices des rapports sociaux se traduisant par plus de liberté et plus de responsabilité collective de la chose publique. Or, ce n'est pas encore le cas des sociétés entre tradition et modernité¹⁰²00.

On se permet donc de mettre à l'écart de la tendance pressée d'associer les multipartismes africains à la réalité d'une démocratie achevée. En revanche, ce fait social en tant que stratégie de communication et de légitimation du pouvoir dans un environnement social où le mythe d'Etat-nation n'est pas un déterminant des préférences politiques, n'est pas dépourvu d'intérêt politologique. De ce fait, on considère les multipartismes africains pour des réalités de déconcentration politique.

Par déconcentration politique, on ne représente ni des cas de fédéralismes ni des sociétés à désordre dues aux ethnicismes à l'encore des frontières héritées du système colonial et amenant à la désintégration de l'Etat. Au contraire, on identifie au Mozambique l'existence d'une société d'Etat : issue de la domination coloniale et de la Lutte de Libération, elle s'est construit un centre de pouvoir, incarné par ses appareils intégratifs (administratifs et politiques), et qui assurent l'accomplissement des rationalités du pouvoir¹⁰³01. C'est à ces appareils que revient d'ailleurs la tâche de faire que la société forme un tout malgré la pluralité des structures – économiques, sociales, religieuses, etc. – qui s'y combinent ; de faire que ses membres vivent ensemble en dépit des conflits qui les opposent ; de faire que des décisions qui y sont prises et coordonnées, engagent les groupes composant la société ;

⁹⁹ 7 MAZULA B. *et all.*, *MOÇAMBIQUE, Eleições, Democracia e Desenvolvimento*, Maputo, edição B. Mazula, 1995, 672p.

On se réfère à cet ouvrage de façon plus approfondie lors de ce travail.

¹⁰⁰ 8 La lectrice (le lecteur) peut se reporter aux pages 1-2 de ce chapitre.

¹⁰¹ 9 Dans la recherche d'un compromis avec la RENAMO qui menait une guerre civile (1976-1992), le FRELIMO a dû faire approuver un projet de réforme de la Constitution à l'Assemblée de la République, en 1990. Par la suite, le pays se désignera République du Mozambique au lieu de République Populaire du Mozambique. Le multipartisme adopté par le système, le FRELIMO, qui jusqu'alors affichait le drapeau de Parti d'avant garde et Marxiste-léniniste s'appellera FRELIMO-Parti Social Démocrate. Le rituel électoral a été mis en place, d'abord en 1994 puis en 1999, comme procédés légitimation de l'accès au pouvoir. Jusque là, l'on n'a pas assisté à l'avènement de l'alternance dans l'exercice du pouvoir, car, depuis l'indépendance, le FRELIMO est toujours au pouvoir.

¹⁰² 00 Un raisonnement similaire a été développé par MARTIN, D.-C., « Le multipartisme pour quoi faire ? Les limites du débat politique : Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zimbabwe », in *Politique africaine*, 43, Oct. 1991, pp. 21-30. Voir également BAYART, J.-F., « La problématique de la démocratie en Afrique noire : la baule, et puis après ? », *Politique Africaine*, 43, Oct. 1991, pp. 5-20. S'il est vrai qu'on constate au Mozambique l'existence de groupes dont la parole témoigne de l'incorporation du discours de la modernité politique, il n'en est moins vrai que cela ne concerne qu'une minorité. La plupart de ces personnes qu'on appelle les « citoyens » restent attachés à leurs cultures de Terroir. Notables et entrepreneurs politiques s'identifiant à certains espaces ethniques, ils sont les gardiens des intérêts des sous-ensembles sous leur influence. Leurs rapports au politique ont beaucoup à avoir avec la représentation religieuse et communautaire qu'ils se font de l'instance politique.

¹⁰³ 01 Voir *supra* notre analyse sur "Le pouvoir : cadre théorique et problématique ».

d'assurer que les processus centrifuges et centripètes fondant la cohérence sociétale ne débouchent pas sur la désintégration de la société globale¹⁰⁴02.

A la croisée du traitement juridique et de l'approche stratégique, la déconcentration politique sera un mode d'inscription du pouvoir dans la société à des identités multiples. Du point de vue juridique, la déconcentration n'est qu'un aménagement territorial de l'administration de l'Etat ou encore, un aménagement pratique de la centralisation. Elle se caractérise par des principes et des règles d'étroite dépendance à l'Etat. C'est lui qui nomme ses agents déconcentrés pour le représenter, pour parler et agir en son nom dans des circonscriptions qui organisent une localisation de son pouvoir, sans porter aucune atteinte à l'unité de celui-ci. Avec la déconcentration, l'administration reste aux mains du pouvoir central ou de ses agents déconcentrés dont les actes doivent être conformes ou, au minimum, compatibles avec les normes supérieures émises par le pouvoir central. C'est l'application du principe de la hiérarchie des normes. Dans ce sens, l'administration centrale et l'administration déconcentrée forment un ensemble (système) : La première instance du pouvoir et celles émanant de la déconcentration politique restent étroitement liés par des rapports de soumission et de contrôle hiérarchique. La relation qui s'établit entre l'autorité supérieure centrale et l'autorité déconcentrée est une relation de compromis et d'ordre, qui implique l'obéissance du subordonné local. La déconcentration peut donc se définir comme une technique de commandement dans laquelle l'agent déconcentré est subordonné à l'autorité de l'Etat. Ces rapports d'interdépendance seront à la racine d'un système coalitif et clientélaire¹⁰⁵03, dans la mise en œuvre de la politique.

Le concept de déconcentration politique cherche donc à décrire un champ de rapports sociaux et d'agencement du politique géré par un centre allocateur de ressources rares. Il se traduit par un ensemble de pratiques formelles et informelles visant à inscrire le politique, y compris le sens du rapport à l'Etat, dans la diversité des espaces sociaux composant la mosaïque humaine de l'Etat sans-nation. Par rapport à cette diversité d'espaces sociaux le regard du politique en termes de déconcentration retient de chaque espace aspects historiques, économiques, culturels et ceux relevant du domaine de croyances, qui font le substrat de la culture politique.

Par ce biais, la notion de déconcentration politique éclaire d'abord la façon dont les gens construisent l'opinion les amenant au consentement ou à l'illégitimation du système politique en place ; ensuite, elle éclaire comment dans un contexte social entre tradition et modernité, les politiques tiennent les références culturelles de chaque espace comme des ressources pour la communication et la mobilisation politique. L'analyse du politique en termes de déconcentration politique explore par conséquent des liens (conflictuels ou coopératifs) dans une chaîne d'acteurs : ceux étant parvenus au centre étatique vis-à-vis de ceux se plaçant dans les espaces de la centralité d'une multiplicité d'espaces : Ethnies,

¹⁰⁴ 02 Cette caractérisation du rôle du politique s'inspire de DUVERGER, Maurice, *Sociologie de la politique*, Paris, PUF, 1973, 445p, pp. 71-79 ; POUILLON, Jean, cité, ABÉLÈS, Marc, *L'Anthropologie de l'Etat*, Paris, A. Colin, 1990, 183p, p. 79.

¹⁰⁵ 03 Le concept de clientélisme ou de patronage, du fait peut-être de son origine ethnologique, a connu chez les politistes un succès aussi grand que tardif. C'est autour de lui que s'articulent les débats sur la modernisation politique. Dans la littérature ethnologique le rapport de clientèle est défini de façon précise comme une relation directe entre deux personnes (bilatérale ou dyadique), asymétrique (c'est-à-dire inégale – un patron et un client), mais d'échange (affectif et matériel) donc réciproque. Le « patron » offre protection – militaire ou judiciaire (assistance), alimentaire, économique et intercession en cas de besoin ; le « client », en contrepartie, rend des services bénévoles, fait des dons en nature, témoignage reconnaissance, fidélité, soutien à son patron. Ainsi défini, le clientélisme est en principe caractéristique de la société traditionnelle et étranger à la société moderne. Cf. CHARLOT, Jean et Monica, « Les groupes politiques dans leur environnement », in GRAWITZ, M.- LECA, J., *Traité de science politique (3. L'Action politique)*, Paris, PUF, 1985, p. 438

communautés, églises, chefferies, partis politiques, associations, etc. L'articulation entre le centre du pouvoir avec les instances intermédiaires de ces sous-espaces explique, en fonction du type de liens avec ceux qu'y sont les notables, les influents, les entrepreneurs, la dynamique d'accords et de désaccords politiques¹⁰⁶ 04.

À l'aide des outils qu'elle mobilise pour éclairer l'interactivité du social et du politique, l'approche des faits sociaux en termes de déconcentration politique rend compte, d'une part, des stratégies de l'expression des exigences par les dominés ; d'autre part, elle permet d'appréhender des ressources mises en œuvre par le politique pour le soutien du système, dans chaque espace social. De la sorte, cette démarche ne saurait être qu'un complément de l'analyse en termes de réseaux comme ressource et système d'action, dans sa dimension formelle et informelle. Car, comme le soulignent Peter Blau et Richard W. Scott, « des organisations informelles apparaissent et sont implantées dans les organisations formelles, et se nourrissent de l'aspect formel de son agencement »¹⁰⁷ 05. Ainsi, l'organisation réelle ne peut être appréhendée qu'en considérant l'organisation formelle par rapport à l'organisation informelle, et réciproquement.

Vu que le champ politique est par essence un champ d'intervention et d'interactivité d'acteurs hétérogènes, il y a lieu qu'on s'interroge sur le phénomène de groupe. Compte tenu de ce rapport inéluctable entre aspects informels et organisations, l'enjeu est, d'une part, d'y mettre en valeur des cadres de formation de groupe en tant que support culturel, cognitif, affectif et stratégique ; le groupe étant une source de normes, on cherche, d'autre part, à saisir l'articulation entre la conformité des individus à leurs appartenances sur le plan affectif et rationnel (stratégique) avec leurs rapports au politique. Par ce biais, on envisage de retenir ce qui est à la base de la construction du sens dans les rapports sociaux.

En effet, tout en ajoutant à notre grille d'analyse l'approche en terme de réseaux, notre visée est de rendre compte de la complexité des relations sociales ainsi que des rapports entre celles-ci et la formation du pouvoir. Nous admettons d'avance, à la suite de H. Hannerz, que la notion de réseau peut être la plus porteuse. Car elle permet de saisir les rapports entre la diversité des acteurs sociaux dans leurs univers, en conformité à ce qu'ils envisagent comme « des normes pratiques »¹⁰⁸ 06 de leurs cadres de vie. C'est d'ailleurs par rapport à ces derniers qu'ils se définissent des enjeux politiques et deviennent des forces interactives dans le but d'acquérir de nouveaux statuts ou de conserver les anciens. Néanmoins, la diversité des acteurs sociaux entreprend et interagit dans un système d'action collective apportant des avantages matériels et symboliques différenciés, tant par le poids que par la qualité des uns et des autres. De la sorte se réédifient les assises du pouvoir.

¹⁰⁶ 04 Qu'elle se rapporte aux appareils partisans ou étatiques, l'analyse des rapports politiques en termes de déconcentration politique territorialise les sphères d'action des fidèles puis en établit leur articulation par des dispositifs d'ordre juridiques aussi bien que par des relations clientélistes. Les ressources symboliques et relationnelles détenues par ces notables et entrepreneurs sont mis en valeur comme moyens d'échange avec le centre du pouvoir étatique ou avec les appareils partisans. Ces ressources sont mobilisées tantôt pour les rassembler, au niveau de leurs sphères ou Territoires d'influence, des soutiens nécessaires à l'exécution de leurs programmes politiques, tantôt, dans un contexte de désaccord, pour s'y opposer.

¹⁰⁷ 05 BLAU, Peter et SCOTT, Richard W., cités, PETIT, François, *Introduction à la psychosociologie des organisations*, Toulouse, Editions Privat, 1984, 371p, p. 30

¹⁰⁸ 06 A ce propos, il y a lieu de reprendre J. -F. Bayart, pour rappeler l'une des particularités des rapports sociaux : « les dominants et les dominés mais aussi éventuellement les dominés entre eux n'évoluent pas nécessairement dans le même épistème. Les groupes sociaux dominés se définissent par rapport à d'autres espaces, déterminés par les temporalités autres ». Voir BAYART, J.-F., « L'enonciation politique », *RFSP*, Vol. 35, n°3, 1985, p. 350 ; DJOUDEM, Mohamed, « Le local en réseau », *Quaderni*, n°13-14, Printemps 1991, pp. 25-37, p. 25.

Tout en privilégiant la notion de relation, l'approche en terme de réseau pourrait faire la lumière sur ces phénomènes, dans un contexte d'interactivité de la tradition et de la modernité. En effet, le réseau peut être saisi comme une agrégation de membres, à l'aide de liens qui peuvent être multiples et variées. Mais pour que cette agrégation de membres soit constitutive de la première propriété du réseau, elle doit être connexe et connective¹⁰⁹07. L'état de la connexité signifie l'ampleur de la densité des relations entre les membres du réseau. Il traduit la capacité du réseau à solidifier ou non des liens entre divers membres en assurant la condition minimale de sa cohésion. La connexité permet à un réseau d'évaluer la multiplicité des relations assurées. Cette évaluation concerne les possibilités de relations directes constitutives du réseau, et les possibilités de relations alternatives qu'il peut entraîner.

La notion de projet exprime l'idée selon laquelle, pour qu'un réseau soit viable, il est nécessaire qu'il y ait une volonté de faire recours à l'organisation comme ressource d'action. Le fonctionnement du réseau et sa logique doivent d'ailleurs être connus et clairement reçus par les membres. Cette propriété est capitale. Si le projet n'existe pas ou comporte des confusions, le réseau se fragilise et risque de perdre sa raison d'être. C'est pourquoi le projet doit être cohérent et homogène. Celui-ci exclut l'idée de hiérarchie et traduit la nécessité d'accroître la communication et la solidarité entre les membres. L'agrégation de membres d'un réseau autour d'un projet cohérent et homogène doit être continue. La notion de continuité au sens dynamique et non statique, est aussi importante dans la définition du réseau. En effet, si l'ensemble des relations qui forme un espace articulé autour d'un projet est discontinu, il n'y a plus de réseau. La rupture désagrège les relations et dissout le réseau.

La perspective analytique en termes de réseaux¹¹⁰08 permet certes de saisir les faits sociaux sur le plan de la microsociologie. Mais les difficultés font surface lorsqu'on s'interroge, selon cette approche, le niveau macrosociologique, pour comprendre les rôles joués par diverses sortes de réseaux, en fonction de leurs capitaux sociaux, par rapport aux couples politique/territoire et pouvoir/société.

Si l'on fait appel à Denis Constant-Martin pour éclairer cette question, on risque de déboucher sur une certaine fluidité aussi bien que sur la difficulté de rendre opératoire notre raisonnement. A ses yeux :

¹⁰⁹ 07 Voir DUPUY, G., *cit.*, DJOULDEN, M., *op. cit.*, p. 29.

¹¹⁰ 08 Dans la littérature sociologique, il y a différentes manières de concevoir les réseaux. On souhaiterait en retenir quelques-unes. Les unes apportent des éléments supplémentaires, d'autres, en revanche, nécessitent une certaine distance. Dans leur ensemble, les notions d'« équipe », « club », « cercle » ou « système de relations » sont prises indifféremment. Cela a donné à des définitions peu claires, qui traduisent les quatre sens repertoriés par F. SAWICKI : Le réseau désigne une chaîne de relations personnelles de caractère formel et informel, afin de rendre compte de la façon dont des individus, aux intérêts et aux propriétés sociales, se trouvent néanmoins en relation entre eux. Une des principales justifications de l'emploi du terme réseau est le souci d'éviter certains travers des analyses purement organisationnelles en termes de conflits de rôles. Mais le réseau peut renvoyer à une réalité davantage maîtrisée par les acteurs, c'est-à-dire un système d'affinités durables fondées sur des intérêts communs, des liens de dépendance ou d'obligations entre les individus qui font alliance au sein d'un secteur de l'activité sociale et dans le contexte des concurrences internes qui sont propres à lui. Le réseau permet également de désigner des relations stabilisées entre les individus occupant des positions différentes dans des secteurs d'activités différents. Le terme « réseau » traduit un système stable d'interdépendance entre des organisations, fondé sur la multipositionnalité des acteurs, la communauté d'habitus et homogénéité des ressources politiques. Ces quatre sens de la notion de réseau comportent des risques de banalisation, notamment un usage non contrôlé pour remplacer purement et simplement des mots comme « système » ou « équipe ». Le critère relationnel tant pour les relations inter-individuelles que pour les relations inter-organisationnelles est insuffisant et peut conduire à une définition simpliste du réseau. Voir DJOULDEN, M., *art. cit.*, pp. 28-29.

Sous le terme générique de réseau, on envisage des groupements sans règles explicites ni frontières fixes, mis en mouvement dans une conjoncture particulière. Les réseaux traversent les partis et les syndicats, les associations et les coopératives. Les réseaux cherchent à mobiliser les soutiens en faisant jouer les solidarités d'origine au profit d'intérêts essentiellement transtribaux (...) et utilisent fréquemment des mécanismes clientélistes qui transcendent les oppositions de classe (dans le cas présent, on parlera aussi des frontières). Ils peuvent également être constitués à partir de structures religieuses. Enfin, jetant des passerelles entre l'institutionnel et l'informel, entre le politique et l'économique, entre l'affectivité (les liens d'origine ou de confession) et la rationalité (les avantages recherchés), jouant le rôle de lubrifiant du passage à la modernité, il n'est pas étonnant qu'on retrouve ces réseaux dans ce qu'il est convenu d'appeler le secteur 'non structuré',¹¹¹09

Tout en contestant les démarches traditionnelles de la sociologie des organisations, les critiques entreprises par Henri Amblard et all.¹¹²10 semblent s'être heurtées aux mêmes limites. Suivant leurs termes, le réseau est le concept clé permettant de dégager le sens aussi bien que la compréhension du phénomène organisationnel. Le réseau est une « méta organisation rassemblant des humains et non humains mis en relations les uns avec les autres ; c'est en saisissant les situations comme un ensemble d'entités humaines et non-humaines, individuelles ou collectives, définies par leurs rôles, leur identité, leur programme. En le retrouvant sous forme de réseau, on peut avoir l'accès à leur compréhension ». C'est encore grâce à leurs apports qu'on apprend que « reconstituer un réseau présuppose la mise en rapport de tous les éléments qui participent à sa structuration. Cet acte d'enchaîner les facteurs impliqués dans un processus socio-technique aide à éviter la question du découpage en tranches d'une réalité ».

Cette pensée apporte sans aucun doute une certaine portée à notre propos. Par son intermédiaire, on franchit un pas important dans cette recherche sur la problématique politiste de réseaux. Les réseaux peuvent certes se définir par la mise en relation physique et/ou sociale d'éléments dispersés, sa dynamique étant indifférente à la notion de frontière¹¹³11. Mais cela ne suffit pas pour rendre compte (i) de ce qui s'échange dans les réseaux ; (ii) de ce qui se passe dans les interactions ; (iii) de ce qui détermine l'appartenance à un réseau. A ce propos, tout en se donnant le souci de comprendre la transversalité et la systématisme des réseaux, Nadel constate : « Par le terme de réseau, je ne veux seulement indiquer les liens entre les personnes ; le terme de relation suffit à cela. Je veux plutôt indiquer qu'il y a liaison entre les liens eux-mêmes, ce qui a pour conséquence que ce qui arrive, pour ainsi dire, entre une paire de « nœuds » ne manque pas d'affecter ce qui arrive entre paire adjacente »¹¹⁴12.

La distinction qu'Amblard et all. font entre la notion de réseau et celle d'organisation, suggère que l'on cherche leurs facteurs structurants. Notre hypothèse se fonderait sur des apports de Ronald Burt, pour situer le pouvoir sous ses formes variées au centre

¹¹¹ 09 Cf. CONSTANT-MARTIN, Denis, cité, SALL, Ebrima, *Senegambie : Territoire, frontières, espaces et réseaux sociaux*, Bordeaux, Institut d'Etude Politiques-Université de Bordeaux I, Série travaux et documents, n°36, 1992, 28p, p. 13.

¹¹² 10 Voir AMBLARD, Henri, *Les nouvelles Approches sociologiques des organisations*, Paris, Seuil, 1992, 244p, pp. 129-131.

¹¹³ 11 Cf. MARTIN D., C., cité, NEGRIER, Emmanuel, « Réseau, Régulation, Territoire », *Quaderni*, n°7, 1989, pp. 55-59, p. 55.

¹¹⁴ 12 Cf. NADEL, cité, FORSE, M. et al, *op. cit.*, p. 72.

d'organisations sociales et/ou des réseaux et, par-là, des modes réticulaires de l'action sociale¹¹⁵ 13. Cela tient au fait que le système d'action qui est immanent à n'importe quelle organisation repose sur une chaîne de transactions s'appuyant sur le plan matériel aussi bien que symbolique. Si l'on tient compte de la double nature de l'action, force est de conclure que le réseau devient l'une des ressources de l'action sociale.

Qu'elles soient menées sur la base formelle ou informelle, les actions sont accomplies dans le but instrumental ou expressif. Les actions expressives peuvent être considérées comme menées afin de conserver des ressources existantes, alors que les instrumentales le seraient afin de gagner de nouvelles ressources. L'acte d'entretenir ou de gérer des ressources sociales suppose par conséquent l'interactivité croisée sur les deux plans : celui des interactions, qui tendent à suivre le principe d'homophilie, en ce sens que les chances d'interaction augmentent avec le nombre de caractéristiques communes, à la fois psychologiques et sociales des acteurs ; celui des interactions hétérophiles, avec d'autres acteurs aux ressources différentes. Les relations homophiles sont normatives au sens où elles sont cohérentes du point de vue du principe de la congruence cognitive et du point de vue des attentes structurales. Les relations hétérophiles, en revanche, ne le sont pas et induisent des tensions parce que sortent de l'ordinaire.

L'une des implications de cette analyse est que les actions expressives sont « attendues » parce qu'elles entretiennent l'identification et la stabilité du groupe, alors que les actions instrumentales les dérangent, bien que ces dernières soient fondamentales pour la mobilité sociale. De la sorte, la problématique politiste de réseaux renvoie à la question des rapports sociaux qui y prennent place, tout en tenant compte des ressources sociales de ses acteurs. Dans un système de multiniveaux, tel que le sont les systèmes de pouvoir, les acteurs sont confrontés à des contraintes. Celles-ci sont variables en fonction du nombre de niveaux hiérarchiques (le différentiel de niveau), la distribution des occupants par niveau (le différentiel de taille) et la distribution des ressources disponibles par niveau et parmi les occupants (le différentiel de ressources).

Trois conséquences peuvent être retenues de ces variations. D'abord, pour ce qui est du différentiel de la taille, une organisation peut être décrite en partie par le nombre de ses niveaux hiérarchiques. Un niveau est défini par un ensemble de positions qui contrôlent des ressources similaires et dont les occupants ont accès à des ressources sociales équivalentes.

Ensuite, au regard du différentiel de la taille, on se heurte à une situation paradoxale. Dans une structure de niveaux de taille égale, les opportunités d'interactions hétérophiles sont maximales parce que, comme le soutiennent Blau et Schwartz¹¹⁶ 14, l'association intergroupe serait plus grande pour un petit groupe dans la mesure où chacun de ses membres a plus de chances de s'associer avec un nombre du groupe plus large. Au fur et à mesure que les deux groupes se rapprochent de la même taille, ils tendent à s'égaliser. Lorsque le différentiel de taille augmente, les membres du groupe le plus grand, et aussi le plus bas, ont de plus en plus de chances d'interagir, réduisant la probabilité d'interaction avec un membre du plus petit groupe, qui est aussi le plus haut placé dans la hiérarchie. On peut donc s'attendre à ce que le différentiel de taille soit négativement corrélé avec l'effet-lien et positivement avec l'effet-position. Le paradoxe est que, à mesure que les différentiels de taille augmentent dans une structure hiérarchique pyramidale, plus le

¹¹⁵ 13 Voir BURT, Ronald, « Le capital social, les trous structuraux et entrepreneurs », *Rev. Franç. Sociol.* 1995, pp. 599-628, pp. 600-604.

¹¹⁶ 14 Cf. BLAU et SCHWARTZ, cités, REMY, J., *op. cit.*, p. 697.

niveau devient proche du sommet. Y ayant moins d'occupants, l'éventail de contacts étant plus vaste, plus ils bénéficient des interactions hétérophiles pour l'accomplissement de leurs actions instrumentales. Au contraire, à la base de la structure, les opportunités pour les occupants, qui ont besoin d'interactions hétérophiles pour leurs actions instrumentales, sont restreintes par la grande taille de leur niveau.

Enfin, relativement au différentiel de ressources, la structure hiérarchique repose sur la distribution des ressources à différents niveaux. Ce différentiel peut être minimal (lorsqu'il est le même pour chaque couple de niveaux contigus) ou grand - dès lors qu'il est différent. Le premier cas s'appuie sur une équidistance en ressources. Dans le second, il suppose que le différentiel s'accroisse au fur et à mesure qu'on rapproche du sommet de la structure. On envisage que la structure équidistante augmente l'importance de l'effet-lien. Dans une structure à distance inégale, il est plus difficile pour les occupants de niveau plus bas de dépasser les écarts de ressources entre niveaux, en particulier vers les plus hauts niveaux. C'est le contraire quant à l'effet-position. Au fur et à mesure que le différentiel de ressources s'accroît, l'importance de la position d'origine pour la réussite augmente également. Dans une structure à grand différentiel de ressources, toute mobilité ascendante est difficile. Mais, dans un tel système, lorsque la mobilité ascendante a néanmoins lieu, c'est la position d'origine plutôt que l'utilisation de liens faibles qui devrait rendre compte de ce mouvement.

Vus sous l'angle de la sociologie des organisations, les réseaux sociaux -qu'ils soient formels ou informels - suggèrent que l'on s'interroge sur les raisons de leurs performances ou dysfonctionnements. Envisager ces phénomènes à la lumière de la théorie de ressources sociales¹¹⁷ 15 renvoie au débat sur les relations entre structure et action. Plus

¹¹⁷ 15 La théorie des ressources sociales décrit les actions individuelles dans un contexte structurel. Fondant le support des relations sociales dans un réseau, les ressources sont perçues comme aussi utiles que les ressources personnelles possédées par les acteurs. En accédant à ces ressources sociales et en les utilisant, les acteurs peuvent atteindre des buts instrumentaux ou expressifs. Cependant, l'articulation des intentions d'action et des modèles d'interaction requiert des avantages de position et/ou d'alternatives dans l'action. Ainsi, la théorie des ressources sociales tient en trois propositions : 1) Les ressources aident l'acteur à parvenir à ses fins (propositions de ressources sociales) ; 2) Les positions sociales d'origine facilitent l'accès aux ressources sociales et leur usage (proposition de la force de la position) ; 3) Les choix de relations plus faibles et hétérophiles facilite l'accès aux ressources sociales et à leur usage (proposition de la force des liens). Depuis les travaux de G. Simmel pendant les années 1960, la théorie des ressources sociales s'est en quelque sorte enrichie en explorant l'aspect des interactions sociales. Ainsi, elle se présente avec des caractéristiques suivantes: 1) ses concepts sont relationnels ; ils ne peuvent être réduits à un niveau psychologique ou individualiste. 2) Elle est intrinsèquement liée à l'idée de structure hiérarchique, sans laquelle elle n'a, en fait, pas de sens. 3) Elle implique des actions de la part des individus, exigeant ainsi un niveau de l'analyse micro-sociologique. 4) Son développement est dû à l'intégration de la théorie et du travail empirique, évitant ainsi à la fois la spéculation sans fin et l'empirisme sans distance. La manière dont les individus agissent et interagissent sous la contrainte d'une structure sociale constitue l'un des programmes de recherche les plus importants de la sociologie. Deux principales directions théoriques ont dominé cette entreprise. Selon la première, les individus sont affectés par la structure au sens large. Aux Etats-Unis, les travaux de Cooley et de Mead établissent clairement les prémisses de cette approche, poursuivie plus tard par l'école de Chicago et le modèle de l'influence de l'Ecole de Columbia. Leur position, selon laquelle ces effets doivent être démontrés au niveau d'analyse micro, continue à dominer les travaux micro-sociologiques contemporains. Le problème de cette orientation théorique réside dans cette prémisse même, selon laquelle les individus sont subsumés dans la structure. L'action individuelle est vue comme résiduelle ou sans pertinence, dans la mesure où le processus et la destinée sont déjà prescrits par la position des individus dans la structure plus large. La seconde direction est emprunté à la tradition de la psychologie sociale. Elle postule que les stimuli sont organisés ; au sens cognitif du terme, de manière non conflictuelle. La théorie de ressources sociales rejoint à celle de capital social, développée notamment par Bourdieu (1980, 1983/1986), puis réélaborée par Coleman (1988, 1990). Ces deux auteurs se rencontrent sur les ressources contenues dans les réseaux de relations. Pour tous les deux, ces ressources sont utilitaires car elles facilitent les résultats des actions entreprises. Cependant, selon l'utilisation de ce terme par Bourdieu et Coleman, le capital social comprend bien davantage que les ressources contenues dans des réseaux sociaux. Il implique aussi des relations

spécifiquement, il y a lieu que l'on sache davantage si l'action a un sens dans le contexte de la structure. Ce sens de l'action peut être compris de deux manières : premièrement, dans quelle mesure l'action a-t-elle un sens sous contrainte structurelle¹¹⁸ 16 ; deuxièmement, dans quelle mesure l'action conduit-elle à la structure.

En d'autres termes, du fait que l'action entreprise par les réseaux se crée dans un contexte où interagissent de différentes structures sociales, la tâche d'expliquer les assises de l'action collective devient alors inéluctable. Par conséquent, l'enjeu de notre recherche portera sur la façon dont les règles de l'action collective sont (re)construites dans un contexte de société où la production du politique tient pour environnement la tradition et la modernité. A ce sujet, notre hypothèse prend pour support les conditions de la création de la règle et la constitution de l'acteur collectif, à savoir :

Premièrement, les règles n'ont de sens que lorsque rapportées aux fins d'une action commune. C'est parce qu'elles sont liées à ce projet qu'elles sont obligatoires. En ce sens, elles sont toujours instrumentales ; deuxièmement, un ensemble de règles est lié à la constitution d'un groupe social ou d'un acteur collectif. Elles constituent son identité. Elles fixent aussi ses frontières. Elles déterminent qui y appartient, mais aussi qui en est exclu. Leur champ de validité est dépendant des frontières de l'acteur et de l'environnement qui les détermine ; troisièmement, sauf dans les cas très rares où un groupe social est isolé ou dans un cas particulier, de l'ensemble le plus englobant (la société globale, l'Etat-nation), un ensemble de règles est liée à la position d'un acteur collectif dans un ensemble plus vaste. Il s'élabore donc dans un cadre de rapports sociaux - d'alliance, d'opposition, de hiérarchie.

Comprendre ainsi le réseau, c'est montrer qu'il est un instrument conceptuel qui permet de lier l'analyse localisée ou microsociologique à l'analyse globale du changement. L'on peut donc associer étroitement la forme des réseaux avec les stratégies de l'action sociale de ceux qui en sont les acteurs. A cet égard, on a affaire à la mobilisation des ressources comme une entreprise politique. Elle consiste à étudier la façon dont une organisation ou un acteur politique utilise les ressources dont il dispose afin d'augmenter son pouvoir ou sa participation aux décisions. Cette organisation ou cet acteur agit dans un environnement changeant dont il essaye de contrôler des secteurs en s'efforçant de faire coïncider ses objectifs avec les intérêts matériels des membres du secteur. Dans ce cas, mobiliser n'est plus seulement rassembler et utiliser des ressources, mais susciter des engagements.

individuelles de tous les aspects de l'environnement social qui procurent des revenus. Le capital social décrit aussi des relations individuelles et au niveau agrégé. Bourdieu (1983/1986) et Coleman (1990) définissent tous deux des organisations sociales, des clubs, des associations, etc., comme du capital social. Lors de ce travail, on s'écarte d'une part de la perspective s'appuyant sur le déterminisme structuraliste et sur le réductionnisme psychologique. Car la mise en rapport d'éléments si disparates dans un système de rapports de pouvoir comprend toujours des contradictions résultant de conceptions politiques opposées. Elles sont également dues aux aléas de changement de programmes, engagés dans des rapports inconciliables avec des groupes sociaux dont les intérêts ne sont pas identiques. Dès lors, les systèmes d'action sont sans cesse en quête d'une unité fragile et souvent illusoire. D'autre part, on soutient que les réseaux eux-mêmes, surtout lorsqu'ils se présentent sous forme hétérophiles, constituent des moyens d'action. Voir LIN, Nam, « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Rev. Française de Sociologie*, XXXI, 1995, pp. 685-704, p.685 ; LAGROYE, Jacques, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Science Po et Dalloz, (3^{ème} éd. revue et mise à jour), 1997, 510p, p. 474.

¹¹⁸ 16 La contrainte de réseau mesure le capital social type de réseau. En particulier, la contrainte est fonction de la taille du réseau, de sa densité et de sa hiérarchie – qui mesure la concentration des relations directes en un seul contact. Un contact qui concentre des relations est un « nœud » dans le réseau, qui empêche de mener des négociations indépendantes avec des relations séparées. Les réseaux contraignants (la contrainte est créée par des choix relationnels qui s'entrecroisent – les nœuds de transaction – et qui mettent en relation des contacts qui, autrement, seraient séparés par des trous structuraux) laissent peu de marge de manœuvre pour des initiatives individuelles et peu de chances pour l'acteur de se soustraire à des relations difficiles. Les relations problématiques persistent parce qu'elles sont entremêlées avec des relations de coopération., Cf. BURT, R. S., *op. cit.*, p. 605.

Autrement dit, la mobilisation est le processus qui consiste à augmenter la possibilité d'agir d'un acteur en construisant la loyauté d'un secteur social à son égard¹¹⁹17.

Par souci de clarté, on note les similarités, les différences aussi bien que la pertinence des apports réciproques au sujet de notre objet. Cela semble d'autant plus inéluctable que notre propos est aussi de saisir le pouvoir comme système de rapports hiérarchisés, assis sur des échanges inégalitaires dont la régulation prend appui sur un ensemble de moyens d'exercice de la contrainte. En effet, le réseau se définit par des propriétés de non-hiérarchisation, d'ouverture et d'acentrisme. Un réseau présuppose une mise en rapport des être humains et non humains dans un contexte déterminé. Pour ces raisons, la notion de réseau se distingue de certaines acceptions du concept de système ou de structure. Le concept de système peut supposer la hiérarchisation et celui de structure un centre ou plus précisément une fonction-centre. Mais ce sont surtout l'exigence des frontières clairement spécifiées et l'impossibilité de situer l'analyse à un niveau macro-social qui différencient le concept de réseau de celui de système.

Nous souhaiterait attirer l'attention sur la complexité de ce cadre conceptuel conduisant à une situation où l'on se heurte à la valeur polysémique de la notion de réseau. Pour cette réflexion, la nature multidimensionnelle des réseaux n'est point à mésestimer car ils obéissent à des logiques comportementales multiples, selon les finalités et les cadres organisant leur existence. Ils peuvent se produire à partir de liens entre individus appartenant à un groupe homophile ou bien hétérophile.

Pour ce qui est du premier exemple, le réseau peut avoir comme référence un groupe d'amis ayant une trajectoire commune, définie par référence à l'âge, scolarité, quartier, statut social, appartenance religieuse, convictions politiques. Dans ce cas, il n'est nullement surprenant que le réseau de relations se présente comme des construits flou, l'indéfinition de la centralité étant le facteur de son existence. Mais les réseaux peuvent également se fonder sur l'articulation de groupes hétérophiles. Ce cas de figure donne à voir une situation d'interactivité entre groupes secondaires s'articulant dans le but d'accomplir une action collective. Logiquement, il s'y produira en l'occurrence un centre politique. Il lui reviendra la définition de la règle, la structuration d'un système de rôles pour les sous-ensembles composant le réseau ainsi que les buts de l'action collective. Quant à cette dernière figure d'un réseau, on se convient avec G. Simmel, Michel Forsé, A. Degenni, pour l'associer à une dimension du pouvoir. Ce dernier est un construit toujours assis sur une stratégie de coalition et collusion entre individus et groupes sociaux. On s'efforce par conséquent d'en identifier le centre politique, ses espaces intermédiaires et périphériques. Leurs relations coopératives et conflictuelles seront également l'objet de notre étude.

Cela explique le recours aux apports de la démarche stratégique, telle qu'elle est construite par M. Crozier et E. Friedberg¹²⁰18. La notion de système se rapporte à l'interaction d'acteurs animés par leurs intérêts. L'acteur est donc au centre du processus : il peut s'agir d'individus mais plus généralement de groupes qui disposent des ressources, d'une capacité relative à formuler des objectifs et d'une rationalité « limitée ».

En effet, si la rationalité dépend de la position que l'acteur occupe dans un contexte d'action donné et qui conditionne son accès aux informations pertinentes, elle dépend également des dispositions mentales, cognitives et affectives de ce même acteur qui sont préformées par la socialisation passée. Ces acteurs sont impliqués dans des

¹¹⁹ 17 Cf. LAPAYRONNE, D., "Mouvements sociaux et action politique », *RFSP*, n°XXIX, 1988, pp. 608-610.

¹²⁰ 18 CROZIER, M., et FRIEBERG, E., *L'Acteur et le système : contraintes de l'action collective... op. cit.* Voir aussi LAFARGUE, Jérôme, *La protestation collective*, Paris, Edition Nathan, 1998, 128p, pp. 76-77.

systèmes d'action qui les contraignent et les orientent dans leurs comportements. Dans ce cadre, le concept de stratégie s'applique aux comportements et aux jeux auxquels se livrent les acteurs, tandis que le concept de système s'applique aux résultats de ces comportements. Enfin, la notion de pouvoir reste une donnée invariable. Répertoire indéniable de la Sociologie de l'interaction, l'analyse stratégique place donc l'acteur au centre de l'appréhension des phénomènes sociaux. S'il est vrai qu'il évolue dans un univers de contraintes (milieu d'origine, ressources) il n'en est pas moins certain que l'acteur dispose également de marges d'autonomie, profitant des « sources d'incertitude à l'intérieur de tout système d'action ».

Si l'analyse en termes de réseau met l'accent sur la convergence entre les acteurs et leurs compromis, sa stabilité étant due à des actions convergentes et coordonnées, un système, en revanche, peut trouver son équilibre dans la dysharmonie des tensions, relatives aux luttes de pouvoir. Différent, les deux concepts sont néanmoins complémentaires. Pris comme des schémas interprétatifs, les notions de réseau et de système apportent à l'orientation de cette recherche la possibilité d'éclairer l'interactivité entre pouvoir et réseaux sociaux, dans le contexte de la tradition et de la modernité.

La question centrale n'est plus de savoir comment un acteur politique rassemble et utilise des ressources. Ce dont il est question c'est de savoir, d'une part, comment il parvient à mobiliser les individus ou des acteurs sociaux pour l'action collective ; d'autre part, inversement, il s'agit de savoir pourquoi les individus ou les groupes sont amenés à soutenir ou légitimer cet acteur. L'existence de réseaux crée les conditions favorables à la mobilisation tant d'agents que d'intéressés, alors que leur attachement à un système politique permet l'accomplissement des entreprises politiques.

Dans cette interactivité de groupes sociaux animés par des schémas immanents à leurs trajectoires historiques, repose l'entreprise du pouvoir. Reflétant d'après E. Friedberg, l'assymétrie fondamentale des ressources sur lesquelles les acteurs peuvent s'appuyer dans leurs transactions les uns avec les autres, le pouvoir se traduit comme la capacité d'imposer un ordre à l'ensemble de la collectivité. A ce titre, il s'avère comme une entreprise hiérarchisée de rapports sociaux inéluctablement liés à la production du politique, pouvant cette dernière prendre trois dimensions.

D'abord, cette production peut tenir comme protagoniste le pouvoir aux prises avec l'orientation stratégique des acteurs, de jeux effectifs, d'intégration de ces jeux et de leur stabilisation. Ensuite, le système de représentations et de croyances qui lui sert de support n'étant plus soutenable, le politique peut se manifester comme espace de conflictualités opposant des mouvements sociaux au pouvoir, en vue de nouveaux compromis concernant la redistribution de ressources sociales. Enfin, paradoxalement, le champ politique peut également se distinguer comme l'espace de concurrence entre réseaux d'action oppositionnels visant à déstructurer et, par la suite, à structurer des régimes de rapports sociaux idéalisés comme transcendants.

Dans tous ces cas de figure de la production du politique, la notion de réseau, en complément avec la démarche stratégique, permet de faire connaître la façon dont les acteurs se procurent des ressources d'action. Tout en tenant compte des entreprises de l'action sociale, le réseau et le système, en tant que démarches complémentaires d'analyse, illustrent - paradoxalement - tant le cercle vicieux du champ politique que son essence dynamique.

A l'aide de ces outils théoriques, le déploiement de notre raisonnement cherchera à montrer l'hypothèse suivante. L'interactivité entre pouvoir et structures sociales se

déroule, en ce qui concerne la société mozambicaine, dans un environnement complexe. Historiquement, des groupements ayant pour référence la tradition et/ou la modernité (hybridation) ne peuvent se dispenser d'entrer dans le jeu d'échanges sociaux, sur le plan interne et international¹²¹19. Ceux-ci traduisent simultanément des échanges au sens matériel et un acte de production symbolique. Recevables ou illégitimés, les échanges sociaux sont donc un mécanisme à la racine tant des modes de liens que de changements dans l'interactivité entre structures sociales et pouvoir politique. La diversité des modes de liens qui s'y développent se manifeste sous la forme d'acteurs-réseaux concurrentiels ou coopératifs avec l'ordre politique. La remise à jour du processus politique, et par-là des assises du pouvoir comme un construit spécialisé dans la gestion des rapports sociaux, dérive de cette interactivité structurale. Pour en présenter l'illustration, on se penche ici sur ce mouvement lors de l'ordre politique colonial et post-colonial, au Mozambique.

Méthodologie

La problématique qu'on vient de formuler ainsi que la stratégie de recherche définie, ont été possibles grâce à la mobilisation d'un ensemble de ressources. Partant des insuffisances du paradigme structuro-fonctionnaliste et des ses variantes, l'enquête s'est orientée vers la vérification de la politique comme champ d'interactivité de forces hétérogènes et des dynamiques sous-tendant le mouvement social.

En effet, la prise en compte de la dimension interactionniste des rapports sociaux a permis d'arriver au constat suivant. L'action sociale requiert certes que des sous-ensembles qui y prennent part se soient construits des repères identitaires. Cela suppose qu'ils soient mus par des rationalités et agissent comme des groupements d'intérêts. Mais ces construits surviennent toujours dans un cadre d'échanges sociaux avec d'autres structures sociales, dans un rapport coopératif, concurrentiel ou conflictuel. Cette interactivité n'exclut pas, bien sûr, le rapport avec le pouvoir en tant qu'instance à la fois régulatrice et régulable, du dedans et du dehors.

Le pouvoir en tant qu'un construit relationnel, coalitif et collusif, s'avère d'ailleurs, tout en délimitant et en articulant son centre aux espaces intermédiaires et périphériques, intrinsèque aux systèmes de domination. C'est en cela que repose la délimitation de cette étude : Pouvoir et réseaux sociaux au Mozambique. Appartenances, interactivité du social et du politique, (1951-1994).

La période en question est vaste mais elle n'est pas dépourvue d'intérêt. Le coup d'Etat de 1926 au Portugal ayant permis à O. Salazar d'accéder au pouvoir, il entraîna la réforme politique donnant naissance au régime de l'Etat nouveau. Les changements se sont rendus évidents, dans l'après-guerre : à l'encontre de l'émergence opinion publique internationale contre les systèmes coloniaux à l'ONU, le Mozambique, à l'instar d'autres colonies, s'est vu accorder le statut de « Province d'autre-mer » ; à la suite de l'adoption en 1933 d'une nouvelle Constitution coloniale (Acto colonial), rétouché en 1951, ce qu'il fallait accomplir c'était l'intégration des colonies à l'espace métropolitain, pour qu'ils constituent un seul Etat, « l'Etat portugais » ; en ce sens, la protection des intérêts économiques

¹²¹ 19 Cela va de pair avec des flux d'échanges de ressources techniques, financiers, informationnels dans le contexte de la globalisation. Les Historiens ont d'ailleurs bien saisi l'effet de l'entreprise des espaces interdépendants dans les processus sociaux contemporains. D'après eux, « Lorsqu'on examine de façon retrospective l'évolution de l'histoire de l'Afrique et de l'Asie /.../ le fait le plus surprenant c'est la manière dont elle s'est sortie de l'isolement. /.../ L'on assiste de nos jours à un réel intérêt à l'égard de l'histoire asiatique et africaine, tenue, non pas comme un mouvement clos mais comme une partie intégrant celui de l'histoire mondiale », Voir BARRACLOUGH, Geoffrey, *A Historia*, Lisboa, Liv. Bertrand/Unesco, 1976, 267p, p. 100.

aboutit à la mise en œuvre du nationalisme économique, les capitaux étrangers et les exactions économiques sur les colonisés étant mobilisés en la faveur de la promotion du capital portugais. Lors de l'Etat nouveau, dominants et dominés étaient donc engagés dans un cadre d'interactivité du social et du politique non sans répercussions sur la trajectoire du Mozambique contemporain : l'essor de la lutte clandestine et la genèse, de la part des colonisés, de nouveaux acteurs politiques, auxquels fut redevable l'organisation d'un mouvement social anti-colonial et l'avènement de l'Etat mozambicain ; les rapports entre la recherche de l'accomplissement des rationalités du pouvoir politique et le mode contradictoire de la régulation politique, basé d'abord sur le parti-Etat, Etat-néopatrimonial puis sur la démocratie représentative après seize ans de guerre civile (1977-1992/94).

Souhaitant élucider l'interactivité du social et du politique à la base de ces entreprises, la construction de la boîte à outils aussi bien que des repères théoriques de cette thèse s'est fondée sur une lecture interdisciplinaire des faits sociaux. Pour ce faire, tout en profitant d'un séjour à Lyon pour les cursus du DEA en Science Politique (1997-1998), on a entamé l'exploration de sources bibliographiques. Pour les mêmes raisons, on s'est déplacés au Centre d'Etudes Africaines de l'Ecole de Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHSS), de Paris (janvier 1999). En ce qui concerne la ville de Bordeaux, les recherches documentaires se sont centrées sur le Centre d'Etude de l'Afrique Noire (février 1999 et novembre 2000).

Ces recherches ont été complétées par celles réalisées sur le terrain, au Mozambique. En raison de l'extension de l'espace-objet¹²²20, l'étude s'est focalisée sur un espace-échantillon, celui du Sud du pays. La ville qui s'y trouve, Maputo (Lourenço Marques, à l'époque coloniale)¹²³21, devint la capitale politique et administrative de la colonie à partir de 1898. A cette époque se déroulait le partage colonial et se structurait le sous-système économique de l'Afrique Australe, sous la domination du capital britannique¹²⁴22, basé en Afrique du sud. L'indépendance obtenue en 1975, le régime alors à Parti unique accorda à cette ville le statut de capitale politique du Mozambique. Du point de vue politique, elle s'est ainsi placée au carrefour des processus de politisation des rapports sociaux, dus aux exigences de plusieurs segments sociaux et de l'environnement externe.

La combinaison d'un ensemble de démarches s'est avérée utile comme support de cette entreprise théorique. La recherche historique et anthropologique s'est appuyée sur des sources concernant l'administration coloniale, déposées aux Archives Historiques du Mozambique (AHM). Rédigées lors de la période coloniale, elles constituent une source de références non négligeables sur l'articulation des réseaux du pouvoir, du centre politique à ses espaces intermédiaires et périphériques. Elles se rapportent d'ailleurs aux modes

¹²² 20 Voir l'annexe 1 et 2 : Le continent africain et la localisation géographique du Mozambique

¹²³ 21 Voir l'annexe 5 : La ville de Lourenço Marques

¹²⁴ 22 Il y a un certain nombre de traits distinctifs de ce sous-système. Depuis que des agents Anglais ont pu restructurer l'économie de l'Afrique du sud d'alors (Colonies britanniques, au Sud, et Territoires africanders, au Nord) en industrialisant l'exploitation minière, elle devint l'épicentre de l'économie sous-régionale. Ce fut d'ailleurs en fonction de ses besoins que ont été érigés des infrastructures situées dans des Colonies voisines. Tel est le cas du réseau ferrovière et routier, des ports ainsi que des villes construites autour de ces dernières. Par ailleurs, des milliers de travailleurs immigrants originaires de Colonies voisines, y furent engagés moyennant d'abord des biens manufacturés puis des salaires un peu plus attractifs que ceux qu'ils recevaient dans leurs pays. Lorsque, après la seconde Grande Guerre l'Afrique du sud connut la tendance à l'industrialisation, les colonies périphériques devinrent des sources de matières premières. Voir l'annexe 6 : Le sous-système économique de l'Afrique australe. Pour les détails, Ministério da Educação – Departamento de Historia da Universidade Eduardo Mondlane, *Manual de Historia da Africa Austral*, Maputo, Divisão Gráfica da Universidade, 1980, 182p, pp3-20 ; COVANE, Luis, *As relações económicas entre Moçambique e Africa do Sul : Analise dos acordos e regulamentos principais, 1867-1964*, Maputo, AHM, 1985, 175p

d'articulation entre pouvoir et réseaux sociaux, sur le plan formel et informel. Ces sources sont également utiles car elles présentent des données statistiques concernant la vie économique et politique. De la sorte, on les a trouvées utiles pour restituer les contextes de la construction d'intérêts convergents et divergents.

Pour ce qui est de la période post-coloniale, cette recherche s'est de même étayée sur des sources bibliographiques. Celles offertes par la presse locale et internationale se sont également avérées non sans importance. L'observation ethnographique et les enquêtes menées sur le terrain ont également fait partie de notre approche. Il a fallu, à ce propos, passer des séjours à la campagne et dans des petites villes pour sonder les représentations que se font les interviewés du pouvoir et le rapport qu'entretiennent ces groupes d'appartenance avec le politique. Ces procédés se sont présentés comme utiles pour éclairer l'interactivité du politique et du social, en ce qui concerne la dernière période coloniale et post-coloniale.

Ces démarches se sont avérées importantes dans l'effort de retenir l'ensemble de ressources mises en oeuvre par le pouvoir afin de se structurer des réseaux d'action. Cela, tant au niveau microsocial qu'au niveau macrostructurel. A cet égard, les apports et les limites des sources offertes par l'Anthropologie et la Sociologie ont été évaluées, dans le but d'éclairer la problématique formulée. Des entreprises théoriques d'inspiration holiste et celles relevant du structuro-fonctionnalisme, ont été critiquées dans le dessein de réévaluer leurs apports à la compréhension des rapports entre pouvoir et société.

Tout en tenant compte des aspects théoriques citées ci-dessus citées, on s'est employé à l'analyse des études dont l'approche a servi à éclairer la dynamique des rapports sociaux. L'accent s'y est tout d'abord placé sur la notion d'acteur social ; ensuite, on s'est penché sur celle d'acteur- réseau. Tout en qualifiant ces concepts comme descriptifs du phénomène du pouvoir dans des différents contextes sociaux, on les a considérés comme des outils pour comprendre les situations de domination.

La littérature portant sur l'analyse des faits sociaux en termes de réseaux a été fondamentale. Son apport a permis d'éclairer tant le phénomène de formation des collectifs d'action que les déterminants conduisant à sa différenciation structurelle. De la sorte, on s'est intéressé aux appareils et aux stratégies qui permettent d'entretenir la domination. C'est à cela que se doit l'interactivité du social et du politique. A la base de sa dynamique, l'on trouve donc la construction d'intérêts convergents et divergents, se traduisant dans les divers modes de liens et de rapports au politique. A ce propos, on relève que l'action repose sur trois présupposés fondamentaux : d'abord, l'individu ou le groupe concerné doivent se fixer des buts à accomplir, selon leurs contextes situationnels ; ensuite, elle requiert l'accès à des ressources variées ; enfin, il est indispensable que les acteurs éprouvent un attachement à un système de représentations ou à des normes guidant les rapports entre eux et entre ceux-ci à d'autres structures. Sur cette base, l'interactivité de structures sociales a mérité une place centrale dans cette analyse, tant sur le plan des espaces (micro et macro) sociaux que du point de vue formel et informel. Le but est de comprendre la dynamique de la société globale entre tradition et modernité et par-là, les différents modes de domination pendant la période coloniale et post-coloniale.

Limites et difficultés

Basée sur un certain syncrétisme méthodologique, les recherches en vue de cette entreprise ne se sont pas réalisées sans difficultés. Les premières tiennent aux contraintes limitant l'accès à des sources documentaires. Les secondes découlent de la mise en œuvre

de l'approche des faits sociaux en termes de réseaux pour comprendre les dynamiques politiques, dans un espace social très hétérogène.

En ce qui concerne les sources documentaires, la confrontation entre les sources écrites et les sources orales a certes permis des conclusions plus éclairantes sur les conflictualités survenues dans la lutte anticoloniale. Mais on souhaiterait apporter plus de données sur le cadre de l'avènement de nouveaux acteurs politiques à l'intérieur du Front de Libération du Mozambique. La saisie de l'ensemble de démarches leur permettant la construction d'un centre du pouvoir pourrait élucider davantage la façon dont fonctionnaient les espaces à pouvoir réel. Par ailleurs, la lecture des corrélations entre les dynamiques qui y survinrent et le phénomène de concentration et de déconcentration politique pourrait être plus satisfaisante. Ces souhaits se sont heurtés au fait que la documentation sur la lutte armée n'est pas encore disponible aux chercheurs.

Pour ce qui est de l'analyse des faits sociaux en termes des réseaux, on a retenu sa pertinence à deux égards : d'abord, elle permet de mettre en valeur ce qui est à la base des liens (formels et informels) entre les personnes dans leurs espaces sociaux et des liens pour des ressources mobilisables pour des buts politiques dans les organisations ; en second lieu, cette démarche s'avère efficace pour l'identification des déterminants sociaux de l'opinion et des rapports qu'ils entretiennent avec le politique, dans leurs micro-espaces. Toutefois, la perspective analytique en termes de réseaux n'est pas tout à fait porteuse lorsque l'enjeu de la recherche est d'éclairer l'agencement du politique par rapport à la société globale. Cette lacune a été comblée tout en faisant recours à la notion de déconcentration politique.

Plan

Cette thèse est composée de trois parties, sous-divisées en six chapitres. On s'efforce d'abord de définir l'espace de la société (globale) coloniale. Des études portant sur les pays industrialisés (voir infra) considèrent que les modes de représentation du territoire, structuré par l'ensemble de moyens techniques et des services sociaux, sont au cœur de l'interactivité du social et du politique. Appliqué au contexte des sociétés post-coloniales, ce concept de territoire ne peut que se heurter à des spécificités historiques : d'abord, les territoires des sociétés post-coloniales ont été produits par l'assemblage d'espaces sociaux ; ensuite, ces espaces s'avèrent être différenciés du point de vue de trajectoire historique, culturelle et des degrés développement technique. On se consacre à montrer la façon fragmentaire dont a été structuré le réseau-territoire dans le cadre du système colonial (Partie I, chap. I). Ce phénomène, mis en rapport avec la pluralité de modes de représentations du territoire, permettra de comprendre la multiplicité d'espaces et d'agents de la socialisation politique. Deux espaces sont ici pris comme des espaces-échantillon : la ville de Lourenço Marques et la circonscription de Manjacaze. L'analyse des systèmes de rapports sociaux dans ces espaces montre qu'ils sont structurés : l'existence d'individus, des communautés, des chefferies, des groupes sociaux surviennent toujours dans une chaîne relationnelle à deux dimensions, verticale (rapport aux instances du pouvoir) et horizontale (rapport aux semblables). L'interactivité de ces éléments est à l'origine de la production du pouvoir notabiliaire. L'enjeu est de rendre compte les ressources du pouvoir politique pour la formation du collectif d'action et de montrer, ainsi, l'utilité de la concentration et de la déconcentration politiques, comme stratégie de formation de la société globale (chap. II).

L'analyse sur la société pendant les dernières décennies de la domination coloniale montre que le pouvoir cherche à entreprendre et à entretenir le système politique. La rareté, la compétition et les conflits ont été à la base de la dynamique du système politique. Sous cet angle, on s'occupe de l'examen de l'évolution du mouvement protestataire, pour montrer que l'imbrication des réseaux sociaux et de l'appareil politique a été validée comme une ressource d'intégration sociale et politique, dans le mouvement anti-colonial. L'environnement de la guerre pris en compte, on cherche à élucider que le mouvement anti-colonial n'a pas été contradictoire avec la structuration d'un système politique. (Partie II, chap. III). La transformation du mouvement de libération en parti-Etat fait l'objet de cette réflexion dans le but d'éclairer trois aspects corrélatifs : d'abord, la création du parti-Etat s'est déroulé non sans résistances ; le parti-Etat apparaît certes comme le corollaire de la lutte révolutionnaire mais aussi comme un moyen permettant l'accès à l'infrastructure matérielle de l'Etat et comme ressource de mobilisation ; Ensuite, ce processus débouchant sur un parti-Etat, Etat néo-patrimonial, on analyse les stratégies de régulation politique (1976-1990) (chap. IV).

Ce processus témoigne de l'existence d'un centre du pouvoir qui est corrélatif à la différenciation structurelle des agents sociaux et à la genèse de la classe dirigeante. C'est par rapport à l'élite que les systèmes politiques se présentent comme des objets structurés et finalisés, dans un environnement spécifique, où ils sont actifs et évolutifs. La guerre s'est imposée au Mozambique comme un facteur de politisation de rapports sociaux et de blocage de la régulation politique. L'auto-transformation du système politique et l'entreprise par le Frelimo et la RENAMO d'un cadre institutionnel propice à la démocratie multipartite font l'objet de ce chapitre (Partie III, chap. V). La démocratisation multipartite est venue s'inscrire dans un contexte d'une société entre la tradition et la modernité. A l'aide du concept d'espace social, entendu comme un cadre matériel et symbolique, on exploite les modes de représentation sociale de la démocratie ainsi que les mécanismes participant à la formation de l'opinion politique. L'enjeu est de montrer que, qu'elle concerne un individu ou un sous-ensemble social, l'opinion se construit dans un cadre relationnel à deux dimensions, verticale et horizontale. Ces processus étant à la base du pouvoir des notables dans de nombreux espaces sociaux, on essaye d'éclairer le fait que la réussite des candidats à se faire élire à la représentativité politique s'appuie sur des réseaux relationnels (chap. VI).

Première partie. L'Etat colonial : pouvoir, espaces sociaux et rapports politiques

Ordre social organisé, le pouvoir renvoie à une forme de domination. Qu'elle se traduise sous la forme de l'Etat ou par d'autres entreprises politiques¹²⁵, la domination ne peut s'affirmer dans la durée si elle ne remplit pas les deux conditions qui en composent le socle de (re)structuration : d'abord, le contrôle des moyens de coercition ; ensuite, l'adoption d'un système de légitimation. C'est par le biais de cette relation que le pouvoir tire de la société des ressources permettant qu'il se fasse obéir. Se reportant à l'Etat-nation, l'analyse institutionnaliste du pouvoir insiste à y penser comme à une réalité contraignante et renvoie au caractère déterminant des institutions qui le régissent. Le pouvoir serait le moyen de cette détermination. Le pouvoir de l'Etat, en envahissant tous les secteurs de la vie sociale, divise les membres de la société ; d'un côté, il y aurait ceux qui détiennent les éléments du pouvoir et du savoir institué ; de l'autre, on trouverait ceux qui sont cantonnés à la périphérie de la société.

S'il est vrai que par ces références on se rend compte des rapports entre puissants et dominés dans un espace politique, elles sous-estiment néanmoins d'autres aspects qui en définissent des particularités. Il faudrait donc élargir ce cadre d'analyse. Partant de L'Etat colonial au Mozambique, l'hypothèse à vérifier s'appuie d'abord sur le fait que le pouvoir politique se réclame du rôle d'entrepreneur et de régulateur de la société globale ; en second lieu, on fait la lumière sur le fait que les entreprises du pouvoir relèvent de sa capacité de

¹²⁵ Des analystes s'inspirant de la pensée (neo)-évolutionniste donnent à voir des formes intermédiaires, dont la dynamique conduirait à l'avènement de l'Etat. En voici les caractérisations qui en ont fait les premières entreprises politiques : a) La bande : est fondée sur la famille et fonctionne de façon égalitaire (Exemple : les *Inuits*, du Canada ; les *Boshiman*, du Botswana) ; b) La tribu ou groupe local est à cheval entre les sociétés égalitaires et les sociétés à rang : elle peut connaître une organisation sous la forme villageoise mais les positions d'autorité ou de séniorité ne sont ni cumulables ni transmissibles. Les sociétés segmentaires et lignagères d'Afrique noire constituent un bon exemple (les *Tiv*, du Nigéria, ou encore les *Tikopia*, des îles Salomon d'Océanie) ; c) Les chefferies connaissent un appareil plus ou moins centralisé et personnalisés et peuvent regrouper une population de plusieurs dizaines de milliers de personnes au sein d'une organisation sociale très stratifiée. Les fonctions du maintien de l'ordre, de la réglementation de la production et de l'activité rituelle sont séparées, donnent lieu à des rôles spécifiques et favorisent l'apparition de groupes spécialisés (Bamaliké ou Bamun du Camerou). Pour ce qui est enfin de l'Etat, les chercheurs attachés à ce courant de pensée avancent les hypothèses suivantes : l'institution politique centrale (royauté et notamment sacrée, monarchie féodale) coexiste, dans les rapports parfois conflictuels, à la fois avec une division plus ou moins fonctionnelle et hiérarchique en appareils spécialisés et de nature rationnelle et bureaucratique. Sur ce sujet, on est devant deux schémas opposés : des études classiques attribuent le phénomène étatique à la sociogénèse et à la modernité politique des sociétés européennes ; celles relevant de l'Anthropologie de l'Etat se réclament de l'universalité de l'entreprise étatique, les modes du pouvoir s'inscrivant sur le territoire et la société étant toutefois variés en raison des spécificités historiques et environnementales. A la lumière de cette perspective, le processus de sociogénèse aboutit à la formation de la société Ashante, du Ghana, Hachin de Birmanie ou celles des grandes civilisations (Inca, Chine, Egypte, Ande) seraient également porteurs du phénomène étatique. Voir, à propos de ce débat, ENGELS, Friedrich, *A Origem da Família, da propriedade e do Estado*, Lisboa, Ed. Presença (1884), 1980, 236p ; BALANDIER, G., *Antropologia política*, ...op. cit., pp. 67-70 ; STEWARD, J., SERVICE, E., FRIED, M., cités, COPANS, Jean, *Introduction à l'ethnologie et à l'anthropologie*, Paris, éd. Nathan, 1996, 128p, pp. 63-64.

spatialisation¹²⁶, reliant, par la contrainte ou par des compromis, espaces sociaux et terroirs multiples du point de vue de leurs trajectoires historique et de la culture politique.

C'est par rapport à cet espace, marqué par l'absence des modes homogènes de représentation du politique, que l'approche en termes de déconcentration politique acquiert sa logique et sa pertinence. Elle essaye d'éclairer des mécanismes par lesquels s'est entrepris tant l'insertion territoriale et sociale du pouvoir que les stratégies de régulation politique¹²⁷ – la tension entre le conflit et l'intégration – dans un environnement historique et déjà structuré. Cette interactivité sociale étant assise sur des rapports de force, elle entraîne une architecture sociale, dont le pouvoir politique est le garant de continuité. Cela, en dépit du fait que des groupements se faisant présents suivent des modes d'allégeances multiples. Dans ce contexte, c'est au pouvoir comme réseau des réseaux que revient la tâche de se faire légitimer et de légitimation des relations sociales qu'il impose, afin qu'elles servent de support à la société globale.

Partant de l'hypothèse que les modes de représentation du territoire, structuré par l'ensemble de moyens techniques et des services sociaux, sont au cœur de l'interactivité du social et du politique, on cherche à soutenir que les territoires des sociétés post-coloniales ont été produits par l'assemblage d'espaces sociaux (Partie I, Chap. I) ; différenciés du point de vue de trajectoire et de développement technique, l'analyse des systèmes de rapports sociaux à Lourenço Marques et à Manjacaze montrent que ces espaces sont structurés, ce qui rend nécessaire la déconcentration politique comme stratégie de formation du collectif d'action, par le pouvoir politique (Chap. II).

Chapitre premier. La domination coloniale : quelle société ?

Le Mozambique, dans sa configuration territoriale contemporaine, est une entreprise du XIX^{ème} siècle. Ce chapitre analyse l'ensemble de facteurs à l'origine des conflits entre les puissances coloniales ainsi que le rôle du Portugal, dans mise en place du sous-système de l'Afrique australe, sous la domination de l'Angleterre.

L'assemblage des espaces sociaux étant à l'origine de la société (globale) coloniale, on cherche d'abord à montrer la façon dont les rapports sociaux dans chaque espace construisent des places de centralité et de coordination de l'action sociale. Traduit par la légitimation de la figure du notable ou de *l'influent de l'espace*, le pouvoir social qu'on lui reconnaît, dans les villes et dans zones rurales, devient une ressource pour le ralliement des espaces sociaux au pouvoir politique. La ville de Lourenço Marques et de la région de Manjacaze – à l'époque coloniale – sont ici prises comme des espaces d'illustration.

¹²⁶ Il s'agit d'un construit politique. Il est question d'éclairer la façon dont s'impose l'organisation territoriale du pouvoir aussi bien que les moyens d'action, l'utilisation légitime de la force. Il est de même important d'expliquer les logiques de l'allocation autoritaire des ressources.

¹²⁷ L'étude du pouvoir implique l'observation des mécanismes politiques par lesquels il se conquiert et s'exerce. Sous ce point de vue, il va de soi qu'on s'intéresse à la sphère d'action ou d'intervention des gouvernants, telle qu'elle peut être déterminée par les institutions existantes et par les positions ou réactions du corps social, c'est-à-dire les formes, l'étendue et les limites du pouvoir, ainsi que les techniques de gouvernement ou moyens de l'exercice le pouvoir. Cf. GRAWITZ, M., *Méthodes des sciences sociales* (10^{ème} éd.), Paris, Dalloz, 1996, 859p, p. 259.

1.1. Pouvoir et réseau-territoire

La spatialisation et l'insertion sociale du pouvoir ont été bien remarquées par G. Balandier. Pour lui, les rapports entre le politique et l'espace sont au principe des rapports sociaux : « chaque règne, même le républicain, marque d'une manière nouvelle le territoire, une cité, un espace public. Il aménage, modifie et organise, selon les exigences des rapports économiques et sociaux, dont il est le gardien /.../¹²⁸. L'interactivité entre pouvoir et société est à la fois, on le voit, un rapport à son environnement matériel. Qu'il s'agisse d'un système se rapportant à la tradition, à la modernité ou à encore à ce que J.-L. Amselle tient pour « logique métisse »¹²⁹, le rapport à l'environnement matériel paraît s'imposer comme le dénominateur commun des systèmes politiques¹³⁰.

Il y a lieu qu'on éclaire tout d'abord le sens du concept de réseau-territoire, dans un contexte colonial, au Mozambique. S'agissant d'un construit issu de la domination coloniale, quelques traits en définissent les particularités : il est d'abord le produit de la mise en place d'un système territorial colonial, pouvant se différencier dans la structure de celui-ci des lieux centraux et ceux à statut périphérique ; en second lieu, il est vrai que son fonctionnement s'appuie sur un certain cadre infra-structurel permettant les communications entre les différentes instances du système. Mais l'efficacité de ce dernier, la nation n'y étant pas la collectivité de référence, ne peut se réaliser qu'en faisant recours au clientélisme. Il reviendra par conséquent au politique¹³¹, en tant qu'expression du pouvoir, la tâche de gérer le système¹³². Le politique s'y manifeste donc comme l'espace de coordination de

¹²⁸ BALANDIER, G., *Le Pouvoir sur scène*, Paris, éd. Balland, 1980, 325p, p. 25

¹²⁹ On propose par ce concept de décrire la multiplicité des modes d'allégeances de divers groupements, dans une société coloniale ou post-coloniale. Elles se définissent par des schèmes et des pratiques culturelles dont la logique ne peut être saisie que par la relecture de leurs trajectoires historiques (en amont) aussi bien qu'à leurs projections (en aval), dans un environnement structuré par des rapports de domination. Au lieu de l'universalisme culturel tenu par certains chercheurs pour l'une des causes des dynamiques sociales, on met en revanche en valeur le relativisme culturel. L'on reviendra *infra* à ce sujet. Voir AMSELLE, Jean-Loup, *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1990, 256p, pp9-69 ; ELIOU, Marie, « Erosion et permanence de l'identité culturelle », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXVI, 1979, pp. 79-90

¹³⁰ Si l'on se reporte à la pensée juridique, cette réalité peut bien concerner à une communauté ou à un ordre étatique, la zone géographique de ce dernier étant l'espace où se déroule l'interaction des forces sociales. Dans ce cas de figure, le pouvoir politique y impose des frontières servant de repères à son individualité en tant que sujet et acteur de droit public international. Sur le plan interne, le territoire devient l'espace permettant la validité spatiale de l'ordre politique car le pouvoir y revendique et exerce la contrainte légitime.

¹³¹ On tient pour *Le politique* ce qui fait qu'une société forme un tout malgré la pluralité des structures – économiques, sociales, religieuses, etc – qui s'y combinent ; ce qui fait que ses membres vivent ensemble en dépit des conflits qui les opposent ; ce qui permet que des décisions qui y sont prises et coordonnées et qu'elles engagent le groupe comme tel. Les représentations d'appartenance ou de non appartenance déterminent selon les situations des individus ou des groupes les phénomènes de fission et de fusion. Ce sont précisément ces processus centrifuges et centripètes qui assurent la cohérence et le degré d'intégration de la société globale. Cf. POUILLON, Jean, cité, ABELES, Marc, *Anthropologie de l'Etat...* Op.cit., p.123-124 ; DUVERGER, Maurice, *Sociologie de la Politique...op. cit.*, pp. 71-79

¹³² Cette capacité coordinatrice est redevable à la mise en œuvre d'un ensemble de ressources : En premier lieu, on y compte des ressources qui assurent le fonctionnement du système de production. C'est au moyen de celui-ci que les groupes au pouvoir se dotent de moyens d'action. Ceux-ci leur apportent une certaine capacité distributive et, ainsi, la capacité à susciter des allégeances, à récompenser des dévouements, à assurer des fidélités, selon la position des leurs agents. Deuxièmement, les ressources provenant de la production et de la gestion des outils de la communication tiennent sa place. La mise en place de langages permettant une intercompréhension minimale entre les individus ; les savoirs, les valeurs, les croyances et les références qui cimentent l'unité du groupe. Elles supposent la maîtrise des vecteurs d'information et permettent que le pouvoir se récrie la notoriété et le légitimité en

l'interactivité et de stratégies des acteurs multiples, qui sont sans cesse dans un rapport de traduction mutuelle¹³³. Cette pratique relie groupements à puissance et temporalités différenciées : familles, communautés locales, chefferies, espaces ethniques, syndicats, partis politiques, Eglises, etc., qui s'articulent les uns aux autres dans un ensemble territorial plus large, celui de la Colonie.

Sous sa forme moderne, comme dans nombre d'ex-Colonies, la production du territoire étatique au Mozambique tient aux projets des empires coloniaux au XIX^e siècle. Considérés comme des instruments stratégiques de leurs intérêts, le résultat fût la construction d'une espace social segmenté. On y repère de multiples espaces socio-culturels¹³⁴ (ou ethniques), définis par des critères historiques, sociaux et géographiques. Ceux-ci sont relatifs aux processus de sociogenèse mis en places par des Etats et des systèmes de pouvoir traditionnels, avant la colonisation ; l'espace étatique issu de la domination coloniale avec ses frontières formelles ; l'espace social des communautés particulières, structurés par des logiques clientélistes, de solidarité fondée sur la parenté, le religieux ou des échanges économiques.

Cette segmentarité de la société mozambicaine¹³⁵ vient d'en amont. C'est sans aucun doute dans les années 1890 que s'imposa en Afrique australe une conjoncture de

manipulant des schèmes de représentation des rapports sociaux. Enfin, les ressources qui relèvent de la production et monopolisation de la coercition. Elles requièrent d'abord le contrôle de l'emploi des forces de l'ordre et de l'armée, devant le sommet de la pyramide de l'exécutif en être le seul responsable ; ensuite, le système légal s'avère un outil indispensable à l'imposition de contraintes aux sujets mettant l'ordre public. Voir BRAUD, Philippe, *Sociologie politique* ... op. cit., pp. 59-60.

¹³³ Cela ne vaut pas dire que notre argumentaire contredit la thèse du déterminisme du politique par les réseaux techniques. Nous nous mettons certes d'accord avec cette pensée pour dire que l'interactivité du social et du politique n'acquiert pas du sens que par rapport à un réseau-territoire. Désignant la partie du territoire structuré à la suite de la mise en œuvre d'une politique d'aménagement, le réseau construit l'espace économique et social d'un pays. Matérialisé par un ensemble de moyens techniques et de nombreux équipements collectifs, le réseau devient un processus de désenclaver les espaces les rendant ouverts aux échanges. Aussi le réseau s'avère-t-il non seulement un outil de transformation du rapport de l'Homme à l'espace mais également des rapports des groupes sociaux au politique. On y voit donc l'une des sources de l'émergence de nouveaux environnements sociaux. Toutefois, il semble pertinent de distinguer le cadre territorial d'un pays industrialisé de celui issu de la domination coloniale. Dans ce dernier cas, le réseau-territoire entendu, d'après G. Dupuy, M.-F. Noue et al. et J.-C. Marquis, comme source d'accords et des désaccords, (entraînant, ainsi, des dysfonctionnements du système) reste une entreprise à accomplir. De ce fait, la représentation de l'espace n'y se réduit qu'à celle de l'Etat. Etant donné de l'intérêt de ce débat, voir MARQUIS, J.-C., *Amenagement du Territoire et Urbanisme*, Paris, Ester, 1991, 126p, p.11 ; DUPUY, G., *Systèmes, réseaux et territoires : principes réseautiques territoriales*, Paris, Presses de l'Ecole nationale de ponts et chaussées, 1985, 137p, pp. 6-55 ; NOUE, M.-F. et al., *Réseaux et territoires : rapport du groupe d'étude et de mobilisation*, Montpellier, Reclus, 1993, 175p, pp. 103-108.

¹³⁴ Il y a un certain nombre de chercheurs qui en font l'analyse. Voir par exemple MEDEIROS, E. –CAPELA, J. –CAPELA, J., *O tráfico de escravos e a estruturação política no Norte de Moçambique no século XIX*, Maputo, AHM, 1993 ; MEDEIROS, E., « Etnias e etnicidade em Moçambique : notas para o estudo da formação de entidades tribais e étnicas entre os povos de língua(s) emakhua e o advento da etnicidade macua e lomwé », *Africana*, n°18, Setembro de 1979, pp20-43 ; FIALHO, J.F., *Antropologia económica dos Thonga do sul de Moçambique* (Dissertação de Doutoramento em Antropologia Económica), Lisboa, Universidade Técnica de Lisboa, 1989, 793p

¹³⁵ Ce concept peut être remis en cause. La pensée holiste et structuro-fonctionnaliste situe dans la Nation, cadre de l'homogénéisation culturelle, les seules origines de la société. Pour le propos de cette étude, on préfère d'en prendre distance car elle ne recouvre pas la diversité de cas de sociogenèse. On suivra donc le schéma théorique soutenant que « la segmentarité n'est jamais entièrement résorbable, ni dans l'Etat traditionnel, ni dans l'Etat moderne » (Cf. Balandier, 1985 :321). De ce fait, la société peut se présenter comme un agrégat organisé et structuré institutionnellement et territorialement, mais pas forcément homogène. A propos du débat autour des notions de 'Nation' et 'Société', voir SMITH, Anthony, *The Ethnic Origins of Nations*, New York, Basil Blackwell,

concurrence entre les puissances coloniales, exigeant du Portugal le délaissement du mode commercial du rapport aux espaces sous son influence¹³⁶2. Deux facteurs en ont été à l'origine. D'abord, la Conférence de Berlin en 1884-1885 légitima un partage colonial fondé sur l'occupation et l'administration directe. Ce principe permettait à toute puissance coloniale de s'emparer des territoires dont il n'avait pas été prouvé qu'ils appartenaient à un autre Etat ; en second lieu, l'Afrique du sud était devenue un pôle de développement, dont les effets spatiaux se traduisaient par l'intégration des zones périphériques dans son espace économique.

En effet, l'exploitation industrielle des diamants à partir de 1867 (à Kimberley) puis celle de l'or dès 1886 (à Johannesburg) s'avéra restructurante. Des sociétés anonymes non seulement s'y intéressaient mais elles étaient aussi à la base de la construction des voies ferrées, des ports, des villes, etc., vu que ces infrastructures fournissaient des services auxiliaires à l'activité minière. Du fait de l'attrait de la politique salariale qui s'y observait, puisque les sociétés minières en avaient besoin, de milliers de travailleurs des pays voisins se rendaient en Afrique du sud pour y travailler, dans des fermes et dans l'industrie minière. La majorité de ceux-ci partaient à la recherche du travail salarié bien avant l'occupation administrative et politique coloniale. Pour le cas du Mozambique, ce phénomène s'explique, selon Luis Covane¹³⁷3, par le fait que l'emprise du capital industriel au Sud du Mozambique est survenue dans un contexte de crise pour les économies des sociétés africaines. Le commerce de l'ivoire et d'autres marchandises y prenait, lors de la 2^{ème} moitié du XIX^{ème} siècle, de plus en plus du recul, en raison de sa rareté. L'agriculture et l'offre de travailleurs migrants devinrent les sources les plus importantes de revenus pour les communautés locales. C'est pourquoi les élites tant de l'Etat de Gaza que celles de chefferies environnantes se sont engagées dans le système d'échanges en expansion, en assurant l'approvisionnement en main-d'œuvre. En fait, ces élites permirent que les agents du capital minier fassent le recrutement des travailleurs dans leurs Territoires, moyennant le paiement d'impôts en armes à feu, en biens manufacturés et en livres sterling.

Outre l'accroissement d'échanges entre le capital minier et la région du Sud du Mozambique, les conflits entre les Anglais et les Républiques Africanders d'Orange et du Transvaal ont été également à l'origine de la façon dont s'y sont structurés les réseaux de chemins de fer¹³⁸4. Dès l'établissement des premiers dans la région du Cap, entre 1795 et 1806, puis dans la région du Natal, dans les années 1840, les Africanders se sont opposés à leur hégémonie économique et religieuse. Les différences tenaient au fait que les Anglais défendaient un système social libéral et capitaliste alors que les Africanders étaient attachés au calvinisme et au régime de production fondé sur l'esclavage.

1986, 356p ; BALANDIER, Georges, « Le politique des anthropologues », LECA, Jean – GRAWTZ, Madeleine (Sous la direction de), *Traité de Science politique*, Vol. I, Paris, PUF, 1985, 722p, pp. 319-342.

¹³⁶ 2 Le Portugal s'est créé, entre le XV et XVIII^{ème} siècles, une vaste zone d'influence qui allait de l'Amérique Latine (Le Brésil), à l'Afrique (région côtière de l'actuelle l'Angola, à l'Ouest, et zone côtière du Mozambique, sur le Sud-Est), jusqu'à l'Extrême Orient (Goa, Damao et Diu). A l'exception du Brésil, et de tentatives échouées de peuplement colonial le long de la Vallée du Zambèze, au Mozambique, le mode d'articulation du Portugal à ces espaces ne consistait que de l'économie de traite, laissant aux forces politiques indigènes la responsabilité d'organiser leurs activités économiques. Les systèmes politiques qui en faisait la gestion restait également intacts. Pour les détails, voir PAPAGNO, Giuseppe, *Colonialismo et Feudalismo*, Lisboa, Editora a Regra do Jogo/Historia, 1980, 189p.

¹³⁷ 3 COVANE, Luis, *As relações económicas entre Moçambique e África do Sul....op. cit.*, p. 23.

¹³⁸ 4 Voir l'annexe 7 : Les réseaux des chemins de fer vers l'extérieur.

Pour ces raisons, les Africanders amorcèrent un mouvement migratoire vers l'intérieur et se proclamèrent conquérants des territoires concernant leurs intérêts politiques. Un chasseur, Joao Albasini, s'est chargé en 1847 de prévenir les autorités portugaises de l'arrivée d'environ 8000 à 9000 Boers (Africanders) dans l'actuelle région du Transvaal d'autant plus que certains d'eux marchaient vers la baie de Lourenço Marques (Maputo)¹³⁹5. Les Anglais s'y intéressaient aussi car leur possession leur permettait de compter davantage sur un port au Nord-Est, facilitant ainsi le bouclage et la mise en dépendance des Africanders à l'intérieur. Bref, il s'agissait d'un conflit opposant Portugais, Anglais et Africanders au sujet de domaines coloniaux, ce qui entraînait la nécessité d'entendements frontaliers. C'est la lecture qui en est faite par d'autres sources se référant à l'époque :

Les Boers et les Portugais de Lourenço Marques souhaitaient ardemment la résolution du problème des frontières. Tavares d'Almeida, Gouverneur à Lourenço Marquês, fit voir le 22 Juillet 1861 cette nécessité au Gouvernement central, à Lisbonne /.../. Si les Portugais étaient concernés sur les repères frontaliers avec le Transvaal, ce dernier l'était davantage. Les Boers étaient conscients du différend luso-anglais quant à la question de Lourenço Marques. Les Anglais profiteraient de leur puissance afin de faire valoir leur intérêt, ce qui déboucherait sur leur appropriation de la baie en question et la perte d'une bonne marge de manœuvres de la part des Africanders¹⁴⁰6.

Ce fut en vue des enjeux de cette interactivité que Pretorius, (Président du Transvaal), adressa le premier septembre 1864 au Gouverneur général du Mozambique la demande d'un accord frontalier. Les démarches ont réussi, en juillet 1869. Portugais et Africanders se sont par la suite mis d'accord au sujet de ce dossier, la chaîne montagneuse des Libombos étant choisie comme repère frontalier entre les deux pays. Lourenço Marques, le port respectif et la région adjacente (encore sous le contrôle des potentats africains) sont restés domaines du Portugal, l'arbitrage du Président Mac-Mahon en 1875¹⁴¹7 ne venant que légitimer ce construit. Le Transvaal se contenta d'un accord lui facilitant des transactions commerciales à travers le port 'portugais'. D'après cet accord, les deux Etats s'obligeaient de promouvoir la paix et le commerce ; les transactions entre les deux territoires devaient respecter les principes d'égalité et de réciprocité ; ces transactions incluaient toute sorte de marchandises, à l'exception des armes, dont la circulation serait assujettie à d'autres règles douanières¹⁴²8.

Le contexte rendant nécessaire la modernisation du port et la construction de la voie ferrée reliant la région du Sud du Mozambique à l'Afrique du sud (Transvaal) s'est ainsi créé. Le développement du commerce, qui à l'époque se faisait par des voitures à cheval, rendait la question du chemin de fer primordiale. L'efficacité des services de transport routier, qui a été à propos mis en place, est resté loin de pouvoir correspondre aux attentes, comme le témoigne Eduardo de Noronha :

¹³⁹ 5 Voir REGO, A. da Silva, « Relações entre Moçambique et África do Sul (1652-1900) », *Moçambique. Curso de Extensao Universitaria. Ano lectivo de 1964-1965*. Lisboa, Instituto de Ciências Políticas, 1965, 695p, pp. 43-76, p. 64.

¹⁴⁰ 6 *Ibid.*, pp. 64-65.

¹⁴¹ 7 L'Angleterre n'a pas reconnu l'accord luso-boer de 1868. La question du port de Lourenço Marques, pour elle, restait à régler. Cet état des choses entraîna le différend entre Anglais et Portugais. Ce conflit a été surmonté grâce à l'arbitrage de Patrice Comte Mac-Mahon, Président (1873-1879) de la République française, dont la décision, favorable aux revendications de Lisbonne, a été rendue publique le 24 juillet 1875.

¹⁴² 8 Cf. Le traité luso-boer de 29 juillet 1869, cité, REGO, A. Silva, *op. cit.*, p. 68.

Le chemin de fer de Lourenço Marques représentait l'espérance que les colons caressaient depuis longtemps mais sans croire à sa concrétisation. C'était une source de soucis pour le Gouvernement anglais ; un fantôme craignant du point de vue de la Colonie du Natal ; une perspective d'émancipation commerciale pour le Transvaal. Pour le Gouvernement portugais en particulier, le chemin de fer représentait la nature utopique de l'expansion coloniale, qui s'étudiait jusqu'alors comme une théorie mal définie ; c'était un projet dispendieux des capitaux portugais ; c'était une tentative hasardeuse, d'après les politiciens ; c'était l'objet de curiosité, un vague et abstrait construit pour le peuple¹⁴³9.

L'accord célébré entre Paul Kruger (Président du Transvaal) et les autorités de Lisbonne en 1876, en vue de la construction de la voie ferrée, pouvait apporter des développements souhaitables. Un blocage s'est toutefois imposé. Le Transvaal fut envahi en 1877 par les Anglais et, désireux de gérer leurs affaires, ils signèrent en 1879 avec le Portugal un nouveau traité. Par cette entremise, les Couronnes anglaise et portugaise ont convenu de mettre en valeur le port de Lourenço Marques étant donnée son utilité économique et politique pour les Territoires de l'intérieur ; le Gouvernement portugais reconnut à la Couronne britannique le droit de construire une voie ferrée jusqu'au port de Lourenço Marques ainsi que des infrastructures permettant l'établissement des services auxiliaires ; la circulation des marchandises du Port de Lourenço Marques à la frontière britannique aussi bien que dans le sens inverse ne serait pas taxée pour une période de 25 ans¹⁴⁴0.

La stratégie anglaise visait, semble-t-il, à ne pas permettre que les Africanders deviennent puissants au point de porter atteinte à leurs intérêts économiques. Les accords anglo-africanders, signés en 1881, auraient entrepris un *modus vivendi* qui leur était théoriquement favorable. La Couronne britannique pouvant influencer sur la définition des grands axes de la politique extérieure de la communauté vaincue (Africanders), elle lui reconnut d'office en 1882 le statut d'Etat indépendant. Paul Kruger (Président du Transvaal) attribua alors la licence de construction de la voie ferrée à une Compagnie hollandaise. Les travaux débutés en 1887, huit ans après (1895), les villes de Pretoria et de Lourenço Marques étaient reliées par un service régulier de transport par la voie ferrée. Sur un total de 406 Km de longueur, 70 Km parcourent le territoire mozambicain de la frontière au Port de Lourenço Marques, ce qui le rend le plus proche et le plus économique par rapport à ceux du Cap et du Natal¹⁴⁵0.

Les conflictualités opposant Portugais, Anglais et Africanders à propos de la région Sud-Est de l'Afrique (Mozambique) ont entraîné, bien sur, des développements dans le sens de la création du territoire de l'Etat, au sens colonial du terme. Mais des divergences survenues lors de l'hégémonie anglaise entre 1888 et 1891 vers le Nord, à partir de l'Afrique du sud, a poussé ce processus jusqu'à la perfection possible, dans la perspective de ses entrepreneurs. A l'heure où les conflits entre puissances européennes à propos des Colonies ont éclaté, du fait qu'il y voyait son utilité, le Portugal s'est battu pour maintenir son statut de puissance coloniale. La reformulation de sa politique coloniale, en faveur d'un rapport plus direct à ses domaines ainsi que des alliances tactiques avec d'autres puissances, venaient dans le sillage de ce programme.

¹⁴³ 9 NORONHA, Eduardo, *citée*, REGO, A. Silva da, « Relações entre Moçambique e Africa do sul (1652-1900) »....*Op. cit.*, p. 71.

¹⁴⁴ 0 Traité luso-anglais de 30 mai 1879, cite, MACHADO, J., « O Caminho de Ferro de Lourenço Marques », *Boletim da Sociedade de Geografia de Lisboa*, 3 a série, n° 1, 1882, pp. 5-21, p.11.

¹⁴⁵ 0 Voir JUNIOR, Rodrigues, *Transportes de Moçambique*, Lisboa, Editorial Ultramar, 254p, pp. 77-82 ; MACHADO, J., *op. cit.*, p. 9.

Juste après la formalisation du partage et de la colonisation effective de l'Afrique par la Conférence de Berlin (1885), Lisbonne a conçu un énorme projet colonial dans lequel il revendiquait sa souveraineté sur le territoire situé entre l'actuel Angola et le Mozambique¹⁴⁶ 1. Or, le projet colonial du Portugal se heurtait à celui des Anglais. Enthousiasmés par les progrès dans l'exploitation des diamants à Kimberley puis de l'or à Johannesburg (Afrique du sud), leurs investissements étaient à l'origine, on l'a déjà montré, d'un processus d'hégémonie auquel le Portugal ne pouvait nullement résister. L'essor de l'industrie minière allait de pair avec la construction de chemins de fer, des ports ainsi que l'intégration dans le marché du travail salarié des Africains venant des pays entourant l'Afrique du sud. De même, la formation des villes et de tout un réseau de services subsidiaires aussi bien que le développement du commerce, en étaient des effets secondaires.

Dans cette dynamique de l'économie coloniale en Afrique du sud, une des conséquences à retenir est l'avènement d'entreprises et de Compagnies anonymes souhaitant élargir le domaine colonial britannique. La Compagnie britannique pour l'Afrique Australe (CBAA), formée par Cecil Rhodes en 1888, - à laquelle la Couronne reconnut le statut de Compagnie royale - en est un exemple. Dès lors que les Portugais revendiquaient le Territoire entre l'Angola et le Mozambique au nom de « droits historiques », C. Rhodes se chargea d'étendre l'empire britannique, afin de relier par un chemin de fer la ville du Cap (Afrique du sud) à celle du Caire (Egypte). En ce sens, la présence des Anglais en Rhodésie du sud à partir de 1888, l'obtention auprès du roi Lobengula des Matabeles du droit d'exploitation minière et d'autres concessions économiques en étaient déjà révélatrices. En outre, la conversion du Territoire des Makololos, au Sud du Nyassaland en un protectorat britannique relevait également du projet colonial de la Couronne anglaise.

L'établissement des Anglais en Rhodésie du sud aussi bien que son expansion vers d'autres Territoires au Nord souleva des problèmes logistiques et, par-là, le besoin de moyens de transport. Le port de Beira, (le plus proche de la nouvelle possession anglaise) et ses entourages leur ont semblé les plus convenables. C. Rhodes, qui en 1890 était le Premier Ministre du Cap, donna le feu vert pour que ses agents envahissent et annexent la région de Manica et de Sofala (Mozambique) et le port respectif (Beira), à la Rhodésie du sud. Tout en se réclamant de ses « droits historiques » sur ces régions, le Portugal insista sur la formule de leur préservation, d'autant plus qu'il essaya de les défendre, dans des rapports de forces qui lui étaient très défavorables¹⁴⁷ 2.

¹⁴⁶ 1 Si ce projet avait été mené à bien, le Portugal aurait exercé ses droits de puissance coloniale sur un vaste Territoire en Afrique centrale et australe. Des Territoires suivants y feraient partie : l'Angola et le Mozambique actuels ; La Rhodésie du Sud (le Zimbabwe), la Rhodésie du Nord (la Zambie), le Nyassaland et le Botswana.

¹⁴⁷ 2 D'après une source, « Lorsqu'en 1890 la police de l'Afrique du sud a par surprise envahit Manica et Sofala (zone centrale du Mozambique) elle réussit à occuper Massikessé. Au Cap, des expéditions se préparaient pour débarquer au port de Beira. Cette possibilité leur permettrait le contrôle des chemins d'accès au Rhodésie du sud. Le Gouvernement central (Lisbonne), ne disposant pas de ressources pour le faire, a alors instruit au Gouverneur général de la province pour se défendre. Sur le budget, il comptait des dépenses concernant des bataillons et des officiers, du polvorem et des armes ; de square et de légions de militaires ; mais, en fait, parmi l'ensemble de ses ressources il n'y avait un groupe d'hommes armés et disciplinés tellement qu'il pouvait résister, non pas à l'armée anglaise - qui pouvait y oser ! - mais à un groupe d'aventuriers qui désiraient imposer à la diplomatie anglaise les plans usurpateurs de C. Rhodes. Il n'y avait rien pour la moindre action défensive /.../. Il a fallu que un contingent de l'armée du royaume s'occupe pour le moins de la défense de Beira et qu'un groupe de volontaires en provenance de Lourenço Marques érige des blocages sur les chemins vers le port de Beira alors si convoité. Cf. ENES, Antonio, *Moçambique. Relatorio*, Lisboa, Sociedade de Geographia de Lisboa, 1913, 516p p.91 ; FERREIRINHA, F., « Antonio Enes e o seu pensamento colonial » (Discutida em sessao do dia 8-9-1947

L'Angleterre fut donc contrainte d'envoyer un ultimatum à Lisbonne en vue de mettre fin à ses « excès ». En effet, en janvier 1890, le Gouvernement anglais a mis les autorités de Lisbonne au courant du fait que « l'Angleterre ne permet pas le recours à la force pour établir la souveraineté portugaise dans les régions où prévalent les intérêts britanniques. Sous peine de rupture de relations diplomatiques, l'Angleterre exige le retrait des forces portugaises non seulement du pays des Makololos mais aussi de celui des Matabeles et des Mashona¹⁴⁸3.

Sachant que dans l'ordre en construction les rapports de forces lui étaient défavorables, le Portugal ne pouvait négliger que le conflit luso-anglais conduise à la signature de deux accords. Il s'agit du traité qui a été achevé en août 1890 et de celui dont la conclusion est survenue en juin 1890. A travers le premier, les Gouvernements signataires se sont entendus quant aux repères frontaliers entre le Mozambique et les Colonies voisines (Rhodésie du sud et Nyassaland). Ils ont également pris l'engagement de coopérer à propos de la nécessité de la construction de routes et de chemins de fer pour permettre la circulation de personnes et de marchandises en provenance et à destination des domaines coloniaux de Londres :

Les marchandises en circulation entre les Territoires portugais sur la Côte orientale et la sphère britannique seront assujetties au paiement de 3 pour cent de droits douaniers, pour une période de 25 ans, à partir de la date de la ratification de cette convention. /.../ Il est aussi convenu que chaque puissance aura, dans les régions supra mentionnées, le droit de construire des autoroutes, des chemins de fer, des ponts, des réseaux téléphoniques, pour l'établissement des communications entre les deux domaines. /... / Quel que soit le chemin de fer, construit par l'une des puissances dans le territoire de l'autre, il sera soumis aux lois et règlements locaux, établis sur la base d'un accord entre les deux gouvernements¹⁴⁹4.

Ce fut sous l'effet de contraintes entraînées par ces rapports de forces, dans le cadre du partage colonial, que le Portugal a dû changer sa politique coloniale. Antonio Enes avait été nommé au poste de Haut Commissaire pour la Colonie du Mozambique, au moment où les rapports luso-anglais traversaient leur période la plus troublée. L'entrepreneur colonial, peut-être, le plus lucide sur les problèmes de son époque, ses idéaux ont inspiré les grands axes de la politique coloniale portugaise jusqu'à la montée, en 1926, d'O. Salazar au pouvoir. Selon A. Enes, « ce ne serait pas par le peuplement colonial que le Portugal pouvait s'en sortir mais par la colonisation par le biais de capitaux. Nous avons besoin de capitaux étrangers pour l'entreprise coloniale car les capitaux nationaux ne sont pas suffisants. Au Brésil, par exemple, les étrangers sont plus entreprenants que les citoyens nationaux et cela ne porte néanmoins pas atteinte aux liens qui les attachent à la Métropole »¹⁵⁰5 .

Ceci étant le chemin suivi, la colonisation directe (portugaise) était depuis lors fondée sur trois préalables interdépendants et simultanés, auxquels est liée l'entreprise du réseau-territoire de l'Etat colonial : d'abord, la dépossession de moyens de contrainte physique qui étaient à la portée des Etats africains, par le biais d'un processus tenu dans le

na secção de Litteratura, Historia e Sociologia), *Soc. De Estudos de Moçambique. Teses Apresentadas ao 1º Congresso realizado de 8 a 13 de Setembro de 1947*, Lourenço Marques, Tip. Minerva Central, 1947, pp. 2-7.

¹⁴⁸ 3 Voir Documents....1890, *Negocios da Africa Oriental e Central*, Lisboa, 1890, cités, AXELSON, H., *Portugal and the Scramble for Africa*, Johannesburg, 1967, p. 203

¹⁴⁹ 4 Cf. Article XI du Traité célébré entre le Portugal et l'Angleterre, daté le 11 juin 1891, ratifié plus tard par les Parlements de deux Pays, cité, LIMA, Alfredo, P. de, *Historia dos Caminhos de Ferro de Moçambique*, Lourenço Marques, Ed. da Admin. dos Portos, C.F. e Transportes de Moçambique, 1971, 303p, pp. 104-105.

¹⁵⁰ 5 Cf. ENES, A., *Moçambique. Relatorio....op. cit.*, p. 48-49.

discours politique colonial comme « campagnes ou guerres de pacification » ; ensuite, par la mise en place d'un processus d'intégration des dominés au système d'administration coloniale ; enfin, par la structuration, au moyen de capitaux non portugais¹⁵¹ 6, d'un système économique où, de pair avec des activités de la sphère primaire, le secteur de prestation de services – en exportant de la main-d'œuvre et en facilitant la circulation de marchandises en provenance et destinés aux territoires de l'intérieur – a joué un rôle fondamental. Les espaces des communautés traditionnelles, avec leurs modes de sociation, ont été certes assujettis à l'ordre colonial à travers les réseaux administratifs. Mais les réseaux sociaux sous leurs formes multiples y tenaient un rôle important comme mécanismes de légitimation de rapports sociaux et de communication politique¹⁵² 7.

En effet, la conjoncture de concurrence étant propice au partage colonial, les Etats africains furent détruits¹⁵³ 8. Ceux qui s'étaient structurés sur la Vallée du Zambèze virent, entre 1886 et 1892, leurs appareils militaires esclavagistes désintégrés¹⁵⁴ 9. On a assisté, entre 1894 et 1897, à la désintégration de l'Empire de Gaza au Centre et au Sud de la Colonie¹⁵⁵ 0. Le Portugal s'attaqua au démantèlement, dès 1897 jusqu'en 1913, des plusieurs entités politiques militarisées, qui faisaient partie des réseaux de commerce d'esclaves, sur la région macua-lomuè et ajaua, au Nord du Mozambique¹⁵⁶ 8. L'idéal autonomiste dans un contexte où l'administration coloniale et sa politique extractive s'imposaient de plus en plus, inspira lors de première Grande Guerre (1914 –1918) des soulèvements en pays des Barwè, au Centre de la Colonie. Elle a été également à l'origine du soulèvement des Macondes, à l'extrême Nord du Mozambique¹⁵⁷ 1. Ces tentatives de bouleversement de l'ordre colonial à une échelle localisée ont été, elles aussi, apprivoisées.

Hormis quelques soulèvements localisés mais sans mettre en cause la structuration du système, il y a donc eu, dans le contexte de la mise en place du pouvoir colonial, l'occupation de l'espace comme espace étatique. Le réseau-territoire y fut construit comme une combinatoire de deux dimensions, celle de réseaux techniques et administratifs, dans un cadre de rapports politiques et économiques où l'hégémonie britannique était inéluctable. Nombreuses sont les entreprises ou Compagnies anonymes qui exerçaient

¹⁵¹ 6 Certains auteurs qualifient cette politique de "féodalisme moderne" ; d'autres se contentent d'une lecture utilitariste du nouveau rapport portugais aux Colonies, pour soutenir que le Portugal a pu ainsi se maintenir comme puissance coloniale pour « profiter et en faire profiter ». Voir NEWITT, Malyn, *Portugal in Africa. The last handread years*, London, C. Hurst & Co. (Publishers) Ltd., 1981, 201p (voir Chapter 4 : The rule of the concession Compagnies, pp. 72 – 91).

¹⁵² 7 Voir *infra* (Chapitre II) l'exposée plus approfondie sur ce sujet.

¹⁵³ 8 L'approfondissement de l'occupation militaire portugaise de l'actuel territoire du Mozambique n'étant opportun à ce sujet, on ne s'inscrit pas dans le cadre de chercheurs tenant la thèse que les Africains n'y ont pas opposé aucune résistance. En fait, les dites « guerres de pacification » illustrent bel et bien qu'elles se sont faites comme conséquence d'un processus conflictuel. Les systèmes de pouvoirs en conflits faisaient recours à tous les ressources à leur portée a fin de faire prévaloir leurs intérêts divergents. Voir littérature ci-après.

¹⁵⁴ 9 Voir ISAACMAN, Allen, *A tradição de resistencia em Moçambique : O Vale do Zambeze, 1850-1921*, Lisboa, Afrontamento, 1987, 338p ; PELISSIER, René, *História de Moçambique. Formação e oposição, 1854-1918*, vol.I, Lisboa, ed. estampa, 1987, 506p, pp. 200-248

¹⁵⁵ 0 Voir à ce sujet CRUZ, Miguel, *A Historia da Formação da Classe Trabalhadora em Manica e Sofala, ao Sul do Pungue*, (Dissertação de Licenciatura), Maputo, Universidade Eduardo Mondlane, Dezembro, 1982, 313p, pp. 94-137

¹⁵⁶

¹⁵⁷ 1 Voir MEDEIROS, Eduardo - CAPELA, J., *op. cité*. NEWITT, M., "The early history of the sultanate of Angoche", *Journal of African History*, XII, 3 (1972), pp. 397-406

simultanément leurs activités en Afrique du sud, en Rhodésie du sud, en Rhodésie, au Malawi et au Mozambique¹⁵⁸2. Dans cette dernière Colonie, le service du transport, le commerce, l'économie de plantation aussi bien que le recrutement de main-d'œuvre étaient à leur charge.

Cette tendance d'ouverture à l'entreprise du réseau-territoire tenait certes à des contraintes économiques la rendant inéluctable. Mais elle s'inscrivait, semble-t-il, dans la perspective d'A. Enes de Colonie, soutenant une entreprise coloniale, « non pas par le peuplement colonial mais par des capitaux ». Dans ce sens, le gouvernement portugais accorda un bail de grandes étendues de terres à des Compagnies non portugaises¹⁵⁹3. Celles-ci obtinrent, en échange de l'observation de certaines conditions¹⁶⁰4, des droits sur les ressources naturelles et surtout le contrôle administratif des populations vivant à l'intérieur de ces régions.

Les deux grandes Compagnies étaient la Compagnie du Mozambique (160.580 Kilomètres carrés à Manica et Sofala) et celle du Nyassa (25 % de la Colonie). Elles eurent dans la région que leur avait été attribuée, le monopole du commerce, du secteur minier, de la construction, des services postaux et le droit d'attribuer la terre à d'autres entités, ainsi que de lever des impôts. Grâce à ces droits, la Compagnie du Mozambique – à qui son contrat assignait le statut de Compagnie souveraine jusqu'en 1942 – délégua quelques-unes de ses obligations à des sous-compagnies locataires. C'est à elles qu'est revenue la responsabilité à l'égard des deux domaines d'activité de la Compagnie du Mozambique, celui de la construction et de l'exploitation du réseau ferroviaire-portuaire de Beira et celui de l'économie de plantation.

Achevé en 1899, ce réseau relia définitivement la région centre du Mozambique à la Rhodésie du sud. C'était le socle de son économie, dès lors fondée sur la prestation de services de transport aux Colonies anglaises voisines. Par ailleurs, grâce au chemin de fer, les Compagnies locataires purent débiter le développement de l'économie de plantation, axée sur la monoculture des produits d'exportation, tels que la canne à sucre, le sisal et le coprah.

La Compagnie de Nyassa – la seconde en importance – ayant obtenu le droit d'exploiter et d'administrer 25% de la Colonie, les Territoires de Cabo Delgado et de Nyassa à l'extrême Nord du Mozambique, en étaient les sphères d'intervention. Créée en 1891, bien que le statut de cette Compagnie l'oblige d'investir au profit du développement, elle ne s'est livrée

¹⁵⁸ 2 En effet, au début du XX^{ème} siècle, nombre d'entreprise ou de Compagnies anonymes anglaises opéraient au Mozambique. Dans le domaine de navigation, il y avait l'*Union Castle Co.*, la *British Indian Strem Navigation Co.*, la *Harrison Rennie Line*, la *Natal Direct Line-Bullard King & Co.*, l'*Indian African Line* et d'autres organisations ; Quant aux voies ferrovières, 339 Km parmi les 539 Km disponibles étaient exploités par The Beira and Mashonaland & Rhodésie Railway Co. En ce qui concerne la sphère agricole, y opérait l'*Incomati Sugar Estates Ltd*, le *Mutamba Sugar Estates* et la *Sena Sugar Estate*. Dans le champ de l'exploitation minière, l'entreprise concernée était le *Mozambique Macequece*. A Lourenço Marques, la Capitale de la Colonie depuis 1897, les Anglais contrôlaient, à travers la *Delagoa Bay Développement Corporation Ltd*. La fourniture d'eau et de l'électricité ; l'exploitation du port était partagée entre la *Delagoa Bay Stevedorig Co.*, la *Lourenço Marques Forwarding Co., Ltd.*, et entre la *Delagoa Bay Agency Co*. Cf. MADUREIRA, Arnaldo, *A Colonização portuguesa em Africa, 1890 – 1910. Retrospectiva e diagnostico*. Lisboa, livros horizonte, 1988, 111p, p. 6.

¹⁵⁹ 3 ENES, A. *Cit.*, SANTOS, José G. H., « A agricultura indígena e o comércio dos seus produtos », *Boletim da Soc. de Estudos da Colonia de Moçambique*, Lourenço Marques, Tipografia popular, Out. 1933, Ano II, n°11, pp8-27, p17. Voir l'annexe 8 : Territoires sous le contrôle des compagnies étrangères à l'époque coloniale (1890-1942).

¹⁶⁰ 4 En ce qui concerne la Compagnie du Nyassa, elle devait, du moins théoriquement, laisser à la disposition de l'Etat portugais 10% de ces dividendes aussi bien que 7,5 des revenus obtenus chaque année. Cf. PELISSIER, René, *op. cit.*, p. 173

qu'à ce que René Pélissier appelle le « parasitisme colonial »¹⁶¹5. En effet, durant les 35 ans de son mandat, les sources les plus importantes des profits pour cette société anonyme se fondaient aussi bien sur le prélèvement d'impôts, le commerce avec la paysannerie que sur l'exportation de la main-d'œuvre en Rhodésie, au Nyassaland, au Tanganyika, au Congo belge et en Afrique du sud¹⁶²6. Encore dans le cadre de la politique concessionnaire, on note la formation de la Compagnie du Zambèze, la seule dont les supports étaient les investissements portugais. Dès les années 20, après une période où elle entreprenait les mêmes activités que celles de la Compagnie du Nyassa, cette Compagnie commença à accorder quelque importance au développement de l'économie de plantation.

On revient maintenant au réseau ferroviaire. Outre le fait qu'il a été structuré sous l'effet de besoins de l'économie des Colonies voisines, il s'est aussi créé au Mozambique un réseau de voies ferrées et routier en raison d'exigences internes. Il émana de la nécessité de relier les zones de production à ce qui étaient tenus, à partir des années 30, pour des « pôles du développement économique »¹⁶³7 de la Colonie¹⁶⁴8. Du Nord au Sud du pays, suivant Vasco Fortuna, ils peuvent être ainsi présentés¹⁶⁵9 :

- Zone Nord :

Mocimboa da Praia – Desservie par les ports de Mocimboa da Praia, Ibo et Port Amélia (Pemba) ; (2) Nacala– Desservie par les ports de Nacala, Moçambique, Lumbo, Antonio Enes ainsi que par les voies ferrées du Lumbo et de Nacala au Catur ; (3) Pebane – Desservie par les ports de Pebane et Quelimane aussi bien que par le chemin de fer de Quelimane à Mocuba. Il s'agit d'une région disposant d'importantes ressources minières, parmi lesquelles l'une des plus grandes réserves de tentinite ; (4) Vila Cabral (Lichinga) – Desservie par le dernier tronçon du chemin de fer de Nacala au Catur et par de voies routières de la partie mozambicaine du lac NYassa.

- Zone Centrale :

(1) Tete – Desservie par le tronçon du chemin de fer de Tete et par le fleuve Zambèze. L'on y trouve abondamment des ressources hydriques et minières, propices à l'établissement d'industries lourdes ; (2) Beira – Desservie par le port de Beira, par un aéroport international ainsi que par un important réseau de routes et de voies ferrées. Cette zone est dotée de l'énergie hydroélectrique et d'une industrie en expansion.

- Zone sud :

¹⁶¹ 5 *Ibid.*, p. 174.

¹⁶² 6 L'exportation de la main-d'œuvre dans ce dernier pays ne fut courant que jusqu'en 1912. Dès lors, la Compagnie passa sous le contrôle du capital allemand, envisageant, semble-t-il, une éventuelle annexion de la région au Tanganyika, à l'époque sous la domination germanique. En effet, entre 1915 et 1917 l'extrême Nord du Mozambique fut occupé par les Allemands. Leur expulsion n'a été possible qu'en 1918, par le biais de l'offensive de la coalition militaire luso-portugaise. Etant donné la défaite de l'Allemagne, suite aux accords de paix de Versailles, le Tanganyika passa sous le contrôle anglais. Ainsi s'est définitivement établi la frontière Nord du Mozambique. Reprise par les Anglais jusqu'en 1929, la Compagnie du Nyassa n'a plus poursuivi l'exportation de la main-d'œuvre vers l'Afrique du Sud. Cela tenait au fait que le capital sud-africain avait obtenu en 1913 le monopole de son recrutement au Sud du Mozambique.

¹⁶³ 7 Cf. FORTUNA, Vasco, "Estruturas economicas de Moçambique", *Moçambique. Curso de Extensao Universitaria. Ano Lectivo de 1964-1965*. Lisboa, Instituto de Ciências Políticas, 1965, 695p, pp. 201-229, p. 205

¹⁶⁴ 8 Voir l'annexe 9 : Pôles du développement économique.

¹⁶⁵ 9 Cf. FORTUNA, Vasco, *op. cit.*, pp. 205-207.

Mambone – Zone propice à la pêche et au tourisme. On y trouve également des ressources en sous-sol. Aucun port ni chemin de fer y fut construit ; (2) Maxixe – Desservie par le port d'Inhambane aussi bien que par le chemin de fer de Joao Belo. On se sert également d'une autoroute rendant possible des liens économiques plus intenses avec la région de Lourenço Marques, centre consommateur et distributeur le plus important du pays ; Lourenço Marques – Desservie par un grand port, un aéroport international, un complexe de voies ferrées et routiers importants. Il s'agit d'une région propice à l'activité agricole et de l'élevage. De plus, on y trouve un parc industriel en expansion.

A ce stade de l'exposé, il devient aisé de constater la façon dont la construction du territoire de l'Etat et du réseau-territoire a été déterminée par des enjeux qui dépassèrent ceux du Portugal en tant qu'acteur de l'entreprise coloniale. Si la logique de sa mise en place a certes eu un poids dans la politique coloniale, elle n'a néanmoins pas entrepris un territoire étatique dont le fonctionnement se fondait sur la connexion des espaces par des réseaux techniques. En effet, la structuration du Territoire de l'Etat s'est structuré sur deux déterminants imbriqués.

Tout d'abord, la mise en valeur de la Colonie a été faite en y établissant des réseaux de voies ferrées et des services portuaires afin qu'ils desservent les économies de l'Afrique du sud et d'autres Colonies de l'hinterland¹⁶⁶0. C'est tout au long de ces voies ferrées que se sont bâties des villes accueillant la population coloniale, dont l'immigration fut encouragée à partir des années 30 par O. Salazar. D'autres villes, surtout au Centre et au Nord du Mozambique, ont été héritées soit des établissements portugais avant la colonisation effective soit de la transformation des hauts lieux des Etats africains en hauts lieux de l'administration coloniale. Quant aux dits « pôles du développement », le gouvernement colonial n'a jamais pensé à les relier par une voie ferrée Nord-Sud. Le politique s'est juste rendu compte du fait que la zone Nord est beaucoup plus dotée de ressources agricoles ; que, celle du centre possède des ressources minières et énergétiques ; et que, enfin, celle du Sud s'avère être un centre industriel¹⁶⁷1. Dans les années 40, la population globale du Mozambique était estimée à 4.006.011 habitants, dont 45.750 non africains dont 23.131 portugais¹⁶⁸2. Du Nord au sud de la Colonie, la population non africaine était ainsi distribuée : zone Nord, 14% ; zone centre, 12%, zone sud, 74%, ce qui traduisait bien la logique de segmentation sociale en termes de structuration de l'espace.

Le second déterminant correspond à la mise en place des réseaux administratifs ainsi que s'imposait la destruction des Etats pré-coloniaux. Structurés selon une logique de hiérarchie qui débutait du haut en bas, prenant la Colonie comme un espace global, on y distingue des instances dont les pouvoirs concernaient la province, le district, le conseil municipal, la circonscription et, en fin, la sous-circonscription¹⁶⁹3. C'est dans ce cadre qu'on s'aperçoit d'un réseau de communication plus ou moins maillé, ce qui s'expliquerait par la nécessité de rendre plus efficace le rapport dominants/dominés, dans les zones rurales. En effet, d'après les sources coloniales, on comptait, en 1939, 22.922 km des voies dans les

¹⁶⁶ 0 Voir l'annexe 7 : les réseaux des chemins de fer vers l'extérieur.

¹⁶⁷ 1 Voir FORTUNA, Vasco, *op. cit.*, p. 207

¹⁶⁸ 2 Cf. MENDES, Mario J. F., "Comunicações e transportes", *Boletim da Sociedade de Estudos de Moçambique*, V. 1939-1940, Lourenço Marques, n°39, Julho 1939, pp. 39-54.

¹⁶⁹ 3 Voir ci-contre la présentation du découpage territorial mis en place. On s'efforce de tenir compte de la façon dont le clientélisme colonial a permis d'entretenir cette structure territoriale.

territoires sous le contrôle de l'Etat et 6.416 km à Manica et Sofala¹⁷⁰ 4. La construction du territoire de l'Etat ayant débouché sur la mise en réseau des communautés relevant des temporalités et des modes d'allégeances si divers, l'interactivité du social et du politique prendra appui sur la déconcentration (politique) comme l'un de supports de sa régulation.

Tableau I : Découpage territorial de la Colonie (Province) de Mozambique ¹⁷¹ 5

¹⁷⁰ 4 L'on rappellerait que, dans le cadre du nationalisme qui inspira les politiques suivies par O. Salazar, les Compagnies souveraines ne pouvaient plus continuer d'administrer les Territoires que leur concernaient, d'après les concessions qui leur ont été faites. La Compagnie du Nyassa, par exemple, cessa ses activités en 1929 et il y resta la Compagnie du Mozambique. Suivant le contrat, celle-ci devrait mettre fin à ses prérogatives politiques et administratives en 1942. C'est pourquoi, à propos des moyens de communications, cette source fait noter qu'en 1939, il y en avait 22.922 km dans le Territoire sous l'administration directe de l'Etat et 6.416 km en Manica et Sofala. Celles du Territoire de l'Etat se distribuaient de la manière suivante : 5.164 km au Sud du Save ; 5.840 en Zambézie ; 5.918 Kms au Nyassa. Cela, en plus de 6.000 Kms de chemins et de voies non qualifiées, dispersées par toute la Colonie. Voir MENDES, Mario J. F., *op. cit.*, p. 43.

¹⁷¹ 5 D'après l'arrêt n° 39.858, du 20 Octobre 1954, cité, COELHO, A. Vasconcelos Pinto, « A divisao Administrativa da Provincia de Moçambique », *Revista da Junta das Missoes Geograficas e de Investigacao do Ultramar*, Lisboa, Ministério do Ultramar, vol. IV, n°1, 1956, p. 98-99

1-District de Lourenço Marques, siège et centre intermédiaire sur la même ville	2-District de Gaza, siège et centre intermédiaire à Joao Belo
Conseil de Lourenço Marques	Conseil de Gaza
Conseil de Matola	Circonscription du Limpopo
Circonscription de Maputo	Circonscription du Bilene
Circonscription de Marracuene	Circonscription du Guijá
Circonscription du Sabié	Circonscription de Magude
3-District d'Inhambane, siège et centre intermédiaire à Inhambane	4-District de Manica et Sofala, siège et centre intermédiaire à Beira
Conseil d'Inhambane	Conseil de Beira
Circonscription de Govuro	Conseil de Chimoio
Circonscription de Homoine	Conseil de Manica
Circonscription de Inharrime	Circonscription de Barue
Circonscription de Massinga	Circonscription de Gorongosa
Circonscription de Morrumbene	Circonscription de Marromeu
Circonscription de Panda	Circonscription de Mossurize
Circonscription de Vilanculos	Circonscription de Sena
Circonscription de Zavala	Circonscription de Sofala
5-District de Tete, siège et centre intermédiaire à Tete	6-District de Zambèzie, siège et centre intermédiaire à Quelimane
Conseil de Tete	Conseil de Quelimane
Circonscription de Macanga	Conseil de Chinde
Circonscription de Maravia	Circonscription de Guruè
Circonscription de Mossurise	Circonscription d'Ile
Circonscription de Sena	Circonscription de Lugela
Circonscription de Sena	Circonscription de Maganja da Costa
Circonscription de Marromeu	Circonscription de Mocuba
	Circonscription de Mopeia
	Circonscription de Pebane
	Circonscription de Morrumbala
	Circonscription de Namarroi
7. District du Moçambique, siège et centre intermédiaire à Nampula	8. District de Cabo Delgado, siège et centre intermédiaire à Porto Amélia
Conseil de Nampula	Conseil de Porto Amélia
Conseil de Mozambique	Conseil d'Ibo
Conseil d'Antonio Enes	Circonscription de Macomia
Circonscription d'Erati	Circonscription de Mécufi
Circonscription d'Imala	Circonscription de Mocimboa de Praia
Circonscription de Malema	Circonscription de PaLourenço Marquesa
Circonscription de Meconta	Circonscription de Quissanga
Circonscription de Mongincual	9. District de Niassa, siège et centre intermédiaire à vila Cabral
	Circonscription d'Amaramba
Circonscription de Mogovolas	Circonscription de Marrupa
Circonscription de Moma	Circonscription de Vila Cabral
Circonscription de Mossuril	
Circonscription de Nacala	
Circonscription de Ribaué	

1.2. Espaces et réseaux sociaux : la production sociale des notables

1.2.1. Pouvoir et espaces sociaux : l'entreprise d'un assemblage

Le réseau-territoire témoigne de la matérialité du rapport du pouvoir à l'espace. Il illustre aussi bien la mise en place d'un système de rapports sociaux dont l'agencement dans un cadre relationnel et interactif serait entreprenant dans deux sens : d'abord, il lui procure le rôle d'être l'entrepreneur légitimé de l'action collective ; ensuite, Il sera, à l'égard de cette dernière, le gestionnaire des rapports entre l'ensemble des groupements hiérarchiques dans le sens où leurs relations d'alliance, d'opposition et de hiérarchie ne portent pas atteinte à l'activité sociale. Si l'on suivait la thèse du primat du pouvoir, cela veut dire qu'au pouvoir reviendrait la responsabilité de créer la contrainte sociale, qu'elle soit sous la forme physique ou juridique. C'est de même au pouvoir qui concernerait la justification des buts poursuivis si bien que les règles guidant l'action sociale seraient rapportées aux fins d'un projet, devenant, par conséquent, obligatoires. Ainsi finalisée l'action collective, elle va de pair avec la mise en place d'appareils de contrôle, dont l'activité témoigne de la constitution du groupe ou du bloc au pouvoir qui fournirait l'essentiel de la régulation.

Très inspiré de la pensée juridique et institutionnaliste, cette approche ne saurait éclairer l'environnement social de l'entreprise des systèmes de pouvoir, dans le Mozambique colonial et post-colonial. Elle ne pourrait également pas rendre compte des stratégies du pouvoir envisageant la formation des collectifs d'action dans la société globale, morcelée en de nombreux sous-espaces culturels¹⁷²6. En interrogeant le rapport conflictuel ou coopératif à la stratégie du politique d'incorporer le pouvoir dans chaque espace social, on s'est heurtés aux causes de la différenciation mises en oeuvre. En effet, le cadre matériel et idéal de la formation des systèmes de représentations et d'implications affectives, étant à la base des comportements sociaux, est diversifié. On a remarqué, d'une part, des particularités du territoire de l'Etat colonial en comparant la ville de Lourenço Marques¹⁷³7, siège de la Colonie et espace-habitat bien convoité par la population coloniale (chrétienne) et, d'autre part, des terroirs à culture swahili et Islamique dans la région Nord-Est du Mozambique¹⁷⁴8. Ces singularités peuvent également s'observer dans les communautés à économie agricole-familliale de l'intérieur, au Sud et au Nord¹⁷⁵9 car, résistant aux influences coloniales, elles sont restées attachées aux religions synchrétiques ou totémiques.

Tableau II : Ethnies et Chefferies¹⁷⁶ 0

¹⁷² 6 Voir le Tableau II : Ethnies et Chefferies

¹⁷³ 7 Voir des photos *infra*.

¹⁷⁴ 8 Voir l'annexe 4 : carte ethnique et religieuse du Mozambique

¹⁷⁵ 9 Voir *infra* des photos se rapportant à Manjacaze

¹⁷⁶ 0 Adaptation personnelle à partir des registres de ces sources : JUNOD, Henri, ORNELAS, Aires d'Ornelas d' , CABRAL, Augusto, BIVAR et al. cités, SEQUEIRA, A. de M., « População », *Boletim da Sociedade de Estudos da Colonia de Moçambique*, Lourenço Marques, Junho de 1933, ano II, n°9, pp38-61

Ethnies	Sous-groupes ethniques	Territoires respectifs
A) Tsonga	Ronga : - M'fumo -Matjolo - Tembe -Mabota -Mazwaya ou Nondwane -Shirindza -Manysa (ii) Shanganes : (ii.i) Djonga : - Khosa -Rikotjo -Shiburi -Mathye -Ba-Hlabi :Mapsangany .Tsungu .Mavundja .N'Kwinika .Macamo (ii) Shanganes. (ii.ii) Nwalungu : .Ba-ka-Baloy .Maluleke .Makwakwas (ii.ii) Shanganes. (ii.iii) Hlanganu : . Nwambas .Bila .Hlangou (iii) Ba-Shopi	-Sud du Mozambique : au tour de la baie de Maputo -Sud du Mozambique : Entre fleuves Incomati et Eléphantés -Sud du Moz. : Nord du fleuve Incomati -Sud du Mozambique : Le long du fleuve Limpopo -Sud du Mozambique : Nord du fleuve Limpopo
B) Ba-Tonga	Ba-Tonga	-Sud du Mozambique : Autour de la baie d'Inhambane
C) Ba-tswa	-Lhengue : Tshauke .Mbenzane .Hlongonu .Lhenbengwane - Nwanati : Yngwane .N'Kumbi .Makwakwa .Khambane .Ndindane	-Sud du Mozambique : Entre le Sud du fleuve Save et le Nord du groupe Ba-Shopi.
D) Chona-Karanga	Chona-karanga : .Tawaras .Massingires .N'daus .N'senga .Nhungwès .Barwès .Manycos et Machonas	Centre du Mozambique :-Nord du fleuve Save et le long du Zambèze.
E) Macuas	Macuas : .Macua .A-lomwè .Moria .Maihane .Maganjas	-Nord-Est du Mozambique
F) Populations islamisées de la Côte	-Angoche -Sangage -Ki-mwane	-Nord-Est du Mozambique
G) Populations islamisée de l'intérieur	-A-Jaua	-Nord-Ouest du Mozambique et au tour du Lac Niassa
H) A-Nianja	A-Nianja	-Nord-Ouest. Au tour du Niassa
I) Macondes	Macondes	-Nord du Mozambique : sur le plateau des macondes
J) Marave	Marave : -Massingire -Cheua - Macanga -A-Dzimba	-Nord du Mozambique : Au Nord du fleuve Zambèze.
L) A-ngoni	A-ngoni	-Nord du Mozambique : Au Nord du fleuve Zambèze.

Les recherches sur ce terrain ont certes éclairé la capacité du pouvoir politique de donner naissance à la société globale, -la société coloniale. Mais les sources exploitées^{177 1}

^{177 1} Focalisées sur la période où se déroulait la guerre anticoloniale, elles témoignent bien la façon dont les jeux de pouvoir et la construction de compromis entre dominant et dominés étaient au cœur de l'agencement du politique. De la sorte, le pouvoir s'est avéré comme l'effet de l'interactivité d'une chaîne d'acteurs reliant dominants et dominés. Si les uns bénéficiaient d'un statut de responsables, d'autres, en revanche, jouaient le rôle de clients. La circulation des informations, les prérogatives attachés à des postes, les biens matériels et symboliques, formaient l'infrastructure de cette articulation entre le « pouvoir supérieur » et celui des

ne sont pas néanmoins porteuses à l'explication des ressources mises en œuvre pour l'accomplissement des buts si paradoxaux : d'une part, la recherche d'accomplir les rationalités du pouvoir¹⁷⁸ 2 ; d'autre part, l'effort pour l'inéluctable inscription du pouvoir dans ces sous-espaces, si bien que le pouvoir politique construit un rapprochement entre l'ordre politique et l'ordre social, en vue de se faire accepter par les dominés.

Par ces soucis d'ordre méthodologique, on est parvenu à montrer qu'au moment du colonialisme tardif¹⁷⁹ 3, le système politique tenait certes les moyens de contraintes pour des ressources très importantes. Mais il ne pouvait pas s'acquitter des compromis avec ceux qui, n'appartenant pas aux appareils du pouvoir formel, avaient du pouvoir symbolique et d'influence auprès des dominés, dans chaque espace social. C'est bien cette stratégie qu'explique la déconcentration politique comme démarche d'inscription du pouvoir dans le social, dans un contexte de diversité culturelle. En tant qu'outil d'analyse des faits sociaux, elle s'efforce d'abord d'élucider comment dans les espaces répertoriés les liens créés sur la base d'affinités variées sont au principe de l'organisation des relations sociales. Ensuite, qu'elles se rapportent à des relations familiales, professionnelles, amicales, associatives, à des espaces communautaires, à des organisations religieuses, etc., on a affaire aux différentes ressources permettant à un individu/un groupe¹⁸⁰ 4 l'accès à la centralité de rapports sociaux. Cela apportera, semble-t-il, des données éclairant la production sociale des notables et, en cette qualité, l'ensemble de ressources leur permettant d'être des acteurs sociaux. La ville de Lourenço Marques et la circonscription des Muchopes sont des espaces de référence pour illustrer notre propos.

1.2.2. Lourenço Marques

1.2.2.1. Le cadre matériel : une ville, deux espaces.

Pour l'illustration de ce processus, on a choisi deux sous-espaces sociaux échantillon, à partir du réseau-territoire. Il s'agit du Conseil de Lourenço Marques¹⁸¹ 5 et de la Circonscription des Muchopes¹⁸² 6. Tous les deux sont intégrés dans le même espace politico-institutionnel (système), celui de la société globale définie par l'Etat colonial. Mais ils s'avèrent, nous le verrons, comme des sous-espaces différents du point de vue historique, économique et sociale.

La première est une ville dont la trajectoire est la suivante : «Simple endroit de commerce avec les indigènes au XVI^e siècle ; forteresse en 1782 ; petite ville en 1872 ;

chefs de multiples espaces ethniques et communautaires. Outre la dimension relationnelle du pouvoir, ce cadre de rapports sociaux traduit le fait que le pouvoir ne peut qu'émaner de sa structuration comme une organisation. On reviendra *infra* à ce sujet.

¹⁷⁸ 2 Voir sur cet aspect le chapitre introductif.

¹⁷⁹ 3 Le terme est de Michel CAHEN. Il se reporte ainsi à des réformes mises en œuvre comme réaction systémique à des exigences des Mouvements de libération. C'est dans ce contexte qui est devenu pensable et souhaitable l'ouverture du système à des compromis précaires avec certains segments des forces socio-politiques en vue de la réalisation des rationalités du pouvoir. Voir CAHEN, M., « Le colonialisme tardif et la diversification religieuse au Mozambique (1959-1974), *Lusotopie : Des protestantismes en 'lusophonie catholique'* », Paris, Karthala, 1998, pp. 377-396.

¹⁸⁰ 4 «Celui ou celle qui suscite chez les membres potentiels d'un groupe, par des relations émotionnelles à son égard, des processus de formation de groupe », Cf REDL, Fritz, *Emotions de groupe et leadership* (trad. Fr.), cité, PETIT, François, *Introduction à la psychologie des organisations*....op. cit., p.112.

¹⁸¹ 5 Voir l'annexe 5 : La ville de Lourenço Marques

¹⁸² 6 Voir l'annexe 10 : La circonscription des Muchopes.

ville en 1887... ; Capitale de la Colonie depuis 1898 »¹⁸³7. L'histoire de son développement est due à l'interactivité et à des échanges avec celle du Transvaal (en Afrique du sud). Le support de ces échanges était, depuis 1886, l'industrie minière. Le chemin de fer reliant les deux zones dès 1894, le fonctionnement de ses services fut régulé par des conventions successivement retouchées, de façon à sauvegarder les enjeux économiques et politiques des parties portugaise et sud-africaine. Celles conclues en 1909 dans le contexte de l'hégémonie britannique et l'essor de l'économie industrielle sud-africaine, représentait une référence importante : elles établissent sur le port de Lourenço Marques une zone exclusive pour desservir l'économie sud africaine ; sous cette logique, 50 à 55% du trafic de marchandises de et vers l'Afrique du sud devrait être réalisé par ce complexe ferroviaire et portuaire. Ce compromis a été ratifié en 1928. Par ailleurs, il a été établi que le paiement des revenus des travailleurs migrants en Afrique du sud¹⁸⁴8, (contrôlé à partir de 1897 par l'administration coloniale), devait être fait sous forme différée au Gouvernement portugais¹⁸⁵9. L'économie de Lourenço Marques s'assoit donc sur la prestation des services portuaires et de transports ferroviaires vers l'Afrique du sud, le Swaziland et la Rhodésie du sud.

Ces connexions avec l'extérieur apportaient évidemment des profits et des dynamiques de plus en plus importantes à Lourenço Marques. Haut lieu du pouvoir colonial et pôle organisateur de la vie politique et économique de la Colonie, cette ville ne pouvait que bénéficier de l'enjeu de son articulation avec des sous-espaces composant sa périphérie. Dans le contexte de la restructuration de l'économie coloniale entraînée par la prospérité de l'économie mondiale après la seconde Grande Guerre, Lourenço Marques connut l'implantation de quelques industries, destinées au traitement des matières premières. La politique de développement colonial, dans les années 60, souhaitant promouvoir l'accroissement et l'industrialisation de l'économie « nationale » et le peuplement colonial, apporta une certaine solidité à ce processus. En effet, outre les services publics, on a assisté à l'augmentation du nombre de firmes et d'industries à Lourenço Marques.

Tableau III : Firmes commerciales et Industrielles à Lourenço Marques¹⁸⁶0

¹⁸³ 7 Voir le document : *Moçambique, Documentario trimestral*, n°12, 1937, p. 115.

¹⁸⁴ 8 Voir l'annexe 11 : Travailleurs migrant en Afrique du sud.

¹⁸⁵ 9 Voir COVANE, L. A., « Lourenço Marques e o Transvaal , 1852-1928 », in *Arquivo. Boletim do Arquivo Historico de Moçambique*, n° 2, Out. De 1987, pp. 76-84, p. 80 ; GALVAO, L. A. Lopes, "Moçambique e a Uniao Sul-Africana : A sua interdependência económica", in *Boletim da Agência Geral das Colonias*, Lisboa, Ano I, n°4, Outubro de 1925, pp. 3-33.

¹⁸⁶ 0 Cf. Cx 1591, CAGI, Israel (Adm. Circ. 2a Classe), "Note 2494/A/50 », Lourenço Marques, 29 de Junho de 1946, Processo : Trabalho e desemprego de europeus e assimilados. Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Administração. Assunto : Trabalho e desemprego de europeus e assimilados, 1937-1953, (Archives Historiques du Mozambique – AHM)

Désignation de la Firme	Désignation de la Firme
Parry, Leon & Hayhoe, Ltda. R. do Major Araujo, n°97	Athanasio Ananiadis
Catoja Saldanha & Ca. Ltda.	José Alves de Sà, Ltda.
Albino Simoes	Bento & Ca.
-Vidago & Ca. Ltda.	Amarshi Gokaldas & Ca.
-Incomati Estates, Ltda.	D. Ferreira da Silva
-Ngala, Ltda.	Arnaldo Augusto Barreto
-Caltex (Africa), Ltda.	Casa Manussos
-Santos, Marques & Silva, Ltda.	Cooperativa dos Criadores de Gado
-Madhavji Jetha & Ca.	Bihikha Ismail
-The Moçambique Scap and Oil Company, Ltda.	Luiz Mendes de Oliveira Fernandes
-Empresa do Comércio Sul-Africaca, Ltda.	Garagem Flores
-Sociedade Comercia de Moçambbique, Ltda.	Sociedade Metalurgica
-Companhia Comercial de Moçambique, Ltda.	Francisco da Costa
-N.S. Geejral Rappara	Machaquene Comercial
-Vitoria, Ltda.	Ferrao & Teixeira, Ltda.
-Oliveira, Ferreira & Gonçalves, Ltda.	Fabrica de Cervejas Reunidas de L. Marques
-Mahomed Hussen Ismail	Georg Schroeder & Leidenberg
-José Fernandes de Freitas	Joao Sanguinetti
-Union Castle Mail Steamship, Ca., Ltda.	Fabrica Nova
-Sarmiento & Abrantes, Ltda.	Casa Rubi
-Adriano Maia, Sucrs. & Ca., Ltda	José Francisco Gonçalves, Ltda.
-Aboobakar Bava	B. Choitram
-Hotel Polana	Spence & Weedon, Ltda.
-Many Kay & Irmaos	Consolidated East Coast Enginneers, Ltda.
-Estação de Serviços Goodyear & Atlantic, Ltda. Amador Fotografico, Ltda	Farmacia Luzitania
-Café Bazar	Farmacia Colonial
-Isidoro do Espirito Santo	Casa dos Brindes
-Santos & Morgado, Ltda.	Anibal Sacadura
-Bernardino de ALourenço Marqueseida	HilLourenço Marquesan Bros, Ltda.
-José Teixeira Catarino	Pedro Rosario Moraes
-Ismail Fakir Mayet	Octavio R. Lôbo
-Osman Habib & Ca.	Abdul Gani & Ca.
-Magalhaes & Freitas, Ltda.	A. Teixeira & Ca. Ltda.
-B. Spanos, Scrs. Ltda.	The Standard Bank of South Africa
-José do Carmo de ALourenço Marqueseida & Ca.	The Consolidatted Stevedoring & Forwarding Agency, Lda.
-Girdhandas Gordhandas	Empresa Industrial de Tabacos, Ltda.
-Casa Sport	Eduardo Silva & Ca., Ltda.
-Farmacia Neves	José Farinha Ferreira
-Adriano A. Lourenço	Farmacia Normal
-Gouveris & Stathakis	G.M. Dillon
-Dayalal Devkaram	Prata & Tavares, Ltda.
-Martins & Teixeira, & Ca.	Ferreira & Silva, Ltda.
José Ribeiro de Lemos	Abdula Salemahomed & Ca.
Gumamhussen & Ca., Ltda.	Salvado da Costa & Ca.
The Lourenço Marques Forwarding Ca., Ltda.	Emidio Alberto de Mendonça
Vaccuun Oil Campany	José Ferreira
A. W. Bayly & Ca. Ltda.	Lopes & Ca.
P.S. Gil & Ca. Ltda.	Sul do Save, Ltda

Ces tendances entraînèrent de nouveaux développements. Dans le cadre du 2ème plan de développement du Mozambique, les travaux sur l'autoroute nationale n°1, qui se terminait jusqu'alors à Inharrime, ont été poursuivis pour relier Lourenço Marques à Beira (centre du Mozambique)¹⁸⁷ 1. Le port de Lourenço Marques a bénéficié d'une restructuration avec la construction du quai de Matola, ce dernier servant de terminal au charbon originaire de l'Afrique du sud.

Du fait de l'aboutissement de ces dynamiques, était venue l'heure d'un flux migratoire vers les Colonies. Ce (re)peuplement colonial, d'après la thèse du Génie de la colonisation (portugaise) soutenue par A. Moreira, était envisagé comme une entreprise souhaitable, car :

Dans les sociétés en évolution, comme celles de l'Afrique noire, l'effort pour le développement ne peut s'acquitter d'un afflux permanent de travailleurs spécialisés de tous les secteurs. Ils s'y avèrent utiles comme instrument pour la réussite du développement et de l'encadrement des populations indigènes. De ce fait, nous soutenons l'accroissement du peuplement de notre Afrique par les Européens, pour qu'ils s'y fixent et s'y rencontrent avec un cadre de vie matérielle de la Patrie¹⁸⁸ 2.

La ville de Lourenço Marques s'est par conséquent progressivement élargie, surtout dans les années 60. La zone au Sud de cette ville, délimitée par la voie ferrée de Ressano Garcia ainsi que par la rue Joao Albasini, la route de la Circonvallation et par l'avenue d'Angola, était considérée comme l'espace réservé à la population blanche¹⁸⁹ 3. Sous la juridiction d'un Conseil administratif formé sur la base du suffrage direct exercé par la population blanche, cette zone a acquis une morphologie différente et moderne : des anciennes maisons bâties en bois et en zinc, sans eau courante et sans électricité, ont donné lieu à de nouveaux quartiers consistant en des résidences et des bâtiments d'habitation et de services à plus de dix étages¹⁹⁰ 4. Connectés par des voies publiques et par le réseau téléphonique, ces quartiers sont de même dotés tant de l'eau courante que d'énergie électrique.

Au Nord-Ouest et au Nord-Est, outre des repères délimitant la zone blanche, on trouvait l'espace destiné à la population indigène. Les chefferies de S. José, Munhuana, Malhangalene et la chefferie Fumo étaient des unités administratives de cette population, également soumise à un agent de l'Etat, Poste Administratif. A la tête de ces chefferies, on trouvait des membres des anciennes familles régnantes – cette fois-ci, alliées au pouvoir colonial - ou d'autres, dont la promotion au poste de chef se tenait à leurs prestations dans

¹⁸⁷ 1 La connexion d'un bon nombre de sous-espaces à des villes les plus importantes a été faite à cette période. Cela fut possible grâce à la conclusion des auto-routes n° 6 (Beira-Machipanda), n°7 (Quelimane-Milange), n°8 (Lumbo-Mandimba), n° 102 (Vila Gouveia-Changara) et n° 103 (Changara-Tete-Zobwè), n°208 (Chibuto-Caniçado. Voir « O II Plano de Fomento de Moçambique durante o ano de 1960 », *O Brado Africano*, n° 13 de Fevereiro de 1960, p.1 e 5

¹⁸⁸ 2 Cf. MOREIRA, Adriano, (Ministre d'Autre-mer), « Formação das comunidades multi-raciais íntegras, sem as quais nao haverá em Africa nem progresso, nem ordem, nem civilização, nem direitos do homem », *O Brado Africano*, n°1845, 2 de Setembro de 1961, p.1 et 4.

¹⁸⁹ 3 D'après l'Arrêté n°4.995, de 9 janvier 1943, cité, AMORIN, Amadeu Pacheco (Administrador), *Informação : Instalação do Posto Administrativo da Munhuana, Administração do Conselho de Lourenço Marques, Provincia do Sul do Save*, 2 de Março de 1945, Processo B/2, Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Curadoria e Negocios Indigenas. Assunto : Trabalho e Acção Social. Autoridades Gentilicas, 1944-1953, Cx 1628

¹⁹⁰ 4 Cf. l'article « Festas da Cidade de Lourenço Marques », *O Brado Africano*, n° 1785, 24 de Julho de 1960, p. 1.

la qualité des clients du pouvoir dominant¹⁹¹ 5. Témoinant ce que M. Nazaré tient comme un phénomène de discrimination urbanistique, cette zone est ainsi caractérisée :

Les matériaux de construction – des parois à cannes, avec un toit en herbe (foin) et où le toit en plaque de zinc ne démontrant qu'une innovation révolutionnaire – y suffit pour masquer la pudeur et l'intimité d'une famille. Mais elles n'empêchent pas la pénétration des éléments cruels de la nature : Lorsqu'il pleut, le plancher s'inonde tant que s'y forment des bassins d'eau pendant longtemps entraînant ainsi d'autres fléaux - des maladies, surtout la malaria. /.../ Outre ces borbiers malsains où des enfants mettent en risque leur santé en s'y baignant, l'eau potable est rare dans ces quartiers. Pour ce qui est de la lumière, celle du Soleil envahit dans la journée l'intimité des habitants des quartiers à toit à foin et aux parois en canne¹⁹² 6.

Quoique ses différences d'ordre spatial et morphologique, du fait de sa fonction économique et politique, la ville de Lourenço Marques devint le pôle d'attraction des groupements les plus divers. D'après une source, l'évolution statistique de la population de Lourenço Marques peut se présenter, depuis les années 30, de façon suivante :

Tableau IV : Evolution de la population du Conseil de Lourenço Marques, 1930-1960 (Ville et Banlieues)

193 7

Année	Conseil		Ville		Banlieues : Munhuana, S. José de Lhanguene et Chamanculo	
	Total	« Civilisés »	Total	« Civilisés »	Total	« Civilisés »
1930	42.779	14.211	-	-	-	3.864
1935	47.388	-	35.157	16.170	-	-
1940	68.233	29.029	36.095	-	40.968	5876
1945		-	-	23.153	-	-
1950	93.263	36.788	39.683	24.377	53.592	12.411
1955		43.759	-	28.803	-	15.234
1960	177.929	56.208	65.716	40.090	112.010	16.053

Si l'on se reporte à d'autres sources, environ 300 mille personnes habitaient à Lourenço Marques en 1966, dont 250 mille dans des banlieues - bidonvilles. Les autorités municipales témoignent, de leur part, de l'existence de 350.000 habitants dans cette ville¹⁹⁴ 8. Quoique ces imprécisions, Lourenço Marques était alors la ville la plus peuplée

¹⁹¹ 5 On s'occupera de l'analyse de ce phénomène lors du chapitre II, tout en essayant de mettre en évidence les rapports entre l'ordre social et l'ordre politique comme un contexte de déconcentration politique.

¹⁹² 6 Voir à ce propos l'article de Manuel de Sousa, « Oportuna et objectiva exposição à Assembleia Nacional », *Notícias*, 2 de Março de 1966, p.1 et 10, qui parle des critiques de M. NAZARE au système colonial. Cette caractérisation a été également confirmée par des entretiens, cf. Antonio Matusse, interviewé par José Magode le 12 juillet 1999 ; Abilio Tchombene, interviewé par José Magode à Malhangalene le 18 juillet 1999 ; Amélia Banze, interviewé par José Magode le 28 Juillet 1999 ; Cristina Tembe, interviewée par José Magode le 30 juillet 1999, Augusto Tamele, interviewé par José Magode à Xipamanine.

¹⁹³ 7 Cf. PINHEIRO, Viseu Francisco – NORTON, Manuel Artur, « *Evolução demografica de Lourenço Marques : contribuição para o estudo da sua urbanização* » *Revista. Centro de Estudos Demográficos*, n°17, Lisboa, 1966, p. 53.

¹⁹⁴ 8 Manuel de Sousa, *art. cité*, p.10 ; Sessão da Câmara : As dificuldades da Resselagem ocuparam as atenções da vereação », *Notícias*, 10 de Março de 1966

par les colons. En outre, on y trouvait, logiquement, d'autres groupements, faisant de cet espace multiethnique : les travailleurs africains de l'ethnie locale, les Ba-ronga, ainsi que ceux en provenance du Sud du Mozambique (les changanes, les chopi, les bitonga), dans les conditions de travailleurs forcés ou de demandeurs d'emploi ; les colons, dont la fixation dans la Colonie était l'objet d'une politique favorable ; les Indiens, qui formaient le groupe monopolisant le commerce, depuis le XIX ème siècle ; des groupements originaires d'autres nationalités, numériquement minoritaires. Ces groupes sociaux s'avéraient non pas comme des groupes fermés mais comme des éléments en interactivité, animés, d'une part, par ce qui y était tenu comme le patrimoine matériel et symbolique de chaque groupe et, d'autre part, par des buts et stratégies très diverses, dans le cadre des rapports sociaux en place.



Lourenço Marques : Une ville, deux espaces ¹⁹⁵ 9

¹⁹⁵ 9 Capitale politique et administrative du Mozambique depuis 1898, la ville de Lourenço Marques se définit et évolua comme une ville à deux espaces. Des photos qui suivent illustrent la structure de l'espace du ciment et de béton, qui était divisé en plusieurs paroisses. Il se distinguait également par des terrains bien démarqués, des bâtiments construits selon un style architectural moderne et bénéficiait d'un service de ravitaillement en eau et en électricité. Il s'agissait, à l'époque, de l'habitat de la population de colons.









1.2.2.2. Liens, réseaux et notables : appartenances et rapports sociaux

L'espace du béton et du ciment

La littérature portant sur l'analyse des réseaux offre une multitude de cas et de contextes où cette démarche s'avère utile pour expliquer les comportements sociaux. Pour ce qui est des appartenances sociales et de leurs rapports d'interdépendance dans un espace social, il y a lieu qu'on retienne quelques schémas d'en faire l'analyse.

Se reportant à des sociétés industrielles, G. Simmel identifia un espace social comme une série de cercles s'emboîtant ou se recouvrant, dans un rapport d'interdépendance¹⁹⁶. Cela a ouvert un champ de recherches sur le phénomène des appartenances multiples aussi bien que sur ses effets comportementaux. Dans le sillage de cette pensée, Bouglé a de même identifié dans un espace social plusieurs cercles ou sous-ensembles sociaux. Ceux-

¹⁹⁶ 0 SIMMEL, G., (1908)., cit., DEGENNE, Alain-FORSÉ, Michel et all., Les réseaux sociaux, Paris, A. Colin, 1994, 288p. p. 222.

ci étant définis comme des ensembles de gens partageant des valeurs et des pratiques consubstantielles à leur inter-reconnaissance et identité, elles engagent leurs membres dans des rapports qui se traduisent sous la forme de collaboration, de soutien, de conseil, de contrôle ou d'influence¹⁹⁷ 1. D'après ces propriétés, P. Blau s'est efforcé d'éclaircir les conditions structurales favorisant ces relations aussi bien que ses effets dans les cercles sociaux. Cela pour comprendre l'essentiel de la rationalité subjective des relations intergroupales¹⁹⁸ 2.

On exploite des ensembles et des sous-ensembles sociaux à Lourenço Marques, afin de rendre compte des causalités et des effets socialisateurs des liens sociaux qui s'y nouent. A cet effet, on les hiérarchise en trois étapes : d'abord, le niveau individuel et micro-social montre comment les éléments constitutifs de la communauté (une similitude de culture, de mœurs ou d'expérience¹⁹⁹ 3) permettent aux individus d'intégrer des valeurs leur permettant de prendre part dans les relations sociales ; ensuite, le niveau groupal et mésosocial s'efforce de mettre en rapport des valeurs et des références apprises dans des groupes primaires ou par le biais d'autres agents de socialisation, comme principes structurant des modes d'organisation, des groupes ou des identités sociales ; enfin, le niveau macrosocial concerne la sphère du politique, entendue comme espace d'interactivité parce qu'investie par des intérêts multiples. C'est l'instance où le politique cherche à structurer des collectifs d'action et s'occupe par la suite d'en faire la régulation. Des groupes qui y prennent part étant sans cesse dans un rapport de coopération, de conflit ou de domination, le politique s'avère comme un ensemble de discours, de ressources et de techniques en vue du maintien de l'ordre dans la société globale.

Les recherches sur les rapports sociaux à Lourenço Marques se sont inspirées de cette grille d'analyse. Sous cette base, on soutient que la construction du sens communautaire des différents sous-ensembles existants dans cette ville, colons, indiens et noirs, tenait à la nature agissant de leurs intermédiaires. C'est-à-dire tout ce qui constituait la forme et la matière des liens sociaux matérialisant le vécu des gens. C'était par l'entremise de la relation vécue, suivant G. Granai, que se construisaient les liens affectifs, de légitimation ou la prise d'une attitude par rapport au politique :

A travers la relation avec autrui, le phénomène social traduit (...) l'avènement d'un niveau original de l'existence : l'existence n'est plus simplement vécue ; elle est exprimée. L'expression est liée à la nature même du rapport humain qui est une communication ; elle surgit de ce retard de réaction par quoi nous avons symbolisé la conscience ; elle est la médiation nécessaire entre moi et autrui, comme elle sera la médiation nécessaire entre moi et les choses²⁰⁰ 4

Par cette mise au point du lien entre le vécu, le symbolique et ses effets sur le comportement humain, outre ses composantes émotives et représentatives, les liens

¹⁹⁷ 1 BOGLÉ, cité, *ibidem.*, p. 223.

¹⁹⁸ 2 BLAU, P., cité, *ibidem.*, pp. 224-228.

¹⁹⁹ 3 Cf. M. Weber, cité, MAGODE, José, *La formation de l'Etat post-colonial au Mozambique : structures sociales, conflits et changements* (mémoire du DEA)...op. cit. p. 98.

²⁰⁰ 4 Cf. GRANAI, Georges, « Communication, Langage et Société », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. XXII, Janv-Juin, 1957, pp. 97-110, p. 103.

sociaux comporteraient une dimension rationnelle²⁰¹5. Les rapports entre les réseaux communautaires et les intermédiaires leur servant de support, les rôles assignés à ses agents, l'interaction de leurs intérêts semblent vérifier cette hypothèse.

Le patrimoine matériel et symbolique de la communauté blanche (portugaise) ainsi que les rapports de solidarité qu'elle entretenait entre ses membres se tenaient à un ensemble de valeurs traduisant leur statut de dominants. Langue, religion, danses populaires, cuisine, habillements, système d'enseignement, tous ces processus mettaient en relief la dimension affective de la communauté. Prenant place dans un cadre local, tramé de relations sociales, (famille, école, rapport à d'autres groupes) ces pratiques culturelles structuraient en chacun des matériaux qui permettaient de poser la conception des rapports de l'individu à son milieu social et, de celui-ci à des sous-groupes composant la société globale. En effet, c'était à travers ces institutions que l'individu acquérait des répertoires variables d'éléments culturels, pour faire jouer l'affectivité. Le système d'enseignement en particulier a été structuré comme une ressource stratégique pour servir une cause politique – la domination.

Ayant connu un essor à la suite du concordat entre le Portugal et le Vatican²⁰²6, le système scolaire a été restructuré. Un certain nombre d'écoles publiques ont été construites dans les villes les plus importantes afin de répondre à la croissante demande de la part de la population de colons, dans les années 60. Comparées au nombre d'écoles publiques, celles sous le contrôle des missionnaires restaient néanmoins très insignifiantes.

Tableau V : Ecoles publiques et missionnaires au Mozambique

	²⁰³ Ecoles publiques 7 (1965-1966)	²⁰⁴ Ecoles missionnaires 8 (Primaires rudimentaires) (1940) (1960)
Primaires	1305	44 167
Secondaires (générales)	46	0 0
Secondaires (Techniques)	41	0 0

Dans un univers populationnel de plus de 6 millions d'habitants entre 1960 et 1961, les écoles missionnaires comptaient entre 385.259 élèves et elles n'étaient que des

²⁰¹ 5 A la conception de lien social comme sociabilité primaire, on ajoutera d'autres dimensions du réseau. « Le lien n'est pas étranger au 'désir' et à la 'passion' tels qu'analysés dans la problématique du « don » » par GODBOUT, J. & CAILLÉ. De ce fait, en plus de renvoyer à une instance symbolique, les liens peuvent également donner lieu à des réseaux sociaux dont l'entretien s'appuie sur un flux de biens matériels et symboliques. La religion est à cet égard une instance symbolique typique de construction du lien social. Voir GODBOUT, J. & CAILLÉ, *L'esprit du don*, Montréal, Boréal, 1992 ; JUFFE, *Les fondements du lien social : le justicier, le sage et l'offre*, Paris, PUF, 1995 ; CORTEN, André, « La construction du lien social : Pentecôtisme et théologie de la libération », *Lusotopie* 1998, pp. 257-266.

²⁰² 6 En 1940, le Mozambique n'avait que le Diocèse de Lourenço Marques (Maputo). Par ailleurs, la langue portugaise étant obligatoirement – d'après *o Acto Colonial* - la langue des cultes, la christianisation ne connaissait pas des progrès escomptés dans l'ensemble des Colonies portugaises. De ce fait, un accord fut signé cette année-là entre le Vatican et le Portugal. Les compromis qu'en étaient à la base, étaient multiples : le Vatican s'est obligé de promouvoir la venue de missionnaires pour répandre la chrétienté ; en revanche, les deux parties se sont convenues que les évêques soient désignés par l'Eglise catholique (portugaise), avec l'accord du Gouvernement. Ce dernier s'obligeait de leur payer un salaire équivalent à celui des Gouverneurs des Districts. Par la suite, l'on a assisté à l'immigration au Mozambique des missionnaires espagnols et italiens. Outre l'activité religieuse, leurs communautés religieuses devaient promouvoir l'enseignement formel dans les espaces sous leur influence. Voir ANTUNES, J.-F., *Jorge Jardim, Agente Secreto* (3a edição), Lisboa, Bertrand Editora, 1996, 654p, p. 93 ;

écoles primaires. En revanche, entre 1965 et 1966, les écoles publiques recensaient 1392 élèves dans les niveaux primaires et secondaires. Bien que ces missions religieuses et ces établissements scolaires doivent témoigner de la capacité du génie colonial et assimilationniste portugais fort concurrencé par des Eglises protestantes²⁰⁵ 9, ce processus se déroulait pareillement à un filtrage social au profit de la communauté blanche. Le cardinal Cerjeira présente un témoignage éclairant à ce propos :

Il nous faut des écoles en Afrique, mais des écoles où nous montrions à l'indigène le chemin de la dignité humaine et la gloire de la nation qui le protège. Nous voulons apprendre aux indigènes à lire, à écrire et à compter, non à en faire des docteurs²⁰⁶ 0

La politique portugaise relative à l'éducation dans les colonies était donc l'une des composantes de tout un processus qui obéissait à des logiques et à des dynamiques régulatrices du système. Faisant partie de l'ensemble des rapports entre colonisateurs et colonisés, elles étaient liées à des enjeux d'éviter, comme l'affirme S. Guillaume, l'assimilation trop poussée et la mise en cause du pouvoir de colons²⁰⁷ 1.

Ce fut donc par référence à ce patrimoine que les sous-ensembles de cette élite ont cherché à se situer dans l'univers social et que se sont fixé un système de règles qui organisaient leurs comportements et styles de vie. Il en a découlé la perception et la représentation de ce qui était propice à chacun et au groupe, en terme de : « rang, honneur, droits, devoirs, privilèges, obligations, symboles sociaux, habillement, nourriture, style de vie, mode de dépense d'argent, loisirs, fonction sociale, profession à exercer, mode de rapports à ceux qui sont 'hors groupe' pendant et en dehors du temps de l'accomplissement de leurs fonctions sociales »²⁰⁸ 2

En effet, dans un contexte où la rareté était au cœur de la nature des relations sociales à Lourenço Marques, l'origine sociale, géographique, le niveau de formation déterminait des liens d'affinités variées, sportives, culturelles, etc., qui, à leur tour, entraînaient des rapports de solidarité. Pratiques à l'époque socialement valorisées, elles fonctionnaient comme des chaînes d'allocation inégalitaire de valeurs rares, à des individus ou à des groupes sociaux, eux-mêmes définis par leur stratification, selon des statuts différenciés.

J.D. dos Santos, membre de la communauté blanche, catholique, meunier, marié, avec deux enfants, venait d'arriver à Lourenço Marques et vivait dans des conditions

²⁰⁵ 9 Pour les détails, voir SILVA, Teresa e Cruz, *Igrejas Protestantes e Consciência Política no Sul de Moçambique : O caso da Missão Suíça (1930-1974)*, Maputo, Promédia, 2001, 282p ; LINDER, Adolphe, *Os suíços em Moçambique*, Maputo, AHM, 2001, 312p

²⁰⁶ 0 Cf. Le Cardinal Cerejeira, cité, FERREIRA, Eduardo, *Le Colonialisme portugais en Afrique : la fin d'une ère*, Paris, les presses de l'Unesco, 1976, 176p, p28 et p.125 ; Suivant la même logique, pour Marcelo Caetano (alors ministre des colonies et successeur d'O. Salazar à partir de 1968), la politique d'assimilation devait tenir compte du fait que "Les Noirs d'Afrique doivent être dirigés et organisés par les Européens, mais ils sont indispensables comme auxiliaires /.../ et il faut les considérer comme des éléments productifs, organisés ou à organiser, dans une économie dirigée par les Blancs" (*Ibidem*, p.125).

²⁰⁷ 1 A titre d'exemple, dans une des Ecoles secondaires les plus importantes de la Colonie, Le Lycée Salazar (à Lourenço Marques), « il y en avait 1000 élèves en 1960, dont 30 seulement étaient des africains ». Cf. MONDLANE, E., *op. cit.*, p 66 ; GUILLAUME, Sylvie, « Citoyenneté et nationalité », COLAS, Dominique (Sous la direction de), *Citoyenneté et nationalité*, Paris, PUF, 505, pp123-153, pp. 124-125.

²⁰⁸ 2 Cf. MILNER, cité, SCOTT, John, *Stratification & power : Structures of class, statuts and command*, Cambridge, Polity press, 1986, 284p, p. 97

précaires²⁰⁹ 3. La rareté des emplois était perçue comme un facteur troublant du statu quo, dont la communauté dominante tiraient des valeurs matérielles et symboliques de leur identité. D. dos Santos (le père de J.D. dos Santos) et l'Administrateur de Lourenço Marques se sont fort connus en Métropole, lors de leur trajectoire d'étudiants puis de militaires. A la demande du premier, le second fit une demande à son homologue au Conseil de João Belo (Xai-Xai), à Gaza, pour que J.D. Santos y puisse être embauché. Tanneur et corroyeur des peaux d'animaux, chômeur, Mario M. de C. França a eu la même chance. Le Gouverneur général rappelait au Gouverneur du district de Lourenço Marques de chercher d'emplois pour le tanneur, parce qu'il vivait dans des conditions inquiétantes²¹⁰ 4.

Le port et le chemin de fer de Lourenço Marques étaient, après de multiples secteurs des services publics, l'entreprise qui employait le plus grand nombre de gens dans la capitale de la Colonie. A la suite d'un concours mis en place à propos de 35 postes de superviseurs d'arrimeurs, 350 personnes de diverses origines et attachées à de différents credos religieux ont participé à ce concours. Toutes les démarches accomplies, le Syndicat National des Professionnels d'Estivage a affiché la liste des candidats acceptés, tous des nouveaux arrivants à Lourenço Marques²¹¹ 5.

Au cœur de la coordination de ce système de rapports sociaux, ceux qui y étaient placés dans des postes de centralité prenaient parti à des pratiques similaires. Il n'était pas rare que le Gouverneur-général reçoive des demandes formelles du Ministère des Colonies, à Lisbonne, « suggérant » que certains individus soient employés quelque part dans le domaine colonial. Leurs études terminées, Manuel Miro, âgé de 35 ans, diplômé technicien industriel (14 de moyenne) ; Joaquim J. C. Ildefonso, âgé de 18 ans, diplômé agent comptable (12 de moyenne), trouvèrent leurs postes à Lourenço Marques²¹² 6.

On est en présence ici d'une chaîne de liens qui rapportent des flux distributifs et rétributifs autour d'un bien rare, l'emploi. L'accès à ce dernier rapporte aux engagés dans ce système de relations sociales des biens symboliques et matériels, le salaire leur permettant d'habiter dans des quartiers qualifiés à Lourenço Marques comme des quartiers du ciment et du béton. Divisées en plusieurs paroisses²¹³ 7, celles-ci y sont la source d'autres registres de liens sociaux mais en complément d'avec ceux qu'on vient d'éclairer, car les Paroisses sont, au principe, des plus petites communautés locales. L'appartenance à celle-ci tient à l'interconnaissance de leurs membres, fondée sur leurs rapports de voisinage et sur

²⁰⁹ 3 Voir Cx 1592, AUGUSTO, Guilherme (Adm. De 1a Cl.), « Note n° 365/A/61-4 », Lourenço Marques, 3 de Março de 1961, Fundo : *Adm. Do Conselho de Lourenço Marques. Assunto : Trabalho e desemprego de europeus e assimilados*, 1950-1961 (AHM)

²¹⁰ 4 *Ibidem*, AUGUSTO, Guilherme (Adm. De 1a Cl.), « Note n° 364/A/61-4 », Lourenço Marques, 3 de Março de 1961, Fundo : *Adm. do Conselho de Lourenço Marques. Assunto : Trabalho e desemprego de europeus e assimilados*, 1950-1961 (AHM)

²¹¹ 5 Il s'agissait d'Armand J. da Silva Carvalho, Américo A. Bernardo, Fernando A. Bernardo, Antero de Nascimento Duarte, Duarte Pereira, Manuel F. das Dores, Antonio J. Pós de Mina, José Delgado, Francico da Silva Gaspar, Manuel da Conceição Fonseca, Luís F. de A. Viegas, Manuel D. Dias, Basílio Fontoura Fernandes, Luís Viana Pereira, António Luís dans Neves Gaspar, Mário d'Oliveira de Almeida, Domingos Martins da Encarnação, Manuel Maurício da Silva Marques, Manuel Teixeira Saraiva, Luís Teodoro Ribeiro, António Madureira Monteiro, António F. Morte, António Louro Angelino, José M. de Jesus Ferreira, Moisés Martins Reino, Cesário Pereira Estêvão, Fernando Pereira Estêvão, Fernando Fernandes Barbosa, Alexandre Miguel Alves Saraiva, Adão Afonso Campos, José Raimundo, Rogério Alves Leal, João da Costa, Carlos A. Antão da Cruz, cf. *Notícias*, 6 de Março de 1966, p. 3.

²¹² 6 Voir Cx. 1592, Cópia do officio n°3362-49, endereçada ao Sr. Governador-Geral de Moçambique pelo Sr. Ministro das Colónias. Direcção dos Serviços de Administração Civil. *Processo : A/50/4, Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Trabalho e desemprego de europeus e assimilados*, 1950-1961.

²¹³ 7 Voir *supra* des photos.

des attaches à des croyances et à des pratiques définissant le parcours biographique (cycle biotique), individuel et du groupe : la naissance d'un individu est suivie d'un rituel, le baptême, sacrement destiné à laver le pêché originel et à faire le nouveau-né chrétien ; le sacrement de l'eucharistie, signifiant l'aboutissement de l'apprentissage du code, c'est-à-dire d'un système conventionnel rigoureusement structuré de valeurs, symboles et de signes religieux ; le mariage, dont la cérémonie annonce non seulement l'alliance entre époux mais aussi l'alliance par affinité aux membres de leurs familles.

On souhaiterait remarquer l'articulation, d'abord, entre le patrimoine matériel et symbolique et les préférences relationnelles ; ensuite, sur le rapport entre ces dernières et comportements politiques. Il y aurait un rapport de causalité entre ces réalités car les liens sociaux exposent des individus à des flux de sociabilité les poussant à adopter certains comportements sociaux. Dans son ouvrage intitulé *Les formes élémentaires de la vie religieuse* (1912), sans s'inscrire dans la problématique des réseaux sociaux, E. Durkheim montre la fonction des rituels tant dans la construction de la vie sentimentale, émotionnelle et affective que du corps social. Le rite, qui repose sur le « déjà vu » et le « déjà su », recentre l'attention sur le proche, la paroxémie, le domestique comme instances de base de l'être collectif immanent à toute société :

***Les croyances proprement religieuses sont toujours communes à une collectivité déterminée qui fait profession d'y adhérer et de pratiquer les rites qui en sont solidaires. Elles ne sont pas seulement admises, à titre individuel, par tous les membres de cette collectivité ; mais elles sont la chose du groupe et elles en font l'unité. Les individus qui la composent se sentent liés les uns aux autres, par cela seul qu'ils ont une foi commune. Une société dont les membres sont unis par ce qu'ils se représentent de la même manière le monde sacré et ses rapports avec le monde profane, et parce qu'ils traduisent cette représentation commune dans des pratiques identiques*²¹⁴ 8.**

Tout en se référant aux groupes des statuts, G. William se serait inspiré de cette pensée pour établir les rapports entre l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, leurs comportements et leurs préférences relationnelles. D'après lui, « lorsque des individus ou des gens jouissant de conditions économiques similaires s'associent entre eux, interagissent fréquemment, se marient entre eux, au bout d'un certain temps, ces gens deviendront attachés par des liens culturels, de parenté, ainsi que par des capacités intersubjectives communes²¹⁵ 9 ». Acquis dans un système d'échanges avec le système politique, la fonction sociale de telles ressources fut bien éclairée par Jean Baudrillard :

Il n'y a d'objet de consommation qu'à partir du moment où on en change, et où ce changement est déterminé par la LOI SOCIALE, qui est celle du renouvellement du matériel distinctif et d'inscription obligatoire des individus, à travers la médiation de leur groupe et en fonction de leur relation avec les autres groupes, dans cette échelle de statut, qui est proprement l'ordre social, puisque l'acceptation de cette hiérarchie de signes différentiels, l'intériorisation par l'individu de ces normes, de ces valeurs, de ces impératifs sociaux, qui sont les signes, constitue la forme décisive, fondamentale du contrôle social – bien davantage que l'acquiescement aux normes idéologiques. Il est clair à partir de là qu'il n'y a pas de problématique autonome des objets, mais la nécessité

²¹⁴ 8 Cf. DURKHEIM, E, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF (1^{ère} éd. 1912), 1996, 647p, p.103.

²¹⁵ 9 Cf. WILLIAMS, cité, SCOTT, John, *Ibidem*, p. 115.

***beaucoup plus vaste d'une théorie de la logique sociale, et des codes qu'elle met en jeu (système de signes et matériel distinctif)*²¹⁶0.**

L'analyse des préférences concernant les alliances matrimoniales des habitants de la partie du ciment et du béton de la ville de Lourenço Marques offre des exemples supplémentaires de cette pratique sociale. La presse locale, parmi un bon nombre de faits sociaux, fait des quelques mariages des événements méritant, à l'époque, une large publicité. Le mariage de mademoiselle Gracieta B. da Costa avec le jeune homme Jacinto Venâncio de Sousa a été célébré à la cathédrale de Lourenço Marques. Certes, le prêtre officia les liens entre les deux époux. Mais cet acte s'est élargi pour inclure dans leur cercle relationnel les groupes familiaux respectifs. Elisa Bertrand da Costa et Enrique da Costa, pères de la jeune mariée, et Maria da Conceição Sousa et Benjamin Candido de Sousa, pères de Jacinto V. de Sousa, représentent, dorénavant, l'alliance par affinité des deux familles. Les parrains, Maria Paula da Silva Coelho et António Martins Coelho, du fait de leur rôle symbolique, méritent de la place dans le cercle relationnel du nouveau couple. La fête du mariage, à laquelle ont participé des dizaines d'invités, créa l'opportunité pour le renouvellement du réseau relationnel de Gracieta B. da Costa et de Jacinto Venâncio de Sousa²¹⁷1.

Le deuxième exemple est de même illustratif de la construction de liens entre gens du même espace social. Ana M. dos Santos Peixe e António J. Marques se sont mariés à l'Eglise Santo António da Polana. Les parents d'Ana, Nerina dos Santos Peixe et Júlio dos Santos Peixe, à l'époque en poste d'Administrateur du district, et les parents de son époux, Maria Orquídea Foettinger et João Marques Pereira, symboliseront le lien entre les deux familles. A titre de parrains de l'union, on a inclu dans leur réseau de relations Plácido Ribeiro et Lídia do Nascimento Ribeiro, de la part de l'épouse, et Clara G. P. M. Nunes et Martins Nunes, du côté de son mari. Ce rituel a donné lieu à une fête qui a été réalisée dans le club Automóvel et Touring, alors tenu pour le plus prestigieux de la ville de Lourenço Marques. A noter la présence à cette fête de nombreuses personnalités locales²¹⁸2.

On pourrait répertorier un bon nombre de cas illustratifs de construction des liens sociaux. Ces qu'on vient de retenir, renvoient à ce que Rousseau faisait noter dans le Contrat Social : L'homme naît libre, a remarqué Rousseau, et pourtant il est dans les chaînes. En effet, cette chaîne s'objectivant ici comme un ensemble de référents extérieurs, matériels, psychiques, etc., donnent cohérence et sens à des pratiques sociales. Système de représentations de l'être collectif, cet ensemble de références remplit le rôle d'un relais de rapports sociaux et d'un fil conducteur des comportements sociaux. Ces derniers objectivent l'espace cognitif des gens ainsi que leurs rapports au temps mythologique, au temps vécu et à la pratique idéalisée, dans un environnement socialement créé²¹⁹3. En ce sens, pré-donnés aux individus ou aux groupes sociaux, les acquis culturels façonnent la structure à l'intérieur de laquelle ils appréhendent d'abord la réalité sociale objectivée et participent ensuite à sa production continue.

Ce serait peut être à la lumière des rationalités (subjectives) recherchées dans cette chaîne de rapports sociaux qu'on pourrait appréhender les liens entre morts et vivants.

²¹⁶ 0 Cf. BAUDRILLARD, Jean, "La genèse idéologique des besoins", *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. XLVI, Janvier-Juin 1969, pp45-68, p. 50.

²¹⁷ 1 Voir *Notícias*, 8.3.1966, p. 3.

²¹⁸ 2 Voir *Notícias*, 4.6.1966, p. 3.

²¹⁹ 3 Cf. MUCCHIELI, A., *L'identité*, Paris, PUF, 1986, 123p, pp1-25 ; BERGER, Peter et *all.*, *La construction sociale de la réalité*, Paris, méridien klincksieck, 1986, 259p, pp. 68-76.

Habitant du sous-espace du ciment et du béton de Lourenço Marques, Pedro Oliveira y était devenu un homme d'affaires (industriel), époux, père, grand-père et beau-père. Il s'est ainsi formé un vaste patrimoine matériel et symbolique lui apportant des références positives dans la communauté. Etant donné son état maladif, ses enfants, Rui d'Oliveira et Eliseu d'Oliveira, qui apprirent de leur père comment assurer la suite des affaires, les ont pris à leur charge. Ana Quaresma d'Oliveira, son épouse, et ses enfants annoncèrent aux personnes de leurs relations le décès inattendu de Pedro d'Oliveira. Les gestes de solidarité témoignés à la famille d'Oliveira ont dévoilé à quel point la figure de Pedro d'Oliveira était, outre les rôles qu'on a lui assigné, un nœud d'échanges multivariés. Quoiqu'il soit mort, P. d'Oliveira - et sa famille - a mérité dans cette chaîne relationnelle des témoignages d'un rapport affectif et de solidarité de la part des membres de la paroisse, voisins, amis, cadres, travailleurs et des clients de leurs entreprises²²⁰ 4.

Des cas de chaînes relationnelles dont on parle, sont elucidatifs d'une des dimensions de l'approche des faits sociaux en termes de réseaux. Engendrés par de multiples liens sociaux plus ou moins durables, ils structurent des différences autour de nœuds, la nodalité différenciant les éléments du système par rapport aux possibilités de relations qu'ils offrent les uns avec les autres. Le réseau social concerne donc les relations inter-individuelles, c'est un lien, une inter-action sociale. Ces relations réciproques entre deux ou N acteurs, se caractérisent par un échange, plus ou moins inégal d'information et de pouvoir.

Le cadre relationnel où M. Miros, Joaquim J. C. Ildefonso, les 35 candidats aux postes de superviseurs d'arrimeurs ont pu se voir employés peut bien s'inscrire dans la problématique analysée par Burt. D'après lui et d'autres auteurs qui ont traité des réseaux sociaux, un acteur dispose de trois sortes de capital, un capital financier, un capital humain et un capital social ou connexionnel. Le capital social d'un acteur consiste dans ses connexions avec les autres acteurs, ce qui lui donne accès à leurs ressources. Mais le capital social d'un acteur consiste aussi, selon Burt, dans la possibilité d'exploiter à son avantage les trous où se trouvent, par rapport à lui, certains de ses contacts ou, à la limite, tous ses contacts. Cela veut dire que dans les situations de conflit ou de compétition, le capital social d'un acteur se trouve dans les disconnexions entre ses contacts. Si B et C sont des contacts de A, sans qu'il y ait de connexion directe entre eux, A dispose d'un avantage par rapport à B et à C. Des cas répertoriés donnent à voir un scénario où, dans un contexte de rareté, des chercheurs d'emploi ayant des contacts avec des acteurs placés dans des positions de centralité politique, ont été avantagés par leur pouvoir d'influence.

Les cadres suivants de construction de réseaux relationnels témoignent de la co-existence et de l'imbrication des réseaux de parenté, d'affinité et de solidarité, se nourrissant du intermédiaire, l'identité. Ils entreprennent néanmoins des sous-ensembles dont les membres sont reliés par des infrastructures différentes. Dans le premier cas, les relations d'alliance, de filiation et de germanité donnent place à ce que Lévi-Strauss²²¹ 5 tient pour l'atome de parenté car elles ne rassemblent que des proches. Celles-ci sont indissociables, suivant M.A. Barnes²²² 6, de l'interconnaissance des rôles et des statuts différenciés de membres composant le système de parenté.

Cette interconnaissance étant traduite par le système d'appellation, il y aura par ailleurs la transmission de ressources déperditives. Cela légitimera les rapports d'interdépendance entre mari/époux (les relations horizontales) et une relation positive ou de différenciation

²²⁰ 4 Voir *Notícias*, 8. 6. 1966, p.15

²²¹ 5 Cf. LEVI-STRAUSS, cité, LEMIEUX, V., *Les Acteurs sociaux*, Paris, PUF, 1999, 146p, p. 38

²²² 6 BARNES, M.A., cité, *Ibid.*, pp. 8-12.

entre mère-père/fils ou encore des liens positifs ou négatifs entre les cousins. Certes, les relations entre les membres du groupe familial représenteront un réseau : du fait de la densité élevée de liens, un individu sera séparé d'un autre (du groupe) par une distance réduite, en terme de relations ; il y aura à certains égards un attachement au principe de transitivité dans les relations entre les membres de la famille étroite. C'est-à-dire, s'il y a une relation entre A et B, et une autre entre B et C, il y en aura également entre A et C. Mais cet atome de parenté engendrera de ce fait un quasi-réseau, distinct par la mise en place d'un appareil se chargeant du contrôle et de la mise en ordre dans son environnement externe.

Ce n'est toutefois pas le cas dans les relations entre les représentants des familles unies par l'alliance matrimoniale de leur gendre/belle-fille. Les membres de ce sous-ensemble seront tous des transconnecteurs ou des « autorités » en ce qu'au moins une connexion dont ils sont la source les relie à chacun des autres acteurs. Ils donnent donc lieu à un réseau intégral. Les relations dans les réseaux sont généralement égalitaires, même s'il arrive qu'elles relient des individus qui appartiennent à des catégories sociales différentes. C'est la raison pour laquelle le réseau se structure sur une pluralité des rôles, sans que leurs tenants s'en spécialisent, et une multiplicité de relations ; les liens sont essentiellement informels et on y remarque un fort degré de redondance de relations ; un réseau n'a pas une frontière précise d'autant plus qu'il ne dispose pas d'une instance régulatrice, la coordination étant réservée au système de valeurs communautaires ; pour ces raisons, le réseau se présente peu hiérarchisé et fortement connexe²²³7.

Les réseaux d'affinité et de solidarité définis autour du prêtre, de l'homme d'affaire et de ses héritiers nous ramènent à un cadre relationnel distinct, bien qu'on n'y trouve pas des aspects ressemblant à ceux des premiers. En étant en rapport avec une communauté dont les croyances pourraient servir d'intermédiaire entre les gens et le monde du sacré, le prêtre sera par conséquent placé dans la centralité du système des rapports sociaux en place. Si l'on fait appel à Linton Freeman, on identifie chez le prêtre l'individu indispensable dans les échanges sur lesquelles le réseau prend forme et il y sert d'intermédiaire pour ceux qui y prennent part. Du fait que le prêtre est à même de développer des communications au sein du réseau, il y aura un nombre de liens d'autant plus croissant que son influence sur son environnement. A l'aide de ce rapport à son milieu social, le prêtre tiendra une position privilégiée dans les échanges, lui apportant une certaine autonomie et un certain pouvoir de contrôle des « biens » en circulation dans l'ensemble du réseau. Cet avantage serait également à la portée des héritiers de l'homme d'affaires, dont le patrimoine matériel et symbolique et la notoriété peuvent s'avérer porteuses de ressources d'influence. Dans le système de rapports sociaux en analyse, ils sont donc en mesure de mobiliser et de gérer leurs réseaux de relations dans le sens d'influencer l'opinion et de convaincre au profit d'un but politique. De tels choix relèvent d'un travail relationnel, qui a, d'après Kadushin et Brimm, une dimension stratégique évidente, même si son efficacité ne peut pas être toujours anticipée²²⁴8.

Placés dans des positions de centralité d'un système de rapports sociaux, le prêtre et l'homme d'affaires dont on parle, deviennent des acteurs sociaux. Ils connaissent leurs milieux sociaux en tant qu'espaces sociaux et politiques et s'y inscrivent d'autant mieux qu'ils réussissent à mobiliser des moyens d'action au profit d'une cause. Leur pouvoir n'est pas une propriété du système relationnel dans lequel l'acteur occupe plus ou moins une position centrale ou périphérique, plus ou moins dépendante ou autonome. Le pouvoir est

²²³ 7 Cf. LEMIEUX, V., citée, DEGENNE, A.-FORSE, M., *Les réseaux sociaux...op. cit.*, pp. 173-174.

²²⁴ 8 Cf. KADUSHIN et BRIMM, cit., LAZEGA, Emmanuel, « Analyse de réseaux et sociologie des organisations », *R. franç.*

de Sociol., XXXV, 1994, pp. 293-320, p. 306.

certes une relation d'autorité, et non pas un attribut des acteurs ; mais il est aussi un effet de système, un avantage structurel, un effet de la position des acteurs dans un ensemble où ressources et opportunités se distribuent inégalement²²⁵9. Le fait d'y avoir accès, du point de vue de l'approche en termes de réseaux, suppose que le pouvoir découle d'interactions et de production du social.

L'espace des bidonvilles

Des recherches concernant le sous-espace périphérique aux quartiers de ciment et de béton à Lourenço Marques, (les bidonvilles), ont de même dévoilé le phénomène de production sociale du pouvoir notabiliaire. Mais on ne saurions pas en éclairer tant les causalités de son existence que ses logiques, sans rendre compte des éléments intervenant dans la configuration des sous-espaces de la périphérie urbaine.

Situé au Nord-Ouest et au Nord-Est de la zone « blanche », l'espace des bidonvilles se destinait à la population indigène. Les éléments les plus saillants qui définissent leurs particularités sont elucidatifs.

D'abord, l'espace des bidonvilles se présente divisé en des unités administratives sous le « contrôle » des notables, issus d'anciennes familles régnantes ou des clients produits par des compromis entre le pouvoir et des individus témoignant de « fidélité » (rapport d'échange), au système politique colonial. Ces notables traditionnels, d'après une source coloniale, étaient destinés à accomplir des tâches assurant le fonctionnement du système administratif, dans sa globalité :

Les puissances indigènes étant vaincues et désarticulées dans toute la Colonie, il nous faut réhabiliter les anciennes chefferies, suivant un modèle convenable. Que ce soit au niveau du recensement, tributaire ou d'autres domaines de l'administration, la politique coloniale risque de ne pas aboutir sans le concours d'un actif réseau de chefs indigènes en raison des trous structuraux intrinsèques à notre réseau d'occupation. Cela s'avère d'autant plus nécessaire que tout effort au bénéfice de l'entreprise coloniale se heurte à l'hétérogénéité de la population dominée²²⁶00

Nonobstant faisant partie du même espace, la périphérie de Lourenço Marques se présente recoupée en plusieurs chefferies et en groupe de peuplements. Leurs habitants étaient obligés de porter une pièce d'identité (Caderneta indigena), comme témoin de l'appartenance à l'une des unités administratives (Voir le Tableau VI ci-contre). Destinées à être des références pour l'encadrement des assujettis, les instances administratives de chaque chefferie étaient pareillement envisagées comme instances de représentativité et de légitimation du pouvoir par les colonisés²²⁷01, au cours la guerre anti-coloniale (1964-1974).

²²⁵ 9 C'est sur le constat de ce phénomène qu'on s'efforce de démontrer la validité épistémologique de l'hypothèse de déconcentration politique, comme stratégie légitimant un compromis entre l'ordre politique et l'ordre social, en vue de faire tenir dans la durée une société de l'ordre et, de la sorte, de la société globale. Voir *infra* Partie II, Chap. II

²²⁶ 00 Cx. 595, « *Cópia da Ordem de serviço n°20/A/1941* », cité, TAVARES, Urbano de, « *Política indígena : normas preparatórias duma redução de quadros* », *Direcção Provincial dos Serviços de Administração Civil da Zambézia em Quelimane, aos 17 de Novembro de 1941. Processo B/2/1943-1948, Autoridades gentílicas, Fundo do Governo do Distrito da Beira. Secção : Autoridades gentílicas, 1943-1948.*

²²⁷ 01 On s'occupe *infra* de l'analyse de ce phénomène, lors du chapitre **Chap. II.**, « Ordre politique et ordre social : un contexte de la déconcentration politique ».

Tableau VI : Chefferies de la périphérie de la ville de Lourenço Marques^{228 02}

Chefferies	Groupe de Peuplements	Chef	Post Administratif
Fumo	P.R. Fumo	Manuel Ferreira Fumo ^{229 03}	Munhuana
	Polana		»
	Chitimela		»
	Mavalane		»
	Infulene		»
S. José	P.R. S. José	Joao Saúde Tembe ^{230 04}	Munhuana
	Chamanculo		»
	Malanga		»
Malhangalene	P.R. Malhangalene	Francisco P. C. Mabundja ^{231 05}	Munhuana
	Lagoas		»
	Mafalala		»
Munhuana	P.R. Munhuana	Francisco P. da C. Mabunda ^{232 06}	Munhuana
	Lourenço Marques, l'espace de bidonvilles : une vue d'un espace^{233 07}		
	Angola		»
	Zixaxa		»

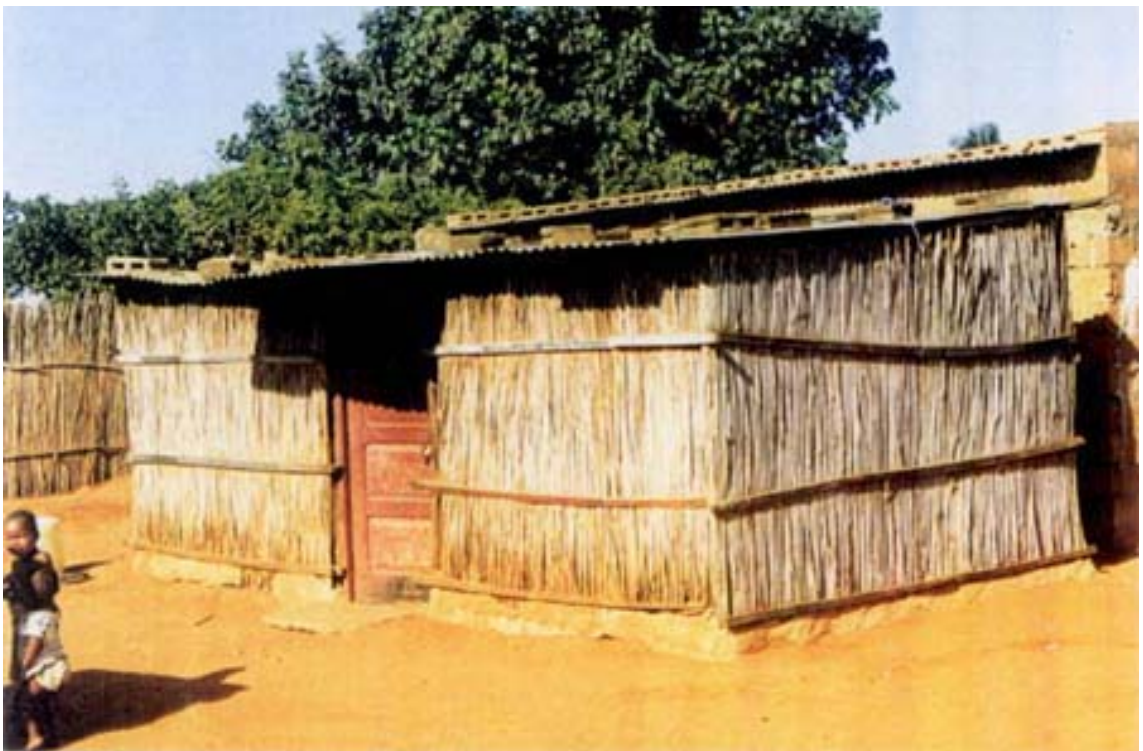
^{228 02} Voir Cx. 1628, « Mapa de Remunerações às Autoridades Gentílicas, nos termos do Regulamento do Imposto Indígena, pela cobrança de 1952 », Administração do Concelho de Lourenço Marques, 5 de Janeiro de 1953, *Processo B/2, Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Curadoria e Negócios Indígenas. Assunto : Trabalho e Acção Social. Autoridades Gentílicas, 1944-1953*



Lourenço Marques, l'espace de bidonvilles : une vue d'un espace ²³⁴ 07



²³⁴ 07 Des photos qui suivent concernent l'espace des bidonvilles, à Lourenço Marques. Divisé en plusieurs quartiers-paroisses, cet espace se démarquait par un type particulier de constructions : la plus grande partie d'elles présentent des parois à cannes avec un toit en plaque de zinc ; d'autres, moins nombreuses, tant des parois que des toits se présentent en zinc. L'absence d'un système de canalisation de l'eau et de l'électricité est le trait commun de l'espace de bidonvilles.













Ensuite, les chefferies autour de l'espace du béton et du ciment se présentait, en tant que l'univers des dominés, avec tous ses sous-groupements humains. On y trouvait, d'après Alexandre Lobato, les ba-ronga, population indigène de Lourenço Marques, mais aussi une lourde partie composée d'immigrés, ba-changanes, ba-chopi, ba-tonga et arabes. Pour ce qui est des immigrés, la femme restait d'habitude dans le village pour subvenir aux besoins de la famille à travers l'agriculture. L'homme, lui, émigrerait en Afrique du sud ou à Lourenço Marques. Il y était embauché comme domestique, transporteur, gardien ou comme ouvrier »²³⁵08. D'autres sources témoignent du fait que, dans cette ville, les

²³⁵ 08 La formation du groupement d'immigrés s'explique par le processus mis en œuvre pour « intégrer » les Africains dans le « marché » du travail. Des sources coloniales en donnent l'explication, car : « eux, les colonisés, - dont la "main-d'œuvre abondante, résistante et bon marché" était indispensable au capital ». Ils représentaient donc l'une des conditions aussi bien pour la solution de

Africains étaient employés comme « charpentiers, coiffeurs, peintres, couturiers, vendeurs, cordonniers et marchands ambulants, portiers, marins, arrimeurs, la plus part de gens restant sans emploi »²³⁶ 09.

Tous appartenait à l'univers des dominés et partageaient le même espace, les bidonvilles. Mais les gens dans cette condition étaient liés à des sous-ensembles et des cercles relationnels différenciés. On y trouvait des groupes dont les membres formaient un réseau du fait de leur trajectoire scolaire et professionnelle. Les plus instruits constituaient un groupe de référence, le diplôme de la réussite dans l'enseignement primaire servant de critère pour ce rapport d'appartenance. Mais il arrivait que les mêmes gens se partagent pour appartenir à des sous-ensembles religieux différents, catholiques ou protestants. Ou encore parce qu'ils étaient issus de groupes linguistiques également différenciés, ba-ronga, ba-changane ou ba-chopi. Pour le jeune immigré travaillant à Lourenço Marques, cette dissemblance culturelle impliquait souvent des liens matrimoniaux préférés, dont l'aboutissement supposait le déplacement à sa région d'origine. Car ses parents s'y étaient occupés de la recherche de sa future épouse aussi bien que de la négociation avec leurs homologues, en vue de la réalisation du mariage, selon les rituels (traditionnels) locaux²³⁷ 10. Bref, le sous-espace des bidonvilles à Lourenço Marques était relié à celui du ciment et du béton dans la mesure où le premier tenait un rôle fonctionnel comme source de main-d'œuvre nécessaire au support hétérophile des entreprises collectives. C'est à ce titre que chaque individu dans cette ville était le centre d'un réseau particulier : réseau fait de l'ensemble de ses relations familiales, professionnelles, amicales, associatives. On y distinguait aussi des relations choisies, tolérées, subies, relations gratifiantes ou conflictuelles. Ce fut de la dynamique de ces dernières que le mouvement pour les droits civiques connut de nouveaux acteurs.

En effet, les rapports conflictuels entre dominés et dominants donnèrent naissance dans plusieurs villes, y compris à Lourenço Marques, au mouvement exigeant l'élargissement des droits civiques envers les colonisés. Le discours formel du

la crise portugaise que pour l'entreprise de ce qui, dans le discours colonial, était perçu comme "l'entreprise du progrès". Faute d'un système de marché susceptible de réguler la convergence de la main-d'œuvre aux entreprises d'exploitation coloniale, on y parviendra par des processus contraignants. En effet, en 1899, le Gouvernement colonial publia le décret qui fut pris comme le pilier de la politique du travail au Mozambique, jusqu'à l'abolition en 1961 du statut de l'indigénat. Ainsi, d'après cette loi, « Tous les indigènes... sont sujets à l'obligation morale et légale de chercher à acquérir par le travail les moyens dont ils ont besoin, de substituer et d'améliorer leur condition sociale. Ils jouissent de toute liberté de choisir comment respecter cette obligation, mais s'ils ne la respectent pas, l'autorité publique peut leur imposer son accomplissement ». La loi régulant la politique du travail indigène fut maintes fois remise à jour. Néanmoins, tantôt dans la régulation du travail indigène du 27.05.1911, tantôt dans celui du 4.10.1914, n'ont fait que maintenir l'orientation générale du Décret de 9.11.1899. Selon les intérêts pressants du Portugal au tournant du XIX siècle, ce qu'il fallait, c'était *produire un système de rôles où colonisateurs et colonisés tiendraient des fonctions distinctes*. voir, MAGODE, José, « Subsídios para o estudo da autoridade e poder tradicional em Moçambique. Uma abordagem histórico-antropológica », LUNDIN, Iraê (Direcção), *Autoridade et Poder Tradicional*, Maputo, MAE, 1995, 152p, p. 43 ; DAFFY, James, *A question of slavery*, Oxford, Oxford University Press, 1967, 240p, p. 100 ; PENVENNE, Jean, *A History of African Labour in Lourenço Marques, -Mozambique, 1877 to 1950*, Boston, Boston University Press, 1982, p. 36 ; LOBATO, Amexandre, « Ensaio de uma história demográfica de Lourenço Marques », *Boletim Económico e Estatístico* n°17, (1938), pp. 52-55.

²³⁶ 09 Cf. SPENCER, Augusto Vaz, *Relatorio da Inspeccao Ordinaria ao Concelho de Lourenço Marques e circunscrições de Marracuene e Maputo*, Lourenço Marques, Inspeccao dos Serviços Administrativos e dos Negocios Indigenas, 1950, p.205

²³⁷ 10 Voir *infra* l'analyse et la valeur symbolique de ces rituels dans la construction de liens entre familles. Cette pratique a été confirmée par de nombreux interviewés, comme par exemple, João Molungo, interviewé le 12 août 2000 à Maputo ; Felizardo Muthombene, interviewé le 13 août 2000 ; Alberto Langa, interviewé le 14 août 2000 ; Castigo Matsinhe, interviewé le 15 août 2000 ; Lázaro Mungoi, interviewé le 16 août 2000.

lusotropicalisme, voulant que le Portugal et ses Colonies forment « une société multiraciale, unie et indivisible »²³⁸ 11, légitimait l'essor de ce phénomène.

Tout en analysant les causalités du rapport conflictuel entre colonisés et colonisateurs, E. MONDLANE affirme que, « C'est principalement les plus instruits /.../, les plus intellectuels qui ont pu donner une expression à l'idéal nationaliste »²³⁹ 12. Méthodologiquement appuyée sur une lecture des expériences vécues par les gens, c'est encore de la Sociologie de Mondlane qu'on prend connaissance du fait que « L'Affirmation nationaliste n'a pas surgi d'une communauté stable, d'une unité historique, linguistique, territoriale, économique et culturelle. Au Mozambique, c'est la domination coloniale qui produit la communauté territoriale et qui a créé les bases d'une cohérence psychologique, fondée sur l'expérience de la discrimination, du travail forcé, et d'autres aspects du régime colonial ».

S'inspirant d'une perspective constructiviste, Teresa Cruz e SILVA fit l'évolution de ce groupe l'objet des ses travaux. Son argumentaire exploite des engagements anti-systémiques des Eglises protestantes, comme facteur de l'essor de la conscience nationaliste au Sud du Mozambique. Portant en particulier sur la Mission suisse, les travaux de T. C. e SILVA analysent les activités menées par cette formation religieuse entre 1930 et 1974 : la formation de pasteurs africains, d'enseignants, d'infirmiers, la formation du personnel laïc pour assurer le fonctionnement de son organisation et l'éducation de jeunes. Selon l'interprétation de cette chercheuse, la Mission suisse « apporta une énorme contribution au mouvement nationaliste. Les Mozambicains éduqués selon ses méthodes d'éducation ont intégré une conscience politique, d'autant plus que quelques-uns d'eux participèrent à la lutte de libération, dirigée par le Front de Libération du Mozambique (Frelimo). D'autres encore ont développé la lutte de type clandestin à Lourenço Marques ».

Il n'est pas question de mettre en cause la prodigieuse entreprise théorique de T.C. e Silva²⁴⁰ 13 car elle met à jour les dynamiques sociales et politiques redevables

²³⁸ 11 Cela bien que dans un contexte fort répressif comme processus de dissuasion des adhérents à ce mouvement civique et au Mouvement de Libération. La Police Internationale pour la Défense de l'Etat (PIDE) –Police secrète – fut structuré pour servir de moyen d'action. Conçu au moment où les vents de l'histoire présageaient l'inéluctabilité des mouvements indépendantistes, le *lusotropicalisme* était défini comme une théorie d'Etat (impérial) multiracial. D'après les théoriciens de cette pensée, « Le Portugal met en œuvre, depuis des siècles, une politique d'harmonisation des races dans l'esprit du bien commun ». Cette politique traduirait « la compétence héritée par le Portugal de promouvoir des contacts entre peuples exempts de quels que soient les préjugés de supériorité ou discrimination raciale. Car on a toujours mit en avant la dignité de l'homme, sans distinction de la couleur ou de croyances ». Voir à ce propos MONTEIRO, Manuel Gonçalves, « A política Ultramarina Portuguesa Perante os Ventos da Historia », *Boletim Geral do Ultramar*, Ano XLI, n°477, Lisboa, A.G.U., Março 1965, pp35-77, p.69 ; SALAZAR, Oliveira, "Problemas Portugueses em Africa : Entrevista concedida pelo Senhor Presidente do Conselho à Revista norte-americana LIFE », *Boletim Geral do Ultramar*, Lisboa, A.G.U., Ano XXXVIII, Maio 1962, pp3-15, pp6-7 ; LEONARD, Y. et al., «Avant-propos. Lusotropicalisme : du mythe à l'objet de recherche », *Lusotropicalisme. Idéologies et identités coloniales et identités nationales dans le monde lusophone*, Paris, Karthala, Lusotopie-1997, pp. 195-200 ; LEONARD, Y., « Salazarisme et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation », Paris, Karthala, Lusotopie-1997, pp. 211-226.

²³⁹ 12 Cf. MONDLANE, Eduardo, *MOZAMBQUE, de la colonization à la liberation nationale*, Paris, Librairie –Editions l'Harmattan, 1979, 257p, p. 46.

²⁴⁰ 13 SILVA, Tereza Cruz e, *Igrejas protesantes e consciência política no Sul de Moçambique : O caso da Missão Suíça (1930-1974)....op. cité ; A Rede Clandestina da Frelimo em Lourenço Marques* (Trabalho de Diploma para a obtenção do grau académico de licenciatura em Historia), Maputo, U.E.M., Faculdade de Letras/CEA, 1986, 120p ; « Identity and Political Consciousness in Sourthen Mozambique, 1930-1974 : Presbyterian Biographies Contextualised", *Journal of Southern African Studies*, Vol. 24, Number 1, March 1998, pp. 223-236 ; "Igrejas Protestantas no Sul de Moçambique e Nacionalismo : O Caso da Missao

à la conflictualité coloniale. On se permet toutefois d'y formuler quelques remarques complémentaires. Le nationalisme peut s'affirmer comme représentation collective d'un espace social et culturel et comme volonté collective de cet espace se constituer en entité autonome, ayant comme référence un ensemble d'éléments substantiels de son identité. Dans un bon nombre de cas africains, ce que T.C. e SILVA tient pour nationalisme ne put s'affirmer qu'au moment où des appareils partisans étaient aux prises avec des régimes coloniaux. Animés d'enjeux de pouvoir, ce processus a débouché sur la fondation des Etats de base sociale diversifiée et élargie.

Il ressort de ces deux cas de nationalismes des traits qui en font la distinction : la première s'inscrit dans les acquis historiques et culturels ; la seconde, bien qu'elle puisse créer un cadre de références culturelles communes, elle est un construit politique et social. De ce fait, à l'instar de M. P. de Andrade²⁴¹ 14 et d'E. Mondlane, on assume en revanche que le mouvement social anti-colonial a eu une période protonationaliste. Des segments sociaux, surtout les plus éclairés, inscrivaient certes leur action protestataire dans un discours revendicatif des droits civiques tout en se référant au Mozambique comme une société globale. Mais les manifestations de ce phénomène tenaient le plus souvent les rapports sociaux dans des micro-espaces respectifs comme facteur déclencheur. C'est pourquoi l'analyse de la construction sociale des liens sociaux et leur projection dans un cadre de rapports notabiliaires semble être une voie valide pour éclairer la construction sociale d'acteurs sociaux du mouvement anti-colonial.

C'est donc par rapport à Lourenço Marques comme micro-espace que on s'interroge sur la construction sociale des acteurs politiques. Leur capacité de se procurer des ressources, comme notoriété, capacité d'influence et d'autonomie, au point de représenter un rôle important dans le jeu du pouvoir, dans le système en place. Cette recherche à l'égard de ressources, leur permettant un rôle politique, méritet d'être mieux éclairées, à la lumière de la théorie des réseaux.

Suivant Coleman, Katzel, Menzel et E. Rogers²⁴² 15, on considère que l'aptitude d'individus issus de l'univers social des dominés à s'ériger en leaders d'opinion s'inscrivait dans un système de rapports notabiliaires. Etant donné que ceux-ci vont de pair avec la formation des liens et de l'opinion, la construction sociale du leader ne peut être appréhendée qu'en n'analysant l'interconnexion des faits de deux ordres : d'abord, qu'ils concernent un réseau de relations personnelles, professionnelles, religieuses, associatives ou partisans, les réseaux comportent en soi deux dimensions ; celle où les interactions se traduisent par des liens forts et homophiles ; celle où les relations sont hétérophiles et faibles. L'homophilie et la force d'attraction facilitent la communication. Elle rend ainsi objectif l'espace où l'individu saisit l'opportunité d'entrer en contact avec certains individus et d'en ignorer d'autres. Ensuite, le flux de communications interpersonnelles devenant des modèles, la structure de la communication émerge et ne tarde pas à être prédictive des comportements. L'hétérophilie se définit ainsi comme espace d'interactivité de différents

Suiça" (1940-1974), *Estudos Moçambicanos*, n° 10, Maputo, CEA/UEM, Dez. 1992, pp. 21-39 ; CRUZ e SILVA, Teresa- JOSE, Alexandrino, « Eduardo Mondlane : pontos para uma periodização da trajetória de um nacionalista », *Estudos Moçambicanos*, Maputo, CEA/UEM, Maio 1991, pp. 73-89

²⁴¹ 14 ANDRADE, P.M., «Proto-nacionalismo em Moçambique : um estudo de caso de Kamba Simango», *Boletim do Arquivo Histórico de Moçambique*, n°6, Outubro de 1989, pp. 127-147.

²⁴² 15 Coleman, Katzel, Menzel et E. Rogers, cités, FORSE, M., et al., *Les réseaux sociaux....op. cit.*

cercles sociaux, l'harmonisation des rationalités si diverses relevant de la traduction mutuelle²⁴³ 16 des acteurs prenant part d'un collectif d'action.

De cette interaction sans cesse retraduite, émergent des « régimes de compréhension, dans lesquels les personnes évaluent des objets en référence à des qualifications générales, mobilisent des réseaux, mettent en œuvre un savoir prendre »²⁴⁴ 17. Sous cette lumière, par référence à un espace si conflictuel, celui de Lourenço Marques, il semble utile d'illuminer la façon dont les acteurs y acquièrent compétences d'intercompréhension et de justification, en référence à des règles générales de mobilisation d'autres acteurs.

Cette capacité d'intercompréhension et de formation de collectifs d'action par les notables de Lourenço Marques relevait de leur appartenance à des cercles multiples. En effet, « le cercle des instruits » se distinguait par sa culture plurielle. En dépit de leur appartenance au groupe des colonisés, leur genèse était due à l'intégration à la fois des valeurs culturelles indigènes et celles de la métropole coloniale. Qualifiée de groupe « d'évolués », « d'assimilés » ou encore de « petite bourgeoisie » africaine, cette élite se distinguait par un certain nombre d'acquis culturels : l'adoption du christianisme comme système de croyances ; la maîtrise à la fois de leurs langues ethniques et de la langue de la nation coloniale ; l'acquisition de compétences professionnelles habilitant ses membres à concourir à certains métiers, dans la structure bureaucratique coloniale.

D'après les personnes qu'on a interrogées²⁴⁵ 18, le statut d' « assimilés » traduisait pour les Noirs l'aboutissement d'un effort pour l'intégration dans la société coloniale. Elle venait à la suite d'une trajectoire, étant elle-même une source de liens et de crédits permettant aux concernés l'appartenance à des cercles sociaux variés. Ce parcours commençait par les trois premières années de la scolarisation, dont le programme d'enseignement²⁴⁶ 19 ouvrait

²⁴³ 16 Dans un contexte d'interactivité sociale, les acteurs qui y prennent part s'engagent dans un rapport de traduction mutuelle. Sous l'influence de ce procédé, B ne peut s'apercevoir de l'utilité d'une action commune s'il ne parvient pas à saisir son intérêt et les rationalités d'A. Ainsi, la traduction permet d'établir une équivalence, constamment renégociée, entre des intérêts distants, incommensurables, mais surtout incertains et instables ; elle passe fréquemment par la construction de nouveaux acteurs et de nouveaux intérêts. La traduction réussie permet que les parties prenantes s'emprennent du sens de ce qu'est fait, d'une compréhension entre des univers au début étrangers, univers qui sont progressivement reconfigurés en même temps qu'ils soient connectés. Dans ce processus, il y a tout un travail d'intéressement, d'enrôlement, d'alliance, permettant qu'une utilité soit constituée pour des agents autres que A, agents qui dans le cours de la traduction changent très souvent d'identité. C'est pourquoi l'interactivité sociale donne lieu à la construction de nouveaux acteurs. Cf. CALLON, Michel, *op. cit.*, p.41

²⁴⁴ 17 Cf. CALLON, M., *cit.*, EYMARD-DUVERNAY, « Compétences des acteurs dans les réseaux », in CALLON, M. at al., *Réseau et coordination...op. cit.*, pp. 153-178

²⁴⁵ 18 Cf. Ernesto Molungo, Maputo, interviewé le 20 janvier 2001 ; Joaquim Mendes, interviewé le 23 janvier 2001 ; Carlos Nhantumbo, interviewé le 24 janvier 2000.

²⁴⁶ 19 Avant l'abolition en 1961 du *Estatuto dos Indigenas Portugueses das Provincias da Guiné, Angola et Mozambique*, homologué par le Décret-Loi n°39.666, approuvé le 20 mai 1954, ce programme comprenait des stages et des enseignements suivants, dans les écoles sous le contrôle des missions catholiques. **Première année du primaire. Langue (portugais)** : acquisition et correction du vocabulaire et de formes d'expression ; initiation à la lecture et écriture ; dessin et calligraphie. **Arithmétique** : les nombres ; énumération des objets ; chiffres ; unités et dizaines ; lecture et écriture de nombres jusqu'au 99 : les quatre opérations au-dessous de cette limite ; le calcul mental et problèmes ; **Travaux manuels et chant choral** ; **Education morale** : l'idée de Dieu et notions de la doctrine chrétienne ; la formation de la conscience au travers des exemples intuitifs du bien et du mal ; Beauté et sanctions des actions positives ; difformité et sanctions négatives ; la bonté à l'école ; l'obéissance au maître et l'esprit d'entraide entre copains ; obligations envers la famille et la société ; respect envers des choses et des lieux publics. **2^{ème} année. Langue (portugais)** : Lecture d'extraits simples ; exercice de mémoire ; orthographe ; rédaction orale et écrite ; dessin et calligraphie. **Arithmétique** : révision de la

l'accès aux cercles de ceux qui savent lire, écrire, compter et qui connaissent l'histoire de la Métropole aussi bien que des notions dans le domaine des arts et des offices. Le diplôme de ce cursus pouvait conduire à l'intégration au marché du travail ou bien à la poursuite des études pour la conclusion de la quatrième année de l'enseignement primaire. Cette étape conclue, la plus grande partie des Africains se voyaient alors en mesure de demander à l'administration le statut d'« assimilé ». Pour que celui-ci leur soit accordé, outre les diplômes de l'enseignement primaire, il fallait témoigner, à l'aide d'un parrain, de leur chrétienté et de leur attachement au style de vie d'un « citoyen » portugais²⁴⁷ 20. C'était la clé pour l'emploi

matière de la 1^{ère} année ; les quatre opérations avec des numéros entiers et décimaux. Numéros entiers jusqu'à six chiffres ; ordre et classes ; la fraction avec d'un seul chiffre ; les quatre opérations et leurs preuves ; numération romaine ; calcul mental. Problèmes. Travaux manuels et chant choral. Education morale : Doctrine chrétienne ; différence entre et l'Homme et l'animal ; différence entre corps et âme : le corps mortel et l'âme immortel. La paroisse, la grande famille : qui y est l'autorité ? Le curé, le directeur des âmes. Le chef de la Chefferie (*regulo ou regedor*) et le conseil de la paroisse, gardiens et défenseurs des gens et des biens ; Obéissance et respect aux autorités ; l'Eglise paroissiale et le saint patron de la paroisse ; la maison du peuple, son origine et ses objectifs ; monuments locaux, ce qu'ils représentent et le respect qu'on leur doit ; l'union des tous qui habitent dans la paroisse pour agrandir le « pays ». **3^{ème} année.** Langue (Portugais) : lecture et expression ; interprétation du sens ; exercice de la mémoire ; classification des mots selon la place de l'accent et le nombre de syllabes ; Règles orthographiques et accentuation ; rédaction orale et écrite ; dessin et calligraphie ; Grammaire. Arithmétique : révision de la matière de la 2^{ème} année ; les quatre opérations avec des numéros entiers et décimaux ; les mesures du temps, de longueur, de capacité et de poids ; surfaces et volumes ; le calcul mental ; problèmes. Géométrie : volume, superficie, ligne et point ; angles et polygones ; ébauchage des cercles, des circonférences ; exemplification du parallélépipède, du cube, du cylindre et de la sphère ; projection de la circonférence et de l'ellipse au travers le processus de jardinage ; Travaux manuels et laveurs féminins (communs à toutes les classes) : confection d'objets tout en utilisant du bristol (carte), du bois, de la paille ; construction des figures géométriques, poupées et des objets simples et utiles, à l'aide de la règle, d'équerre, du fil et du fil métrique ; modelage ; travaux avec une deux, deux ou plus d'aiguille, tout en utilisant du fil de laine ou du coutton ; couture : confection et garnissage d'objets usuels, tout en employant des restes de tissus, de fils de laine ou d'autres matériaux. Des processus des vêtements. L'éducation morale et politique : la doctrine chrétienne ; de bonnes et mauvaises inclinations ; des vertus à acquérir ; des vices à combattre ; la justice fautive des hommes et la justice infaillible de Dieu ; la Province (Colonie) ; l'Empire colonial ; la Nation et le gouvernement ; le drapeau et l'hime national, symboles de la patrie ; Héros (portugais) : parce qu'ils ont vaincu ennemis par les armes ; saints, du fait qu'ils se sont perfectionnés par la foi ; Chant choral (communs à toutes les classes) : chants religieux et patriotiques. Cf. Cx. 335, « Ensino primário rudimentar. Programmas (da portaria nº3.312, de 7.2.1938) », *Fundo : Administração do Conselho Dos Muchopes. Secção : Instrução e cultos, 1947-1959, vol. 7*

²⁴⁷ 20 Le diplôme témoignant de la conclusion de l'enseignement primaire. Il était à l'époque le degré le plus haut, qui était à la portée de la grande majorité des Africains. Pour en obtenir, il leur fallait des certificats d'être passé les sacrements d'après la religion catholique. Ces certificats conduisaient à l'intégration, à la suite de la demande du concerné, dans le cercle des reconnus comme « citoyens portugais », comme ce fut le cas Faustino TINGA. Le certificat d'assimilation le lui a été délivré à Lourenço Marques le 30.6.1943, par le Tribunal Privatif des Indigènes : « Vu les procès, l'indigène Faustino Tinga, agé de quarante ans, célibataire, gardien de phare, né à Inhaca-Maputo et résidant à Lourenço Marques, le fils de Mabijo et de Mapenhe, a réclamé auprès de ce Tribunal l'organisation d'un procès de justification de sa qualité de non indigène. Ce procès organisé en harmonie avec le dispositif légal en vigueur, à la suite de la discussion de la cause en audience de jugement, qui a eu lieu le 8 juin, il a été vérifié que, en effet, le dit indigène réunit cumulativement les qualités essentielles pour le statut souhaité. Ces preuves étant valides, à la suite des opinions favorables des assesseurs et des membres du jury, je considère Faustine Singa non indigène pour tous les effets légaux ». Issu d'une famille protestante, successeur d'Eduardo Mondlane à la Présidence du mouvement de guérilla anticoloniale, FRELIMO, (1970-1974), et le 1^{er} Président du Mozambique (1975-1986), Samora MACHEL est passé le même processus en 1950. D'après lui, « quinze jours avant l'examen de la 4^{ème} année du primaire, on m'a dit : ou vous vous faites baptiser pour continuer à la Mission (Saint Paulo de Messano) ou, au contraire, vous allez nous quitter. Ce fut le prêtre romain /.../ qui a instruit les sœurs de charité et elles sont venues me voir tout en me disant : ou vous vous laissés baptiser ou quittez la Mission. C'était quinze jours avant les examens et moi je m'y étais inscrit. Il s'agissait d'un acte de chantage.... J'ai accepté et j'ai été baptisé... On m'a fait des cadeaux : chapelets avec la représentations du visage du Saint Francico Xavier, etc. Ils se sont contentés du fait d'avoir converti un protestant »

dans l'Administration, pour la poursuite des études au niveau secondaire ou, comme ce fut le cas de la majorité, pour l'obtention d'un diplôme professionnel.

En effet, après avoir obtenu le diplôme de la scolarisation primaire, bon nombre d'Africains devenaient enseignants à l'école primaire, infirmiers, interprètes, auxiliaires de l'administration ou employés de bureau. Ceux dont le cursus de formation relevait des Églises protestantes cherchaient également à saisir les mêmes opportunités mais ils avaient plus de chances de poursuivre jusqu'aux hauts niveaux d'études, grâce à la concession de bourses d'études. Pasteurs, évangélistes, enseignants, spécialistes en médecine ont été formés à la suite de ce processus.

On souhaiterait attirer l'attention sur la signification sociologique du fait d'être « employé » ou « employeur ». Il s'agit d'un fait social qui revêt une valeur symbolique partagée, selon le statut de l'individu ou des groupes en interaction. Dans une situation ou une autre, l'individu se voit intégré dans un cadre de rapports sociaux et économiques. L'emploi s'exerce dans un système de rôles sociaux. Si l'on revient à T. Parsons, les rôles assignés à des gens dans un système de rapports sociaux traduisent une position et, par conséquent, un statut social dans une société formée par des groupes de statut. La stratification sociale en groupes de statuts s'appuierait sur les présupposés suivants : d'abord, les positions sociales ne sont pensables que par rapport à ce qui fut socialement convenu d'être tenu pour « des qualités et des valeurs » pour y avoir accès ; ensuite, les positions sociales sont légitimement objectivées par l'accès à des biens matériels et immatériels. Devenus une propriété personnelle ou de la famille, ces biens portent une valeur expressive des appartenances : la position sociale et le style de vie respectif en sont la base. Des biens acquis à travers l'accomplissement d'un rôle social deviennent de la sorte des symboles du statut auquel nous sommes attachés.

Le concept de rôle est donc indissociable de la situation de l'individu ou du groupe qui y prennent place. L'interaction des individus dans une chaîne de rôles sociaux conduit à une « présentation de soi » sur la base de son positionnement dans ces relations. Parce que l'autre est ainsi, en situation, porteur d'un rôle qu'il interprète, c'est-à-dire auquel il donne un contenu plus ou moins conforme aux attentes des individus en présence et aux normes des groupes d'appartenance. Mais le rôle est, comme le pouvoir, une relation. On parle de relation parce qu'un rôle ne peut exister en dehors d'une relation. Le rôle implique donc un ensemble d'individus reliés entre eux par des positions et des rôles en interaction. La mise en cause de ce processus, produit inéluctable de l'interactivité du social et du politique, ne peut découler que de la crise du système des représentations et, corrélativement, de la définition de nouveaux enjeux de relations sociales.

Anthony Giddens tient une structure comme un produit et un moyen de reproduction des pratiques sociales²⁴⁸ 21. Celle-là repose à la fois sur l'observation d'un ensemble de règles et sur des ressources inégalement réparties²⁴⁹ 22 . De ce fait, la condition sociale

Voir Cx 178, PEREIRA, José Gabriel Taveira, « Publica Forma », *Processo B/8* ; Assunto : Fazenda, Conselho de Lourenço Marques, Fundo do Conselho de Maputo, 30 de Agosto de 1943 ; MOREIRA, Adriano, « As elites das províncias portuguesas de indigenato : Guiné, Angola e Moçambique », *Revista da Junta das Missões Geográficas e de Investigação do Ultramar*, Lisboa, Vol. IV, n°II, 1963, pp156-188 LIESEGANG, Gerhard, « Samora Moisés Machel : os anos de formação, 1933-1963 », in SOPA, A., *Samora, Homem do povo*, Maputo, Manguzo Editores, 2001, 297p, pp. 19-30, p. 25.

²⁴⁸ 21 GIDDENS, Anthony, *cité*, CHAZEL, François, "Pouvoir", in BOUDON, Raymond (Sous la direction), *op. cit.*, p. 214.

²⁴⁹ 22 *ibidem.*, p. 216.

(au sens très proche du concept de "situation de classe", retenu par Max Weber²⁵⁰23) de cette élite est différente de celle de l'ensemble des colonisés. Placée dans un cercle reliant l'ensemble des dominants à l'univers des dominés, s'achoppant sur un système collusif de pouvoir, la dynamique des accords et des désaccords sera au principe de la capacité de l'élite africaine de se constituer en acteur politique. Cette capacité d'influence, pour ce qui est de Lourenço Marques, découlait d'un effet de réseau fait de l'ensemble de ses relations familiales, professionnelles, amicales, associatives. On y distinguait aussi des relations gratifiantes ou conflictuelles, dans un cadre où la rareté et l'identité en étaient des facteurs organisateurs.

En effet, la dynamique des accords et des désaccords sous le système de rapports sociaux coloniaux était, après la seconde Grande Guerre, à la base de l'essor d'un mouvement protestataire. Il s'inspirait de la croyance en l'élargissement des droits civiques à l'ensemble des colonisés : « nous tous – Blancs et Noirs - coopérons à l'égard de la même Loi qui fonde l'Etat et ce serait de ce fait juste, que nous soyons tous bénéficiés par ce même Etat »²⁵¹24. L'identité autour de la culture populaire se réclamant d'une participation dans le système sera au principe de la genèse d'une coordination. C'est tout en envisageant ce mouvement pour les droits civiques que s'avère pertinent l'éclaircissement d'un certain nombre de questions : quelle en était la base de la construction et du consentement à la représentativité ? Sur quelles stratégies s'appuyait le renforcement des liens entre représentés et représentants ?

P. Braud explique la place de la représentativité dans la construction des acteurs politiques. D'après lui, la représentativité se cherche dans d'autres directions. Loin de constituer aujourd'hui un quelconque attribut de la personne ou un élément stable attaché au statut, elle résulte d'une lutte incessante, jamais achevée. La lutte pour la représentativité va de pair avec le combat pour conquérir le droit de parler avec l'autorité au nom d'autrui, face aux prétentions adverses. Quelle que soit la société (ou le gouvernement) considéré(e), la bataille pour la représentativité est au cœur de toutes les luttes politiques ; elle en constitue l'élément structurant. Pour l'attester, il faut prouver sa capacité de mobilisation. En ce sens, outre le fait qu'elle permet l'expression sur la scène politique des conflits d'intérêts et des aspirations de catégories sociales, la représentativité se revêt toujours d'une dimension symbolique²⁵²25.

Suivant cette pensée, l'influence des Eglises protestantes retenue, l'ancrage des membres de l'élite africaine dans un espace social qui était le leur, leur a apporté la légitimité et des soutiens pour qu'ils y deviennent des leaders. Cet espace était semé d'éléments primordiaux (cuisines, vêtements, parures, langages du corps et parlers) animant la vie d'hommes venus d'horizons différents, croyant en certains dieux, habitant des territoires particuliers et occupant des positions sociales repérables, qui sont étroitement liés à

²⁵⁰ 23 On associe la « situation de classe » à la chance typique qui, dans un régime économique donné, résulte du degré et des modalités d'utilisation selon lesquelles un individu peut disposer (ou ne pas disposer) de biens ou de services afin de se procurer des rentes ou des revenus ; chance qui doit être évaluée sous trois chefs (1) sa capacité à se procurer ces biens, (2) ses conditions de vie extérieures, (3) sa destinée personnelle. Ainsi, on entend par « classe » tout groupe d'individus dans la même situation de classe, Cf. WEBER, Max, *Economie et société*, Paris, Plon (1922), 1971, p. 309.

²⁵¹ 24 Cf. Um filho de Zavala, « A sociedade », *Brado Africano*, n°1198, 1 de Junho de 1946, p. 4

²⁵² 25 On est ici proches de P. Bourdieu. La représentativité s'inscrit toujours dans un cadre relationnel. « C'est parce que le représentant existe, parce qu'il représente (action symbolique) que le groupe représenté/symbolisé existe, et qu'il fait exister en retour son représentant comme représentant d'un groupe », Cf. BOURDIEU, P., *cit.*, BRAUD, P., *Sociologie politique....op. cit.*, p. 395

l'expression de l'identité. Tout en se reportant aux espaces sociaux, C.-D. Martin a, également, remarqué que :

Les identités ne sont jamais immuables mais toujours construites dans un contexte précis, en fonction de stratégies et d'enjeux. Les éléments culturels les plus résonnants dans l'individu, et les plus aptes à cimenter son identification à un groupe, sont probablement liés aux processus d'éducation qui prennent place dans un cadre local, tramé de relations sociales (famille, voisinage, école) sans que la valeur –positive ou négative – de cette liaison soit automatique ; sans, non plus, que l'originalité des panachés individuels considère la production de chaque individu. C'est néanmoins au cours de ce processus très fortement chargé d'affectivité que se structurent en chacun des matériaux qui permettront de poser la conception des rapports de l'intime/local à l'universel, notamment lors de l'acquisition des valeurs du bien et du mal, du sens de la vie et de la mort ; valeurs, sens, qui débouchent, entre autre, sur l'idée du rôle de l'individu dans le bien être et la perpétuation du groupe²⁵³ 26.

Ce fut donc dans ce contexte d'interactivité du social et du politique, dans un cadre de rapports conflictuels entre colonisés et colonisateurs, qu'au sein d'Eglises et d'Associations civiques ont été socialement construites des figures de notables. Leur montée en espaces de représentativité et, par conséquent, leur rôle de leadership s'inscrivait dans les circuits relationnels intrinsèques aux rapports notabillaires. L'enjeu du régime était alors de se créer une plus grande audience à travers le pouvoir social et la capacité de relayeurs de ces notables²⁵⁴ 27. Toutefois, selon la dynamique d'accords et de désaccords, ces derniers entretenaient un rapport à la fois conflictuel et coopératif, dans le système politique. Voici quelques exemples illustratifs.

Issu d'une famille auparavant régnante et protestante au Sud du Mozambique, Enoque Libombo s'est fait élire en 1946 à la présidence du Centre Associatif des Noirs du Mozambique (CANM). La « cause des noirs »²⁵⁵ 28 y était la valeur fédératrice d'environ 2000 associés, habitant dans les bidonvilles. Les liens entre son noyau central et la communauté d'associés témoignaient d'un phénomène d'imbrication entre l'appareil²⁵⁶ 29 et

²⁵³ 26 Cf. MARTIN, D.-C., « Des identités en politique : Je est un autre, nous est un même. Culture populaire, identité et politique : à propos du carnaval de Trinidad », *RFSP*, Vol.42, n°5, Oct., 1992, pp. 747-764, p. 752.

²⁵⁴ 27 Si l'on prend en considération la trajectoire de ces notables, il y a là dessus un fait à éclairer. Il s'agit des effets politiques de leurs exigences à l'intérieur du système institutionnel, dans le sens de pousser le régime colonial à l'adoption de nouvelles stratégies à leur faveur. Néanmoins, aux approches de la désintégration de l'Etat colonial, Jorge JARDIM essaya de réorienter cette articulation entre les notables et les pouvoirs politiques, pour créer un « Front » anti-FRELIMO, qui rendrait possible une voie d'indépendance inspirée du mouvement rebelle d'Ian Smith, en 1965, en Rhodésie du sud. On reviendra *infra* sur ce sujet. Voir ANTUNES, J.-F., *Jorge Jardim, agente secreto...op. cit.* ; TAJU, Gulamo, *O projecto do engenheiro Jorge Jardim*, (Trabalho de Diploma para a obtenção do grau académico de licenciatura em História), Maputo, Universidade Pedagógica, 1990, 102p.

²⁵⁵ 28 Fondé le 12 mars 1932, avec des délégations dans quelques districts du Mozambique, le *Centre Associatif des Noirs du Mozambique* (CANM) se battait pour l'abolition du statut de « pré-citoyenneté » auquel était soumise la plus grande partie des Africains. Outre la mise en place d'activités culturelles et sportives, le CANM s'est de même engagé dans la promotion de l'éducation et de formation professionnelle des Africains. Voir « Centro Associativo dos Negros de Moçambique », *O Brado Africano*, n°1843, 19 de Agosto de 1961, p.1 et 8.

²⁵⁶ 29 Cet appareil était structuré de la façon suivante : -(i) **L'Assemblée générale**. Président : Levin Pinto MAXIMIANO ; Vice-Président : Loodge MANICUSSE ; 1° Secrétaire : Basílio MONTEIRO ; 2° Secrétaire : Jaime N'COMICHE ; Suppléants : Domingos António COMBOIO et José MACHADO. -(ii) **Direction**. Président : Enoque LIBOMBO ; Vice-Président : Henrique FILIPE ; 1°

les réseaux sociaux. Ces deux éléments articulés, ils donnaient naissance à un mouvement de mobilisation qui comportait parallèlement l'entreprise d'une identité collective. E. Libombo, dans un rapport organique avec la cause de cette identité, fut d'ailleurs réélu pour trois mandats, étant ainsi « le Président qui est resté à la Direction du CANM pendant des années et celui qui s'est avéré comme le plus actif dirigeant de la collectivité ». La légitimité d'E. Libombo était associée à sa capacité de mobilisation et de faire aboutir des exigences auprès du système politique. L'exemple suivant illustre cette pensée.

En dépit du contexte où la rareté posait des problèmes à bon nombre de familles, le Gouvernement a étendu aux femmes (aux foyers) africaines une pratique qui jusqu'alors était réservée aux hommes, dans les grandes villes : le paiement d'impôts. Puisqu'elles ne pouvaient subvenir à elles seules à ce besoin, le nombre de femmes mises en garde à vue ou en prison s'accroissait de plus en plus. Du fait que cette politique portait des effets troublants, elle devint l'affaire faisant l'objet de la liturgie dans les Eglises protestantes ; dans les quartiers de la périphérie de l'espace du ciment et du béton, dans les familles ou les groupes des familles voisines, dans les Associations, l'imposition d'impôts aux femmes au foyer gagna une dimension sociale. C'était par la bouche à oreille que l'information de l'emprisonnement des femmes se répandait et était partagée : A se plaignait à B du malheur survenu à l'épouse de son ami, qui a été emprisonnée. Empêché pour cette raison d'aller travailler, car il lui fallait régler le problème, B fera parvenir cette nouvelle au supérieur hiérarchique, au travail. A l'aide de sa femme, les voisins seront renseignés de ce qui est survenu à la femme de A. C s'est vu contraint de frapper la porte de P et T. Dans leur qualité de voisins et de meilleurs amis, il s'en rapproche dans le but de faire un emprunt de la somme nécessaire au paiement d'une amende car sa femme risquait d'aller en prison. P et T, à titre de membres du CANM, feront parvenir le problème aux autres associés et à la Direction du Centre. Le jour suivant, les effets troublants de la politique du gouvernement sortent en 1^{ère} page du journal *Brado Africano*, et, ainsi, feront l'objet de débats dans d'autres villes.

E. Libombo a appréhendé cette atmosphère comme pertinente à la politisation des rapports politiques. Par la suite, il a entrepris d'engager les Directions d'autres Associations, à Lourenço Marques et dans d'autres villes, dans l'effort de faire parvenir au Gouverneur, le général José Bettencourt, l'exigence d'acquitter les femmes au foyer du paiement d'impôts. En effet, à la suite de successives pétitions et d'audiences, des représentants de l'Association Africaine (AA), du CANM et d'autres collectivités, le Gouverneur général détermina la réalisation d'une enquête sur la matière. Par la suite, les exigences des Africains ont été prises en compte par le système politique et les femmes au foyer ont été libérées de l'obligation de payer l'impôt.

Cette entreprise collective s'est par ailleurs terminée par une cérémonie à laquelle dominants et dominés, influents et sans-ressources, se sont congratulés à propos de la correction qui venait d'être prise. Ce fut au nom des dominés qu'on a entendu l'intervention d'E. Libombo : « Nous nous réjouissons, Monsieur le Gouverneur, de votre consentement à la réalisation de l'enquête sur ce délicat problème social. Les soixante quatorze circonscriptions constituant la Colonie sont favorables à l'opinion que la femme au foyer /.../ mérite protection et charité, ce qui justifie qu'elle ne soit pas assujettie au paiement d'impôts »²⁵⁷ 30.

Sécretaire : *Filipe JÚNIOR* ; 2^o Secrétaire : *Rogério DANIEL* ; Tesoureiro : *Lindo ABIAS* ; 1^{ème} votant : *Moisés Eduardo MATOLA* ; 2^{ème} votant : *Alberto FUNGEL* ; Supléants : *Domingos António COMBOIO* et *José MACHADO*.

²⁵⁷ 30 LIBOMBO, E., *cité*, « A homenagem a S. Excia. O Governador Geral constituiu a mais grandiosa manifestação de gratidão do povo nativo de Moçambique », *O Brado Africano*, n°1202, 29 de Junho de 1946, p.1. Des lettres rendant compte de la

Julia MILAMBO, femme au foyer, analphabète, ne parlant pas la langue portugaise, est intervenue en ci-ronga (langue locale) à cette cérémonie pour remercier au nom de toutes les femmes la lucidité de Monsieur le Gouverneur. Grâce à cette intervention, traduite par Levin Pinto MAXIMIANO, Président de l'Assemblée du CANM, on s'aperçoit des groupes en interactivité à Lourenço Marques de l'époque : « nous tenons à vous exprimer, Monsieur le Gouverneur, notre satisfaction pour les mesures prises. Le fait d'acquitter les femmes du paiement d'impôts est une décision bénéfique. Nous ne verrons plus des occasions où des maisons et des enfants étaient abandonnés, à la suite de l'emprisonnement de leurs mères »²⁵⁸ 31.

L'accomplissement de ce fait social et politique peut bien être saisi à la lumière de la théorie du pouvoir comme espace d'interactivité, basé sur les rapports de forces. M. Weber définit le pouvoir comme la probabilité qu'un ordre soit exécuté. Cette définition a la mérite d'établir la nature relationnelle du pouvoir : il n'y a pas de pouvoir en soi, il n'est pas un attribut individuel et n'existe que dans le cadre d'une relation. Mais elle s'avère insuffisante pour montrer cette dimension du pouvoir où des acteurs (ou des sous-ensembles humains) se relie, bien qu'ils soient animés par des mobiles si divers.

L'interactivité reliant possesseurs du pouvoir légitime (Gouverneur et ses subordonnés), dirigeants des Associations (pouvoir d'influence) et les associés, suscitent une explication : la distinction de ce qui relève de son strict exercice (domination) de ce qui relève de l'influence, c'est-à-dire des efforts que l'on fait pour entraîner l'adhésion à une cause. Etant le pouvoir et l'influence des réalités articulées, l'approche en termes de réseau semble ici utile pour discerner ce qui est au principe de la centralité de certains acteurs dans un système de rapports sociaux. La centralité d'un acteur y serait immanent, comme le constatent R. Emerson et K. Cook, aux relations d'échange entre acteurs possédant une ou plusieurs ressources suscitant un intérêt chez chacun²⁵⁹ 32.

La capacité connexionnelle du pasteur, (protestant) dans un contexte marqué par la dynamique d'accords et de désaccords entre dominants et dominés, par l'avènement des pays indépendants en Afrique, mérite d'être expliquée sous cette lumière. L'action anti-systémique des Eglises protestantes, de la Mission suisse en particulier, traduisait, au tournant des années 50, l'interrogation et l'attente collective d'un pouvoir d'un autre type, capable d'être plus proche du nouvel état des choses. Ce qui affaiblit le pouvoir politique au regard des générations, en accord avec G. Balandier, c'est de rester associé aux formes d'une époque révolue, c'est de ne pas reconnaître la nécessité de fonctionner autrement²⁶⁰ 33.

En effet, l'essor à Lourenço Marques du mouvement protestataire n'est devenu pensable et souhaitable que dans ce mouvement de transfiguration des sociétés africaines dont est liée la construction de sa modernité. Tout en s'efforçant de définir ce processus, S. Eisenstadt nous donne à voir une représentation de la modernité non sans intérêt. D'après lui, « Historiquement, la modernisation est le processus de changement vers ces types de

gratitude des dirigeants d'autres associations et de leurs représentés, sont parvenues d'autres villes : (i) José Roldão, Président, Association africaine de la Zambézie ; (ii) Association africaine et Centre Associatif des Noirs et League Luzo-Africain ; (iii) Association africaine et Groupe sportif de Beira ; (iv) Centre Associatif des Noirs – Délégation de Manica et Sofala ; (v) Centre africain de Beira ; (vi) Délégation de l'Association africaine et l'Association de la population musulmane, à Inhambane. *Idem*.

²⁵⁸ 31 *Idem*

²⁵⁹ 32 Voir EMERSON, Richard, -COOK, Karen, cités, DEGENNE, Alain, FORSE, Michel, *Les réseaux sociaux...* op. cit., pp. 165-166.

²⁶⁰ 33 Voir BALANDIER, G., *Le détour : pouvoir et modernité*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1985, 266p, p. 15.

systèmes sociaux, économiques et politiques qui se sont développés en Europe occidentale et en Amérique du Nord, depuis le XVII^e siècle jusqu'au XIX^e siècle et se sont ensuite répandus dans d'autres pays »²⁶¹ 34.

Aux antipodes de cette pensée évolutionniste et européocentrique, on souhaiterait remarquer que la modernité ne détruit pas tout ce qui lui est antérieur. Elle produit des ruptures et manifeste des impossibilités, mais ne parvient jamais à éliminer ce que l'histoire a créé. Etant chaque espace social le produit de l'interaction sans cesse avec son environnement interne et extérieur, la modernité y apporte de nouveaux contextes, qui sont structurants d'un nouveau terrain d'affrontement de forces sociales.

Pour ce qui est de Lourenço Marques, il est intéressant de remarquer que les changements économiques et politiques qui y survinrent ont donné lieu à une variable structurelle qui lui était propre et qui définissait par ailleurs de multiples appartenances sociales : colonisés et colonisateurs, détenteurs du pouvoir et impuissants ; Chefferies traditionnelles avec leurs familles régnantes et assujetties ; Associations s'inspirant à la fois d'un discours politique localiste et supra-ethnique ; le sous-ensemble de Noirs instruits et ses groupes professionnels ; communautés socio-culturelles dont la différenciation tient pour repère l'origine des gents, leurs langues et leurs religions. Tous ces éléments se sont engagés dans cette interrogation collective plus critique (ou plus sceptique) en fonction de leurs trajectoires et de leurs enjeux, face aux exigences de nouveaux cadres de rapports sociaux. La ville de Lourenço Marques ainsi que l'ensemble des espaces qu'elle cherche à organiser, sont aussi partagés par des Eglises protestantes. Ces dernières sont donc venues s'ajouter dans ce champ d'affrontement de forces sociales diverses, avec des ressources à leur portée.

Tableau VII : Principales Eglises Protestantes au Mozambique²⁶² 35

²⁶¹ 34 EISENSTADT, S., *cit.*, BALANDIER, G., *ibidem.*, p.145.

²⁶² 35 Source : MORIER-GENOUD, Eric, "Y a-t-il une spécificité protestante au Mozambique ? Discours du pouvoir postcolonial et histoire des Eglises chrétiennes », *Lusotopie* 1998, Paris, Karthala, pp. 407-420, p. 419.

Dénomination	Implantation	Origines
Presbytérienne/Mission Suisse	Maputo & Gaza	Suisse
Méthodiste Unie	Inhambane	Amérique & Soédoise
Méthodiste Libre	Inhambane	Amérique
Méthodiste Wesleyenne	Maputo & Gaza	Sud-Afrique
Congrégationniste Unie	Gaza & Inhambane	Amérique
Eglise du Christ de Manica et Sofala	Manica et Sofala	Amérique/syncrétique
Nazaréenne	Maputo, Gaza & Tete	Amérique
Union Baptiste	Maputo, Gaza & Zambézie	Scandinavie
Anglicane	Maputo, Gaza, Inhambane & Nyassa	Britannique
Assemblée de Dieu	Maputo & Gaza	Sud-Afrique & Amérique
Eglise du Christ, branch du nord	Nampula	Ecossaise/Syncrétique
Adventiste du 7ème jour	Maputo, Inhambane, Sofala & Zambézie	Sud-Africaine
Témoins de Jéovah	Maputo, Inhambane, Sofala & Inhambane	Sud-Africaine

L'avènement des mouvements anticoloniaux contraint le gouvernement d'O. Salazar à afficher une image externe faisant croire que « l'intégration multiraciale et la solidarité économique » seraient les piliers de l'existence du système colonial. Les Eglises protestantes assumèrent le défi de creuser la contradiction entre l'enseignement qu'apporte le colonisateur et la situation retenue par les gens dans le nouveau cadre de rapports sociaux. Dans son acte constitutif, la Mission suisse, en particulier, s'est proposée de :

Contribuer pour que le royaume de Dieu progresse dans le monde païen à travers des Eglises chrétiennes afin de propager et de transformer la vie morale des individus ainsi que la vie sociale du pays. Pour la réalisation de ces objectifs, elle mettra en œuvre les procédés suivants : évangélisation, diffusion des écritures sacrées, instruction à tous les niveaux d'enseignement, guérison de malades, construction d'œuvres susceptibles d'améliorer la condition des indigènes et le regroupement des convertis en Eglise²⁶³ 36.

Par opposition aux cultes traditionnels, multiples, fragmentaires, familiaux ou locaux et où se relâche le contrôle social, ces Eglises s'efforceront de regrouper, d'unifier et d'imposer un ordre religieux, qui est en même temps un ordre politique. Le précepte chrétien de l'amour du prochain est ré-affirmé et il favorise cette œuvre d'unification. Le modèle de l'église chrétienne, de même que son enseignement, G. Balandier l'a aussi remarqué, suscitent une ré-organisation sociale qui élargit les limites de l'ancienne société clanique. Elles s'en écarteront par rapport à certaines pratiques, tout en reconstituant un système d'obligations et d'interdits adaptés aux besoins de la nouvelle société : réglementation de la polygamie ; interdiction de l'adultère, du profit illicite, du vol, de la consommation d'alcool ; obligation de respecter le dimanche et les grandes dates ; prescriptions concernant la tenue des hommes et des femmes. Surtout, il est exigé que les mariages ne se fassent qu'entre adeptes, car :

²⁶³ 36 Cf. *Estatutos da Missão Suíça, B.O. n°391 de 26.9.1934, cité, (AHM), Cx. 338, MORIER-GENOUD, G., (Superior da Missão), Boletim de registo das Missões religiosas, « Missão suíça de Mausse-Manjacaze », 11 de Fevereiro de 1959, Processo n°9, E/10/1940 : Missões estrangeiras. Pasta n°1. Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Educação e Cultos. Actos religiosos, Missões religiosas.*

« Les femmes non-adeptes entraîneraient leurs maris dans le péché : Dieu s'est éloigné d'Isaac et de Salomon à cause de leurs femmes »²⁶⁴37.

C'est à titre d'intervenantes dans la structure sociale de Lourenço Marques et dans les espaces qu'elles cherchent à organiser que les églises protestantes s'y manifestent à travers la figure du pasteur. En ce qui concerne les rapports entre l'église et la communauté des croyants, le pasteur propagera la parole de Dieu en langue indigène. Il sera également enseignant, guérisseur, chargé de l'entrée des convertis par le baptême dans la communauté de croyants ainsi que de la constitution de nouvelles familles par le mariage. A la suite du décès d'un enfant, d'un homme, d'une femme appartenant à la communauté des croyants, ce même pasteur sera aux cérémonies d'enterrement et c'est à lui que reviendra la tâche de prononcer la parole réconfortant les familles de ceux qui viennent de s'éteindre.

L'approche en termes de réseaux permet ici encore de saisir l'ensemble des ressources grâce auxquelles le pasteur parvient à construire des liens sociaux et les raisons pour lesquelles ils s'imprègnent de sens. Le pouvoir et l'influence étant des réalités articulées, de multiples formes de liens entre le pasteur et la communauté de croyants semblent producteurs de ces effets, à deux égards :

D'abord, les relations interpersonnelles s'avèrent comme une source de production du social. Les circuits relationnels qui objectivent le système de rapports sociaux dont le pasteur est le coordinateur, sont imprégnés de rapports d'échange. Dans le mémorable Essai sur le don, formes et raison d'échange dans les sociétés archaïques²⁶⁵38, M. Mauss s'est consacré à l'étude de leur logique. D'après lui, dans « l'échange de dons » des prestations « en apparence libres et gratuites » y sont « au fond », « contraintes et intéressées ». Le « présent reçu » est rendu, obligatoirement ; la chose contient une « force » telle que le donataire le restitue. Regardant les sociétés de son temps, et tout en faisant une comparaison entre ces sociétés-là et les actuelles, Mauss concluait : « Les thèmes du don, de la liberté et de l'obligation dans le don, celui de la liberté et celui qu'on a à donner, reviennent, chez nous, comme un motif dominant trop longtemps »²⁶⁶39.

Les remarques de M. Mauss acquièrent de la pertinence lorsqu'on tient le don pour « toute prestation de bien ou de service effectué, sans garantie de retour, en vue de créer, nourrir ou de recréer le lien entre les personnes »²⁶⁷40. Ces données sont davantage utiles pour comprendre les logiques des liens entre les gens et le politique. Car les rapports sociaux autour des dons et contre-dons peuvent avoir lieu au niveau de groupes primaires et secondaires. Dans le premier cas, le don scelle l'alliance entre les personnes, régit la sphère de l'existence sociale dans laquelle les relations entre les personnes prennent le pas entre les fonctions et structurent notamment les domaines de la famille, de l'amitié et du voisinage. Dans le second, le don secondaire unit des personnes déjà liées par la nécessité d'accomplir des tâches fonctionnelles d'une part, et le don massifié, impersonnel et anonyme d'autre part²⁶⁸41.

²⁶⁴ 37 Cf. BALANDIER, G., « Messianismes et Nationalismes en Afrique Noire », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. XIV, Année 1953, pp. 41-65, p. 57 et 58.

²⁶⁵ 38 Publié dans *L'Année sociologique*, Vol. I, 1923. (Repris dans *Sociologie et anthropologie*, PUF, 1960), p. 154.

²⁶⁶ 39 *Ibidem*.

²⁶⁷ 40 Cf. Godbout, Caillé, cités, CAILLE, Alain, *Don, intérêt et désintéressement*. Bourdieu, Mauss,...op. cit., p236

²⁶⁸ 41 *Idem*, p. 233.

En second lieu, le fait d'être pasteur ou leader d'une association politique signifie qu'on est au commandement d'adhérents ou de forces sociales attachées à des systèmes de représentations légitimatrices de l'action sociale. La question est donc de mieux discerner les connexions entre le développement de liens interpersonnels et la genèse du leadership. Qu'il soit acquis ou attribué²⁶⁹ 42, le leadership témoigne du fait que les individus qui y ont accès se sont construit des réseaux relationnels leur apportant des soutiens.

Placés en position de centralité dans un système de rapports sociaux, ancrés dans leurs milieux sociaux, ces acteurs y réussissent à mobiliser des moyens d'action au profit d'une cause. Leur pouvoir découlera non pas des attributs des acteurs, mais sera un avantage structurel dans un système inégalitaire, du point de vue de ressources d'action.

Tout en s'inspirant des travaux de Marc Abèles²⁷⁰ 43, on soutient que la capacité de leadership, détenue par les pasteurs des Eglises protestantes aussi bien que de ceux des Associations de Lourenço Marques, s'est appuyée sur deux présupposées : d'abord, l'acquisition de compétences leur permettant d'être légitimées par les groupes sous leur influence ; ensuite, leurs réseaux relationnels et leurs capacités à se faire obéir n'étaient que l'aboutissement de leur ancrage dans un univers social en tension, en raison du système de rapports sociaux mis en place par le régime [bureaucratique] colonial.

En effet, les pasteurs et les catéchistes protestants témoignaient à la fois de la compétence de l'appropriation et de l'africanisation de la chrétienté. Conclues leurs études, leurs activités étaient le plus souvent exercées dans leurs communautés d'origine. Maîtrisant la lecture et l'écriture des langues bantoues, les textes religieux (la Bible) ainsi que l'évangélisation se réalisaient à travers les langues africaines. Cela veut dire que la communication autour des valeurs du bien et du mal était vécue à la fois comme un lien à l'univers culturel de leurs communautés religieuses.

G. Macavi et Z. Manganhela ont eu cette trajectoire d'autant plus que les compétences qu'ils ont réussies à intégrer leur ont permis de gravir la hiérarchie de la Mission suisse, au Mozambique. Au tournant des années quarante, cette Eglise suivait une politique d'autonomisation de ses branches. Outre leur dotation d'une certaine capacité financière, cette tendance se traduisait par la formation des cadres noirs afin d'assurer le fonctionnement de l'Eglise. Chrétien pratiquant, évangéliste, pasteur, G. Macavi est ainsi nommé au poste de Président du Conseil du synode en 1948, moment où la Mission suisse a adopté la désignation d'Eglise Presbytérienne du Mozambique (EPM)²⁷¹ 44. Z. Manganhelas fit le même parcours et il a été à la Présidence du synode de l'EPM entre 1963 et 1972. En d'autres termes, cela signifiait qu'il était à la centralité d'un système de rapports sociaux.

²⁶⁹ 42 S'appuyant sur des mérites individuels reconnus par les membres d'une organisation ou d'une communauté, le leadership acquise résulte des qualités du candidat à un rôle social ou à un poste. L'exercice avec compétence d'une responsabilité peut être à l'origine d'admirateurs leur apportant la légitimité. En revanche, le leadership attribué découle du statut de l'individu au sein d'un groupe, soit par naissance soit par l'importance de la fonction qu'un individu exerce. Ce leadership ne dépend donc pas de la référence aux capacités ou des compétences spéciales le distinguant d'autres membres du groupe. Voir FREITAS, Romeu I.F., *Conquista da adesão das populações*, Lourenço Marques, Serviço de Centralização e Coordenação de Informações, 1965, 217p, pp20-21

²⁷⁰ 43 Voir ABELES, Marc, "Avoir du pouvoir politique", in SEGALIN, Martin (coordonné par), *Jeux de Familles*, Paris, Presses du CNRS, 1991, 257p, pp. 79-97 ; *Anthropologie de l'Etat*, Paris, ...op. cit., p. 97 ; *Le lieu du politique*, Paris, Société d'ethnographie, 1983, 239p

²⁷¹ 44 G. Macavi restera dans ce poste entre 1948-1963. Z. Manganhela, son successeur, s'en occupera entre 1963-1972. Voir SILVA, T. e C., *Igrejas protestantes e consciência política em Moçambique : o caso da Missão Suíça (1930-1974)*...op. cit., p. 128-129.

Du fait de ses rapports à la communauté, Z. Manganhelas y sera également indissociable de la tâche de représentativité.

En effet, la relation du pasteur protestant à la communauté des croyants à travers leur univers culturel s'étendait le plus souvent à leurs groupes primaires. C'était à lui qui revenait les tâches importantes dans les cérémonies suivantes : a) le baptême ; b) la consécration du mariage ; c) le discours en hommage au défunt aussi bien que la messe à l'occasion de son enterrement ; d) l'apaisement social en cas de conflit intra-familial ou entre familles ou encore à propos d'une tragédie collective ; rédaction d'une lettre à un membre de la famille, qui a voyagé dans un pays lointain, etc. Outre les appuis accordés par des communautés religieuses similaires ou par leurs sièges, les Eglises protestantes possèdent un système de fiscalité propre. D'après leurs statuts et leur pouvoir économique, les croyants font des dons sous forme matérielle (d'argent et d'autres types de biens), dans le but d'assurer la solidarité collective.

Compte tenu que le rôle de trésorier incombait au pasteur, c'était encore lui qui avait la responsabilité de subvenir aux besoins des ceux qui étaient les plus pauvres de la communauté. Cela pouvait consister par exemple à aider une famille à faire face à une catastrophe, à l'enterrement d'un proche en lui aménageant la dernière demeure de façon à lui préserver la dignité.

La hiérarchie des Eglises protestantes, à l'instar d'autres formations religieuses, accorde de l'importance à des fêtes. Elle s'en sert pour signaler des événements religieux, ceux-ci pouvant concerner des figures béatifiées ou des dates tenues pour des dates saintes. Les fêtes sont aussi mises en place à l'occasion d'une conférence religieuse. Rassemblant plusieurs paroisses ainsi que leurs hiérarchies, à la communauté hôte revient la responsabilité à l'égard de la messe s'achevant par un repas inter-communautaire. C'est le moment où l'on se rend compte du centre du pouvoir et de qui y a du pouvoir. Ce sont des construits à l'égard desquels les dominés s'attachent à une grammaire de postures qui rend évidentes les hiérarchies sociales et politiques. La représentation des positions hiérarchiques s'accomplit selon un protocole qui gouverne notamment la répartition des personnalités dans l'espace, l'ordre des présences et la succession des prises de paroles. Dans ce cas, on s'aperçoit de la force des croyances poussant les croyants à s'auto-contraindre au respect de la règle, dans leur rapport au pouvoir.

A ce stade, on s'accorde avec V. Lemieux, pour dire que les réseaux représentent un univers de rapports sociaux à deux pôles : D'abord, ils peuvent se présenter comme des organisations non constituées, sans néanmoins être dépourvues d'un pôle d'échanges. Les sources politologiques sont, à ce propos, convergentes sur le fait que les réseaux se trouvent à la base de la sociabilité : ils se manifestent, dans ce cas, au niveau des voisinages, de la parenté, des acceptations réciproques. Tout en reposant sur des liens d'identification ou de différenciation, les réseaux n'aboutissent pas à s'officialiser. Ensuite, les réseaux peuvent se définir comme un type de système social pouvant exister dans les organisations, entendues au sens large d'ensemble d'acteurs reliés par des rapports de coordination. Cela débouchera sur la structuration des appareils, dont l'existence et l'action ne se limitent pas à l'Etat. A ce stade, le réseau se présente hiérarchisé de bas en haut et il est aux prises avec la construction d'une organisation.

L'évolution du niveau de réseau non structuré à l'appareil serait donc à associer avec des transactions qui y sont mis en œuvre : « les réseaux de leadership ont montré que des affinités fortes entre quelques individus étaient généralement à l'origine de l'actualisation des liens de réseau en vue d'une action commune. C'est à partir de ce noyau initial que se

fait le recrutement d'autres participants, qui viennent se joindre au bloc déjà formé autour d'un noyau »²⁷² 45.

Pour ce qui est du rapport des pasteurs de la EPM aux communautés des croyants, il est alors aisé de retenir la conclusion suivante : ce rapport fut, à Lourenço Marques au moins, la source d'une sorte d'imbrication entre les organisations qui se battaient pour l'élargissement des droits civiques envers les Noirs et l'espace de l'Eglise protestante, dans le contexte de la domination coloniale. Ce fait devenu clair surtout lorsque E. MONDLANE, le fondateur du Mouvement de libération mozambicain, a visité le Mozambique en 1961. C'était, certes, l'aboutissement, comme constate T.C. e Silva, de l'éducation patriotique de la Mission suisse. Mais ce serait surtout du fait que l'acte de christianiser était vu par ces pasteurs comme une relation sociale. Placés à la centralité d'un système de rapports sociaux, christianisation et représentativité de la cause de libération se sont avérées indissociables. L'entrecroisement entre le symbolique et l'utilitaire apparaît, dans ce cas, comme l'explication causale de cette entreprise politique.

Issu d'un milieu social paysan et de la communauté religieuse protestante (EPM), E. Mondlane parvint à faire ses études primaires et secondaires au Mozambique et en Afrique du sud. Ce fut néanmoins aux Etats Unis qu'il a pu obtenir son doctorat en Sociologie et Anthropologie, aux Universités d'Oberlin et Northwestern. Cela fait, E. Mondlane professa l'enseignement à l'Université de Syracuse alors qu'il rendait service à l'Organisation des Nations Unies (l'ONU) comme chargé de recherches. Non obstant la courte durée de la visite d'E. MONDLANE en 1961, deux conclusions étaient évidentes pour lui : d'abord, le Portugal n'admettrait pas le principe d'autodétermination et d'indépendance ; ensuite, il ne permettrait pas une quelconque démocratie.

Dans ce contexte, le séjour de MONDLANE à Lourenço Marques lui a permis de réactiver des liens amicaux, de son appartenance à la grande famille des croyants, à partir de la maison d'hôtes au Khovo, qui lui a été dispensée par l'Eglise. Du fait que « l'organisation de l'action protestataire la plus perceptible contre le système colonial à partir de l'extérieur »²⁷³ 46 était envisagée par E. MONDLANE comme inéluctable. Il se peut à ce propos qu'un réseau de communication se soit mis en place. Les leaders des Syndicats, du CANM et du NESAM ont pu lors des années 60 accroître leur capacité d'acteurs-entrepreneurs de la protestation contre le système colonial, par biais de réseaux sociaux. L'entente entre ces organisations et la hiérarchie des Eglises protestantes, notamment avec celle de l'EPM²⁷⁴ 47, témoignait d'ailleurs de la ressemblance de leurs stratégies politiques.

Le conflit opposant l'élite noire et le système colonial a acquis une nouvelle dimension. L'organisation des réseaux de protestation contre la politique coloniale en était la conséquence. L'ancrage de cette élite minoritaire dans l'univers social et culturel de la communauté, qui était d'ailleurs le leur, se fit par le recours à des procédés variés. Si les liens créés par référence au quartier commun (la banlieue), aux mêmes trajectoires scolaires, aux souhaits professionnels identiques ou encore aux contraintes similaires, furent des

²⁷² 45 Cf. LEMIEUX, V., *Les coalitions : Liens, transations et contrôles*, Paris, 1998, 235p, p. 70.

²⁷³ 46 MONDLANE, E., cité, LIESEGANG, Gerhard, « Samora Machel : os anos de formação, 1933-1963 », SOPA, A., (editor), *op. cit.*, p. 27.

²⁷⁴ 47 Plus tard, en 1972, au fort de la lute armée anti-coloniale, la hiérarchie de l'Eglise Presbytérienne/Mission Suisse fut emprisonnée par la Police secrète coloniale (PIDE). Suspects d'être les organisateurs du réseau de la lutte clandestine à Lourenço marques, déjà à l'âge très avancé, les pasteurs Manganhela, Macavi et Sidumo ont été morts à Machava (Prision centrale située aux alentours de Lourenço Marques). Voir SILVA e CRUZ, Teresa, *A Rede Clandestina da Frelimo em Lourenço Marques* (Trabalho de Diploma para a obtenção do grau académico de licenciatura em História), *op. cit.*, p. 63.

facteurs de la constitution des cercles sociaux, l'Organisation fut le canal constitutif du réseau d'action.

Il devient alors intelligible que l'action protestataire dans le cadre de l'interaction des groupements humains dans le système structurel colonial débouche sur un mouvement social. Doté de points de repères et d'un programme propre, cette entreprise collective recèle un « centre de décision » qui utilise certains types de ressources pour établir un nouvel ordre de vie. S'agissant de l'espace où survient ce processus celui d'un système politique, cela renvoie à une crise structurelle.

A l'origine de cette crise structurelle, on trouve l'action concurrentielle de réseaux structurés sur la base de liaisons d'individus à des groupes, différenciés en termes de statuts sociaux. Le rôle de relayeurs et de nœuds revient aux plus diplômés, aux plus compétents quant à la capacité de communication et de mobilisation des sous-ensembles sociaux sous la situation coloniale. En théorie, aucun groupe n'est privilégié par rapport à d'autres. Néanmoins, ceux qui constituent l'espace des relayeurs préfigurent un espace de la représentativité politique. Légitimés par les liens qu'ils entretiennent avec la diversité de groupes sociaux, les personnalités se réclamant de ce rôle jouissent de la reconnaissance de leurs pairs, de la déférence des milieux sociaux dont ils dépendent et parlent en leur nom.

Pour ce qui est du Sud du Mozambique, de Lourenço Marques en particulier, ce processus fut multidimensionnel. Outre le mouvement dans tous les arts qui influença des poètes, des peintres et des écrivains, il reposa en effet sur l'avènement d'organisations dont le fonctionnement s'inspirait de valeurs éloignées de celles du régime en place. Les activités des Associations revendiquant les droits civiques et des Eglises protestantes en étaient des cas illustratifs. Les premières, sous la couverture de pratiques culturelles et sportives, les seconds au nom de la religion, tous, menèrent une vie politique qui s'inscrivait dans le programme anticolonial. Contraints par le régime de l'Etat police - dont la Police Internationale pour la Défense de l'Etat était l'instrument (PIDE) - nombre de leurs membres quittèrent le Mozambique au seuil des années 1960 pour l'exil. Deux ans après, sous l'influence d'Eduardo. MONDLANE²⁷⁵48, ces groupes et ceux du centre et du Nord du Mozambique donnèrent naissance à une organisation politique (FRELIMO), au Tanganyika, afin d'obtenir l'indépendance.

1.3. Manjacaze : Liens familiaux, appartenances et rapport patrimonial au politique.

Situé au Nord-Est de Lourenço Marques et à la croisée des districts de Gaza et d'Inhambane, Manjacaze se présente comme un espace social distinct. Au tournant des années cinquante²⁷⁶49, Manjacaze (ou la Circonscription des muchopes) restait un

²⁷⁵ 48 Mozambicain (1920-1969), issu d'un milieu social paysan, Manjacaze, (Mozambique), inspirateur du mouvement associatif et de la lutte pour les droits civiques à Lourenço Marques (lors des années 50) ; Docteur en Anthropologie et Sociologie (Etats-Unis), professeur, attaché de recherches à l'ONU sur le dossier colonial, protestant (EPM). Pour les détails, voir MONDLANE, E., *op. cit.*, pp. 115-116 et 120 ; voir aussi Chap. 3.

²⁷⁶ 49 Comme réaction aux mouvements anticoloniaux, le régime avança le projet de municipalité (1961), dans un cadre global de déconcentration politique visant à se légitimer auprès des gouvernés. Zavala, la Capitale de la circonscription des muchopes, n'a pas pu se qualifier à cela. Raison : « ni population blanche ni des personnes attachées au mode et style de vie de citoyens portugais y était en nombre suffisant ». Ce programme ne sera mis en œuvre qu'en 1972, avec une remarque très surprenante de l'Administrateur Carrusca : « (...) la population de Zavala atteint le chiffre de 87106 habitants, dont 1016 sont habilités de voter, ce qui place cette

espace à structure sociale et économique rurale. Les ba-chopes, l'ethnie majoritaire de la Circonscription des muchopes, se définissait par une variable structurelle typique des sociétés traditionnelles. L'agriculture y était l'activité fondamentale, les produits les plus porteurs pour les paysans étant les noix de cajou et de coco, l'arachide, les haricots, le coton, du maïs et le riz. Les fonctionnaires de l'Administration coloniale s'occupaient d'entretenir l'ordre politique ; les commerçants, dont bon nombre étaient des arabes, s'intéressaient à cette région comme un débouché pour les produits agricoles à vendre à Lourenço Marques.

L'intérêt de faire la rétention de la variable socio-structurelle de Manjacaze est de rendre compte de la multiplicité d'acteurs participant dans l'investissement du politique. A ce propos, la pensée soutenue par la littérature classique ne manque pas d'intérêt. E. Durkheim, M. Weber et F. Tönnies ont éclairés l'aspect matériel des ensembles sociaux, qui n'est pas séparable de leur aspect culturel. La délimitation des collectivités humaines tient surtout à la communauté des croyances et des valeurs, aux liens avec le sol et le territoire, eux-mêmes organisés par les représentations collectives. La masse d'individus qui composent la société, la manière dont ils sont disposés sur le sol, la nature et la configuration des choses de toute sorte, affectent certes les relations collectives. Mais, tel qu'on le conçoit, l'existence de tout système des rapports sociaux, tient à une structuration interne et à la logique coordinatrice d'un centre du pouvoir.

Bronislaw Malinowski soutient à ce propos, dans son ouvrage *Savage society*, que « les lois non écrites, fondées sur les usages et les coutumes sont mieux et plus volontiers respectées que celles basées sur des codes écrits /.../. Dans les faits, nous ne pouvons que convenir sur cette réalité car, bonnes ou mauvaises, les peuples aiment leurs coutumes et leurs institutions »²⁷⁷ 50. M. Mead a qualifié ces sociétés de « génération de la répétition »²⁷⁸ 51. Anthropologues et politologues ont essayé d'analyser leurs systèmes politiques comme « primitifs ». Mais c'est surtout le courant envisageant ces communautés comme des objets figés qu'il importe de retenir. Maurice Delafosse, quant à lui, défend que ces sociétés ne se conçoivent qu'au-delà de sa forme tribale. Dans ces sociétés, pour Delafosse, « la famille, le clan, la tribu – dont la communauté ascendante – sont à la fois la raison d'être et la force »²⁷⁹ 52. S'affiliant encore au même mode de raisonnement, d'autres soutiennent que « la stabilité et le manque du progrès est le fait principal à repérer sur les civilisations primitives »²⁸⁰ 53.

Produites sous l'influence de l'approche évolutionniste et classificatoire, ces références ne sont pas éclairantes sur des actions de rétroaction à des contextes qui soient menaçants pour ces sociétés. Elles n'apportent pas non plus d'outils aidant à saisir l'interrogation et l'attente collective, face aux dynamiques déterminées par leur trajectoire historique, leur exigeant l'adoption de nouveaux modes de fonctionnement.

ville à un nombre beaucoup plus supérieur au minimum requis pour se qualifier au titre de ville municipale ». L'on reviendra *infra* sur ce sujet, Voir CARRUSCA (l'Administrateur), cité, « Zavala : procura Caminhos de futuro », *Notícias*, Natal de 1972, pp. 323-324.

²⁷⁷ 50 MALINOWSKI, Bronislaw, cité, MACEDO, Adelino, *Noções de Direito Consuetudinario Indígena e Formulário Geral de Processos dos Tribunais Privativos dos Indígenas para Uso dos Funcionários Administrativos da Colônia de Moçambique na sua Qualidade de Autoridades Judiciais Indígenas*, Lourenço Marques, INM, 1944, 212p, p. 18.

²⁷⁸ 51 Cf. MEAD, M., cit., BALANDIER, G., *Anthropo-Logiques*,.... op. cit., p. 295.

²⁷⁹ 52 ALMEIDA, A., « Esboço histórico das organizações tradicionais dos régulos de Angola e de Moçambique : os grandes régulos, os chefes tradicionais. Situação actual », ALMEIDA, A et all., *Congresso do Mundo Português. Publicações, Memória e Comunicações Apresentadas ao Congresso Colonial*, vol. XV, T2, Lisboa, Comissão Executiva dos Centenários, 1940, pp. 529-543, p. 533.

²⁸⁰ 53 *Idem.*, p. 531

On ne s'inscrit pas dans la pensée soutenant l'immobilisme de quelle que soit la société. A l'aide de recherches appuyées sur des sources primaires (écrites et orales) ainsi que secondaires, on s'est rendu compte que les dites sociétés « traditionnelles », elles non plus, ne fonctionnent pas sans se heurter à des éventualités défavorables. Situées dans un contexte d'interactivité qui les dépasse, elles s'engagent dans un combat permanent contre le désordre qu'elles engendrent - ou qui leur est imposé -, l'entropie qui les menace. Ces sociétés sont, au contraire de l'analyse évolutionniste et classificatoire, en continuel engendrement, car comme le témoigné M. Eliou, la culture y est :

/.../ permanence mais aussi création, recreation, découverte. Elle se maintient vivante, par rapport à elle-même et par rapport aux autres champs culturels. Cependant, les contacts entre cultures sont souvent inscrits dans des rapports de force qui dépassent largement le domaine culturel. Certaines situations contiennent des éléments de contrainte ou de violence qui agissent dans un sens de déstructuration et de rénovation²⁸¹ 54.

Dans ce processus continu de leur engendrement, on s'est aperçus de la maîtrise d'une culture stratégique par les communautés traditionnelles, à Manjacaze, s'accompagnant, selon le pouvoir d'influence des acteurs, d'une stratégie politique²⁸² 55. A l'aide de ces processus, certains réussissent à mobiliser des ressources leur permettant d'accéder à des positions avantageuses, dans le système des rapports sociaux ; d'autres, dans la condition d'acteurs-entrepreneurs locaux, parviennent à entreprendre des démarches pour la conquête du pouvoir local. De ce point de vue, il est intéressant d'analyser ce que l'on pourrait qualifier comme le mode patrimonial du rapport au politique. Tout en mettant en avant le patrimoine matériel et culturel de la famille, il s'appuie sur les liens familiaux, comme ressource témoignant du statut d'un individu ou groupe. Ce statut leur apporte une capacité d'influence, qu'ils peuvent tirer comme avantage dans les alliances politiques. L'enjeu de celles-ci peut

²⁸¹ 54 Cf. ELIOU, Marie, « Erosion et permanence de l'identité culturelle », art. cit., p. 79. On citerait également des apports des auteurs attachés à une perspective dynamique. A titre d'exemple, D. Apter : « le terme traditionnel en est venu à impliquer un système culturel figé, emprisonné dans la passé ». Apter met en évidence, en contrepartie, « des aspects dynamiques du traditionalisme » ainsi que les possibilités du jeu de l'innovation. Il apporte une illustration dans le cadre de ses analyses de cas associant les préoccupations de l'Anthropologie et de Science politique. Voir APTER, D., cit., BALANDIER, G., *Anthropo-Logiques*,.... op. cit., p. 203.

²⁸² 55 Ces concepts présentent des aspects communs : il s'agit des démarches permettant aux acteurs la mobilisation des ressources ou l'accès à des positions avantageuses, dans un système des rapports sociaux. La *stratégie politique* concerne des démarches entreprises par les acteurs-entrepreneurs en vue de la conquête du pouvoir. Ce qu'en serait à l'origine, ce serait la parvenue à un point où des individus ou des groupes s'engagent dans une situation de discordes, exigeant de nouveaux compromis ou un changement de l'orientation politique. Dans les systèmes de démocratie représentative, ce conflit débouche le plus souvent sur la genèse des partis politiques, qui se battent pour le contrôle du pouvoir politique. La *culture stratégique* renvoie à un domaine plus général. Il se traduit comme une association de savoir-faire et de repérage d'un éventail de possibilités positionnels dans un système hiérarchique de rapports sociaux. Les individus s'y battent, non pour des raisons de stratégie politique, mais pour y prendre la place parce que c'est la place la plus convenable à leurs carrières d'acteurs-agents. La mise en évidence de la culture stratégique des individus ou des groupes sociaux suppose donc un rapport conflictuel entre leurs histoires biographiques, leurs perceptions du politique comme espace cognitive partagé. L'effort d'y prendre une place (position) requiert donc un savoir-faire permettant l'éclairage de leurs choix en termes d'alliance et de compromis politiques. Cela ne signifie pas qu'on s'écarte des apports de la démarche stratégique. L'organisation est certes un univers de conflits, ceux-ci témoignant plutôt de la possibilité de son évolution que de son « dysfonctionnement ». Mais dans ce processus, on y distingue des acteurs entrepreneurs et d'autres, moins puissants. Si les premiers ont tendances à rivaliser ou à se créer des compromis politiques, les secondes se distinguent par des options en vue de relations de complémentarité et de coopération. Voir développements plus précis au chapitre II.

s'avérer conservateur du patrimoine de la famille, ce qui débouche sur le maintien des statuts sociaux de leurs membres. Dans le contexte de l'économie de dons et contre-dons, plus un réseau de famille ayant du pouvoir réussit à élargir son patrimoine, plus il y aura des gens qui en seront dépendants. Cela renvoie à des rapports de clientèle.

Il y a lieu qu'on se pose un certain nombre d'interrogations. Qui et comment se forment les acteurs sociaux, dans cet espace social ? Qu'est-ce qui explique leur réussite à parvenir au centre des rapports sociaux ? Le mode patrimonial du rapport au politique a-t-il comme causalité la culture politique communautaire, c'est-à-dire les flux socialisateurs subis par l'individu dès la naissance jusqu'à l'âge où il devient un agent de la politique ?

Ceux-ci étant les enjeux de la recherche, les éclairages qu'on apporte ne sont pas dépourvus d'intérêt. Pour ce qui est de Manjacaze, le territoire est mû par la logique des agents à statuts différenciés et interdépendants, tous s'en réclamant du titre de co-propriétaires : Les premiers sont personnifiés par les agents étatiques, l'appareil administratif étant contrôlé par l'Administrateur et ses auxiliaires. Ceux-ci y sont en charge de l'entretien du pouvoir dominant (Etat colonial) ; les seconds étant descendants des anciennes familles régnantes se présentent comme des héritiers du pouvoir représentatif de groupes des familles qui partagent un ensemble de références constitutives de leur sous-identité²⁸³ 56. Ainsi, le territoire de l'Etat en pays des Ba-chopes est le produit de l'assemblage (par conquête) de sous-unités territoriales multiples, ces dernières sous le contrôle direct d'appareils dominés par les clients du pouvoir dominant²⁸⁴ 57.

Le territoire y porte le nom de l'ancêtre qui est censé avoir été le fondateur de la communauté. Tout en ayant hérité son pouvoir, ses descendants gardent ce nom. L'espace est également identifié comme une référence à un événement témoignant de la mémoire sociale sur un fait historique ou un accident géographique. Le patrimoine des familles qui y sont influentes se mesure par l'étendue des terres et des gens sous leur dépendance. S'il ne fait aucun doute que le nom du Territoire renvoie au nom de la famille dominante, il n'en est moins certain que ce même espace est un espace partagé par d'autres familles. Leurs statuts et hiérarchies ont à voir avec les rapports d'alliance avec la famille au pouvoir ainsi que la place qu'ils occupent dans la sphère politique locale. Les domaines qui les concernent portent par conséquent, des noms respectifs. Compte tenu qu'il renvoie à un espace du territoire communautaire et à un statut social, c'est d'abord par le nom de leurs familles que les gens s'identifient.

Les voies débouchant sur l'agrandissement de ce patrimoine familial sont multiples, selon les conjonctures historiques et sociales. C'est en cela que résident les causes de la dynamique du rapport patrimonial au politique. Tel changement dépend des rapports de forces sociales en interactivité. Auparavant, les familles au centre du pouvoir patrimonial se contentaient des bénéfices du commerce d'Ivoire et des oléagineux. Au moment où l'économie sud-africaine a manqué de main d'œuvre, les chefs traditionnels ont promu la migration de jeunes vers les mines et les plantations de ce pays. Outre les biens manufacturés, cela leur rapportait des sommes importantes en livres sterling (c'était alors la monnaie courante en Afrique du sud) d'autant plus que les chefs découvrirent l'intérêt de prélever l'impôt en argent. Le pouvoir colonial s'étant imposé comme pouvoir dominant, les familles auparavant régnantes passèrent le filtre de l'exclusion, pour s'allier au nouveau pouvoir. Ils se sont ainsi placés à la croisée des sous-univers de ceux qui appartenaient

²⁸³ 56 Une partie du Territoire (de la Circonscription des muchopes), des terrains destinés aux travaux agricoles et à l'habitat, mémoire historique (histoire de la famille), ancêtres, pratiques religieuses, sanctuaires.

²⁸⁴ 57 Voir l'annexe 12 : Chefferies de la circonscription des *Muchopes* et population respective.

à l'appareil administratif et à la majorité des assujettis. Cette alliance entre les chefs traditionnels et l'Administration coloniale tenait le pouvoir et le système de communications qui lui sont intrinsèques, comme l'infrastructure d'un réseau de pouvoir.

Il est certain que le pouvoir des premiers se fondait, dans ce nouveau contexte, de leur rôle de relayers et de nœuds d'échanges entre dominants et dominés. Mais il était de même l'aboutissement d'un univers culturel où des modes réseaux sociaux sont au principe de la formation de l'opinion (politique) favorable à la gérontocratie. On se contente par l'instant par l'analyse de liens sociaux construits autour de rapports de voisinage, du mariage et de rites initiatiques, pour montrer la façon dont ces réseaux participent à la structuration du discours et à la grammaire des comportements sociaux, en pays des muchopes.

L'expression « rapports de voisinage » est ici utilisée à deux titres. D'abord, elle essaye de rendre compte de la proximité physique des unités domiciliaires rendant inéluctables des contacts entre chefs de familles, femmes et groupes d'âge ; deuxièmement, elle désigne un espace symbolique. Celui-ci se distingue par le fait que les gens y partagent un ensemble de savoirs et de savoirs-faire, qui sont indissociables de leurs systèmes de représentation du monde et de rapport à « soi » et à autrui. Ces savoirs et savoirs-faire, du fait qu'ils se rapportent à l'espace et à la perception communautaire du bien et du mal, forment l'infrastructure des réseaux sociaux où l'échange d'informations est lié à des fins multiples. Ces réseaux se confondent avec le système communicationnel institutionnalisé que la communauté s'est créé, pour se reconstituer comme communauté d'interprétation, de pratiques et de croyances. Ce système fonctionne en fait comme un mécanisme de socialisation et de contrôle social : il a pour fonction d'abord de définir l'individualité de l'espace et, ensuite, de permettre l'intégration de l'individu au groupe d'appartenance.

Dans cet espace, la famille NHANTUMBO occupe son terroir, un héritage des ancêtres. A la suite de la mort de Joaquim NHANTUMBO il a une dizaine d'années, ses 12 enfants, dont 8 garçons et 4 filles, ont partagé le patrimoine familial. A l'exception de la résidence du chef de famille décédé, la partie restante de ce patrimoine a été partagée en Conseil de famille en huit fractions. Celles-ci n'ont été distribuées qu'aux garçons, du fait de leur statut, indépendamment de leurs âges. Chacun a eu un morceau de terre, un certain nombre de bovins et de petit bétail. Les héritiers les plus jeunes, outre l'argent de quelques années de travail de salaire en Afrique du sud, se sont servis de ces biens pour fonder leurs familles, leurs patrimoines étant démarqués par des frontières précises. Pour l'agriculture on prendra un morceau de terre dans l'espace communautaire, à une distance éloignée de 3, 4 ou 5 Km de l'habitat. Chacun des huit héritiers de J. NHANTUMBO se réclamera de l'autorité sur sa famille. Mais les affaires concernant l'ensemble de descendants seront réglées par le fils aîné. Du fait de la complexité de certaines, le Conseil de famille s'en chargera et l'autorité reviendra à leur oncle paternel – le frère le plus âgé de J. NHANTUMBO. D'autres unités familiales, pouvant atteindre des centaines, se structureront de la sorte et formeront un peuplement. La famille MULANO se localisera à une distance de 2 Km ; la famille CUMBE aura son espace à 1,5 Km ; le domaine de la famille BANZE se situe à 3 Km ; celui de la famille SITOE se placera à 4 Km du territoire des NHANTUMBO.

Cet ensemble humain ne se définit comme collectivité que par référence à l'espace physique et aux profits matériels qui y sont obtenus. A titre de communauté, elle se distingue aussi par son attachement à un ensemble de valeurs, de normes, de croyances, d'habitudes, de techniques, de comportements, qui constituent précisément la culture. Dès la naissance à l'âge où ils deviennent des agents de la communauté ou de la politique, les individus appartenant à cet espace subissent des interactions dans leurs familles et dans

leurs groupes d'âge, qui aboutissent à l'apprentissage et à l'intériorisation de leurs règles culturelles.

Les communautés traditionnelles à Manjacaze se trouvent contraintes de participer à l'interactivité avec d'autres espaces, y compris ceux qui sont modernes. Les échanges entre ces dernières et celles-là sont à la base des dynamiques de ces communautés, qui se traduisent par la recherche de nouvelles stratégies de faire face à des contraintes leur apportant des menaces. Ce serait peut être pour cette raison qu'on a trouvée à Manjacaze des individus et des familles appartenant à diverses sous-univers socio-religieux²⁸⁵ 58. Néanmoins, les pratiques assurant la reconstitution des liens sociaux demeurent au cœur de l'individualité de la communauté de Manjacaze. Sous ce point de vue, il paraît intéressant d'étudier la puissance des rituels initiatiques et du mariage, dans l'établissement de liens sociaux.

Les rituels d'initiation à Manjacaze ont comme conséquence le renforcement des liens de ceux qui sont en charge de la coordination de cette entreprise sociale avec des familles d'où sont issus les initiés. Cela se doit à la combinaison de deux facteurs concourant à la différenciation des compétences des acteurs dans le système formé à propos des rituels initiatiques : d'abord, ils s'appuient sur des connaissances qui ne sont pas une propriété publique, (la communauté est non lettrée) ; de ce fait, tout en ayant incorporé des savoirs coutumiers, selon les règles de savoir-vivre et de savoir-faire, les plus âgés sont socialement crédités aux places de centralité des rapports sociaux ; ensuite, en plus d'apporter aux jeunes initiés des connaissances et des savoirs-faire leur permettant d'atteindre un nouveau statut social, les rituels initiatiques sont indissociables des pratiques religieuses communautaires. Comme ils s'enchaînent à d'autres mécanismes de contrôle social, les chefs des sous-unités territoriales ainsi que de la chefferie y voient des enjeux politiques.

En effet, dès la puberté (12 à 14 ans), des jeunes filles voisines sont dirigées par leurs marraines vers diverses cellules, mises en place dans leurs quartiers. Accueillies par une femme âgée, la N'sungukati, elles marchent vers un campement éloigné du village, dans la brousse, où se rejoignent les filles de diverses cellules de la population. Pendant un séjour d'à peu près un mois, la N'sungukati et les marraines de chaque cellule apprennent aux initiées plusieurs sujets : rapport à l'intimité de leurs corps ; sexualité et grossesse ; statut de la femme mariée ; son rôle dans le couple et les rapports envers les membres de la famille d'un éventuel époux ; les rapports aux autorités du village²⁸⁶ 59.

Les garçons (12 à 16 ans), eux aussi, suivent la même trajectoire. Chacun est accompagné par un membre mâle de sa famille à un point de rassemblement de garçons voisins. Accueillis par un homme âgé et qui leur servira de parrain, - le Xitsiva -, ce dernier

²⁸⁵ 58 Outre l'Eglise catholique, on s'est rendu compte de l'implantation d'un bon nombre d'Eglises protestantes à Manjacaze : L'Eglise méthodiste épiscopale, l'Eglise éthiopienne luso-africaine, Eglise Lumière épiscopale, Noyau Negrophile de Manica et Sofala, Eglise catholique éthiopienne orthodoxe, Mission Nationale éthiopienne mozambicaine, Eglise africaine congrégationnelle, Eglise africaine congrégationnelle de la Colonie du Mozambique, Tabernacle congrégationnel évangélique africain, Eglise siao union apostolique chrétienne des Noirs portugais de la Province du Mozambique, Eglise zion apostolique, les Nazaréens, Eglise siao union apostolique chrétienne des indigènes portugais de la Province du Mozambique, Eglise des apôtres du Mozambique, Eglise zion apostolique de l'Afrique du sud, Témoins de Géova, Voir Cx. 338, Cf. CORTES, António da Novoa (Substitut du secrétaire du District), « Circular confidencial n°96/E/7/3 : Seitas religiosas gentílicas », Vila de João Belo, 1 de março de 1961, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Educação e Cultos. Actos Religiosos, Missões religiosas.

²⁸⁶ 59 Voir à ce propos « Nascimento », in *Boletim da Sociedade de Estudos da Colónia de Moçambique*, Lourenço Marques, Tipografia popular, Ano II, Dez 1933, n° 2, pp. 17-52 ; JUNOD, H., *Usos e costumes dos Bantu : a vida duma tribo do sul de Africa*, T.I., Lourenço Marques, (1913)1974, 532p

ramènera son groupe de garçons à un endroit également distant du village. Leur séjour sera l'occasion pour l'apprentissage des matières concernant la sexualité, l'histoire de la communauté et de ses héros, les métiers masculins. Cette période accomplie, assisté par les Xitsiva, un « expert », le « chirurgien » (le Chinzavane), s'occupera de la circoncision de chaque initié.

Ces pratiques initiatiques ressemblent à celles des autres régions du Mozambique. Tout en se référant au rituel Cinamwali, le Reverend P. Guembe rend compte de la fonction sociale de l'initiation féminine en pays A-ngonis - au Nord-Est de la province de Tete. Guérilleros immigrants de l'Afrique du sud à cause des guerres déclenchées par Tchaka Zulu au XIX^{ème} siècle et minoritaires par rapport à la population locale, les A-ngonis se présentent à l'heure actuelle comme une nouvelle identité ethnique. Elle résulte de la domination politique assise sur leur capacité militaire et sur les alliances matrimoniales avec des familles de l'ethnie A-chewas. La dominance des A-ngoni a donné lieu à une nouvelle identité ethnique, dont l'une des spécificités est l'intégration des femmes dans les appareils politiques.

D'après l'étude du Réverend P. Guembé, les rites initiatiques dans la société A-ngoni marquent le passage de l'enfance à l'âge adulte. On y apprend aux filles « les principes d'hygiène et les attitudes à tenir par rapport au cycle menstruel. De plus, elles sont conseillées en matière de règles de savoir-vivre : obligations élémentaires d'une épouse, respect à l'égard de ceux qui sont les plus âgés, hospitalité, amour filial et conjugal »²⁸⁷ 60. Dans leur ouvrage collectif, Alpha I. Sow et all. montrent les enjeux des cérémonies d'initiation ainsi que le rôle tenu par les plus âgés : « détenant plus d'expérience, les parents les plus âgés ont l'obligation d'éduquer les initiées afin qu'elles puissent s'empêcher de pratiquer le mal et recherchent le bien. L'éducateur est à la fois l'arbitre et un entraîneur. / .../ Il connaît les règles du jeu, d'autant plus qu'il peut aider aux initiées à s'y adapter »²⁸⁸ 61.

Pouvant concerner les filles ou les garçons, comme dans les communautés A-ngonis, le rituel initiatique de Manjacaze débouche sur des fêtes populaires dans les villages. Pour subvenir aux besoins, il n'est pas question qu'une institution publique apporte ce qui y sera consommé. Sans être contrainte à cela, la famille A apportera un chevreau et du sorgho²⁸⁹ 62 pour la confection de la bière ; la famille B offrira du maïs ; la famille C amènera 6 poulets vivants ; la famille D contribuera avec du sucre ; les pêcheurs fourniront du poisson ; les chasseurs partiront à la chasse et offriront de la viande de gazelle et d'autres animaux. Bref, chacune des familles d'où sont issus les jeunes qui ont été initiés apportera des choses pour la fête, les participants pouvant y atteindre plus d'un millier. Danses et chansons typiques des A-chopes, Ti-mbila, évoquant la vie vertueuse associée à l'initiation, rendront la fête amusante et plaisante.

Il n'y a aucun doute qu'on est devant un cadre de rapports sociaux où la communauté, et l'ordre qui en forme le socle, cherchent à se faire connaître auprès des jeunes générations. L'auto-énonciation du social dans ce cadre repose sur un pôle de l'énonciateur, qui est le lieu de l'autorité (faire croire) et du pouvoir (faire faire) ; le pôle du destinataire est l'institution du commun, la constitution d'une communauté de réception, qui est aussi une communauté de pratiques et de croyances. Donnant matière à un espace social dont les membres sont liés par des rapports d'inter-reconnaissance, cette inter-reconnaissance est en même temps un discours qui témoigne de l'appartenance à la collectivité.

²⁸⁷ 60 Cf. Padre Guende, *cit.*, GOLIAS, Manuel, *A Educação Tradicional*, Maputo, N'gira, 1993, 111p, pp. 20-21

²⁸⁸ 61 SOW, I. Alpha, *Introdução à cultura africana*, Lisboa, edições 70, 196p, p. 126

²⁸⁹ 62 Graminé des pays chauds, utilisé comme céréale.

Cette réalisation s'appuie sur l'imbrication de l'appareil aux réseaux sociaux, dans les trois moments du rituel initiatique. D'abord, le cadre de la famille détermine un pré-moment initiatique où les acteurs accomplissent des rôles plus ou moins précis. Attachés à des rôles d'autorité, le père, l'oncle paternel, la mère (les adultes) ont leurs enfants à charge jusqu'à ce que ceux-ci atteignent l'âge de la puberté et se préparent à participer aux rites d'initiation. En second lieu, tant de la part des filles que des garçons, leurs marraines et leurs parrains ainsi que les spécialistes de l'initiation, représentent la structuration d'un appareil. Son existence se limitant à cette période, il se défait dès que les cérémonies initiatiques terminent. Néanmoins, du fait de leur rôle de maîtres et d'enseignants des matières qui font l'objet de l'initiation, les spécialistes seront gratifiés : outre des « offres » matérielles, ils deviennent détenteurs du pouvoir symbolique et d'influence, dans les villages. Quant aux chefs des territoires, eux aussi perçoivent une partie de ces « offres », en nature et en argent et restent attachés aux appareils du pouvoir. Enfin, le moment de la fête présente la texture des réseaux sociaux. Les rôles des acteurs n'arrivent pas à se préciser au point qu'on en retienne leurs spécialisations ; relevant de mobiles affectifs, les liens entre les participants s'établissent selon leur préférence et témoignent de la redondance des connexions en raison de la dissolution de l'organisation hiérarchique ou stratifiée.

Les alliances matrimoniales dans le pays des Ba-chopes figurent parmi l'ensemble des mécanismes de construction des liens sociaux et elles illustrent de même ce rapport entre appareils et réseaux sociaux. Sur le plan de la famille se structure un appareil. Il se traduit par des statuts et des rôles précis assurant sa fonctionnalité. En dehors de cet environnement se forment des réseaux relationnels dont l'étendue est difficile à préciser.

A la suite de H. Junod et de B. Bernardi²⁹⁰ 63, on se permet de tenir les communautés de Manjacaze pour des groupements où le mariage patrilocal et polygamique est une institution sociale. Cela veut dire qu'il y a un système d'échanges de femmes entre familles. Celles-là étant co-génératrices de nouveaux êtres (les enfants) dont dépendent le renouvellement et l'agrandissement de la capacité productive du lignage de l'homme, le transfert de leur capacité à un autre lignage fait l'objet de négociation politique.

La responsabilité de participer à cette négociation revient aux plus âgés de la famille des futurs époux. Cela s'explique en raison de leurs qualités de gestionnaires du patrimoine de la famille ainsi que de leur influence sur la détermination des préférences des futurs proches par alliance. Suivie d'un rituel complexe²⁹¹ 64, la négociation débouche sur un accord sur la compensation matrimoniale. Celle-ci est représentée par un ensemble de biens (le lovolo ou la richesse de la femme)²⁹² 65, que la famille du fiancé doit « offrir » à la famille de la fiancée.

Pour ce qui est des modes du paiement du lovolo au cours des deux derniers siècles, des changements sont survenus dans cette pratique. A l'époque où l'ivoire était la marchandise le plus recherché par les commerçants arabes et, plus tard, par les Portugais, c'était le moyen de régler le lovolo. Echangées auprès de ceux-ci, les dents d'ivoire rapportaient des biens rares, tels que des tissus, des vases, des assiettes et des bijoux asiatiques, etc. Ces biens étaient affichés comme des signes de distinction sociale et de

²⁹⁰ 63 JUNOD, H., *op. cit.*.... ; BERNARDI, Bernardo, *Introdução aos estudos etno-antropologicos*, Lisboa, edições 70, 1974,

433p

²⁹¹ 64 Voir SEQUEIRA, Arnaldo, de M., « Indole, Usos e Costumes », *Boletim da Sociedade da Colonia de Moçambique*, Lourenço Marques, Ano II, Out. 1933, pp. 33-61.

²⁹² 65 S'il s'agit d'une institution dans les sociétés patriarcales au Sud du Zambèze (Mozambique) ; en revanche, elle est méconnue dans les groupements matriarcaux de ce fleuve.

pouvoir. L'utilisation de l'ivoire comme moyen de représenter la valeur du lovolo aurait été contemporaine à celui qui consistait en unités de bovins ou de caprins, selon son abondance dans une région. Les sources coloniales réfèrent « la richesse de femme » pouvait être estimée à 5 ou à 10 bovins, la variation étant due au statut social de la fiancée. En cas d'inflation, ce nombre pouvait atteindre 20 à 30 bovins²⁹³ 66.

Lorsque l'agriculture s'est avérée une source importante de profits, le transfert des femmes d'un lignage à l'autre se faisait à travers l'offre à la famille d'origine de 150 à 200 houes. Une fois généralisée la monnaie comme moyen d'échange, elle a pris le pas sur le reste. Cela fut d'autant inéluctable que la plus grande partie des jeunes (garçons) migraient en Afrique du sud pour y travailler. A leur retour, outre des biens manufacturés, ils apportaient quelques sommes en livres. Dès lors, le lovolo atteignait 15 à 40 livres, selon les régions et la catégorie des individus.

Il semble que, dans ce contexte culturel, les femmes soient l'objet d'une transaction commerciale. Cela ne correspond toutefois pas à la perception des groupements où l'offre de la « richesse de la femme » à sa famille d'origine est une institution. E. E. Evans-Pritchard, lui aussi, fit remarquer le danger du rapprochement de cette pratique sociale à un rapport mercantile. D'après lui, « les gens pensent que les femmes en Afrique sont achetées et vendues comme nous achetions des produits dans les marchés européens. Il est difficile d'évaluer le mal infligé aux Africains en raison d'une telle ignorance »²⁹⁴ 67.

Il y a lieu qu'on retienne quelques aspects importants à l'égard du lovolo : d'abord, c'est une pratique par laquelle se légitime le transfert de la capacité reproductive de la femme au bénéfice du lignage de son époux ; ensuite, seuls les gens aux prises avec la gestion du patrimoine de la famille participent à la négociation conduisant à des consensus politiques sur la « la richesse de la femme » convoitée ; enfin, les biens rendus à la famille de la fiancée représentant des valeurs variables selon son statut social, celles-ci peuvent être dévolues à la famille de son mari en cas de divorce ou bien en cas de stérilité de la première. Par ailleurs, le lovolo porte d'autres implications dans les rapports entre les familles des fiancés : en premier lieu, il est le symbole de la légitimité et de la stabilité du mariage ; deuxièmement, les enfants engendrés par ce couple ne seront pas tenus pour des enfants hors mariage ; enfin, le rituel du lovolo réalisé, il débouche sur la fête consacrant l'alliance par affinité entre les deux familles (u-shakha). Par l'intermédiaire des représentations des arbres généalogiques A et B ci-dessous, on décrit par la suite les liens entretenus par les différents membres des deux familles.

²⁹³ 66 Cf. SEQUEIRA, Arnaldo, de M., *op. cit.*, p. 54.

²⁹⁴ 67 EVANS-PRITCHARD, E. E. *cit.*, BERNARDI, Bernardo, *op. cit.*, p. 275

-un homme : Δ ; - une femme : O ; -signe d'alliance : $\sqcup$

-Un couple marié : $\Delta = O$ ou $\Delta \begin{smallmatrix} O \\ \sqcup \end{smallmatrix}$

-Signe de germanité : Π

Rapport de germanité entre un frère et une sœur : $\begin{smallmatrix} \Pi \\ \Delta \quad O \end{smallmatrix}$

-Signe de filiation : I

Les enfants (fils et filles) d'un couple : $\begin{smallmatrix} \Delta = O \\ I \\ \Pi \\ \Delta \quad O \end{smallmatrix}$

-Personne décédée : Δ, O

Arbres généalogiques : alliances matrimoniales et liens de parenté.

I. Parents proches de João MATSINHE, (époux) et de Celina PARRUQUE (épouse)
(Société patrilineaire)

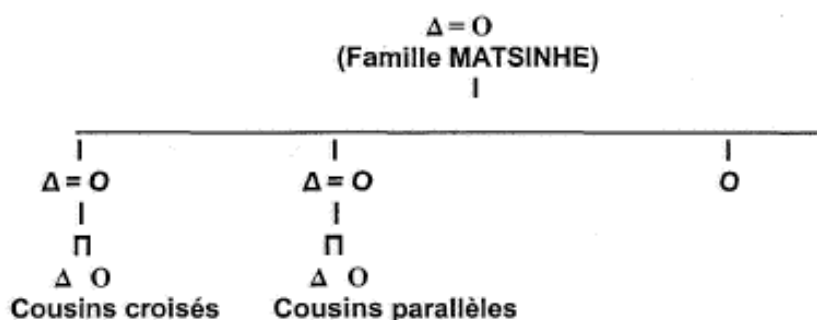


Tableau VIII : Système de notation et de
représentation des relations de parenté ²⁹⁵ 68

A partir de ces graphiques, on peut saisir la multiplicité des liens susceptibles de s'établir entre les membres des familles MATSINHE et PARRUQUE, à la suite du mariage de João et de Celina. S'agissant des membres de communautés patrilineaires et exogamiques, les MATSINHE attireront à travers les garçons les femmes d'autres lignages à leur territoire. En revanche, les membres du sexe féminin issus de la famille MATSINHE seront « cédés » à des familles qui éventuellement s'y intéresseront. Coordonnés par un appareil contrôlé par le chef ou le conseil de famille, les liens matrimoniaux susciteront des réseaux relationnels pour des buts variés. Dans notre exemple, étant le mariage légitimé par le lovolo :

-Il y aura un déplacement des belles-filles dans leur belle-famille. Ce fait symbolise un lien sur le plan territorial. Il sera traduit par la solidarité économique, politique et sociale, entre les chefs des deux familles. La belle-fille s'adressera à ses beaux-parents en utilisant

²⁹⁵ 68 Cf. COPANS, Jean, *Introduction à l'Ethnologie et à l'Anthropologie*, ...op. cit., p. 55

les mêmes titres classificatoires que ceux qu'elle utilise à l'égard de ses parents biologiques (Tatane –père - ; mamani – mère).

-Par suite du mariage, la belle-fille devra témoigner de sa capacité à engendrer des descendants et de participer aux activités économiques de sa nouvelle famille. Selon la division sexuelle du travail, elle et ses belles-sœurs non mariées, s'occuperont de la ferme de son mari ou bien, à titre solidaire, de ses beaux-parents.

-Les enfants nés du mariage entre un fils de Matsinhe et une fille d'un autre lignage porteront le nom de famille de leur père. Ils resteront sous le contrôle de l'appareil familial, témoignant de l'autonomie, de la compétence de les élever et de les éduquer, d'après les règles définies par le chef de la famille Matsinhe. Ils y auront par ailleurs droit à l'héritage du patrimoine²⁹⁶ 69. Cet appareil, pouvant se présenter sous la forme d'un Conseil de famille dirigé par le chef de famille ou par leur oncle paternel - dans le cas où le premier serait mort - présidera au règlement des conflits sur la division du patrimoine. Le partage s'effectuera après la consultation de l'esprit du père biologique, (s'il est mort) à travers un devin ou un marabout. Les décisions de « l'esprit » de morts seront tenues comme un ordre auquel il faudrait obéir. Le « partage » du pouvoir décisionnel entre les morts et les vivants sera, dans ces sociétés, le procédé courant pour légitimer ce que Marc Abèles a qualifié de transfert intergénérationnel du patrimoine aussi bien que pour éviter les conflits.

-Si à sa mort, João Matsinhe était le chef du territoire et avait laissé deux ou trois veuves, le transfert intergénérationnel se réalisera comme le décrit José Fialho : « L'héritier du leadership d'un territoire est le fils aîné du chef /.../ qui lui succède dans la gestion de la propriété et dans le poste de chef...S'il est mort.....le deuxième . N'ayant eu des descendants²⁹⁷ 70, son héritier est le frère le plus âgé et, en absence de celui-ci, les fils de son frère. S'il en manque, l'on a recours au frère qui le suit ou à ses descendants²⁹⁸ 71 ».

²⁹⁶ 69 D'après la Loi coutumière des *Ba-chopi*, étant les filles « cédées » en mariage à d'autres lignages, ils mettront au monde des enfants appartenant à la famille qui les accueille. Cette appartenance découle de la croyance que la capacité génératrice de la femme doit permettre l'élargissement de la famille de l'époux. Le transfert de cette capacité s'appuie sur la négociation et des compromis entre les chefs des familles, qui débouchent sur la cérémonie du mariage, le *Lo-vholo*. Pour ce qui est des sociétés matrilinéaires, au Nord du Mozambique, cette pratique n'est néanmoins pas observée. Cela découle des principes qui régissent le mariage matrilocal. Dans les communautés A-chirimas (é-makhue), par exemple, la mère et l'oncle maternel ont de l'autorité sur la famille. C'est à eux que revient la tâche de légitimer l'entrée, par le mariage, d'un membre d'un autre lignage (homme), dans leur famille. Pour être accepté comme gendre, il doit bâtir sa résidence dans le territoire de sa belle-mère pour y habiter avec sa femme. Tout au plus, le gendre doit rendre services, qui sont pris comme un témoignage de gentillesse envers sa femme et sa belle-mère. Ainsi, le gendre participera à la réalisation des travaux agricoles, s'occupera de la chasse et d'autres travaux, pour subvenir aux besoins de sa famille et de ceux dépendant de sa belle-mère. En outre, il doit démontrer de sa capacité de faire engendrer des descendants. Ceux-ci seront pris comme des membres, non pas de son lignage d'origine, mais de sa femme. Cela veut dire que les enfants adopteront donc le nom de famille de la mère et ils y ont droit d'héritage. En cas de divorce, l'homme est le plus souvent contraint à partir, « laissant » les biens pour son ex-épouse et ses enfants. L'appareil est donc ici sous le contrôle de l'oncle maternel, qui est soutenu par sa mère dans l'exercice de l'autorité. Voir PEQUENINO, Fernando, *Estrutura social entre os Lomúés do Posto Administrativo de Mugeba, Distrito de Mocuba, Província da Zambézia, C. 1900-1995* (Trabalho de Licenciatura em História), Maputo, UEM/Fac. de Letras-Dep. de História, 1995, 96p, pp. 50-85 ; CASTRO, Soares de , *Os Achirimas. Ensaio etnográfico*, Lourenço Marques, Imprensa nacional de Moçambique, 1941, 90p.

²⁹⁷ 70 Le pouvoir et la richesse circulent ici entre les membres de la famille. Cette pratique est d'autant plus enracinée que, se le décédé n'a pas eu de fils (garçons), il peut y avoir lieu la génération d'un enfant à titre posthume. Cela consiste à légitimer des rapports sexuels entre la veuve et un homme préalablement autorisé, tout en consultant l'esprit du mort à travers un devin, pour que la première mette au monde un garçon. Si cela arrive, il aura le nom, non pas du père biologique, mais du chef décédé. A ce titre, il sera tenu pour l'héritier du patrimoine et du poste de chef. L'origine du fécondateur peut être également la famille du mort . D'après E. J.

-Dans le village de sa femme, J. Matsinhe sera traité comme gendre (muco-m'wane). Il y aura tous les honneurs témoignant des liens existant entre les deux familles. Par ailleurs, la solidarité sous forme multiple symbolisera des engagements liant le gendre à la famille de son épouse.

Dans le cas de figure où J. Matsinhe est lié par les mariages polygamiques à trois ou quatre familles, ces liens se traduisent par les rapports de solidarité. Entrepris sur la base d'une capacité matérielle et politique, le mariage polygamique rapporte aux individus et aux familles dans les communautés de Manjacaze, des capitaux relationnel et économique. Ceux-ci se reflètent du point de vue symbolique sur l'accroissement du capital politique légitimant le reclassement de la hiérarchie sociale des individus dans la communauté. Sans nier que la fonction du mariage est d'assurer la continuité du groupe et d'établir l'alliance entre plusieurs groupes, d'autres analyses donne à voir cette dimension stratégique des alliances polygamiques, dans les communautés paysannes :

La structure de la famille polygamique articule un homme à une pluralité de femmes et à leurs familles (d'origine). Chaque femme et son mari forment un couple distinct. Le second et ses enfants constituent un ensemble autonome. Mère et enfants représentent une unité distincte, du point de vue économique //. Chaque femme a ses fermes et doit subvenir aux besoins alimentaires de façon irrégulière, de son mari, et quotidiennement, pour ses enfants. La relation entre l'homme et ses femmes obéit à une hiérarchie : la première femme est celle qui a une position privilégiée. La structure de la famille polygamique correspond à des exigences sociales et surtout économiques ; elle apporte à l'homme du prestige, de l'autorité et du pouvoir dans la société. Dans la division du travail, le travail agricole revient. Plus un homme a des femmes plus il a de chance d'augmenter sa cueillette²⁹⁹ 72.

Cet extrait met bien en évidence les assises du pouvoir du patriarcat et du mode patrimonial du rapport à la politique. Des recherches sur la chefferie Matsinhe et d'autres, à Manjacaze, ont témoigné du phénomène de l'imbrication entre réseaux du pouvoir et liens de familles. C'est bien sur cette réalité que s'appuie la domination de la famille Matsinhe à Matsinhe, de la famille Monjane à Cambane, à Manjacaze et à Chicavane et d'autres familles régnautes³⁰⁰ 73 (Circonscription des muchopes). L'accès de ces familles à la centralité des systèmes de pouvoirs dans les espaces respectifs leurs a apporté des positions avantageuses, dans la construction d'alliances avec le système colonial. Leurs « royaumes » persistant à l'intérieur de l'Etat colonial jusqu'en 1975, postes à pouvoir, bénéfices matériels et symboliques, règles de succession, rapports aux dominés

Krige, « les femmes du décédé sont (re)prises avec leurs biens par l'héritier ; /.../ d'après la pratique, la veuve est (re)prise par le frère du décédé afin de continuer à gérer des enfants. L'enjeu est d'éviter que la demeure familiale se détruise, ce qui serait le cas si ces femmes pouvaient se marier avec des hommes d'autres familles », voir MACEDO, A. , *Noções de Direito Consuetudinário Indígena e Formulário Geral de Processos dos Tribunais Privativos dos Indígenas para Uso dos Funcionários Administrativos da Colônia de Moçambique na Qualidade de Autoridades Judiciais Indígenas*, ...op. cit., p. 26 ; FERREIRA, Antonio, « Un interessante caso de sucessão entre os Changana de Chibuto », in *Revista científica do Instituto de Investigação de Moçambique*, Lourenço Marques, 7, série c, 1965, pp. 129-134, pp. 129-133

²⁹⁸ 71 Cf. FELECiano, José Fialho, op. cit., p. 551.

²⁹⁹ 72 BERNARDI, Bernardo, *Introdução aos estudos etno-antropológicos*, ...op. cit., pp291-292

³⁰⁰ 73 Voir l'Annexe 13 : Chefs traditionnels et alliances matrimoniales entre familles régnautes dans le pays des muchopes, 1967-1974.

et informations, servaient à structurer l'infrastructure où appareils et réseaux sociaux se présentaient imbriqués.

Tableau IX : Chefs traditionnels et alliances matrimoniales entre familles régnantes dans le pays des muchopes, 1967-1974^{301 74}

^{301 74} Cf. Cx. 18, « Processos de regedores e de chefes de povoações », *Processo A/8, 1972-1973*, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1969-1974 (AHM).

Territoire (Regedorie)	Chef	Parents	Lien à l'antecesseur	Investiture	Epouse (s)
Matsinhe	Diniz MATSINHE (P.R.)	Macassalane MATSINHE et Motasse MANHIQUE	Fils	Le 4.12.1951	-Celina PARRUQUE ; -Rosalina NOVELE - Lídia BIÉ.
	Zacarias Chalane MATSINHE (chef de Chalane)	Chalane MATSINHE et Licence MACUACUA	Neveu	1938	-Zénia MATINE ; -Amélia MANJATE ; -Carolina MANJATE.
	João MATSINHE (chef de João)	Mapandane MATSINHE et Gavela TAMELE	Fils	-	-Carolina MUIंगा.
	António Chitsonguane MATSINHE (Chef de Massacalane)	Chitsonguane MATSINHE et Monasse MATSINHE	Neveu	Le 27.7.1958	-Alda MACUACUA
	Francisco MATSINHE (Chef de Machuquele)	Machuquele MATSINHE et Mazonda MONJANE	Fils	18.8.1943	-Ecelina MASSANGO
	Vicente MATSINHE (Chef de Mahochovane)	Mahochovane MATSINHE et Novene GIDE	Fils	1951	-Marta NHANTOVO
	Manuel Vamangane MATSINHE (Chef de Malene)	Vamangane MATSINHE et Chude MAPASSE	Cousin	1938	-Ecelina Muianga
	Rassão MATSINHE (Chef de Mucindo)	Binguanhene MATSINHE et Mazino MUNGUAMBE	Frère	Juin 1957	-Nossitela PARRUQUE
	Zefanias Benjamim MATSINHE (Chef de Zefanias)	Benjamim MATSINHE et Celina BANZE	Fils	1954	-Lídia Jacobo MACAMO

L'une des unités administratives de l'Etat colonial, appartenant à la Circonscription de muchopes, le Territoire MATSINHE est, selon ce Tableau, sous le contrôle de la famille qu'auparavant y était la famille régnante. Cette unité se présente divisée en des chefferies, notamment celle de Chalane, João, Massacalane, Machuquelele, Mahochovane, Malene, Mucindo, et celle de Zefanias. Les tenants des postes à pouvoir présentent tous des liens de parentés et la succession se règle comme une affaire de famille. Le recours au mariage

polygamique, à l'instar d'autres chefferies, est lié à la reproduction du patrimoine relationnel, économique et politique. A travers le schéma illustratif de liens d'un membre de la famille Matsinhe à des nombreuses familles, le mariage polygamique ouvre les voies au capital relationnel. Celui-ci lui apporte des profits économiques, susceptibles d'être investis dans la reconstitution de son support statutaire et de la famille.

Le mode patrimonial du rapport au politique ne chercherait qu'à accomplir des intérêts, dont la rationalité est à la fois objective et sociale. Le statut social dont jouissent les chefs traditionnels et leurs alliés découlent certes d'un héritage du patrimoine politique. Son maintien requiert néanmoins le renouvellement du réseau de familles, de la parenté au sens le plus élargi. Par rapport aux espaces extra-communautaires, les membres de ces micro-espaces sont mus par la logique marchande ; en revanche, en ce qui concerne l'espace endogène, le fait « d'avoir du pouvoir » s'appuie sur l'économie de dons et de contre-dons. De ce fait, à cette oligarchie communautaire revient l'essentiel du capital symbolique et elle devient la gardienne de ce micro-univers social. Par conséquent, elle se voit « obligée » d'accomplir les tâches suivantes :

- Médiation religieuse entre leurs cultes particularistes et la religion légitimée par la société globale (Eglise catholique), qui se veut universaliste ;
- Médiation juridique entre les coutumes locales et le droit de la société globale ;
- Médiation économique entre le système d'autosubsistance villageoise et le marché économique ;
- Médiation culturelle entre cultures locales et les cultures qui leurs sont « étrangères » ;
- Médiation entre le jeu interne de pouvoir et la puissance publique, représentée par l'Etat.

Tout en s'appuyant sur un raisonnement marxiste, P. Bourdieu fait ressortir ce phénomène en se référant à la société traditionnelle Kabyle. Selon lui, le capital symbolique s'y révèle comme la forme la plus précieuse d'accumulation puisqu'il permet de s'attacher à une clientèle aisément mobilisable au moment opportun. La stratégie consistant à accumuler du capital d'honneur et de prestige fournit, selon Bourdieu, la solution optimale au problème qui se poserait au groupe s'il devait entretenir continûment toute la force de travail, humaine et animale, dont il a besoin pendant le temps de travail ; elle permet en effet aux grandes familles de disposer de la force de travail maximum pendant la période de travail et de réduire au minimum la consommation pendant le temps incompressible de la production. Bourdieu attache ces communautés à ce qu'il appelle « l'économie de bonne » car alimentée par « la logique du don et de l'honneur ». De ce fait, cette économie doit être analysée du point de vue « d'une compatibilité totale des profits symboliques et matériels »³⁰²75.

En effet, l'économie du don et de l'honneur à Manjacaze comporte des éléments de classement. Ces éléments se définissent par rapport aux dimensions des patrimoines hérités, par les membres vivants d'une famille, de leurs ancêtres, par des capitaux relationnels à leur portée, ces derniers pouvant s'étendre jusqu'aux instances du pouvoir formel, représenté par l'Etat. Cela explique le fait que ce soit une minorité ayant des réseaux relationnels servant de support au pouvoir. Le plus souvent, on y trouve les descendants

³⁰² 75 BOURDIEU, Pierre, cité, CAILLE, Alain, *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*, art. cit., pp. 82-93

de chefs du territoire, les chefs des villages, les marabouts, les devins³⁰³76, le pasteur protestant, les « nouveaux riches »³⁰⁴77. A l'intérieur ou en dehors des espaces du pouvoir formel (au niveau local), c'est à eux qui reviennent le « droit » à l'exercice du contrôle social par le biais des appareils, eux aussi utilisés par l'Administration coloniale, on l'a déjà montré, pour légitimer l'ordre politique. Le pouvoir circule ici comme un bien partagé par les familles les plus nanties dans le système de rapports sociaux, les alliances par affinité étant l'un des mécanismes assurant sa circulation. Fabrizio Sabelli s'est, lui aussi, rendu compte de la nature agissant de la généalogie en tant que système de représentations : « La figure de l'ancêtre accomplit parfaitement cette idée d' « intégration » dans notre société comme ailleurs, puisqu'elle opère à différents niveaux (légitimation du pouvoir, établissement de codes de conduite, conception de l'histoire, modèles de vie, etc.) en abolissant la frontière qui sépare le monde de la pensée du monde du vécu, en restaurant dans le présent les programmes de vérités forgées dans le passé »³⁰⁵78.

Dans son étude sur la communauté Kachin en Birmanie, Edmund Leach³⁰⁶79 a identifié les mécanismes grâce auxquels les élites rurales se construisent à la fois des réseaux relationnels et politiques. Suivant Leach, la communauté Kachin est stratifiée en trois classes : les chefs (patriciens), les aristocrates et la plèbe. A l'intérieur de chacune de ces classes, les patrilignages se marient selon un modèle asymétrique. Les lignages qui cèdent les femmes sont qualifiés mayu, ceux qui les accueillent, sont nommés dama. Bien que les mariages se réalisent de préférence à l'intérieur des strates sociales, il y a des femmes qui transitent d'une couche à l'autre.

Selon le modèle Kachin d'établissement d'alliances par affinité, les membres du lignage « chef » A, dominant dans un territoire, célèbrent le mariage avec les femmes d'autres lignages qui ont du pouvoir sur d'autres territoires. Mais le lignage chef sera aussi contraint de céder des femmes à des lignages aristocratiques de son territoire. Les aristocrates du territoire dominé par le lignage A se marieront entre eux ; mais il y aura du moins un ou deux lignages dont les membres établiront des alliances avec un lignage plébéien. De la sorte, s'y établiront des alliances par affinité qui se traduiront par des liens de solidarité entre les diverses strates. Dans le cas où un lignage accueillerait une femme d'un autre lignage, une

³⁰³ 76 Les marabouts et les devins, hommes ou femmes, parviennent à acquérir le statut de notables par le fait que leur rôle social s'inscrit dans le système de croyances des communautés rurales et, même, urbaines. Nommés « *nyanga ya ku lapa* » ou « *va mimuri* » ou encore « médecin traditionnel » dans les villes, les gens y ont recours dans la recherche de solutions à des problèmes dont ils sont affectés. Ceux-ci peuvent concerner : le besoin d'évoquer ou de « communiquer » avec l'esprit d'un ancêtre à propos d'un conflit non réglé. Sa solution exigeant un avis du mort, le divin y fera le rôle de médium ; les maladies ; les cas des morts successifs chez une famille ce qui poussera les concernés à consulter le devin pour « trouver » l'origine du problème ; la situation de malchance ; les problèmes de sorcellerie entre familles ; des cas de cambriolage ; le mariage ; des mauvais rêves ; déménagement d'un village à l'autre ; la fête à l'honneur aux ancêtres (*timamba*) ; la période de sécheresse, à cause de laquelle la communauté réalisera une cérémonie suppliant aux ancêtres pour qu'il pleuve ; des cas de mauvaises cueillettes agricoles ; voyages ; bonne chance dans les affaires, etc., Voir RIBEIRO, P. Armando, *Antropologia, Aspectos culturais do Povo Changana e Problematiza Missionaria*, S. Paulo, Paulinas, 1998, p. 158-159.

³⁰⁴ 77 Il peut s'agir d'un pasteur protestant ou bien d'un travailleur en Afrique du sud en régime migratoire. Après une décennie de services dans les mines sud-africaines, ce dernier place de l'argent ramassé dans l'agriculture. Pour cela, il apporte de l'Afrique du sud quelques outils de travail et, sur place, achète deux à quatre bovins. Tout en se mariant à deux ou trois femmes, il se crée un capital relationnel lui apportant des bénéfices économiques. D'ailleurs, leur production est destinée au marché urbain.

³⁰⁵ 78 Cf. SABELLI, Fabrizio, *cité*, MICHELET, Claude *et al.*, « L'amour de la généalogie », in SEGALIN, Martin (Coordonné par), *op. cit.*,... p. 193.

³⁰⁶ 79 LEACH, Edmund, *cité*, BERNARDI, Bernardo, *op. cit.*, p. 283.

partie de sa richesse qui sera transférée au profit du lignage qui lui a « cédé » la femme. Cela survient parce que le lignage dama, dans le cadre de ces alliances, s'oblige de payer « la richesse de la femme » au lignage mayu. Dans la communauté Kachin, comme en pays des Ba-chopis au Mozambique, ce système d'établissement d'alliances donne lieu à des réseaux de parenté, entretenus par des enjeux de solidarité économique, politique et social.

Tout en analysant les appartenances sociales à Lourenço Marques et en pays des Ba-chopis (Mozambique), on a essayé de rendre compte de la complexité de mécanismes intervenant dans le processus de formation des agents de la politique. On y montre également la façon dont les liens à de multiples structures relationnelles apportent aux individus et aux groupes sociaux des supports infrastructureux pour la production sociale des acteurs politiques.

A ce propos, il semble intéressant de retenir ce qui constitue la spécificité de cet espace. Dans les pays relevant de la tradition et de la modernité, contrairement aux sociétés issues de la modernisation, les associations modernes ne sont pas les seules formes d'organisation d'une collectivité. Les communautés traditionnelles, le village ou l'ethnie, produisent également les liens horizontaux et verticaux. Les sentiments de solidarité à l'intérieur de la collectivité en étant à la base, ils peuvent être activés pour la poursuite de buts collectifs et la formation de groupes de conflit. A la suite d'A. Oberchall³⁰⁷ 80, on remarque que ces liens horizontaux fournissent à la fois un réseau de communications préétabli, des ressources déjà partiellement mobilisées, la présence d'individus ayant une tradition de participation parmi les membres de la collectivité. Par ailleurs, les liens verticaux survenus dans ce cadre de rapports sociaux, outre la mise en évidence du phénomène de segmentation, témoignent de l'existence d'un leadership autonome non absorbé par les centres du pouvoir. Ce rapport nécessaire entre l'ordre politique et des ordres sociaux différenciés, par des trajectoires et des systèmes de représentations du politique, structure le contexte de la déconcentration politique, la mobilisation des ressources étant les supports de toute action politique. La guerre coloniale (1964-1974) n'a apporté que des spécificités à ce phénomène.

Chapitre II. Ordre politique et ordre social : un contexte de la déconcentration politique

La politique et la mobilisation de ressources sont des entreprises qui vont de pair. L'environnement social de cette pratique dans les espaces entre la tradition et la modernité se définit par la coexistence des pouvoirs locaux (communautaires, religieux, chefferies, ethniques) et le pouvoir politique. Ce chapitre montre que la mobilisation nécessaire à l'entreprise du système d'action ouvre des espaces de négociation de compromis entre l'ordre politique et des ordres sociaux. La déconcentration politique s'avère être un discours et une technique d'inscription du pouvoir politique dans les espaces sociaux, ces sous-systèmes de pouvoir étant actifs et nécessaires à régulation de la société globale.

2.1. Pouvoir et action collective

³⁰⁷ 80 Voir OBERCHALL, A., cité, FILLIEULE, O. et al., *Lutter Ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, l'Harmattan, 1993, 221p, p. 93-94.

Principe de la structuration de l'ordre politique et des systèmes sociaux, le pouvoir ne peut s'acquitter de la recherche des modes de son inscription dans la société. En plus de rendre objective la dimension relationnelle du pouvoir, l'entreprise de systèmes d'action collective témoigne de la mise en acte de la domination et de la régulation des rapports entre dominants et dominés.

Dans ce cas, le pouvoir ne peut s'avérer qu'une organisation complexe, relevant d'une structure de ressources ainsi que des échanges qui y sont mis en œuvre. Bien qu'inscrivant ses critiques dans la problématique des partis politiques³⁰⁸, R. Michels explique que la fonctionnalité du pouvoir en tant qu'organisation relève de la construction d'un noyau central, fait d'ailleurs témoigné par la formation d'une oligarchie politique.

Il s'est dès lors ouvert un champ de recherches sur les systèmes d'action, qui s'interroge sur le comment et le pourquoi de la réussite de ceux qui accèdent aux espaces centraux aussi bien que sur le rôle de la centralité, dans sa régulation politique. Tournée vers l'éclaircissement du fonctionnement des mouvements sociaux, l'école des économistes a mis en exergue le paradoxe de l'action collective ayant pour enjeu la production d'un bien collectif. Dans son état de pensée rationnelle³⁰⁹ ou entrepreneuriale³¹⁰, la prise en compte des limites du modèle de l'économie libérale révèle la nature agissant, outre des processus bureaucratiques, des phénomènes de loyauté et de solidarité dans l'explication de la participation. Dans le sillage de ces acquis théoriques, le modèle politique³¹¹ réussit à éclairer l'importance des ressources dans l'action collective, qui va de pair avec le phénomène de mobilisation dans un certain environnement social.

Pour cette étude, ces données s'avèrent importantes. La spécificité de l'interactivité du politique et du social au Mozambique est due à des facteurs de deux ordres : d'abord, l'espace social n'est pas encore celui de l'Etat-nation, où, à force de l'industrialisation et de l'essor du capitalisme moderne, se seraient imposés des changements structuraux. Les espaces communautaires et les formes de solidarité qui en sont intrinsèques (voir chap. I), restent encore des lieux de pouvoir et les déterminants d'allégeance sont fort différenciés de ceux des associations volontaires (modernes) ; cette multiplicité des ordres sociaux est une réalité incontournable et sera à la base du fait que la régulation sociale donne lieu à un espace nécessaire d'interactivité entre l'ordre politique et ces espaces.

C'est par référence à ce contexte que l'on envisage la déconcentration politique comme un processus du pouvoir s'inscrire dans la société et une ressource stratégique de régulation d'une société à des identités multiples. Cette action étant toujours une entreprise située, le pouvoir s'y avère certes comme une organisation mais également une entreprise assise sur des rapports coalitifs et collusifs³¹². Cette réalité conduit à tenir compte d'un régime mixte de régulation politique, assis sur l'interactivité de la centralité et les espaces périphériques du pouvoir.

³⁰⁸ MICHELS, Robert, *Les partis politiques* : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties, Paris, Flammarion, (1914)

1971. On reviendra *infra* à cet ouvrage.

³⁰⁹ Voir OLSON, M., *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, (Harvard University Press, 1965), 1987.

³¹⁰ Voir ZALD, M. N & MAC CARTHY, J.D., « Social movement industries », *Research in social movement, conflict and chang*, 3, pp. 1-20 ; FILLIEULE, O. et all., *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, ...*op. cit.*

³¹¹ Voir TILLY, Charles, cit., *ibid.*, pp. 91-102.

³¹² Cela pour rendre compte ce qui est l'essentiel d'une organisation. D'abord, le partage inégalitaire des ressources donne lieu à la structuration de sa centralité ; ensuite, cet espace étant un espace de dialogue entre l'ordre politique et des ordres sociaux, l'entreprise de compromis et d'alliances ont des effets structurants sur la capacité collective de la régulation de la société globale.

2.1.1. Sources explicatives de l'action collective

À la lumière des données déjà présentée, il paraît aisé d'appréhender que le pouvoir et l'entreprise du système d'action³¹³ soient des réalités co-originaires. Du fait de la nature hétérophile de ces systèmes d'action, ils relient des individus ou plusieurs groupes, qui cherchent à faire triompher des fins partagées. Certains éléments environnementaux en définissent des spécificités : d'abord, le régime politique se présente comme le fondement de ressources institutionnelles au moyen desquelles les acteurs font valoir leurs intérêts ; ensuite, la structure de ressources organisationnelles peut se présenter différenciée d'un régime à l'autre.

Dans les pays industrialisés, les associations volontaires ont remplacé les structures où les solidarités communautaires étaient des déterminants des préférences des individus. Sous l'effet de la modernisation, structurées autour d'intérêts communs, ces associations sont devenues compétitives, exprimant des demandes de ressources réclamées par d'autres groupes. Par ailleurs, en l'absence de consensus, elles adoptent une stratégie offensive, par rapport à l'ordre politique en place. Le régime de démocratie représentative trouva, au cours du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle, ses racines sociales dans cette nouvelle culture politique.

Dans ce cadre de rapports sociaux, il va de soi que l'action collective représente un espace où « chaque acteur (ou groupe social) dispose d'un certain nombre de ressources » lui servant de base de capacité d'influence des décisions politiques, de son élaboration, son exécution, jusqu'au moment du partage de bénéfices.

Dans les espaces entre la tradition et la modernité, comme l'est le cas du Mozambique, l'action collective peut bien donner matière à certains de ces éléments qu'on vient d'évoquer. Mais le fait d'y prévaloir des structures communautaires sera le principe de quelques spécificités. Etant celles-ci dotées de mécanisme d'entraîner des liens de solidarité horizontale et verticale, la rationalité et la dynamique de l'action collective relèveront de la concertation/partage entre le pouvoir politique et le pouvoir social. Par conséquent, ceux qui sont placés dans des positions de centralité ou dans la circonstance de nœuds de transactions au niveau de la communauté, des Eglises, des chefferies, des Associations, tiendront des rôles importants dans la structuration de systèmes d'action. Dans le langage de Burt, le but est ici de mettre en valeur le capital social connexionnel des leaders des espaces communautaires et des ressources sous leur influence, au profit de l'intérêt poursuivi par le système politique. Reliés aux membres de leurs espaces sociaux par des liens forts et de multiples dimensions (religion, voisinage, mariage, système de représentations, parenté etc.), leur capacité de « faiseurs de l'opinion » se traduit dans leur compétence d'intégration et de mobilisation. Ces processus donnent lieu au phénomène de la construction sociale du chef/leader, avec une plus grande latitude d'action, dont l'évolution ne peut être saisie que par référence à la dynamique du système d'échange, dont il est le produit.

L'action collective s'appuyant sur ces alliances, elle débouchera sur ce que Coleman qualifiait de système d'échanges, analysable selon deux dimensions : les acteurs et les événements ; les deux étant liés par des relations qui se croisent : l'intérêt et le contrôle.

L'intérêt d'un acteur (dont l'action est supposée orientée) est défini par le degré auquel son bien-être est affecté par la réalisation d'un événement. Le contrôle d'un acteur sur la réalisation d'un événement divisible consiste en la part qu'il peut s'attribuer. Le contrôle

³¹³ Voir la note 78, au chapitre introductif, à propos de la valeur polysémique de ce concept aussi bien que sur ses enjeux théoriques dans ce travail.

d'un acteur sur la réalisation d'un événement indivisible se mesure par la probabilité qu'il en détermine la réalisation. Si aucun acteur du système ne possède à lui seul la faculté de déterminer l'évènement ou de s'attribuer la totalité de ce que sa réalisation implique, le système d'acteurs est un réseau de dépendances mutuelles. Chacun dépend des autres pour la réalisation de l'évènement, et donc de son intérêt³¹⁴.

Cette pratique peut survenir dans un contexte de bureaucratie autoritaire (coloniale), comme ce fut le cas du Mozambique, sous le rapport entre les chefs traditionnels et le pouvoir politique. Leur statut de relayeurs les plaçait dans la position de nœuds d'échange entre dominants et dominés. Mais ce statut, du fait du contexte institutionnel, ne leur a pas apporté la capacité d'acteurs dans l'élaboration des décisions politiques. En revanche, en ce qui concerne le moment d'exécution de ces décisions, ces chefs/leaders (locaux) s'avéraient incontournables dans les réseaux d'échange, qui étaient d'ailleurs l'infrastructure de la mise en œuvre des décisions politiques. Au nom de l'univers symbolique de leurs communautés, les chefs traditionnels étaient les « donateurs » du sens de l'interaction sociale car l'infrastructure de cette interactivité se fondait sur le contenu des échanges, des informations partagées avec les dominants. Du fait de l'absence de la nationalisation de l'espace politique, ces réseaux ne donnent pas naissance à des réseaux d'action publique³¹⁵, ni lors de la domination coloniale ni dans l'ordre post-colonial. Ce cadre de rapports sociaux s'avère ainsi opposé à celui de gens intégrés dans les villes, où les leaders des Associations apparaissent au centre de réseaux multiethnique d'action se battant pour les droits civiques.

Deux situations peuvent éclairer les logiques du pouvoir, en tant que système au centre de l'interaction sociale. La première se distingue par le fait qu'elle peut se traduire comme une ressource de régulation d'un système de rapports sociaux sur le plan de la société globale. Il devient alors nécessaire que le pouvoir s'y impose par l'ensemble de ses appareils se donnant comme but la mise en œuvre des politiques justifiées au nom du « bien commun ». Par sa nature relationnelle et coalitive, acteurs et unités sociaux différenciés se voient placés dans une situation d'interactivité à l'égard d'une stratégie politique. La seconde, tient le pouvoir en dehors de l'espace formel et il s'y manifeste comme une ressource stratégique pour la mobilisation des allégeances par les groupes faisant le rôle de la force politique anti-systémique, dans un espace politique. Lorsque construit dans le dessein de l'exercice de la représentativité politique, l'enjeu de ce mouvement est la conquête du pouvoir³¹⁶.

Des approches de cette problématique, se référant aux pays industrialisés³¹⁷, s'écartent de l'analyse systémique de D. Easton – rapport conflictuel entre les exigences et la capacité de rétroaction du système politique. L'approche stratégique et interactionniste mettent aujourd'hui l'accent sur les points suivants : les activités et leurs environnements, les acteurs, les problèmes et les solutions sont à l'origine des politiques publiques. Dans le sillage de ce raisonnement, l'approche pluraliste essaye de rendre compte du caractère inéluctablement sociétal de l'Etat et de l'immersion des politiques publiques dans la complexité des relations sociales. Elle met également en évidence le caractère

³¹⁴ COLMAN, cité, DEGENE, Alain –FORSE, Michel, *Les réseaux sociaux...op. cit.*, p. 165

³¹⁵ Cela serait l'effet du mode patrimonial du rapport au politique (Voir Chap. I).

³¹⁶ Prenant comme exemple la société coloniale au Mozambique, on souhaiterait de démontrer que la dynamique de l'une et de l'autre de ces situations de pouvoir est redevable à l'interactivité de forces sociales.

³¹⁷ 0 Voir les travaux de synthèse présentés par MULLER, Pierre, *L'Analyse des politiques publiques*, Paris, Editions Montchretien, 1998, 153p ; LEMIEUX, Vincent, *L'Etude des politiques publiques : Les acteurs et leurs pouvoirs*, Québec, La presse universitaire de Laval, 1995, 184p

nécessairement contradictoire de l'action publique, qui, soumise à une multiplicité d'exigences antagonistes, semble n'être que le résultat improbable d'une absence de direction homogène.

Les raisonnements concernant les sociétés (industrialisées), où le pouvoir s'assoit sur des négociations entre le pouvoir politique et les organisations rassemblant des groupes d'intérêts (organisés), font penser que l'action publique est au cœur de la dynamique du politique. Entendues comme des tentatives évolutives de mise en ordre des désordres générées par l'interactivité du social et du politique, les politiques publiques sont au cœur de cette dynamique. Action coordonnée à partir du centre du pouvoir par les acteurs-entrepreneurs et leurs agents, ses enjeux porteront donc sur ce qui constitue la source ou la menace du pouvoir. Cette interactivité témoignant de l'existence d'un système du pouvoir, un élément en définira les traits : la régulation de l'activité extractive et de l'intégration sociale, cette dernière pouvant se baser sur la mobilisation des convictions communes ou, dans le cas où le politique n'aurait pas la nation comme référent commun, on l'a vu, sur des échanges sociaux.

A ce propos, il est intéressant de rappeler les lectures le plus souvent présentées sur les dynamiques des politiques publiques dans des pays industrialisés. Les études, par exemple, d'A. Cawson, D. Coates, P. Muller et al. et V. Lemieux³¹⁸ 1 sont consensuelles sur la thèse soutenant que l'action publique (policies) est au cœur de l'interactivité du social et du politique. La synthèse de ces études donne un répertoire théorique permettant d'éclairer les rapports logiques entre l'action publique –visant à réguler les activités productives et les transferts des paiements aux publics divers – avec le mode d'intervention de l'Etat (marché, bureaucratie ou corporatisme). Alan Cawson en particulier va plus loin en cherchant des connexions entre la politique distributive suivie dans un régime et la dynamique politique. Pour lui, chaque régime est au carrefour d'exigences contradictoires, qui obéissent aux demandes de la rationalité de l'économie et de la société. Leur accomplissement se déroule, d'après Cawson, de façon interdépendante et s'appuie sur la légitimation des politiques publiques par l'investissement social, ce qui expliquerait la paix sociale³¹⁹ 2. Sur cette base, il construit des types idéaux de cadres institutionnels de régulation de l'interactivité du social et du politique.

A partir des types idéaux présentés, on relève d'abord le système régulé par le marché. La production s'y développant sur la base des entreprises privées, biens et services sont commercialisés sur le marché à des prix reflétant le rapport de « l'offre » et de « la demande ». Le modèle de régulation par le marché ne serait nullement exempt de l'intervention de l'Etat et des pouvoirs publics. Le premier y intervient par la politique fiscale et d'assistance aux entreprises alors que les seconds revendiquent le respect de leurs droits dans des situations de crise. En second lieu, Cawson rattache le régime de l'économie planifiée à de celle des ex-Etats socialistes. Mais ce régime peut également être, d'après lui, mis en œuvre dans les régimes de marché, pour faire face à des crises menaçant de créer des désordres politiques dans la société. Troisièmement, le régime bureaucratique se distingue par ses interventions tant dans l'organisation des activités économiques que dans les canaux distributifs. Le secteur public y joue par conséquent un rôle fondamental. Enfin, le modèle corporatiste se fonde sur des contrats entre les représentants étatiques,

³¹⁸ 1 Voir CAWSON, Alan, *Corporatism and Political Theory*, New York, Basil Blackwell Inc, 1986, 147p, pp. 126-169 ; COATES, D., "Corporatism, the state and practice", in HARRISON, M.L., (edited by), *Corporatism and Welfare State*, Leeds, Gower Publishing Company Ltd., 1984, 157p, pp. 122-155 ; MULLER, Pierre, *L'Analyse des politiques publiques...* op. cit., pp. 33-40 ; VINCENT, Lemieux, *L'Etude des politiques publiques...* op. cit., pp. 6-66.

³¹⁹ 2 Cf. CAWSON, A., op. cit., p.127-134.

les entreprises privées, le patronat et les syndicats, autour des enjeux communs. Selon Schmitter, le corporatisme est :

Un système de représentation d'intérêts où les unités qui en sont constitutives sont organisées. Elles participent à cette 'coalition' par des contraintes, de façon non-compétitive, hiérarchique et remplissent des rôles fonctionnels différenciés par les catégories reconnues par l'Etat. Cette dernière instance se réclame du droit au monopole de la fonction représentative de telles catégories. Ce compromis arrive en échange de l'exercice du contrôle sur la gestion de leurs exigences et les besoins de leurs organisations³²⁰ 3

Dans ce cas, les activités extractive et distributive sont mises en œuvre de manière corporatiste, à travers les négociations entre les agences de l'Etat et les organisations concernées par une politique sectorielle. Ces compromis donnent matière à un réseau de politiques publiques (policy network). Le réseau « de producteurs » est organisé autour d'un intérêt économique particulier, qui entraîne des relations d'interdépendance relativement limitées ; le réseau intergouvernemental désigne le regroupement, sur le plan horizontal, d'autorités locales et territoriales ; le réseau professionnel renvoie à l'existence de professions organisées sur le plan vertical, soudé autour d'une expertise spécifique, qui valorise la coupure par rapport aux autres réseaux. La conséquence en est la formation d'une communauté des politiques publiques (policy community). Elle configure et articule de façon stable, hiérarchisée et interdépendante, sur le plan horizontal et vertical, des acteurs des politiques publiques.

L'enjeu de cette entente est double : d'une part, elle permet d'éviter des « anarchies organisées » ; d'autre part, on parvient de la sorte à un cadre consensuel favorisant l'action collective. Sous l'angle de l'interactivité sociale à propos des politiques publiques, Rhodes et Marsh définissent le réseau comme « un groupement ou un complexe d'organisations, liées les unes aux autres par des dépendances en termes de ressources, et qui se distinguent par des différences dans la structure de cette dépendance »³²¹ 4.

Ces analyses, évidemment porteuses pour l'éclairage de l'interactivité du politique et du social dans pays occidentaux, ne parviendraient pas à la même conclusion dans les espaces entre la tradition et la modernité. Par ailleurs, ce cadre d'analyse n'éluciderait pas les rapports entre pouvoir et réseaux sociaux, dans un contexte colonial, à deux égards.

D'abord, l'apport et l'intérêt épistémologique de l'analyse en termes de types idéaux ne sont nullement à sous-estimer, surtout lorsqu'on s'aperçoit de son efficacité dans l'effort de comprendre les singularités contextuelles de l'action sociale. Qu'elle soit moderne ou traditionnelle, la société s'avère comme un corpus balkanisé en des groupements s'attachant à des systèmes de représentation toujours en interactivité. Dans un Etat moderne, l'un ou l'autre des types-idéaux proposés (traditionnel, charismatique ou rationnel-légal) peut s'avérer comme une importante source de soutiens, débouchant sur la réalisation de rationalités politiques. La méthode s'inspirant de la sociologie de M. Weber, d'employer les types idéaux en les traitant comme des construits isolés, nous semble donc peu représentative des sociétés africaines contemporaines.

En second lieu, la colonisation entraîne certes des changements mais elle ne donne pas lieu à une collectivité moderne. La société moderne se caractérise, comme le soutient La

³²⁰ 3 Cf. SCHMITTER, cit., in COATES, D., op. cit., p. 123.

³²¹ 4 Cf. Rhodes et Marsh, cités, MULLER, Pierre et al., op. cit., p. 91

Palombara³²² 5, par l'autonomisation croissante du politique, par la construction d'un centre prétendant au monopole de la fonction politique, au contrôle systématique de la périphérie, à la coordination autoritaire des rôles sociaux, à l'accomplissement d'une fonction distributive sur son territoire. La modernité politique implique ensuite la mise en place de moyens appropriés : la construction de la bureaucratie capable de prendre en charge les tâches de coordination et de redistribution ; l'apparition de groupes de type secondaire et inclusif pouvant assurer, sous forme syndicale, partisane, la représentation de la périphérie auprès du centre et la transmission de différentes demandes ; la généralisation de la revendication qui devient en soi un élément de communication fonctionnelle, dans un contexte de division du travail social. Le principe d'une loi impersonnelle générale et valable, uniformément pour tous, s'inscrit dans ce processus d'universalisation. La sphère publique ne fait dans ce domaine qu'aligner son mode de fonctionnement sur celui de la sphère privée : de même que celui-ci se trouve organisé sur la base d'échanges interindividuels, réglés par des processus contractuels tels qu'ils se dégagent des mécanismes de marché ; de même, le système politique suppose, pour fonctionner de façon moderne, la mise en place de lois objectives s'imposant directement à tous les individus et retirant à tout groupe intermédiaire le droit d'élaborer, de façon autonome, un système normatif qui lui serait propre. D'après Bendix³²³ 6, cela conduit enfin à la logique d'institutionnalisation. Le pouvoir n'apparaît plus comme propriété du Prince ou de l'Empereur, mais tend à s'imposer comme un mandat qui lui est confié, ce qui dans cette optique lie modernisation et changement de formule de légitimité pour consacrer la légitimité comme un construit social intrinsèquement moderne.

Il importe alors d'identifier les contours des réseaux constitués par l'ensemble d'acteurs de l'agencement des relations sociales, dans le cadre du rapport Etat/société, à l'ère coloniale et post-coloniale. Ces contours de l'interactivité du social et du politique, dans le cadre de la mise en oeuvre d'une politique publique, s'avèrent un construit spatialement et historiquement situé. De ce fait, il est intéressant de retenir les spécificités de l'interactivité sociale dans un environnement se croisent les déterminations d'une bureaucratie autoritaire et la diversité d'espaces traditionnels. L'hypothèse animant ce raisonnement s'appuie sur le constat que le pouvoir cherche certes à accomplir, dans le cadre d'interactivité complexe, des rationalités qui en sont constitutive. Mais sur le plan de sa concrétisation, il ne peut qu'avoir recours à une stratégie de coalition et de collusion. On souhaiterait par-là rendre compte que les entreprises du pouvoir, dues à sa capacité de mobiliser des ressources et de gérer l'action collective, sont redevables à la construction de réseaux d'acteurs. L'allocation différenciée des ressources, la définition de la règle aussi bien des échanges multiformes et inégalitaires, sont des assises de l'action sociale.

Pour ce faire, on fait d'abord appel au schéma de Kingdom³²⁴ 7 afin de restituer les espaces de centralité, intermédiaires et périphériques, dans les réseaux administratifs coloniaux. D'après lui, qu'elle se rapporte à l'Etat ou à des organisations non-étatiques, nous pouvons distinguer deux grandes catégories d'acteurs politiques, comprenant chacune ses sous-catégories, dans un système d'action sociale. On y identifie ceux hiérarchiquement connectés par des appareils gouvernementaux et, à l'opposé, ceux qui se trouvent à l'extérieur. Dans un ou dans d'autre champ, les ressources de pouvoir, qu'elles soient

³²² 5 Voir La PALOMBARA, cité, BADIE, Bertrand, « Forme et transformation de communautés politiques », in GRAWTZ, M.-LECA, J., (Sous la direction de)*op. cit.*, p. 612

³²³ 6 Cf. BENDIX, cit., BADIE, Bertrand, *ibidem*.

³²⁴ 7 Voir KINGDOM, cité, LEMIEUX, V., *Etude des politiques publiques*, ...*op. cit.*, pp.32-36 ; *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*....*op. cit.*, pp. 123-126 et 181-184.

de nature statutaire, relationnelle, informationnelle ou économique, sont des outils pour déterminer leurs positionnements dans les appareils en réseau.

Selon ce schéma, le centre du pouvoir sera rempli par les responsables et ce sera à eux qui reviendra l'exercice du pouvoir, acte témoigné par le contrôle des décisions. Kingdom les qualifie d'acteurs-entrepreneurs du fait que l'ensemble des ressources dont ils disposent leur permet un rôle clef dans la définition de politiques publiques. Leur parole est légitimatrice du référent d'une politique et, par-là, des options à suivre ainsi que des priorités susceptibles d'être mises à l'agenda des appareils. L'acteur-entrepreneur et le Parti politique dont il est le représentant jouissent ainsi de l'autorité d'élaborer et de faire adopter les politiques qui portent sur le statut d'autres acteurs, que ce soient des agents ou des intéressés. C'est le pouvoir constitutif d'un système d'action sociale ou politique. Il représente, si l'on revient, à M.G. Smith, le type supérieur du pouvoir. Ce dernier est dépendant des pouvoirs prescriptif et allocatif, eux aussi fondamentaux pour le fonctionnement du système.

Le pouvoir constitutif d'un système politique se manifeste également par l'organisation des outils d'action à l'intérieur du système. Ces derniers se traduisent par le déploiement d'un ensemble d'appareils. La définition de leurs statuts et de leurs activités, selon le principe de division du travail et d'articulation hiérarchique, s'avère aussi importante pour leur fonctionnement. Il se crée de la sorte un espace du pouvoir dont l'appareil est confié, selon son importance stratégique, ou à des responsables ou encore à des agents. Ces derniers se distinguent par le fait qu'ils sont spécialisés dans certains secteurs administratifs/gouvernementaux, ainsi que dans l'élaboration des politiques qui les concernent. Au moyen de compromis politiques et de l'allocation de ressources statutaires respectives, ils se font présents dans de nombreux appareils intermédiaires et périphériques, ceux-ci pouvant être administratifs, militaires, policiers ou d'autre nature. Tant les responsables que les agents se font un entourage formé d'experts et de techniciens. Ceux-ci se distinguent par leurs savoirs et compétences très importantes comme des ressources (humaines) d'action dans la diversité des secteurs d'intervention du pouvoir.

Les interactions ayant lieu dans ce cercle témoignent du fait que les appareils en réseau sont traversés par un courant du pouvoir, qui ordonne les activités et la et définissent la rationalité du système d'action. Jean Pierre Gaudin qualifie à ces ensembles de « groupes à savoir partagé »³²⁵ 8. A la suite de Peter Haas, Jacques Lagroye identifie ce corps comme une communauté épistémique : « Les membres d'une communauté épistémique partagent des compréhensions intersubjectives, une manière de connaître et de raisonner, construisent un projet politique fondé sur les mêmes valeurs, partagent les mêmes représentations causales, utilisent les même pratiques discursives et s'engagent dans la même mise en pratique et la même production d'informations »³²⁶ 9. L'application des politiques publiques se fait généralement de façon administrative. Le pouvoir s'exerce de façon hiérarchique, d'un palier de l'organisation à l'autre, la circulation des ressources sur une base transitive étant le relais de son agencement. Cet état est aussi un construit politique et son existence, dans la durée, peut s'expliquer par les rapports de conflits et de compromis entre des acteurs participants à cette communauté.

On se heurte à cette réalité politique lorsque on essaye d'appréhender les rapports entre les centres du pouvoir et les cercles qualifiés par Kingdom comme les groupes

³²⁵ 8 Cf. GAUDIN, Jean-Pierre, "Politiques Urbaines et Négociations Territoriales : quelle légitimité pour les réseaux des politiques publiques", *RFSP*, Vol. 45, n°1, Fév. 1995, pp 31-56, p. 54.

³²⁶ 9 HAAS, Peter, *cit.*, LAGROYE, Jacques, *Sociologie politique.... op. cit.,...p.463.*

d'acteurs à l'extérieur des appareils gouvernementaux. Sous-divisés en deux sous-groupes, on y distingue d'abord les intéressés. Associés ou non, ils sont attentifs à la formulation et à la mise en oeuvre des politiques qui concernent leurs intérêts. Les groupes patronaux, les groupes professionnels, les groupes syndicaux, les groupes d'intérêt général. Les groupes subalternes du gouvernement ainsi que les médias, figurent parmi les intéressés. Enfin, selon le schéma de Kingdom, Il s'ensuit la population beaucoup moins spécialisée. Il s'agit d'électeurs, de contribuables, d'administrés, qui sont au contraire des généralistes dans les publics. Toutefois, elles se spécialisent lorsqu'elles adhèrent à des groupes ou à des organisations d'intéressés. Les populations sont en effet touchées par un peu toutes les politiques. Elles sont appelées à participer à la suggestion et à l'élaboration par leurs suffrages, leurs opinions (mesurés par les sondages) ou leurs contributions, et c'est sur elles que sont appliquées les mesures gouvernementales.

Le schéma de Kingdom renvoie à ce que Jacques Lagroye tient pour réseau politique. Pour lui, un réseau politique est entendu comme un « système de relations traversant en quelque sorte plusieurs secteurs de la vie sociale (politique, économique, culturel, administratif, etc.) et liant durablement ses membres par l'intérêt commun qu'ils trouvent à s'épauler mutuellement, dans l'action politique : c'est le faisceau d'obligations réciproques et qui fonctionnent sur la longue durée »³²⁷0 . Le pouvoir est le facteur de cette articulation de forces sociales diverses. Il y est également une ressource à la portée des appareils étatiques et de ceux qui n'en font pas partie. Par rapport à l'un et à l'autre champ du politique, on s'interroge donc sur les stratégies de légitimation de la domination, des codes communicationnels débouchant sur le consentement à des leaderships aussi bien qu'au système de rapports sociaux en place.

Quant au propos de cette étude, ce schéma est porteur à bon nombre d'égards. Il éclaire le fait que les politiques publiques construisent un espace de convergence et de divergence d'intérêts concernant la diversité des publics composant la société. Au contraire de ceux qui font croire que les politiques publiques traduisent l'action des autorités publiques au sein de la société³²⁸1, on peut par ce schéma apercevoir qu'elles conduisent ses acteurs à un espace d'interactivité complexe. Kingdom renvoie à des entreprises théoriques s'inspirant d'une perspective systémique et stratégique.

M. Crozier et E. Friedberg rappellent à cet égard que le phénomène de convergence et de divergence d'intérêts est le propre des organisations. Elles s'avèrent de ce fait comme des univers de conflits et leur fonctionnement est le résultat des affrontements entre les rationalités contingentes, multiples et divergentes d'acteurs relativement libres, utilisant des ressources à leur disposition. Pour ces auteurs, les conflits d'intérêts, les incohérences ne sont pas les manifestations de 'dysfonctions organisationnelles' mais la rançon qu'une organisation doit payer pour exister, et la condition même de sa capacité à mobiliser les contributions de ses membres peut fonctionner convenablement. L'environnement organisationnel est toujours celui de rareté de certaines valeurs, faisant que les individus et les groupes qui y participent soient en compétition les uns avec les autres pour leur distribution.

³²⁷ 0 LAGROYE, Jacques, *cité*, TARTRY, Sandrine, *Les réseaux en politique. Raymond Barre à Lyon (1978-1995)* (DEA de Science politique), Lyon, Université Lumière Lyon 2-Institut d'Etudes politiques, L'année universitaire 1995-1996, 100p, p. 21

³²⁸ 1 Cf. THOENING, Jean-Claude, MENY, Yves, *cités*, LEMIEUX, V., *L'Etude des politiques publiques....op. cit.*, p. 4.

Bien qu'elles ne soient pas complètement fructueuses pour la saisie des spécificités de l'interactivité du social et du politique dans un espace entre la tradition et la modernité³²⁹2, ces études semblent stimulantes. Si l'espace public se distingue par la convergence et la divergence d'intérêts, il serait intéressant que l'on puisse saisir la façon par laquelle se réalise sa structuration interne. Cette perspective conduit aussi à ce qu'on porte un regard critique sur ses pôles de pouvoirs aussi bien que sa hiérarchisation en termes de centre, espaces intermédiaires et périphériques, à l'intérieur et en dehors des espaces formels du pouvoir. Ce serait par cette entremise que nous pourrions analyser le pouvoir comme système organisé d'interactions multiples. Selon sa réussite ou l'échec dans l'effort sans cesse de se procurer des moyens de coercition et de légitimation, cette interactivité du social et du politique peut déboucher sur des situations de conservatisme ou de rénovation structurante.

2.1.2. Pouvoir colonial, appareils et centralité

Pouvant se rapporter à différents régimes politiques, l'interactivité du social et du politique relève d'un centre coordinateur qui en définit les règles. Pour ce qui est de l'Etat colonial, tout en intégrant de multiples sous-systèmes de pouvoir traditionnels, cela a pris corps par l'établissement d'une bureaucratie, entendue comme organisation structurée et hiérarchique, avec ses espaces intermédiaires et périphériques.

Aux prises avec l'activité régulatrice destinée à assurer l'accomplissement de la capacité extractive et responsive du système politique, responsables et agents se spécialisent dans des rôles bien précis (Président, gouverneur, administrateur, secrétaire, agent officiel, etc.). Le pouvoir politique s'y réclamant de la centralité dans la fonction constitutive du système, il a mis en place l'organisation en forme d'appareil de plusieurs instances de pouvoir (modernes et traditionnelles) reliées par des connexions officielles. Des relations formalisées ont été codifiées. Sur cette base, certaines personnes se sont vues promues à des postes d'autorité sur d'autres : elles leur donnaient des ordres dans l'administration, elles les notaient et ces notes ont une influence sur les promotions. L'ensemble de ces liens formalisés constituaient l'organigramme de l'organisation du pouvoir. Il chercha ainsi à réguler les rapports entre dominants et dominés, à l'aide des règles constitutionnelles mais aussi en réhabilitant des sous-systèmes de régulations intrinsèques aux espaces communautaires traditionnels.

La structuration du système administratif colonial fut construit dans le cadre de conflits d'intérêts coloniaux luso-anglais, au tournant du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle (voir chap. I). Au fur et à mesure que se construisait le réseau-territoire, s'est structuré l'environnement où le pouvoir s'est imposé : d'abord comme réseau et, puis comme un facteur structurant un système d'administration aboutissant à la structuration d'un acteur collectif. Le premier se composait de toutes les relations de pouvoir codifiées selon les règles, le second se fondait sur la connexité des groupements divers et hiérarchisés, donnant lieu à une société globale peut-être mieux décrite par J.-D. Reynaud :

Quelle que soit l'image qu'essaient d'en donner, les organisations qui leur correspondent /...../ peu de communautés sont stables, cohérentes et homogènes. Elles reposent sur un projet, c'est-à-dire sur un mouvement, et ce

³²⁹ 2 Une Colonie, par exemple, serait un espace sous un régime semblable à celui qualifié comme une bureaucratie autoritaire : excluant, répressif, non compétitif ; coalition technocratique civile et militaire visant à promouvoir l'extraction des ressources. Cf. O'Donnel, Guillermo, cité, JOBERT, Bruno –MULLER, Pierre, *L'Etat et action : politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, 1997, 187p, p. 147.

mouvement n'apparaît jamais que dans un univers social où existent déjà des communautés précédentes et des liens communautaires. Une communauté nouvelle, sauf cas exceptionnel, n'est pas une belle construction cohérente. Elle utilise les pièces et les morceaux hérités du passé, elle retisse comme elle peut et tisse des liens communautaires. Elle est un ravaudage ou un bricolage, réutilisant à des fins nouvelles des morceaux de charpente anciens. Inversement, parce que ce bricolage est difficile, parce que les anciens liens ont une inertie et gênent la formation d'un nouveau tissu, une nouvelle solidarité peut paradoxalement trouver nourriture dans des facteurs de division pour briser les communautés passées³³⁰ 3

Dans le contexte colonial, ce fut donc dans ce nouvel enchaînement de groupements sociaux que le pouvoir y a déterminé ses stratégies en terme de mécanismes et de contraintes de l'action politique. Leurs passés et mémoires vivants, leurs craintes et attentes, leurs nouvelles stratégies face aux enjeux du politique se trouvaient à base des contours de l'interactivité du social et du politique. La logique de l'établissement des appareils, comme des symboles de la conquête et de l'exercice de la souveraineté étatique, a été déterminée par cet environnement social. D'après les sources coloniales, le fonctionnement de tels appareils devrait obéir à des règles, à savoir:

(i) La division du travail : Sa visée est la production maximale avec un minimum d'efforts. Elle s'observe dans toutes les sociétés d'autant plus qu'elles seraient développées. L'apport de ce principe est la spécialisation, qui présente ses avantages ; (ii) L'autorité et la responsabilité : L'autorité repose sur l'exercice du commandement ; pouvant cette autorité être assignée ou acquise par l'individu ; son exercice suppose l'esprit de responsabilité ; (iii) Discipline : Elle se traduit par l'obéissance, assiduité, et du respect à l'égard des supérieurs hiérarchiques ainsi que de l'institution ; (iv) L'unité du commandement : Elle se concrétise par le fait que chaque agent de l'action doit recevoir des ordres d'un seul chef afin que le manque contrôle soit évité ; (v) La subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt du public ; La rémunération du personnel : Cette dernière traduit le prix du service rendu. Etant établie avec équité, elle influe sur la qualité de la prestation de l'agent ; (vi) Centralisation : Elle se traduit par le fait qu'un centre monopolise l'émission de l'ordre par des arrêtés permettant l'agencement de l'organisation administrative. Les limites de la centralisation et, à l'inverse, de la décentralisation, doit être fonction des qualités du personnel. En fait, si l'on dispose des agents compétents, sa mise en valeur suggère qu'on les utilise non comme des simples agents mais comme de collaborateurs ; (vii) Hiérarchie : Est formée par la série de chefs, depuis ceux du sommet aux agents des plus bas échelons. La structure hiérarchique est le schéma normalement parcouru par les communications, d'en haut en bas et du bas en haut. L'on doit veiller à ce que la hiérarchie n'apporte pas des blocages à l'efficacité de l'action collective comme il arrive dans certaines organisations³³¹ 4.

Ces références renvoient à l'ensemble des traits évoqués par M. Forcé et A. Degenni et V. Lemieux comme des caractéristiques des appareils. D'après ces auteurs, les appareils ressemblent à des organisations. Leurs agents y sont en interaction dans le cadre d'un système de liens leur imposant obligations et contre-prestations. S'agissant d'un appareil, ses agents sont liés à un cadre d'action distinct par les traits suivants : la spécialisation et

³³⁰ 3 Cf. REYNAUD, Jean-Daniel, *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin Editeur, 1989, 306p, p. 81.

³³¹ 4 Voir MARQUES, José C. B. M., « Sobre a Dinâmica da Administração Pública no Ultramar », *Estudos Políticos et Sociais*, Lisboa, Instituto Superior de Ciências Sociais e Políticas Ultramarinas, 1968, pp. 481-630, pp. 585-586.

la limitation des rôles ; les relations fortement finalisées ; l'établissement des liens sur une base formelle ; l'exercice d'une fonction régulatrice tenant ses frontières pour référence, de telle sorte qu'on se rende compte de ceux qui y participent ; la coordination de l'action se fait selon les règles explicites, spécialisées et prévues à cette fin ; La hiérarchie des acteurs³³²5.

On y ajouterait, en accord avec R. Burt et J. Remy³³³6, la dimension du pouvoir comme le propre des appareils, dans la visée de comprendre la relation entre structure et action. Les ressources du pouvoir contribuent à éclairer si cette dernière a du sens dans le contexte de la structure. On se permet d'avancer que l'action prend du sens sous contrainte structurelle et que l'action sociale peut être à l'origine de structures sociales. Dans un système hiérarchique d'appareils, la distribution non équitable du pouvoir et la mise en place des interactions hétérophiles sont des préalables de son fonctionnement et de son efficacité. Ainsi, cette valeur différentielle intrinsèque aux positions hiérarchiques dans une structure se traduira sous la forme de l'accès et du contrôle différencié de ressources d'action. Dans une organisation, il y aura par conséquent de nombreux niveaux hiérarchiques (le différentiel de niveau), la distribution des occupants par niveau (le différentiel de taille) et la distribution de ressources disponibles par niveau et parmi les occupants (le différentiel de ressources).

La relation entre ces données et la structuration des réseaux administratifs impose qu'on considère l'articulation des instances de l'organisation comme système. A propos du différentiel de niveau, une organisation peut être décrite en partie par le nombre de ses niveaux hiérarchiques. Un niveau est défini par un ensemble de positions qui contrôlent des ressources similaires et dont les occupants ont accès à des ressources sociales équivalentes ; en ce qui concerne le différentiel de taille, elle se remarque au fur et à mesure de la variation relative à de divers niveaux. A l'un des extrêmes, chaque niveau a le même nombre d'occupants et, à l'autre, chaque niveau a un nombre différent d'occupants, les membres relatifs diminuant du bas vers le haut de la structure. A mesure que le différentiel de taille augmente, les membres du groupe le plus grand (le plus bas), ont de plus en plus de chances d'interagir, réduisant la probabilité d'interaction avec un membre du plus petit groupe, qui est aussi le plus haut placé dans la hiérarchie. On peut donc s'attendre à ce que le différentiel de taille soit négativement corrélé avec l'effet-lien et positivement avec l'effet-position. Le paradoxe est que, à mesure que les différentiels de taille augmentent dans une structure hiérarchique pyramidale, plus le niveau est proche du sommet, moins il y a d'occupants et plus vaste est l'éventail de contacts pour ses occupants, moins ils bénéficient des interactions hétérophiles pour leurs actions instrumentales. Au contraire, à la base de la structure, les opportunités pour les occupants (qui ont besoin d'interactions hétérophiles pour leurs actions instrumentales) sont restreintes par la grande taille de leur niveau.

Cette grille de lecture de liens et d'interactions sociales dans les structures hiérarchiques s'avère fructueuse pour éclairer les rapports entre les réseaux administratifs et réseaux sociaux, au Mozambique. Comme un construit au cœur de l'agencement des rapports sociaux, la centralité du pouvoir³³⁴7 amène à ce qu'on s'interroge sur les rapports

³³² 5 Cf. BURT. R.- REMY, J., cités, FORSE, M. – DEGENNE, A., *op. Cit.*, pp. 173-174 ; LEMIEUX, V., *Réseaux et appareils : logiques des systèmes et langages des graphes.... Op. cit.*, pp. 23-26.

³³³ 6 Voir REMY, J., « Morphologie sociale et représentations : le statut dans la problématique durkheimienne », ...*art. cit.*, p. 697-698 ; BURT, Ronald S., « Le Capital social, les trous structuraux et entrepreneurs », ...*art. cit.*, pp. 613-614.

³³⁴ 7 La centralité maximale de degré d'un sommet correspond à la situation du centre d'une étoile, c'est-à-dire, au nombre maximum de sommets auxquels il est possible d'être connecté. La centralité de degré privilégie le point de vue local et mesure l'activité ou la capacité de communication ou d'échange de chaque individu au sein d'un réseau, en ne tenant pas compte de sa capacité à contrôler ces communications. Or, on peut également penser qu'un individu est d'autant plus central qu'il dépend moins des autres

entre le noyau, les pôles intermédiaires et périphériques, dans un système de domination. L'enjeu à l'horizon est de parvenir à saisir par ce biais les origines des groupes qui se voient légitimés à occuper les différents degrés du pouvoir. Cela pour rendre compte leurs affrontements, les capitaux qu'ils y investissent ainsi que (l'in)stabilité de leur système d'échange, comme des conditions pour la réussite, dans la fonction coordinatrice de l'action collective.

Pour en faire l'éclairage, on analyse les rapports entre les réseaux administratifs et les réseaux sociaux, à l'époque coloniale. Dans la perspective coloniale, le territoire de l'Etat a été construit, bien évidemment, dans la logique de la mise en place d'un système de pouvoir. La structuration de ce dernier signifiait à la fois la création des appareils permettant la mise en œuvre des rationalités des nouveaux rapports à l'espace territorial ainsi qu'aux populations dominées. Colonisateurs et colonisés se sont ainsi engagés dans un cadre d'interactivité, donnant lieu à un construit politique (l'Etat colonial) dont la nature et le fonctionnement restent à décoder. Il est d'autant plus intéressant d'en faire la lecture en terme de réseaux pour éclairer les rapports sociaux dont le politique fait appel à propos de systèmes institutionnels fort disparates.

Dès le départ, il semble utile de retenir l'aspect suivant. Il aurait eu le primat de la logique de conquête et de la rationalité du Centre du pouvoir colonial dans la détermination du rapport à la Colonie. Cela explique peut-être l'intérêt de privilégier plutôt le contrôle par les appareils administratifs, le réseau-territoire restant un construit à accomplir d'après les enjeux politiques. Quant au réseau administratif, son territoire et ses traces sont bien identifiables. Le noyau central se structure, logiquement, à Lisbonne, successivement la Capitale de « l'Empire colonial », d' « Outre-mer », des « Colonies » et enfin des « Provinces d'Outre-mer »³³⁵ 8. Pour ce qui est de la Colonie, il s'y établit l'instance intermédiaire du pouvoir, dont la direction revient au Commissaire-royal, à l'époque de la Monarchie, et au Gouverneur-général, à la suite de l'établissement, en 1910, du régime républicain. La ville de Lourenço Marques étant le siège de la Colonie, elle était aussi le point d'où se déployait un complexe réseau administratif dont les points d'articulation possédaient différents statuts, selon leur centralité de degré. Par sa nature coalitive et hétérophile, ce

pour communiquer avec l'ensemble du réseau. Autrement dit, il a besoin de relais pour transmettre ses messages. De ce point de vue, il est d'autant plus central qu'il est indépendant, indépendance et contrôle étant ici synonymes. Pour rendre compte de ce deuxième, deux mesures sont envisageables. D'abord, la centralité de proximité : une première façon d'évaluer la centralité d'un individu ou groupe selon ce critère consiste à juger de son degré de proximité vis-à-vis des autres individus. Il s'agit cette fois d'une mesure plus globale faisant intervenir non pas les seules connexions d'un individu à son voisinage, mais proximité à l'ensemble des membres du réseau. Ensuite la centralité d'intermédiation : la même conception de centralité peut se traduire par une mesure plus précise qui fait cette fois appel à la faculté d'intermédiation d'un individu ou groupe. Un individu peut fort bien n'être que faiblement connecté aux autres (centralité de degré faible) et pour autant s'avérer être un intermédiaire indispensable dans les échanges. Plus celui-ci sert ou peut servir d'intermédiaire pour tous les membres du réseau, plus il est en position de contrôler la communication ou d'être indépendant des autres pour communiquer. Un tel individu peut influencer le groupe plus facilement en filtrant ou en distordant les informations qui y circulent. Il est également en meilleure position pour assurer la coordination de l'ensemble. De tous ces points il occupe une position centrale. Cf. FREEMAN, Linton, cité, FORSE, M. –DEGENNI, A., *op. cit.*, pp. 156-158.

³³⁵ 8 Ces successives et apparents changements du statut de la Colonie ont à voir avec l'opinion publique internationale à propos du système colonial portugais. Ils ont été adoptés ou bien à la suite du bouleversement du régime dans le contexte de l'ascension d'Oliveira Salazar au pouvoir ou bien pour apaiser la critique internationale. Ces désignations ont par conséquent été approuvées par le Arrêté du 11 avril 1933 ; 17 septembre 1945 ; 11 juin 1951 et du 2 août 1959. Voir GUEDES, Armando M.M., « Organização administrativa de Moçambique », *Moçambique. Curso de Extensao Universitaria. Ano Lectivo de 1964-1965*, Lisboa, Instituto Superior de Ciências Políticas, 1965, 695p, pp. 347-362, p. 361.

réseau intégrait également des chefs traditionnels, auxquels étaient réservées des tâches de même incontournables pour le fonctionnement du système.

Il est opportun d'éclairer, bien que brièvement, l'interactivité de la diversité des segments composant cette structure et, par-là, de faire la lumière sur la capacité du politique d'ordonner l'action collective dans un contexte de changement. Pour ce faire, nous nous appuyons sur la thèse du M. G. Smith sur l'interactivité structurale et l'évolution des systèmes politiques. D'après lui, la théorie du changement structurel repose sur deux distinctions fondamentales : celle qui existe entre la politique et l'administration et celle qui existe entre la forme et la substance. Elle est aussi fondée sur l'idée que le système politique d'une société est organisé selon des types structurels qui vont du général au particulier. Pour Smith, le gouvernement ou de façon générale la gouverne, consiste en la régulation des affaires publiques. Elle est faite de politique et d'administration. Les unités qui participent à la politique ont un caractère segmentaire, qui sont en contraposition les unes avec les autres. C'est pourquoi l'action politique ne peut prendre la forme du monopole sans se nier elle-même.

L'action politique typique implique la compétition sur le plan du processus décisionnel. Cette compétition, dans l'essentiel, est incompatible avec la monopolisation du pouvoir. De ce fait, quel que soit le cadre politique marqué par une complète concentration du pouvoir, la compétition s'y manifeste derrière le masque de l'unanimité au sommet de la structure gouvernemental en matière de la formulation des décisions politiques. Le processus et l'action politique se définissent donc sur la base des rapports de pouvoir entre groupes compétitifs. Ces relations de compétition ne sont ni compatibles avec la concentration exhaustive du pouvoir ni avec la mise en terme de la compétition politique³³⁶9.

C'est encore à Smith qu'on doit l'explication qui suit. Contrairement à la nature segmentaire des activités et des relations politiques, la hiérarchie est intrinsèque à l'administration car elle remplit une fonction d'organisation et de coordination de l'action gouvernementale. Tandis que l'action politique se fonde et s'oriente vers l'appropriation du pouvoir, l'administration s'appuie sur l'autorité. En ce qui concerne la forme, elle renvoie aux relations de pouvoir existantes entre acteurs, alors que la substance renvoie aux moyens qui sont touchés par ces relations de pouvoir.

Attaché à la pensée structuro-fonctionnaliste, Smith met toutefois bien en relief les usages du pouvoir dans les rapports sociaux. On trouve dans son analyse des points communs avec l'étude de M. Crozier sur le Phénomène bureaucratique. Les arguments de ce dernier témoignent du fait qu'il s'agit d'un construit assis sur des stratégies entretenant des rapports entre des groupements humains, dans un cadre d'interdépendance. Les logiques de chaque acteur, la nature programmatique de sa trajectoire, l'accès différencié à des ressources, sont des moyens de négociation et de l'action politique. Par conséquent, ces éléments sont tenus pour des moyens explicatifs de la rationalité (objective et sociale) de l'action collective.

Sous ce point de vue, ces analyses s'avèrent utiles pour éclairer les conflictualités entre le noyau central du pouvoir colonial, ses centres intermédiaires et périphériques. On remarquerait que Lisbonne s'est depuis toujours réclame le droit de stratège du système et, par-là, c'est à lui qu'est revenue la tâche de formuler la politique à suivre dans la Colonie ainsi que l'évaluation de sa mise en œuvre. L'intérêt du Centre à l'égard du contrôle de l'efficacité du système s'avère dans le conflit avec des instances dirigeantes établies dans la Colonie pour qui, au contraire, la décentralisation était de toute convenance.

³³⁶ 9 Cf. SMITH, M. G., *cité*, LEMIEUX, Vincent, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques.... op. cit.*, p. 173.

Déjà à l'époque de la Monarchie, à l'opposé de l'assimilation administrative, les Commissaires-royaux se sont battus pour la déconcentration et décentralisation politiques. Sous ce rapport, Antonio Enes³³⁷ 0 soutenait que « La Province (Colonie) devait être gouvernée et administrée en province, suivant des règles établies et contrôlées par la Métropole »³³⁸ 1. Cela permettrait, suivant ce Commissaire-royal, l'élaboration d'un « code administratif, tout neuf et particulier à chaque province, avec des règles spécifiques à chacun de ses districts ». Mouzinho d'Albuquerque (le remplaçant d'Enes) a, lui aussi, revendiqué l'institutionnalisation d'un régime permettant au gouvernement local (de la Colonie) plus de liberté mais qui n'apportait atteint à l'esprit de responsabilité. Dans cette visée, il faudrait mettre fin à l'« abominable système de centraliser à Lisbonne l'administration coloniale /.../ aussi bien qu'à la politique d'assimilation administrative »³³⁹ 2. Ces exigences parvenues au siège de l'Empire, M. d'Albuquerque n'a pas réussi à se tenir face à l'arrêt de 1898 limitant les pouvoirs des Commissaires-royales, fait suivi par sa démission.

Ces conflits opposant tenants de la centralisation administrative d'une part, et ceux de la décentralisation de l'autre, furent au cœur de la politisation des rapports entre le Centre de l'Empire et les instances dirigeantes en Province. En ce qui concerne l'évolution de la politique administrative coloniale, il serait à l'origine de la Réforme administrative par Aires d'Ornelas³⁴⁰ 3, dans sa qualité de Ministre d'Outre-mer. Par la suite, le pouvoir exécutif des Gouverneurs-généraux a été élargi. On leur a reconnu certaines responsabilités législatives, dès l'instant où un tel exercice mérite le consentement du Conseil du Gouvernement colonial. Pour la mise en œuvre de l'administration locale, il s'est établi que le territoire serait divisé en plusieurs unités administratives. Dans les régions majoritairement habitées par la population blanche, se créaient des Conseils, eux aussi sous-divisés en paroisses. Dans les zones peuplées par les Africains (colonisés), tout en respectant leurs institutions, le territoire fut partagé en circonscriptions civiles, elles aussi sous-divisés en des sous-circonscriptions et des postes administratifs. Les zones qualifiées « non complètement pacifiées » du fait que s'y manifestaient des révoltes à l'encontre de la domination coloniale, ont été partagées en des Capitánias-mores, divisées ou non en Commandos militaires.

A la suite de la révolution républicaine en 1910, la tendance à la décentralisation fut reprise, cette fois faisant appel à ce que l'on respecte des « Lois spéciales et adéquates à chaque Colonie ». Le but était de prendre distance du courant soutenant « l'assimilation et la centralisation administrative » au profit d'une « déconcentration de fonctions ». Le système étant animé par le projet de donner lieu à un régime où les colons auraient droit à la représentation politique³⁴¹ 4, ce fut d'en haut que s'est décidé : « Dans l'exercice de leurs fonctions, les Gouverneurs seront assistés par un Conseil du Gouvernement.

³³⁷ 0 Il a été désigné pour le poste de Commissaire-royal en 1894.

³³⁸ 1 Les mobiles du combat d'Antonio Enes au profit de la décentralisation sont mis en évidence dans l'extrait suivant : « Il est impossible de voir net le Mozambique à partir de Lisbonne et se l'on doit confier les yeux d'autrui pour que l'on puisse se rendre compte de ses problèmes, alors il vaut mieux confier dans la tête que les possède. Je souhaite que la Province soit gouvernée et administrée dans la Province. C'est au Mozambique que l'on gouvernera le Mozambique », Cf. ENES, Antonio, cité, FERREIRA, F., « Antonio Enes e o seu pensamento colonial », (Discutida em sessão do dia 8.9.1947 da sessão de Litteratura, Historia et Sociologia), *Sociedade de Estudos de Moçambique. Teses apresentadas ao 1º Congresso realizado de 8 a 13 de Setembro de 1947*, 1º Vol., Lourenço Marques, Tip. Minerva Central, 1947, pp. 2-7, p.7 ; GUEDES, Armando, M.M., *op. cit.*, p. 352.

³³⁹ 2 Cf. ALBUQUERQUE, Mouzinho d', cité, GUEDES, Armando, *op. cit.*, p.352

³⁴⁰ 3 Il s'agit de la reforme administrative de 1907

³⁴¹ 4 Cf. GUEDES, Armando M. M., *op. cit.*,...p. 355.

Chaque province sera, du point administratif, divisée en districts et ces dernières en Conseils administrés par des Commissions municipales pour la population blanche et en circonscriptions pour la population africaine ». Ce système a été mis en vigueur dans le territoire sous contrôle du gouvernement. Les zones soumises à l'administration de Compagnies souveraines en étaient exclues parce qu'elles se régiraient par des dispositifs spéciaux.

Ces incohérences du système administratif portugais tenaient non seulement des rapports de forces mais aussi à la persistance des segments dans les hautes instances du pouvoir ne sachant pas s'il fallait suivre le modèle colonial britannique³⁴² 5 ou français³⁴³ 6. Ce débat aurait connu un détournement avec l'arrivée en 1926 d'O. Salazar au pouvoir. Nationaliste, c'est à lui qu'est due la révocation du régime de Compagnies souveraines, ce qui parachève, dans les années 1930, l'intégration politique et administrative du Mozambique. L'Acte colonial (Une sorte de Constitution coloniale) approuvé par son régime, le débat autour de la centralisation-décentralisation administrative ont mérité le traitement suivant : « Il est inéluctable une juste décentralisation administrative qui va de pair avec l'autonomie financière pour le bien de l'intérêt national. Pour ce faire, les pouvoirs du Ministre des Colonies seront renforcés pour permettre une réelle intervention de l'exécutif dans les possessions portugaises ».

L'importance de ce rappel historique du conflit concernant la structure administrative c'est qu'elle permet de comprendre la façon dont sera organisé et déployé le réseau d'appareils administratifs. Siège de l'Administration depuis 1898, c'est à Lourenço Marques qui est placé le pôle articulateur permettant la communication entre les centres périphériques déployés dans la Colonie et le centre, à Lisbonne. Selon la Carte

³⁴² 5 Fondé plutôt sur des rapports de clientèle que sur l'intervention politique directe, bien qu'il eut les mêmes effets, le système anglais de l'administration coloniale se présente aux antipodes de celui des Portugais. Suivant le procédé de domination indirecte, les sujets du Royaume uni en Ouganda, en Tanganyika, au Nigeria, et dans d'autres colonies, furent administrés à travers leurs chefs traditionnels, transformés en agents de l'administration coloniale. Chaque province, chaque « district », en tant que cadre du gouvernement local, coïncida avec le cadre tribal et ethnique ancien. En Ouganda, par exemple, de grandes formations ethniques (comme les Baganda) formèrent soit tout un district (comme les Iteso, second groupe ethnique le plus important après les Baganda). D'autres tribus, plus petites, furent regroupées en provinces ou en districts, tout en formant séparément des paroisses ou des comtés au sein du district qui les regroupait. Ainsi, pouvait-on distinguer trois catégories de districts en Ouganda colonial. En premier lieu, il y avait des districts qui coïncidaient plus ou moins avec les anciens royaumes tels que le Bouganda, le Bounyoro, l'Ankole ou le Toro. En second lieu, des districts qui coïncidaient avec les tribus de grande envergure mais qui n'avaient pas connu auparavant un système étatique centralisé, comme c'était le cas des Iteso. Enfin, une troisième catégorie regroupait un ensemble de petites tribus de caractère anarchique, comme le district du Karanga qui rassemblait une multitude de petites tribus dont les Karamojong, les Dodoth, les Jie, les Tepeth, les Upé, les Labower, etc. Les populations ainsi découpées et regroupées selon leur appartenance ethnique ne se sont naturellement jamais considérées, jusqu'à l'indépendance, comme d'une autorité locale faisant partie d'une autorité centrale ou d'un ensemble territorial appelé Ouganda, mais comme des gouvernements autonomes. Par ailleurs, administrateurs et colons britanniques n'ont jamais favorisé les relations inter-ethniques. Voir LUGARD (Lord), cité, SYLLA, Lancine, *Tribalisme et parti-unique en Afrique-noire*, Saint-Just-la-Pendue, Université Nationale de Côte d'Ivoire-Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, 391p, pp. 66-67.

³⁴³ 6 Marqué par le modèle de centralisation, réservant au pouvoir métropolitain le droit souverain de légiférer, d'arbitrer et de décider des modalités d'application de la Loi, le système français d'administration coloniale présente beaucoup de ressemblances avec celui du Portugal. A l'instar de ce dernier, le système français déboucha sur le transfert du centre de la vie politique des espaces colonisés au bureau de l'administrateur européen, devenu le haut-lieu de la nouvelle autorité. Les chefs traditionnels durent répondre aussi souvent qu'il fallait aux convocations de l'administration, ce qui témoigne qu'ils n'étaient que des serviteurs du système en place. Voir LOMBARD, Jacques, *Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire : le déclin d'une aristocratie sous le régime colonial*, ...op. cit., pp. 91-105.

Organique de l'Empire Colonial Portugais, « chaque Colonie est, du sommet aux instances subordonnées, administrée par un Gouverneur, sous la surveillance du Ministre des colonies ; il exerce directement les fonctions qui lui concernent ou par l'intermédiaire des services, autorités et fonctionnaires qui lui sont subordonnés. Dans l'esprit du respect de la loi, cet exercice doit se dérouler après la consultation du Conseil du gouvernement général ». Nous trouverons donc dans la Capitale le Cabinet du Gouverneur général et le Conseil de son gouvernement, directement subordonné, d'abord au Ministère des Colonies puis au Gouvernement central et enfin à l'Assemblée « Nationale », à Lisbonne³⁴⁴7.

Dix départements (secteurs) composaient la structure du Gouvernement de la Colonie : Secrétariat général ; Défense ; Finances ; Travaux publics ; Affaires Indigènes ; Services de mer ; Transports et communications ; Agriculture et Education. Les liens entre le Gouverneur général et les chefs des secteurs composant l'Administration aussi bien que ses compétences étaient définies dans les termes suivants : « Les chefs des services provinciaux sont des agents du Gouverneur général dans l'administration de la province (Colonie). Ils décident avec lui directement, émettent et font respecter, à son nom, des arrêtes et d'autres instructions nécessaires au bon fonctionnement des services publics à leur responsabilité, dans les districts et d'autres territoires de la Province »³⁴⁵8.

Si l'on suit la révision administrative effectuée en 1954³⁴⁶9, les divisions administratives qu'on vient d'évoquer, sont des Districts, eux aussi divisés en Conseils municipaux (villes où la population blanche se considérait significative du point de vue politique) et des Circonscriptions (pour la population indigène). A l'instar des autres unités administratives, les responsabilités dans les Districts se définissent de façon hiérarchique. Le poste de responsabilité revenait au Gouverneur du District qui, à ce titre, coordonnait le gouvernement local. Ce dernier se structurait en répartitions, dont les postes de direction³⁴⁷0 étaient occupés par des agents du gouvernement du District. En cette qualité, ils devaient, au nom du Gouverneur, diriger les instances dont ils avaient la charge aussi bien que de faire respecter les arrêtes et les instructions émises par le gouvernement central.

Dans le cas où s'imposerait la constitution d'un Conseil municipal – comme ce fut le cas de Lourenço Marques (pour la population blanche), des élections étaient périodiquement mises en place. Elles étaient le processus pour la détermination de la représentativité des candidats à certains postes. Néanmoins, le pouvoir central intervenait en nommant ses représentants dans le Conseil. Ainsi, cet Organisme se composait d'agents et d'élus : L'agent du Ministère public auprès du Tribunal judiciaire ; Le secrétaire du District qui était aussi en charge au poste de secrétaire du Conseil ; Un chef du service du district nommé par le Gouverneur et dont l'exercice durait un an ; Deux vocaux élus par les Associations commerciales et industrielles. A cet Organisme participaient également les vingt propriétaires industriels et contribuables les plus importants du District.

³⁴⁴ 7 Voir « Carta Orgânica do Império Colonial Português , Promulgada pelo decreto-lei nº23.228 de 15 de Novembro de 1933 » in *Publicações diversas*, Lisboa, Imprensa Nacional de Moçambique, 1943, pp. 5-75, p. 6

³⁴⁵ 8 Voir : « Administração civil et financeira da Provincia de Moçambique », in *Moçambique : Administração civil* , Lisboa, Imprensa Nacional, 1915, pp. 3-39, p. 32

³⁴⁶ 9 D'après l'arrête n° 39.858, du 20 Octobre 1954, *cit.* ; COELHO, A. Vasconcelos Pinto, « A divisao distrital da provincia de Moçambique », ...op. cit., p. 98-99.

³⁴⁷ 0 Les chefs des services du Gouvernement du District étaient les suivants : Le secrétaire du District ; le chef de la répartition militaire ; le capitain des ports ou le délégué maritime ; le délégué pour la santé ; le directeur des chemins de fer (s'il y en a) ; le chef des travaux publics ; le chef des finances. Cf. *Idem*, p. 45.

L'ensemble de ces appareils se donne comme but la mise en œuvre de politique coloniale, ici entendue comme des tentatives évolutives de mise en ordre des désordres générés par l'interactivité du social et du politique. Action coordonnée à partir du centre du pouvoir par les acteurs-entrepreneurs et leurs agents, ses enjeux porteront donc sur ce qui constitue la source ou la menace du pouvoir. Cette interactivité témoignant de l'existence d'un système de pouvoir, deux éléments en définirons les traits : la régulation de l'activité extractive et de l'intégration sociale, cette dernière pouvant se baser sur la mobilisation des convictions communes ou, dans le cas où le politique n'a pas la nation comme référent commun, sur des échanges sociaux.

2.1.3. Déconcentration politique : mode d'inscription du pouvoir dans la société

Le fonctionnement systémique du pouvoir soulève des questions non sans intérêt, lorsqu'on s'efforce d'expliquer le phénomène d'adhésion et de collaboration ou de rejet d'une politique. Ce dernier rapport pouvant entraîner des conflits et/ou des dysfonctions systémiques, on parviendrait pas également à éclairer les éléments affectifs à la base de la démobilisation.

Par ailleurs, le pouvoir ne peut s'en tenir qu'à la contrainte. Ses entreprises survenant dans le cadre de rapports humains, elles font toujours l'objet, d'abord, d'interrogation sociale puis de la communication politique. A ce titre, les construits politiques ne sont légitimables qu'à travers les schèmes justificatifs et évaluatifs des acteurs sociaux. Ces schèmes d'évaluation s'inscrivent dans le système des règles sociales, dans les modes d'auto-représentation et de représentation du politique³⁴⁸ 1.

Les acteurs politiques sont, avant tout, des acteurs sociaux. H. Simon a, à ce propos, amorcé à la fin des années cinquante le renversement des perspectives analytiques de l'action sociale. Redevables à la reconnaissance du caractère libre et actif de chaque agent humain au sein d'une organisation, cet élargissement humaniste permet à H. Simon de rendre compte d'un nombre croissant de facteurs contingents. C'est grâce à cette mise au point de l'action sociale que s'est peu à peu construite la théorie de la rationalité limitée, à laquelle M. Crozier lui a supplémentairement apporté des éléments elucidatifs :

L'homme ne peut parvenir à la rationalité absolue, limitée qu'il est théoriquement affecté par d'insolubles problèmes d'ordre cognitif, et, pratiquement, par le coût même de l'information. La découverte de l'existence de ces facteurs limitatifs permet de rétablir l'analyse rationnelle en la mettant à sa vraie place et de tenir compte des facteurs humains qui ne vont pas à l'encontre de son exercice, mais en déterminent simplement le cadre. Dans cette nouvelle logique, l'organisation hiérarchique et monocratique, n'apparaît plus comme l'incarnation de la rationalité, mais comme un expédient de moins en moins utile³⁴⁹ 2.

³⁴⁸ 1 C'est par référence à la relation vécue, on le soutient avec G. Granai, que se construisent les liens affectifs et de légitimation ou la prise d'une attitude de démarcation par rapport au politique : « A travers la relation avec autrui le phénomène social traduit /.../ l'avènement d'un niveau original de l'existence : l'existence n'est plus simplement vécue ; elle est exprimée. L'expression est liée à la nature même du rapport humain qui est communication ; elle surgit de ce retard de réaction par quoi nous avons symbolisé la conscience ; elle est la médiation nécessaire entre moi et autrui, comme elle sera la médiation nécessaire entre moi et les choses », Cf. GRANAI, Georges, « Communication, Langage, Société », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. XXII, Janv.-Juin, 1957, pp. 97-110, p. 103.

³⁴⁹ 2 Cf. CROZIER, M., « Bureaucratie », in *Encyclopedia, Corpus 4*, Paris, 1996, pp. 661-664, p. 663 ; C. Tilly soutient à ce propos que « les individus n'utilisent pas indifféremment une forme d'action collective plutôt qu'une autre mais choisissent

Mise en valeur pour appréhender l'interactivité du social et du politique dans un espace social entre tradition et modernité, multi-langue et multi-religieux, cette théorie amènera à mettre l'accent la déconcentration politique, comme stratégie d'adaptation du pouvoir, par rapport à son environnement. Sous ce rapport, on essaye de démontrer que, lors des années soixante et soixante-dix, le politique fut au cœur de la structuration d'un système d'action bien particulier, à deux égards : d'abord, il s'est avéré coalitif, car basé sur des alliances avec des segments de l'élite de la multiplicité des espaces sociaux composant la mosaïque culturelle mozambicaine, pour faire face au Mouvement anti-colonial ; ensuite, il s'est affiché comme un système collusif du fait de se fonder sur l'allocation inégalitaire des ressources, le pouvoir dominant pouvant ainsi être aux prises avec le contrôle de l'appareil politique.

Le Gouvernement portugais a en effet donné son feu vert pour le transfert du processus électoral semblable à celui du Portugal, dans les villes hautement peuplées par les colons. Il s'y créait donc des situations électorales pour les postes de dirigeants. Grâce à leur niveau d'instruction et à leur statut de « citoyens » portugais, les candidats à la représentativité devraient témoigner de légitimité auprès des communautés blanches et noires. Faisant appel à un code fondé sur les système de représentations du politique des espaces ethniques, le même processus était mis en œuvre pour légitimer des candidats à la représentativité dans les chefferies. Pourtant, l'Etat (colonial) était le fondement de cette dualité de modes de rapport au politique. Il s'agissait d'un mode d'inscription du pouvoir dans une société à des identités multiples.

Coalitif et collusif, par la mise en œuvre d'un système électoral à suffrage restreint, ce système tenait pour enjeu l'affichage d'une image externe faisant croire de la nature multiraciale de la société coloniale. La déconcentration politique a été valorisée comme un support donnant place à un réseau de pouvoirs, qui reliait des notables de la multiplicité de sous-espaces culturels au pouvoir de l'Etat. Le but de la mise en valeur du pouvoir d'influence et de relayeurs des notables était de faire de populations diverses un Peuple (multiracial), c'est-à-dire une Communauté, où chaque individu s'identifierait à la collectivité et celle-ci à tous ses membres.

2.1.3.1 Dans les villes : notables et accès aux appareils

La déconcentration politique, prise comme démarche analytique des faits sociaux, ne peut que s'inscrire dans la pensée soutenant que la dimension symbolique est intrinsèque à la politique. Il s'impose à ce propos que l'on retienne le constat de Lucien Sfez :

Le politique n'est pas spécifiquement affaire d'intérêts, sinon il se nommerait « économie ». Ni de structures, sinon son domaine serait couvert par la sociologie. Ni de rapports de force, métaphore machinique, énergétique propre au XIX^{ème} siècle. Non. Le

au sein de « répertoires » existants, lesquels varient selon les époques et les lieux, la population concernée, les avantages que présente l'habitude, mais aussi en fonction de l'attitude adoptée par les autorités et les organisations visées vis-à-vis des formes consacrées de l'action collective. D'après lui : « toute population a un répertoire limité d'action collective, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. (...) Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plus à celui de la comédie dell'arte ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi. Chaque représentation se joue entre deux parties au moins – l'initiateur et l'objet de l'action -, auxquelles s'en ajoute souvent une troisième ; même lorsqu'ils ne sont pas directement en cause, les agents de l'Etat, par exemple, passent une bonne partie de leur temps à contrôler, régler, faciliter et réprimer diverses sortes d'actions collectives », Voir TILLY, C., FILLIEULE, O et al., op. cit., p. 100.

politique est affaire de symbolique. Enoncer les règles et les manifestations de la symbolique politique, c'est du même coup définir le champ du politique, ses frontières, ses variations. Car le politique est spécifiquement affaire de légitimité, c'est-à-dire de croyances et de mémoires validées, en d'autres termes de symboles³⁵⁰ 3.

Mais s'il est vrai que la dimension symbolique est toujours présente dans l'activité politique, il n'est pas moins certain que la première³⁵¹ 4 n'est que l'une des ressources de la seconde. La démarche s'appuyant sur la déconcentration politique ne peut donc pas s'acquitter de valoriser la structure de ressources politiques constituant l'infrastructure autour de laquelle se constituent les réseaux d'action sociale.

Dans n'importe quel système de rapports sociaux, on se heurte à la réalité de flux de signes matériels et symboliques, entre acteurs, qui définissent l'environnement de l'action sociale. Encore faut-il rendre compte que ce système relie acteurs égaux et inégaux, quant aux volumes des ressources sous leur contrôle, qui détermine l'intentionnalité de leurs actions. Dans un système de pouvoir, les acteurs essentiels deviendront des pourvoyeurs (constituants ou entrepreneurs) de ressources ; d'autres, parce qu'ils sont dépourvus de moyens, y deviendront des adhérents aux buts assignés au système en place. Il est question d'expliquer pourquoi et comment certains acteurs acquièrent la compétence les amenant aux positions de centralité et aux fonctions régulatrices, dans un système de rapports sociaux.

C'est par rapport à cette imbrication de la dimension matérielle, symbolique et régulatrice de l'action politique que le régime autoritaire et bureaucratique d'O. Salazar a mis en place de nouvelles coalitions de pouvoirs, pour faire face aux mouvements anticoloniaux. La rébellion par l'Union des Peuples d'Angola (UPA) en 1961 et l'irréversibilité de la décolonisation en Afrique lors des années 60 en furent le facteur déclencheur. Les guerres anti-coloniales en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique ont rendu cette nouvelle alliance d'autant plus pressante qu'un régime de suffrage électoral restreint lui servant de base de « légitimité » a été mise en place. Il s'est fondé sur un pilier à deux dimensions.

Le premier, à caractère institutionnaliste, consacra le principe d'autonomie des provinces (Colonies) : « Chacune des Provinces est une personne collective dotée d'autonomie administrative et financière /.../. A ses organes délibératifs revient la tâche de légiférer sur des matières concernant son territoire »³⁵² 5. Le poste du Gouverneur général, on vient d'y faire référence, disposait de pleins pouvoirs exécutifs et un Conseil Législatif l'assistait dans ses fonctions. Dans le domaine de l'administration, le territoire était découpé en districts et, si le nombre de la population blanche le justifiait, celui-ci était à son tour découpé en plusieurs Conseils. A la base, le Conseil était composé de plusieurs paroisses. Les sous-unités territoriales habitées par les Africains « encore attachés à la culture indigène » ont été qualifiées comme des circonscriptions civiles, sous-divisées en postes de fiscalisation. Le Gouverneur général était ainsi assisté, à partir de Lourenço Marques (la Capitale) jusqu'à la plus petite unité administrative (le Poste Administratif) par un réseau d'agents étatiques.

³⁵⁰ 3 Cf. SFEZ, Lucien, *La symbolique politique (Que sais-je ?)*, Paris, PUF, 1988, 127p, p. 3.

³⁵¹ 4 Susceptible d'être renouvelée lorsqu'il y a une crise du système de représentations du politique.

³⁵² 5 Voir Lei Organica, base LVIII, citée, MOREIRA, Adriano (Ministro do Ultramar), « Formação das Comunidades multiraciais íntegras, sem as quais não haverá em África nem progresso, nem ordem, nem civilização, nem direitos do homem », *O Brado Africano*, n°1845, 2 de Setembro de 1961, p.1, 4 et 13.

Cette déconcentration administrative allait de pair avec la mise en place de la déconcentration politique, donnant naissance à un système représentatif de colons. Dès le début des années soixante, ce système s'est aussi ouvert aux Africains instruits aussi bien qu'aux chefs traditionnels (régulos). A l'horizon de cette politique figurait l'enjeu de donner naissance à une coalition dans le cadre institutionnel, qui ferait face aux mouvements indépendantistes. Par force du dit système représentatif, chaque Conseil comportait une Chambre municipale, dont les membres étaient élus périodiquement.

Le second, à caractère idéologique, tenait pour cible la construction d'un visage extérieur qui lui pouvait apporter des appuis, au moment où le système colonial était aux prises avec les guerres coloniales. L'extrait d'un des discours d'O. Salazar est, à ce propos, élocutif :

Notre ligne d'orientation nous est tracée par une histoire de plusieurs siècles qui a forgé la Communauté portugaise, lui conférant son caractère euro-africain, et aussi par ce que l'expérience nous a permis d'apprendre, au contact des populations les plus variées du globe. Les intérêts matériels n'ont pas été l'objectif essentiel de l'action portugaise dans le monde ; nous les avons, au contraire, sacrifiés au progrès des populations. L'Europe rit aujourd'hui de notre 'paternalisme' à l'égard de certaines races non évoluées, et de notre 'esprit missionnaire', parce qu'en fait, elle semble ne plus croire à sa mission civilisatrice, comme elle ne croit plus à la supériorité de sa propre civilisation. Mais nous, nous continuons à y croire. Il résulte que nous avons des droits et des devoirs qui nous imposent un certain comportement, à savoir la résistance tenace aux forces de désintégration qui, de l'étranger, s'infiltreront dans nos territoires d'outre-mer³⁵³ 6.

L'une des dimensions de cette action rétroactive du système en vue de sa conservation était la pensée du lusotropicalisme, faisant croire la multiracialité de la société coloniale. S'inspirant du sociologue brésilien G. Freire, le mythe de non-discrimination ou d'égalité des races était mise en valeur par O. Salazar pour justifier la coalition contre les dites « forces de désintégration » :

La politique multiraciale, qui commence à être reconnue et admise par ceux qui, pratiquement, ne l'ont jamais acceptée, est, on peut le dire, une création portugaise. Elle dérive, d'une part, de notre caractère et, d'autre part, des principes moraux dont nous étions porteurs. Sous l'éclatant exemple que nous pouvons présenter aujourd'hui de ces sociétés mixtes –lusotropicales –peut-être irait-on jusqu'à refuser la part que nous avons eue dans leur réalisation historique. Le racisme noir que proclament les nouveaux Etats indépendants d'Afrique et qu'ils prétendent implanter dans ce continent est, à ce point de vue, la négation de nos conceptions, mais ces pays ne pourront se maintenir sans y adhérer. On commence déjà à voir que la seule possibilité de réussite de ces nouveaux Etats réside dans la reconnaissance de ces mêmes principes de non-discrimination ou d'égalité raciale que nous avons toujours proclamée et pratiquée. La grande difficulté réside en ceci : une société multiraciale n'est

³⁵³ 6 Cf. SALAZAR, O., « Discours prononcé devant les représentants des municipalités du Mozambique », 30 nov. 1967, cité, LEONARD, Y., « Salazar et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation », in *Lusotopie*, 1997, pp. 211-226, pp. 223-224.

***pas une conception juridique ou un accord sur les minorités, mais, par-dessus tout, une forme de vie et un état d'âme que ne peuvent trouver leur équilibre et se maintenir qu'appuyés sur une longue tradition. De telle sorte que ce n'est pas nous qui devons changer d'orientation, mais les autres qui devront le faire, dans leur propre intérêt*³⁵⁴ 7.**

En dépit de ce discours, la stratégie d'O. Salazar n'a jamais laissé tomber la construction d'une coalition politique, dans laquelle la position de centralité, donc la compétence de régulation, reviendrait aux dominants, car :

La question est, en fait, beaucoup plus complexe lorsque les territoires sont peuplés par les noirs et les blancs, surtout si le blanc les a occupés /.../ y a établi des exploitations agricoles et industrielles, tout en finançant des entreprises au bénéfice de l'administration et de l'ordre /.../. La seule voie pertinente qui se présente est celle de société pluriraciale, avec le mélange et convivialité des races. Cela ne doit jamais empêcher que la direction et le commandement appartiennent aux plus aptes (à gouverner) ni exempter la tutelle et le commandement de la souveraineté traditionnelle³⁵⁵ 8.

Logiquement, nonobstant l'abolition du statut de l'indigénat³⁵⁶ 9 en 1961, le système électoral continua à se baser sur des principes restrictifs et élitistes et, de ce fait, s'avérait comme un mécanisme d'exclusion des colonisés sur le plan du choix politique. Pour participer au rituel du vote, ceux qualifiés de citoyens devaient réunir des pièces à conviction pour avoir droit au recensement électoral, à savoir :

1. Être portugais, mâle, majeur ou émancipé, sachant lire et écrire la langue portugaise ;
2. Être portugais, mâle, majeur ou émancipé, qui, étant analphabète, paie à l'Etat et aux Corps Administratifs la somme de 100\$00 (50 FF.), à travers des impôts suivants :

³⁵⁴ 7 Cf. SALAZAR, O., "Déclaration sur la politique d'outre-mer", 12 août 1963, cité, *Ibidem*, pp224-225. Cet extrait de Salazar montre bien la nature des rapports sociaux dans les trois Colonies les plus importants de l'Afrique (Angola, Guinée-Bissau et Mozambique). Bien qu'on y qualifiait « Portugais tous ceux qui y étaient sous le drapeau portugais », en réalité, la plus grande partie de la population noire ne bénéficiait pas des mêmes droits politiques que d'autres portugais qui vivaient dans ces territoires. Voir à ce propos AGUIAR, Luiz, *Livro negro da descolonização*, Lisboa, Ed. Intervenção, 1990, 713p, p. 308 ; Dans le sillage de cette pensée, soutenue par O. Salazar, des extraits suivants se présentent également très élocutifs : « Le Portugal met en œuvre, depuis des siècles, une politique d'harmonisation des races dans l'esprit du bien commun ». Cette politique traduirait « la compétence héritée par le Portugal de promouvoir des contacts entre peuples exempts de quelques soient les préjugés de supériorité ou de discrimination raciale », voir MONTEIRO, Manuel G., « A política ultramarina portuguesa perante os ventos da História »,.....art. cit., p. 69 ; SALAZAR, O., « Problemas portuguesas en Africa : Entrevista concedida pelo Senhor Presidente do Conselho à Revista norte-americana LIFE », art. cit, pp. 6-7.

³⁵⁵ 8 Cf. SALAZAR, O., "É ilegítimo da parte da Nações Unidas resolver discriminatoriamente contra Portugal ; a Assembleia não tem competência para declarar não autónomo territórios de qualquer potência », in *Brado Africano*, n°1804, 3 de Dezembro de 1960, p. 1.

³⁵⁶ 9 Retouché à plusieurs reprises, cette loi déterminait en 1954 pour qu'on accorde au colonisé le statut de « civilisé ou citoyen portugais » : « avoir plus de 18 ans ; parler correctement la langue portugaise ; exercer une profession, art ou office dont il perçoit un revenu pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses dépendants ou posséder des biens des biens gérant des moyens suffisants à cette fin ; avoir un bon comportement et avoir acquis l'illustration et des habitudes réputés indispensables pour l'application du droit public privé des citoyens portugais », Voir MAGODE, J.-KHAN, A., « O Estado unitário e a questão nacional : uma reflexão sobre o caso moçambicano », in MAGODE, J. (Editor), *MOÇAMBIQUE, Etnicidade, nacionalismo e o Estado.....op. cit.*, p. 56.

- la contribution foncière, la contribution industrielle, l'impôt professionnel et l'impôt d'application des capitaux ;
3. Être portugais, de sexe féminin, majeure ou émancipée, qui détient les diplômes suivants : cours général du lycée ; cours du magistère primaire ; cours des Ecoles des beaux-arts ; cours des Instituts techniques
 4. Être portugaise, majeure ou émancipée, qui, étant le chef de la famille, se trouve sous d'autres conditions, référées ci-dessus ;
 5. Être portugaise, mariée, qui, sachant lire et écrire, paie sa contribution foncière, soit la somme de 200\$00 (100 FF), à travers des revenus personnels⁰ Cx. 984, Cf. La Loi n° 2015, publié le 28 mai 1946, cit., CONCEIÇÃO, Lino A. (Administrador do Concelho de Lourenço Marques), « Edital : recenseamento eleitoral », in Processo 1/17, Secretaria da Administração do Conselho de Lourenço Marques, 27 de Dezembro de 1965, Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Administração. Assunto : Eleições, 1963-1963. (AHM). Quant au recensement pour les élections concernant le Conseil Législatif, les conditions pour voter ont été fixées d'après l'article 11° de l'ordonnance n°17.365, rendu public le 28 décembre 1963 : 1) 1.Être portugais, male, major ou émancipé, sachant lire et écrire la langue portugaise ; 2).Être portugais ou portugaise, majeur(e) ou émancipé(e), qui, étant analphabète, soit le(a) chef(fe) de la famille ; 3).Être portugaise, mariée, sachant lire et écrire la langue portugaise, et qui paie 200\$00 (100 fr.) de contribution foncière. Idem.0.

On souhaiterait l'attention sur le rituel du vote. Si l'on se reporte à cette pratique dans les espaces de la modernité politique, le vote symbolise le fait de participer à un scrutin et à un choix politique du votant. Le vote est donc indissociable de l'expression de l'opinion dans une situation conflictuelle, le scrutin servant d'une certaine forme de médiation : des acteurs (individus, organisations) poursuivront des buts ou défendront des valeurs opposées ; ou encore poursuivront simultanément et de manière compétitive le même but. L'acte de voter traduira dans ce contexte un ensemble d'interactions concrètes et complexes, entre des individus et/ou entre des groupes sans oublier, toutefois, qu'elles sont les manifestations localisées de phénomènes de pouvoir s'inscrivant dans la dynamique de la société globale.

Dans l'environnement colonial, en accord avec D. Gaxie, le vote n'est pas relié à la fonction de médiation du collectif à soi-même, dont l'efficacité symbolique porterait tant sur la légitimité de la décision qui en résulte que sur la légitimité que se reconnaissent à ceux qui y participent³⁵⁷ 1. L'acte de voter a ici été intégré dans le discours social, pour servir de mécanisme témoignant de l'appartenance des individus à la collectivité et à ses institutions. Ce discours, dont le pouvoir s'était approprié, était perçu comme un outil à intérêt stratégique. Il fonctionne de ce fait comme un moyen d'évaluation du consentement social à un rapport de domination. Le pouvoir, le pôle énonciateur, et la communauté (blanche), collectivité d'audience et d'interprétation, était, dans ce système de rapports sociaux, des partenaires dans l'entreprise coloniale.

De la sorte, le mobile à la base de la mobilisation à ces élections a été fondé, non pas sur le rapport au jeu conflictuel intrinsèque à la politique mais sur l'ensemble des relations inter-individuelles et de l'individu au groupe, qui objectivaient le patrimoine social. A ce propos, il semble intéressant de vérifier la façon dont le réseau, au sens d'ensemble de liens personnels, système d'influences et d'interventions qui en constituent l'infrastructure, entraînaient le phénomène de mobilisation politique. On se réfère ici à un ensemble d'acquis culturels et de pratiques sociales, notamment : la langue, témoignant d'un savoir social, qui

³⁵⁷ 1 GAXIE, D., cité, WIDMER, Jean, "Langues et configurations de l'espace public », *op. cit.*, p. 230.

était en même temps une ressource d'auto-affirmation identitaire ; la religion, dans la mesure où elle traduisait une vision du monde et un modèle de comportement social ; l'appartenance à un groupe social, c'est-à-dire les marques de solidarité qui signalaient le lien social (ou l'exclusion) ; le niveau d'éducation et le type d'emplois détenus par les membres du groupe dans la structure sociale du fait qu'elles étaient la clef donnant accès aux avoirs (matériels) et à un statut social ; la proximité et les rapports de voisinage, dans les quartiers du ciment du béton.

L'ensemble de ces acquis culturels et de pratiques était au principe de ce que H. Garfinkel appelle la « Loi qui dit la collectivité. Cette loi n'est pas une loi au sens du droit, elle ne dit pas ce qu'il faut faire. Elle est une norme performative, constitutive »³⁵⁸2. Elle instaure, en fait, un ordre symbolique, une prétention à 'faire être'. Elle est ce qui 'fait corps' et les classifications qu'elle instaure sont toujours des classifications symboliques.

Quant aux élections tenues à Lourenço Marques et dans d'autres villes, il y avait certes des individus de la communauté blanche qui s'inscrivaient « volontairement », auprès de la Commission électorale mise en place³⁵⁹3. Mais la plus grande partie de cette communauté y parvenait à force de l'influence de liens de voisinage, de la liturgie « politisée » de la messe dominicale ou par l'attachement à 'une obligation civique', à partir de l'entreprise/ lieu de travail³⁶⁰4.

Dans cet environnement, le vote n'était qu'un processus d'évaluation et de réactualisation de la popularité du chef/leader aussi bien que de la légitimation de l'accès aux postes à pouvoir des clients du système politique. Un bon nombre d'élus, étant issus de la communauté blanche, devenaient des députés à l' « Assemblée Nationale », des responsables au Conseil législatif auprès du Gouverneur général, des Présidents de la Chambre municipale ou des responsables de l'un de ses multiples secteurs de services municipaux³⁶¹5. Tout en cherchant à constituer une coalition politique pour faire face aux guerres coloniales, ce système s'est ouvert à l'entrée des membres de l'élite africaine. C'est ainsi que nous interprétons l'apparition de quelques élus métis ou noirs. Des ressources leur permettant de se faire élire à des postes de responsabilité méritent d'être retenues :

Manuel H. NAZARÉ³⁶²6 : Né à Quelimane en 1911, il appartient à une famille influente de la Vallée du Zambèze. Etudes secondaires faites à Lourenço Marques, il continua sa formation à Lisbonne, où il devient médecin et enseignant à la Faculté de médecine. Sa carrière professionnelle lui a permis des liens (sociaux) importants, au point de mériter la confiance d'O. Salazar pour en devenir l'un des ses médecins pendant une vingtaine d'années. La présence de M. H. NAZARÉ à cet espace, ses contacts directs avec des personnalités placées dans des positions centrales de la politique, son origine (l'univers social des colonisés), expliqueraient sans doute son entrée dans la politique. La croyance en la possibilité de changer le régime à travers des processus pacifiques, l'ont poussé à devenir membre de l'Union Nationale. Il fut

³⁵⁸ 2 GARFINKEL, H., *cité*, WIDMER, Jean, *op. cit.*, p. 231.

³⁵⁹ 3 Voir l'annexe 14 : Demandeurs d'inscription sur les listes de recensement électoral auprès du Président de la Commission électorale, Lourenço Marques, le 20 mars 1954

³⁶⁰ 4 Voir l'annexe 15 : Répartitions et services, militaires et militarisés, des corps administratifs et des Organismes corporatifs et de coordination économique. Personnel bénéficiant du droit du vote, d'après l'article 13° de la Loi n°2015, de 28 mai de 1946. Elections 1963-1963 ; voir aussi l'Annexe 16 : Direction des Ports, chemins de fer et des Transports de la Province du Mozambique. Personnel en condition d'être recensé en 1963. Elections, 1963-1963

³⁶¹ 5 Voir l'article : "A Eleição do chefe do Estado efectua-se no dia 25 de Junho" *Notícias*, 7 de Fevereiro de 1965.

ainsi élu député pour le Mozambique, au moment où l'intégration de l'élite africaine s'avérait nécessaire. Il a été censé pouvoir influencer la naissante élite africaine à entretenir des liens positifs avec le régime d'O. Salazar.

Felisberto Joaquim MACHATINE (Mafumane)³⁶³⁻⁷ : né le 20 janvier 1917 à Zandamela (Circonscription des muchopes), il est le fils aîné de Machatine FULANE, le chef (traditionnel) de la chefferie Zandamela. L'alliance entre sa famille et le pouvoir colonial lui a permis une éducation de base. A la mort de son père, en 1934, âgé de 17 ans, il hérita le poste de son père, d'après le droit coutumier de la population A-chopi. Etant mineur, son oncle s'occupa par intérimaire des affaires du domaine de la famille Machatine. La guerre de libération déclenchée, il est surprenant de voir comment il a pu escalader la hiérarchie du système, ce qui s'expliquerait par le fait que son espace ethnique soit celui d'Eduardo Mondlane, le fondateur du Frelimo. En tout état de cause, le régime du successeur d'O. Salazar, Marcelo CAETANO, aurait vu en F. J. MACHATINE un moyen de mobilisation de l'opinion positive à son égard, sur le plan interne et international. En effet, outre le poste de chef de la chefferie hérité de son père, il a réussi à cumuler les postes les suivants : Président de la Délégation de l'Union Nationale Populaire (le Parti d'O. Salazar), à Zandamela, Président de la Fédération des Oeuvres de la Coopération Sociale à Zandamela, Membre du Conseil Législatif du Mozambique, Membre de la Délégation portugaise à la Conférence Internationale du Travail, à Genève.

Almeida PENICELA³⁶⁴⁻⁸ : Il a eu une trajectoire biographique marquée par des adversités. Né à Cambine (Inhambane), son éducation primaire s'est déroulée à l'Ecole de l'Eglise méthodiste unie, dont il devint également l'un des évangélistes. Après avoir fixé résidence dans la capitale de la Colonie, A. PENICELA y poursuit ses études secondaires. Le contexte de mécontentement et la genèse du discours revendiquant l'élargissement des droits civiques envers les Noirs ont été, à la fin des années quarante, à l'origine de son engagement dans le Mouvement débouchant sur la fondation de l'Association des Etudiants Secondaires du Centre Associatif des Noirs de la Colonie du Mozambique. Emprisonné en 1949 avec Herbert STEPHAN (le Président de l'Association), Georgette LIBOMBO, Eduardo MONDLANE, accusés d'organiser des activités subversives, le régime d'O. Salazar entreprit de réhabiliter A. PENICELA, afin de sympathiser avec le système. La poursuite des études supérieures au Portugal, où il a réussi à obtenir son diplôme de maîtrise en philologie, faisait partie des efforts de l'inclure dans le cercle des collaborateurs. Très influent dans son Eglise depuis sa formation, enseignant à l'Université de Lourenço Marques, ces liens avec des personnalités placées dans des positions de centralité lui ont ouvert les portes pour devenir membre de l'Union Nationale Populaire. A. Penicela a ainsi pu se faire élire député pour le Mozambique en 1965.

La prise d'un siège aux organes délibératifs ne relevait pas d'un système représentatif, ouvert à la concurrence politique de plusieurs partis politiques. Le régime d'O. Salazar était autoritaire, fondé sur le catholicisme. Il n'avait d'ailleurs qu'un parti, l'Union Nationale Populaire. Les ressources permettant que les candidats se fassent élire, tant pour le poste de député à l'« Assemblée Nationale », à Lisbonne, que pour les organes délibératifs, dans les Colonies, étaient multiples. Pour ce qui est des Africains, il leur fallait d'abord appartenir au cercle des instruits. Ensuite, ils devaient témoigner des compétences professionnelles dans un certain domaine. Mais la ressource la plus importante était, semble-t-il, l'appartenance à une famille influente dans l'espace ethnique respectif. La capacité d'y servir d'agent de mobilisation entraîna chez les assujettis des liens positifs avec

le système politique. Cette ressource conduisait à un « mariage » et à l'entrée dans les réseaux relationnels du chef à un certain échelon du pouvoir et, à travers celui-ci, à des liens avec les chefs placés dans des positions de centralité du système politique.

On pourrait se reporter à d'autres exemples témoignant du phénomène de la promotion de l'élite africaine à l'heure où le régime d'O. Salazar s'est attaché à la doctrine du luso-tropicalisme, pour améliorer son image externe. Pour le propos de cette étude, le fait à retenir réside dans cette ouverture du système politique aux pouvoirs non absorbés par l'Etat, qui a rendu inéluctable l'avènement d'un réseau de pouvoirs. Ceux qui y étaient dans des positions de relayeurs (notables africains) étaient devenus le point d'arrivée d'exigences d'acteurs en conflit : d'une part, les exigences du système politique dans le sens que ces notables rendent réels les liens d'identification de la part des colonisés envers le système ; et, d'autre part, les exigences des gens sous leur influence en faveur de la participation effective sur le plan de la prise de décisions politiques. D'après leurs croyances et représentation du politique, le Gouvernement devait suivre des politiques en vue d'améliorer le cadre de vie matérielle de la population noire. On identifie ici une source de contradictions, expliquant un rapport à la fois de conflit et de collaboration, dans ce système d'action. La rareté aurait amené le segment de l'élite africaine à une situation paradoxale. La politisation de rapports sociaux l'a poussé à s'interroger sur la signification de son option politique : si l'une des factions a persisté dans le chemin de compromis, d'autre s'est engagé dans la voie de rejet du système colonial.

2.2.3.2. Dans les chefferies : notables et accès aux appareils

Les chefferies traditionnelles témoignent l'expression de sous-systèmes de pouvoirs à l'égard desquels l'Etat (colonial) entreprit la stratégie coalitive et collusive. Ce sous-système dispose d'un appareil politique plus ou moins centralisé et peut regrouper une population des dizaines de milliers de personnes au sein d'une organisation sociale très stratifiée. Il s'organise autour d'un chef/leader au sommet de l'appareil du pouvoir. Dans le territoire de chaque chefferie, il se déploie un réseau d'appareils contrôlés par des subordonnés, qui ont des liens de parenté ou bien d'affinités avec la famille du chef. Système de domination patrimoniale du fait que le pouvoir circule entre les membres du groupe dominant reliés par ces rapports, la croyance en la capacité créatrice des ancêtres de l'ordre social et la fonction tutélaire du chef justifient les liens positifs des dominés envers cette élite.

Ce pouvoir intégrateur et mobilisateur des chefs traditionnels a été bien saisi par l'Administration coloniale lors de la structuration de l'Etat colonial. C'est la raison pour laquelle il a été tenu comme un levier du pouvoir central, sur le plan de la communication politique. Les sources coloniales sont à ce propos suffisamment éclairantes sur la nature utilitaire de cette mise en réseau de sous-espaces sociaux et institutionnels si divers. D'après Gallieni, « il faut nous rappeler que dans les luttes coloniales que nous impose trop souvent, malheureusement, l'insoumission des populations, nous ne devons détruire qu'à la dernière extrémité, et, dans ce cas encore, ne ruiner que pour mieux bâtir »³⁶⁵⁹. D'autres encore rendent compte d'un rapport coopératif ou conflictuel, en fonction de situations contribuant à la stabilité ou mettant en cause le système politique : « Les petits chefs sont des auxiliaires fort utiles, indispensables, pour l'administration dans des vastes régions où, parfois, un commando a sous sa responsabilité juridictionnelle une aire beaucoup

³⁶⁵ ⁹ GALLIENI, cité, OLIVEIRA, Nunes de, *Administração e política social em Moçambique*, Lisboa, Portugal, s/d, 44p, p. 23.

supérieure à celle des districts métropolitains. Seulement les chefs les plus puissants, qui s'engageaient sur le chemin de la désobéissance devaient être supprimé »³⁶⁶0.

Tout en se référant aux communautés traditionnelles mozambicaines, A. A. Cabral constate le fait que le chef et les dominés y sont reliés par des rapports qui seraient de type mécanique. La fonction contraignante de ce fondement mécanique des rapports sociaux justifierait la capacité mobilisatrice du premier : « Le Noir ne pourra jamais être employé en grand nombre dans nos colonies, sinon sur l'influence ou sur l'ordre direct de son chef. Ce chef, /.../ sans considérer le Noir comme un esclave, exerce, sur les membres de sa tribu, une influence dont il est nécessaire que nous profitons »³⁶⁷1. Par conséquent, les chefs des chefferies ont été mobilisés comme des partenaires de l'administration coloniale, comme en témoigne une source : « L'action administrative incombe à l'exclusivité et directement aux portugais. Mais tout en maintenant l'autorité et la structure fondamentale des sociétés indigènes, elle s'appuie sur les chefs traditionnels. Pour ce faire, le pouvoir public doit limiter l'autorité du chef indigène, de façon qu'il ne devienne qu'un auxiliaire à l'échelon le plus bas »³⁶⁸2.

Encadrées dans les unités administratives sous le pouvoir du Gouverneur districtal, un certain nombre de chefferies, dont on ne présente que celles situées au Sud du Mozambique³⁶⁹3, y constituaient une sous-unité territoriale, la circonscription indigène. C'est à ce niveau que s'opéra l'articulation entre le sous-système du pouvoir traditionnel et le pouvoir formel. Outre les rationalités de cette alliance, l'organisation du pouvoir étant un support d'un système de rapports humains, elle nécessite de s'appuyer sur des liens d'identification de la part des groupes qui en garantissent le fonctionnement. Etant ces liens positifs des manifestations d'un espace cognitif socialement construit, le rôle social des chefs des sous-espaces sociaux traditionnels ne pouvait que s'avérer comme une ressource pour rallier ces communautés au pouvoir étatique.

La capacité d'organisation de systèmes d'action collective représente l'un des piliers de l'existence du pouvoir. Chaque espace de la société à identités multiples étant dotée de mécanismes capables d'entraîner des liens de solidarité horizontaux et verticaux, la rationalité et la dynamique de l'action collective relèveront de la concertation entre le pouvoir politique et le pouvoir social. Par conséquent, les notables, étant au centre des transactions dans leurs communautés, tiendront des rôles importants dans la structuration des systèmes d'action.

En effet, l'intérêt du partenariat politique n'étant pas nié par l'Administration coloniale, que ce soit sous le rapport du régime républicain (1910-1926) ou de l'Etat nouveau, l'espace d'intervention des chefs traditionnels était bien précis. D'après le Statut politique, civil et criminel de la population indigène³⁷⁰4, « l'on devait créer des tribunaux privatifs de la population indigène pour l'administration de la justice, de façon rapide et efficace. On confie

³⁶⁶ 0 Cf. ALMEIDA, A., "Esboço histórico das organizações tradicionais dos regulados de Angola e de Moçambique : os grandes régulos, os chefes indigenas. Situação actual », ALMEIDA, A. et al., ...op. cit., p. 540.

³⁶⁷ 1 Cf. CABRAL, A. A., cit., MAGODE, José, "Subsídios para o estudo da autoridade e poder tradicional em Moçambique. Uma abordagem histórico-antropológica", in LUNDIN, Irae, ...op. cit., p. 40.

³⁶⁸ 2 Cf. OSORIO, J.C.- RODRIGUES, J.F., "Integração dos actuais régulos na obra administrativa nas Colónias de Angola e de Moçambique », in Comissão Executiva de Centenários, *Congresso do Mundo Português. Publicações, Memória e Comunicações Apresentadas ao Congresso Colonial*, Vol. XV, T2, Lisboa, 1940, pp545-561, p. 556.

³⁶⁹ 3 Voir l'annexe 17 : Chefferies du Sud de Mozambique (Gaza, Lourenço Marques et Inhambane).

³⁷⁰ 4 Cité, in AGUIAR, Luiz, op. cit., p. 302.

cette fonction aux chefs administratifs locaux (agent de l'Etat) ». Avec le concours de la population et de leurs chefs, qui ont des connaissances sur le milieu et les coutumes locales, le système politique parvint à « codifier usages et coutumes de la vie sociale » de chaque circonscription administrative ou région, exceptées celles qui menaçaient le « droit de la souveraineté » coloniale.

Ce processus déboucha sur l'articulation des institutions traditionnelles de chaque espace avec le schéma de l'Administration, en vue de l'accomplissement d'enjeux partagés. Si cette dernière sphère du pouvoir relevait directement des agents de l'Etat, le cadre des institutions africaines était en revanche sous le contrôle des chefs traditionnels. Sans porter atteinte au principe de subordination et de hiérarchisation, des préalables de la centralité et de la coordination par le pouvoir politique, l'articulation des deux sphères du pouvoir donna matière à l'avènement de sous-systèmes de pouvoirs en réseau : « dans chaque chefferie, groupe de peuplements ou population il faut qu'il y ait, respectivement, un régent (regedor), un chef d'un groupe de peuplements ou un chef de population. A chacun revient l'exercice des fonctions qui leur sont reconnues par la Loi, par des usages et des coutumes locales, sans pour autant contrarier la Loi. En outre, ils seront chargés de la réalisation d'autres tâches, déléguées par des autorités administratives dont ils dépendent hiérarchiquement »³⁷¹ 5.

Le district de Gaza, dont dépendait la circonscription des Muchopes, illustre comment les dominants et dominés assuraient le fonctionnement de ce système. La ville de João Belo en étant le haut lieu, ce district se composait de deux circonscriptions, ces dernières étant à leur tour divisées en plusieurs chefferies. Dans la circonscription des Muchopes, comme dans d'autres, les peuplements et les chefferies, contrôlées par les chefs traditionnels, la circonscription et le district, dirigés par des agents d'Etat, formaient un sous-système dans lequel la centralité revenait aux représentants du pouvoir étatique. Il arrivait parfois dans ce sous-système des situations entraînant des dysfonctions, à savoir : des rivalités factionnelles à propos des postes à pouvoir ; des conflits de succession à la suite du décès d'un chef traditionnel ou de l'annonce de son incapacité physique ; ou encore des mouvements de protestation de la part des assujettis, témoignant de leur sentiment de rejet des directives du pouvoir.

La déconcentration politique s'étant imposée dans ce système comme une ressource d'inscription du pouvoir dans la société, l'accès des chefs traditionnels aux appareils revêt un intérêt théorique. Quant au système électoral mis en place³⁷² 6 pour l'« élection » des

³⁷¹ 5 Cx. 109, Cf. Art. 3° do Decreto n° 43.896, (ratifié dans le Décret n°43897, d'après la Législation publié le 6 septembre 1966) cité, OLIVEIRA, A. L. H. de (Governador interino), "Despacho ref. À nota n° 987/2, de 25 de março », João Belo, 2 de Abril de 1966, in *Processo B/2/1954-55, Fundo : Administration do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades gentílicas : Trabalho e acção social*, 1951-1967.

³⁷² 6 Certaines pratiques distinguaient ce système électoral. Il ne se fondait pas sur un concours de plusieurs partis politiques soutenant le candidat A ou B, pour le poste de régent ou de chef d'un groupe de populations. Le « code » électoral, si l'on se permet d'en parler, prenait appui sur les règles de succession légitimé par la Loi coutumière. D'après celui-ci, la succession doit respecter les liens parentaux et le l'héritage se fait du père au fils aîné. Si le décédé eut deux ou trois femmes, ce droit reviendrait au fils aîné de la première femme. Dans le cas où le souverain éteint n'aurait laissé que des filles, la prérogative de l'héritage pourrait revenir à son frère ou à un neveu. Il n'avait pas de recensement pour participer à ces élections. Il suffisait d'appartenir à la communauté, d'être 'personne âgée' pour avoir droit à y participer. Le mode d'expression de l'opinion consistait à élever la main pour témoigner de l'approbation de l'un ou de l'autre des candidats au poste de régent, de chef de groupe de populations ou encore au poste de chef d'une population. Cf. Lucas PAINDANE, interviewé le 21 mars 2001 ; Gonçalves M. ZANDAMELA, interviewé le 21 mars 2001 ; Fafitine GUAMBE, interviewé le 22 mars 2001 ; Seneti Maboti, interviewée le 22 mars 2001 ; Eusébio Macuacua, interviewé le 34 mars 2001 ; Vitorino Matsinhe, interviewé le 24 mars 2001.

régents et des chefs de chaque groupe de populations, on a affaire au mode de mobilisation et de production de l'opinion légitimant « l'accès au pouvoir » par des notables.

Cette entreprise ne relevait pas d'un partage de groupements s'inscrivant dans une quelconque idéologie politique. La production de l'opinion politique ne dépendait non plus de l'appartenance à des formations politiques mues par des stratégies contradictoires à l'égard d'enjeux du pouvoir. Outre la trajectoire de chacun des notables, les réseaux relationnels (famille, voisinage, affinités par mariage, compromis avec agents de l'Etat) leur mobilisaient des ressources en vue de l'obtention d'avantages politiques dans la course pour le pouvoir. On se reporte à deux cas illustratifs, celui de la circonscription de Chipene (Coolela) et, puis, celui de Fumane, tous les deux des sous-unités de la circonscription des Muchopes.

La mort du notable Gomocomo Monjane, régent de la chefferie de Chipene jusqu'en 1949³⁷³, fut annoncée par son conseiller (Induna) au moyen du chiphéfu, corne dont le son symbolisait le deuil dans tout le village. Ce fait ouvrait une situation de vacance du pouvoir, entraînant par la suite des conflits qui n'ont été réglés que dix-ans après. Les funérailles s'étant déroulées avec les honneurs dus au souverain, il est venu l'heure pour l'Administrateur de la circonscription d'identifier un candidat légitime pour occuper le post de régent de la chefferie, pour les divers courants d'opinion.

Pour ce qui est du processus de succession, deux réunions publiques (ma-banja) ont été tenues, à Chipene³⁷⁴. La première, réalisée le 20 octobre 1949, compta sur la présence de nombreux participants, prenant place selon des statuts respectifs : d'abord, l'Administrateur de la circonscription des muchopes, l'interprète et d'autres membres de sa délégation, qui se sont assis en face des participants ; ensuite, de l'autre côté, prirent des places d'abord les invités, à savoir, les régents des chefferies voisines : le régent Chicavane, le régent Tavane et le régent Mazucane ; ensuite, les (notables) conseillers du « royaume », notamment Mundau Monjane, Uamipanga Jeque, Valente Monjane, Sengane et d'autres personnes âgées, concernées par l'affaire de succession, dont les âges variaient entre soixante-dix et quatre-vingt ans ; enfin, la population.

L'Administrateur fit ensuite une petite allocution, dans laquelle les vertus et l'effort de l'ancien souverain ont été évoqués, faisant voir aux présents qu'ils s'harmonisaient avec l'action du gouvernement pour « le bien de tous ». Il fallait élire son successeur, d'après les usages et les coutumes et invita les plus âgés à se prononcer sur la matière.

Dans cet espace social, celui de la communauté de Chipenne, les gens observent une hiérarchie pour le droit à la parole. Ce droit est d'abord reconnu aux plus âgés, dont l'opinion n'est presque jamais contestée et qui semble revêtir la valeur de la Loi. La parole des plus âgés est, à ce titre, surtout si elle est présentée à l'unanimité, une sorte de mécanisme de médiation – dans le cas d'un conflit - et de légitimation des entreprises collectives. Dans le cas de persuasion, la parole des plus âgés devient une parole à statut « autoritaire ». Si la discussion entre les plus âgés débouche sur une situation de désaccords, cela donne lieu à une scission et les parties en conflit se regroupent selon les réseaux relationnels du leader - le chef.

³⁷³ 7 La chefferie tenait alors 6.483 habitants, dont 1.585 hommes, 2.072 femmes et 2.826 mineurs. Voir AZEVEZDO, Sebastião A.R.S., « Note n°987/B/2 », João Belo, 25 de Março de 1966, *Processo B/2/1954-55, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades gentílicas : Trabalho e acção social*, 1951-1967.

³⁷⁴ 8 Voir à ce propos Cx. 109, PINHEIRO, Leite F.T., (Int do District), « Ofício endereçado ao Sr. Governador Geral : Sucessão da regedoria de Chipene », Circunscrição dos Muchopes, 25 de Novembro de 1953, *Processo B/2/1954 – 1955, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades gentílicas : Trabalho e acção social*, 1951-1967

Ce fut à ce titre que les vieux prirent d'abord la parole. Pour ce qui est de l'affaire de succession, les vieux (madodas) Mundau MONJANE, Uamipanga JEQUE, Valente MONJANE e SENGANE ont l'un après l'autre fait de courtes interventions. Tous ont à l'unanimité dit que, suivant usages et coutumes, le droit à l'héritage revient au fils aîné ou, s'il n'en existe pas, au frère le plus âgé. Après ces interventions, l'Administrateur demanda à la population si les considérations présentées correspondaient de fait à la pratique locale, question qui a mérité une réponse affirmative.

Une circonstance rendra néanmoins conflictuelle la recherche du successeur de G. MONDLANE. A sa mort, Eugénio Gomocomo Mondlane, son fils aîné, n'avait que dix ans. Par ailleurs, le poste de régent était convoité à la fois par João Mapanguelane MONDLANE et par Guipanhane MONDLANE, revenu de l'Afrique du sud où il travaillait, dans le but de se battre pour son « droit » au pouvoir.

Le premier a travaillé dans le cabinet du régent éteint, comme chef de la population de Mapanguelane. Il s'est réclamé du droit à la succession du fait qu'il était le neveu de Mapangalane, qui fut régent quelques décennies auparavant. Le second se battait également pour le poste de régent parce qu'il était le frère de G. MONJANE et donc, l'oncle d'E. G. MONDLANE.

Des données apportées par des sources orales ont permis de vérifier que les deux camps s'appuyaient sur la mémoire sociale et que ce conflit n'opposait que des membres d'une même famille élargie³⁷⁵9. En effet, Zôbo fut le grand régent dans la région des Muchopes. Deux de ceux fils, Cambenhane et Mapanguelane, eux aussi de grands régents (mfumo lhossi), ont été à la racine de la segmentation de la famille en deux lignées :

Tableau X : La segmentation de la famille régnante à Chipene (Coolela)³⁷⁶0

³⁷⁵ 9 L'enquête basée à la fois sur des sources orales et écrites a permis de vérifier des hypothèses formulées. Tout en se référant à la dernière décennie de la domination portugaise, nos interviewés ont confirmé combien les gens étaient/sont attachés à la croyance mettant en avant les liens familiaux, comme principe légitimant les rapports de solidarité. En effet, la famille est, dans les communautés (rurales) de la circonscription des muchopes, prise comme l'une des institutions à la base de l'assujettissement de l'individu au chef du groupe et des rapports de solidarité entre ses membres. Le groupe religieux à pour référence la famille, qui inclut, dans un sens plus élargi, les morts et les vivants. La cohésion du groupe étant redevable à des liens familiaux, elle devient en même temps un mécanisme de pression et de contrôle social. Il s'agit des pratiques qui ne sont que des effets de réseau. On est parvenu à cette conclusion à l'aide de l'interview non orienté, qui a eu lieu le 28 juillet 2001 à Chipene (Chefferie de la circonscription des Muchopes) : Aurélio J. MONJANE, Arnaldo BUCUANE MONJANE, Estévaio Sitique MONJANE, Isaias MACHAVA, Diamantino J. MOUZINHO, Francisco CHAMO (Hommes) ; Choiasse SITEO, Teasse MANJATE, Fatima MULUNGO, Duzenta MAZIVE, Albertina J. CHIVEVE (Femmes) ; puis, le 30 juillet 2001, à Manhique (chefferie de la circonscription des Michopes): Queifar MANHIQUE, Alberto MANHIQUE, Mário MANHIQUE, António GUAMBE, Sessenta Languisso GUAMBE, Simeão GUAMBE, Armando MANHIQUE, Francisco MANHIQUE, Pedro MANHIQUE, Feliz MANHIQUE, Simeão MANHIQUE, José ZAVALA, Bequiza ZAVALA, Eugénio ZAVALA, Filimão ZAVALA, Ricardo ZAVALA.

³⁷⁶ 0 Voir à ce propos Cx. 109, PINHEIRO, Leite F.T., (Int do District), Doc. cité. Le bien fondé de cette observation s'est de même étayée sur des sources orales, cf. interviewés figurant sur la note 69.

ZÖBO (0)	
(1)	(2)
-Cambenhane	- Mapanguelane
-Ginguane	-Chalala
-Chipene	-Munhaissa
-Chipenhane	-Mapanguelane
-Senguane	-João (Candidat à la succession de Gomocomo)
-Chichalo	
-Guijá	
-Gomocomo	
-Eugénio (Candidat à la succession de Gomocomo)	

Dans ce conflit, J. Mapangalane Mondlane et Eugénio G. Mondlane (en partenariat avec son oncle, Guipanhane Mondlane) se sont battus pour le même but : l'accès à un post de pouvoir, celui de régent de la chefferie Chipene. Il s'est manifesté dans un ensemble d'interactions concrètes et complexes entre individus et/ou groupes, dont le mobile était le contrôle d'une ressource d'action, le pouvoir. Maîtrisée par l'une de ces factions, elle aurait été un moyen apportant des avantages multiples, dans la négociation avec le pouvoir étatique. La gestion de ce rapport d'interdépendance et d'échange se serait avérée avec un retentissement souhaitable sur le flux de biens matériels et symboliques, inégalement partagés du sommet à la base de l'appareil du pouvoir. Ces biens sont donc l'infrastructure reliant individus et groupes mus par le même enjeu, le maintien ou l'agrandissement de leurs patrimoines familiaux.

La deuxième réunion (banja) sur la question de succession a été tenue le 20 mai 1950. Appelés à se prononcer sur l'un des deux candidats, J. Mapangalane MONDLANE et Eugénio G. MONDLANE, pour gérer au mieux les affaires de la chefferie, les vieux (madodas) se sont à l'unanimité exprimés pour le premier. L'officiant de la cérémonie s'adressa alors à la population pour s'assurer que c'était bien leur choix, question à laquelle les « personnes anonymes » ont de même répondu par l'affirmative. L'administrateur du district, Megre PIRES, laissa sur cet événement le témoignage suivant :

La réunion terminée, la plus grande partie des indigènes qui y étaient présents ont manifesté leur accord avec la nomination de J. Mapangalane MONDLANE pour le poste de régent. Parmi les 200 personnes, ceux qui étaient pour Eugénio Gomocomo MONDLANE n'étaient que vingt individus. J'ai remarqué que le régent J.M. MONDLANE jouit du prestige, qui est la condition indispensable pour le poste /.../. L'Administrateur de la circonscription, d'autres chefs indigènes dans la circonscription et dans la chefferie lui attestent de bonnes références, sans pour autant formuler de reproches à son opposant, Eugénio G. Mondlane³⁷⁷ 1.

Après son investiture comme régent de la chefferie de Chipene, J. Mapangalane MONDLANE mena une politique de concentration du pouvoir pour décapitaliser ses opposants. Jusqu'à la mort de son prédécesseur, outre le siège de la chefferie, à Chipene, il y avait un peuplement dont le chef devait subordination au régent. Eugénio G. MONDLANE, n'étant « élu » pour le poste de régent, avait droit à être le chef de cet ensemble de villages car son père en était le représentant. J. Mapanguelane MONDLANE a mis un terme à

³⁷⁷ 1 Voir cx. 109, Cf. PIRES, M., cit., voir OLIVEIRA, A. L. H. de (Int. Do District), Doc. Cit..

l'autonomie de ce groupe de populations et cumula les « mandats » de régent et de chef, avec le concours de l'Administrateur. En outre, il changea la dénomination de la chefferie, qui fut alors désigné la Chefferie de Coolela.

Ce fut à l'encontre de cette hégémonie du régime « absolutiste » de J. Mapangalane MONDLANE et de ses amis qu'un mouvement d'opposition a pris corps autour d'Eugénio G. MONDLANE et de ses oncles, G. MONDLANE et Matuzine MONDLANE. Ce groupe exigeait à l'Administrateur de la circonscription (agent de l'Etat) de faire respecter la Loi car, d'après « le témoignage des ancêtres et de l'histoire », la population de Chipene a été toujours assistée par le droit de constituer sa représentativité. Lors de la structuration de l'Etat colonial, la politique de reliaison des chefferies à l'Administration n'avait d'ailleurs pas détruit l'« autonomie » de la population de Chipene.

Les retentissements négatifs de ce conflit dans les rapports entre la population de Chipene et l'Administration ont été à la base de nombreuses réunions pour la construction d'un consensus sur la matière. La haute instance du pouvoir y assistait pour témoigner de l'impartialité de la médiation. Le délégué de l'Administration du conseil expliqua son positionnement en ces termes :

Ce que la population de Chipene exige – l'élection de son chef - est absolument juste. C'est d'ailleurs prévu, d'après la tradition et la Loi écrite. /.../ le gouvernement fonde ses rapports avec la société sur la Loi. Cette Loi doit être respectée par tous, y compris par le Président de la République. La population de Chipene a donc droit d'élire son chef de groupe³⁷⁸ 2.

Le conflit opposant les deux leaders, J. Mapangalane MONDLANE et Eugénio G. MONDLANE (soutenus par des réseaux respectifs) était ainsi « entré » dans le système politique. Pour y apporter la solution, l'Administrateur du conseil des Muchopes a émis l'avis le suivant : « la population de Chipene a droit d'élire son chef. Le groupe de populations n'a d'ailleurs pas été supprimé. Ce fut à cause d'habiles manœuvres du régent que cette population est restée sans chef. Je suis donc d'accord que le chef de la population de Chipene soit élu ».

L'efficacité du système politique s'appuyait ici sur un système d'échange avec les relayeurs (Chefs traditionnels), du fait de leur place de centralité dans les rapports sociaux, dans leurs communautés. La réaction du politique au conflit dont on parle, déboucha sur la nomination en soixante-cinq d'Egénio G. Mondlane au poste de chef du groupe de la population de Chipene. Ce compromis a permis aux dominants et dominés de reconstituer le sous-système politique à Chepene.

Pour ce qui est de la chefferie Fumane, des pratiques semblables à celles de la chefferie Coolela témoignent également du phénomène de l'articulation entre les institutions traditionnelles et l'Administration formelle, dans l'Etat colonial. Cette articulation se définit comme un espace de rapports politiques, pacifiques ou conflictuels, selon les enjeux à l'égard de ressources rares – postes, pouvoir, biens matériels et symboliques. Les groupes opposants faisaient également appel à des stratégies de mobilisation de ressources s'appuyant sur leurs réseaux de relations, ceux-ci pouvant revêtir des multiples dimensions, dans un cadre de rapport clientélaire.

³⁷⁸ 2 *Idem.*

L'une des unités administratives importantes de la circonscription des Muchopes, la chefferie Fumane était sous-divisée en dix groupes de populations³⁷⁹ 3, qui, subordonnées au régent, formaient un appareil du pouvoir. Placées dans la centralité du système de rapports sociaux, deux familles se sont toujours disputées le pouvoir comme un patrimoine, ressource fondamentale au contrôle des rapports de l'échange avec l'Etat (colonial) : les MACUACUA et les MATEBUI³⁸⁰ 4.

Les MACUACUAS sont tenus pour le segment de l'élite qui a fondé la chefferie Fumane. A l'origine, leur territoire appartenait à la chefferie de Cocoloane, qui dépendait de la circonscription de Panda, à Inhambane. Les MACUACUA ont ainsi formé une dynastie, qui avait des liens étroits avec l'élite de Cocoluane. Le premier régent, Macumbane MACUACUA, appartenait à la régence de Cocoluane ; son successeur, Chipatatane MACUACUA, était le fils du premier ; le troisième souverain, Mahuntse MACUACUA, fut issu de la même famille ; le quatrième régent, Ndindane MACUACUA, avait également des liens de parenté avec son prédécesseur ; il en est de même du cinquième, Cocoluane MACUACUA, qui est resté au pouvoir jusqu'en 1910.

À cette date, un nouveau découpage territorial suscita l'inclusion d'un certain nombre de groupes de populations de Fumane dans la circonscription de Chibuto, la chefferie de Chiganguanhane devenant le nouveau centre du pouvoir. Déjà sous la juridiction de la circonscription de Chibuto, certains chefs de groupe, notamment Macaza, Maluelane, Chilatanhane, Canhine, Mamitelane, Matenguanhane, Meno, Quielane, Magonde et Mandende, devraient trouver un leader fédérateur, pour la reconstitution de la chefferie Fumane.

Appartenant au même groupement d'origine et représentant la force sociale majoritaire, les MACUACUA n'ont toutefois pas réussi à entreprendre un accord politique. Les chefs de ces groupes de populations, appuyés par des réseaux respectifs, se sont impliqués dans de persistants conflits factionnels. Ceux-ci suscitaient une désintégration du sous-système articulant les chefs traditionnels au pouvoir étatique. Ce fut pour faire face à cet état de désordre que l'Administration portugaise a nommé Fajuca MATEBUI régent de la Chefferie Fumane. Sans aucun rapport d'appartenance au groupe des MACUACUA, la nomination de F. MATEBUI s'explique par le fait qu'il a eu des liens positifs avec les Portugais. Sa promotion au poste de régent n'était donc qu'un privilège à l'honneur de ses prestations de bon client³⁸¹ 5.

³⁷⁹ 3 On en présente les désignations et les chefs respectifs : groupe de Cahnine (chef *José Canhine MACUACUA*) ; Chitalanhane (chef *Asser Gueche MACUACUA*) ; Macaze (chef *Chaluane MACUACUA*) ; Maluelane (chef *Joaquim Mabango MACUACUA*) ; Namitelane (chef *Ernesto Ucosse MACUACUA*) ; Mandender (chef *António Macave*) ; Mangonde (chef *Bandanhane MACUACUA*) ; Matenguane (chef *Nhamaia MACUACUA*) ; Meno (chef *Mapembane MACUACUA*) ; Quielane (chef *Augusto MACUACUA*). Cf. Cx. 18, « Processos de regedores e de chefes de povoações », *Processo A/8, 1972-1973, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais*, 1969-1974 (AHM).

³⁸⁰ 4 Voir à ce propos, Cx. 19, RAFAEL, Saul (Chefe dos Serviços Distritais de Administração Civil), « Parecer sobre a escolha do sucessor do regedor Fumane do posto administrativo de Fumane », *Processo n°3/974, João Belo, 18 de Abril de 1974, Secretaria da Administração do Conselho do Muchopes, em Manjacaze. Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais*, 1973-1974

³⁸¹ 5 D'après les sources portugaises, *Fajuca MATEBUI* a intégré les forces militaires portugaises dans les combats contre Gungunhane, l'empereur de l'Etat de Gaza, qui s'opposait contre l'établissement de la domination coloniale (1894-1895), au Centre et au Sud du Mozambique. Sous le commandement de Sanches Miranda, il participa à l'expédition de Languene. Après l'emprisonnement et la déportation de Gungunhane pour l'archipel d'Açores (Portugal), avec le grade de cap-milicien, il continua à prêter ses « bons offices », tout en participant à la répression de révoltes des populations contre l'ordre colonial. C'est à ce titre que *F. MATEBUI* a

Par la suite, on a assisté au début de la dynastie des MATEBUI dans la chefferie Fumane. Le fauteuil du pouvoir fut d'abord occupé par António Fujuca MATEBUI ; en second lieu, le commandement a été assumé par João Fumane MATEBUI, le fils de son prédécesseur. La chefferie a eu un nouveau baptême, étant dès lors nommée (la chefferie) Fumane ; puis, António J. Fumane MATEBUI est monté au pouvoir. A sa mort, ce dernier régent a eu comme successeur son fils, João A. Fujuca MATEBUI, qui a été destitué par l'Administration coloniale.

Il se créa ainsi un moment d'inactivité du pouvoir qu'il fallait combler, en faveur de l'articulation entre le cadre institutionnel traditionnel et celui de l'Administration centrale. Ce fut dans cette perspective qu'a eu lieu le 27 mars 1974 l'« élection » du candidat pour le poste de régent de la chefferie. Rituel politique très concouru, outre les agents de l'Etat, y ont participé les chefs des groupe des peuplements, d'autres autorités traditionnelles du « royaume » (Indunas) ; les vieux I. Languane GOENHA, I. CUMBE, Z. CUMBE, Z. MUJUI, G. MACHAVA, E. TSAUELE, J. MAVIE, S. GUAMBE, S. GUAMBE et S. MANHIQUE ; le bas peuple, estimé à deux mille personnes³⁸²6.

Manuel J. V. MACHADO (l'Administrateur) présenta l'agenda de la réunion : analyser et élire le régent de la chefferie Fumane. Puis, il demanda aux vieux pour savoir ce qui était prévu, d'après les coutumes et les usages, pour l'élection d'un représentant. Tous, l'un après l'autre, ont répondu que la succession se transmet du père au fils aîné ou, s'il n'y en a pas, au frère le plus âgé. Ce dialogue avec les dépositaires du savoir social s'étant déroulé, l'Administrateur s'adressa alors au peuple, de qui il reçut la même explication. Il était enfin venu le moment pour la présentation des candidats : l'un après l'autre, Salvador MABANO, José João Fumane MATEBUI, Joaquim Mabango MACUACUA³⁸³7 et Carlos Fabião BALOI se sont mis devant l'Assemblée, dans leur qualité de candidats au poste de régent.

L'Administrateur expliqua alors le procédé pour que chacun des présents exprime son choix d'un des candidats, devant se mettre debout au moment de son vote, car il s'agit d'un vote « à main levée ». Suivant ce processus, on a réussi à saisir la tendance du « scrutin » :

- Salvador MABANO : 1 vote ;
- Joaquim Mabango MACUACUA : 577 votes, l'accord de tous les chefs de la population, à l'exception du chef du groupe Chitanhane et des vieux (les « propriétaires » du « pays ») ;
- José João Fumane MATEBUI : 791 votes, l'appui d'un seul chef, celui de Chilatanhane ;
- Carlos Fabião BALOI : Absent.

À la lumière des outils de l'analyse du comportement électoral dans un contexte de démocratie représentative, ces résultats pouvaient être pris comme l'expression d'un conflit autour des enjeux politiques. Mais en tant qu'un fait social traduisant un rapport au politique dans un espace entre tradition et modernité, on se demande sur les motivations des votants.

été confié en 1910 le poste de régent de la chefferie de Fumane et il y resta attaché jusqu'à sa mort en 1932. Voir Cx. 19, « Cópia da memória descritiva da trajetória do Régulo de João FUMANE » Secretaria da Administração do Conselho dos Muchopes, em Manjacaze, 26 de Março de 1973, *Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974*, (AHM).

³⁸² 6 Voir Cx. 19, "Segunda acta da reunião pública para a escolha do sucessor do regedor Fumane, do Posto Administrativo de Fumane », Secretaria da Administração do Conselho dos Muchopes, em Manjacaze. *Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974*.

³⁸³ 7 Il y avait un autre candidat, Carlos Fabião BALOI, qui n'est pas comparu à cette « élection ».

Peut-on y voir des liens logiques entre les attentes, l'offre présentée par le système politique, l'opinion et la rationalité des votants, traduites par le vote ? Comment explique-t-on la préférence ou le rejet de l'un ou de l'autre des candidats au poste de régent, par les chefs de groupe des populations ? Le réseau, entendu comme un ensemble de relations d'un type spécifique (collaboration, soutien, famille, voisinage, influence), n'est-il pas explicatif des liens positifs à l'égard de l'un ou de l'autre des opposants pour le poste en référence ? Ces interrogations posées, il semble que la compréhension de la trajectoire de ces candidats et de leurs liens avec des souverains précédents expliquerait leur réussite ou leur échec :

- Salvador MABANO : est le fils de Maputuquesi TCHAUQUE et de Rabeca MATSINHE. Son père était le fils de Mavingane Tchauque MABASSO, qui a été le chef du peuplement Namitelane, à l'époque où la terre de Fumane appartenait à la chefferie de Cocolualane, de la Circonscription de Panda, au district d'Inhambane. Son concours au poste de régent ne s'est donc pas étayé sur une base élargie de soutiens.
- Joaquim Mabango MACUACUA : Au moment où João A. Fujuca MATEBUI a démissionné, J. M. MACUACUA était le responsable intérim de la chefferie. Il est le neveu, de la part son père, Banganhane MACUACUA, du régent Cocoluane, de la circonscription de Panda, dont le domaine s'étendait jusqu'à l'actuelle chefferie Fumane. Ce régent a eu trois fils : Banganhane, le père de Joaquim, Dambi et Dindanhane. J. M. MACUACUA est donc l'un des descendants du groupe des MACUACUA. Leurs chefs de populations n'ont pas réussi, à cause des luttes factionnelles, à trouver un leader fédérateur, qui pouvait assumer la fonction de chef du territoire. C'est pourquoi les Portugais leur ont imposé un chef « étranger » (MATEBUI), qui n'avait aucun rapport avec le MACUACUA, les « propriétaires » du pays. Ils ont néanmoins gardé les postes de chefs des groupes de peuplements. Ce lien explique pourquoi tous les chefs, à l'exception du chef de Chilatanhane, ont dans le cadre de cette « élection » donné leur accord à la prise du pouvoir par J.M. MACUACUA.
- José João Fumane MATEBUI : Il est l'un des descendants du groupe des MATEBUI, dont l'Ascension au poste de régent est arrivée comme une récompense, dans un cadre de rapports clientélistes avec les Portugais. Fils de João Fumane et de Tritane MACUACUA, marié, âgé de 45 ans, il a pu atteindre un certain niveau de scolarisation, au point de devenir un promoteur de spectacles publics à Lourenço Marques. Son père fut le 2^{ème} régent et a eu deux enfants : António J. FUMANE, qui succéda son père comme le troisième régent ; António J. FUJUCA, le quatrième souverain, qui a été destitué en soixante douze. José J. FUMANE, l'actuel candidat, est ainsi le neveu du premier et l'oncle du dernier régent.

Le « scrutin » auquel José J. Fumane MATEBUI, Joaquim M. MACUACUA et Salvador MABANO ont participé, déboucha sur une situation qui augurait un contexte de non gouvernabilité. Le premier a été certes le candidat qui a obtenu le plus de voix (791 voix) mais il n'a pas eu le soutien des chefs des groupes de peuplements, dépositaires des traditions et leurs contrôleurs effectifs. A la suite de la contestation des résultats par Carlos Fabião BALOI, l'issue trouvée a consisté à « négocier » un compromis avec José J. F. MATEBUI³⁸⁴8, de façon que cette compétition se déroule entre le premier et Joaquim M.

³⁸⁴ 8 Marié, âgé de 30 ans, le fils de *Fabião BALOI* et de *Titasse COME*, né à *Fumane*. Il résidait à *Madragoa*, où travaillait comme interprète administratif. Il appartient, à l'instar de *José João Fumane*, au groupe des *MATEBUI*. Son père était le fils de *Fujuca MATEBUI*, le premier régent. Celui-ci a eu deux fils, notamment *João FUMANE*, le 5^{ème} régent, et *Fabião MUTEBUI*, qui s'est chargé

MACUACUA³⁸⁵9. Le vainqueur, Carlos Fabião BALOI, n'a jamais vu la formalisation de son investiture en raison du changement de l'orientation politique³⁸⁶0, déclenché par le coup d'Etat en 1974 contre le gouvernement de M. CAETANO (le successeur de Salazar), au Portugal.

Le cadre d'interactivité du politique et du social qui fait l'objet de cette étude vérifie que le pouvoir est une organisation. La mise place d'un système d'action allant de pair avec la mobilisation des ressources, l'existence de sous-systèmes de pouvoir non absorbés par l'Etat explique que ce processus se fonde sur deux phénomènes, à savoir : la construction d'une coalition de forces sociales dont les répertoires dans le système d'action s'articule par rapport à des ressources à leur porté ; la prise en charge de la position de centralité dans le système et de la distribution inégalitaire de ressources, procédés nécessaires pour la différenciation des compétences. Des données environnementales particulières à chaque espace, déterminées par la diversité culturelle où l'Etat-nation n'est pas une référence mobilisatrice, rendent opportun la déconcentration politique comme un mode d'inscription du pouvoir dans la société globale.

C'est dans le cadre de ce dernier support du système d'action que la mise en place d'« élections » s'est avérée comme une ressource pour la régulation politique, dans le contexte où le système était mis en cause par la guerre anti-coloniale. Dans les divers micro-espaces où de telles « élections » ont eu lieu, les réseaux sociaux se traduisaient comme l'émanation d'un discours et d'un système de représentation construisant l'espace des notables. Concernant une société entre la tradition et la modernité, cet espace – qui n'est pas monolithique – est à la fois le mécanisme de l'expression des différences politiques et de la représentativité politique. Par conséquent, cet espace est également l'instance d'articulation et de négociation avec les agents formant l'environnement externe des communautés. Sous ce rapport, l'accès à l'espace des notables ne peut se dissocier de la formation d'une centralité politique et les individus y ayant l'accès ne peuvent que se réclamer de la compétence politique.

de la chefferie comme régent intérim. Voir Cx. 19, « Conclusão da reunião publica para a escolha do sucesoer do regedor Fumane do posto administrativo de Fumane », *Processo n°3/974, 2 de Abril de 1974, Secretaria da Administração do Concelho dos Muchopes, Manjacaze, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974 (AHM).*

³⁸⁵ 9 Voir Cx. 19, « Despacho sobre parecer relativo à escolha do sucesoer do regedor Fumane do posto administrativo de Fumane », *Processo n°3/974, João Belo, 19 de Abril de 1974, Secretaria da Administração do Concelho dos Muchopes, Manjacaze, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974.*

³⁸⁶ 0 « Portaria n°636/74, de 6 de Julho, que revoga os artigos 85° e seguintes do Regulamento dos Auxiliares de Administração Civil, aprovado pela Portaria n°22 935, de 7 de Março de 1970, prescrevando que « Les autorités des chefferies tiennent un rôle important dans l'organisation administrative » et que 'leur investiture devra respecter, à la rigueur, usages et coutumes traditionnelles », Voir à ce propos SANTOS, Helder de L. (Chefe dos Serviços Distritais), « Escolha e investidura das Autoridades do Conselho dos Muchopes, *Processo 278/A/8, João Belo, 29 de Julho de 1974, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974 (AHM).*



-Le chef « traditionnel » *Machatine FULANE* assis sur une chaise. A gauche, son épouse, *Stéphanie* et son fils, *Joaquim MACHATINE* (Mafumane), l'héritier.

Le chef traditionnel : images d'un rapport social^{387 1}

^{387 1} Cf. des photos figurant sur le livre de MACHATINE, Felisberto J., *A família Machatine FULANE*, op. cit.



-L'hommage rendu par les danseurs de *marimba* (danse locale) au chef (traditionnel) Machatine, à Zavala, 1927.



-Les danseurs de marimba à l'hommage de l'Administrateur Carlos Lima da Silva, devant le chef « traditionnel » Machatine Fulane – 1927



-Dans cette image, on voit la Reine mère, de l'Angleterre, qui observe les marimba. Le chef « traditionnel » *Felisberto J. MACHATINE* donne des explications à sa Majesté, la Reine – juillet 1953.



-Au nom des affiliés à l'Organisation O. C. de Zavala, F. MACHATINE, chef « traditonnel », remercie au monsieur Gouverneur Général, commandant *Gabriel Teixeira* de l'aide accordée à la faveur des œuvres de l'Organisation.



-Le chef « traditionnel » F. MACHATINE participant à la première réunion de la conférence internationale du travail, tenue en 1966, à Genève, en représentation du Portugal. A gauche, les messieurs Meneses Cordeiro et Alexandre Ribeiro da Cunha ; à droite, le monsieur *Pedro Feytor Pinto* lui font compagnie.



-Le chef « traditionnel » *Felisberto MACHATINE* au Palais de Bêlém, à Lisbonne, où s'entretient avec monsieur le Président de la République (Salazar), devant monsieur *Visconde de Botelho*.



-Sa Sainteté le Pape Paulo VI reçoit des salutations du représentant du Portugal, le chef « traditionnel » *Felisberto MACHATINE*, à Rome, Vatican, 1968.



-Sur le 1^{er} plan – Le chef « traditionnel » Felisberto MACHATINE, Madame C. Kadzamira, (la visiteuse) du Malawi, Madame E. Machatine Housse (l'épouse du chef traditionnel) ; sur 2^{ème} plan – Estevan F. MACHATINE, Ângelo MACHATINE, Albertina F. MACHATINE et Alberto Housse.

2.2. Système, politique, rareté et conflictualité

La déconcentration politique, en tant qu'approche de faits sociaux, ne peut interpréter la politique que comme un espace donnant lieu à une coalition d'acteurs, mus par des enjeux multiples. Etant cette coalition un système, Il va donc de soi qu'on s'efforce d'éclairer les déterminants de son entreprise, du phénomène de mobilisation ou de son dysfonctionnement, dans un contexte d'une société globale entre tradition et modernité.

La société globale, comme l'a noté G. Balandier^{388 2}, est le fait auquel les éléments particuliers doivent être reliés ; ils n'ont ni fonction, ni sens indépendant ; ce serait une erreur d'isoler des éléments constants et d'affirmer leur pérennité : maintenus en apparence, ils changent de nature, sinon de forme. Ce serait également une erreur d'appréhender le « tout systémique » à partir des éléments, et encore davantage d'annuler logiquement celui-ci en s'en tenant aux effets d'agrégation qui résultent de l'interdépendance et de l'interaction des divers acteurs sociaux. Par conséquent, il faudrait saisir le système par le jeu des forces conflictuelles en rapport de domination/subordination, des forces hétérogènes dont la combinaison forme son équilibre ou son déséquilibre (dysfonctionnement).

Vues sous cet angle, les coalitions pour la mise en œuvre d'une politique ne peuvent jamais s'exempter de rendre la politique un espace investi par des acteurs multiples. Les

^{388 2} BALANDIER, Georges, *Le désordre. Eloge du mouvement*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1988, 237p.p. 71.

outils théoriques d'explication de leur mode de fonctionnement s'avèrent discordants sur certains points. Stevenson, Pearce et Porter³⁸⁹ 3 proposent une définition en huit points des coalitions à l'intérieur des organisations, qui sont les suivantes :

- Une coalition consiste en un groupe interactif d'individus ;
- Elle est construite de façon délibérée ;
- Elle est indépendante de la structure formelle de l'organisation ;
- Elle n'a pas elle-même de structure formelle ;
- Ses membres se perçoivent mutuellement comme faisant partie d'une coalition ;
- Elle est orientée vers des enjeux ;
- Elle est centrée sur un ou des buts qui lui sont extérieurs ;
- Elle exige de la concertation de la part des membres.

Si l'on envisageait les coalitions intra-organisationnelles d'après ce schéma, elles seraient tenues pour des entreprises indépendantes de l'appareil de contrôle et de caractère informel. Barnes décrit ce cadre de rapports sociaux comme un monde où « aucune organisation n'est dominante ». Cela renvoie au phénomène que nous qualifions supra comme un réseau, « un système de relations personnelles (ou inter-organisationnelles), reliant des amis et des ennemis, des égaux et des inégaux ».

Cette pensée ne serait pas contestable dans tous ces aspects. Mais si l'on s'en tient à ce chemin, on ne saurait pas rendre compte de ce qui explique, parmi les participants à une coalition, pourquoi les uns se placent dans des positions de centralité, alors que d'autres apparaissent dans des instances périphériques. On n'expliquerait pas non plus pourquoi dans les processus de formation de coalitions, certains éléments deviennent des acteurs dans les jeux de pouvoir, d'autant plus que leur travail relationnel (le *networking*) apparaît relié à une dimension stratégique.

Tout en s'inspirant de Barnes³⁹⁰ 4, Panebianco, et d'A. Muchielli³⁹¹ 5, on associe le fonctionnement des coalitions, outre le travail relationnel, à l'action d'une dimension du pouvoir. La distribution inégalitaire de cette ressource, le pouvoir, est au principe du fait que les coalitions se présentent sous la forme d'un système, c'est-à-dire une chaîne d'acteurs interdépendants. Le pouvoir s'y avère alors comme une organisation à la fois coalitive et collusive. De ce fait, les coalitions auront tendance à se constituer en un appareil, c'est-à-dire en un système d'acteurs sociaux qui, pour des fins de mise en ordre de la variété dans leur environnement externe, contraignent la transmission de ressources en des structures faiblement connexes.

Par la suite, suivant March (1962) et de Cyert, on se permet d'associer la notion de coalition à celle d'organisation, fondée sur un ordre. Cet ordre peut être imposé (c'est le cas de la domination coloniale) ou négocié. L'action politique exigeant une base sociale hétérophile, elle ne peut s'acquitter de s'ouvrir à d'autres segments sociaux. Ces derniers cherchent, à travers ceux qui y occupent des positions de centralité, à exercer du contrôle sur le plan de la distribution de produits de l'action collective. La coalition s'assimile dans ce cas à un espace subissant des investissements de la multiplicité des forces sociales participantes. Elle peut être définie, suivant V. Lemieux, comme un espace de concertation

³⁸⁹ 3 STEVENSON, PEACE et PORTER, cités, LEMIEUX, V., *Les coalitions : liens, transactions et contrôles*, ...op. cit., p. 89 et suiv.

³⁹⁰ 4 BARNES, cit., VINCENT, L., *Les réseaux d'acteurs sociaux*, ...op. cit.

³⁹¹ 5 MUCHIELLI, Alex, "Le système des interactions et l'analyse du pouvoir dans les organisations", *Quaderni*, n°33, Automne 1997, pp. 19-43.

entre acteurs individuels ou collectifs, qui ont des rapports de coopération et de conflit, à la fois, pour ce qui est de leurs liens, de leurs transactions et de leurs contrôles. Les constituants des coalitions chercheraient également, par une structuration du pouvoir appropriée à prédominer sur leurs adversaires de façon à ce que les coalisés obtiennent ainsi des avantages plus grands que s'ils n'avaient pas fait partie de la coalition.

On se propose d'analyser les alliances au sujet de la mise en œuvre des politiques publiques dans un cadre colonial, tout en retraçant les formes d'interaction entre les acteurs et leurs représentations du sens de l'intervention du pouvoir. Pour ce faire, ces considérants d'ordre théorique sont mis en complément de ceux apportés par Kingdom (voir supra). D'après lui, qu'elles se reportent à l'Etat ou à des organisations non-étatiques, on peut distinguer deux grandes catégories d'acteurs politiques, comprenant chacune ses sous-catégories, dans un système d'action sociale. : ceux hiérarchiquement connectés par des appareils gouvernementaux et, à l'opposé, ceux qui se trouveront à l'extérieur. Dans une situation ou dans une autre, les ressources du pouvoir, qu'elles soient de nature statutaire, relationnelle, informationnelle ou économique, sont des outils pour déterminer leurs positionnements dans les appareils en réseau.

Sur cette base, dans le système colonial, on pourrait distinguer :

-des acteurs-entrepreneurs, distincts par des rôles clefs dans la définition de politiques publiques. Il leur revient la parole légitimatrice du référent d'une politique et l'identification des options à suivre ainsi que des priorités susceptibles d'être mises à l'agenda. Tout en disposant du pouvoir constitutif du système politique, ils se réclament également des outils d'action à l'intérieur du système qui se traduisent par le déploiement d'un ensemble d'appareils. Ceux-ci ayant pour enjeu la mise en ordre de la variété dans leur environnement externe, cette structure tendra à se manifester comme un bloc. Les principes de l'organisation bureaucratique seront mobilisés pour relier les espaces du pouvoir supérieur (à Lisbonne) aux espaces intermédiaires (à Lourenço Marques) et périphériques (dans districts et dans des circonscriptions).

Les partenaires du système politique, dont on tient compte sont :

a) les individus et les groupes sociaux appartenant au même univers culturel de ceux qui contrôlent l'appareil. Les affinités culturelles et l'opportunité qui leur est créée pour qu'ils assurent la fonctionnalité de l'infrastructure matérielle (bureaux, services, entreprises), sont à la base de liens d'identification au système politique. La proximité au centre du pouvoir est au principe de la croyance qui les pousse à voir dans le système des rapports sociaux de bonnes raisons en faveur de l'accroissement de leur patrimoine. Cela expliquera l'organisation des préférences politiques de ce groupe au point d'adopter des comportements semblables à ceux d'un bloc.

b) Le groupe à culture plurielle : Les rapports de forces émanant de la désintégration des Etats indigènes et de la structuration de l'espace de l'Etat colonial a réduit l'ensemble de leurs groupements à la condition de minorité³⁹²6. Elle bascule alors en pleine crise sociale. De surcroît, la situation coloniale symbolisait l'avènement d'un nouvel environnement d'interactivité sociale, comportant des conséquences inéluctables sur l'évolution des

³⁹² 6 Le concept de *minorité* n'est pas de l'ordre statistique. Focalisé sur les rapports entre des identités sociales, il représente le groupement dont la condition est distincte par le fait d'être socialement, politiquement et économiquement dominé. La dimension de ce groupement ne suffit donc pas à faire de celui-ci une minorité, bien qu'il puisse avoir des effets quant au statut et aux relations avec le groupement dominant. Le caractère de minorité est une certaine manière d'être dans la société globale, il implique essentiellement la relation de dominé à dominant. Cf. WIRT, L., *cité*, BALANDIER, G., « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. I., année 1951, pp. 44-79, p. 63.

structures indigènes. Elle rendit donc inéluctable la formation du groupe sociale à culture plurielle : attachés à leurs sous-univers culturels (ethniques), parlant à la fois la langue du groupe dominant et leurs langues, ce groupe subit des processus d'identification au discours social dominant. La genèse de ce groupe résultait des besoins intrinsèques au fonctionnement du système colonial, raison pour laquelle ceux qui y appartenaient ont réussi à intégrer des compétences professionnelles dans plusieurs domaines. Leur appartenance au groupe des dominés et la concurrence du groupe partenaire au système politique ne leur a réservé que l'exercice de rôles auxiliaires, dans le système d'appareils politiques ou dans les services publics.

Ce rapport conflictuel entre le groupe dominant et les membres du groupe à culture plurielle (partenaires du système politique) n'empêche toutefois pas que ces derniers bénéficient d'un statut particulier, par rapport à l'ensemble des colonisés. Le groupe à culture plurielle appartenait à un statut social distinct par : a) leur position et leur fonction dans l'agencement du système ; b) l'ensemble des droits et des devoirs, des avantages et des obligations, inhérents à leur situation, au sein de la société globale. Ainsi, le groupe à culture plurielle se voyait légitimé, par le système de croyances, à un statut social particulier. Dans l'articulation de la diversité de groupes structurant la société globale, on s'apercevait donc des écarts selon lesquels se déterminaient les appartenances sociales. Le positionnement politique de ce groupe dans le conflit colonial s'est avéré cohérent, à un certain moment, cohérent à sa trajectoire biographique. Se un segment de ce groupe a réussi à évoluer vers la rupture politique, d'autre a persisté dans le chemin d'une stratégie d'incohérence, c'est-à-dire est resté attaché à un comportement conflictuel et de coopération avec le système.

En effet, au moment de la déconcentration politique, le régime d'O. SALAZAR a réhabilité certains membres du groupe à culture plurielle tout en leur permettant l'accès aux postes à pouvoir (voir supra). Ils se sont néanmoins attachés à un discours à la fois conflictuel, exigeant l'élargissement des droits civiques envers les noirs, et coopératif, collaborant avec le système³⁹³7.

c) Les chefs traditionnels, grâce à leur ancrage dans l'univers culturel des communautés respectives, ont été considérés comme des moyens incontournables sur le plan de la communication politique. Jakobson a à ce propos démontré que les rapports entre dominants et assujettis n'arrivent que dans le cadre de la communication impérative (langage des ordres). D'après lui, la communication s'appuie sur les éléments suivants :

Le destinataire envoie un message au destinataire. Pour être opérant, le message requiert d'abord un contexte auquel il renvoie (...le 'réfèrent'), contexte saisissable par le destinataire (...); ensuite, le message requiert un code, commun en tout ou au moins en partie au destinataire et au destinataire (...); enfin le message requiert un contact (...) entre le destinataire et le destinataire, contact qui leur permet d'établir ou de maintenir la communication³⁹⁴8

Ces éléments pris pour support, Jakobson détaille des ressources au principe de l'effectivité des processus communicationnels, dont ont retient :

³⁹³ 7 Ce comportement paradoxal, outre le fait qu'il soit l'effet du réseau, pourrait s'expliquer selon l'hypothèse développée par R. Dahl. Très attaché au paradigme rationnel, R. Dahl soutient que l'engagement d'un individu à une cause partisane ou l'appui d'un programme politique ne survient que dans le cadre du rapport entre « l'offre », par le système politique, et l'« attente », du groupe cible. Les échanges multiples - postes, biens matériels et symboliques - dans le but de réhabiliter les candidats aux postes gouvernementaux entraînent des liens positifs des bénéficiés envers la faction de l'élite du pouvoir. Voir DAHL, R., *Qui Gouverne ?*....op. cit.

³⁹⁴ 8 JAKOBSON, cité, VINCENT, L., *Les coalitions, liens, transactions et contrôles*,...op. cit., pp. 48-49.

-La participation aux ordres ne se fait pas d'elle-même, mais par des acteurs, destinataires ou destinataires, dont l'effectif est variable. Cette composante, qui est celle des ressources humaines, n'est qu'implicite dans le schéma de la communication, mais il est évident qu'elle peut faire une différence dans l'exercice du contrôle ;

-Les rôles de destinataire et de destinataire viennent rappeler que les contrôles s'exercent entre des acteurs qui occupent des postes. Ce sont pour eux des ressources statutaires ;

-Entre tel destinataire et tel destinataire il y a un lien positif, négatif ou neutre. Il y a des ressources relationnelles de contrôle, qui manifestent la présence des liens dans l'univers de l'appropriation ;

-La composante du contact ou du canal, quant à elle, rappelle qu'il n'y a pas de communication sans une certaine matérialisation de la relation entre destinataire et destinataire. Il y a [donc] des ressources matérielles ou des supports, qui sont nécessaires à l'exercice du contrôle ;

-Enfin il n'y a pas de communication possible sans des codes communs en tout ou en partie au destinataire et au destinataire. La composante du code renvoie à la dimension normative du contrôle, qui consiste dans les règles et les finalités guidant l'action. On peut nommer ressources normatives ces ressources qui correspondent à la composante du code³⁹⁵9.

Dans un contexte où la Nation n'est pas une référence mobilisatrice, les espaces sociaux et culturels étant multiples, les chefs traditionnels jouent un rôle intégratif. Leur ancrage dans les espaces communautaires, s'appuyant sur des réseaux relationnels, leur apporte d'autant plus de reconnaissance sociale qu'ils accèdent à la centralité des rapports sociaux en place. Les mécanismes entraînant de la part des assujettis la nécessaire obéissance aux ordres relèvent, semble-t-il, de l'effet de réseau. La relation y prend pour support (intermédiaire) l'ensemble de références, de pratiques et de croyances qui définissent l'espace social. Donnant matière au code saisissable tant pour ceux qui sont aux prises avec la régulation du pouvoir (local) que pour les dominés, celui-ci est au fondement d'une certaine efficacité de la communication politique et participe à l'organisation des rapports sociaux.

Intrinsèque à tout rapport social, la communication ne peut s'opérer que par référence à un système de règles. C'est par l'intermédiaire de ces dernières que l'on accorde de la signification aux liens sociaux. Ils sont d'ailleurs appréhendés dans l'enchaînement du vécu et de la représentation de la relation entre « le moi » et « l'autrui ». Toute relation sociale s'objective donc comme un rapport à double dimension : d'abord, sur le plan des symboles, par le langage ou, globalement, par l'univers culturel des individus ; ensuite, sur le plan du comportement entendu comme objectivation de la réaction de l'individu au milieu social.

Le pouvoir est par nature un construit coalitif et hiérarchisé, dont la réussite repose sans cesse sur une stratégie lui permettant de se faire obéir (Weber). Réduits à un état où

³⁹⁵ 9 Mead a également saisi la dimension communicationnelle de l'interactivité sociale. Pour lui toute relation sociale se traduit comme l'objectivation du « soi » et de « l'esprit ». L'élaboration de « soi » est, selon Mead, un construit social dans la mesure où le comportement de tout individu est fonction des anticipations comportementales de l'autre alors que l'« esprit » est l'activité cognitive de l'individu. Cette activité est celle de l'interprétation des stimuli auxquels tout individu est confronté en situation d'interaction. L'« esprit » ou l'activité psychique et le « soi » ou l'identité de l'individu sont, dans la perspective de Mead, des processus plutôt que des états qui se construisent en situation d'interaction. Les situations sont le creuset du psychique et du social. Mais, selon Mead, les situations d'interaction ne peuvent réaliser cette fusion que si la communication est possible. Voir MEAD, *cité*, GIRAUD, Claud, *Concepts d'une sociologie de l'action*, Paris, L'Harmattan, 1994, 158p, p. 69.

ils n'avaient qu'un minimum d'autorité, il est néanmoins intéressant de noter les logiques des rapports entretenus par le pouvoir dominant et dominé : l'Administration coloniale voyait dans les chefs traditionnels le levier pour réussir la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des politiques coloniales. Sans être fonctionnaires de l'Etat ni détachés de leurs fonctions de représentants de leurs communautés, il incombait en effet à leurs chefs un certain nombre d'obligations. Réalisées en échange de certaines prérogatives pécuniaires et politiques, on en recense quelques-unes, à partir d'A. A. da S. Monteiro:

Maintenir de l'ordre public dans les Territoires sous leur contrôle ; Fournir, lorsqu'on lui en demande, des hommes aussi bien pour la défense du Territoire, la répression des revoltes, que pour les travaux publics ; Tenir l'Administration au courant de tout événement suspect, qui pouvait bouleverser l'ordre public ; communiquer tous les décès, les épidémies, les mariages et les naissances ayant lieu dans son domaine ; Présenter à l'Administration tous les chefs de familles qui, originaires des villages sous contrôle d'autres chefs, auraient sollicité de fixer résidence sur son Territoire ; Surveiller que ses assujettis n'émigrent pas dans les Colonies anglaises sans qu'ils aient le feu vert de l'Administration ; Contribuer à ce que le recensement de la population et le prélèvement des impôts réussissent dans son Territoire ; Obéir et collaborer dans la mise en œuvre de tous les ordonnancements que l'Administrateur pourrait leur faire parvenir³⁹⁶ 0.

Cela, dans un cadre où la bureaucratie coloniale était autonome du point de vue de la formulation des politiques publiques mais ne l'était en revanche pas sur le plan de sa mise en œuvre. L'articulation des chefs traditionnels au schéma administratif formel permettra, de forme indirecte, de relier leurs réseaux relationnels aux appareils. L'interactivité du social et du politique s'est ainsi déroulé comme un processus de régulation des échanges sociaux. C'est-à-dire, les échanges à travers lesquels dominants et dominés cherchent à réaliser à la fois des rationalités instrumentales et sociales.

L'environnement externe de ce système s'avérait, lui aussi, comme un construit non moins complexe. Si l'on revient au chapitre premier, il est aisé qu'on se rend compte du fait qu'il doit sa structuration à l'intégration, aux XIX^{ème} et aux XX^{ème} siècles, du Mozambique dans le sous-système économique de l'Afrique australe. L'Afrique du sud étant l'épicentre de ce sous-système, par l'intermédiaire de la considérable insertion de ce pays dans l'économie mondiale, le Mozambique était également relié aux pays occidentaux. Avec la structuration du Mouvement de libération au début des années soixante, l'effort pour la mobilisation des ressources rendit inéluctable le reliaement de ce Mouvement (FRELIMO) aux ex-pays socialistes. Le gouvernement d'O. Salazar s'engagea dans une campagne d'information faisant croire qu'il s'agissait d'un Mouvement dirigé, non pas par les Mozambicains, mais par les centres coordinateurs du conflit Eest-Oest³⁹⁷ 1. L'interactivité de ces sous-espaces lors de la guerre froide a donc eu des retentissements dans la dynamique de l'interactivité du social et du politique, au Mozambique, lors de la domination coloniale.

³⁹⁶ 0 Ce travail se report au District de Tete. Néanmoins, on s'en inspire car il s'appuie sur la législation alors en vigueur. Ses références sont donc susceptibles d'être universiliasables, sans le danger d'escamoter quel que soit l'aspect relatif au rapport les chefs traditionnels et l'Administration coloniale à Manjacazi. Voir MONTEIRO, A.A. da Silva., « *Provincia de Moçambique : Direitos e Deveres das Autoridades Indigenas do distrito de Tete* », in *Separatas Diversas*, Lourenço Marques, INM, 1924, pp. 5-9.

³⁹⁷ 1 On se consacre à l'analyse plus approfondie de ce phénomène dans le chapitre suivant, qu'on intitule « Du Mouvement de libération au parti politique ».

Le système colonial étant structuré sur la base de la déconcentration politique, le centralité politique y était aux prises avec l'entreprise de l'assemblage des espaces sociaux multiples, au moyen de l'appareil bureaucratique. Mais elle ne pouvait nullement nier de mettre en œuvre une stratégie clientéliste. Il en découlait un espace de compromis, dont l'enjeu était d'intégrer et de mobiliser des ressources à l'aide des sous-systèmes de pouvoir non absorbés par l'Etat.

V. Lemieux a, à ce propos, noté que les réseaux de clientélisme subsistent à l'intérieur d'un appareil étatique et qu'ils ont la propriété d'être finalisés à la fois par la mise en commun et la mise en ordre de la variété. Etayant son étude sur des cas de coalitions politiques au sujet de la mise en œuvre de politiques publiques, Lemieux montre que le réseau des clients permet à ceux qui se trouvent au sommet de l'appareil la variété nécessaire. Au moyen de cette variété, ils réussissent à maintenir leur autorité dans la régulation interne à la société et à diminuer la variété des ennemis à l'extérieur. Autrement dit, le réseau de clientélisme alimente un appareil, en vue de la mise en ordre de la variété, d'autant qu'il contribue à ajuster cette mise en ordre aux besoins des clients :

Les réseaux de clientélisme montrent que les appareils et les réseaux peuvent être mêlés les uns aux autres. Ils montrent aussi que lorsqu'il en est ainsi les réseaux sont mis au service des appareils, mais sans que les appareils se plient aux exigences de réseaux. La variété apportée par les clients permet aux patrons de dominer leurs rivaux, dans l'appareil politico-sociétal, mais la variété apportée par les patrons permet aux clients de relâcher la domination des bureaucraties dans ce même appareil. C'est du moins le cas dans les réseaux traditionnels de clientélisme. Il demeure que ce sont les patrons et non les clients qui sont les maîtres du jeu, et que pour eux les finalités de mise en ordre, propre aux appareils, importent davantage que les finalités de mise en commun, propres aux réseaux^{398 2}

La déconcentration politique se trouvait donc au principe d'une organisation du pouvoir comme une entreprise, certes, relationnelle, mais coalitive et collusive. Du sommet de l'appareil, aux instances intermédiaires et périphériques, des acteurs se présentaient articulés à l'aide d'un intermédiaire : la circulation d'informations, de ressources matérielles et symboliques, les échanges autour des ressources du pouvoir, qui apporteront du sens à l'action collective. Si certains acteurs réussissent à se placer dans des instances du « pouvoir supérieur », d'autres, dans des positions périphériques, ont des tâches intermédiaires. D'autres encore, grâce aux ressources à leur portée, tiennent des rôles auxiliaires, mais importantes pour le fonctionnement du système global.

Pour ce qui est du cas mozambicain, ce système n'est pas figé. Parce qu'elle s'appuie sur la coalition et la collusion entre acteurs, la construction et la déstructuration des systèmes d'action lui sont intrinsèque. Ce processus avait comme effet non pas la désintégration de la société globale mais la mise en place des régimes de déconcentration politique. Cette dynamique serait due non pas à l'interactivité d'une classe bourgeoise aux prises avec une classe révolutionnaire comme le soutient le marxisme, mais à des scissions à la suite d'une crise du système de représentations. Ainsi, l'ensemble d'acteurs, des plus modestes aux plus puissants, participe, à travers le monde des réseaux, à la lutte sociale la plus significative. Par conséquent, comme l'a noté J.F. Bayart^{399 3}, « l'Etat n'est

^{398 2} Cf. LEMIEUX, V., *Les acteurs sociaux, ...op. cit.*, p. 120

^{399 3} Voir le chapitre introductif, à propos de l'entreprise théorique de ce chercheur.

pas uniquement la « chose » d'une classe dominante que tout opposerait à une classe révolutionnaire. Les petits oeuvrent, eux aussi, à l'innovation politique et leur apport n'est pas en contradiction nécessaire avec celui des 'grands' ».

Ce schéma semble explicatif des conflits qui survinrent, dans la coalition de pouvoirs à l'époque coloniale, à propos de la politique d'habitation au Mozambique. La rareté – raison du blocage de tous les systèmes politiques –, était au principe d'un déficit du flux des biens reliant les centres du pouvoir aux acteurs relayeurs. Cela entraînait l'affaiblissement des liens entre eux, et entre ces derniers avec leurs réseaux relationnels. C'est à ce moment que la rareté suscitait une sorte d'ajustement des rapports sociaux, tout en tenant compte de la capacité d'offre et rétroactive du système politique, aux attentes sociales. Cela se traduisait par le reclassement des acteurs dans le système, en fonction de leurs ressources et de leurs statuts sociaux dans le système.

Ce reclassement n'était pas exempt d'une crise du système de représentations, fragilisant des liens des centres du pouvoir à l'égard de certains acteurs et des sous-univers respectifs. Etant la politique imprégnée à la fois d'une dimension matérielle, symbolique et d'une fonction régulatrice, ce reclassement dévoilait les incohérences du système clientéliste colonial. Une crise identitaire et la segmentation conflictuelle entre colonisateurs et colonisés devenait, par conséquent, inéluctable.

En effet, la discontinuité entre l'espace du ciment et celui des bidonvilles à Lourenço Marques s'est placé au centre des discordances entre le pouvoir supérieur et certains notables représentant le Mozambique à l'Assemblée délibérative, à Lisbonne. Dans les années soixante, l'enjeu de la politique était théoriquement de restructurer le cadre matériel de la colonie. Dans ce contexte, de nouveaux quartiers, comme celui de la Costa do Sol, ont été mis en place. D'après la presse de l'époque, « on a assisté à l'avènement d'un nouveau quartier à Costa do Sol : des terrains bien démarqués, des bâtiments construits selon un style architectural très attrayant. La canalisation de l'eau vient d'être établie »⁴⁰⁰ 4.

En dépit du discours du lusotropicalisme, ce n'était pas le sort des quartiers noirs. Dans le quartier de l'aeroporto, à une distance peu éloignée de la zone du ciment et du béton, des travaux publics pour l'approvisionnement en eau et en électricité n'ont pas mérité la priorité de la part du gouvernement local. Bien que les habitants de ce quartier lui aient adressé des « milliers de pétitions », cet espace continuait « sans électricité et sans eau »⁴⁰¹ 5. Le cyclone « Claude » en soixante-six a témoigné de la précarité de l'habitat et des conditions de vie dans des quartiers noirs. Des milliers de maisons précaires ont été détruites ; les zones de Mafalala, Malhangalene et certaines zones du ciment et du béton connurent, à la suite de l'inondation, d'autres fléaux (des maladies, surtout la malaria)⁴⁰² 6.

Ce contexte de détresse entraîna l'expression d'exigences au système politique, dont M. Nazaré et d'autres notables « élus » à l'Assemblée délibérative devinrent des porte-parole :

L'action destructrice du cyclone Claude a exclusivement touché des milliers d'Africains qui s'attroupent dans des bidonvilles, qui constituent la plus grande partie de la population de cette ville. Cela arrive parce que, au Mozambique, nous n'avons pas encore réussi à éviter ce que je considérerais la plus grave lacune

⁴⁰⁰ 4 Voir NOGUEIRA, Teresa Sá, « Novos bairros da cidade », *Tribuna*, 17-7-1964, p. 2.

⁴⁰¹ 5 *Idem*.

⁴⁰² 6 Voir « O ciclone clauda », *Notícias*, 6.1.1966 ; « Operação de solidariedade : brigadas de salvamento recolhem dezenas de vítimas das inundações », *Notícias*, Lourenço Marques, 9/1/1966, p. 1.

de notre système de convivialité humaine avec des populations africaines. Nous avons ouvert les portes de l'âme de la Loi réglant la vie en société mais nous leur avons toujours fermé les portes de nos habitats. Ces références sont bien pour témoigner d'une situation d'isolement de l'habitat, consenti pour qui a rejeté toutes les formes de discrimination⁴⁰³7.

Dans un autre pas, M. Nazaré attaque le fait qu'on accorde de la priorité à des programmes d'action psychosociale, dont l'exécution comportait des dépenses publiques très onéreuses. On pourrait à la place réserver des ressources pour améliorer l'habitat des Africains :

On a assisté à la mise en oeuvre des programmes d'impact limité, alors qu'il reste à régler le problème de l'habitat dans les bidonvilles. Dans le contexte actuel, il est absolument souhaitable qu'on privilégie la construction d'habitations pour la population en détresse. La solution se trouve dans la création d'un minimum de conditions pour que « les sans toit » résolvent un problème qui est le leur mais qui est aussi celui de la collectivité dans laquelle ils s'intègrent⁴⁰⁴8.

Ce discours témoignait, à partir d'une relation conflictuelle dans le cadre institutionnel, d'une progressive rupture avec le système, sur le plan des priorités politiques du système. Derrière ces exigences, il y avait, non pas une foule de militants d'une formation partisane, mais des réseaux relationnels. Des liens entre ces notables et les espaces sociaux pauvres - qui était d'ailleurs ceux d'où ils ont été issus - ne pouvaient qu'aboutir sur l'assomption de la représentativité de ces derniers, auprès de l'instance supérieure du pouvoir, à titre d'un geste de solidarité.

La politique concernant l'habitation n'a jamais été abordée dans le sens où le souhaitaient les notables prenant en charge la représentativité des Africains. Cette hypothèse se heurterait à la logique sur laquelle reposait l'organisation du système du pouvoir. Par ailleurs, cette possibilité supposerait la désorganisation des alliances autour des enjeux du pouvoir, qui fonctionnaient comme l'intermédiaire reliant hauts instances du pouvoir, à celles intermédiaires et périphériques. Elle conduirait d'ailleurs au phénomène de reclassement des acteurs sociaux, ce qui ne pourrait survenir sans que la centralité du pouvoir aille à l'encontre de leurs répertoires d'action.

L'espace de la politique est marquée de différences optionnelles entre les cercles et les réseaux que le pouvoir met en place. Ces divergences constituent l'environnement à l'origine de la dynamique des acteurs. Pour ce qui est des notables en titre de « représentants » des Africains à l'Assemblée délibérative et dans d'autres organes, leur évolution était également déterminée par le mouvement de décolonisation, soutenu par

⁴⁰³ 7 « *Oportuna e objectiva exposição à Assembleia Nacional* », *Notícias*, 2.3.1966, p. 9.

⁴⁰⁴ 8 De telles conditions ont ainsi été énumérées : 1) L'adoption d'un dispositif juridique permettant que les habitants dans des bidonvilles soient des propriétaires des planches pour la construction de leurs habitations. Cela permettrait de mettre un terme à la spéculation autour de la terre et du louage, par les propriétaires des maisons précaires; 2) le découpage des planches et l'alignement en avance des rues dans le but d'y construire des canalisations de l'eau et des conduites d'électricité ; 3) l'exemption d'impôts, tant municipaux comme ceux dus à l'Etat et la réduction d'intérêts à propos des terrains où les concernés construiront leurs maisons ; 4) La mise en place d'un service d'aide facilitant l'élaboration et l'approbation de projets de construction en état de fournir l'assistance technique ; 5) le relâchement de l'activité de fiscalisation surtout quant aux durées de construction et un combat cerré à la culture bureaucratique bloquant des demandes de construction des habitations améliorées ; 6) l'établissement d'un système de primes pour les familles démontrant de l'intérêt et de l'engagement dans ce programme. Voir « O problema habitacional dos subúrbios : focado na Assembleia Nacional pelo Dr. Manuel Nazaré », *Notícias*, 2.3.1966, p. 10.

l'ONU. Buttant sur l'indifférence du système à propos de leurs exigences en matière de la politique intérieure, le discours des notables devint l'expression de la revendication des droits civiques. A. PENICELA (député) a bien mis en exergue cette dimension du discours protestataire de ces notables, au moment où la guerre anti-coloniale avait déjà fragilisé la domination coloniale :

Les Nations Unies nous obligent à 'négocier avec les parties intéressées'. Mais les parties intéressées dans le destin d'Outremer portugais sont les populations. Ce sont des Noirs et des Blancs qui y habitent et veulent y vivre en paix. Il devrait être parmi eux, d'après leurs capacités et compétences, que nous devrions trouver des interlocuteurs pour parfaire des institutions et améliorer leur fonctionnement, de façon à défendre les intérêts de tous ; de la sorte, nous empêcherons la suprématie d'une classe, d'une tribu ou d'une ethnie sur d'autres et nous garantirons la vie et le progrès à tous. /...../ Pour ce faire, nous souhaitons, nous le souhaitons vivement, que dans le cadre des institutions autonomes des provinces d'Outre-mer – dans leurs municipalités, dans leurs Conseils législatifs, dans leurs gouvernements locaux – les Africains participent de plus en plus. Le nombre de ceux-ci dans les Organes représentatifs, l'Assemblée Nationale et la Chambre corporatif, devrait s'accroître⁴⁰⁵9.

Tout en opposant les chefs traditionnels et les assujettis, ce rapport conflictuel s'étendait aussi aux chefferies. Deux facteurs étaient à la base de son déclenchement.

D'abord, le régime d'O. Salazar s'est engagé dans une politique dont l'enjeu était de créer de nouvelles bases de la pratique extractive, par le système politique. Cela devait s'appuyer sur la mise en œuvre d'une politique dont l'enjeu était d'amorcer l'industrialisation portugaise, dans le contexte d'après la seconde Grande Guerre. Pour y parvenir, il fallait construire un « espace économique national », dont la solidité serait redevable aux plans de « dynamisation économique », dans l'espace défini par la Métropole/Colonies. D'après Joana H.M.F.P. Leites, le Portugal a essayé de profiter, en tant que nation européenne, dans le cadre du Plan Marshal, des prêts américains qui aideraient à résoudre la situation financière métropolitaine. Le Gouvernement portugais obtint ainsi une dérisoire somme de 10 millions de dollars - des 60 à 100 millions qu'il avait demandé⁴⁰⁶00.

En second lieu, pour ce qui est du Mozambique, la politique d'intégration de l'espace économique Portugal/Colonies a eu des retentissements immédiats sur les campagnes. Dans le dessein d'assurer la fourniture de matières premières, à bon marché, à l'émergente industrie portugaise, les familles paysannes ont été obligées de cultiver, outre leurs cultures alimentaires, du coton et d'autres produits oléagineux. Les espaces ruraux étant en réseau avec le centre du pouvoir colonial, ils ont été dans ce contexte placés au carrefour de l'interactivité du politique et du social. Cette interactivité traduisait le fonctionnement des réseaux politiques dans la logique de rapports de pouvoir entre l'élite détenant le pouvoir décisionnel (le centre), les espaces intermédiaire et périphérique. L'activité de ces réseaux, outre la dimension administrative, comporte une dimension d'échange, qui se déroulait dans des termes très inégalitaires pour les paysans.

⁴⁰⁵ 9 Voir « *Moçambique na Assembleia Nacional : A necessidade de todas as etnias ultramarinas participarem aos mais elevados graus de ensino posto em foco pelo deputado Dr. Almeida Penila* », *Notícias*, 7.2.1974

⁴⁰⁶ 00 Voir la présentation plus approfondie de cette politique à travers LEITE, Joana H.M.F.P., *La formation de l'économie coloniale au Mozambique : pacte colonial et industrialisation. Du colonialisme portugais aux réseaux informels de sujétion marchande, 1930-1974*, (Thèse présentée en vue de l'obtention du doctorat), Paris, EHE, 1089, 990, p. 83 et pp. 216-258.

C'est au niveau de ces derniers espaces du pouvoir (districts et circonscriptions) que la politique suivie par Salazar entraîna des conflictualités. A. ISAACMAN en a fait une lecture marxiste. Il a associé le phénomène de mobilisation qui en était à la base à une différenciation sociale, qui donnerait naissance à des classes sociales⁴⁰⁷01. Les politiques de Salazar créaient certes un environnement de rareté, incitant un mouvement désobéissance social, dont la mobilisation ne relevait pas de l'identité à une classe. Mais il s'inscrivait dans un mode patrimonial du rapport au politique, parce que n'a pris que la forme de jeux de famille. Le patrimoine matériel et culturel en étant au principe, les acteurs s'organisaient autour d'enjeux ayant comme référence le transfert intergénérationnel, les itinéraires familiaux et professionnels et les trajectoires sociales. L'impact négatif des politiques d'O. Salazar sur le système d'échange en place suscitait des groupes protestataires dans un espace déjà conflictuel. Ces groupes se structuraient autour de réseaux relationnels et de ce système de représentations (patrimoine matériel et symbolique), pour exprimer des exigences au système politique à titre d'espace de médiation.

On reprend, à ce propos, le conflit opposant J. Mapangalane MONDLANE et le bloc composé par Eugénio G. MONDLANE et ses oncles paternels, qui a été déclenché par la succession de son père, G. MONDLANE, à Chipene (Coolela). Une fois « élu » au poste de régent, J. Mapangalane MONDLANE, on s'est déjà référé à ses choix stratégiques, menant une politique de concentration pour décapitaliser ses opposants. Il a ainsi mis un terme à l'autonomie du groupe de populations qui voyait dans la figure d'E.G. MONDLANE le symbole de leur existence communautaire. Par la suite, il cumula les « mandats » de régent et de chef, avec le concours de l'Administrateur. En outre, le nouveau régent changea la dénomination de la chefferie, qui fut alors désignée la Chefferie de Coolela.

Le règlement de ce différend a conduit E. G. MONDLANE au poste de chef de groupes de populations qui lui étaient fidèles. Toutefois, ce conflit ne s'est pas terminé là. A l'instar d'autres systèmes du pouvoir, en accord avec B. Jobert⁴⁰⁸02, le pouvoir politique s'est vu impliqué dans une transaction difficile où il devait obtenir, par le consentement et par la contrainte, l'extraction des ressources nécessaires pour consolider sa propre assise. Le repérage de ce nécessaire compromis entre extraction et allocation des ressources permet d'interpréter en termes non fonctionnalistes le caractère intrinsèquement contradictoire de l'action politique, qui est toujours partagée entre les exigences de régulation et de l'intégration du système. L'accomplissement de cette tâche, dont dépendait l'accès par le pouvoir politique à des ressources multiples en vue de son fonctionnement, se révélait toujours problématique.

C'est ainsi qu'on interprète le rapport conflictuel entre deux réseaux en compétition, formés autour J. Mapangalane MONDLANE vis-à-vis de E. G. MONDLANE. Les cercles d'instruits liés à ce dernier envoyaient des lettres à l'Administration coloniale, dans lesquelles dénonçaient des cas témoignant de la déviance du régent :

A titre de naturels de Coolela (Chipene), nous nous permettons de vous adresser cette lettre afin de vous rendre compte des faits suivants. Ici, à Coolela, notre situation est regrettable et insupportable, à cause des supplices que nous sommes imposées par le régent J.M. MONDLANE. Au nom des us et coutumes,

⁴⁰⁷ 01 ISAACMAN, Allen, « Régulos, diferenciação social e protesto rural : o regime do cultivo forçado do algodão em Moçambique, 1938-1961 », *Revista Internacional de Estudos Africanos*, 6 e 7, Janeiro/Dezembro 1987, pp. 37-81.

⁴⁰⁸ 02 JOBERT, Bruno, « Les trois dimensions de la régulation politique », in AUVERGNON, Philippe et al. (Coordination), *L'Etat à l'épreuve du social*, Paris, Edition Syllepse, 1998, pp. 23-39, p. 33.

il nous impose une tyrannie qui est pire que celle de N'Gungunyane⁴⁰⁹ 03.

J.M.MONDLANE impose à la population de Coolela une vraie exploitation, qui est contraire aux lois : les gens sont obligés à travailler dans les fermes du coton, sans rémunération ; les exactions en argent et en espèce à chaque famille et aux travailleurs migrants, qui viennent d'Afrique du sud pour les vacances ; l'expulsion des personnes tennues comme « menaçantes » dans la chefferie, etc⁴¹⁰ 04 .

Ces actes protestataires survenaient un peu partout dans les chefferies relevant de la circonscription des muchopes. D'après leur capacité à troubler et à « entrer » dans le système politique, ils donnaient lieu à des processus de médiation pour restituer l'état de compromis - entreprise toujours précaire - sur lequel s'appuyait le fonctionnement du système politique⁴¹¹ 05. Non obstant leur inscription dans le processus du fonctionnement de ce dernier, qu'ils se rapportent à l'espace du ciment et du béton ou à celui des chefferies, ces conflits n'ont pas suscité la formation des partis politiques concernés par la prise du pouvoir. Cela aurait été certes dû à la nature autoritaire du régime colonial. Mais l'effet de l'entrecroisement des réseaux et le conflit d'allégeances qui en découlait⁴¹² 06, les rapports de nature clientélaire et le mode patrimonial du rapport au politique, ne sont pas des réalités à mésestimer. Dans les zones urbaines, le segment de l'élite protestataire appartenait à

⁴⁰⁹ 03 *Le dernier empereur de l'Etat de Gaza (1884-1895). Tout en ayant hérité le pouvoir de son père, Manicusse, la régulation politique dans son Empire, qui s'étendait du Sud jusqu'au Nord du Mozambique (fleuve Zambèze), se fondait sur les moyens de contrainte. C'est pour quoi la force armée de cet Etat, les A-mabuthu, était dans un état de guerre intermittent pour la répression des opposants. Ce moment servait également pour l'usurpation des biens des dominés, surtout du gros bétail, qui était pris comme un signe du pouvoir dans la société de Gaza.*

⁴¹⁰ 04 *Cx19 Voir Très rapazes de Coolela, « Carta endereçada ao Governador do Distrito de Gaza », 25 de Novembro de 1972, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974, AHM*

⁴¹¹ 05 Cela a été par exemple le traitement réservé au conflit opposant les groupes structurés autour du régent J. Mapangalane MONDLANE et du chef des povoações Eugénio G. MONDLANE. Le procès achevé, on est parvenu à la conclusion que : « le différend entre le régent de Coolela et le chef du groupe de populations de Chipene est permanent. Il existe depuis la création de la Chefferie de Coolela, entreprise avec laquelle J. M. MONDLANE envisageait d'éliminer l'autonomie de la population de Chipene. Dès lors, le chef Eugénio G. MONDLANE et ses appuissants n'ont jamais reconnu J.M. MONDLANE comme régent de Coolela », voir. Cx. 18, MONDLANE, J.M., (Regedor de Coolela), « Auto de declarações », Autos para averiguações, Processo 1/8/1972, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1969-1974, AHM ; MONDLANE, Eugénio (Chefe do grupo de povoações de Chipene), Autos para averiguações, Processo A/8/1972, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1969-1974 (*Ibidem*).

⁴¹² 06 La structure d'entrecroisement des réseaux peut en effet avoir plusieurs conséquences sur le comportement des acteurs sociaux. Dans le sillage des travaux de R. Dahrendorf (1957), H. Flap (1988), on s'est concentré sur les conflits d'allégeances et sur leurs effets sur la violence ou l'absence de violence dans les rapports sociaux. La hypothèse qu'on propose est la suivante : lorsque les réseaux sociaux sont structurés de façon que les clivages s'entrecroisent, les conflits sont moins violents que lorsque au contraire les clivages coïncident. D'après cette pensée, lorsqu'il y a segmentation, on préfère le combat à la médiation et celle-ci à l'inaction. L'entrecroisement des réseaux pose donc le problème de savoir quel parti choisir. Quant aux opposants, ils ne peuvent plus autant compter sur les membres de leurs réseaux (puisque le combat n'est pas pour eux le meilleur choix). Cela doit logiquement les inciter à rechercher une solution négociée. Au total, l'ordre des préférences place la négociation avant le conflit lorsqu'il y a entrecroisement. Etant donné les fonctions d'utilité correspondant à chaque choix, il est donc clair que la structure du réseau altère l'ordre des préférences des acteurs. Elle pousse logiquement au conflit ouvert, lorsqu'il y a segmentation, et à la négociation lorsqu'il y a entrelacement. Le conflit est d'autant plus probable que les réseaux sont segmentés et la négociation, qu'ils sont entrelacés. Voir FLAP, H., citée, FORSE, M. et al., Les réseaux sociaux....op. citée.

l'univers social des colonisés. Mais cette élite a été produite comme résultat d'une trajectoire lui permettant d'appartenir au sous-ensemble des « instruits ». A partir de cet espace, dans le système de rapports sociaux en place, selon les enjeux politiques, les membres du cercle des instruits pouvaient être promus à des postes de responsabilité. Dans les chefferies, les chefs traditionnels, eux aussi, étaient issus de l'univers de colonisés. Mais ils se sont avérés utiles pour l'accomplissement des rationalités du pouvoir, grâce à la place de centralité dans les sous-systèmes de rapports sociaux, dans leurs communautés. On se demande si, dans le contexte de la déconcentration politique, ces conflits survenant de façon cyclique, n'étaient que des processus de l'agencement du système politique. Car le parti politique s'opposant à ce système (FRELIMO) émergera de l'extérieur du cadre institutionnel et le programme dont s'inspirera l'ordre politique alternatif se présentera comme révolutionnaire.

Deuxième partie. La construction de l'ordre politique post-colonial

Chapitre 3. FRELIMO : Du front de libération au parti politique

Assis sur des clivages sociaux et sur l'agrégation d'intérêts multiples, l'ordre politique fait l'objet d'investissements contradictoires, devenant, ainsi l'enjeu de luttes sociales. A l'appui de cette hypothèse, il suffit de constater la mise en place des régimes de citoyenneté, qui définissent la configuration particulière de légitimation et de régulation d'un mode de domination. Réalités dynamiques parce que consubstantielles à la vie politique, ce processus comprend, d'après B. Jobert⁴¹³, les éléments suivants :

- un rapport d'inclusion et d'exclusion de la scène politique qui est souvent fondé dans le domaine de régulation de l'ordre politique sur l'identification entre nationalité et citoyenneté. Le régime de citoyenneté définit un ensemble de droits compatibles avec les modes de gouvernance et les règles de l'ordre politique ;

- les droits qui résultent de ce rapport d'inclusion et d'exclusion se fondent sur des représentations particulières de l'ordre et de la justice sociale. Témoignant d'un ensemble de valeurs partagées entre dominants et dominés du rapport au politique, la recherche collective de la justice sociale structure la régulation politique comme un espace d'interactivité du social et du politique : elle est à la fois un espace de débat, de controverse, mais aussi de lutte, de négociation et de contrainte. Cela explique que le régime de citoyenneté ne soit autre chose que l'inscription dans la société civile des formes de domination caractéristiques de la régulation politique. Sous cet angle, la citoyenneté peut être pensée dans sa fonction tribunitienne, comme mode d'incorporation des groupements dominés à la régulation politique. Cette incorporation ne va pas de soi. Elle est le résultat de formes changeantes de mobilisation et de luttes sociales.

Ces références, contrairement aux analyses fonctionnalistes, nous éclairent sur l'une des dimensions essentielles du politique. L'ensemble des modes différents d'action auxquels il fait recours permettent non seulement son fonctionnement mais aussi la construction du sens⁴¹⁴. Au demeurant, cette pratique institutionnalise, au niveau du sous-système politique, un rapport conflictuel entre les acteurs sociaux. Organisés sous la forme de partis politiques – organisations de combat⁴¹⁵ – ou de groupes de pression, ils cherchent

⁴¹³ Voir JOBERT, Bruno, « Les trois dimensions de la régulation politique », in AUVERGNOM, Philippe et *all.* (Coordination), *L'Etat à l'épreuve du social*,....op. cit., pp. 23-39.

⁴¹⁴ Je m'inspire ici des conclusions de l'ouvrage collectif de FAURE, d'Alain, POLLET, Gilles et WARIN, Philippe (Sous la direction de), *La construction du sens dans le politiques publiques : débat autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan, 1995, 191p

⁴¹⁵ J'emprunte ce concept de MICHELS, R., *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion (1 ère publication en 1914), 1971, pp. 39-41.

à accomplir les rationalités du pouvoir politique⁴¹⁶. C'est pourquoi les trois pôles constitutifs de la régulation politique, - la régulation de l'ordre politique, la gouvernance et la citoyenneté -, s'avèrent des entreprises changeantes.

Se plaçant par rapport à la dynamique des régimes de citoyenneté, on s'occupe de l'analyse du phénomène partisan. On relève que les configurations de l'interactivité du social et du politique à la source de la nature mouvante des processus de régulation résultent des facteurs environnementaux. Ceux-ci étant intrinsèque à tout espace politique, l'action des répertoires⁴¹⁷ culturels à la base de mobilisations pour les combats politiques produit des effets différenciés. Ainsi, y-a-t-il lieu qu'on apporte des éléments d'analyse à cette différenciation tant des modes de mobilisation de ressources donnant naissance à des partis politiques que des processus de régulation de l'action politique : dans des pays industrialisés, où l'exercice de citoyenneté s'encadre dans un système de représentation collective de nationalité par l'opposition à des espaces sociaux, comme celui du Mozambique, entre la tradition et la modernité. Dans ces derniers, la citoyenneté émane du conflit colonial et de l'assemblage des espaces sociaux par le pouvoir étatique. Cette conflictualité est génératrice d'un mouvement qui se rassemble autour d'un chef et d'une cause, l'indépendance politique. Le groupe se réclamant de la représentativité de ce mouvement social, parce qu'aux prises avec la coordination de l'action sociale, se présente d'abord comme une force fédératrice de tous les segments sociaux ; ensuite, l'indépendance acquise, ce même groupe s'étant métamorphosé en élite du pouvoir, le régime à parti unique et le leadership de recomposition⁴¹⁸ devient pour lui une ressource pour la construction de l'Etat.

C'est à titre d'intervenants dans l'élaboration des discours et de la mise en œuvre des régimes de citoyenneté, que nous nous efforçons d'éclairer le phénomène partisan, au Mozambique. Nous repérons le fait partisan par référence à des attributs qui lui sont caractéristiques, qui ont été identifiés par J. La Palombara et M. Weimer⁴¹⁹ :

⁴¹⁶ Voir à ce propos le chapitre introductif.

⁴¹⁷ La notion de répertoire permet d'orienter les recherches sur la culture politique sans pour autant tomber dans le déterminisme culturel. Ce déterminisme conduit à traiter les cultures politiques comme des ensembles homogènes alors même qu'empiriquement, celles-ci apparaissent comme des réservoirs plus ou moins diversifiés de symboles et d'instruments d'action légitimes. Autrement dit, les empreintes du passé sont beaucoup plus ambiguës et hétérogènes que ne le présupposent les culturalistes. Ce que le passé fournit, ce n'est pas une posture figée que chaque acteur doit adopter, c'est plutôt un répertoire où chacun peut puiser des éléments d'argumentation pour justifier sa position dans les débats du moment. Cf. JOBERT, B., « Les trois dimensions de la régulation politique », in AUVERGNOM, Philippe et *all.* (Coordination), *op. cit.*, p. 27.

⁴¹⁸ Alors que dans une relation de type transactionnel, le représentant se contente d'exploiter, aussi méthodiquement que possible, les conditions de l'échange telles qu'elles apparaissent dans une situation donnée, le leadership de recomposition adopte une attitude beaucoup plus dynamique qui vise à transformer les cadres même dans lesquels se produit la relation de représentation. Les « grands hommes » de l'Histoire, Législateurs antiques, Réformateurs et Révolutionnaires modernes, Libérateurs voire fondateurs s'inscrivent naturellement dans cette pratique ambitieuse de leadership. Ce type de leadership émerge dans des sociétés qui vivent une profonde crise de valeurs, notamment sur le terrain de l'identité. C'est notamment le cas lorsque ces sociétés sont affectées de changements brutaux (crises de modernisation dans les sociétés traditionnelles), ou qu'elles entrent dans des phases de déclin : défaites sévères de l'Etat sur le plan militaire, impasses économiques d'un groupe social menacé par une évolution gravement défavorable, crise de légitimité du système politique. Cf. BRAUD, Philippe, *Sociologie politique...op. cit.*, p. 404-405.

⁴¹⁹ J. La PALOMBARA, J. et WEIMER, M. cités, LECOMTE, P.- DENNI, B., *Sociologie politique...op. cit.*, p. 165. Voir aussi SHONFELD, William R., « Les Partis politiques : que sont-ils et comment les étudier ? », in MENY, Yves (Textes réunis par), *Idéologie, Partis Politiques et Groupes de Pression*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, 1991, pp. 267-283, p. 271.

- La stabilité de l'organisation dans le temps, son aptitude à survivre à ses fondateurs ou à ses dirigeants, distinguant le parti du réseau clientéliste d'un patron ou d'un notable ;
- La continuité de l'organisation dans l'espace, son extension complète du centre à la périphérie du territoire où elle situe son action la différenciant du simple groupe parlementaire, dépourvu de structures locales permanentes ;
- La vocation de l'organisation à conquérir et à exercer directement le pouvoir, revendication appuyée sur un projet politique plus ou moins global explicite, qui la distingue des groupes de pression visant seulement à influencer ou à contrôler le pouvoir ;
- La quête corrélative par l'organisation du soutien des membres de la collectivité qu'elle vise à diriger politiquement, par la mobilisation électorale ou militante, à la différence des clubs ou cercles de pensée politique.

Cette conceptualisation présente ses avantages. Elle ne se borne pas aux notions partisans très influencées par la représentation de la démocratie concurrentielle, qui est le cadre de l'avènement et de l'évolution de la pensée sur les groupements politiques. Les partis peuvent se structurer sous la forme de coalition de partis, d'un parti autoritaire (marxiste-léniniste) ou se réclamer d'une idéologie libérale. Mais quelle que soit leur orientation politique, les partis sont également des espaces d'interactivité entre des individus et de partage différencié des ressources politiques⁴²⁰. Dans chaque parti, la pluralité d'engagements et de niveaux d'appartenance, la multiplicité d'objectifs – donc l'existence de conflits d'objectifs, la variété de formes d'organisation – et l'inégalité de pouvoir, seront à la base, même à l'intérieur du parti, de conflits opposant des factions politiques. Cet accès inégalitaire à des ressources par les membres de la collectivité politique est, comme l'a noté M. Offerlé, l'un des présupposés de sa structuration et de son fonctionnement :

Un parti n'agit pas à proprement parler. Derrière l'apparence rassurante de cet acteur collectif qui agirait en raison de fins rationnelles (stratégie d'un parti) ou pour accomplir certaines fonctions vitales pour lui et son environnement (fonctions d'un parti) se cachent une multitude d'interactions entre des individus qui, dotés de certains types de dispositions et occupant des positions variées dans ou par rapport à la relation partisane, usent de manière très différenciée de ce corps immatériel qu'est un parti politique⁴²¹.

Ces repères théoriques nous éclairent sur le fait que les partis s'avèrent comme des instruments de combat tant envers les hors groupes que comme des espaces où se déroulent les conflits pour le contrôle de l'appareil politique. Tout en s'appuyant sur les conditions sociales et historiques de l'avènement des partis politiques au Mozambique, il nous paraît utile de repenser le fait partisan. La portée heuristique et explicative des outils d'analyse et des arguments à mobiliser, découle de constats qui suivent :

⁴²⁰ Nous reprenons ici le concept de *ressource politique* fourni par DAHL, R., : « tout moyen par lequel une personne ou un groupe peut influencer le comportement des autres ; la liste des ressources va de l'argent à la combativité, en passant par le nombre, l'organisation, la compétence, l'information, les relations, l'image sociale, la compétence, l'information, les relations, l'image social, l'utilité sociopolitique et, le cas échéant, des armes – tous moyens d'action qui définissent également la force des partis, sous réserve de quelques spécifications et de différences d'emphase dans leur utilisation », voir CHARLOT, Jean et Monica, « L'interaction des groupes politiques », in GRAWITZ, M.-LECA, J. (Direction), *Traité de science politique*. Vol. 3 (L'action politique), Paris, PUF, 1985, pp. 497-527, p 497.

⁴²¹ OFFERLÉ, Michel, cit., CHARLOT, Jean, « Partis politiques : pour une nouvelle synthèse théorique », in MENY, Yves, *op. cit.*, p. 291-292.

-la construction des partis politiques prend ses racines dans le mouvement social anti-colonial et, de ce fait, dans un contexte de régime politique autoritaire. Le faible degré d'industrialisation soulève la difficulté d'associer cette entreprise à la segmentation sociale en classes, telles que les bourgeoisies nationales et les prolétariats. Dans le contexte africain moderne, la propriété des moyens de production et d'échange, l'emploi d'une main d'œuvre salariée et l'exercice du pouvoir sont rarement coïncidents. Par ailleurs, admettre l'existence de classes au sens marxiste du terme, c'est-à-dire avec les mêmes contours et les mêmes fonctions qu'en Europe occidentale, c'est supposer établie en Afrique la convergence entre le pouvoir économique et le pouvoir politique.

-Dans ce cas, il est donc important de faire la distinction entre classe et facteurs économiques. En effet, on chercherait en vain en Afrique les nations possédant un secteur privé économique d'une quelconque importance, le marché d'emploi étant par conséquent dominé par le gouvernement et plus précisément par la fonction publique. Si on fait appel à la conception bipolaire de segmentation sociale, on est devant la non correspondance totale de ces trois rapports de l'analyse du phénomène partisan.

-la paysannerie existe, mais dans le seul cadre des groupes ethniques et dans les espaces communautaires.

Dès lors, la logique de l'assemblage des espaces sociaux et de multiples catégories sociales autour d'un chef – le leader nationaliste – sera au principe de l'organisation de l'entreprise partisane. Du fait de la nature oligarchique des partis politiques, au moyen de quelles ressources le noyau partisan légitime-t-il l'assemblage d'espaces sociaux et comment se structure la centralité politique ? L'action de l'organisation partisane allant de pair avec la production symbolique, sur quoi se fonde l'articulation entre le répertoire culturel des espaces ethniques et les stratégies pour la conquête du pouvoir ? Dans la chaîne hiérarchique constitutive de l'organisation partisane, qui y seront les entrepreneurs et comment se procurent-ils des ressources d'action ? L'articulation entre le sommet et la base comment se structure-t-elle ? Le projet de formation d'une société globale ne va-t-il de pair avec la différenciation structurelle et la formation des élites ?

Cette problématique indiquant les enjeux de notre recherche dans cette partie, notre raisonnement exploitera les points suivants. D'abord, Il mobilise des ressources politologiques explicatives du phénomène partisan, pour rendre compte du rôle fonctionnel des réseaux sociaux dans la mobilisation sociale débouchant sur la formation du FRELIMO. S'agissant d'une organisation de combat, on analyse les deux dimensions dont s'est revêtue la compétitions autour du pouvoir pour monopoliser la coercition, dire le droit et en garantir l'effectivité dans l'ensemble de la société : celle de la rivalité entre plusieurs groupes politiques au moment où l'organisation anticoloniale ne s'est pas encore structurée comme une communauté d'action, pour le contrôle de l'appareil du mouvement ; celle de la lutte contre le système colonial (Chap. III) ; En second lieu, tout en s'inspirant de R. Dahl, *Qui Gouverne ?*⁴²², on cherche à montrer que le militantisme anticolonial aussi bien que ses entreprises, sont des réalités génératrices de l'élite du pouvoir. Formée autour du chef/leader du parti-Etat, cette élite se réclame, par la mise en place des régimes de citoyenneté, de la tâche de régulation politique (Chap. IV).

3.1. Outils explicatifs du fait partisan

⁴²² DAHL, R., *Qui Gouverne*, Paris, (Trad.), A. Colin, (1961), 1971

Sans vouloir mésestimer les spécificités des cadres sociaux africains, la reprise de certaines approches classiques du fait partisan s'avère porteuse du point de vue de l'analyse comparative. La littérature politologique qui porte sur ce domaine se présente, semble-t-il, influencée par le contexte où la citoyenneté et la nationalité étaient perçues comme des réalités au principe du rapport social au politique. Le concept de parti politique, sa structure et son rôle fonctionnel dans le système politique traduisaient, d'une part, le modèle de segmentation sociale entraînée par l'industrialisation ; d'autre part, ces études montrent que le pouvoir politique est au cœur des luttes sociales, dans le cadre du rapport entre citoyenneté et nationalité, dans l'Etat légal à Constitution représentative et de démocratie plébiscitaire.

Dans son étude sur la domination légitime et sur la professionnalisation de l'activité politique, M. Weber définit ainsi le parti politique : « Des sociations reposant sur un engagement formellement libre, ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances – idéales ou matérielles – de poursuivre des buts objectifs (et/ou) d'obtenir des avantages matériels »⁴²³0.

Le cadre des rapports sociaux à la source de l'avènement de la figure du chef, dans une société où la concurrence électorale se trouve institutionnalisée, se définit par l'interactivité de deux éléments : d'une part, le système de croyances des militants ; d'autre part, la compétence et l'intérêt du citoyen éligible à l'égard de la vie politique :

Lorsqu'il doit y avoir élection périodique des détenteurs du pouvoir, l'entreprise est nécessairement une entreprise d'intérêts. Cela signifie qu'un nombre relativement restreint d'hommes intéressés au premier plan par la vie politique et désireux de participer au pouvoir recrutent par libre engagement des partisans, se portent eux-mêmes candidats aux élections (...), recueillent les moyens financiers nécessaires et vont à la chasse aux suffrages. L'existence de chefs et des partisans qui, en tant qu'éléments actifs, cherchent à recruter librement des militants et, par contre-coup, l'existence d'un corps électoral passif constituent des conditions indispensables à la vie électorale de tout parti politique⁴²⁴1.

Mobilisant et encadrant des militants au service d'un groupe dirigeant et d'un chef, en vue de la conquête du pouvoir par la voie électorale, le parti est l'équivalent dans la sphère politique de l'entreprise capitaliste. Le parti est ainsi vu comme une entreprise dont le but est le pouvoir et dont l'un des facteurs essentiels de production est le militantisme « rétribué ».

R. Michels reprit cette problématique pour montrer la tendance oligarchique des organisations partisans. Au moment de leur formation, la démocratie est tenue pour la valeur de référence pour l'élection des chefs. A l'origine des partis démocratiques, le chef n'est que le serveur de la masse et l'organisation du parti est fondée sur l'égalité absolue de tous ses membres. Michels se réfère également au fait que « /.../ En Angleterre, à l'origine des mouvements syndicaux, les délégués de beaucoup de trade-unions étaient soit désignés à tour de rôle par leurs associés, soit même tirés au sort »⁴²⁵2.

R. Michels rend ainsi compte que l'acte plébiscitaire masque un rapport conflictuel à l'égard du pouvoir et que la participation des intervenants à ce processus se déroule dans la circonstance d'inégalité des ressources. Cela, parce que la tâche de délégué exige :

⁴²³ 0 Cf. WEBER, M., *Economie et société...op. cit.*, pp. 292-293.

⁴²⁴ 1 Cf. WEBER, M., *Le Savant et le politique*, Paris, Plon (1919), 1959, 185p, pp. 135-136.

⁴²⁵ 2 Cf. MICHELS, R. *Les partis politiques...op. cit.*

Une certaine habileté individuelle, le don oratoire et un grand nombre de connaissances objectives. On insiste sur la nécessité de former une classe de politiciens professionnels, de techniciens de la politique. /.../ dans un avenir très rapproché, les organisations ouvrières seront obligées de renoncer, à leur tour, à l'exclusivisme prolétarien et de donner la préférence à des individus munis d'instruction supérieure : économique, juridique, commerciale⁴²⁶ 3.

Pour Michels, en d'autres termes, il y a un fatalisme des organisations qui renverse les bonnes dispositions égalitaires des origines en divisant inéluctablement tout parti en une minorité dirigeante, coupée de la majorité dirigée. Sans qu'il soit besoin, sans même qu'il soit souhaité qu'un changement de statut intervienne, le contrôle de la masse se réduit « à un minimum insignifiant ». D'après Michels, le règne de la bureaucratie succède, ainsi, au rêve de la démocratie :

Toutes ces institutions d'éducation destinées à fournir des fonctionnaires au parti et aux organisations ouvrières contribuent, avant tout, à créer artificiellement une élite ouvrière, une véritable caste de cadets, d'aspirants au commandement des troupes prolétariennes. Sans le vouloir, on élargit ainsi de plus en plus le fossé qui sépare les dirigeants des masses. La spécialisation technique, cette conséquence inévitable de toute organisation plus ou moins étendue, rend nécessaire ce qu'on appelle la direction des affaires. Il en résulte que le pouvoir de décision, qui est considéré comme des attributs spécifiques de la direction, est peu à peu retiré aux masses et concentré entre les mains de chefs seuls. Et ceux-ci qui n'étaient au début que les organes exécutifs de la volonté collective, ne tardent pas à devenir indépendants de la masse, en se soustrayant à son contrôle. Qui dit organisation dit tendance oligarchique⁴²⁷ 4.

La pensée de R. Michels s'inscrit dans un débat survenu avec la montée de la tradition marxiste, au tournant du XIX^{ème} siècle. A l'hypothèse du pouvoir des masses ou de classe, soutenue par les partis sociaux-démocrates, il opposera des remarques critiques sur le comportement collectif des hommes. Outre l'aspect de rationalité qui meut leurs actions, « le principe de la division du travail s'imposant de plus en plus, les juridictions se divisent et se subdivisent, il se forme une bureaucratie rigoureusement délimitée et hiérarchisée ». Suivant Michels, ce phénomène explique que, dans quelque organisation que ce soit, le pouvoir est exercé par ceux qui sont au sommet, les chefs⁴²⁸ 5.

Michels interprète ainsi les mécanismes d'assujettissement de l'ensemble du mouvement à un cercle intérieur de chefs professionnels. Ce cercle s'impose d'abord par les exigences fonctionnelles de la croissance d'une « organisation de combat » ; puis maintenu indéfiniment parce qu'il est déjà constitué et pour assurer au développement du parti une

⁴²⁶ 3 *Ibid.*, p. 9.

⁴²⁷ 4 *Ibid.*, pp. 15-16.

⁴²⁸ 5 R. Michels associe la tendance oligarchique dans les organisations à l'effet de la « loi d'airain oligarchique », dont les conséquences seraient nuisibles à la démocratie : « Les chefs ont existé à toutes les époques, à toutes les phases du développement, dans toutes les branches de l'activité humaine. Il est vrai que certains militants, surtout parmi les marxistes orthodoxes du socialisme allemand, cherchent à nous persuader aujourd'hui que le socialisme n'a pas de chefs, mais tout au plus des employés, parce qu'il est un parti démocratique et que l'existence des chefs est incompatible avec la démocratie. Mais une pareille assertion, contraire à la vérité, ne peut rien contre une loi sociologique. Elle a, au contraire, pour effet de fortifier la domination des chefs, en dissimulant aux masses un péril qui menace réellement la démocratie », cf. MICHELS, R., *op. cit.*, p. 17.

certaine continuité ; enfin, il est perpétué par la cooptation, le népotisme et le despotisme qui s'est progressivement identifié au parti.

Contemporain de savants classiques tant sur la structure des partis politiques que sur leur rôle dans le système politique plébiscitaire, V. I. Lénine se démarquera de Michels par son modèle de parti d'avant-garde. Le modèle Léniniste prend ses racines dans un programme révolutionnaire d'organisation et d'action partisane articulée sur une théorie de la conscience de classe prolétarienne et sur une double critique idéologique : le rejet du « trade-unionisme » du mouvement ouvrier privilégiant la lutte syndicale sur le combat politique ; le refus de l'« opportunisme » du « révisionnisme » des partis social-démocrates prônant le modèle de participation électorale et parlementaire pour réformer le système capitaliste.

Lénine proposa, comme voie alternative, la structuration d'un parti révolutionnaire, doté d'une « armée permanente » : « une organisation militaire, peu étendue (et) la plus clandestine possible, composée de détachements dévoués corps et âme à la révolution, de révolutionnaires de profession ».

Placés dans la position de centralité de la formation partisane, une tâche spéciale revient à ces professionnels de la politique : celle d'apporter à la classe ouvrière la conscience de classe et la stratégie organisationnelle pour qu'elle devienne acteur révolutionnaire, car, d'après Lénine, la conscience de classe doit être « adjugée » au prolétariat et c'est la première mission du parti révolutionnaire : « réaliser à tout moment, pour toute la classe, la figure concrète de sa conscience adjugée ». Puisque « la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat », le parti a un statut d'extériorité, une position d'avant-garde et une fonction de direction politique et d'inculcation idéologique vis-à-vis de la classe ouvrière, à laquelle il doit en particulier transmettre « l'acquis théorique de l'humanité » - dont les intellectuels et la bourgeoisie sont les héritiers -, ainsi que celui du capitalisme – notamment « le côté organisateur (discipline basée sur le travail commun, résultant d'une technique hautement développée) de la fabrique ».

Sur le plan de l'organisation du parti, le groupe de professionnels révolutionnaires et la masse apparaissent articulés par une structure hiérarchique de cellules entretenant avec le noyau partisan une relation d'autorité, formalisée dans la règle du « centralisme démocratique ». Cette pratique doit en théorie, de la base au sommet de l'organisation, concilier la liberté de discussion préalable à toute décision et la discipline d'exécution des toutes les fonctions clandestines. La division du travail selon ce schéma permettrait la traduction organisationnelle de la médiation politico-idéologique, assurée par le parti d'avant-garde entre le prolétariat, sa conscience de classe et son action historique. Le modèle Léniniste d'organisation partisane donnera lieu, en accord avec des critiques qu'on lui fait⁴²⁹ 6, à un parti-Etat d'encadrement total.

Ce repère des modes d'interprétation du phénomène partisan ne saurait être utile à notre propos sans recours à des subsides de M. Duverger. Dans le sillage des critiques R. Michels, la portée de son étude⁴³⁰ 7 provient du fait d'avoir établi une typologie des partis, basée sur l'identification d'éléments structurels. Les clivages sociaux ayant été placés au cœur de ses analyses, Duverger identifia les partis d'origine électorale et parlementaire et les partis d'origine extra-parlementaire.

⁴²⁹ 6 Voir à ce propos des critiques de MICHELS, R., *op. cit.* ; Luxembourg, R., TROSKY, L., *cit.*, DENNI, Bernard-LECOMTE, Patrick, *Sociologie politique...op. cit.*

⁴³⁰ 7 DUVERGER, M., *Les Partis politiques*, Paris, A. Colin, 1951, 476p

Par ailleurs, l'entreprise partisane n'est point tenue pour un fait achevé, « le parti de cadres » (ou de notables) étant la forme prototype des partis politiques. Ceux-ci se sont formés au cours de la première phase de l'institutionnalisation de la démocratie représentative, marquée par l'extension des droits civiques, à la base, et des pouvoirs des assemblées, au sommet. Le clientélisme sous sa forme moderne⁴³¹8 permettait aux notables des réseaux d'influence, grâce auxquels ils mobilisaient et encadraient un corps électoral limité lors des consultations politiques. De ce fait, le parti de cadres se présentera comme « une structure partisane légère, faiblement articulée et largement décentralisée, dépourvue de mécanismes formels d'adhésion, polarisée autour des parlementaires et essentiellement vouée à les seconder »⁴³²9.

Ce type de parti est donc l'expression caractéristique et l'instrument stratégique de l'ascension politique de la bourgeoisie en lutte contre l'hégémonie traditionnelle de l'aristocratie. Intervenants dans un environnement social où l'espace public reste embryonnaire, d'après Duverger, le parti des cadres avec ses notables, qui tiennent du médiateur et du patron, sont destinés à disparaître avec la société de suffrage censitaire. Cela veut dire que les entreprises partisans sont susceptibles d'adaptation aux conditions sociales et historiques nouvelles de la vie politique.

Duverger doit à cette approche compréhensive des partis l'identification d'autres types-idéaux de groupes politiques. Sous des variables multiples selon les contextes sociaux, les partis de masses tiennent leur origine du mouvement ouvrier, l'instrument politique des luttes économiques et sociales du prolétariat industriel européen. Les courants du socialisme constituant leur matrice organisationnelle et idéologique, les partis de masses se présenteront comme un moyen d'encadrement des groupes défavorisés, jusqu'alors exclus du système politique. Aussi, leur structure s'avère-t-elle plus complexe.

A la base, du fait qu'il leur faut pouvoir concurrencer la qualité des ressources notabilières par la quantité d'adhésions et de cotisations, des sections organisées à l'échelon de la commune encadrent des activités partisans régulières. Les adhérents désignent leurs représentants aux instances délibératives et exécutives, échelon stratégique de coordination locale et d'articulation avec le centre national. A ce niveau, les délégués composent le congrès investi du pouvoir législatif, dont émanent des organes

⁴³¹ 8 En migrant de l'ethnologie à la science politique, des sociétés primitives aux sociétés plus avancées et plus complexes, le concept de clientélisme a perdu – par adaptations successives et multiples – de sa précision initiale. Des acteurs individuels de la dyade traditionnelle on est passé à l'idée d'acteurs collectifs, élargissant ainsi la relation de clientèle aux groupes (parti-patron/groupes d'intérêts-clients) voire aux Etats (Etat-patron/Etat-clients dans les relations de type néocolonialiste et impérialiste, sans parler des administrations publiques (où il est parfois difficile de dire qui du groupe de pression ou du service administratif est le patron ou le client. La structure clientéliste, du même coup, s'est compliquée. De la dyade primitive on est venu aux « chaînes de clientèles », par l'intervention de « médiateurs » ou « courtiers » (« patrons » dont la seule ressource est d'avoir des relations qu'ils mettent au service de leurs « clients », en s'entremettant) ou par une hiérarchisation du type « patrons de patrons/patrons intermédiaires ou patrons-clients ». Il suffit d'une nouvelle extension du concept, avec l'admission d'alliances horizontales entre patrons, pour glisser de la clientèle aux factions. Les ressources échanges ont également connu une mutation d'importance : dans le clientélisme traditionnel les notables disposent pour leur patronage de leur prestige social et de leur patrimoine personnel, notamment foncier, dont ils peuvent tirer argent, emplois, influence ; dans le « nouveau clientélisme », les hommes de pouvoir se servent de l'argent et des emplois publics pour alimenter leurs faveurs. Quant aux « clients » modernes ils ont la ressource nouvelle du « vote » comme dispensateur de pouvoir. Dans cette optique, le clientélisme – en glissant de la structure dyadique simple de ses origines à celle plus complexe des machines politiques – demeure caractérisé par une association bilatérale et inégale fondée sur un échange de faveurs. Cf. CHARLOT, Jean et Monica, « Les groupes politiques dans leur environnement », in GRAWITZ, M.-LECA, J., *Traité de science politique* (3. L'action politique)...op. cit., pp. 438-469, pp. 438-439.

⁴³² 9 Cf. DENNI, B.-LECOMTE, P., *Sociologie politique...op. cit.*, p. 177.

assurant le fonctionnement du parti. Il découle, de la sorte, un véritable contre-appareil d'Etat, articulé, hiérarchisé et centralisé, fréquemment greffé sur le réseau parallèle des structures d'encadrement – syndicats, coopératives, écoles et associations socioculturelles.

L'expansion économique survenue après la seconde guerre mondiale et les changements culturels à l'égard du politique ont contribué à réduire l'importance des revendications d'intérêts catégoriels. Cette tendance a eu pour effet l'affaiblissement de la rigidité des clivages et la polarisation idéologique des conflits. De surcroît, on a assisté, dans ce nouveau cadre, à la nationalisation des attentes et des demandes de l'électorat, ce qui a été de nouveaux enjeux des partis de masses à l'égard de l'action gouvernementale.

Ces changements combinés sont à la base de la métamorphose des grands partis de masses européens à vocation gouvernementale, démocrates-chrétiens ou socio-démocrates. Ils sont devenus des partis socialement multidimensionnels ou, dans le langage de Otto Kirchheimer, des « partis attrape-tout » (Catch-AllParty) car l'attraction d'un électorat diversifié en formera des supports pour l'accès au pouvoir. A ce stade, un certain nombre de traits distinguera ces partis politiques : « faible encombrement de son bagage idéologique ; une grande latitude d'action de ses dirigeants et marginalisation de ses adhérents ; des relations suivies avec la plus grande variété de groupes d'intérêts ; la volonté de mobiliser un électorat dans l'ensemble des catégories sociales et non pas dans un secteur spécifique de la société »⁴³³0.

Parti souple de compromis et de rassemblement, le « parti attrape tout » cherchera par conséquent à développer des objectifs communautaires d'importance nationale, qui dépassent les intérêts des groupes. A cet effet, ce type de parti veillera à diversifier ses relations avec tous ceux qui représentent un potentiel électoral notable, confier sa direction à des élites élus plutôt qu'aux cadres de l'appareil, soutenir un leader de type charismatique, susceptible de convaincre une majorité d'électeurs pour son aptitude à dominer demain des éléments impondérables de la politique générale.

Pour ce qui est de la théorie et de la connaissance de partis politiques, l'apport de M. Duverger ne s'est pas borné à l'identification de types-idéaux de formations partisans. Dans le sillage de R. Michels, tout en s'appuyant sur des ressources offertes par l'école systémique, il a identifié les « cercles concentriques » constitutifs du parti et qui assurent son fonctionnement. On s'est ainsi rendu compte de la pluralité des engagements et des niveaux d'appartenance, la multiplicité des objectifs et donc de l'inégalité des pouvoirs, à l'intérieur de chaque parti.

Partant de leurs rôles fonctionnels, Duverger distingue quatre cercles de participation dans les partis. Le plus large de ces cercles englobe les électeurs qui votent pour les candidats présentés par le parti ; le deuxième enferme les sympathisants. Ce sont tous ceux qui sans être véritablement dans le parti, l'approuvent et l'appuient sur le plan des idées et même parfois sur le plan financier ; moins nombreux que les sympathisants, les adhérents jouissent d'une relative indépendance des électeurs et leur réaction aux événements du parti est plus forte; enfin le cercle intérieur réunit les militants ou les adhérents actifs, c'est-à-dire, ceux qui se considèrent comme membres du parti. Comparés aux adhérents, les militants sont en nombre beaucoup plus faible et c'est à partir de ceux-ci que se forme le noyau central du parti. L'interactivité des éléments structurant le parti politique est, pour Duverger, une réalité complexe :

⁴³³ 0 Cf. KIRCHHEIMER, Otto, cité, CHARLOT, Jean et Monica, « Les groupes politiques dans leur environnement », in GRAWITZ, M.-LECA, J., *Traité de science politique (3. L'action politique)...op. cit.*, p. 458.

Ainsi une oligarchie spontanée se forme au sein des adhérents : leur masse se laisse conduire passivement par un tout petit noyau de militants qui assistent aux réunions et aux congrès, qui participent aux élections des chefs, qui fournissent les cadres dirigeants. On exagère à peine en figurant le parti dans le schéma suivant : les militants dirigent les adhérents, les adhérents dirigent les sympathisants, les sympathisants dirigent les électeurs. Les membres des partis ne constituent pas une société égalitaire et uniforme, mais une communauté complexe et hiérarchique.

Il n'y a pas de doutes que les apports théoriques de M. Weber, R. Michels et de M. Duverger se revêtent d'une valeur explicative et heuristique sur le phénomène partisan. Le fait que d'autres chercheurs s'en soient inspirés⁴³⁴ 1 a ouvert un champ de débats enrichissants sur les partis politiques, entendus comme intervenants dans l'élaboration de discours de citoyenneté et de la régulation politique. A propos de leurs entreprises théoriques, il s'impose néanmoins une remarque cruciale. Elles sont certes élucidatives au sujet de la nature oligarchique des partis politiques, du rôle fonctionnel de l'articulation centralité-base dans leur agencement, dans le cadre politico-institutionnel de la démocratie représentative. Mais la boîte à outils fournie par ces auteurs s'avère déficitaire pour appréhender le fait partisan dans le contexte où l'Etat-nation n'est pas une référence pour la mobilisation politique.

⁴³⁴ 1 Daniel-Louis Seiler a, à ce propos, l'ambition de saisir, par l'analyse comparative, l'invariant qui permettraient de définir l'essentiel partisan et de faire une véritable théorie des partis. Cet invariant partisan, il le trouve dans la triade projet-organisation-mobilisation. Tous les partis s'organisent et se mobilisent pour réaliser un projet politique global, ce qui fait leur spécificité. Ce projet fondateur, pour Seiler, est beaucoup plus qu'un programme, qu'un discours justificatif, voire d'une doctrine. C'est une certaine idée de l'intérêt général, du bien public, née concrètement et historiquement de conflits sociaux majeurs. Pour Seiler, tout parti est en même temps le vecteur d'un conflit, d'un clivage social, qu'il institutionnalise, et le médiateur, le modérateur politique de ce conflit initial. S'appuyant sur la typologie de clivages sociaux, Seiler définit sept familles de partis, qui sont ainsi institués en représentants et en gestionnaires politiques d'un conflit social majeur : le partis bourgeois et le partis ouvriers (sur le clivage possédants/travailleurs) ; les partis cléricaux et les partis anticléricaux (sur le clivage Eglise/Etat) ; les partis centralistes et les partis autonomistes (sur le clivage centre/périphérie) ; les partis agrariens enfin (sur le clivage villes/campagnes) ; Kay Lawson soutient que seuls les partis aspirent ouvertement à « assurer la connexion (*to link*) entre les masses et le pouvoir politique en plaçant les représentants de leur organisation à des postes où ils peuvent exercer ce pouvoir au nom des masses ». D'où l'idée de « parti-connexion » (*Partis and linkage*) : « Leur raison d'être est de créer une connexion autonome entre gouvernants et gouvernés ». Par ailleurs, Kay Lawson n'ignore pas que les partis sont un *cocktail* d'intérêts publics et privés : « Ce sont des agences pour la conquête du pouvoir et non pas des versions désintéressées de la Croix-Rouge, auprès desquels les citoyens peuvent aller pleurer en cas de besoin. Les partis prétendent servir d'agents de connexion parce que c'est une façon pour eux de maintenir leur légitimité, d'attirer des voix, qui sont leur monnaie sur les marchés de pouvoir ». A. Schumpeter, M. Offerlé et D. Gaxie empruntent l'idée complémentaire que les partis constituent des entreprises politiques dans la mesure où ils « produisent », de façon quasi exclusive, l'« offre » politique. Contrairement à Kay Lawson, du côté des politologues, et de nombreux économistes, ils n'attribuent d'ailleurs aucun rôle à la demande dans la structuration du marché politique. D'où l'insistance sur les conditions historiques et sociales de la construction du fait partisan, de la mobilisation politique et de l'échange électoral : « Un parti n'est pas un tout donné une fois pour toutes. Le mode du fonctionnement d'un parti est à référer tout à la fois à l'ancienneté de son institutionnalisation, aux types de capitaux sociaux et politiques qui y sont investis et aux profits collectifs et individuels que ses portes-paroles reçoivent sur le marché politique, et plus particulièrement électoral », Voir SEILER, Daniel-Louis, LAWSON, Kay, SCHUMPETER, A., OFFERLE, M., GAXIE, D., cités, CHARLOT, Jean, « Partis politique : pour une nouvelle synthèse théorique », in MENT, Yves (Textes réunis par), *Idéologie, Partis politiques et Groupes de pression...op. cit.*

D'ailleurs, l'analyse empirique ne confirme pas, dans les Etats issus de la colonisation, la coïncidence postulée entre l'élargissement du suffrage et l'apparition des partis⁴³⁵ 2. Dans la plupart des pays en voie de développement, les partis apparaissent en même temps que se déroule le conflit pour la création de l'Etat postcolonial, en l'absence ou indépendamment de tout système de représentation politique. Leur genèse serait due, non pas à l'élargissement du suffrage universel, mais à un besoin et à une volonté de mobilisation politique au-delà du cercle restreint des politiciens (noyau partisan).

Les partis, en accord avec Jean et Monica Charlot, sont rarement créés d'en bas, même s'ils ne sont plus fondés à partir de l'institution parlementaire ou gouvernementale. Ces remarques ne font qu'apporter un regain d'intérêt à l'analyse du phénomène partisan dans les Etats issus des luttes anticoloniales et cela à bien des égards. D'abord, la dimension multi-ethnique de la mobilisation sociale autour d'un cercle restreint, qu'elle se rapporte à une cause anticoloniale ou d'une autre nature, rend opportun qu'on s'interroge sur les enjeux reliant les gens si diversifiés du point de vue culturel ; ensuite, si l'on fait appel à C. Coulon, les partis de masses et la personnalisation du pouvoir s'étant avérés illusoires en Afrique, il y a lieu qu'on éclaire les stratégies auxquelles cette élite a recours pour faire face à des groupes et à des espaces culturels qui gardent une autonomie importante, dans leur organisation ; enfin, il serait utile d'élucider les ressources permettant à cette élite de gérer la contradiction entre la logique de la concentration du pouvoir (oligarchie) à la base du fonctionnement partisan et celle des espaces sociaux façonnés par l'histoire.

L'analyse en termes de réseaux, du fait qu'elle est compatible avec l'approche du politique sous l'angle de la déconcentration politique, apparaît, à ce propos, un choix susceptible d'apporter des éléments de réponse.

3.2. E. MONDLANE⁴³⁶ 3 et FRELIMO : coalition et centralité politique

3.2.1. E. MONDLANE et genèse du FRELIMO

⁴³⁵ 2 C'est ainsi que sur 72 partis africains recensés par Kenneth Janda, 3 seulement sont d'origine parlementaire, la majorité ayant été fondée, au départ, à l'initiative de chefs ethniques ou pour la défense d'un enjeu précis et unique. Cf. JANDA, Kenneth, *cit.*, CHARLOT, Jean, « Partis politique : pour une nouvelle synthèse théorique », in MENT, Yves (Textes réunis par), *Ibidem.*, p. 444.

⁴³⁶ 3 Issu d'un milieu social paysan et de la communauté religieuse protestante (EPM), Eduardo Mondlane parvint à faire ses études primaires et secondaires au Mozambique et en Afrique du Sud. En 1948, à la suite de l'ascension au pouvoir du Parti National Afrikander et à cause de ses liens politiques avec le Congrès National Africain de Nelson Mandela (Afrique du Sud), il a été expulsé et ramené au Mozambique. Probablement pour l'influencer au point de devenir un suppôt du système, les autorités portugaises lui concédèrent une bourse d'études afin qu'il poursuive ses études au Portugal. Ici, le climat politique imposé par A. Salazar l'oblige à émigrer sous le couvert de son Eglise aux Etats Unis. Ce fut dans ce pays qu'il a pu obtenir son doctorat en Sociologie et Anthropologie aux Universités d'Oberlin et Northwestern. Cela fait, Eduardo Mondlane professa l'enseignement à l'Université de Syracuse, en même temps qu'il rendit services à l'ONU, comme chargé de recherches. C'était à la fin des années cinquante et au début des années soixante, l'époque des indépendances en Afrique. Dans ce cadre, le Sociologue mit à profit ses savoirs tant pour rendre possible que pour obtenir l'appui diplomatique en faveur de la lutte anticoloniale au Mozambique. Car, d'après Mondlane, en 1961 - l'année où il rendit visite au Mozambique -, deux conclusions étaient évidentes. D'abord, le Portugal n'admettrait pas le principe d'autodétermination politique. Ensuite, il ne permettrait pas une quelconque démocratie.

La question coloniale a été placée, au tournant des années cinquante, au cœur de la politique internationale, bien que tenue pour l'une des dimensions du conflit Est-Ouest. La formation, à l'Organisation des Nations Unies (ONU), d'un courant d'opinion s'opposant au maintien du système colonial est devenue inéluctable. A la suite de l'admission de dix-sept (nouveaux) Etats africains lors de la 15^{ème} Assemblée de l'ONU (1960-1961) comme membres de l'organisation, le mouvement pour la décolonisation a pris son essor. Un bon nombre de colonies de la France et de l'Angleterre, du fait de l'institutionnalisation du principe de suffrage universel, accédèrent à l'indépendance.

Les colonies voisines du Mozambique virent également leurs indépendances reconnues : l'Union Nationale Africaine Tanzanienne, (TANU), a prit le pouvoir en 1961, au Tanganyika ; l'action des mouvements anticoloniaux dans les trois colonies anglaises au Nord-Est et à l'Est du Mozambique, la Rhodésie du sud, Rhodésie du nord et Nyassaland, mit en péril le système fédéral structuré par la Grande-Bretagne ; en 1964, le Parti Uni pour l'Indépendance Nationale (UNIP) accéda au pouvoir en Zambie⁴³⁷4 et le Parti du Congrès Malawian (MCP) conduisit le Malawi⁴³⁸5 à l'indépendance ; opposé aux alliances stratégiques suivies par l'Angleterre et qui débouchaient sur la promotion des élites africaines et les indépendances, le Front Rhodésien (FF) proclama unilatéralement, en 1965, l'indépendance en Rhodésie du sud⁴³⁹6.

Le Portugal s'est démarqué de la politique de l'Angleterre et de la France à propos de leurs anciennes colonies. Il s'est en revanche attaché au mythe selon lequel son empire était l'illustration d'une société multiraciale, dont les segments sociaux se rassemblaient autour des valeurs du lusotropicalisme⁴⁴⁰7. La politique répressive en constituant le socle, elle n'a entraîné que le départ en exil d'éléments socialement hétéroclites, du point de vue de l'espace d'origine, ethnique, linguistique, religieux et culturel.

Ce mouvement pour l'étranger a eu comme effet l'avènement de plusieurs groupes politiques⁴⁴¹8. S'il est certain que leurs programmes politiques étaient unanimes quant au combat contre le système colonial, ils n'étaient toutefois pas quant à la construction d'une société globale, le Mozambique, tel qu'elle a été structurée par la puissance coloniale. Les leaderships de ces groupes, aussi bien que les discours politiques dont s'inspirèrent leurs actions politiques, ne peuvent être saisis que par rapport à leur ancrage dans des espaces ethniques respectifs. Aussi, leurs liens à des gens de ces espaces étaient-ils, outre les circonstances situationnelles communes, au principe de leur capacité de mobilisation sociale.

Khamba SIMANGO, un prêtre (protestant) originaire du district de Manica et Sofala, - au centre du Mozambique - a fait ses études aux Etats Unis, en Virginie (Hampton University). Retourné au Mozambique, sous couvert des activités religieuses, il s'est placé, lors des

⁴³⁷ 4 L'ancienne Rhodésie du Nord.

⁴³⁸ 5 L'ancien Nyassaland.

⁴³⁹ 6 Pour les détails, voir UEM, *A questão rodésiana*, Maputo, UEM, 1979, 135p

⁴⁴⁰ 7 Voir *supra* (Chap. II) la logique de ce discours politique.

⁴⁴¹ 8 Nous distinguons la notion de groupe politique de celle de parti politique. Du point de vue structurel, le groupe politique se présente le plus souvent comme le cercle de fondateurs. Unis par des liens multiples, (situationnel, trajectoire, opinion commun), les membres de ce cercle se rassemblent autour d'un leader et d'un idéal politique, pouvant bénéficier de l'appui d'un certain nombre de sympathisants. Il leur manque toutefois la mise en place de l'ensemble de rouages de l'organisation, susceptibles d'assurer l'articulation avec les masses. A ce stade, les groupes politiques équivalraient à ce que M. Duverger a qualifié de protopartis. Notre concept de Parti politique est puisé de J. La Palombara et de M. Weimer (Voir *supra*).

années 40 et 50, au centre d'un mouvement de solidarité rassemblant les Africains de son Eglise, l'Eglise (synchrétique) du Christ de Manica et Sofala. Animé par l'idéal de promouvoir le progrès social, il s'est battu auprès de l'Administration coloniale pour le respect de la liberté du culte et pour la construction d'écoles pour les Africains, à Beira⁴⁴²9, et dans les zones rurales. Ce fut dans le cadre de ce rapport social que K. SIMANGO inspira la formation de l'Association Africaine de Manica et Sofala, qui donna naissance au Congrès National Africain du Mozambique (MANC). Le rapport qu'il entretenait avec sa communauté est bien une illustration de l'effet de ses réseaux relationnels. Prêtre, enseignant, opposant au système colonial, mobilisateur et leader, K. SIMANGO a influencé un bon nombre d'affiliés à son organisation clandestine, le MANC. Tout en suivant leur leader, ils se sont exilés d'abord en Rhodésie du sud puis en Zambie, où ils intégrèrent le FRELIMO⁴⁴³0.

Les Mozambicains exilés en Rhodésie du sud donnèrent naissance en 1960 à l'Union Démocratique Nationale du Mozambique (UDENAMO), sous la direction d'Adelino GWAMBE, à Bulawayo⁴⁴⁴1. La plupart des gens appartenant à ce groupe politique provenaient de Lourenço Marques, Gaza et Sofala⁴⁴⁵2. Urias SIMANGO (un prêtre)⁴⁴⁶3, Fanuel MALHUZA (enseignant)⁴⁴⁷4, figuraient parmi les animateurs de l'UDENAMO. Conseillés par Joshua N'KOMO⁴⁴⁸5 pour qu'ils échappent aux persécutions de la police, Julius NYERERE s'étant prêté à les accueillir, les leaders de l'UDENAMO se sont réfugiés au Tanganyika.

Le MANU, un groupe politique dont les membres appartenaient à l'ethnie Maconde⁴⁴⁹6, a été formé en Tanzanie en 1959 par Mathews MOLLE, Kabiriti DAWANE et Faustino VANOMBA. L'éventualité de l'accès du Tanganyika à l'indépendance par l'action du

⁴⁴² 9 La deuxième ville du Mozambique, située au centre du Mozambique.

⁴⁴³ 0 Voir CHISSANO, Joaquim, « Génese da Frente de Libertação de Moçambique », *SAVANA*, 12 de Abril de 2002, p. 16 ; ANDRADE, Mario Pinto, « Pro-nacionalismo em Moçambique. Um estudo do caso de Kamba Simango », in *Boletim do Arquivo Histórico de Moçambique*, ...art. cit., pp. 127-147.

⁴⁴⁴ 1 L'une des villes les plus importantes de la Rhodésie du sud (Zimbabwe).

⁴⁴⁵ 2 A l'époque coloniale, il s'agissait de districts du sud et du centre du Mozambique.

⁴⁴⁶ 3 Un prêtre protestant, issu des cercles relationnels de K. SIMANGO et qui a fait ses études à Ricattha (Un centre de formation d'évangélistes et de pasteurs de l'Eglise protestante), à Lourenço Marques. A la suite de leur court séjour, en 1961, à Salisbury (Rhodésie du sud), Eduardo MONDLANE (le fondateur du FRELIMO) et son épouse, Janet Rae MONDLANE, ont pu rencontrer Urias SIMANGO. Ce fut le moment où ces personnalités ont fait connaissance d'autant plus que le premier, Eduardo MONDLANE, a participé à une messe officée par le pasteur Urias SIMANGO. Voir MANGHEZI, Nadja, *O meu coração está nas mãos de um negro : uma história de Janet Mondlane*, Maputo, CEA-Liv. Universitária, 1999, 408p, p. 210.

⁴⁴⁷ 4 Un enseignant de l'une des écoles primaires de l'espace de bidonvilles à Lourenço Marques. Il était le vice-président de l'UDENAMO. Outre ces personnalités, Aurélio BUCUANE, David CHAMBAL, Daniel MACHAIEIE, Calvino MACHAIEIE, Absolon BAHULE, David MABUNDA, Paulo GUMANE étaient des références importantes dans ce groupe politique.

⁴⁴⁸ 5 J. NKOMO est considéré comme le père du nationalisme au Zimbabwe. Son leadership s'est forgé d'abord dans le syndicat de travailleurs ferroviaires dans les années 50 puis dans le Congrès National de la Rhodésie du sud. Ces pas accomplis, il fonda le ZAPU, Union Populaire Africaine du Zimbabwe, dont il devient le Président.

⁴⁴⁹ 6 L'Union Nationale Africaine des Macondes s'est d'abord affiché comme une organisation du peuple Maconde, une ethnie coupés en deux par les puissances coloniales entre le sud du Tanganyika et le Nord du Mozambique. Pour des raisons que restent à expliquer, cette désignation fut abandonné tout en s'attachant à un certain globalisme. Aussi, cette organisation se présentera comme l'Union Nationale Africaine du Mozambique.

TANU⁴⁵⁰7, le parti de Julius NYERERE, inspira à ce groupe un idéal de liberté identique. Leur influence sur les paysans macondes a été à la base du massacre de Mueda, au Nord du Mozambique. Par conséquent, on assista à l'accroissement du flux d'immigrants en Tanganyika⁴⁵¹8.

L'UNAMI, sous la direction de José CHAGONA, rassemblait les gens originaires des districts de Tete et de Zambèzie (Nord-Ouest du Mozambique) et son action politique se bornait à ces régions. Il s'agit d'une zone dont la population présente des affinités d'ordre linguistique, religieux et ethniques avec des populations du Malawi. Cela s'explique par le fait qu'elles appartenaient, entre les XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, à l'Empire Marave, dont le Territoire s'étendait entre le Malawi et la région Nord-Ouest du Mozambique. H. K. BANDA, le Président du MCP et du Malawi, a accordé de l'aide à J. CHAGONA pour subvenir aux activités de l'UNAMI. L'extrait d'une lettre de H. K. BANDA à J. CHAGONA met bien en évidence ces liens ethniques et les enjeux de la générosité des autorités du Malawi :

La Nyassaland (Malawi) et les régions portugaises du Niassa et de Tete (Le Mozambique) sont, sous tous les points de vue, un seul pays. Il s'agit d'un seul peuple. Nous sommes à l'heure actuelle divisés : vous, sous la domination portugaise et, nous, sous le joug britannique. Cela n'est qu'une conséquence d'un accident historique⁴⁵²9.

H. K. BANDA voyait dans l'UNAMI, dans l'hypothèse de réussite de son projet autonomiste, un partenaire pour annexer des parties du Mozambique, Tete, Niassa et Zambèzie. Cela permettrait à son pays l'accès, sans aucune contrainte, à la mer. Ces compromis soulevèrent des problèmes quant à l'intégration du leadership de ce groupe politique dans un programme politique inspiré par l'idéal de l'indépendance et de la construction de l'Etat mozambicain.

Si le discours social protestataire a été à l'origine de protopartis dans des pays voisins, à Lourenço Marques, ce rapport au politique s'est fondé sur un mouvement associatif, qui était imbriqué avec le religieux. Les membres du NESAM⁴⁵³0, du CANM⁴⁵⁴1, et la communauté de croyants rassemblés à l'EPM⁴⁵⁵2 ont, à des degrés variés, noué de liens autour d'une cause commune : la lutte pour les droits civiques⁴⁵⁶3. La visite rendue à cette ville en 1961 par E. MONDLANE, l'un des animateurs du mouvement associatif, a apporté de nouvelles dynamiques. Il apparaît comme la personnification de la centralité d'un mouvement de solidarité, dont le projet s'avérait l'organisation de modes plus consistantes de lutte anticoloniale.

E. MONDLANE était déjà titulaire d'un diplôme de docteur en Sociologie et Anthropologie et chargé de recherches aux NU, sur le dossier de la décolonisation en

⁴⁵⁰ 7 Union Nationale Africaine de Tanganyika

⁴⁵¹ 8 Voir « Mauvilo a Ku Mweda : sobreviventes e participantes historiam massacre », *Tempo* n°350, 19.6.1977, pp. 43-49.

⁴⁵² 9 **BANDA, H. K., cité, ANTUNES, José Freire, JORGE JARDIM, AGENTE SECRETO....op. cit. p. 166.**

⁴⁵³ 0 Noyau des Etudiants Secondaires Africains du Mozambique

⁴⁵⁴ 1 Centre Associatif des Noirs du Mozambique

⁴⁵⁵ 2 Eglise Presbytérienne du Mozambique

⁴⁵⁶ 3 Voir à ce propos le Chapitre II.

Afrique. Appuyé par Janet Rae (son épouse) et A.-D. Clerc⁴⁵⁷3, il était derrière l'organisation de la CAEAM⁴⁵⁸4, organisation secrète destinée à appuyer les étudiants africains souhaitant poursuivre des études supérieures à l'étranger. John E. Kennedy venait de prendre le pouvoir aux EUA et il était, d'une certaine façon, contre le système colonial portugais. La CAEAM a bénéficié de l'appui de George Houser, le directeur du Comité Américain pour l'Afrique, qui appartenait au réseau relationnel d'E. MONDLANE et de son épouse.

A l'époque, il n'y avait pas d'Université au Mozambique. Grâce aux appuis mobilisés par la CAEAM, certains étudiants ont quitté le Mozambique pour les études universitaires⁴⁵⁹5. L'expérience de solidarité et de lutte qu'ils ont eue dans le cadre du NESAM a été reprise à l'extérieur. J. CHISSANO, P. MOCUMBI, M. dos SANTOS, et d'autres, ont ainsi fondé l'UNEMO⁴⁶⁰6 en France. Un bon nombre d'étudiants appartenant au NESAM et à l'UNEMO ont adhéré au mouvement de libération en exil, au Tanganyika.

Ces groupes politiques ont été fondés à l'étranger, par des groupements originaires du sud, du centre et du Nord du Mozambique. La conflictualité coloniale était certes au cœur de la mobilisation de ceux qui y étaient affiliés. Mais l'acceptabilité du centre de coordination de leurs activités était indissociable de multiples liens de leurs leaders à des communautés respectives. Ce rapport s'avérait utile dans deux sens : il leur permettait d'abord la traduction, c'est-à-dire la saisie de l'intérêt ou de la non-adhésion aux projets de l'organisation, du fait de la communauté de valeurs ; en second lieu, cette compréhension entre des univers d'égaux et d'inégaux, successivement reconfigurés, mais qui sont connectés, était à la source du phénomène de mobilisation sociale.

La co-appartenance tant des leaders que des affiliés à ces groupes aux mêmes contextes situationnels et aux mêmes espaces ethniques était à l'origine de l'identité politique. Ce rapport de co-appartenance définit, d'après Jean Wahl, « un espace de dialogue entre nous et nous-mêmes », car : « il n'y a pas une identité abstraite de notre moi, mais une identité sentie ou plutôt /.../ un renouvellement constant d'états, renouvellement senti comme identité »⁴⁶¹0. L'apport de M. Zavalloni⁴⁶²1, pour qui l'identité, de la même manière que toute autre structure cognitive, relève « d'une pensée représentationnelle », n'est pas à l'encontre de cette hypothèse.

Outre la domination coloniale, les leaders de ces groupes politiques trouvaient dans la référence au répertoire culturel des sous-univers sociaux auxquels étaient connectés des atouts pour la mobilisation politique. C'est de ce rapport à la culture qu'ils tiraient une large

⁴⁵⁷ 3 A.-D. Clerc et E. Mondlane avaient des liens qui remontaient aux années quarante. Formé en Droit et Directeur des Ecoles de la Mission Suisse, A.-D. Clerc fut enseignant et père spirituel de E. Mondlane. A ce titre, il lui doit l'initiation quant à la critique sociologique des faits sociaux et l'orientation de ses études en sociologie. Ces liens ont été renouvelés et furent également productifs dans la construction de supports pour la formation du mouvement anti-colonial.

⁴⁵⁸ 4 Commission de l'Aide aux Etudiants Africains. Voir aussi CHISSANO, J., « Génèse da Frente de Libertação de Moçambique »...*art. cit.*

⁴⁵⁹ 5 Bernado HONWANA, Manuel BANZE, Eulalia MAXIMIANO, Eneas COMICHE, Pascoal MOCUMBI, Jorge Mabai TEMBE, Almeida MATOS. Ceux-ci se sont joints aux autres, qui faisaient des études au Portugal : Mariano MATSINHE, Lourenço MUTACA, Mario da Graça MACHUNGO, Eneas COMICHE, Ana SIMAO, Salomao MUNGUAMBE, Jorge TEMBE, Henrique COMICHE, tous avec un cursus d'apprentissage d'organisation de l'action protestataire au niveau du NESAM, au Mozambique. cf. MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 212 ; CHISSANO, J., « Génèse da Frente de Libertação de Moçambique »...*art. cit.*

⁴⁶⁰ 6 Union des Etudiants Mozambicains.

⁴⁶¹ 0 WAHL, Jean, *cit.*, MALEK, Chebel, *La formation de l'identité politique*, Paris, Editions Payot & Rivages, 1998, 207p, p. 93.

⁴⁶² 1 ZALLONI, M., *cit.*, *ibidem.*, p. 74.

partie de leur potentiel mobilisateur. Du fait qu'elle légitime une proclamation identitaire en situation conflictuelle, les revendications qui y sont attachées sont perçues au travers des prismes émotionnels. Traduite dans les codes affectifs liés à la construction identitaire, cette réalité pousse les gens à agir selon une orientation politique « pertinente ».

Le FRELIMO, l'organisation politique qui a mené la lutte pour l'indépendance entre 1962 et 1974, est le produit de la coalition et du rassemblement de ces groupes politiques, autour d'E MONDLANE. Le mouvement apparaît d'abord comme un construit précaire, mais il est devenu une collectivité d'action : dans un contexte où la guérilla était la ressource permettant son implantation sur le territoire, le FRELIMO s'est doté d'une centralité politique et de rouages fonctionnels rappelant les cercles concentriques dont parle M. Duverger, destinés à assurer l'articulation sommet-base et son fonctionnement. Instrument de lutte visant à prendre le pouvoir, les crises⁴⁶³ 2 subies par le mouvement anticolonial y a défini un espace de régulation politique, décrit pour certains chercheurs comme une entreprise de « parti-Etat »⁴⁶⁴ 3 ou comme un « Etat à l'intérieur de l'Etat »⁴⁶⁵ 4. Ce processus relevant de l'interactivité du social et du politique, il engendre une élite du pouvoir. La primauté politique de cette élite sera basée sur le contrôle des ressources politiques, ce qui lui permette de prendre une partie spécialement importante à la direction des affaires de la collectivité⁴⁶⁶ 5.

Les organisations politiques, qu'elles se présentent sous la forme de proto-partis, partis de masses ou de ceux issus du rassemblement de groupes sociaux fort divers, sont des entreprises créées à partir du sommet. Pour ce qui est du cas typique des partis d'Afrique noire, P. Decraene les associe à un cadre social multiethnique comme le fondement de leur genèse : « A l'origine, la plupart des partis politiques africains ont une assise soit tribale, soit régionale »⁴⁶⁷ 6. Dans son exhaustive étude sur *Les régimes politiques du Tiers monde*, cette particularité est reprise par M.-P. Roy :

Dans les sociétés africaines, en effet, le sentiment d'appartenance ethnique est encore trop fort pour que les individus puissent se distinguer les uns des autres par des doctrines politiques différentes ; il est naturel que la vie politique reflète les divisions ethniques. Il est assez significatif, d'ailleurs, de révéler une corrélation assez étroite entre le nombre des partis et celui des ethnies :

⁴⁶³ 2 Les crises survenues dans le mouvement ont été interprétées comme l'effet d'un conflit de classes au sens marxiste du terme. La réflexion qu'on en fait au chapitre introductif, reprise dans ce chapitre, s'écarte de cette approche du fait de son inefficacité explicative des hypothèses servant de fondement à la pensée marxiste. Pour les détails au sujet de conflits dans le FRELIMO aussi bien que sur la nature des acteurs y prenant part, voir notamment, BRAGANÇA, Aquino et al., *Quem é o inimigo (II), ? Os Movimento de Libertação Nacional*, Lisboa, Iniciativas Editorias, 1978, 316p, pp. 174-214.

⁴⁶⁴ 3 BRITO, L., « Une relecture nécessaire : la genèse du Parti-Etat », *Politique Africaine*, (29), Mars 1988, pp. 15-28.

⁴⁶⁵ 4 D'après Samora MACHEL, le successeur d'Eduardo Mondlane à la Présidence du FRELIMO (1970-1986) et Président de la République Populaire du Mozambique (1975-1986) : « /.../ Le FRELIMO était déjà un Etat à l'intérieur de l'Etat, il est né du processus de la lutte /.../ », voir Samora MACHEL, « Criemos o Partido de Vanguarda para construir o socialismo », *Tempo*, n°319, ...art. cit., pp. 16-21.

⁴⁶⁶ 5 on s'inspire de NADEL, S.F., « La notion d'élite sociale », *Bulletin international des sciences sociales*, (8), 1956, pp. 415-429, p. 419.

⁴⁶⁷ 6 DECRAENE, P., cité, ROY, Maurice-Pierre, *Les régimes politiques du Tiers Monde*, ...op. cit., p. 312.

à un petit nombre de très grandes ethnies correspond un nombre restreint de partis⁴⁶⁸ 7.

Cette corrélation entre l'appartenance ethnique et la filiation partisane n'est pas à sous-estimer dans les sociétés entre la tradition et la modernité. Mais elle n'est néanmoins pas explicative des cas où, par des contraintes immanentes à chaque espace politique (colonial), ces mêmes partis résultèrent d'un processus de fusion, intégration et de ralliements d'éléments si disparates. Pour ce qui est du Mozambique, on s'appuie sur la convergence en exil de forces sociales, à la recherche de formes plus efficaces de lutte anticoloniale. Elles se présentent attachées à des discours sociaux si divers et qui sont organisateurs de leurs identités : celles de micro-espaces sociaux, celles de sous-univers religieux et ethniques ; celles pour qui, du fait de leur origine d'espaces sociaux et économiques modernes, la rationalité de la politique serait la conquête du pouvoir vu qu'il s'agit d'une ressource pour la formation d'une société globale.

On est devant un espace politique qui ne saurait être éclairé par un simple inventaire d'ethnies d'une société issue de la colonisation. Partant de cette hétérogénéité sociale, on s'interroge sur les stratégies permettant à un cercle restreint d'entreprendre, - bien que précairement -, l'intégration horizontale et verticale, qui est le fondement de l'organisation partisane. Structure de mobilisation cherchant à se pérenniser, on souhaiterait aussi rendre compte de leurs stratégies d'opérer la différenciation-intégration sociale, processus dont se nourrit le fonctionnement et l'existence de tout parti politique.

L'enjeu est d'illustrer l'ensemble des facteurs favorisant l'avènement, dans le contexte de la diversité sociale, d'une communauté ou d'un système politique. Selon Eisenstadt, qui se réfère à des espaces politiques occidentaux, le système prend ses racines à la fois sur la différenciation limitée des activités et des rôles politiques aussi bien que sur la tentative d'organiser la communauté politique en une unité centralisée⁴⁶⁹ 8. C'est également cette notion de centralisation que reprend à son compte Landau, dans une perspective fonctionnaliste :

Lors de son développement, le système non seulement élargit sa taille mais les partis qui le composent définissent de nouvelles structures et fonctions. Ces structures et fonctions étant différenciées, elles sont l'objet du contrôle central. Le système relève donc de la propriété de sa centralisation. La notion de

⁴⁶⁸ 7 Parmi des nombreux cas d'étude, deux espaces politiques font l'objet de l'analyse Maurice-Pierre ROY. Pour lui, « La raison d'être de l'Etat fédéral du Nigeria fut de fournir un cadre institutionnel moderne aux grandes ethnies ; la région n'eut d'autre fondement que l'ethnie. Les Northern Peoples Congress (NPC) représenta les Haoussas et les Fulanis du nord ; la National Convention of Nigerian Citizens (N.C.N.C.) fut l'expression des Ibos de l'Est ; l'Action Group (A.G.) celle des Yorubas de l'Ouest. Chacun des trois grands partis joua un rôle nettement majoritaire au sein du gouvernement régional. /.../ Pour l'essentiel, le multipartisme au Nigéria se traduit par un faisceau de partis dominants, par l'épanouissement de la division ethnique et non par sa répression » ; Selon la même logique, il se rapporte au Zaïre : « Le Zaïre est caractérisé par une extrême diversité des races et des langues. L'implantation et l'organisation des partis politiques se sont profondément ressenties du morcellement ethnique du pays, et l'on a assisté à la création d'une multitude de partis ethniques locaux. A l'occasion des deux élections législatives de 1960 et 1965, la bataille s'est livrée non pas entre doctrines et programmes politiques rivaux mais entre leaders actifs, soutenus par des tribus sympathisantes. Les élections de 1960 ont vu la naissance d'environ 80 partis, celles de 1965 d'un peu plus de 200 partis, fronts, mouvements, unions, rassemblements et blocs », *idem*.

⁴⁶⁹ 8 EISENSTADT, cité, TIMSIT, Gérard, « L'Administration » in GRAWITZ, M.-LECA, J(Direction)., *Traité de science politique*. 2. Les régimes politiques contemporains, Paris, PUF, 1985, pp. 446-507, p. 450.

développement se reporte à ce processus de différenciation. Plus un système se développe, plus il déploie des structures spécialisées, dont certaines contrôlent et intègrent différents éléments dans le système⁴⁷⁰ 9.

L'explication de l'effet du développement systémique selon la perspective fonctionnaliste est certes recevable. Mais il faudrait éclairer l'ensemble de ressources politiques derrière le fonctionnement de ce système aussi bien que les stratégies mobilisées par des acteurs pour l'accès à la centralité politique. Cet espace de coordination étant identifié, il nous paraît utile d'appréhender les assises de sa capacité à structurer les comportements en faveur du projet de l'organisation, dans son environnement. Il n'y a pas d'action sociale sans le pouvoir et la dynamique de l'organisation relève de la dynamique des relations de pouvoir, comprises comme relations d'échange négocié de comportements⁴⁷¹ 0.

L'organisation politique étant ainsi appréhendée, elle nous reporte au cadre de l'interactivité du social et du politique, donnant naissance au FRELIMO, en 1962, à la suite des efforts d'E. MONDLANE. Entreprise politique dont la formation ne fut pas, d'après P. MOCUMBI, un processus linéaire⁴⁷² 1, sa structuration est due à l'action combinée de MONDLANE, sur deux dimensions :

-Un travail relationnel plaçant E. MONDLANE et son épouse, Janet Rae, au centre d'un système de rapports sociaux, grâce à l'appartenance du premier à plusieurs cercles sociaux. MONDLANE était en fait relié, par sa trajectoire d'enseignant et de chercheur, à des cercles d'intellectuels de plusieurs universités ; son expérience de chargé de recherches sur le dossier de la décolonisation à l'ONU lui a apporté des connaissances avec des politiciens et des dirigeants des (émergents) Etats africains et de pays d'autres continents ; pour ce qui est de l'univers des réfugiés mozambicains, dont 50.000⁴⁷³ 2 d'entre eux se trouvant en 1962, au Tanganyika, il y était relié par son origine ; comme opposant du système colonial, il était en rapport avec les cercles de dirigeants de plusieurs groupes politiques mozambicains. A ce propos, il est intéressant de relever les rapports d'affinité avec ceux issus du sud de Mozambique, pour qui a eu un rôle important pour leur socialisation politique (moderne) dans le cadre du NESAM.

-La mise au profit de ce système de rapports sociaux dans le but d'apporter à la cause de la lutte anticoloniale des ressources possibles, dans un contexte où le régime colonial était au centre d'un débat social, au Mozambique et sur le plan international.

⁴⁷⁰ 9 LANDAU, *cit.*, *Idem*.

⁴⁷¹ 0 On s'appuie ici sur l'apport théorique d'E. FRIEDBERG, pour qui « l'action sociale, quel que soit le champ concret dans le lequel il se déploie, est conceptualisée et, comme toujours, médiatisée par un ensemble plus ou moins stabilisé et articulée de jeux dont les règles et mécanismes de régulation structurent les processus d'interaction, c'est-à-dire d'échange et de négociation, à travers lesquels les acteurs concernés règlent et gèrent les dépendances mutuelles, en même temps qu'elles sont entretenues par elle. Producteurs d'un ordre local, ces jeux - et les règles, conventions, normes et valeurs sur lesquelles ils reposent et qu'ils induisent à la fois - sont à la fois des construits sociaux, c'est-à-dire le produit inégalement stabilisé de comportements individuels ou collectifs et de leur composition. L'ordre qu'il produit est toujours à la fois contingent au sens fort du mot, qui désigne la dépendance de cet ordre, par caractéristique d'un conteste en même temps que son caractère indéterminé et donc arbitraire et problématique », Voir FRIEDBERG, Erhard, *Le pouvoir et la règle : dynamique de l'action organisée*, Paris, Seuil, 1993, 387p, pp. 111-112 ; Pour une discussion et une présentation plus approfondie du concept de système d'action, je renvoie à CROZIER, M. et FRIEDBERG, E., *L'acteur et le système...* *op. cit.* (notamment pp. 203-215 et 239-251.).

⁴⁷² 1 Cf. MOCUMBI, P., *cit.*, MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 219.

⁴⁷³ 2 Cf. Rapport envoyé à l'ONU et à J. NYERERE (Président du Tanganyika) par le Ministère de l'Intérieur du Tanganyika, *cit.*, MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 214.

Ce fut dans ce cadre de rapports sociaux que s'est opérée la réussite du travail politique d'E. MONDLANE⁴⁷⁴3, pour qui l'intégration et l'agrégation de divers intérêts, mais reliés par la même cause – le combat contre le système colonial-, était une entreprise souhaitable. Deux faits figurent à la base de cette réalisation.

D'abord, les relations d'amitié entre E. MONDLANE et J. NYERERE se sont avérées porteuses à deux égards: premièrement, MONDLANE a fait des connaissances avec des membres de la classe dirigeante du Tanganyika⁴⁷⁵4, ce qui était très important pour la mobilisation des aides ; deuxièmement, l'insistance du nationaliste mozambicain sur le rassemblement de toutes les forces politiques tenait certes à la grandeur du défi, face au système colonial. Mais cette attitude politique se devait aussi aux conseils du président du Tanganyika, qui avait d'ailleurs accueilli la plupart des groupes politiques mozambicains.

Ensuite, l'avènement du FRELIMO comme une organisation ne pouvait se fonder que sur la construction d'un consensus entre les leaderships des groupes politiques mozambicains. Les piliers de son fonctionnement supposaient des accords sur l'orientation politique et l'existence d'un programme d'action collective ainsi que la construction d'un appareil politique. Quelle que soit l'organisation politique, elle ne peut s'acquitter, comme le remarque M. Offerlé, « de l'organisation différenciée /.../ des ressources initiales ou organisationnelles entre les dirigeants et les auxiliaires, et que la division du travail (politique) soit ajustée aux attentes des différents membres de l'organisation »⁴⁷⁶5.

Cette organisation différenciée des ressources relève d'un travail politique, d'un processus de traduction des intérêts des acteurs individuels. Les efforts d'E. MONDLANE pour l'unification n'ont pas connu de blocages de la part des dirigeants de l'UNEMO⁴⁷⁷6. Toutefois, des démarches entreprises par E. MONDLANE auprès d'A. GWAMBE, le président de l'UDENAMO, et de Mathews MOLLE, le président du MANU, témoignent du fait que ce processus ne s'est pas déroulé sans heurts. En butte à beaucoup de difficultés, E. MONDLANE a rencontré A. GWAMBE et 15 membres de son groupe politique le 15 juin 1962 pour les mettre au courant du projet d'unification des groupes s'opposant au système colonial. D'après Janet Mondlane « GWAMBE n'a pas fait de commentaires aux propos de MONDLANE. Si celui-ci pensait que cette rencontre était le premier d'une série de négociations sur l'unification, GWAMBE a toutefois dit qu'il partait le jour suivant et qu'il serait

⁴⁷⁴ 3 Voir des photos *infra*.

⁴⁷⁵ 4 A titre d'exemple, on retient Oskar KAMBONA, à l'époque ministre des affaires étrangères ; Nsilo SWAI, ministre sans portefeuille et ambassadeur aux EUA et Rashid KAWAWA, Premier ministre.

⁴⁷⁶ 5 Cf. OFFERLE, Michel, *op. cit.*, p. 55 ; Voir aussi notre réflexion *supra*, basé sur l'apport théorique de R. Michels et M. Duverger.

⁴⁷⁷ 6 Le témoignage de Joaquim CHISSANO, à l'époque président de l'UNEMO, est, à ce sujet, éclairant : « A. GWAMBE, puisqu'il croyait à la puissance de notre organisation, est venu nous voir, à la recherche de l'aide pour son mouvement. Moi-même et MOCUMBI, parce que nous partagions l'opinion de MONDLANE, nous avons lui dit que nous n'adhérerions pas ni à l'UDENAMO ni au MANU, sauf si nous constituions un front uni par les deux groupes politiques. Invité par A. GWAMBE, Je me suis rendu à Dar Es-Salaam (Tanganyika) pendant les vacances de pâque de 1962. Le leader de l'UDENAMO m'a alors présenté aux dirigeants de son parti. Un comice a à ce propos été organisé et il fit croire que moi et mon organisation, l'UNEMO, nous étions affiliés à l'UDENAMO. J'ai résolument rejeté ces tentatives de l'UDENAMO, bien qu'il ait été sous la recommandation de A. GWAMBE et que l'ambassade du Ghana, à Paris, a supporté les frais de mon voyage. A partir de Dar Es-Salaam, j'ai demandé A. GWAMBE de contacter M. Molle, président du MANU, et Malinga Milinga, son adjoint. Dans ces rencontres, j'ai essayé de convaincre les leaders de ces partis sur la pertinence de l'unification de deux mouvements. Je me suis aperçu qu'il y avait des frictions opposant A. GWAMBE et d'autres membres de l'organisation », Cf. CHISSANO, J., « Génese da Frente de Libertação de Moçambique », SAVANA,....art. cit.

de retour le 23 juin. Evidemment, GWAMBE ne voulait pas travailler avec MONDLANE. La primauté intellectuelle de ce dernier s'est avérée une menace pour GWAMBE »⁴⁷⁸7.

Cette multitude d'interactions entre des individus dotés de certains types de dispositions montre bien le cadre de l'avènement du FRELIMO en tant qu'un acteur collectif. Ces interactions ne sont saisissables qu'à la lumière de répertoires culturels et des enjeux politiques qui définissent la grammaire des comportements des individus concernés. La poursuite de négociations fut possible grâce aux pressions à l'intérieur des deux groupes politiques, favorables au projet de rassemblement. A. GWAMBE (UDENAMO) et M. MOLLE (MANU) se sont ainsi vus moralement contraints de désigner des commissions afin de rédiger, avec E. MONDLANE, les statuts et le programme du mouvement anticolonial rassemblé. Le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) naquit le 25 juin 1962, et comptait déjà l'adhésion d'un autre groupe politique, l'UNAMI de José CHAGONGA. E. MONDLANE a été élu au poste de Président intérim, assisté par un cercle restreint⁴⁷⁹8.

Le 1er congrès, tenu en septembre 1962 au Tanganyika, établit le programme du FRELIMO, qui devait s'efforcer d'accomplir, en outre, les buts suivants : développer et consolider la structure organisatrice du mouvement ; consolider l'unité entre les mozambicains ; promouvoir la formation accélérée des cadres ; mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur de la cause du peuple mozambicain ; recourir à tous les moyens permettant l'accès du Mozambique à l'indépendance ; créer des moyens pour l'autodéfense et pour le développement de la capacité de résistance du peuple mozambicain ; coopérer avec les mouvements nationalistes de tous les pays⁴⁸⁰9.

Organisation de combat pour la conquête du pouvoir, la formation du FRELIMO se produit dans un cadre qui n'est pas celui de l'Etat-nation ; il n'est pas non plus celui de l'exercice de la citoyenneté, qui permettait aux intérêts organisés la fonction de relève politique, dans un système de démocratie représentative. Le FRELIMO apparaît en même temps que se déroule le conflit pour la création de l'Etat postcolonial, en l'absence ou indépendamment de tout système de représentation politique. Issu de cet environnement, il est intéressant d'analyser les déterminants de rapports de loyauté/solidarité ou de conflit, dans un contexte de rassemblement de forces sociales hétéroclites. L'action collective allant de pair avec la mobilisation des ressources politiques, il semble intéressant qu'on essaye d'éclairer les tactiques et les compromis adaptatifs du FRELIMO, dans cet environnement.

E. MONDLANE se serait aperçu que l'efficacité du FRELIMO, rassemblement survenu dans un contexte de rareté, ne pouvait se fonder que sur deux axes : d'abord, l'inclusion à l'appareil du mouvement des leaders originaires des anciens groupes politiques. Cela légitimerait, pensait-on, la représentativité du mouvement et lui apporterait un dispositif symbolique protecteur, face aux adversaires politiques ; ensuite, la stratégie coalitive permettrait la réalisation des buts que le FRELIMO s'était fixé, accomplissement qui n'était pas indissociable du travail politique. Faire de la politique, c'est se placer dans un champ de rapports de forces, qui se meuvent par rapport à des enjeux concernant les ressources – matérielles et symboliques - d'action.

Sous cette lumière, il n'est pas surprenant que l'appareil issu du 1er congrès se soit fondé sur des compromis, bien que précaires, pour favoriser l'entreprise de la lutte

⁴⁷⁸ 7 Cf. MONDLANE, Janet Rae, cité, MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 219

⁴⁷⁹ 8 Outre le président du mouvement, Urias SIMANGO, titulaire du poste de vice-président ; David MABUNDA, en poste de secrétaire général ; Paul GUMANÉ, secrétaire-général adjoint ; Marcelino dos SANTOS, secrétaire pour les affaires étrangères.

⁴⁸⁰ 9 Cf. « Historicos Documentos do I Congresso da FRELIMO : Congresso da FREMO », *Tempo* n°330, 30.1.1977, pp. 24-29.

anticoloniale sous une forme unitaire. En effet, le leadership du FRELIMO, dont les membres appartenaient également à son Comité central (CC) comme mécanisme de médiation, s'est ainsi constitué :

Tableau X : L'Appareil du FRELIMO issu du 1^{er} Congrès⁴⁸¹

Président	Eduardo MONDLANE
Vice Président	Urias SIMANGO
Secrétaire-général	David MABUNDA
Secrétaire- général adjoint	Paulo GUAMBE
Secrétaire pour les affaires étrangères	Marcelino dos SANTOS
Secrétaire pour la défense et sécurité	João MUNGUAMBE
Secrétaire pour l'organisation à l'extérieur	Jaime MATSADALA
Secrétaire des finances et trésorerie	Holfgang Mac MCHEBLENZ
Secrétaire pour l'administration	Silvério NUNGU
Secrétaire d'information	Leo MILLAS
Secrétaire pour l'organisation à l'intérieur	Jaime Rivaz SIGAUKE
Secrétaire de l'éducation	Fanuel MALHUZA

La formule de structuration du FRELIMO est bien illustrative de la nature coalitive et collusive du pouvoir. L'organisation ne pouvait s'asseoir que sur la définition de plusieurs échelons du pouvoir, les uns se présentant dans des positions de centralité ; d'autres, en revanche, figurant dans des instances périphériques. La centralité de cette structure ne pouvait se libérer du travail relationnel et de l'activité coordinatrice, parce qu'ils sont générateurs de ressources nécessaires à la gestion de la stratégie de l'organisation et à la reconstitution des liens entre les éléments qui le composent.

La structuration de cet espace dans le FRELIMO, étant fondée sur une dimension du pouvoir, a ouvert une première dimension de conflit autour des postes à pouvoir. La politique est essentiellement une lutte pour le pouvoir, ce qui rend inéluctable que, là où un parti s'arroge le monopole du pouvoir, le combat se transporte à l'intérieur du parti, et l'opposition revêt des formes nouvelles. Celles-ci se sont manifestées par la reconstitution des anciens groupes politiques, leurs membres étant mobilisés selon les affinités fondées sur les réseaux relationnels⁴⁸².

⁴⁸¹ 0 80 délégués et 500 observateurs ont participé au 1^{er} congrès du FRELIMO. *Idem*.

⁴⁸² 1 La formation du FRELIMO a d'ailleurs entraîné de nouvelles dynamiques. José Baltazar CHAGONGA, le leader de l'UNAMI ne voyait aucun problème dans l'intégration de son Organisation dans le FRELIMO, à condition qu'elle soit considérée comme une structure autonome et avec une identité propre. Cela a bien évidemment soulevé des problèmes. Malinga MILINGA et Matheus MOLLE ont abandonné le FRELIMO pour fonder, au Kenya, le nouveau MANU. A. GWAMBE, le leader de l'ex-UDENAMO, n'a pas participé au congrès constitutif du mouvement de libération pour lequel E. MONDLANE avait été élu président, sous prétexte qu'il allait voyager en Europe. Ce fait est associé au fait que le premier s'est rendu compte qu'il n'était pas à même de faire concurrence à ce dernier. De retour de l'Europe, il s'est fixé en Egypte. A. GWAMBE a formé, dans ce pays, la nouvelle UDENAMO. MABUNDA, GUMANE, MALHUZA et Narciso MBULE, reliés à GWAMBE par trajectoire politique depuis la Rhodésie du sud, ont quitté le FRELIMO pour rejoindre à la nouvelle UDENAMO. Produite par des dissensions entre A. GWAMBE et GUMANE, une nouvelle formation politique s'est manifestée sur la scène politique en 1964. Il s'agissait du Front Uni et Anti-impérialiste du Peuple Africain du Mozambique (FUNIPAMO), dont le leader était A. GWAMBE. Par les notions de « Front », et de « Anti-impérialiste », ce politicien voulait faire passer deux messages à l'audience : d'abord, le FUNIPAMO serait le résultat d'un ralliement de la nouvelle UDENAMO et du nouveau MANU, dirigé par Malinga MILINGA et Matheus MOLLE (membres de l'ethnie Maconde du Nord du Mozambique) ; ensuite, ce groupe politique serait à l'écart d'E. MONDLANE et du FRELIMO du fait de leur ouverture aux adhérents blancs et à la coopération avec les groupes et/ou institutions américaines, parce qu'ils n'étaient que des symboles du colonialisme et de l'impérialisme. E. MONDLANE, à

La seconde dimension tient au fait que l'action politique implique toujours la compétition sur le plan du processus décisionnel. L'action politique se définit sur la base des rapports de pouvoir entre groupes compétitifs. Ces relations de compétition ne sont ni compatibles avec la concentration exhaustive du pouvoir ni avec la mise en terme de la compétition politique. Les désaccords concernaient le concept d'ennemi, le rapport entre la race et l'adhésion au mouvement de libération, la stratégie de la lutte et le régime de rapports sociaux alternatifs à celui sous-tendant le système colonial⁴⁸³2. Si ces différences se plaçaient à la base de l'avènement d'autres groupes politiques⁴⁸⁴3, à la différence du conflit colonial en Angola⁴⁸⁵4,

l'instar de son épouse, Janet Rae, qui est blanche d'origine américaine, fut par conséquent accusé d'être un suppôt de l'Amérique, plus particulièrement de l'Agence de l'Information Américaine (CIA). La logique de ce discours ne peut être appréhendé que dans le cadre de la concurrence entre ces formations politiques à propos de leur articulation avec des agences humanitaires ou d'autres acteurs appuyant la lutte anticoloniale, en Afrique ou ailleurs. Cet enjeu supposait la construction d'une image négative d'E. MONDLANE. Voir CHISSANO, J., « Génese da Frente de Libertação de Moçambique » *SAVANA...art. cit.* ; MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 241.

⁴⁸³ 2 Voir à ce propos « Communiqué of the Central Committee », *Mozambique Revolution*, Avril-June 1970, n°43, pp. 4-11.

⁴⁸⁴ 3 Ces groupes politiques sont indissociables de l'action des dissidents du FRELIMO. Il avait en Tanzanie un Conseil des vieux – nommé, en Ki-swahili, *le Baraza la Wazee* - du FRELIMO, pour qui le mode patrimonial du rapport au politique était la référence fondatrice et de l'action politique. Ce Conseil des vieux s'est allié à A. GWAMBE, affichant une nouvelle désignation, le *Mozambique Revolutionary Conseil* (MORECO). Composé par des mozambicains qui habitaient au Tanganyika depuis longtemps, A. GWAMBE et son groupe, le FUNIPAMO, essaya de s'en servir pour faire croire qu'il s'agissait d'une formation politique populairement prestigieuse. Cet effort s'est également orienté dans le sens de persuader les autorités tanzaniennes et certains ambassades à Dar Es-Salaam pour qu'ils appuient le MORECO. Paulo GUAMBE, dissident de l'ex- UDENAMO créa le COREMO (traduction en anglais du nom MORECO), en 1965. Accueilli par le gouvernement zambien, le COREMO a établi son siège à Lusaka. Le leadership se composait de personnalités qui avaient quitté le FRELIMO, tels Adelino GWAMBE (ex-Secrétaire général du FRELIMO) Manuel G. MALHUZA (l'ancien vice-président de l'UDENAMO), Paulo GUMANE et Amos SUMBANE. David MABUNDA s'efforça d'entreprendre l'articulation sommet-base. Il s'est par ailleurs constitué un appareil militaire, qui a été employé pour mener des activités militaires dans quelques points de la province de Tete (Nord-Ouest du Mozambique). Le COREMO a ainsi créé des blocages à l'implantation du FRELIMO dans la région. Secoué par des crises par manque de cohésion politique au sommet, ce groupe s'est d'autant plus fragilisé qu'il donna naissance à d'autres groupes politiques. Le Parti du Peuple Mozambicain (PPM) et l'Union Nationale Africaine de la Rumbézie (UNAR) ce sont des groupes politiques issus de la désintégration du COREMO. Le Président de l'UNAR, Amós SUMANE, dans une lettre adressée au secrétaire-général du COREMO s'est exprimé dans des termes suivants quant au programme de son groupe politique : « *Je suis en trains de modifier le programme et les plans concernant la stratégie de libérer ce territoire du Nord du Mozambique. Nous ne devons pas perdre du temps en nous associant aux gens du Sud du Mozambique pour ce qui est de la politique. Nous tous, originaires du Nord, devons nous rassembler les uns aux autres, au profit de nos programmes mais non avec ces gens-là* ». La référence par A. SUMANE au « territoire du Nord du Mozambique » s'explique par le fait ce groupe politique souhaitait négocier la construction d'un Etat entre les fleuves Zambèze et Rovuma, ce qui entraînerait la séparation de cette région de celle du Sud de Mozambique. Voir TAJU, Gulamo, « Renamo : os factos que conhecemos », in *Cadernos de História*, Maputo, Dept. de Historia da UEM, (7), 1988, pp. 5-32, p. 7.

⁴⁸⁵ 4 Tout mouvement armé de libération nationale subit des surdéterminations nombreuses : il lutte sur un territoire dont les frontières et la configuration ont été fixés avant la guerre de libération. Il combat un ennemi qu'il n'a pas choisi. Ses avant-gardes s'enracinent dans un champ culturel, naissent d'un processus d'acculturation qui est éminemment contingente, conjoncturelle. Cela illustre bien le processus du conflit colonial angolais. Si le Mouvement Populaire de Libération d'Angola (MPLA) a, sur une base sociale multiethnique, déclenché la lutte anticoloniale, il s'est toutefois vu concurrencé par l'Union Nationale pour l'Indépendance d'Angola (UNITA) et le Front Nationale pour la Libération d'Angola (FNLA). La puissance de ces mouvements s'est structurée, parmi de nombreuses sources de soutiens, grâce aux appuis du Zaïre et de la République Populaire du Congo. Voir, par exemple, à titre comparatif, ZIEGLER, Jean, *Contre l'ordre du monde. Les rebels*, Paris, Ed. du Seuil, 1983, 336, pp. 235-254 ; TALI, J.-M. Mabeko, « 'Tribalisme', 'Regionalisme' et Lutte de Libération Nationale : La question 'tribale' et 'ethnolinguistique' dans la dissidence au sein du MPLA dans l'Est Angolais en 1969-1974 », *Année Africaine* 1992-1993, pp. 463-486 ; « Os Movimentos anti-Mobutistes », *Tempo* n°344, 8 de Maio de 1977, pp. 14-15 ; « Alguns factos da História do MPLA », *Tempo* n°271, pp. 39-44.

ceux-ci n'ont été que des construits éphémères, ne pouvant donc pas faire échouer le projet du FRELIMO. Par ailleurs, E. MONDLANE insistait sur le fait que la lutte anticoloniale devait se dérouler d'une forme unitaire : /.../ le FRELIMO doit se structurer comme un Front uni, sans donner place à des Fronts divergents. La lutte doit se dérouler sous cette base. Les divergences sont sans aucun doute acceptables mais elles ne doivent pas donner lieu à opposition. La lutte pour le développement de la citoyenneté mozambicaine doit à la fois se fonder sur le rejet du tribalisme, racisme, des régions ou groupes ethno-culturels spéciaux, sans pour autant mésestimer leurs différences et diversité⁴⁸⁶ 5. J. CHISSANO, P. MOCUMBI, à titre d'ex-membres de l'UNEMO et avec une expérience d'opposition anticoloniale à partir du NESAM, à Lourenço Marques, M. dos SANTOS, le coordinateur de la CONCP⁴⁸⁷ 6, partageaient les mêmes idéaux que ceux du président du FRELIMO.

La construction de l'organisation politique anti-coloniale s'appuiera donc sur une pratique déjà analysée par J.F. Bayart⁴⁸⁸ 7 comme celle d'« emprunt et d'entrelacement simultanément d'une pluralité de genres discursifs ». Ce système de rapports sociaux a d'ailleurs sa puissance mobilisatrice : « l'ensemble d'acteurs, des plus modestes aux plus puissants, à travers le monde des réseaux », participeront à l'entreprise de l'acteur collectif, structuré autour d'une personnalité, E. MONDLANE, moyennant sa maîtrise des ressources politiques.

On revient ici à la logique de l'assemblage des espaces sociaux, discours et représentation de l'organisation sociale dont l'enjeu est la société (globale) multiethnique. L'accès à la centralité du système de rapports sociaux qui lui sert de fondement, l'autonomie de ceux qui y tiennent le rôle d'entrepreneurs, ce sont des acquis qui relèvent d'un construit social. C'est-à-dire, des acteurs individuels ou des sous-collectifs, attachés à des domaines hétéroclites - ethniques, religieux, cercles socioprofessionnels, des personnalités appartenant à des pays ou à des organisations internationales, - sont mobilisés pour favoriser l'accomplissement du but établi. Cette entreprise relève de compétences et d'un travail politique.

3.2.2. E. MONDLANE, FRELIMO et construction de centralité politique

L'organisation du FRELIMO est survenue dans un contexte de tensions et de scissions politiques, entraînées par des luttes factionnelles. Ce cadre s'apprête à l'illustration de la façon dont l'entrepreneur s'est livré au travail politique en faveur de la construction d'une communauté d'action. Interrogeant cette réalité sous cet angle, on ne peut que se proposer d'expliquer l'ensemble des ressources mises en œuvre pour l'engendrement de cette communauté. La reprise de ce défi se présente pertinente, semble-t-il, pour éclairer la logique de la mise en relation d'individus et de sous-collectifs sociaux aux intérêts et propriétés sociales distinctes mais interdépendants. On considère ce construit comme un espace d'échanges, même si ceux-ci ne se tiennent qu'à l'échange de biens symboliques, pour appréhender l'articulation des réseaux avec les stratégies de l'action sociale de ceux qui en sont les acteurs.

L'infrastructure reliant ces éléments et les ressources pour la construction de la dominance dans l'organisation anticoloniale – parce que support de son fonctionnement-

⁴⁸⁶ 5 Voir MONDLANE, Eduardo, « Tribos e grupos étnicos moçambicanos – seu significado para a luta de libertação nacional », in REIS, Joao & MUIANE, Armando (Editor), *DATAS e DOCUMENTOS DA FRELIMO*, Lourenço Marques, Imprensa Nacional, (2a edição) 1975, pp. 73-74.

⁴⁸⁷ 6 Conférence de Coordination des Colonies Portugaises, dont le siège était à Rabat

⁴⁸⁸ 7 Voir des commentaires au chapitre introductif.

ce sont des faits qu'on s'efforcera d'éclairer. Il semble que, à ce propos, l'imbrication de l'appareil et des réseaux sociaux ait été productive dans ce sens. La déconcentration politique, du fait de la diversité des espaces socioculturels, se serait également avérée comme une ressource entreprenante.

Traduite par un appareil politique ayant une certaine capacité d'encadrement et d'allocation de ressources, la construction de cette dominance a été une entreprise socialement partagée. E. MONDLANE et son épouse, par leur capacité de se mettre rationnellement en rapport avec plusieurs cercles sociaux, s'y sont résolument employés. Les liens d'E. MONDLANE avec des responsables politiques de plusieurs Etats, avec ceux du Tanganyika en particulier, lui permettaient d'influencer l'opinion publique en faveur de la lutte anticoloniale. Il a pu participer à la réunion de chefs d'Etats africains, tenue à Addis-Abeba en mars 1963. L'apport majeur de ce sommet s'est traduit par la création du Comité de Libération (CL) au niveau de L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Ayant adhéré au CL, certains pays⁴⁸⁹8 sont parvenus à l'entendement de destiner 10% du budget annuel de leurs Etats à l'appui des mouvements de libération.

Le recours à la violence armée était, selon E. MONDLANE, envisageable surtout si O. SALAZAR persistait sur le chemin prônant la persistance du régime colonial. Bien qu'un bon nombre de pays se soit montré coopératif pour l'entraînement de guérilleros du FRELIMO, E. MONDLANE choisit de parvenir à un accord dans ce sens avec le FLN⁴⁹⁰9, de l'Algérie. Il y envoie les premiers 250 recrutés. Appartenant à plusieurs espaces ethniques, la majorité étaient issue de la population réfugiée au Tanganyika, celle de l'ethnie maconde. Dans le second groupe, également composé de 250 éléments, y figurait l'infirmier Samora MACHEL, venu en exil au Tanganyika en 1963 et qui sera plus tard le successeur d'E. MONDLANE. L'ex-URSS, la Chine, l'Israël⁴⁹¹0 et l'Egypte sont d'autres pays qui ont fourni de l'aide militaire au FRELIMO.

E. MONDLANE avait déjà réussi à obtenir l'autorisation des autorités du Tanganyika pour y implanter des bases pour l'entraînement de guérilleros. A cet effet, le premier camp d'entraînement au sud qui a été mis en place est celui de Kôngwa. Puis, parce que ce camp se trouvait très loin de la frontière du Mozambique, il s'est présenté utile du point de vue stratégique de construire celui de Nachingwea⁴⁹²1, au sud du Tanganyika. Ce fut dans ces camps que les guérilleros du FRELIMO, dont l'augmentation croissante des effectifs étaient estimés à 8000 personnes⁴⁹³2, en 1966.

Par ailleurs, E. MONDLANE voyagea dans plusieurs pays dans le but d'informer l'opinion publique internationale sur les projets du FRELIMO. Les pays visités étant à l'époque ceux de l'Est et ceux de l'Occident, on s'aperçoit de la difficulté du leader du FRELIMO d'affilier l'organisation anticoloniale à l'un des blocs internationaux (Est ou Ouest) en concurrence politique, lors de l'époque bipolaire. C'est d'ailleurs de MONDLANE qu'on apprend, à travers une lettre adressée à son épouse à partir de Genève, l'existence à l'intérieur de l'organisation anticoloniale d'une faction marxiste, avec laquelle il n'entretient que des rapports politiques : L'ami de Claire s'appelle Damin, il est espagnol. Il nage dans du

⁴⁸⁹ 8 La Guinée-Conakry, l'Ouganda, l'Algérie, le Tanganyika, la République Arabe Unie (Egypte), le Congo (Leopoldville), le Sénégal, la Sierra Leone, le Nigeria et l'Ethiopie. D'autres pays se sont joints à ce mouvement.

⁴⁹⁰ 9 Front de Libération Nationale de l'Algérie

⁴⁹¹ 0 La coopération avec l'Israël a été interrompue à la suite de l'invasion à l'Egypte.

⁴⁹² 1 Voir l'annexe 18 : Les bases du Frelimo en Tanzanie (Kongwa et Nachingwea).

⁴⁹³ 2 Cf. MONDLANE, Eduardo, cit., CHRISTIE, Ian, *Samora. Uma Biografia*, Maputo, Ndjira, 1996, 268p, p. 82.

marxisme-léninisme de la lignée chinoise. C'est pourquoi il ne s'aperçoit pas de la valeur du sens humain. /.../ nous nous sommes immédiatement engagés dans un débat intéressant. /.../ il m'a aidé à comprendre mes collègues marxistes dans le FRELIMO⁴⁹⁴3.

MONDLANE justifia ses efforts de se relier à des Etats de l'Est ou de l'Occident, sans tenir compte de leur orientation politique dans des termes suivants : mon souhait est d'obtenir de ces gens de l'aide financière et matérielle...la même raison qui m'amène à visiter l'Union soviétique maintenant et non plus tard. Nous avons besoins d'argent maintenant, car, sinon, nous n'aurons pas de moyens pour l'étape suivante de notre travail⁴⁹⁵4.

Janet Rae MONDLANE n'a pas été en dehors de ce rapport rationnel à de multiples cercles sociaux. Dans leurs visites au Mozambique en 1961 puis aux camps de réfugiés en Tanganyke, elle s'est rendue compte combien la création de l'opportunité d'accès à l'enseignement pour les exilés était un besoin pressant. A l'appui, MONDLANE demanda au Ministère de l'Education du Tanganyke la construction d'une école, qu'on appellera l'Institut Mozambicain (IM).

La tâche d'organiser et de diriger l'IM a été confiée à Janet MONDLANE. Le Conseil Administratif de l'Institut a été structuré de façon à intégrer des personnalités liées à l'Université de Dar Es-Salaam, à l'Institut Afro-Américain (IAA) et d'autres Institutions. Cela créait pour l'IM une autonomie, dans le cadre du mouvement de libération. Sociologue, originaire des EUA, ses connaissances de l'espace américain se sont avérées porteuses pour ce qui est de la mobilisation de l'aide. Grâce à l'influence de Frank Sutton, personnalité du cercle relationnel de la famille MONDLANE, Janet Rae a réussi à obtenir un financement de la Fondation Ford et de l'IAA.

La guerre étant déclenchée en 1964 dans les districts du Nord du Mozambique, le nombre de réfugiés s'accroissait de plus en plus. L'expérience de construction d'écoles pour la population s'est étendue à d'autres régions, y compris celles du Nord, libérées de l'Administration coloniale : des écoles ont été construites et des cours d'alphabétisation pour adultes ont été mis en place en 1965 à Rutamba et à Tunduru (Tanzanie⁴⁹⁶), pour un univers de 12.000 réfugiés, originaires de Cabo Delgado et de Niassa (Nord du Mozambique); en 1966, Janet Rae avait sous son contrôle 72 écoles dans les zones libérées, permettant à 7000 enfants l'accès à l'éducation formelle⁴⁹⁷5. Des organisations religieuses Tanzaniennes, la Fondation Friedrich Ebert, des organisations des pays scandinaves ont plus tard adhéré au mouvement de prestation d'assistance à l'éducation, dans les zones sous le contrôle du FRELIMO. En octobre 1966, le CC du FRELIMO se prononçait dans les termes suivants sur le rôle de l'éducation : « former des cadres pour

⁴⁹⁴ 3 Lettre d'E. MONDLANE à Janet MONDLANE (du 18/5/64), *cit.*, MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 247.

⁴⁹⁵ 4 Il s'agit d'un extrait d'une lettre d'E. MONDLANE à Janet (son épouse) , datée 10/4/1964, - l'étape suivante dont E. Mondlane parle, concerne la lutte armée, *cit.*, MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 247. Nous avons eu l'accès à l'agenda de voyages entrepris par E. MONDLANE, (cf. MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 243) : **En 1963** : Etats-Unis (15/oct. –15/nov.) ; Allemagne occidentale et Suisse-Génève (15/nov. – 25/nov) ; Chine (25/nov.-15/12). **En 1964** : Ethiopie, Ghana, Liberia, Sénégal, Suisse (Génève), Algérie, Suisse (Génève), Tunisie, Suisse (Génève), Union Soviétique (28/fév.-6/mai) ; Italie, Etats-Unis, Suisse (Génève), Israël, Egypte (20/juin –16/août) ; Tchécoslovaquie et Allemagne Orientale (01/oct. –avant Noël)

⁴⁹⁶ Dorénavant, par le terme Tanzanie l'on se réfère à l'ancien Tanganyka. Ce changement de désignation a été due à l'unification avec le Zanzibar entre 1964 et 1965.

⁴⁹⁷ 5 Cf. MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 268. Une expérience similaire a été mise en place dans le domaine de prestation des services de santé.

assurer les tâches d'action politique et armée et pour les tâches de reconstruction nationale, et surtout, celles de production ». L'école est considérée comme un appareil auquel on a assigné une fonction précise, celle de « promouvoir continuellement le niveau de conscience politique et culturelle des militants du FRELIMO » aussi bien que de « ceux aux prises avec des tâches de reconstruction »⁴⁹⁸6.

Cette pratique met en ressort une réalité qui nécessite d'être appréhendée autrement, pour ce qui est de la capacité d'E. MONDLANE de structurer l'organisation anticoloniale. L'accès et la maîtrise de ressources politiques lui ont sans aucun doute apporté des moyens de traiter les problèmes sociaux comme des faits appelant réparation. Les rapports sociaux à la base de cette réparation survenant dans un contexte où des sous-ensembles ethniques sont en conflit avec le système en place, ils deviennent une source de liens entre le cercle intérieur de l'organisation et les adhérents. Par le principe de la dette préalable, ce cercle intérieur réussit à mettre en œuvre des liens solidaires rendant l'organisation, suivant J. Donzelot⁴⁹⁹7 une « expression visible du lien invisible » entre égaux et inégaux, mais qui rend tangible l'interdépendance de tous.

MONDLANE exploitera dans ce système de rapports sociaux des ressources symboliques en faveur du projet de l'organisation anticoloniale au-dessus de l'ethnie, de la tribu ou du clan, en vue de la construction d'une société globale avec toutes ses différences –l'Etat. Le mouvement anticolonial s'avérera donc non pas à l'encontre de l'ethnicité⁵⁰⁰8, parce qu'elle est la toile de fond de l'expression culturelle de chaque

⁴⁹⁸ 6 Cf. CC du FRELIMO en octobre 1966, cit., GOMEZ, Miguel B., *Educação moçambicana : Historia de um processo, 1962-1984*, Maputo, Liv. Universitaria-UEM, 1999, 426p, p. 131.

⁴⁹⁹ 7 Cf. DONZELOT, Jacques, *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard, 1984, 263p, pp. 137-138.

⁵⁰⁰ 8 A certaines époques et dans certains contextes sociaux, l'ethnicité ne présente aucune pertinence dans les rapports sociaux. L'ethnicité est ainsi une variable dans l'histoire de l'humanité. L'essence mouvante de l'ethnicité ne peut être appréhendée que par rapport aux trois niveaux auxquels elle peut avoir des implications significatives dans certaines conditions, notamment : **-Le niveau individuel et microsocial** : l'ethnicité revêt une dimension largement subjective. Elle correspond au sentiment, à la conscience d'appartenance qu'éprouve l'individu à l'égard d'un groupe ethnique au moins. Les groupes ethniques sont des ensembles d'individus qui croient en une communauté d'origine commune fondée sur une similitude de culture, de mœurs ou d'expérience, abstraction faite de l'existence objective d'une telle communauté (M. Weber). Cette définition, d'inspiration subjective et primordialiste, n'est pas sans reproches. Actuellement, la plupart des chercheurs reconnaissent sans peine la multiplicité des identités. En effet, chaque individu peut se caractériser par plusieurs identité qui se matérialisent éventuellement de façon simultanée ou successive compte tenu du contexte historique, social, économique et politique. L'individu peut ainsi avoir le sentiment d'appartenir à un groupe professionnel, à un groupe sexuel, à une classe sociale, à une nation, à un groupe ethnique, etc. Ces différents éléments identitaires se structurent en principe en principe dans une identité composite qui permet à l'individu de prendre part à titre d'acteur à des interactions sociales. L'identité, en général, des individus n'est pas une donnée objective primordiale, intangible et immuable. Au contraire, elle est le produit d'un processus dynamique de construction sociale, historique et politique. **-Le niveau groupal et mésocial** : Les groupes ethniques ne sont pas des réalités données, naturelles qui existent comme telles dans la société. Un ensemble de critères comme la couleur de peau, l'origine nationale, l'expérience migratoire, la religion, la langue parlée sont des éléments distinctifs d'un groupe ethnique. La mobilisation ethnique désigne les processus par lesquels les groupes ethniques s'organisent et se structurent sur la base d'une identité ethnique commune en vue de l'action collective (J. Nagel, 1994). **-Le niveau macrosocial** : L'ethnicité correspond aux processus d'identification individuelle à une entité ethnique. L'ethnicité doit aussi être étudiée comme un processus de mobilisation groupale et comme un principe mobilisateur pour l'action collective. A ce niveau, l'ethnicité concerne les contraintes structurelles de nature sociale, économique et politique qui façonnent les identités ethniques et qui assignent les individus à une position sociale déterminée en fonction de leur appartenance imputée à une catégorie ethnique. L'ethnicité n'est plus simplement appréhendée en termes identitaires. Au contraire, l'accent est mis sur les contraintes structurelles qui s'imposent de façon plus ou moins décisive aux individus. Leur appartenance à une catégorie ethnique exerce une influence considérable sur leur existence sociale, professionnelle

espace social. C'est la raison pour laquelle, semble-t-il, le FRELIMO eut recours à certains éléments structurant l'identité de chaque espace social pour la mobilisation politique. Mais l'organisation anticoloniale s'avérera à l'encontre de l'ethnisme du fait que les groupes qui s'en inspirent, utilisent toute sorte de particularismes comme références politiques, ce qui menace le projet de société globale⁵⁰¹9.

Parce qu'il s'agit d'une entreprise politique, les démarches d'E. MONDLANE pour entreprendre un cadre multiethnique d'action ne se dérouleront pas sans heurts. Elles seront toutefois au principe de l'organisation politique anti-coloniale tenant pour référence un intérêt général auquel est indissociable la construction du Mozambique comme société globale : les ressources politiques mises en œuvre pour apporter des réponses à des problèmes sociaux dans un espace social hétéroclite ont été à l'origine d'un lien fédérateur de gens de plusieurs ethnies, participant à la formation des rouages de l'organisation anti-coloniale.

En raison de son apport entreprenant, la présence d'éléments de plusieurs espaces ethniques dans l'organisation ne sera pas sans utilité politique. La guerre, comme la définit Michel Adam, est « un mode de relations sociales » qui se traduit par « un rapport de forces entre groupes humains »⁵⁰²0. Elle sera donc une entreprise indissociable de la mobilisation sociale. D'ailleurs, le conflit colonial, sous sa forme violente, se déclenchera non pas au sud, l'espace d'où fut originaire E. MONDLANE, mais dans le pays de macondes et des ajauas, deux ethnies du Nord du Mozambique.

La mobilisation sociale et la communication politique sont à la fois des sources de comportements politiques. Qui, dans l'organisation anticoloniale, pouvait y faire passer les messages entraînant la passion politique ou l'évaluation positive du projet de combat, dans ces espaces ? Si la politique suppose, comme le dit Jean Widmer⁵⁰³1, l'existence d'un lien étroit entre la communauté de parlants, l'inégalité entre ces derniers et l'incertitude sur l'ordre de cette inégalité, les sociétés multiethniques seraient-elles dépourvues de ressources propres de communication ? Comment fonctionne la chaîne du social et au nom de quelles représentations parviennent les acteurs politiques dans ces sociétés à légitimer nouvelles pratiques sociales ?

Notre réponse se limitant à l'état d'esquisse, on se contente pour l'instant de remarquer que la mobilisation ne survient que par la mise en œuvre d'un certain nombre de ressources explicatives de l'efficacité du langage de médiation. Dans les pays industrialisés, puisque le politique puise dans l'espace public les moyens d'intermédiation, les médias y jouent un rôle d'une transcendante importance, dans la détermination des préférences et des passions politiques. Dans l'espace entre la tradition et la modernité, cette expérience butte sur la réalité de la territorialisation des interlocuteurs par référence à l'espace,

et culturelle aussi bien que sur leur bien-être matériel. Dès lors, l'ethnicité n'est plus tellement une question de choix individuelle et subjectif mais bien une obligation relative à laquelle doivent faire face les individus classés, parfois contre leur gré, dans une catégorie ethnique (B. Lal, 1983). Pour plus détails, voir MARTINIELLO, Marco, *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*, Paris, PUF, 1995, 127p, pp. 21-27.

⁵⁰¹ 9 « Le passage de l'ethnie à l'ethnisme s'effectue par l'assimilation de situations manifestes d'inégalité à des identifications primordiales d'autre nature, de sorte que l'ethnie recrée devient un concept de combat accepté par l'essentiel de la population. La subjectivité de la mobilisation ethnique à des fins étatiques ou nationalistes (mis en valeur), s'articule sur l'objectivité de la marginalité politique, économique, pour créer ex nihilo une cristallisation effective », cf. DARBON, Dominique, *cit.*, TALI, J.-M. Mabeko, *artic. Cit.*, p. 473.

⁵⁰² 0 ADAM, Michel, « La Guerre », in ABELES, Marc –JEUDY, Henry Pierre (sous la direction de), *Anthropologie du politique*, Paris, A. Colin/Massou, 1977, 282p, pp. 91-92.

⁵⁰³ 1 Voir WIDMER, Jean, « Langues et configuration de l'espace public », ...*art. cit.*, p. 226.

local, communautaire, ethnique, religieux. Cela explique également la territorialisation des interlocuteurs de la communication et une territorialisation des références. Cela fait que l'efficacité de la communication se fonde sur les éléments définissant l'ancrage de l'individu dans le groupe ou l'espace social.

Pour E. MONDLANE, si dans le contexte multiethnique la mobilisation politique se heurte à l'absence des attaches sociales au concept de Nation, cette réalité n'est toutefois pas un blocage au projet de société globale :

Il n'y a pas de contradiction entre la réalité de l'existence de diverses ethnies et l'unité nationale. Nous luttons ensemble et, unis, nous créons une nouvelle réalité. La nation⁵⁰⁴ 2 mozambicaine, à l'instar d'autres nations du monde, est composée de peuples se différenciant dans leurs traditions et leurs cultures, mais unis par une expérience historique et le même destin politique, économique et social⁵⁰⁵ 3

Pour ce qui est de la mobilisation politique, la déconcentration se présente comme une ressource structurante dans la construction d'une société globale sur une base sociale multiethnique. E. MONDLANE s'est d'autant plus aperçu de ce fait qu'il a dû intégrer dans ses cercles des gens de plusieurs ethnies, entretenant avec eux des relations formelles et informelles. Engagés dans le mouvement anticolonial dès leur plus jeune âge, pour les uns le leader du FRELIMO et son épouse ont parrainé leurs mariages⁵⁰⁶ 4 ; pour d'autres, il a été le conseiller du mariage interethnique⁵⁰⁷ 5. Au moyen de cette pratique, il s'est déterminé un champ de construction de liens d'affinités entre groupes auparavant non apparentés. Etant fondés sur des liens positifs dans l'ordre d'appartenance, ces relations créent, comme l'ont remarqué M. Crozier et E. Friedberg,⁵⁰⁸ 6 des solidarités nécessaires au fonctionnement de l'organisation. Le mariage est une institution qui crée un cadre de liens serrés entre des personnes à statuts différenciés. Pour ce qui est de leurs réseaux relationnels, d'après

⁵⁰⁴ 2 *Les concepts de nation et de nationalisme sont devenus courants depuis les années soixante, dans le contexte de la décolonisation. Ils portent néanmoins des imprécisions faisant qu'ils aient un sens qui reste ambigu. Le nationalisme peut prendre la forme d'un mouvement ethnique, s'appuyant, en l'occurrence, sur le sentiment d'appartenance à une communauté nationale. Dans ce cas, nation et ethnie deviennent des réalités imbriquées car leurs membres prennent des valeurs culturelles partagées – langue et culture notamment – pour des facteurs d'identité et de mobilisation politique. Tout en rassemblant des groupes ou des communautés ethniques qui n'ont la domination coloniale que la seule référence commune, l'enjeu est ici à la fois la libération coloniale et l'intégration inter-ethnique. C'est pourquoi la lutte anticoloniale ira de pair avec la mise en œuvre des politiques visant l'uniformisation des institutions aussi bien que la construction d'un centre du pouvoir politique. Pour les détails, voir BOGDANOR, Vernon (edited by), *The Blackwell Encyclopaedia of Political Science*, Oxford, Blackwell publishers, (1987), 1992, 667p, pp. 210-211 et 379-380.*

⁵⁰⁵ 3 *Cf. MONDLANE, E., cité, REIS, Joao & MUIANE, Armando (Editor), op. cit. p. 78-79.*

⁵⁰⁶ 4 « L'année de 1968 a commencé avec un heureux événement : Adelina et Pascoal MOCUMBI se sont mariés. Janet et E. MONDLANE ont été les parrains du mariage. Ce fut un mariage symbolique pour la communauté du FRELIMO ». Si son assassinat n'était survenu en octobre 1966, le mariage entre Josina Muthemba et Filipe Samuel MAGAIA (Le chef du département de défense du FRELIMO) mériterait, semble-t-il, le même honneur. Cf. MANGHEZI, Nadja, *op. cit.*, p. 262-263.

⁵⁰⁷ 5 Il y a eu de nombreux mariages interethniques au cours de la lutte armée anticoloniale : les gens du sud se marièrent à des filles maconde ou ajaua.

⁵⁰⁸ 6 « Il n'est pas rare d'entendre dire que si l'on respectait strictement les règles, les organisations seraient paralysées. Il est en effet indéniable que les liens par lesquels l'information circule et une certaine forme informelle en permettent le fonctionnement effectif », cf. CROZIER, M.- FRIEDBERG, E., *L'acteur et le système...op. cit.*

Granovetter, les liens forts poussent les gens à « y consacrer du temps : il donne lieu à l'intensité émotionnelle, il donne lieu aussi à de l'intimité (par des confidences mutuelles), et il se traduit par les services réciproques⁵⁰⁹7 ». A. Degenne et M. Forsé ont associé ce cadre de rapports sociaux « à la multiplicité de la relation, c'est-à-dire à la pluralité des contenus de l'échange entre les participants⁵¹⁰8 ».

En effet, cette particularité des rapports humains n'a pas été sous-estimée par E. MONDLANE. Conscient de l'environnement social multiethnique de l'organisation, l'inclusion dans ses cercles relationnels des fils des espaces ethniques s'est avérée utile à deux égards : d'abord, étant donné que la mobilisation consiste toujours à activer des relations d'un réseau latent, le cercle intérieur de l'organisation anticoloniale s'est ainsi doté de ressources humaines en état d'entreprendre l'activité mobilisatrice dans des espaces respectifs ; ensuite, le noyau central du mouvement parvint ainsi à ébaucher la mise en réseau d'individus et de sous-groupements humains par des connexions entre acteurs sociaux.

Par la notion de fils de l'espace, on se réfère à des individus qui, du fait de leur ancrage dans un espace communautaire ou ethnique, sont dotés de ressources symboliques qui leur permettent d'influencer l'opinion des gens de cet espace. Par leurs connaissances de la proximité réelle (le voisinage), de la proximité des lieux ; par leur appartenance à un groupe social, les fils de l'espace sont les connaisseurs des marques de solidarité qui signalent le lien social (ou l'exclusion) ; la participation et l'effectivité de l'appartenance, ainsi que le processus mis en œuvre dans cet espace pour la formation de l'opinion permettant aux fils de l'espace d'être pris en compte et d'être écouté. La référence à cet espace comme un territoire et un lieu de vie, où se jouent les conflits et l'effet des décisions en matière d'inégalités de tous ordres, est une ressource politique. Le lieu étant totalement pénétré par la communication, il est l'un de facteurs de la construction du sens de liens existants entre les individus, des modes de production de l'opinion politique, par référence à leur situation collective.

S'encadrant dans la pratique qu'on qualifie de déconcentration politique, la puissance mobilisatrice de cette pratique s'avère entreprenante pour le mouvement anticolonial. En effet, avant le déclenchement de la guerre les fils de l'espace maconde entreprirent un travail de mobilisation dans leur zone : la connaissance des us et coutumes, la maîtrise de la langue locale (ci-makonde) et des parlers de chaque zone, se révélaient des ressources utiles⁵¹¹9 . Moyennant ces éléments de la culture locale, les mobilisateurs et leurs audiences, dans un espace précis, construisaient l'intelligibilité du réel social conflictuel. Cette réalité étant ainsi appréhendée, elle ne pouvait qu'entraîner la représentation collective du besoin de l'adhésion au système d'action politique.

On se permet de retenir quelques exemples relatifs à cette stratégie de mobilisation, tout en se reportant à l'espace au Nord-Est du Mozambique, le ci-makonde et le swahili y étant des langues locales. Mueva MACUTA⁵¹²0, un vieux, résidait avec son épouse dans la localité de Muedumbe, qui appartenait au district de Mueda. Il a été contacté en 1962 par

⁵⁰⁹ 7 Cf. GRANOVETER, *cit.*, LEMIEUX, V., *Les acteurs sociaux.....op. cit.*, p. 25.

⁵¹⁰ 8 A. DEGENNE, A.,- FORSE, M., *cités, idem.*

⁵¹¹ 9 Voir à ce propos MABOTE, Sebastião (General), *cit.*, MOYANA, Salomão, « Em memória do general Mabote : Devemos distinguir guerrilha do terrorismo », SAVANA, 2.2.2002, pp. 2-4.

⁵¹² 0 Voir la photo *infra*.

les militants du FRELIMO, avant du déclenchement de la guerre, pour qu'il s'engage dans le travail de mobilisation d'adhérents dans la région respective :

En 1962 les camarades du FRELIMO sont venus nous contacter et ils nous ont dit : nous avons une organisation qui se propose de libérer le peuple de la domination coloniale. On a été, moi et d'autres camarades, choisis d'organiser les gens de la région parce qu'on a été informé que la guerre allait commencer. Mon travail consistait à produire et à fournir des aliments aux guérilleros⁵¹³1.

Nambwenga CATITA⁵¹⁴2, issu du même espace, témoigne d'un rapport d'entraide et de communication reliant population et guérilleros pour l'accomplissement des mêmes buts :

Nous étions attaqués plusieurs fois. Aussi, avons-nous construit des abris anti-aériens et nous nous sommes organisés pour que nous ne soyons pas capturés par surprise par l'ennemi. Quelques-uns de la communauté s'occupaient de la vigilance alors que d'autres allaient à la ferme pour la production. Lorsque l'ennemi nous attaquait nous restions à l'abri dans la brousse alors que d'autres de nos camarades partaient à la base pour y annoncer la présence de militaires portugais. C'était pénible mais nous faisons face à ces situations parce que nous avons des aliments⁵¹⁵3.

Le déclenchement de la guerre en septembre 1964 à Cabo Delgado (Nord du Mozambique) est survenu dans ce cadre de rapports sociaux. Elle s'appuyait sur un rapport stratégique reliant les guérilleros et les paysans. Ces derniers cédaient de l'aide politique aux premiers dans les investissements contre les militaires portugais ou aux actions défensives ; les guérilleros symbolisaient, par leur mode de rapport aux espaces communautaires, la possibilité d'un changement socialement souhaité.

L'analyse en termes de réseaux permet de saisir l'enchaînement des interactions locales qui définissent le collectif d'action, dans un contexte où les rapports de forces, le rapport au camp ennemi, sont à la base de sa structuration. L'infrastructure reliant les éléments en interaction est repérable sous trois points de vues : d'abord, l'ordre politique coloniale et l'ensemble des biens matériels et symboliques constituant le cadre matériel de son organisation ; ensuite, le sous-système organisationnel des guérilleros, qui se présente, pour des raisons stratégiques, imbriqué à celui des communautés paysannes. Ce sous-système tient pour point structurant une base centrale, entourée par des bases sectorielles, notamment la base Beira, la base Macomia, la base Chicumusse et d'autres, soutenus par plusieurs détachements⁵¹⁶4. La coordination revient à un fils de l'espace et elle donne lieu à un appareil, le commandant provincial Raimundo Pachinuapa⁵¹⁷5. Entouré par d'autres guérilleros, locaux ou originaires d'autres espaces sociaux, cet appareil est en coordination avec le noyau central du mouvement, à Dar Es-salaam ; enfin, les communautés paysannes, qui sont l'un des segments sociaux des gouvernés, constituent

⁵¹³ 1 Cf. MACUTA, Mueva, cit., *Tempo* n° 304, 1 de Agosto de 1976, p. 28.

⁵¹⁴ 2 Voir la photo *infra*.

⁵¹⁵ 3 CATITA, Nambwenga, cit., *Ibidem.*, p. 28.

⁵¹⁶ 4 Cf. NWAKHONGUE, Martins, « Depoimento de um combatente do 25 de Setembro : o povo é que vai saber a politica da FRELIMO », *Tempo* n°312, 24 de Setembro de 1976, pp. 25-32, p. 32.

⁵¹⁷ 5 A l'instar d'autres guérilleros de haut rang, Raimundo Pachinuapa, à travers sa trajectoire de guérillero, mobilisateur, stratège, commandant, s'est fait des capitaux lui apportant des crédits pour escalader la hiérarchie partisane et bureaucratique (Etat). Il tiendra après l'indépendance le poste de premier secrétaire du parti et de Gouverneur de Cabo Delgado.

l'objet de la compétition entre deux machines de guerre, le Frelimo vis-à-vis de l'armée coloniale.

Il y a lieu néanmoins de retenir que les communautés paysannes ne sont pas des acteurs neutres. Poussés par la nature inégalitaire des échanges avec le système colonial, par leurs répertoires culturels aussi bien que par les stratégies de mobilisation des guérilleros, ils entretiennent avec ces derniers des relations de coopération. Celles-ci s'appuient sur des réseaux variés, dont la logique relève de liens affinitaires, d'entraide et de communication, qui concourent de façon coopérative pour l'action globale. Au niveau des espaces communautaires, à l'aide de leurs ressources symboliques ou de savoirs incorporés sur l'espace, les fils de l'espace parviennent à la position d'influents. Ils jouent donc un rôle important dans la production de l'opinion politique et dans la construction de l'enchaînement des acteurs sociaux.

L'interactivité du social et du politique dont ces sous-ensembles sont les intervenants, étant fondée sur les rapports de forces, produit ses effets. Peu avant le commencement de la lutte armée, environ 15.000 mozambicains⁵¹⁸6 originaires de Cabo Delgado (Nord du Mozambique) se sont exilés en Tanzanie. De nombreux hauts lieux de l'administration coloniale se sont exposés aux investissements des guérilleros et, de ce fait, abandonnés. La formation des zones « sémi-libérées », lors des années 1965 et 1966, découlait du retrait des portugais par manque de sûreté. Il s'est dès lors posé le problème de l'établissement du FRELIMO sur cette partie du Territoire aussi bien que de mettre en place un système d'administration alternatif à celui de l'Etat colonial.

Le recours à la mise en réseau d'éléments hétéroclites s'est aussi placé au cœur de la structuration, de forme violente, de la conflictualité politique à Niassa (Nord-Ouest du Mozambique), sous la coordination de l'élite des guérilleros. Domaine des populations a-yao et a-nyanja⁵¹⁹7 et de pratiquants de la religion protestante et islamique, l'imbrication des réseaux affinitaires, d'entraide et de communication s'est de même avérée une source de soutiens et de collaborations en faveur de la cause anticoloniale. Une source coloniale s'avère éloquente au sujet de ce système de rapports sociaux :

Nous ne pouvons pas préciser le nombre de villages (ruraux) au Mozambique. L'habitat était clairsemé (dispersé). Dans une même chefferie, les peuplements s'éloignaient des kilomètres les uns des autres. Nous avons ainsi un ensemble de villages isolés, distribués sur une aire immense. Dans quelques-uns de ces villages, les guérilleros ont réussi à s'infiltrer. Ils se confondaient avec les gens de la communauté à laquelle ils appartenaient : tout en s'habillant de la même manière, lorsqu'il était opportun, les guérilleros sortaient de la vie civile pour mener des actions violentes. Celles-ci étant accomplies, ils retournaient au village pour se diluer avec la population⁵²⁰8.

Cette réalité suggère qu'on s'interroge sur les modes de construction des accords et des désaccords entre les éléments participant à la construction de ce sous-système, en dépit de leurs logiques contraires et complémentaires, d'alliance et d'ostracisme, de centralité et d'autonomie. Pour ce qui est de Niassa, comme à Cabo Delgado, nos recherches nous ont permis de vérifier que l'entreprise de ce réseau politique se fonde d'abord sur un rapport privilégié entre les guérilleros et ceux qui détiennent l'autorité dans chaque espace. Etant cet espace plongé dans un environnement conflictuel, la mise en réseau entre le corps de

⁵¹⁸ 6 Cf. CHRISTIE, I, *Samora. Uma biografia...op. cit.*, p. 69.

⁵¹⁹ 7 Voir l'annexe 4 : La carte ethnolinguistique du Mozambique.

⁵²⁰ 8 Cf. AGUIAR, Luiz, *Livro negro da descolonização,..... op. cit.*, p. 349.

guérilleros et les influents de chaque espace se présente opportune. Elle légitime l'accès par les premiers à des soutiens et des collaborations, qui sont la source importante de moyens d'action politique.

En effet, installée la première base des guérilleros à Chiwindi (Niassa)⁵²¹ 9, avant le commencement de la guerre, Osvaldo TAZAMA⁵²² 00 a dû s'entretenir avec les vieux appartenant à des communautés voisines. La rationalité de ces contacts avec les influents de l'espace peut être saisie comme la tentative de construction de coalition sur la base de la loi de variété indispensable d'Ashby⁵²³ 01. Pour cela, suivant Burt⁵²⁴ 02, un acteur peut avantager son capital social au moyen de connexions avec d'autres acteurs, ce qui lui donne accès à leurs ressources. On cherchera ainsi à contraindre les ressources normatives, statutaires ou actionneuses de l'adversaire auxquelles on s'oppose, plutôt qu'à en propager vers lui. Le sous-réseau que l'emporte sur l'autre est celui qui mobilise plus de capital connexionnel que son adversaire ou qui exploite des trous structuraux dans le capital connexionnel de cet adversaire.

Dans le contexte du Niassa⁵²⁵ 03, la construction d'un cadre d'action qui pouvait favoriser les guérilleros supposait, dans la pensée d'E. MONDLANE, « un travail politique intense de préparation politique des populations⁵²⁶ 04 ». En d'autres termes, la construction des réseaux d'entraide et de communication, reliant des figures d'autorité et les porte-parole des espaces communautaires aux cercles de guérilleros apportaient des ressources pour la mobilisation politique. Le rôle de ces influents de chaque espace n'était pas seulement le lieu d'intersection de l'individuel et du social, mais aussi du culturel et du relationnel.

Ce fut dans ce cadre des rapports sociaux que les guérilleros ont eu des victoires signalables le long du Lac Niassa⁵²⁷ 05. En dépit de la régression connue par la guérilla en 1966 à cause de la précarité de l'organisation et de la contre-offensive portugaise⁵²⁸ 06, la base Chiwindi s'est révélée fondamentale. Elle rendit possible la diffusion des activités militaires le long de l'autoroute reliant les villes de Vila Cabral-Cobuè, Cobuè-Nova-

⁵²¹ 9 Par le nom Chiwindi les guérilleros ont baptisé leur première base. Elle a été construite dans un lieu stratégique, situé au croisement de la frontière entre trois pays, la Tanzanie – dans la province du Sud-Ouest de ce pays, Songuea, il y avait un camp de réfugiés mozambicains -, au Nord du fleuve Rovuma, le Mozambique, au Sud. À l'Ouest, il s'étendait le territoire du Malawi. Voir CARVALHO, Sol, « Niassa. Chiwindi na memoria da luta armada », *Tempo* n°480, 23 de Dezembro de 1977, pp. 32-35.

⁵²² 00 Le chef du département de la défense à Niassa. Outre la prise en charge d'importants postes dans l'hierarchie militaire, l'indépendance reconnue, il sera le premier secrétaire du parti, le gouverneur de la province de la Zambèze.

⁵²³ 01 La loi de la variété indispensable d'Ashby veut que seule la variété peut combattre la variété. La finalité qui oriente l'action virtuelle des sources et de leviers en direction de la cible est de combattre une variété indésirable chez la cible, c'est-à-dire des activités qui apparaissent contraignantes eu égard au bien commun. Voir LEMIEUX, Vincent, *Les réseaux d'acteurs sociaux*....op. cit., p. 80.

⁵²⁴ 02 Voir BURT, cité, *ibidem.*, pp. 70-72.

⁵²⁵ 03 L'étendue du Territoire s'approche à celle de l'Angleterre mais, dans les années soixante, il n'y avait que 250.000 habitants. La baisse densité populationnelle et la dispersion de la population constituaient d'importantes sources de difficultés pour les guérilleros.

⁵²⁶ 04 MONDLANE, Eduardo, cité, « Seis combatentes », *Tempo* n°304, 1 de Agosto de 1976, pp. 27-31, p. 28.

⁵²⁷ 05 Cf. MACHEL, Samora, « Crítica e auto-crítica da luta de libertação », *Tempo* n°204, 18 de Agosto de 1974, pp. 3-4, p. 3.

⁵²⁸ 06 *Idem.*

Olivença et celle de Macaloge.⁵²⁹ 07 Le point névralgique de l'organisation de ces opérations militaires, la base Chiwindi a dû être abandonnée en 1966. La guerre s'était déjà étendue jusqu'à l'intérieur du district de Niassa, exigeant la mise en place de nouvelles forteresses. Le développement de la guerre explique donc que la base de Metomole⁵³⁰ 08 (Niassa) soit devenue un important foyer des activités des guérilleros.

Quant à la construction de supports pour le déploiement de la guérilla, la façon dont S. MACHEL⁵³¹ 09 s'est mis en rapport avec l'espace de la chefferie MATACA illustre bien l'intérêt de la déconcentration politique. Celle-ci s'avère une démarche efficace pour la mobilisation de ressources, dans un contexte où les pouvoirs locaux demeurent et se réclament de leur puissance, de pair ou en concurrence avec l'ordre global.

Héritier d'un royaume où le pouvoir politique et le religieux (islamisme) se présentaient imbriqués depuis le XIX^e siècle, le chef MATACA représenterait ce que dans le langage de M. Weber est tenu pour un patriarche. L'implantation de l'Etat colonial lui a certes privé de moyens de contrainte physique. Mais le chef MATACA s'est maintenu au centre d'un système de rapports sociaux qui lui apportait du pouvoir d'influence. MATACA était au centre d'un réseau islamique fondé sur des liens religieux, politiques et identitaires avec des confréries islamiques implantées tant le long de la zone côtière du Mozambique que de la Tanzanie⁵³² 10. Cette appartenance à l'umma, communauté de sentiments, de comportements et communauté de culture islamique⁵³³ 11, se traduisait sous des formes multiples de solidarité. Au niveau de son domaine, MATACA symbolisait l'historicité et la mémoire sociale de l'espace, dont il était le représentant et le porte-parole. Dans le cadre de la politique administrative portugaise, le patriarche occupait une position incontournable dans la construction des accords et des désaccords. Outre la religion, son vaste patrimoine (re)créait autour de MATACA la cohésion sociale, fondée sur des liens de parenté, affinitaires aussi bien que des rapports clientélares.

⁵²⁹ 07 Suivant le témoignage d'un guérillero, « c'était la base à partir de laquelle nous nous alimentions. L'avancement de la lutte a dépendu de cette base – Chiwindi. L'importance de la forteresse pour nous venait du fait qu'elle se ravitaillait facilement en l'eau et nourriture et nous pouvions bien nous nourrir », Cf. TAZAMA, Osvaldo, *cit.*, CARVALHO, Sol, "NIASSA : CHIWINDI, memoria da luta armada", *Tempo* n°480, 23 de Dezembro de 1979, pp.32-35, p.34 ; voir également MABOTE, Sebastião (General), *cité*, MOYANA, Salomão, « Em memória do general Mabote : Devemos distinguir guerrilha do terrorismo », SAVANA, 2.2.2002, pp. 2-4.

⁵³⁰ 08 Cf. TAZAMA, Osvaldo, *cité*, CARVALHO, Sol, "NIASSA : CHIWINDI, memoria da luta armada", *TEMPO* n°480, *art. cité*..... p. 35.

⁵³¹ 09 Guérillero, mobilisateur, stratège, commandant, politicien, il s'est fait des capitaux politiques pour gravir la hiérarchie du mouvement de libération et, après l'indépendance, du parti-état au Mozambique. Responsable pour l'entraînement des guérilleros du FRELIMO à Nachingwea (Tanzanie) et Chef-adjoint du Département de Défense du FRELIMO (1964-1966) ; Chef du Département du FRELIMO (1966-1969) ; Membre de la présidence collégiale du FRELIMO (1969-1970) ; Président du FRELIMO (1970-1977) ; Président du Frelimo, parti marxiste-léniniste (1977-1986) ; Président de la République Populaire du Mozambique (1975-1986). Voir plus de détails *infra*.

⁵³² 10 CONSTANTIN, François *et al.*, « Les communautés musulmanes d'Afrique orientale », *Travaux et Documents du CREPAQ*, n°1, PAU, Université de PAU et des Pays de l'Adour, 1983, pp. 37-58 ; COULON, C., « Le réseau islamique », *Politique Africaine* n°9, Mars 1983, pp. 68-83, p. 78 et suiv.

⁵³³ 11 L'Islam est une religion dont l'impact social et politique en Afrique orientale est à l'origine de nouvelles cultures depuis l'hégémonie arabe. Les principes de cette religion sont vécus comme normes chez les musulmans : ils ont les mêmes pratiques et comportements ; ils ont un même livre leur imposant les mêmes pratiques (fêtes, pèlerinages, aumône). Cet ensemble de croyances et de pratiques remodèle une identité et entraîne entre les membres de la communauté islamique des relations de solidarité. Cf. COULON, C., *art. cit.*, p. 68.

Pour les guérilleros, l'alliance avec MATACA a été considérée très utile pour l'avancement de la lutte d'autant plus qu'il était en conflit avec les Portugais. Retenons les ressources mises en œuvre par Samora MACHEL pour aller s'entretenir avec le patriarche, a fin qu'il s'engage dans le mouvement de libération :

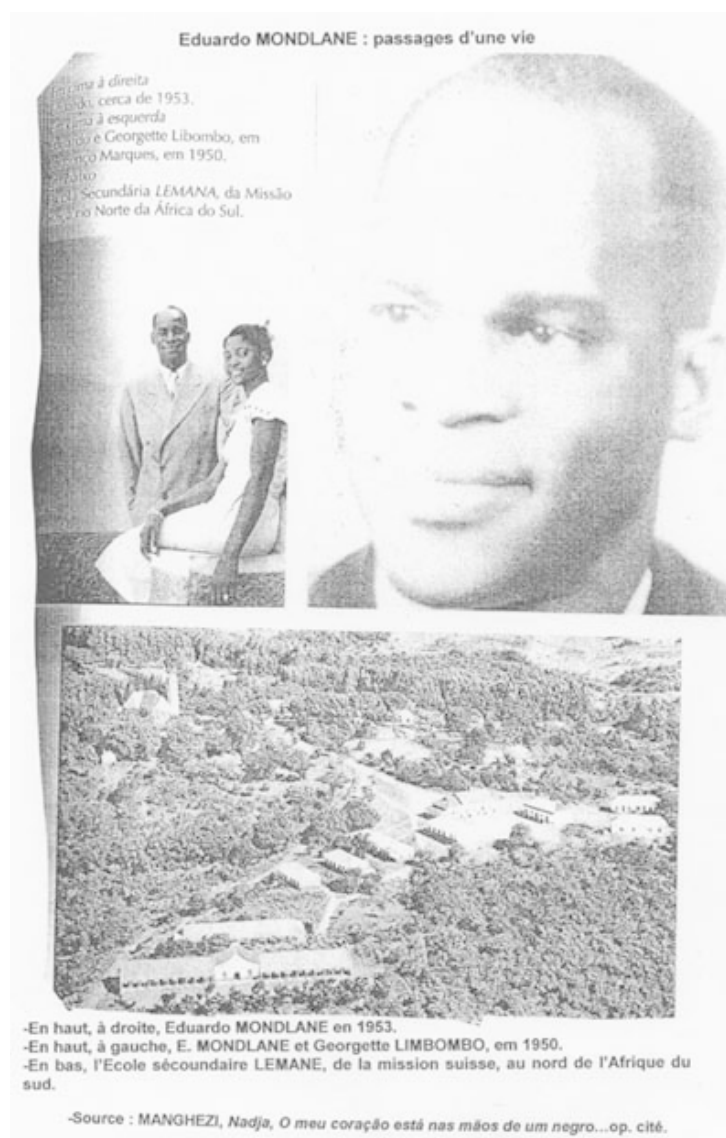
Il (S. MACHEL- issu d'une famille protestante) s'est habillé comme un cheik /.../. Accompagné par un autre guérillero nommé MOYO – un fils de l'espace -, il est allé parler avec MATACA. L'objectif de SAMORA n'était pas de commencer la guerre tout de suite mais de conquérir MATACA pour le FRELIMO. SAMORA avait étudié les relations de pouvoir dans la région et il savait que MATACA dominait toute la population autour de lui. C'était un exemple classique d'un pouvoir traditionnel et sa parole était considérée comme la LOI. Par ailleurs, il s'opposait à la pénétration du colonialisme portugais. SAMORA a réussi à convaincre le chef MATACA d'adhérer au projet du FRELIMO avec tout son peuple. Ce qu'il devait faire, c'était de créer les conditions favorisant la guérilla, c'est-à-dire mobiliser la population locale pour ne pas quitter le territoire de Niassa et appuyer les guérilleros⁵³⁴ 12.

En effet, les compromis entre MATACA et le FRELIMO étant établis, il s'est ouvert un autre front de la guerre, le front du Niassa Oriental. L'avancement de la guerre allait de pair avec le retrait des portugais de plusieurs régions de Niassa⁵³⁵ 13, ce qui permettait l'établissement du FRELIMO comme organisation politique. Après avoir réorganisé les supports et les stratégies de la guérilla⁵³⁶ 14, la guerre a recommencé en 1968 dans la province de Tete, au Nord-Ouest du Mozambique. Le recommencement de la guerre à Tete s'est fait sans heurts, grâce à l'appui du gouvernement de la Zambie. Celui-ci a mis son territoire le long de la frontière avec le Mozambique à la disposition du FRELIMO, pour l'établissement des premières bases. La guerre ayant atteint la région de Tete, à l'époque où se déroulait la construction du barrage de Cahora Bassa, le FRELIMO a montré au monde que le conflit colonial ne se réduisait pas qu'à l'extrême Nord du Mozambique. Au moyen de cette dualité de systèmes politiques, l'organisation anticoloniale étendait le territoire sous son contrôle, dans le cadre de l'Etat colonial.

⁵³⁴ 12 Cf. CHRISTIE, I, *Samora. Uma biografia...op. cit.*, p. 72-73.

⁵³⁵ 13 D'après Lord Kilbracken, « dans une aire d'environ 3000 milles, les Portugais, civils et militaires, se trouvent maintenant confinés à cinq forteresses isolées : *Metangula, Maniamba, Cobue, Olivença e Nova Coimbra*. Il n'y a qu'un seul colon qui ose à rester dans la région. Leurs maisons, auparavant aussi élégantes, se révèlent aujourd'hui silencieuses et abandonnées. Et une grande partie des africains – qui appartiennent à l'ethnie nyanja – se sont réfugiés dans les montagnes et dans les îles ou sont allés en Tanzanie ou au Malawi. Dans toute la zone de guerre, les auto-roues ont été minées par le FRELIMO et sont exposées aux embuscades /.../. J'ai vu des jeeps et des camions détruits à *Vila Cabral*, l'Etat-major avancé dans la région de guerre, et d'autres à *Metangula* et à *Cobue*, que j'ai visité voyageant dans une voiture militaire ». Cf. Lord Kilbracken, cité, *ibidem*, p. 70-71.

⁵³⁶ 14 Comme dans d'autres régions, les sources de supports consistaient dans l'imbrication de réseaux sociaux et l'appareil militaire. D'après Àfrica BURAIA, du district de Tembwe, région de Tete, *Le FRELIMO a proposé que tous, y compris le vieux, doivent avoir des notions sur le maniement des armes et sur d'autres activités militaires. De la sorte, les vieux s'organisaient aussi pour la défense armée. Moi, j'ai heureusement eu l'opportunité d'aller à Nachingwea, en Tanzanie, où j'ai passé mes entraînements politiques et militaires. /.../ Préparés du point de vue politique et militaire, nous avons élevé notre capacité de mobilisation*. Nambwenga CATITA, aussi de Tete, ajouta d'autres aspects de ce rapport entre les militaires et la population : « *Quelque-uns, parmi nous, qui avaient des fils adultes, les ont envoyés dans les bases du FRELIMO afin qu'ils apprennent le maniement des armes alors que nous, les vieux, nous nous occupons de la production pour nourrir nos enfants (les guérilleros)*, Cf. BURAIA, Àfrica et CATITA, Nambwenga, cités, « Seis combatentes », *Tempo* n°304,...art. cit., pp. 28-29 ; voir aussi MOIANE, José (Entrevista), « Reabertura da Frente de Tete », *Tempo* n° 283, 7 de Março de 1976, pp. 24-31.



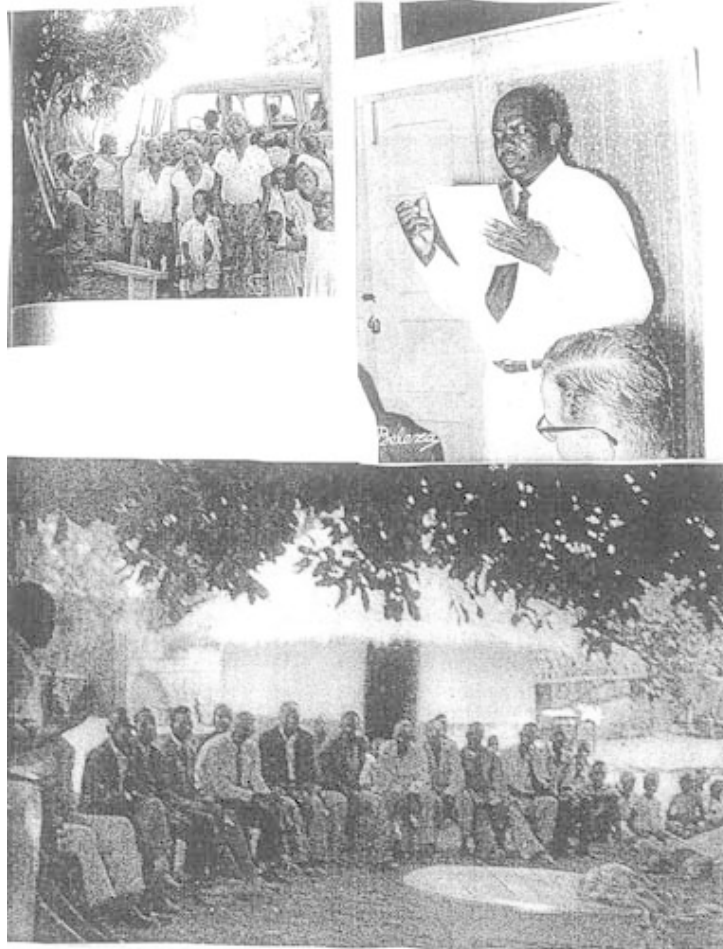
Eduardo MONDLANE : passages d'une vie





-En haut, la cérémonie de fin d'études au 1^{er} cycle à l'Université Northwestern, 1956, EUA : Janet y obtient sa licence ; E. MONDLANE et une amie réussissent à obtenir leur maîtrise.

-En bas, Janet, enceinte de son premier fils, étudie dans l'appartement de Yartmonth street, à Boston, Massachusetts (EUA).



-En haut, à gauche, E. MONDLANE et sa famille rendent visite à Mozambique. Les gents simples se rassemble autour de leur voiture (Chevrolet) , à Gaza (Mozambique), district natal d'E. MONDLANE.

-En haut, le chef « traditionnel » João Mapangalane MONDLANE, à la réception d'E. MONDLANE et sa famille, leur adresse de chaleureuses salutations, à propos de leur visite à Gaza.

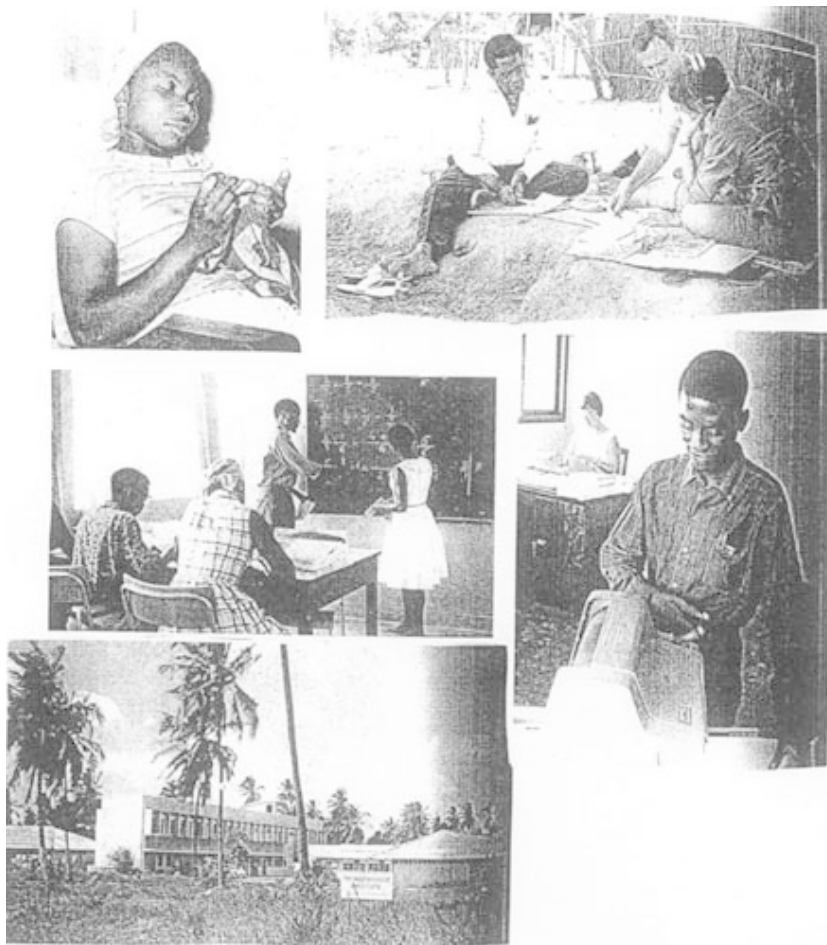
-En bas : E. MONDLANE à Nwajahane – lieu de naissance - (à Mancaze, Mozambique), où il s'adresse aux membres de sa nombreuse famille.



Em cima
O número 52 da rua
Msasani, em Oyster
Bay, Dar-es-Salaam.
Foto que Eduardo
mandou a Janet, para
Syracus, para mostrar
a casa que tinha
comprado para ela e
para os filhos.
Em baixo
A família Mondlane
na varanda da casa de
Oyster Bay, com o cão
Catembe.



-En haut : 52, rue Msasani, Oyster, à Dar-es-Salaam. La photo, envoyée à Syracus à son épouse, concerne la résidence achetée par E. MONDLANE pour sa famille, à Dar-es-salaam (Tanzanie).
-En bas : La famille MONDLANE et leur chien (Catembe) à la terrasse de leur maison, à Oster Bay (Dar-es-salaam).



-En haut, à gauche, Marcelina, membre du Conseil des étudiants, de l'Institut Mozambicain.
-En haut, à droite, Janet – madame la directrice -, un sponsor norvégien et monieur Virani, le trésorier, analysent des projets et le budget de l'Institut Mozambicain, sur le jardin Tunduru, Tanzanie.
-Au centre, à gauche, monsieur J. CHISSANO (l'actuel Président du Mozambique) enseigne Mathématique ; à droite, Filipe NHANCALE, s'occupe de la revue *Mensal* pour les étudiants à l'étranger. Derrière, assise, Janet travaille.
-En bas : L'Institut Mozambicain.



-En haut, E. MONDLANE recherche son passeport.

-En bas, Margareth Dickenson dans les zones libérées. A côté d'elle, Lazaro N'KAVANDAME.



-En haut, le mariage de Rosária et Tembe en 1968, dont E. MONDLANE et son épouse sont des parrains (en Tanzanie, en pleine guerre anti-coloniale).
-En bas, le mariage de Marcelino dos Santos et Pamela Beira.

3.2.3. FRELIMO : à la recherche d'un système politique

Ni parti⁵³⁷ 14 ni Etat au sens qu'on attribue à ce concept en occident⁵³⁸ 15, le FRELIMO apparaît comme une organisation politique rassemblant des forces sociales autour d'un cercle intérieur. L'action politique étant associée à l'enjeu de la conquête du pouvoir, la dynamique du FRELIMO mérite d'être repensée. Du fait qu'il résulte de la coalition de groupes politiques au tour d'un noyau central, sa capacité d'intégration de divers

⁵³⁷ 14 Voir notre réflexion *supra*.

⁵³⁸ 15 D'après certains chercheurs occidentaux, « l'Etat est défini comme une forme instituée du pouvoir légitime qui dispose d'un ensemble d'instruments de contrôle et de coercition par lesquels s'établit et se prolonge l'intégration interne de la société nationale et l'activité extérieure de la nation comme unité politique » ; pour d'autres, L'Etat est « Le pouvoir monopolisateur de la coercition légitime au sein de la société globale » ; ou, s'inspirant d'une perspective institutionnaliste, « Ensemble territorial organisé, envisagé comme sujet de Droit international (les Etats membres de l'ONU) ». Voir WEBER, M., cité, LACROIX, Bernard, « Ordre politique et ordre social », GRAWITZ, M.-LECA, J., *Traité de science politique*, vol. I, Paris, PUF, 1985, pp. 469-565, p. 479 ; BURGI, Noëlle, *Fractures de l'Etat-Nation*,....op. cit., p. 212 ; BRAUD, Philippe, *Sociologie politique*....op. cit., pp. 550-551.

espaces sociaux explique que l'organisation ne peut exister qu'en interactivité avec un environnement changeant. Son action politique ne saurait, d'ailleurs, pas être pensée comme l'initiative dont l'organisation serait le centre moteur ; elle ne saurait non plus la force ouverte qui ne laisserait aux acteurs sociaux d'autre possibilité que de se soumettre.

L'organisation politique, et le fond du pouvoir qui en est la base, n'agit pas seulement par la voie « autoritaire », à travers l'allocation hiérarchique de règles auxquelles les acteurs sociaux seraient tenus à obéir. L'organisation, suivant B. Lacroix, « propose, incite, invite, négocie, consulte, marchande et conclut en permanence, explicitement ou implicitement, accords ou compromis ; et cette logique du marchandage généralisé avec les partenaires qu'il suscite ou qu'il contraint à reconnaître suffit à attester les mille et une manières dont il est inextricablement encastré dans la société »⁵³⁹ 16.

Mais, si ces pratiques illustrent bien l'expérience donnant naissance au FRELIMO, n'importe quelle organisation s'en tenant à cela n'éviterait pas le danger de se voir se diluer dans la société. Pour ce qui est des organisations dont la sociogenèse se présente semblable à celle du FRELIMO, leur cursus peut être appréhendé selon le parcours suivant : d'abord, les alliances sont vues par les acteurs politiques comme des moyens pour valoriser leurs atouts de pouvoir et pour dévaloriser ceux de leurs rivaux. Tout en se battant pour le contrôle des décisions, les acteurs politiques cherchent, en vue des décisions à venir, à se donner des ressources habilitant leurs rivaux et à leur imposer des ressources contraignantes ; ensuite, la recherche de cohésion et de connexité, en vue de la construction d'un système politique. A ce stade, les relations de pouvoir obéiraient à une exigence de connexité fondée sur l'instance dominante de l'appareil politique.

Dans ce cas, on serait en présence de la construction sociale du groupe qui apparaît sous la forme de collectivité politique, appuyée sur un système de rôles. Caractérisés par une sorte d'interdépendance fonctionnelle, leur réseau définit une organisation avec ses objectifs, ses règles régulant des échanges multiples et ses rivalités particulières. Hommes politiques, identifiés à des blocs rivaux ou clients, sont appelés ou se battent pour accéder à des instances pour y exprimer des opinions politiques. Celles-ci ne sont pas indifférentes aux préoccupations qu'ils partagent avec les proches ou les semblables dont ils se trouvent soudain en situation de porte-parole.

Il est donc question d'analyser l'ensemble des demandes et de soutiens favorisant l'évolution du FRELIMO vers un système. Supposant une structure hiérarchisée et la légitimation du pouvoir au commandement de l'action sociale, cette dynamique ne saurait être saisie en dehors de son environnement. Le contexte de la guerre a constitué la cause majeure des problèmes, de l'identification de solutions et de priorités politiques, pour le FRELIMO. Les politiques qui en découlaient, étaient indissociables d'un débat social dû au rassemblement de plusieurs tendances. La guerre débutée, la majorité s'accordait au sommet pour ce qui est du but de l'organisation : la conquête de l'indépendance et la formation d'une société globale. Les blocs en désaccord résultaient de différences quant à l'identification de stratégies auto-sustentables et des alliances pertinentes, dans le contexte de rareté et du danger de l'approchement du mouvement au conflit Est-Ouest⁵⁴⁰ 17 ;

⁵³⁹ 16 LACROIX, Bernard, *ibidem.*, pp. 475-476.

⁵⁴⁰ 17 Il est intéressant de retenir, au sujet des motivations de cette lutte pour le pouvoir, la réaction (à l'époque) d'Artur VILANKULU, représentant du Comité Révolutionnaire du Mozambique (COREMO), aux Etats Unis : *Sans vouloir m'engager dans la querelle idéologique Est-Ouest, je tiens comme une erreur grave l'attitude de juger le nationalisme africain comme le résultat de l'influence de l'Est ou de l'Ouest. Ces blocs devraient comprendre que nous nous battons pour la liberté et l'indépendance. Associer la lutte du peuple Mozambicain à « l'influence communiste » n'est qu'une conséquence du manque de connaissances sur l'essence*

D'autres, attachés à un discours de l'ethnisme, la guerre n'était nécessaire que pour la libération des régions (ethniques) respectives; Pour les officiers (militaires), issus des écoles de divers pays, l'avancement de la guerre supposait un rapport stratégique entre les combattants et la population ; A la base, les particularismes des communautés paysannes s'avéraient aux antipodes du projet de société globale. L'alliance avec les influents dans chaque espace, étant donné leur rapport conflictuel au système portugais, a néanmoins apporté des ressources importantes pour la mobilisation politique. Le retrait des portugais des zones de guerre créa un « vide de pouvoir » dans les zones libérées. Au moment où manquait l'articulation sommet-base, les exigences de l'avancement de la guerre rendaient pressante l'adéquation du système esquissé par E. MONDLANE au nouveau contexte.

S. MACHEL, officier formé en Algérie (1963) puis en Chine (1966), se reporte à des blocages auxquels l'organisation a dû faire face. D'après lui, le FRELIMO a eu des victoires importantes surtout le long du Lac Nyassa. Les rapports de forces ont toutefois changé en 1966 : les bombardements ennemis ont été intensifiés ; les zones sous le contrôle du FRELIMO ont été atteintes par la famine, entraînant la désorganisation au sein de la population et des combattants aussi bien que le désespoir de la direction. S. MACHEL associe ces blocages à l'absence d'une définition des tâches pour les masses et au fait que les militaires n'avaient qu'une seule tâche, celle de mener la guerre. Ces lacunes se trouvaient, d'après lui, à la base de la fragilisation de la mobilisation politique :

***Nous n'avions pas encore la stratégie correcte pour la mobilisation politique aussi bien que pour l'organisation du peuple. Nous en parlions mais nous n'étions pas clairs au sujet du processus de mobilisation du peuple. Nous pensions que des réunions des membres de la direction suffisaient. Dans la réalité, il y avait un vide entre la base et le sommet, entre le peuple et nous*⁵⁴¹ 18.**

Pour S. MACHEL, cette lacune s'expliquait par le fait que les membres du bloc ayant en charge des responsabilités importantes dans le FRELIMO n'avaient pas d'expérience au sujet de la mobilisation politique. Par ailleurs, la ressemblance de leurs trajectoires ne les aidait point dans le sens de surmonter cette lacune :

Le Comité Central (CC) du FRELIMO, qui était simultanément le Comité Exécutif, se composait de tous ceux qui étaient des secrétaires des départements. De ce fait, ils étaient également membres du C C. D'où venions-nous ? Je venais du sud du Mozambique. Parce que j'étais instruit, on m'a toute de suite confié, ici dans le FRELIMO, un département à diriger. Mon camarade, Marcelino dos SANTOS, en provenance du Maroc, a eu un département à diriger dès son arrivée. Mon collègue, Mariano MATSINHE, qui venait de l'université au Portugal, a reçu un département à diriger. Nous venions de loin, du Portugal, du sud du Mozambique, des Etats Unis. Du fait de notre niveau d'instruction et des responsabilités que nous avons dans le FRELIMO, nous appartenions au CC. C'était pour autant l'organe qui dirigeait la guerre, l'organe qui planifiait la stratégie, l'orientation

*du nationalisme africain. Face au rejet du gouvernement portugais à la négociation d'une solution pacifique du conflit colonial, la lutte est le seul langage de communication. Nous ne voulons point être considérés comme des citoyens portugais dans notre pays , Cf. VILANKULU, Artur, « Carta ao New York Times, que não foi publicada, em resposta a um artigo e enviada a 6 de Abril de 1972 por Artur VILANKULU, representante do Comité Revolucionário de Moçambique (COREMO) para os Estados Unidos », in BRAGANÇA, Aquino et al. *Quel é o inimigo...* op. cit., p. 177-180.*

⁵⁴¹ 18 Cf. MACHEL, Samora, « crítica et auto-crítica da luta de libertação », ...op. cit., pp. 3-4.

politique de l'organisation. Il y avait, faut-il le reconnaître, un certain vide entre nous et la base⁵⁴² 19.

Cette réalité peut être appréhendée à la lumière de l'apport théorique de M. Crozier et E. Friedberg. Dans leurs études au sujet de la structuration d'un système d'action dans les organisations⁵⁴³ 20, ces auteurs rendent compte du phénomène dont la constance nous permet de les prendre pour des faits universels. Dans quelque organisation que ce soit, les acteurs n'ont qu'une liberté restreinte et ne sont capables corrélativement que d'une rationalité limitée. Leur liberté, leur rationalité, leurs objectifs et leurs « besoins » ou si l'on veut leur affectivité sont des construits sociaux et non pas des construits abstraits. L'acteur, suivant M. Crozier et E. Friedberg, a rarement des objectifs clairs et encore moins des projets cohérents : ceux-ci sont multiples, plus ou moins explicités, plus ou moins contradictoires. L'éclairage de leurs choix oblige à chercher dans le contexte organisationnel la rationalité de l'acteur et à comprendre le construit organisationnel dans le vécu des acteurs.

Arguments clefs de la pensée stratégique, ces éclairages se présentent pertinents pour que nous puissions appréhender la nature ambiguë du comportement des acteurs en situation. Il est question d'associer le comportement stratégique des acteurs sociaux à la structuration du champ des relations de pouvoir entre les membres d'une organisation. Celle-ci non seulement rend possible le développement des relations de pouvoir mais en fonde aussi les bases de permanence. En effet, le pouvoir n'existe pas en soi. Il ne peut s'exercer que dans une relation par laquelle deux ou plusieurs acteurs acceptent de se lier et de s'intégrer, au moins provisoirement, dans un ensemble organisé.

Dans le sillage de la démarche stratégique, nous ne pouvons pas dissocier les changements, - et les conflits qu'ils ont entraînés - dans le FRELIMO de la dimension stratégique de l'action. Dans chaque contexte organisationnel, ce qui était question, c'était de perfectionner le pouvoir comme « capacité à structurer l'échange négocié de comportements en sa faveur »⁵⁴⁴ 22. Ce processus ne pouvait s'appuyer que sur une base coalitive, puisque indissociable des alliances, et collusive, parce que fondé sur l'allocation inégalitaire des ressources d'action⁵⁴⁵ 23. Envisager de la sorte le phénomène du pouvoir nous amène à reprendre la dimension relationnelle du pouvoir, base de quel que soit l'espace des relations humaines.

Mais les organisations ont la particularité d'être l'espace de construction d'acteurs dont la hiérarchisation obéit au principe d'inégalité de leurs puissances. Quelques-uns d'entre eux se distinguent par leurs pouvoirs de connecter, parce que plus entreprenants, d'autres acteurs dans l'organisation. Le pouvoir, dans ce cas, ne se réduit pas aux acteurs du cercle intérieur de la collectivité mais à l'ensemble des acteurs connectés par des relations

⁵⁴² 19 Cf. MACHEL, S., *idem*.

⁵⁴³ 20 Voir CROZIER, M. - FRIEDBERG, E., *L'Acteur et le système : Les contraintes de l'action collective...op. cit.* ; CROZIER, M., *Le phénomène bureaucratique...op. cit.*

⁵⁴⁴ 22 Cf. FRIEDBERG, E., *Le Pouvoir et la Règle : Dynamique de l'action organisée...op. cit.*, pp. 111-112.

⁵⁴⁵ 23 E. Friedberg nous renvoie à un raisonnement similaire lorsqu'il parle sur l'aspect suivant : « Des relations de pouvoir comprises comme des échanges négociés de comportement ne sont donc pas seulement, ni même le plus souvent, conflictuelles. Dès leur création, elles incluent aussi toujours une dimension collusive, dans la mesure même où chaque joueur, pour améliorer sa propre position de négociation, cherchera à réduire les possibilités de choix de ses partenaires, et contribuera ainsi, plus ou moins consciemment et volontairement, à la stabilité de la relation. Il y a d'autant plus intérêt que cette stabilité correspond pour lui à une stratégie minimale : faute de mieux, elle lui assure au moins le maintien des bénéfices qu'il en retire. C'est ici que le mécanisme du jeu entre en scène et qu'il a lieu la structuration sociale du champ », cf. FRIEDBERG, E., *Ibidem.*, pp. 129-131.

formelles et informelles. L'analyse en termes de réseaux nous permet de soutenir que, dans le contexte organisationnel, le pouvoir manifeste aussi une propriété transitive. Plus l'univers organisationnel est hiérarchisé, plus cette transitive est forte, les ressources circulant entre des acteurs connectés servant de moyens d'action sociale.

L'entreprise de cette collectivité, assise sur la connexion des acteurs, s'est présentée comme un défi pour le FRELIMO au fur et à mesure qu'il prenait en charge les différents espaces sociaux du Mozambique. Du fait de son environnement spécifique⁵⁴⁶ 24 les efforts dans ce sens se sont traduits par la création d'un système administratif alternatif à celui de l'Etat colonial et par la réorganisation de l'armée. Ces actes étaient toujours complétés par la mobilisation politique des populations, étant donné qu'elles étaient la source de soutiens pour une « guerre populaire », inspirée de la théorie de Mao Tsé-toung⁵⁴⁷ 25.

En effet, au fur et à mesure que des morceaux du territoire étaient conquis par le FRELIMO, ceux-ci étaient découpés en des unités administratives. Il en découlait un système de rôles articulés au centre du pouvoir. Au sommet, on y distinguait le CC du mouvement de libération, instance de médiation et de formulation de l'orientation politique ; la présidence et le Comité exécutif prenaient à leur charge la mise en oeuvre, le contrôle et l'évaluation des politiques suivies dans plusieurs secteurs. Pour ce qui est des instances intermédiaires, fonctionnant de manière hiérarchique et articulée, la province figurait comme une unité politico-administrative fondamentale. Le Conseil provincial était, à ce niveau, doté de pouvoirs délibératifs tandis que le Comité, dont les membres avaient à leur charge plusieurs services⁵⁴⁸ 26, s'occupait de tâches exécutives. Pour assurer le fonctionnement de la province, celle-ci se divisait en des sous-unités à savoir, le secteur, qui était sous le contrôle de militaires du fait de s'agir de zone de combats ; le Conseil districtal contrôlait plusieurs sous-unités composant le district, les localités. La tâche de faire faire les directives émanées d'en haut revenait à cette instance. De plus, il s'occupait de rendre compte de l'opinion « populaire »⁵⁴⁹ 27 aux instances supérieures au sujet des problèmes courants. Pour ce faire, des réunions de masses étaient mises en place au niveau de Cercles et des Comités locaux. Nos sources permettent de vérifier que l'articulation et le fonctionnement organique de cette structure obéissaient à la logique d'un appareil :

⁵⁴⁶ 24 La guerre contre une armée dont les effectifs, à l'époque, étaient estimés à 35000 hommes (Cf. CHRISTIE, I, *Samora. Uma biografia...op. cit.*, p. 75), bien armés ; le besoin d'intégration des populations et de l'organisation des guérilleros.

⁵⁴⁷ 25 Etant parvenu au pouvoir par la voie révolutionnaire, Mao Tsé-toung s'est consacré à la conceptualisation de plusieurs pratiques de son organisation politique. Pour lui « Notre principe est le suivant : le parti doit être au commandement de l'armée ; l'armée doit se fondre avec le peuple, de sorte que le peuple identifie en lui sa propre armée ». Bien que S. Machel ne l'affirme pas catégoriquement, le recours à des emprunts de techniques d'organisation est en quelque sorte reconnu. D'après lui, « l'idéologie politique du FRELIMO s'est affirmée comme un construit originel et enraciné dans la réalité mozambicaine. Sans nier le modèle soviétique (de l'époque), chinois ou cubain –dont les expériences révolutionnaires, s'ils se présentent pertinentes, sont mises en valeur dans le contexte mozambicaine, l'idéologie du FRELIMO émerge de la pratique. Pour le FRELIMO, l'époque de modèles, imités à la rigueur, est déjà dépassée », cf. MACHEL, S., « Crítica e auto-crítica da luta de libertação », ...*op. cit.*, p. 6 ; voir « Citações do Presidente Mao Tsetung », *Tempo* n°311, 19 de Setembro de 1976, pp. 57-64.

⁵⁴⁸ 26 Outre le responsable, participaient au Comité exécutif les titulaires de plusieurs postes, notamment le chef de la production, de l'éducation, de la santé, du commerce, de la défense, du service de transports, cf. GUEBUZA, Armando, « Como se organiza a FRELIMO », *Tempo* n°210, 6 de Outubro de 1974, pp. 60-64.

⁵⁴⁹ 27 La mise entre guillemets du terme *populaire* c'est pour retenir l'attention de la lectrice/du lecteur au sujet de la nature problématique de ce concept. Pour nous, l'opinion *populaire* n'existe pas. Le recours à la consultation des gouvernés cache l'inégalité de ressources à l'aide de laquelle, certains acteurs, parce qu'influents, participent au processus décisionnel.

Sous cette base, cette structure fonctionnait comme une courroie de transmission des expériences et des souhaits du peuple engagé dans une lutte de libération à tous les niveaux de responsabilité jusqu'au sommet de notre organisation. Il s'agissait également d'une structure nécessaire pour communiquer aux bases les principes et les directives de notre organisation – constamment réévaluées en fonction des expériences et de l'opinion populaire. C'était donc une structure fonctionnant dans deux sens : d'une part, elle assurait à tout moment l'articulation entre le peuple et leurs responsables ; d'autre part, cette organisation reliait le sommet à la base. Ainsi, le peuple se rendait compte du fait que les responsables étaient effectivement leurs représentants⁵⁵⁰ 28

Ce système de rapports sociaux fait état de l'une des ressources mises en œuvre pour entreprendre, bien que précairement, la nécessaire intégration pour l'action politique. L'unification d'une société a tendance à en faire une cité harmonieuse, basée sur un ordre ressenti comme tel par ses membres. Le processus d'intégration s'étant opéré de pair avec l'avancement de la guerre, elle a entraîné des changements à deux égards : sur le plan horizontal, elle a produit, autour du cercle intérieur et de leurs intermédiaires, le ralliement des divers éléments sociaux, économiques, religieux, ethniques et géographiques du pays ; sur le plan vertical, l'intégration a à la fois entraîné la structuration pyramidale et l'établissement d'une liaison étroite des dirigeants et des administrés, au sein d'un processus de participation politique. Suivant V.I. Lénine, M. Duverger considère le centralisme démocratique comme le support de ce contact permanent avec le peuple, parce qu'elle tend à corriger les inconvénients d'une structure centralisée. Les buts de cette pratique, d'après lui, sont les suivants :

D'abord, faire connaître au centre, avec la plus grande exactitude possible, le point de vue de la base, pour lui permettre de prendre une décision valable ; en second-lieu, assurer l'application de cette décision du centre à tous les échelons, d'une façon rigoureuse et précise, mais compréhensive : c'est-à-dire avec l'adhésion de la base. Ainsi, le système est centralisé, puisque les décisions sont prises en haut ; il demeure démocratique, puisqu'elles sont arrêtées en fonction des opinions de la base, et que l'accord de celle-ci est à tout moment recherché dans leur application⁵⁵¹ 29.

Du point de vue du contexte du FRELIMO, ces rapports sociaux vont aménager un véritable réseau au sein de la population, de façon que soient perçues, comprises et réalisées les directives du pouvoir, et que ce dernier puisse rester à l'écoute des masses. Les critères du recrutement des tenants de postes dans cette structure sont de deux ordres : pour des instances d'en haut, l'opinion du chef et de son entourage s'avérait une source de crédits ; celle-ci se fondait sur l'expérience de l'individu dans le domaine de l'organisation de la résistance anticoloniale ; le niveau d'instruction, la fidélité⁵⁵² 30 à l'idéal de l'indépendance

⁵⁵⁰ 28 Cf. GUEBUZA, A., art. cit., p. 61.

⁵⁵¹ 29 Cf. DUVERGER, M., *Les partis politiques....op. cit.* Voir aussi ROY, Maurice, *Les régimes politiques du Tiers Monde....op. cit.*, pp. 343-344.

⁵⁵² 30 Janet Rae MONDLANE, l'épouse d'E. MONDLANE, fait état de cette pratique en avouant qu'elle « s'est rendu compte de la différence entre les paysans macondes du Nord du Mozambique et les éduqués en provenance du Sud. Les premiers constituaient la plus grande partie de réfugiés jusqu'en 1965 et 1966. Les seconds, qui venaient d'arriver en exil ont eu le choix politique d'interrompre leurs études pour rejoindre la lutte de libération. Ils ne parlaient pas le même langage car ils ne venaient point du même environnement économique, social et culturel. Ils ont représenté une puissante contribution en termes de ressources intellectuelles pour la lutte »,

et de la construction du Mozambique comme une société globale ; les diplômes témoignant de la spécialisation dans un certain domaine ; Le capital social et la capacité d'influence (ou de mobilisation politique) d'un individu sur un certain espace ethnique, sans que cela veuille signifier un acte d'encouragement de l'ethnisme, tendance toujours combattue par le FRELIMO. Ce dont il était question c'était de mettre les ressources symboliques de l'individu, dans sa qualité de fils d'un espace ethnique, au profit de la mobilisation pour la cause anticoloniale.

Pour ce qui est de la base, un régime électoral a été mis en place, afin de combler le vide de pouvoir créé par le retrait des portugais des zones de guerre. Les écrits d'E. MONDLANE relèvent l'avènement, dans le cadre de la lutte coloniale, d'une nouvelle structure politique. Dans un rapport conflictuel avec les pratiques à travers lesquelles les Portugais légitimaient les chefs traditionnels⁵⁵³ 31, le système du FRELIMO ne les empêchait néanmoins pas de participer à la vie politique. Deux préalables étaient requis à cela : d'abord, leur détachement du rôle de suppôts du régime colonial ; ensuite, leur engagement dans la lutte anticoloniale, ce qui était indissociable de l'abdication de leurs privilèges en tant que chefs.

Toutefois, au moyen de leur prestige social et de leur capacité connexionnelle, un bon nombre de chefs traditionnels se faisaient élire. Cela veut dire que, dans des espaces respectifs, ils devenaient tenants de postes de président ou de secrétaire de cellules, de sections, de districts ou de provinces sous le contrôle du FRELIMO⁵⁵⁴ 32. Tout en se reportant à la même pratique, d'autres sources font remarquer que « les populations étaient organisées. Elles étaient organisées à travers des Comités, intégrées dans un processus au moyen duquel elles élaient leurs responsables. Les populations ne savaient ni lire ni écrire mais elles connaissaient leurs problèmes aussi bien que les moyens de les résoudre »⁵⁵⁵ 33.

Sous sa forme organisée, le combat anticolonial au Mozambique a donc entraîné le construit social d'un système de représentativité politique. Par des liens⁵⁵⁶ 34 avec des acteurs placés au centre de l'organisation ou par des ressources symboliques se référant à des espaces sociaux respectifs, des acteurs individuels se voyaient légitimés à plusieurs postes, locaux, intermédiaires ou dans l'espace central du mouvement. L'effet de ce processus est, bien entendu, la mise en place d'un mécanisme de régulation, aux prises avec des sources de menaces pour l'organisation anticoloniale. Dans le cadre de sa structuration, en plus de la réorganisation de l'armée, il a été convenu qu'en ce qui concerne

Cf. MONDLANE, Janet Rae, cité, MANGHEZI, Nadja, *O meu coração esta nas maos de um negro...op. cit.*, pp. 260-261. Outre leur niveau d'instruction, rappelons que les réfugiés en provenance du sud avaient eu une certaine expérience de lutte anticoloniale dans le cadre des Associations civiques, créées à Lourenço Marques. Faut-il retenir qu'un bon nombre de ces réfugiés ont été affiliés au NESAM, organisation dont la création a été redevable à l'influence d'E. MONDLANE. Par ailleurs, le témoignage de Janet MONDLANE ne contredit l'interprétation de S. MACHEL, lorsqu'il parle de l'inexpérience des tenants de plusieurs postes dans l'organisation anticoloniale en matière de mobilisation politique et du décalage qui existait entre le sommet et la base. Voir page 280 (note 119) de ce travail.

⁵⁵³ 31 Voir le chapitre II.

⁵⁵⁴ 32 Cf. MONDLANE, E., "A questão tribal na fase avançada da luta", (Réponse à une question posée à E. MONDLANE, Président du FRELIMO, dans une interview. Celle-ci a été faite en 1969, une semaine avant son assassinat, et publiée après dans la revue *Tricontinental*, n°12, Maio-Junho de 1969), in BRAGANÇA, Aquino et al. *Quem é o inimigo...op. cit.*, p. 197-200.

⁵⁵⁵ 33 Cf. MACHEL, Samora, *cit.*, « A partir do dia 25 », *Tempo* n°363, ...art. cit., pp. 46-49.

⁵⁵⁶ 34 Entendus comme ressource d'action, ces liens se présentent sous des formes variées, - trajectoire, niveau d'instruction, parenté, fidélité aux mêmes idéaux politiques, rapports clientélares - tous concourant pour des relations politiques.

l'ancienne division de tâches politiques et militaires, tous les militants auraient dorénavant des activités politico-militaires⁵⁵⁷ 35.

À l'état d'avancement de ces recherches, on a encore des difficultés à associer le mécanisme de régulation au principe du fonctionnement du FRELIMO à l'entreprise de classes au sens marxiste-léniniste. Les critères traditionnellement adoptés depuis K. Marx pour définir les classes sociales⁵⁵⁸ 36 sont difficilement applicables pour caractériser la nature des groupes participant à l'organisation anticoloniale. Cette étude a permis d'identifier, dans l'environnement où se déroule l'action politique du FRELIMO, les deux sources qui en constituent les forces centrifuges : la première, découle de la dynamique de l'intégration/exclusion, qui va de pair avec la concurrence autour de moyens d'actions. Leurs acteurs étant attachés de façon concurrentielle à des discours politiques d'ethnicité, d'ethnisme ou à celui de société globale, la réussite dans la bataille pour la représentativité leur apporte des perspectives satisfaisantes, à deux égards : d'abord, ils se placent dans une position capable de définir le référentiel politique de l'organisation ; ensuite, à titre de tenants-lieu, la centralité leur permet d'identifier tous les bénéfices susceptibles d'être retirés par les acteurs mais aussi par le système politique tout entier.

Le conflit autour des ressources politiques entraîne ainsi des rivalités factionnelles. Étayé sur le discours de l'ethnisme ou celui de la société globale, ce conflit n'est point décryptable en dehors de l'analyse stratégique et de l'approche en termes de réseaux. Ces luttes factionnelles expliquent le regroupement des affiliés à l'organisation en termes de réseaux relationnels (les camarades), qui se traduisent par des liens d'identification à des chefs respectifs. Par ailleurs, le cadre de leur déroulement étant celui de la guerre, ces rivalités se présentent comme une ressource politique pour le camp opposé, celui du gouvernement colonial et son armée.

C'est bien sur cette base qu'on essaye d'interpréter les conflits et la deuxième crise connue par le FRELIMO, entre 1967 et 1969. Les conséquences majeures de cette crise furent l'assassinat d'E. MONDLANE et le tournant de l'organisation vers le marxisme-léninisme.

B. Campbell, J. Saul, B. Manslow, A. Isaacman, B. Egero⁵⁵⁹ 37 associent les conflits survenus autour du système de l'administration des régions conquises par le FRELIMO à

⁵⁵⁷ 35 Il nous paraît intéressant de relever la restructuration de l'armée du FRELIMO en octobre 1966. On a décidé d'établir une haute instance de commandement de l'armée, fonctionnant à partir de l'Etat-major. Détachée des services de sûreté, qui jusqu'alors étaient sous le contrôle de l'armée, celle-ci sera sous le contrôle du Département de défense. Un Conseil national de commandement a été mis en place. Cet organe était composé par douze sous départements concourant à l'efficacité de l'appareil militaire : le Commissariat politique, les chefs des opérations, le recrutement et entraînement, la logistique, l'espionnage, le service de communications, le service de publications militaires, de l'administration, de finances, de santé, du personnel et celui de milices populaires. Cette structure a été également établie dans chaque province où se déroulaient des activités militaires, mais subordonnée à l'Etat-major et au Conseil National de Commandement de la guerre. Cf. CHRISTIE, I, *Samora. Uma biografia...op. cit.*, p. 80 ; FRELIMO : *Documentos base da FRELIMO*, Maputo, Tempografica, 1976, 282p, p. 87.

⁵⁵⁸ 36 D'après K. Marx, tous les rapports sociaux de domination ou de subordination politique et les superstructures idéologiques sont fondamentalement déterminées par les jeux de classes, issus de la participation à la propriété, de moyens de production et d'échange. Pour une critique plus approfondie, voir RIVIERE, M. Ed., *Classes et stratification sociales en Afrique : le cas guinéen*, Paris, PUF, 1978, 245p

⁵⁵⁹ 37 On s'est consacré à la critique des travaux de ces chercheurs dans l'introduction. Voir par exemple CAMPBELL, Bonnik, *Libération nationale et construction du socialisme en Afrique (Angola, Guinée-Bissau et Mozambique)....op. cit.* ; SAUL, John, "FRELIMO and the Mozambique Revolution" in ARRIGHI, Giovanni and SAUL, John S. (Editors), *Essays on the Political Economy of Africa*, London, Monthly Review Press, 1973, pp. 52-87 ; MUNSLAW, Barry, *MOZAMBIQUE, The revolution and its origins.....op.*

des contradictions de classes. Pour eux, il s'agissait de deux courants qui se disputaient jusqu'en 1968 la primauté politique pour mettre en oeuvre des stratégies respectives. Le premier était celui dont le chef était Lazaro N'KAVANDAME, alors attaché au poste de Secrétaire de la province de Cabo-Delgado ; Le second, ne s'opposant pas au projet d'E. MONDLANE, était symbolisé par des officiers, soucieux de faire progresser la guerre anticoloniale.

L'hypothèse de « conflit de classes » ne s'avérant pas satisfaisant pour cette thèse, on tient les forces sociales en conflit dans le FRELIMO pour des blocs d'individus, formés sur la base de liens, de la communauté de trajectoires et d'expériences biographiques. Ces affinités participaient à la formation des idéaux politiques et des rationalités qu'ils cherchaient à réaliser, dans le mouvement anticolonial. Lors des années 50, L. N'KAVANDAME s'était fait remarquer par l'organisation de coopératives de production et de commercialisation du coton, au sein desquelles se sont développées des aspirations indépendantistes. Inspiré du nationalisme ethnique, le mouvement social dirigé par L. N'KAVANDAME a débouché sur le massacre de Mueda en 1960. Avec le passage de certaines régions sous le contrôle du FRELIMO dans la province de Cabo Delgado (zones libérées), un système alternatif a été mis en place. La formation de celui-ci comprenait deux moments : d'abord, les guérilleros s'occupaient de la conquête d'une région du territoire et de l'encadrement des populations fugitives de l'espace sous l'administration portugaise ; ensuite, cette tâche accomplie, la zone libérée était confiée aux fils de l'espace, les vieux (Chairmen), qui y étaient les plus influents, à qui revenait la tâche d'organiser le système d'administration civile :

Un territoire étant déjà sous le contrôle du FRELIMO, était plus tard confié à une personne responsable pour organiser la population civile, connue sous la désignation de chairman. Dans la majorité des cas, le chef traditionnel devenait le chairman de l'espace et, aidé par un assistant, il y prenait des décisions sans consulter le Comité. Dans la réalité, cela signifiait qu'avant 1966, on opérait à un simple remplacement du pouvoir colonial par le pouvoir des chefs traditionnels. Entre autres, le chairman prenait en charge la distribution des habillements venus de l'extérieur, le ravitaillement des guérilleros en nourriture ainsi que l'organisation des milices de peuplement⁵⁶⁰ 38.

L. N'KAVANDAME (chairman), à l'instar d'autres fils de l'espace (Cabo Delgado), avec une trajectoire d'opposant aux échanges inégalitaires imposés aux paysans, s'est présenté avec des crédits pour intégrer l'appareil politique du FRELIMO. Il y devint le secrétaire provincial⁵⁶¹ 39. Ce fut avec ces ressources statutaires, symboliques et actionneuses que L. N'KAVANDAME s'est engagé dans la mobilisation des paysans pour qu'ils adhèrent au mouvement de création de coopératives de production. Ce dont il était question c'était la création tant d'un support pour l'approvisionnement des guérilleros que d'un service de commerce pour la population, au moyen des établissements commerciaux mis en place par le FRELIMO.

cit. ; MUNSLAW, Barry (Edited by), *Samora MACHEL, an African revolutionary (selected speeches and writings)*, London, 1985, 210p ; *AFRICA : Problem in the transition to socialism.....op. cit.* ; EGERO, Bertil, "Peoples Power : The case of Mozambique".....op. cit. ; *MOÇAMBIQUE, Os primeiros dez anos da democracia*, Maputo, AHM, 1992, 272p.

⁵⁶⁰ 38 Cf. *MUNSLAW, B., MOZAMBIQUE. The Revolution and its Origins.....op. cit., p. 91.*

⁵⁶¹ 39 Il s'agissait du poste le plus important dans la région. L. N'KAVANDAME était donc au sommet de l'organisation au niveau de la province de Cabo Delgado.

Mancur Olson, dans son ouvrage, *Logique de l'action collective*, éclaire un phénomène qui est intrinsèque aux collectifs d'action. D'après lui, dans les systèmes d'action collective, les organisations se heurtent au paradoxe de l'association de biens collectifs et de biens individuels /.../ sinon pour les adhérents, au moins pour les militants ou les membres de l'appareil. Ils reçoivent évidemment en prestige, en genre de vie, en capacité d'action, en pouvoir, des avantages individuels⁵⁶² 40. Étayés sur une critique de la pensée du choix rationnel, James H. March et Johan P. Olsen⁵⁶³ 41 ont pu rendre compte ce qui est au principe du fonctionnement des organisations politiques. Les activités de celles-ci ne sont pas surdéterminées par la force normative des institutions, qui auraient l'autonomie de modifier les mobiles individuels au bénéfice de l'intérêt institutionnel. Le fonctionnement des organisations ne serait redevable qu'à l'interactivité d'intérêts et de préférences individuelles et de sous-unités qui les composent, au niveau microcosmique et groupal. Pour J. H. March et J. P. Olsen, la dynamique des institutions repose à la fois sur le contrôle de ressources symboliques et d'autre type de supports, ce contrôle étant indissociable de la nature rationnelle et stratégique de la pratique politique.

Le rapport entre l'intérêt, le symbolique et le pouvoir comme ressource de structuration de l'action collective est bien mis en relief par des études qu'on vient d'évoquer. Le dépassement du paradoxe de l'action collective étant un préalable de la construction d'un acteur collectif, l'action sociale ne peut se dissocier de la création de la contrainte sociale. C'est à l'intérieur du système social créé par cette construction que les intérêts individuels sont bien définis et elle encadre donc la poursuite. Le premier effet de la contrainte sociale, qui est consubstantiel à l'action collective, est de définir l'acteur collectif dans son étendue et dans ses objectifs - ou les enjeux qu'il découvre dans chaque situation. La collectivité réunie par la règle et le projet que toutes deux visent à accomplir, sont étroitement interdépendantes.

La réforme qui a été mise en œuvre en 1966 dans l'organisation anticoloniale, a été produite par des blocages sur lesquels elle butait en raison de l'indétermination de la contrainte sociale nécessaire à l'action collective. Avec la légitimation de tâches politico-militaires, les portes s'ouvraient aux guérilleros pour qu'ils participent de plus en plus dans le processus décisionnel, sur la base du principe du centralisme démocratique. Cette pratique s'opposait aux procédés « autoritaires » des chefs traditionnels, étant donné que la légitimation de leur pouvoir s'assoit sur un système de croyances qui renvoie à l'action immémoriale des ancêtres. Le chef traditionnel s'inscrit dans une logique de rapports de domination où le pouvoir se transmet aux descendants du souverain comme un patrimoine de la famille régnante⁵⁶⁴ 42. On identifie ici une potentielle source de conflits entre deux discours sociaux, celui s'inspirant sur la tradition vis-à-vis du discours de construction d'une société globale.

Allié aux chefs traditionnels (Chairmen), L. N'KAVANDAME voyait dans les établissements commerciaux et dans le système d'échange avec les paysans un atout pour le contrôle de ressources d'action, comme le remarque Lino MASSANO :

Au début, N'KAVANDAME semblait s'accorder avec nos principes. Mais après, nous nous sommes aperçus qu'il ne voulait que s'occuper de ses intérêts. Son projet n'était pas de lutter pour libérer le peuple. Il s'est montré très actif dans

⁵⁶² 40 Voir OLSON, Mancur, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF (1966), 1987, 287p ; voir également OLSON, M. cit., REYNAUD, Jean-Daniel, *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale....op. cit.*, p. 67

⁵⁶³ 41 Voir MARCH, James G & OLSEN, Johan P., *Rediscovering Institutions : The Organizational Basis of Politics*, New York, A division of Macmillan, Inc. 1989, 320p, pp. 4-8.

⁵⁶⁴ 42 Voir à ce propos le chapitre II.

la création des coopératives mais ce qu'il voulait c'était de veiller à ses intérêts. S'il souhaitait en fait lutter contre la domination coloniale, NKAVANDAME ne refuserait pas de participer à la lutte ainsi qu'aux travaux plus difficiles. Il ne détournerait également pas des biens et de l'argent des coopératives, au bénéfice personnel. Lorsque nous l'avons dénoncé, il a choisi de s'allier à ses collaborateurs pour tuer certains responsables, comme ce fut le cas du commissaire Paulo KANKOMBA, qui était très estimé⁵⁶⁵ 43.

Contrairement à la théorie d'opposition de classes sociales, il est intéressant de remarquer que les réseaux relationnels débouchaient sur la formation de blocs politiques, à l'intérieur du FRELIMO. La cohésion entre les membres de ces blocs résultait d'une multiplicité de liens : l'appartenance au même espace social, la trajectoire biographique, les ressources statutaires et la capacité d'influence dans l'espace social respectif et dans l'appareil politique. La capacité connexionnelle dans ces blocs rivaux revenait sur celui qui se révélait le plus entreprenant dans un ensemble cohésif. Placé dans une position de centralité, la tâche de coordination du groupe n'était que l'effet de position du leader dans le système de rapports sociaux, donc de l'accès à des moyens d'action –matériels, humains, informationnels.

L. N'KAVANDAME et ses adeptes s'opposaient aux mécanismes de prises de décisions basées sur la consultation populaire aussi bien qu'à l'inclusion des militaires, depuis 1966, dans le cercle des responsables politiques. Titulaire du poste de secrétaire provincial de Cabo Delgado, le fils de l'espace (ethnie maconde), s'est entouré de quelques adeptes : les chairmen (les vieux), quelques membres de son village (N'tuche), à Mueda, et les milices sous son contrôle⁵⁶⁶ 44.

La guerre avait produit un groupe d'officiers très influents dans l'organisation. Malgré l'origine multiethnique de ces officiers, leur cohésion s'expliquait également par des liens, fondés sur la trajectoire commune et le partage du même idéal politique : l'entreprise d'une armée, ravitaillée de façon satisfaisante et la mobilisation de la population pour la guerre. S. MACHEL apparaîtra au centre de ce bloc. Originaire du sud du Mozambique, sa trajectoire lui permettra de diversifier ses réseaux relationnels d'autant plus qu'il pouvait se placer dans une position de centralité au niveau de l'armée. Après sa préparation militaire en Algérie (1963), il devint le chef-adjoint de la défense et le responsable pour l'entraînement des guérilleros, à Kongwa puis à Nachingwea (Tanzanie). A ce titre, il a noué des liens avec des guérilleros des différents espaces ethniques, dont il apprit quelques langues. L'activité directrice de la préparation militaire à Nachingwea lui a apporté un certain savoir sur l'intérêt de l'imbrication des réseaux avec l'appareil, pour la légitimation d'un système hiérarchique. D'après lui, « le peuple s'enthousiasme du fait de voir son dirigeant près de lui, aime travailler avec lui, souhaite le connaître et apprendre à travers ses exemples pratiques, dans la recherche de solutions à leurs problèmes »⁵⁶⁷ 45.

En effet, grâce à ce rapport de convivialité avec les militaires dans les camps d'entraînement de Nachingwea et de Kongwa, S. MACHEL parvint à les mobiliser pour

⁵⁶⁵ 43 Cf. MASSANO, Lino, cit., "Seis Combatentes", *Tempo* n°304, ...op. cit., pp. 23-31, p. 30. D'autres sources ne sont pas contradictoires à ces références. Voir par exemple « Eduardo Mpebo : a experiência de um veterano », *Tempo* n°654, 24 de Abril de 1983, pp. 17-18.

⁵⁶⁶ 44 Idem.

⁵⁶⁷ 45 Cf. MACHEL, Samora, « O povo quer, o povo exige que o seu Estado seja dirigido com disciplina : Discurso do Presidente Samora », *Tempo* n° 661, 12 de Junho de 1983, pp. 27-33, p28.

améliorer les conditions de vie dans les camps d'entraînement⁵⁶⁸ 46. L'approfondissement en 1966, en Chine, des techniques et de la stratégie militaire lui a apporté des outils importants pour le commandement. A la suite de la mort de Filipe S. MAGAIA, S. MACHEL est promu au poste de chef du département de la défense. Cet organe devient, après sa restructuration en 1966, un appareil et un moyen d'action fondamental. Militaire, commandant, mobilisateur, stratège, politique, son appartenance au CC, organe de médiation et de formulation de la politique du FRELIMO, S. MACHEL apparaît comme un acteur important pour la recherche de solutions au conflit déclenché par L. N'KAVANDAME et son bloc.

Composé de officiers les plus importants de l'armée, ayant fait des études militaires en Chine, le bloc de S. MACHEL⁵⁶⁹ 47 s'est structuré à partir d'en bas, en fonction des problèmes et des blocages dans le commandement de la guerre. Appuyé par des intellectuels issus des Universités occidentales, ce bloc envisageait la fusion des activités militaires et politiques comme nécessaire. Pour eux, l'organisation des paysans se montrait souhaitable pour gagner la lutte contre le colonialisme⁵⁷⁰ 48. Celle-ci devrait donc se fonder à la fois sur des idéaux nationalistes⁵⁷¹ 49 et anticapitalistes. Du coup, il fallait redéfinir la question du rapport entre l'action militaire et l'action politique, afin de rendre possible l'établissement de ce qui a été considéré comme "le pouvoir populaire". Quant aux activités économiques des paysans, elles devaient être réorganisées sous forme collective, leurs excédents étant destinés à soutenir les besoins de la guerre. Ce faisant, le FRELIMO profiterait de l'appui de la paysannerie, acquis préalable à la création d'un support pour une guerre "populaire prolongée"⁵⁷² 50.

On est ici devant la bataille pour la représentativité, qui constitue l'essentiel de toutes les luttes politiques ; elle en constitue l'élément structurant. Mais les luttes pour le pouvoir ne peuvent être appréhendées en dehors de la compétition des acteurs politiques, de leurs stratégies de mobilisation de ressources. E. MONDLANE, dans sa qualité de leader de l'organisation anticoloniale, chercha à en être le médiateur. Pour ce faire, tout en respectant l'exigence du bloc de L. N'KAVANDAME, un Congrès a été mis en agenda. Attaché à un discours ambigu, L. N'KAVANDAME et ses alliés n'ont toutefois pas coopéré dans le sens de mettre son orientation politique à l'épreuve de l'opinion générale. Au contraire, il entreprit de mobiliser les Chairmen pour qu'ils ne participent pas à cet événement. Il essaya en outre de convaincre ses amis politiques que le but de leur lutte était de former un Etat entre les fleuves Rovuma et Lurio. Ce projet amènerait à la désintégration du Mozambique.

⁵⁶⁸ 46 Samora MACHEL est cité comme le dirigeant qui s'est battu pour améliorer le cadre de vie dans camps d'entraînement à Nachingwea et à Kongwa. Les guérilleros eux-mêmes se sont aperçus de l'importance de se consacrer à la production agricole et à l'ouverture de puits, dotant ainsi ces camps de sources d'eau. Voir à ce propos MOIANE, José, (Combatente veterano), « Uma direcção sólida », *Tempo* n°677,....op. cit., p. 7 : MAKANGA, Alabi (Combatente veterano), « E um dirigente que dá exemplos », *Tempo* n°677, 2 de outubro de 1983, p. 4.

⁵⁶⁹ 47 C'était le bloc dont dépendait le commandement de la guerre. Entre autres, on y comptait les commandants Joaquim CHIPANDE, Raimundo PACHINUAPA, Sebastiao MABOTE, Cândido MONDLANE, MADENGO, MUTCHELE, Osvaldo TAZAMA et d'autres officiels, voir MOYANA, Salomao, « Em memoria do general Sebastiao MABOTE : Devemos distinguir guerrilha et terrorismo », *SAVANA*, ...art. cit.

⁵⁷⁰ 48 FRELIMO, II ème congrès, discours officiel du C.C., 1968, cit., VERSCHUUR, C. et all., op. cit., p. 41.

⁵⁷¹ 49 Sur l'intérêt ou l'impertinence de ce concept, voir la note n°82

⁵⁷² 50 CAMPBELL, Bonnie, op. cit., p. 77 et suiv.

Toutefois, le Congrès se réalisa en juillet 1968 à Mactheche, à Nyassa (Mozambique). La rupture est devenue inéluctable. Les différences opposant diverses fractions de l'élite furent l'objet du Congrès du FRELIMO. Il a légitimé l'orientation soutenue par les politiques-militaires. La lutte armée a été réaffirmée comme un processus nécessaire, qui devait déboucher sur la formation d'un Etat unitaire. La réorganisation du centre du pouvoir et la mise en place du système hiérarchisé des rôles seront un construit politique, destiné à des buts précis : d'abord, étouffer les tendances favorisant le particularisme ethnique ; ensuite, permettre au groupe qui prônait l'idéal de l'Etat unitaire la maîtrise du Mouvement, dans le cadre d'intégration, de cooptation et d'alliances complexes entre le noyau central de l'organisation et les fils de plusieurs espaces ethniques. Par ailleurs, cet événement a abouti à la légitimation du courant marxiste, tel qu'en témoigne E. MONDLANE, alors Président du FRELIMO :

Je suis maintenant convaincu que la ligne politique du FRELIMO est plus claire que jamais... La base commune que nous tous avons au moment de la formation du FRELIMO résultait du colonialisme et de la conviction que nous avons qu'il fallait détruire la structure coloniale et établir une nouvelle structure sociale. Mais quel type de structure, quel type d'organisation personne ne le savait. Non, il y en avait quelques-uns qui savaient, avaient des idées, mais ils avaient seulement des notions théoriques qui se sont elles-mêmes transformées au cours de la lutte. Mais maintenant, il y a une transformation qualitative de la pensée qui s'est développée pendant ces six années passées et j'en conclus qu'aujourd'hui le FRELIMO est plus socialiste, révolutionnaire et progressiste que jamais, et notre ligne est chaque jour plus orientée vers le socialisme marxiste-léniniste. Pourquoi ? Parce que dans les conditions de vie au Mozambique, notre ennemi ne nous laisse pas le choix. Je pense, sans compromettre le FRELIMO, qui jusqu'à ce moment n'a fait aucune déclaration officielle se réclamant du marxisme-léninisme, que notre mouvement va de plus en plus dans cette direction, de par les conditions dans lesquelles nous travaillons et combattons⁵⁷³ 51.

En réfléchissant sur ce processus, Hans Abrahamsson et Anders Nilson⁵⁷⁴ 52 reprirent le mode de raisonnement relevant du paradigme de classes. Ils ont cependant réussi à développer une hypothèse prometteuse, dans l'effort du dévoilement des mystères politiques dans les sociétés à plusieurs ethnies. Selon ces chercheurs, le conflit décrit comme une conséquence de l'opposition entre les groupes « 'révolutionnaire' et 'réactionnaire', entre groupes représentatifs de classes opposées, celle de la bourgeoisie et celle de la classe exploitée », était un phénomène bien complexe. D'après H. Abrahamsson et A. Nilson, cette interprétation masque le fait qu'il y avait dans le mouvement de libération des désaccords dus à la fois à des questions ethniques, régionales et, voire, racistes⁵⁷⁵ 53.

⁵⁷³ 51 MONDLANE, Eduardo, cit., BRITO, L., op. cit., p. 22 ; Voir aussi la version portugaise de cette prise de position de la part de MONDLANE, E., "A evolução da FRELIMO", (Excerto de uma entrevista, até aqui nunca publicada, a Eduardo Mondlane, Presidente da FRELIMO, feita por Aquino de Bragança, gravada em Argel logo a seguir ao II Congresso em 1968), in BRAGANÇA, Aquino et al. Quem é o inimigo...op. cit., pp. 200-201.

⁵⁷⁴ 52 Cf. ABRAHAMSSON, Hans et NILSON, Anders, Moçambique em transição: um estudo da história de desenvolvimento durante o período de 1974-1992. Maputo, CEEI-ISRI, 1974, 365p, pp. 32-35.

⁵⁷⁵ 53 Ce dernier aspect du problème découlait de l'engagement dans l'organisation anticoloniale des Blancs, également identifiés à la cause de la lutte contre le système portugais.

Dans ce conflit, affirment-ils, un "révolutionnaire" ou un "réactionnaire" pouvait s'identifier simultanément à des croyances racistes/ethniques/régionales et cette question n'a été résolue que sur le plan politique. L'indépendance acquise, elle devint un problème à dimension nationale.

Pertinentes dans le cadre des traditions interprétatives respectives, ces approches n'aident néanmoins pas à rendre compte d'un aspect fondamental. Qu'elles aient eu comme base l'ouverture de la part des puissances coloniales au pluralisme politique⁵⁷⁶54 ou entraînées par la nature fasciste d'autres⁵⁷⁷55, les luttes de libération en Afrique furent animées par la croyance à la formation des systèmes de pouvoir. Les élites qui prirent le rôle du leadership voulurent que de tels mouvements s'appuient sur des organisations unitaires. Et cela dans un contexte bien précis : celui de la texture multiethnique de leurs sociétés ; de la convergence des groupes sociaux appartenant à de diverses structures sociales, relevant d'historicité et de systèmes de représentations différentes. La réaction de L. N'KAVANDAME et du bloc respectif après le deuxième Congrès du FRELIMO témoigne, semble-t-il de ce phénomène :

Il y avait des chairmen à Cabo Delgado, qui travaillaient avec les Commissaires politiques au niveau de la province. A l'époque, L. KAVANDAME était le Secrétaire provincial de Cabo Delgado. Les chairmen ont commencé à mobiliser la population et des milices qui travaillaient dans les districts et dans les cercles. L. N'KAVANDAME a mobilisé ces gens-là. Ils voulaient se battre avec nous, les forces du FRELIMO. Nous nous sommes opposés à cela car nous savions que notre ennemi était le colonialisme. Dès lors, le groupe de NKAVANDAME a entrepris de bloquer la frontière de Tanzanie : des matériaux, des médicaments ne pouvaient parvenir dans les bases. Notre commandant-adjoint des opérations est sorti de Nachingwea (Tanzanie) pour aller à Cabo Delgado pour assurer le ravitaillement des guérilleros. Les milices de L. NKAVANDAME ont encerclé notre commandant et l'ont tué. Ayant commis cet assassinat, L. NKAVANDAME et ses milices se sont alliés aux portugais⁵⁷⁸56.

L. N'KAVANDAME était manifestement devenu scissionniste car il souhaitait la création d'un Etat entre les fleuves Rovuma et Lurio, au Nord du Mozambique. Pour cela, il comptait sur l'appui de certains segments de son peuplement d'origine, N'Tuche, du plateau de Mueda, aussi bien que celui des chefs traditionnels, les chairmen. Mais son projet a été esquissé dans un cadre de rapport de forces qui lui était d'autant défavorable qu'il a dû passer au camp des Portugais, pour qui il devint une précieuse ressource d'action politique⁵⁷⁹57. E.

⁵⁷⁶ 54 Ce fut l'exemple de l'Angleterre et de la France

⁵⁷⁷ 55 On fait référence au cas du Portugal

⁵⁷⁸ 56 Cf. MWAKHONGUE, Martins, (*Depoimento de um combatente do 25 de Setembro*), « O povo é que vai saber a política da FRELIMO », *Tempo* n°312, ...op. cit., pp. 25-32.

⁵⁷⁹ 57 Accueilli par le Secrétaire-général, Commandant en Chef des Forces Armées et Gouverneur du District de Cabo Delgado, L. N'KAVANDAME fit publier dans la presse une lettre à travers laquelle il rend compte de son projet et de son projet politique. Il s'adresse ainsi aux populations Macondes, l'ethnie dont il est issu : « Ma présentation aux autorités portugaises : J'ai été bien reçu par monsieur Secrétaire-général, Commandant-chef des forces armées, Gouverneur du District de Cabo Delgado et beaucoup d'autres personnalités. Nous nous sommes convenus de mettre fin à la guerre dans le territoire appartenant au peuple Macondes. Pour cela, nous bénéficierons des autorités portugaises qui nous aideront à établir des établissements commerciaux et développer notre région. Le FRELIMO a trahi les Macondes. On va mettre fin au FRELIMO dans le territoire des Macondes. Venez vous présenter aux Postes ou à la Circonscription les plus proches car vous serez bien reçus. Le FRELIMO est fini dans notre territoire et la guerre va également

MONDLANE a été tué en février 1969 par un livre piégé, dans un contexte où les Portugais avaient renforcé leur capacité d'infiltrer leurs agents dans le FRELIMO. N'ayant pas éclaté, le CC créa une présidence collégiale, formée par U. SIMANGO, S. MACHEL et M. dos SANTOS, afin de s'occuper des affaires de l'organisation.

Le mouvement de libération doit donc être appréhendé comme un cadre d'interaction des structures sociales variées, comme un système de pouvoir en construction. Les crises ou les tendances au dysfonctionnement qui en découlent, peuvent être saisies en faisant appel tant au système de valeurs qui y prit corps qu'aux stratégies de leurs acteurs par rapport aux dynamiques internes du système politique. La question n'est nullement dépourvue de pertinence car, selon Bertrand Badie, toute organisation suppose, pour fonctionner, aussi bien la construction d'un centre (ou un noyau) politique que la mise en place d'un système de rôles. L'accomplissement de ceux-ci rend nécessaire la différenciation de statuts des individus et des groupes sociaux aussi bien que la régularisation des rapports entre eux. Support nécessaire à l'entretien de ce système de rapports politiques, la division progressive du travail social dans l'organisation rend ce centre politique une structure de contrôle d'allégeances, de coordination et de réintégration⁵⁸⁰ 58.

Comme dans n'importe quel espace politique, à l'origine de ces affrontements il se trouvait, non pas un rapport conflictuel entre classes bourgeoise et prolétarienne se disputant les enjeux politiques, mais des fractions de l'élite. En fait, elles étaient partagées par des perspectives politiques opposées quant à ce qui devait être l'aboutissement de la lutte anticoloniale ; plus une imposition des différences de parcours historiques qu'une vraie situation de conflit de classes. Cela tenait au fait que ces groupes opposés puisaient dans leurs cheminements historiques des modèles politiques pour donner suite à leurs pratiques.

Il semble qu'il y ait des liens entre la formation de ce centre du pouvoir "marxiste-léniniste" et nombre de dissidences survenues dans le Frelimo entre la fin des années 1960 et le début des années 1970. Ceux qui ont eu le choix, s'exilèrent au Kenya, aux Etats Unis, en Allemagne et dans d'autres pays. Urias T. Simango, nationaliste, vice-président du FRELIMO dès sa fondation à l'assassinat de MONDLANE, fut suspendu en novembre 1969. Exclu du FRELIMO le 14 mai 1970 au nom de ses connexions avec le bloc des « réactionnaires » et de la nécessité de la centralisation du leadership, le sommet du FRELIMO resta sous le contrôle de S. MACHEL, Président, et de M. dos SANTOS, vice-président⁵⁸¹ 59.

Les lectures de ce processus politique sont partagées. Selon Urias Simango, la lutte était destinée à supprimer aussi bien le système colonial que le droit d'un groupe déterminé à opprimer et à exploiter les autres. Il fallait reconnaître l'égalité des droits à toutes les tribus durant la guerre et après l'indépendance. Ces objectifs, écrit Simango, pouvaient être réalisés sans conflits idéologiques ou de classes, parce que la priorité devait être la lutte

terminer. C'est moi, le chairman L. NKAVANDAME, et je m'adresse à notre peuple, aux chairmen, pour que notre tribu connaisse enfin la paix. Je me suis déjà entretenu avec le Gouvernement portugais et notre problème a été déjà réglé. Vous serez bien reçus. J'ai confiance, tous les Macondes obéiront à cet appel et nous nous rencontrerons bientôt dans nos villages. Mort au FRELIMO. Vive aux Macondes Portugais ». Cette lettre a été publiée en portugais dans le bulletin du FRELIMO, Cf. « Lazaro Kavandame apresentou-se ao Governo Potuguês, porque a FRELIMO atraioou os Macondes », *Mozambique Revolution*, October-December 1970, n°45, p. 22.

⁵⁸⁰ 58 Cf. BADIE, Bernard, "Formes et transformation des communautés politiques", in LECA, Jean - GRAWITZ, Madeleine (Sous la direction de) *Traité de Science Politique*, ...op. cit., pp. 609-611.

⁵⁸¹ 59 Voir "Editorial", *Mozambique Revolution* n°43, April-June 1970, p. 3.

anticoloniale, qui devait rassembler toutes les forces sociales, indépendamment de leurs conditions économique et religieuse⁵⁸² 60.

Samora Machel, tout en représentant le groupe qui a réussi à monopoliser le pouvoir et donc le rôle de coordinateur du système de rapports sociaux, avance l'explication suivante :

En l'absence de la solidarité ethnique, la seule base réelle favorisant l'unité nationale c'était la solidarité des classes ; une définition correcte des objectifs de la lutte supposait une correcte définition de l'ennemi. La question fondamentale de la révolution c'était la question du pouvoir populaire, le seul qui pouvait dépasser et détruire les divisions régionales, raciales et religieuses. Le pouvoir populaire n'est pas partageable par les groupes ethniques, raciaux, par les religions ou provinces. Le pouvoir populaire est unitaire et non pas pluriel ; le pouvoir de la classe travailleuse est dirigé par son Parti, le Frelimo⁵⁸³ 61.

Bien que le concept de "classe" manque de précisions par rapport à la réalité mozambicaine, la pensée de S. MACHEL justifie la concentration du pouvoir par le groupe contrôlant le mouvement de libération. Cette stratégie politique renvoie à la hypothèse de Joseph Staline, qui affirme que là où n'existe pas de pluralité de classes il ne peut y avoir de pluralité de partis, car un parti n'est qu'un fragment de classe⁵⁸⁴ 62. A ce stade, en tant que théorie de rapports politiques, le marxisme-léninisme devint un support de la création d'un parti-Etat, dont le programme sera, on le verra, non seulement de mener à bien la lutte de libération, mais aussi la création de l'Etat-nation.

Les données rassemblées jusqu'ici ont mis en lumière l'origine du marxisme-léninisme dans le contexte mozambicain. Il ne s'agissait pas d'un système de croyances socialement déterminées, tel que le prône Karl Marx, par le phénomène de scission de la société en bourgeois et prolétaires, étant fondé sur une base économique industrielle et capitaliste. L'explication de Raymond Aron sur les attrait du marxisme-léninisme et du communisme dans les pays sous-développés n'est pas non plus satisfaisante. Selon lui, "historiquement, le communisme conserve une signification progressiste, partout où les élites dirigeantes sont inférieures à leur mission, c'est-à-dire ou bien maintiennent une structure plus ou moins féodale ou bien ne poussent pas assez rapidement l'équipement du pays"⁵⁸⁵ 63.

L'établissement des liens entre la condition du sous-développement et l'option marxiste-léniniste en l'occurrence, n'épuise donc pas l'explication des facteurs qui en sont à l'origine. Dans le contexte du Mouvement nationaliste mozambicain l'adoption du marxisme-léninisme serait due au risque de son éclatement, en tant que cadre d'action collective. Cette possibilité pourrait être entraînée comme un corollaire de sa précarité, suscitée par des affrontements et des conflits entre acteurs - les différentes fractions de l'élite - poursuivant des stratégies contradictoires⁵⁸⁶ 64.

Si l'on saisit ce phénomène sous cet angle, l'adoption du marxisme-léninisme par le FRELIMO s'inscrirait dans ce que Pierre Ansart tient pour l'idéologie stratégique au profit

⁵⁸² 60 Cf. SIMANGO, Urias T., "Situação sombria na FRELIMO", in BRAGANÇA, Aquino e al., op. cit., pp. 206-207.

⁵⁸³ 61 Cf. MACHEL, Samora, cité, in *Spectator*, "The Mozambican revolution and the national question: for the nation to live the tribe must die", *The African Communist*,....art. cit., p. 33.

⁵⁸⁴ 62 Cf. STALINE, Joseph, cit., in SYLA, Lancine, op. cit., p. 262.

⁵⁸⁵ 63 ARON, Raymond, cité, BOTTOMORE, T. B., op. cit., p. 113.

⁵⁸⁶ 64 CROZIER, M.,- FRIEDBERG, E., op. cit., pp. 94-95.

d'une stratégie politique⁵⁸⁷ 65. Elle apparaît ainsi comme un appareil symbolique remplissant des fonctions stratégiques au sein même du Mouvement menacé par les conflits. Ayant butté sur des dangers à l'encontre de l'existence du pouvoir naissant, les entrepreneurs de ce changement eurent recours au marxisme-léninisme comme un moyen pour figer les conflits dans une logique persuasive.

A ce titre, cette idéologie fut accaparée et proclamée par le groupe de dirigeants intéressés à exercer cette fonction d'imposition. Ainsi, elle s'avéra une ressource légitimant l'ordre et la structure du pouvoir hiérarchisé, où chacun est tenu d'accomplir son rôle et son rang, au profit de l'action collective - la lutte anti-coloniale. Action organisée sur cette base idéologique, le marxisme-léninisme fut également pris par le pouvoir émergent comme un instrument contribuant tant à la définition, la préparation, qu'à la mise en oeuvre du programme politique du Mouvement. Ainsi, l'indépendance obtenue, il sous-tendra la vision tutélaire et "unifiée" de l'Etat, qui prendra à sa charge à la fois la fonction décisionnelle et organisatrice⁵⁸⁸ 66 de la société.

"Produit" et imposé par "le haut", en tant que théorie d'organisation de rapports sociaux, le marxisme-léninisme ne fut donc pas un résultat de l'imbrication de son symbolisme avec les représentations des acteurs sociaux. C'est pourquoi, semble-t-il, il ne parviendra pas à créer des supports légitimables pour le modèle de rapports sociaux qu'il proposa. Ceci explique également la difficulté de mettre en place un système de rôles typifiés et institutionnalisés, dans l'articulation entre gouvernants et gouvernés. Raisonnant autrement, la structuration du système se présentera inachevée, d'où le recours à l'imposition des contraintes de l'ordre bureaucratique pour assurer la mise en oeuvre de ses programmes politiques.

La comparaison d'autres contextes de Mouvements de libération à celui du Mozambique semble témoigner du fait que le marxisme mozambicain fut plutôt une idéologie stratégique, une idéologie d'un système de pouvoir. A ce titre, il fut une armature sous-tendant à la fois la suppression de la concurrence politique d'autres fractions de l'élite et la destruction de la société traditionnelle ; il s'agissait d'une théorie du pouvoir, d'une lecture politique permettant le monopole du centre organisateur de rapports sociaux par une fraction de l'élite. Si d'une part, cette théorie était à l'opposée de la totalité des socialismes africains, d'autre part, elle contenait des ressemblances avec la pensée de Mao Tsé-Tung.

Qu'ils soient attribués à L. Senghor, à S. Touré, à J. Nyerere ou à d'autres personnalités africaines, mis à part les nuances, les courants relevant du socialisme africain ne furent qu'une théorie de rapports de domination. Renvoyant les articulations politiques de nature conflictuelle à des représentations de sociétés capitalistes, les tenants du socialisme africain s'inspirèrent de l'univers de la société traditionnelle africaine. Ils y ont puisé des supports de l'ordre social pour décourager des soulèvements à l'encontre des systèmes de pouvoir mis en place. Le refus de l'existence des identités sociales diverses, la mise à l'écart des forces sociales du cadre du jeu politique, la glorification du mythe d'exemplarité de la société traditionnelle africaine, en constituent des traits essentiels. Ainsi, selon J. Nyerere :

Quand une société est organisée pour veiller au bien-être de ses membres, nul, pourvu qu'il soit disposé à travailler, n'a pas à se soucier de ce qui lui arrivera demain s'il n'amasse pas la richesse. La société veille sur lui, sa veuve et ses

⁵⁸⁷ 65 ANSART, Pierre, "Idéologie stratégique et stratégie politique", in Cahiers Internationaux de Sociologie, Vol. LXIII, 1977, pp. 223-243, p. 223.

⁵⁸⁸ 66 Voir BRAUD, Philippe, "Du pouvoir en général au pouvoir politique", in GRAWITZ, Madeleine - LECA, Jean (Sous la direction de), *Traité de Science politique*, ...op. cit., p. 384.

orphelins. La société africaine traditionnelle était parvenue à ce résultat. Riches et pauvres y étaient les uns et les autres en sûreté. Les catastrophes naturelles entraînaient certes la famine. Mais la famine existait pour tous, riches comme pauvres. Nul n'existait privé de nourriture ou de dignité humaine par simple manque de richesse personnelle. Chacun pouvait compter sur la richesse de la communauté dont il était membre. C'était le socialisme. C'est le socialisme. Le socialisme ne peut être tourné vers le profit, car il y a contradiction entre les deux termes. Le socialisme est par essence distributif. Son but est de veiller à ce que celui qui sème recueille une juste part de la récolte. Nous autres en Afrique n'avons pas plus de besoin d'être convertis au socialisme que d'être initiés à la démocratie⁵⁸⁹ 67.

On voit également dans la pensée du socialisme africain le souci de rendre l'espace public pacifié. Car, d'après les théoriciens de cette pensée, les rapports entre différentes identités sociales, l'articulation de gouvernés au politique doivent tenir l'éthique des sociétés traditionnelles pour une référence. Ainsi, écrit Nyerere "Le vrai socialiste ne considère pas les hommes d'une classe comme ses frères et ceux d'une autre classe, comme ses ennemis naturels. Il ne fait pas alliance avec ses frères pour exterminer les autres. Il considère tous les hommes comme ses frères, comme les membres de sa famille toujours en expansion"⁵⁹⁰ 68. Dans une réflexion semblable, S. Touré affirme que le socialisme guinéen prétend négliger la lutte des classes. Le marxisme a été amputé de cet élément pour permettre à toutes les couches sociales africaines d'engager ensemble la lutte générale anticolonialiste. Car l'Afrique est essentiellement communautariste. La vie collective, la solidarité sociale, donnent à ses habitudes un fond d'humanisme que beaucoup de peuples peuvent envier⁵⁹¹ 69.

Le glissement vers l'idéologie socialiste au Mozambique s'est opéré dans le cadre de la guerre, qui fut la source de sa spécificité d'idéologie stratégique. Aux antipodes du socialisme africain, l'élite gestionnaire de la guerre anticoloniale concentra en soi les rôles de porteur de science, de conscience sociale et professionnelle de la politique. Sur cette base, elle parvint à s'imposer comme le noyau politique ; le marxisme-léninisme en tant qu'un ensemble de représentations extérieures à la masse en fut la théorie de réorganisation de rapports sociaux dans le camp politique, dans un contexte de guerre. Moyen pour la conquête du pouvoir, cette violence organisée a généré quelques ressemblances entre le processus politique chinois et mozambicain.

⁵⁸⁹ 67 *NYERERE, Julius, cit., BENOT, Ives, op. cit., p. 203.*

⁵⁹⁰ 68 Le raisonnement politique de Nyerere resterait inintelligible si l'on négligeait de retenir l'extrait suivant : "L'emploi du mot travailleur, dans le sens précis de salaire, opposé à patron, est l'expression d'une attitude d'esprit capitaliste. Il fut introduit en Afrique avec le colonialisme et est étranger à nos concepts. Jadis, l'Africain n'avait jamais aspiré à la possession d'une richesse personnelle destinée à la domination de ses concitoyens. Il n'avait jamais eu de main-d'œuvre ou d'ouvriers pour faire son propre travail. Puis vinrent les capitalistes étrangers, ils étaient riches et puissants. Les Africains voulurent aussi devenir riches. Il n'y a rien de blâmable dans le fait de désirer la richesse ni la puissance qu'elle peut supporter mais il est mauvais de désirer richesses et puissance pour dominer les autres. Malheureusement, certains d'entre nous se sont déjà mis à convoiter la richesse dans ce but, et aimeraient employer les méthodes capitalistes pour s'enrichir, certains d'entre nous souhaiteraient exploiter leurs frères pour édifier leur propre puissance et prestige personnel. Cette attitude d'esprit nous est parfaitement étrangère et incompatible avec la société socialiste que nous désirons construire dans ce pays (Tanzanie)" Ibid., p. 204-205.

⁵⁹¹ 69 Cf. TOURE, Sekou, cit., CHATELET, François. PISIER-KOUCHNER, Evelyne, *Les Conceptions politiques du XX^{ème} siècle*. Paris, PUF, 1981, 1081p, p. 520.

Dans le premier cas, la lutte eut la guerre pour forme principale et son organisation s'est basée sur l'armée rouge, placée sous la direction absolue du Parti communiste. Cette armée s'appuyait sur les masses paysannes car elles étaient les bases rurales qui permettaient aussi bien son avance que l'encerclement des villes⁵⁹²70.

Dans le cas mozambicain, tout en réfutant le principe de neutralité, la primauté du politique fut imposée dans le système du pouvoir structuré dans les zones conquises par le FRELIMO. Tous les secteurs de l'Organisation devaient se subordonner au politique. Dès lors, il était question tant pour les civils que par les militaires d'accomplir des tâches politiques et militaires⁵⁹³71.

Ainsi, le noyau du pouvoir entama tout un processus de réorganisation du Mouvement visant à rendre possible l'articulation intersectorielle. Les activités économiques menées pour les paysans devaient être poursuivies sous forme collective, telles les coopératives et fermes du peuple. Outre leurs besoins, ils devaient assurer l'approvisionnement de l'armée.

Les conséquences politiques de ce processus furent inéluctables. Tenus pour agents de la déviance des allégeances des paysans par rapport à l'ordre structuré, les chefs traditionnels furent considérés comme des cibles à détruire. Dès 1968, ils étaient donc exclus de l'exercice de leurs fonctions communautaires. Toute "opposition" au marxisme en tant que théorie formelle de l'organisation de rapports sociaux sera tenue par le centre du pouvoir pour une manifestation de l'ennemi ou du groupe aspirant à la condition sociale de la bourgeoisie. Le renforcement du pouvoir du noyau politique allait donc de pair avec l'exclusion de ceux qui ne sont pas parvenus à se convertir à la doctrine imposée. Samora MACHEL semble témoigner de cette pratique. Selon lui, "après le colonialisme, un des ennemis principaux est le tribalisme, même si naturellement c'est part de tous autres moyens qu'on lutte contre lui"⁵⁹⁴72.

Mais les dynamiques qui s'opérèrent dans le Mouvement de libération n'épuisent pas, à elle seules, l'explication de l'adoption du marxisme-léninisme par la direction du FRELIMO. Au carrefour de l'interaction des intérêts des Etats les plus puissants, la lutte de libération ne pouvait aboutir en dehors du cadre d'alliances internationales possibles.

A ce sujet, deux facteurs se présentaient en défaveur du FRELIMO. Premièrement, la guerre anticoloniale se déroula lors de la bipolarité. A l'époque, tel que le constate J. W. Lapierre, deux systèmes économiques internationaux se disputaient l'hégémonie⁵⁹⁵73. Puisque cela allait de pareillement avec la lecture bipolarisée à l'égard des luttes de libération, cette concurrence explique que certains pays tenaient les mouvements anticoloniaux pour des manifestations de la guerre froide, tandis que d'autres y voyaient la revendication de la part des colonisés du droit à l'autodétermination.

Deuxièmement, la capacité diplomatique du Portugal de se créer des alliés au profit de la stratégie de faire face aux guerres de libération en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique, aboutit à l'engagement de nombreux pays dans la question coloniale.

⁵⁹² 70 *Ibid.*, p. 536.

⁵⁹³ 71 MUNSLOW, Barry (edited by) *Samora MACHEL, an african revolutionary* (selected speeches and writings). London, zed books, 1985, 210p, p. 53.

⁵⁹⁴ 72 BENOT, Ives, *op. cit.*, p. 498.

⁵⁹⁵ 73 LAPIERRE, J. W., *Systèmes politiques*. Paris, PUF, 268p, p. 90.

En effet, lorsque le MPLA⁵⁹⁶74, en Angola, le PAIGC⁵⁹⁷75, en Guinée-Bissau, et le FRELIMO, au Mozambique, firent éclater les guerres anticoloniales au début des années 1960, le régime de A. Salazar fut contraint d'engager des forces armées de quelque 180.000 hommes. Les guerres acoloniales ont amené le Portugal à avoir un budget militaire atteignant près de la moitié de son budget total⁵⁹⁸76. Heurté à l'insuffisance de ressources pour subvenir à ses besoins, il organisa l'exploitation de ses colonies autrement. Cela se fit au profit de la mobilisation de capitaux étrangers : de l'Europe occidentale et de l'Afrique du sud, ce dernier pays animant depuis 1964 l'idée d'un marché commun en Afrique australe.

C'était grâce à cette capacité de la part du FRELIMO de redéfinir son orientation politique, d'une part, et la recherche de son insertion internationale, d'autre part, qu'il s'est en quelque sorte renforcé. En effet, il fut capable de faire face à la plus importante offensive militaire portugaise - le "nœud gordien" -, lancée en 1970, sous le commandement du Général Kaulza d'ARRIAGA pour "liquider le FRELIMO en quelques semaines"⁵⁹⁹77. Pour cela, le Gouvernement portugais avait mobilisé "entre 35.000 et 50.000 soldats, sans compter les chasseurs spéciaux et les commandos, équipés de 15.000 tonnes d'armement. De plus, un grand nombre d'avions à réaction, de bombardiers et d'hélicoptères, de chars blindés et de chars antimines furent également mobilisés"⁶⁰⁰78. De la part du FRELIMO, il y avait 6.000 guérilleros armés, parmi d'autres armes, avec des mines russes et chinoises⁶⁰¹79.

Malgré l'intensité des attaques de la part de l'armée portugaise, le Frelimo a pu résister. De plus, sa réussite à ouvrir, à partir des années 1970, d'autres fronts de combats dans les provinces au sud de la vallée du Zambèze⁶⁰²80 a démontré sa solidité en tant qu'entreprise politique. Du coup, la guerre anticoloniale devint coûteuse et socialement insoutenable pour le Portugal. Si à l'heure de son déclenchement elle absorbait 28,7% des dépenses publiques, en 1970 le coût de la violence armée pour maintenir l'entreprise coloniale était estimé à 44,4% (soit 9% du PIB)⁶⁰³81.

De surcroît, le fait que le Portugal ait à faire face aux guerres anticoloniales à la fois en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique creusa son dépouillement, au point de susciter en Métropole (Lisbonne) un mouvement d'hostilité au régime de Marcelo CAETANO. En effet, le Mouvement des Forces Armées (MFA) se constitua au Portugal sous le leadership du major Otelo SARAIVA. En vertu du soutien dont il bénéficiait dans le contexte de crise sociale, celui-ci parvint le 25 avril 1974 à faire un coup d'Etat. Tout en représentant le début d'un nouveau contexte politique, cet événement déclencha des processus politiques destinés à créer des consensus pour le cessez-le-feu. De plus, il visait l'établissement des accords qui conduirent les trois colonies portugaises en Afrique à l'indépendance.

⁵⁹⁶ 74 Mouvement Populaire pour la Libération d'Angola

⁵⁹⁷ 75 Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et Cap-vert.

⁵⁹⁸ 76 Cf. Benot, Ives, op. cit., p. 463.

⁵⁹⁹ 77 Cf. ARRIAGA, Kauza (Général), cité, MACHEL, Samora, op. cit., pp. 13-14.

⁶⁰⁰ 78 Ibid., p. 13. Selon d'autres sources, l'armée portugaise serait alors composée "par 40.000 hommes (dont la moitié seraient africains), faisant en moyenne cent dix opérations par jour". Cf. GUERIVIERE, Jean de la, "Ventre mou de l'Afrique australe" In *Le Monde*, n° 8574, 9 août 1972, p. 4.

⁶⁰¹ 79 *Idem*.

⁶⁰² 80 Voir l'annexe 18 : Les bases du Frelimo en Tanzanie, en Zambie et au Mozambique.

⁶⁰³ 81 Cf. FERREIRA, Eduardo de Sousa, op cit., p. 44.

3.3. Frelimo, parti marxiste-léniniste : réseaux et appareil politique

On s'est déjà consacré à l'explication de l'état de savoirs sur les partis politiques aussi bien de leur importance pour cette recherche. Selon les acquis et les contraintes de leurs époques, les études de M. Weber, R. Michels, V. I. Lénine, M. Duverger s'avèrent convergentes sur l'aspect que les partis politiques sont des instruments de combat⁶⁰⁴82. De plus, elles éclairent les mécanismes d'assujettissement de l'ensemble du mouvement à un cercle intérieur de chefs professionnels. Doté de ressources lui permettant de structurer le système partisan, ce cercle s'impose par la maîtrise d'informations au sujet des exigences fonctionnelles de l'organisation politique, ce qui rend inéluctable le monopole du pouvoir par une oligarchie politique. Le pouvoir sera par conséquent exercé par ceux qui sont au sommet, les chefs.

En ce qui concerne le Frelimo, parti marxiste-léniniste et d'avant-garde, on essaye d'éclairer la structuration de ce cercle intérieur et ses efforts pour mettre en place un système politique. On s'efforce également d'illuminer l'interactivité des réseaux sociaux, le cercle intérieur et le chef du parti, dans la mise en place du système parti partisan. Ensemble de processus et de mécanismes politiques, ceux-ci seront destinés à faire converger ou à neutraliser des pluralismes sociaux irrépressibles. Ce système essaiera de s'organiser, suivant G. Lavau, de façon telle qu'il permette à ses différents acteurs de proposer des buts contradictoires et de concourir entre eux, pour changer l'agencement du système ou pour modifier ses orientations, sans faire exploser l'équilibre du pluralisme⁶⁰⁵83.

Ce fut dans un contexte tout autre que le FRELIMO, Front de libération, opéra sa transformation en Frelimo, parti marxiste-léniniste d'avant-garde⁶⁰⁶84. Le Portugal fit le 25 juin 1975, dans un cadre où le colonialisme ne resterait pour les Mozambicains qu'une référence historique, la passation de tous les pouvoirs au Frelimo. Structuré à partir du ralliement d'éléments ethniques, religieux et linguistique hétérogènes, sa trajectoire politique explique son état de cohésion en tant que groupement politique. Le cercle intérieur se jugeant légitimé à la représentativité, à parler au nom du peuple, une tâche s'avérera pressante : « /.../ intégrer les provinces dans une Nation »⁶⁰⁷85. Dans un environnement où l'Afrique australe ne pouvait s'acquitter de régimes minoritaires⁶⁰⁸86, cette logique ne pouvait être réalisée sans conflits. La réussite contre toute sorte de résistances signifiait l'accès à de ressources matérielles, institutionnelles et symboliques de l'Etat, dont la régulation reviendra au chef et au cercle intérieur du parti.

⁶⁰⁴ ⁸² Voir *supra*.

⁶⁰⁵ ⁸³ Cf. LAVAU, G., cit., in LECOMTE, P. - DENNI, B., *op cit.*, p. 18-19.

⁶⁰⁶ ⁸⁴ Dorénavant, on se référera au parti par le terme ainsi écrit, Frelimo, pour le différencier du concept de FRELIMO, qui se rapporte au Front de libération.

⁶⁰⁷ ⁸⁵ Cf. « Presidente Samora em Cabo Delgado : Há uma exigência de lutarmos contra as estruturas herdadas » *Tempo* n° 308, ...art. cit., p. 20/

⁶⁰⁸ ⁸⁶ Les rapports de forces à l'époque étaient très défavorables aux pays émergents. Dépendants du pont de vue économique de l'Afrique du sud, à l'époque sous le régime de l'Apartheid, la Rhodésie du sud en était un allié important. Les deux Malgré les sanctions internationales, les deux Etats s'étaient coalisés pour maintenir la domination des régimes minoritaires en Afrique australe. La Namibie était encore sous la domination de l'Afrique du sud.

A cet effet, l'institutionnalisation de l'imbrication du Parti et de l'Etat⁶⁰⁹ 87 et l'intervention de l'Etat dans l'économie⁶¹⁰ 88, ont été tenue comme des ressources fondamentales de mobilisation. Dans la logique de légitimation de l'accès à de ressources politiques, le FRELIMO, jadis Front de Libération du Mozambique, se transforma, en 1977, dans son troisième congrès, en Frelimo, parti marxiste-léniniste d'avant-garde. Selon ses statuts, « le parti Frelimo dirige le peuple mozambicain... définit la politique de l'Etat... dirige les forces armées ... crée les organisations démocratiques de masse qui, sous l'orientation du Parti, garantissent la participation et intègrent les masses au processus de la transformation de la société »⁶¹¹ 89.

Si ces changements se rapportent à l'entreprise de l'environnement macro-structurel, la légitimation du noyau constitutif du Frelimo, parti d'avant-garde, prit corps dans un cadre d'interactivité entre réseaux sociaux et appareil politique. Assise sur l'asymétrie des ressources disponibles⁶¹² 90, le cercle [central] partisan se définit par rapport à un chef, S. MACHEL, dont les capitaux politiques s'avèrent constructifs du pouvoir personnel à deux égards : d'abord, ils participent à la légitimation de son poste, celui de chef ; le chef étant socialement accepté, il se trouvera dans un contexte de contraintes structurelles pour gérer les relations d'échange inégal, tout en essayant de ne pas « décevoir politiquement » d'autres acteurs, selon leurs poids politiques.

A propos des rapports humains légitimant l'accès aux instances du pouvoir entourant le chef, celles intermédiaires ou périphériques du parti, démarche qu'on suit fait appel à des sources complémentaires : d'abord, celles offertes par l'analyse en termes de réseaux, pour retenir la strate des éligibles à partir de l'analyse relationnelle du fait politique (le poste) : partir de l'individu, mettre à jour des relations, déployer des significations, telle est bien, en accord avec M. Abèles, la démarche. Le politique, d'après lui, « est une affaire éminemment collective, mais, pour mieux saisir les différentes facettes, l'expérience individuelle est une mine⁶¹³ 91 ; en second lieu, celles identifiées, tout en s'inspirant de J. Schumpeter, par

⁶⁰⁹ 87 Cela était le corollaire de ce que prescrivait l'article 3 de la Constitution : « la ligne politique est définie par le FRELIMO, qui est la force dirigeante de l'Etat et de la société, qui dirige et supervise l'action des organismes étatiques afin d'assurer la conformité de la politique de l'Etat avec les intérêts du peuple » Cf. *Constituição da República Popular de Moçambique*. Maputo, 1978.

⁶¹⁰ 88 En ce sens, outre le fait que cela dérivait de la croyance de l'élite de la possibilité de faire de l'Etat un moyen de changement, il y aurait donc un lien étroit entre la stratégie mobilisatrice du FRELIMO et les nationalisations. En effet, entre 1975 et 1976, la terre, les hôpitaux, les écoles, les immeubles locatifs furent nationalisés ; l'exercice de la médecine et les bureaux privés, eux aussi, ont été interdits. Au fur et à mesure que s'annonçait l'abandon d'entreprises, industrielles ou agricoles, l'Etat y intervenait afin d'assurer la poursuite de la production, en mettant en place ce qui fut pris pour des conseils de production pour s'occuper de leur fonctionnement. Tous ces services et biens ont été mis à la portée de ce qui, dans le discours officiel, était nommé comme la "classe ouvrière-paysanne".

⁶¹¹ 89 Article 5 des Statuts, in Frelimo: Estatutos e programa do partido Frelimo. Maputo, INLD, 1983, pp. 6-7. Voir aussi CAHEN, M., "Etat et pouvoir populaire au Mozambique",.... art. cit., p. 39.

⁶¹² 90 Pour Peter Blau, les relations entre les individus se situent en termes d'échanges réciproques d'avantages : une marchandise en contrepartie d'argent, dans la relation vendeur/acheteuse ; un travail, en contrepartie d'un salaire, dans la relation employeur/employé ; un avantage moral comme par exemple la gratitude, en contrepartie d'un service bénévolement rendu. C'est le déséquilibre de l'échange qui signale l'importance du pouvoir de l'une des parties sur l'autres. Si le consommateur accepte de payer un prix très élevé, c'est qu'il est en position de faiblesse face au vendeur ; si un cadre supérieur obtient d'une entreprise une rémunération particulièrement forte, c'est qu'il dispose d'une grande puissance de négociation. Il se peut que l'échange soit rendu particulièrement ardu en raison du déséquilibre radical entre ce que A demande et ce que B peut offrir en compensation, Voir BLAU, P., cit., BRAUD, P., *Sociologie politique*... pp. 31-32.

⁶¹³ 91 On s'inspire ici d'ABELES, Marc, « Les espaces politiques français », *op. cit.*, p. 809.

J.-P. Lacam⁶¹⁴ 92. Ils proposent, en ayant recours à deux notions prises du vocabulaire économique – accumulation et restructuration – le modèle de politicien investisseur, qui montre la manière dont l'homme politique gère les ressources nécessaires à la conquête ou à la conservation du pouvoir. L'hypothèse à la base de ce modèle s'annonce ainsi :

Tout homme politique dispose à tout moment de sa carrière d'un stock de ressources plus ou moins volumineux et plus ou moins pertinent au regard des objectifs qu'il s'est donné. Ce stock dont il a une idée plus ou moins précise, il va essayer d'en augmenter le volume (accumulation) mais aussi d'en éviter le vieillissement par usure et obsolescence (restructuration). L'accumulation passe principalement par l'accroissement du volume de ressources détenues et par l'élargissement du volume de leur variété. La restructuration passe par un mouvement maîtrisé et quasi permanent de déclassement des ressources usées ou désuètes et d'innovation⁶¹⁵ 93.

Ces ressources étant variées⁶¹⁶ 94, on s'intéresse pour l'instant à celles identifiées par J.-P. Lacam, même à l'intérieur du parti politique. Il s'agit de groupes socioprofessionnels, entrepreneurs, clients et sympathisants et, par voie de conséquence de leurs ressources symboliques, institutionnelles et matérielles, pour la réussite politique. Bien que dans cette partie on s'occupe de la période où le Mozambique était sous un régime à parti unique, certaines de ces ressources éclairent la place occupée par des acteurs individuels dans le Frelimo.

D'après une source, « l'ascension de S. MACHEL n'a été pas faite par hasard. Bien qu'il n'ait pas été aussi connu à l'extérieur, il avait déjà de lourdes responsabilités lorsque E. MONDLANE a été assassiné. S. MACHEL s'est consacré arduement à ses tâches. Sa promotion n'a pas résulté d'une simple projection du cercle des responsables. Il s'agissait d'un acte de confiance de la part de ses camarades »⁶¹⁷ 95. En effet, à la date de la réalisation du III^{ème} congrès du FRELIMO, S. MACHEL avait déjà une trajectoire de référence. Guérillero, mobilisateur, stratège, commandant, politicien, il s'était fait des capitaux politiques pour gravir la hiérarchie du mouvement de libération et, après l'indépendance, du parti-Etat au Mozambique. Il sera ainsi élu à l'unanimité par le Comité central, Président du Frelimo, parti marxiste-léniniste (1977-1986) et, parce qu'il s'agissait d'un régime à parti unique, Président de la République Populaire du Mozambique (1975-1986)⁶¹⁸ 96.

⁶¹⁴ 92 LACAM, J.-P., « Le politicien investisseur : un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *RFSP*, Vol.38, n°1, Fév. 1988, pp. 23-46.

⁶¹⁵ 93 *Ibidem*, p. 38.

⁶¹⁶ 94 J.-P. Lacam en présente les suivants : ressources personnelles-coercitives ; ressources personnelles rétributives ; ressources personnelles persuasives ; ressources contextuelles-coercitives ; ressources contextuelles-rétributives ; ressources contextuelles persuasives ; ressources institutionnelles-coercitives ; ressources institutionnelles-rétributives ; ressources institutionnelles-persuasives, Cf. LACAM, J.-P., *idem*.

⁶¹⁷ 95 Cf. MARTIN, Leslie et al. « Perfil de um dirigente : dirigentes e personalidades relatam à Tempo experiências comuns com Samora Machel », *Tempo* n°677, 2 de outubro de 1983, pp17-31, p. 31.

⁶¹⁸ 96 La carrière de S. MACHEL peut ainsi se résumer : responsable pour l'entraînement des guérilleros du FRELIMO à Nachingwea (Tanzanie) et chef-adjoint du département de la défense du FRELIMO (1964-1966) ; chef du département de défense du FRELIMO (1966-1969) ; Membre de la présidence collégiale du FRELIMO (1969-1970) ; Président du FRELIMO (1970-1977). A la réunion du CC du FRELIMO tenue avant l'indépendance, à Tofo (Inhambane), a été approuvée la future Constitution de la République

On souhaiterait de relever, par l'extrait qui suit, l'ensemble de ces références, qui sont reprises par l'un des officiants du rituel politique pour légitimer le chef :

Dès sa fondation, l'histoire du FRELIMO est une histoire de combattants permanents et durs, au milieu desquels sont morts les meilleurs fils de notre peuple. Ces combattants se sont forgés et se sont tempérés les combattants d'avant-garde de notre révolution. Parmi nous, le camarade S. MACHEL est celui qui représente tout à fait notre combat, notre victoire, les souhaits de tout le peuple mozambicain. Le camarade S. MACHEL a conduit le peuple mozambicain à la victoire totale contre l'armée coloniale-fasciste. C'est lui qui a dirigé le combat sur le front diplomatique et des négociations ; qui, dans les moments pénibles de notre lutte, à su animer le débat et indiquer la solution juste⁶¹⁹**97.**

Cette représentation sociale du leader/chef peut renvoyer au concept de M. Weber de l'autorité fondée sur le charisme. L'auteur de *L'Economie et société* la définit comme « assise sur la grâce personnelle et extraordinaire d'un individu (charisme) ; elle se caractérise par le dévouement tout personnel des sujets à la cause d'un homme et par leur confiance en sa seule personne en tant qu'elle se singularise par des quantités prodigieuses, par l'héroïsme ou d'autres particularités exemplaires qui font le Chef »⁶²⁰98.

On se permet néanmoins de remarquer les limites de cette pensée pour ce qui est des systèmes d'action exigeant plusieurs intervenants. Dans ce cadre d'action, leurs participants s'avèrent en état de se faire, à des degrés différenciés, des ressources politiques leur permettant des crédits pour prendre des places dans le système de pouvoir. L'ouverture de celui-ci à l'entrée de plusieurs acteurs fera du système coalitif et collusif. Dans la construction des asymétries en termes des ressources, parce que nécessaires au fonctionnement de l'organisation, le chef fera appel à la pratique observée par M. Mauss dans les sociétés mélanésiennes du potlach : « Donner, c'est manifester sa supériorité, être plus, plus haut, magister ; accepter sans rendre ou sans rendre plus, c'est se subordonner, devenir client, devenir petit, choir plus bas (minister) »⁶²¹99. Le pouvoir ne se situe pas seulement dans des transactions ponctuelles ou microsociales ; il est, plus largement, la capacité d'un acteur à structurer durablement des processus d'échange, qui soient déséquilibrés en sa faveur. C'est à partir de cette perspective que l'utilitarisme méthodologique veut penser les contraintes structurelles qui gouvernent les relations particulières d'échange inégal.

Il n'est donc pas surprenant que le cercle intérieur du FRELIMO apparaîtra comme une alliance entre égaux, parce que reliant des gens plus ou moins semblables par leurs trajectoires et par des capitaux politiques dont ils disposent ; mais ce cercle reliera également des gens inégaux, à deux égards : d'abord, ce centre se construit à partir d'un chef ; ensuite, l'examen du volume de leurs ressources met en évidence la différence de leurs trajectoires et de leurs poids politiques, selon le moment historique, dans le système. A la suite de son III^{ème} congrès (1977), le sommet du Frelimo, - parti marxiste-léniniste

Populaire du Mozambique. Il a été également décidé que S. MACHEL serait le Président du pays. Voir l'article « Presidente Samora em Cabo Delgado : Há uma exigência de lutarmos contra as estruturas herdadas », *Tempo* n°308,....art. cit., pp. 19-26.

⁶¹⁹ 97 Voir « *Eleição do Presidente do Presidium e leitura do Relatório do CC* », *Tempo* n°332, 13 de Fevereiro de 1977, p. 8.

8.

⁶²⁰ 98 Cf. WEBER, M., *Le savant et le politique...op. cit.*, p. 102.

⁶²¹ 99 Cf. MAUSS, Marcel, « Essai sur le don » (1923), réédition avec un avant propos de Claude Lévi-Strauss in MAUSS, Marcel, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1991, p. 269.

d'avant-garde -, ainsi que les participants à plusieurs de ses organes, auraient été identifiés suivant cette logique.

Tableau XI : Le sommet du parti Frelimo, parti marxiste-léniniste d'avant-garde : organes et tenants-lieu⁶²²00

⁶²² 00 Cf. Comité Central (saido do 3º Congresso), *Tempo* n°332, 13 de Fevereiro de 1977, p. 6 ; « Situar no espaço e no tempo o 3º Congresso da Frelimo », *Tempo* n°332, 13 de Fevereiro de 1977 ; « Composição do Presidium do III Congresso », *Tempo* n°332, 13 de Fevereiro de 1977, p. 14. Pour la saisie de l'évolution de ce système en 1983, l'année de la réalisation du 4 ème Congrès du Frelimo, parti marxiste-léniniste et d'avant-garde, voir l'annexe n° 19 : Le sommet du parti Frelimo, parti marxiste-léniniste et d'avant-garde : organes et tenants-lieu, d'après le 4 ème congrès (1984).

Pouvoir et réseaux sociaux au Mozambique

Noms	Lien à L'Organisation	Organes du Parti	Membre Comité De Contrôle	Membre Secrétariat Du Comité Central	Membre Comité Politique Permanent (Bureau politique)
Alberto CASSIMO	Combattant et Militant	Oui			
Alberto CHIPANDE	Combattant veteran, Dirigeant et Militant	Oui			Oui ^{.623} 01
Aly B. CANHEMBA	Militant	Oui			
Antonio H. THAI	Combattant Veteran	Oui			
Antonio SACORO	Militant	Oui			
André F. SUMANA	Militant	Oui			
Armando GUEBUZA	Combattant veteran et Dirigeant	Oui	Oui		Oui ^{.624} 02
Armando FAQUIRA	Militant	Oui			
Armando PANGUENE	Combattant et militant	Oui			
Artur TAIMO	Militant	Oui			
Assane NACIR	Militant	Oui			
Augusto MACAMO	Militant Clandestin	Oui			
Aurélio MANAVE	Combattant veteran	Oui			
Bernardo MAGALHAES	Militant	Oui			
Bonifacio GRUVETA	Combattant Veteran	Oui			
Caetano MASSAKA	Militant	Oui			
César NOVELA	Militant	Oui			
Daniel S. BANZE	Combattant et militant	Oui			
Eduardo ABACAR	Militant	Oui			
Eduardo NIHIA	Combattant et militant	Oui			
Ernesto T. WHITE	Ouvrier (électriciste) et militant	Oui			
Ernesto J. CHILAVI	Combattant Veteran	Oui			
Fernandes BAPTISTA	Militant	Oui			
Fernandes MATAVELE	Combattant Veteran	Oui			
Francisco LANGA	Militant	Oui			
Isabel NKAVADEKA	Militante	Oui			
Jacinto VELOSO	Combattant et militant	Oui			Oui ^{.625} 03
Jaime ALFACE	Militant	Oui			
Jeremias NANECO	Militant	Oui			
Joao A. MALUANGA	Militant	Oui			

252
Copyright MAGOUE José et Université Lumière - Lyon 2 -

2003. Ce document est protégé en vertu de la loi du droit d'auteur.

On s'aperçoit ici du même phénomène dont la conceptualisation a été esquissée par R. Michels et, puis, approfondie par M. Duverger : la structuration oligarchique de l'appareil partisan, entreprise dont la légitimité a « mérité » le concours de divers acteurs sociaux. Suivant un commentaire se rapportant à cet événement, un total de 237 délégués provenant de tous les espaces ethniques du pays ont participé au Congrès. Parmi ceux-ci, 79 (33,3%) appartenaient à la classe ouvrière ; 54 (22,7%) représentaient des paysans organisés en coopératives. Ce groupe par faisait 55,9% des mandats des délégués. D'autres délégués, totalisant 66 mandats (27,8%), provenaient de la fonction publique –enseignement, santé - et 48 (20,2%) mandats représentaient les femmes (cela, bien que l'univers féminin soit plus de 50% de la population du pays)⁶³³11.

L'assise relationnelle et hétérophile des entreprises du pouvoir sont, à l'instar de pratiques d'autres contextes sociaux, tenues pour des ressources incontournables de l'action. On s'aperçoit de la mise en réseau d'individus ou des groupes divers, qui coopèrent, sur la base de l'intérêt commun d'agir ensemble dans l'action politique. De plus, l'action collective comporte en soi des facteurs produisant entre ses participants des inégalités d'influence et de pouvoirs. Cela explique que les plus puissants réussissent à se légitimer comme des aspirants au commandement de la société globale.

La construction sociale de cette inégalité des acteurs a été faite, dans le contexte historique mozambicain, par référence à un ensemble de pratiques et de ressources symboliques, constituant le référentiel politique de l'organisation, dès la lutte anticoloniale. Des acteurs portant dans leurs biographies des expériences vécues, des trajectoires se confondant à celle de l'organisation anticoloniale, réussissent à faire l'entrée dans l'espace de représentativité. Les candidats pouvant s'identifier, dans le contexte de l'époque, comme militants et combattants ne disposaient pas, semble-t-il, de mêmes atouts que les militants engagés dans le contexte de l'euphorie entraînée par la débâcle du régime colonial. Les militants qui ont eu une trajectoire de combattants et dirigeants, - ou d'entrepreneurs -, disposent d'autres moyens de réussir, et de prendre des positions respectives dans le système.

Ce cadre de rapports sociaux serait, peut être, mieux décryptable à la lumière de l'effet de réseau. Car, il est important dans la constitution d'une légitimité politique, plus particulièrement, dans la capacité à être reconnu pour représenter les citoyens, et donc dans le statut d'éligible, puisque l'éligibilité n'est accessible qu'à une minorité de postulants. D'après M. Abèles, l'éligibilité n'est conférée qu'à « des individus en qui les membres d'une société peuvent se reconnaître des représentants légitimes, et cela ne tient pas seulement aux qualités et aux compétences attribuées à ceux-ci. Le processus de reconnaissance porte sur l'affiliation réelle ou présumée de ces individus à l'un ou à l'autre des réseaux qui trament la vie politique⁶³⁴12 ».

En effet, si un total de 237 délégués a participé au Congrès donnant naissance au Frelimo, parti marxiste-léniniste, il n'a laissé passer que 66⁶³⁵13 délégués pour le Comité central, dont 10⁶³⁶14 pour le Comité politique permanent (CPM). Parce qu'en cela se trouvait le fondement de son fonctionnement comme organisation, le parti s'est ainsi structuré de

⁶³³ 11 Cf. « Comentarios », *Tempo* n°332, 13 de Fevereiro de 1977, p. 17.

⁶³⁴ 12 Voir le Chapitre 2 : « dynasties... », § « circulateurs et politique », in ABELES, Marc, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989

⁶³⁵ 13 Voir le Tableau XII.

⁶³⁶ 14 *Idem*.

manière oligarchique. Ce processus a également donné lieu à un réseau, c'est-à-dire à un système stabilisé d'interdépendances entre ses organes, fondé sur la multipositionnalité des acteurs, la communauté et la différenciation de ressources politiques.

Ces asymétries entre acteurs en fonction de ressources disponibles sont au principe de la distinction du cercle intérieur et de la figure du chef/leader. Elles sont également un support du phénomène de la multiappartenance et de l'entrecroisement entre des sous-ensembles d'acteurs, qui se manifestent par le fait que certains membres du CPM aient à la fois des sièges dans d'autres organes du parti. Cette pratique renvoie à la réalité qui a fait l'objet des analyses de R. Burt⁶³⁷ 15 et E. Lazega⁶³⁸ 16 dans le domaine de relations intra et inter-organisationnelles. Bien que leurs études s'inscrivent dans une approche du politique en termes de marché, leurs apports nous semblent éclairants pour ce qui est de la stratégie des acteurs lorsqu'ils se relient à des multiples instances d'une ou de plusieurs organisations. Ils cherchent à mobiliser des ressources relationnelles et informationnelles, tout en se connectant à divers acteurs, dans le but d'exercer du contrôle conjoint, de nature coopérative ou du contrôle unilatéral. Cet exercice leur permet d'ailleurs d'aller et de venir entre les niveaux de l'organisation, sans perdre l'information les caractérisant. Les informations ainsi retenues s'avèrent être des atouts du contrôle exercé par des acteurs se plaçant dans des positions centrales de l'organisation. Ces acteurs parviennent de la sorte à entreprendre l'articulation de l'individuel, du groupal et de l'organisationnel, ressources nécessaires à la structuration de l'appareil politique et au contrôle oligarchique de l'organisation.

Dans le cas du Frelimo, parti marxiste-léniniste, l'appartenance simultanée de certains de ses acteurs à plusieurs instances de l'organisation aurait obéi à cette logique. Ceux qui constituent la strate d'éligibles se structurent dans des réseaux dont les ramifications qui dessinent à la fois un espace de représentativité politique et de traduction mutuelle des acteurs. Ressource à laquelle des acteurs font recours pour légitimer un cadre donné de relations sociales, la traduction permet d'établir une équivalence, constamment renégociée, entre des intérêts distincts, incommensurables, mais surtout incertains et instables ; elle passe fréquemment par la construction de nouveaux acteurs et de nouveaux intérêts. La traduction réussie permet que les parties prenantes s'emprennent du sens de ce qu'est fait, d'une compréhension entre des univers au début étrangers, ceux-ci étant progressivement reconfigurés en même temps qu'ils soient connectés. Dans ce processus, il y a tout un travail d'intéressement, d'enrôlement, d'alliance, permettant qu'une utilité soit constituée pour d'autres, qui dans le cours de la traduction changent très souvent d'identité. C'est pourquoi l'interactivité sociale donne lieu à la construction de nouveaux acteurs.

L'appartenance simultanée d'acteurs individuels à plusieurs instances du parti n'est donc pas dépourvue d'intérêt. Dans la perspective de la construction de l'appareil politique, cette pratique permet l'identification d'acteurs individuels éligibles pour la prise en charge des organes qui sont constitutifs de l'organisation partisane et/ou étatique. Le sommet du parti apporte à ceux qui y parviennent des atouts leur permettant d'être éligibles à des postes, dans le cadre du parti ou du Gouvernement, au niveau central ou provincial ou encore à l'Assemblée populaire⁶³⁹ 17 : le pouvoir se structurera ici comme un réseau, dont la

⁶³⁷ 15 BURT, R., cité, VINCENT, L., *Les réseaux d'acteurs sociaux....op. cit.* p. 77.

⁶³⁸ 16 LAZEGA, E., « Analyse de réseaux et sociologie des organisations », artc. cit.... pp. 307-308.

⁶³⁹ 17 On parle ici de l'époque où le Mozambique était un régime à parti unique (marxiste-léniniste et d'avant-garde). Lors du chapitre suivant, on présentons une analyse plus poussée du rôle de réseaux relationnels dans la structuration de ce système de pouvoir.

centralité et la coordination reviendra au chef et à la minorité appartenant au Comité politique permanent. Ce processus allant de pair avec la construction et la légitimation des asymétries des acteurs en termes ressources disponibles, il ne peut que déboucher sur le contrôle oligarchique du parti-Etat. Par la mise en place d'un système de rapports sociaux obéissant à une logique clientélaire, le Frelimo essaiera d'entreprendre la mobilisation sociale pour l'organisation du système politique post-colonial.

Chapitre IV. Parti-Etat, Etat (néo)patrimonial : la construction sociale d'un champ d'échanges

Des ressources théoriques cherchant à éclairer les variables des processus de sociogenèse semblent aboutir à des résultats non satisfaisants, du point de vue de l'éclairage du cadre réel de rapports sociaux qui constitue le support de l'Etat post-colonial.

La difficulté dérive, tout d'abord, du fait de s'être institutionnalisée la prémisse selon laquelle l'Etat s'est élaboré dans des conditions sociales et matérielles propres à l'Europe⁶⁴⁰ ; en second lieu, le phénomène étatique s'étant imposée dans le cadre de la modernisation politique, son aboutissement lui a apporté un certain nombre de traits distinctifs, à savoir : la dissociation du jeu politique et du jeu social, ce qui a été à l'origine de la transformation de l'espace temporel en espace public, comme espace de convergence d'intérêts et de médiation ; la revendication du monopole de la contrainte légitime par des instances spécialisées ; ce monopole se traduit par l'existence d'un centre du pouvoir, dont les organes prennent en charge tant la fonction législative que sécuritaire (diplomatie-militaire). La mise en place d'une bureaucratie fonctionnant sur la base de l'universalité et de l'impersonnalité de la règle du droit public, l'élaboration d'une sociabilité populaire, ont, de surcroît, créés des fondements de l'institutionnalisation et de la légitimité de l'entreprise étatique⁶⁴¹.

Puisant sa légitimité du modèle jacobin de l'Etat, ce processus est vu comme étant articulé autour du principe de l' « autonomie de l'individu dans son rapport à l'Etat et à la société » et de la négation des corps intermédiaires : ceux de nature ethnique notamment, susceptibles de « brouiller » la relation exclusiviste entre les citoyens et l'Etat. L'Etat est donc pris comme un construit antithétique à l'ethnicité : parce qu'opposée à l'idée de citoyenneté, donc à celle de démocratie, en tant que mode d'organisation du politique reposant sur le primat de l'intérêt général et la sublimation de la diversité socioculturelle dans la nation⁶⁴².

Aux antipodes de la pensée interprétant le fait étatique par rapport à son espace d'origine, des analyses comparatives poussent désormais vers la recherche de ce qu'en constitue le substrat, dans différents contextes. Le cadre dont il est question ici est celui

⁶⁴⁰ Cf. SANBROOK, R., "Personnalisation du pouvoir et stagnation capitaliste : L'Etat africain en crise », *Politique africaine* n°26, Juin 1987, pp. 15-37, p. 18.

⁶⁴¹ Voir à ce propos BADIE, Bertrand, *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique. L'espace politique.....op. cit.*, pp.126-128; p. 138 et suiv ; *Les deux Etats. Pouvoir et Société en Occident et en Terre d'Islam....op. cit.*, pp. 136-158.

⁶⁴² Cette analyse témoigne de l'ethnocentrisme, en complet déphasage avec les réalités des sociétés non occidentales, dans lesquelles la prévalence des identités communautaires (la conscience ethnique en Afrique, l'esprit d'assabiyya dans le monde arabe) fait de la citoyenneté « quelque chose de particulièrement faible et abstrait », voir OTAYEK, René, « Démocratie, culture politique, sociétés plurielles : une approche comparative à partir de situations africaines », *RFSP*, vol.47, n°6, déc. 1997, pp. 798-822, p. 810

de l'Etat post-colonial en tant que modèle de construction politique et comme horizon de la modernité politique. Les sociétés postcoloniales en Afrique renfermeraient, à des degrés variés, des phénomènes de pouvoir, donnant lieu à des systèmes d'Etat socialement et historiquement situés. Le socle de leurs existences se fonde, d'une part, sur la capacité de ces systèmes de pouvoir d'articuler espaces sociaux traditionnels et modernes ; et, d'autre part, sur des ressources offertes par le droit public international dans le sens de valider leurs frontières territoriales, telles qu'ont été délimitées par les puissances coloniales. Ne s'agissant pas des objets figés, on essaye d'éclairer les faits suivants :

-Le pouvoir ne se situant pas seulement dans les transactions ponctuelles ou microsociales, qu'est-ce qui explique la capacité des systèmes de pouvoir au cœur de ces Etats à structurer durablement des processus d'échanges en leurs faveurs ?

-La politique étant avant tout une relation sociale, dans un contexte de sociétés plurielles, sous quelles bases les gouvernants parviennent-ils à obtenir l'obéissance des sujets et à assurer l'intégration du système ?

Tsyembe Mwayila, pour qui l'Etat africain ne peut exister qu'en faisant son cheminement de « l'Etat segmentaire » à « l'Etat multinational »⁶⁴³ déclenche un débat intéressant. Mais son apport théorique se présente limité du fait de considérer le nationalisme juridique comme une ressource et une pratique susceptible d'être revalidée pour tous les espaces (politiques) africains.

A ce propos, Il y a lieu d'examiner le cadre réel des rapports sociaux, dans lequel les élites africaines ont défini leurs stratégies à l'égard de l'entreprise étatique. Leurs réponses s'avèrent d'ailleurs multiples, selon le contexte configurant chaque espace politique : dans la plupart de cas, l'ethnie, entendue comme un espace socio-culturel, ne veut pas dire Etat, ce qui s'est traduit sur l'organisation de l'Etat non pas multinational mais de l'Etat unitaire, sur une base sociale multi-ethnique ; dans d'autres (très peu), l'adoption du nationalisme juridique a donné lieu à des Etats fédéraux. Dans ce dernier cas de figure, les espaces ethniques s'imposent comme des acteurs politiques, avec des ressources politiques propres de mobilisation sociale, qui se réclament d'une identité politique (Nigeria, Ethiopie).

Le concept d'Etat post-colonial ne peut donc ni se limiter ni se dissoudre dans le modèle d'Etat-nation. L'alternative théorique s'attachant au modèle institutionnaliste sous sa forme de fédéralisme juridique, elle aussi, s'avère non satisfaisante. Pour ce qui est du cas mozambicain, l'hypothèse à vérifier s'inspire de l'apport théorique par J.F. Médard sur l'Etat néopatrimonial : l'effet de l'aboutissement de la guerre anti-coloniale, ce fut la genèse d'une élite du pouvoir. Rassemblé autour d'un chef, dont la légitimité relevait à la fois de la mobilisation de ressources symboliques, matérielles et institutionnelles, cette élite s'adonne au projet de l'entreprise de l'Etat. La stratégie de construction de son espace de domination, d'inscription du pouvoir dans la société, s'est fondé sur l'endoctrinement (marxisme-léninisme) et la construction d'un système d'échanges. L'autoritarisme du parti-Etat a été tenu comme ressource en faveur de « la construction du pouvoir de la classe travailleuse et du socialisme » (1977-1990). Ce processus relevait néanmoins d'un apprentissage

⁶⁴³ La pensée de M. Tsyembe présente des similitudes avec la théorie consociationnelle de l'Etat, conceptualisée par A. Lijphart, et qui apparaît comme alternatif au modèle jacobin. Institutionnalisant la reconnaissance formelle (juridique, politique, économique) du pluralisme socioculturel, elle tire son pouvoir de séduction de sa capacité à promouvoir, sur des bases proportionnelles, l'accès et la représentation de l'ensemble des groupes sociaux à tous les niveaux d'organisation de l'appareil politique, gouvernemental et administratif. C'est la voie, par exemple, de quelques Etats (Pays-Bas, Belgique). Voir LIJPHART, A, cité, OTAYEK, René, *art. cit.*, p. 811 ; TSYEMBE, Mwalia, "La science politique africaine et le statut théorique de l'Etat africain : un bilan négatif", *Politique africaine*, 71, Oct. 1998, pp. 109-133, p. 119 et suiv.

de la dynamique de ce qui pouvait, dans un contexte précis, servir d'infrastructure de communication entre le projet global (l'Etat) et la multiplicité de ses espaces sociaux (savoirs locaux). Les conflictualités entraînées par la concentration du pouvoir, comme réaction et ressource d'action dans le contexte de l'Afrique australe, marqué par des guerres anti-coloniales, expliquent le glissement stratégique de ce même régime vers un système démocratique.

4.1. Parti-État : système d'organisation du pouvoir

B. Munslow, chercheur anglais d'inspiration marxiste, relève un fait important dans un des ouvrages collectifs, - dont il fut l'éditeur-, qui porte sur les difficultés de transition au socialisme (à l'époque où la crise de ce régime s'ébauchait) en Afrique⁶⁴⁴. L'échec de ce régime est renvoyé à une causalité complexe, reposant sur l'interaction des facteurs historiques, sociaux et ceux relevant du système international. B. Munslow fait également remarquer la nature paradoxale des processus sociaux dans les espaces qu'il qualifie comme « périphériques » : ceux-ci se distinguent par des singularités, traduites par le fait que les classes sociales y sont encore en formation. En outre, ces espaces abritent des modes multiples de production ainsi que des sous-systèmes de rapports de production diversifiés. Quant au marxisme-léninisme, le chercheur anglais considère, enfin, qu'il n'est qu'une idéologie importée⁶⁴⁵.

Les sociétés sont des entreprises oligarchiques. Elles prennent corps, suivant A. Touraine, comme un ensemble hiérarchisé systémique d'action sociale. Formé par des éléments disparates, ceux-ci témoignent de différents modes ou niveaux d'intervention de la société sur elle-même ou encore de niveaux de formation de pouvoir⁶⁴⁶. Si les conclusions de B. Munslow font ressortir les difficultés de la pensée marxiste de saisir l'action sociale dans toutes ses dimensions, elles suscitent néanmoins l'intérêt du rôle des minorités actives dans les systèmes d'action collective.

La débâcle du système colonial et l'accès du Mozambique le 25 juin 1975 à l'indépendance ont entraîné, on n'en doute pas, des changements auxquels est associée la trajectoire politique du pays. Instrument du combat pour la conquête du pouvoir, le Frelimo apporta un discours et un projet politique. Consubstantiels à ceux-ci, les Mozambicains se sont vus liés, sur le plan du droit, par un régime de citoyenneté dont l'avènement s'est imposé dans un environnement de luttes sociales.

Ce régime s'est d'ailleurs structuré sur la base de rapports d'inclusion et d'exclusion, dont les conséquences sont à retenir : l'imbrication de l'appareil partisan et de l'appareil de l'Etat et la régulation de l'ordre politique sur la base de l'identification entre nationalité et citoyenneté. A ce propos, on a eu recours à l'aménagement de structures constitutionnelles, moyennant lesquelles le multipartisme et le principe libéral des divisions de pouvoirs sont

⁶⁴⁴ voir à ce propos MUNSLOW, B., « Introduction », in MUNSLOW, B. (ed.), *AFRICA, Problems in the transition to socialism*.....op. cit., pp. 5-21.

⁶⁴⁵ *Ibidem.*, p. 7. Si dans son ouvrage, *MOZAMBIQUE, The revolution and its origins*....op. cit., B. MUNSLOW soutenait la « nature classiste de la révolution » et « l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière », dans cette dernière publication, ce même auteur fait un surprenant volte-face. Son analyse porte sur une réévaluation des facteurs du dysfonctionnement des systèmes d'orientation socialiste en Afrique.

⁶⁴⁶ Cf. TOURANE, A., cit., FILLIEULE, O.-PECHU, C., *LUTTER ENSEMBLE : Les théories de l'action collective*...op. cit., p. 145.

rejetés⁶⁴⁷ 1, comme le fait remarquer la Constitution : « La ligne politique est définie par le Frelimo, qui est la force dirigeante de l'Etat et de la société, qui dirige et supervise l'action des organismes étatiques afin d'assurer la conformité de la politique de l'Etat avec les intérêts du peuple (art. 3) ». A cet effet, les tenants de postes dans les organes de l'Etat, qu'ils concernent le pouvoir exécutif ou judiciaire, au niveau central ou provincial, proviendront du Frelimo, nommés par le chef, qui l'est à la fois du parti et de l'Etat, à l'exception des affaires religieuses :

Le Président de la République Populaire du Mozambique a la compétence de nommer, démettre les membres du Conseil des ministres, le Président et le Vice-Président du Tribunal Populaire Suprême, le Procureur général de la République, les Gouverneurs provinciaux, les Gouverneurs et les Vice-Gouverneurs de la Banque du Mozambique, le Commandant et le Vice-Commandant de la Police, les Représentants diplomatiques du Mozambique auprès d'autres pays, le Recteur de l'Université (art. 48°)⁶⁴⁸ 2

Pour ce qui est du pouvoir législatif, on fera élire les membres du parti dans les Assemblées délibératives. La rationalité de ce système est mise en évidence dans l'extrait qui suit, qui ressemble au concept Léniniste de l'Etat :

Il n'y a pas d'Etats neutres : l'Etat devient une réalité par l'ensemble de stratégies moyennant lesquelles une classe s'organise pour exercer le pouvoir sur toute la société. Cela veut dire qu'il n'existe pas un Etat neutre, c'est-à-dire un Etat au-dessus ou en dehors de la lutte des classes. A travers l'appareil de l'Etat, /..../ les ministères, les tribunaux, les assemblées qui font les lois, la police et l'armée, la classe qui détient le pouvoir établit sa domination dans la société. L'Etat des travailleurs a en vue l'élimination des classes et la création de l'égalité entre les hommes. De la sorte, la dictature prolétarienne est l'instrument par lequel on éliminera les classes sociales, tout en mettant fin à des relations d'exploitation entre elles. /.../ l'Etat disparaîtra avec l'élimination totale des classes sociales⁶⁴⁹ 3.

Du point de vue formelle, l'Etat est, selon le Frelimo, considéré comme « une entreprise de classe travailleuse ». Dans la réalité, ce même Etat offre l'infrastructure pour la mise en place d'un système de rôles qui, articulés au noyau central, s'avèrent comme une

⁶⁴⁷ 1 Conceptualisé par Aristote, systématisé par Locke et Montesquieu, Le principe de séparation des pouvoirs se traduit sur le plan du droit constitutionnel par l'attribution de chaque fonction sociale à un organe constitutionnel spécifique : ainsi la fonction de faire la loi et d'éditer les règles juridiques (pouvoir législatif) sera confiée généralement à une assemblée délibérante ; la fonction de mettre en œuvre ces règles juridiques et d'assurer la conduite politique de l'Etat (pouvoir exécutif) sera remise à un gouvernement dont les structures peuvent varier selon les pays ; enfin la fonction de trancher les litiges nés de l'application de la loi et sanctionner les infractions pénales (pouvoir judiciaire) incombe à des cours et à des tribunaux dont l'indépendance doit être la première qualité. Cet émiettement de la puissance étatique constitue le fondement de la structure constitutionnelle de l'Etat libéral, Voir ROY, Maurice-Pierre, *Les régimes politiques du Tiers Monde*, Paris, LGJD, 1977, 613p, p. 33.

⁶⁴⁸ 2 Cf. *Constitution de la République Populaire du Mozambique. Voir également « Resolução do Seminário do Aparelho do Estado : prática dos trabalhadores da função pública deve reflectir a linha política da Frelimo. Recomendações sobre os trabalhadores da função pública », Tempo n°319, 14 de Novembro de 1976, pp. 38-47.*

⁶⁴⁹ 3 Voir l'article « Teses para o III Congresso » ; « Le Président Samora a catégoriquement rejeté la division des pouvoirs . Il parlait du pouvoir législatif et judiciaire, considérés par la bourgeoisie comme indépendants l'un de l'autre » *Tempo n°329, p. 44* ; « Montesquieu : um nado morto em Moçambique », *Tempo n°363, 18 de Setembro de 1977, pp. 50-51, p. 50.*

ressource pour l'organisation de l'action collective. L'accès au poste de cadre ou à un poste de responsabilité relève de la mobilisation de ressources, dont on retient « les qualités de militant et de conscience de classe » et « la complète confiance du parti »⁶⁵⁰4. L'appartenance au parti, la participation à l'épopée de la guerre anti-coloniale, apportent des ressources symboliques qui renvoient à la communauté de trajectoire biographique. Cette expérience étant commune à ceux qui sont placés dans des positions de centralité du système, elle sera vue comme l'illustration de « dévouement politique » au projet partisan. Ce rapport sera également une source de « confiance personnelle », ressource mobilisable pour l'accès au cercle de « dirigeants supérieurs, qui sont vus comme les agents du pouvoir de l'Etat »⁶⁵¹5. Ainsi, s'opère-t-il l'imbrication du corps de l'Etat et du corps du parti, autour du chef, qui débouche sur un réseau politique monolithique.

L'Etat (post-colonial) mozambicain est né comme un construit historique, qui se réclame de la fonction « représentative » de « la totalité » de la société. Du fait de leurs trajectoires dans les mouvements de libération, faisant d'eux des hommes-témoins-drapeau, les libérateurs fondent leur vocation à l'exercice du pouvoir sur les services qu'ils ont rendu à la communauté et se fixent une nouvelle mission : la création de l'Etat. A l'épreuve d'écueils dus à la complexité des structures sociales, la construction étatique doit dépasser le cadre infra-étatique de l'ethnie, de la tribu ou du clan, tout en dotant un territoire donné d'un appareil politique et administratif. Ces particularismes étant inefficaces pour la structuration de la société globale, socialement « autorisés » par leurs ressources politiques, les leaders des luttes anticoloniales sont devenus des chefs. Dès lors que le parti détient à lui seul les pouvoirs de l'Etat, l'ensemble des organes de l'Etat (ministères, administration, Présidence de l'Etat, etc.) constitue seulement des moyens d'action par lesquels s'exprime la volonté du parti lui-même. La séparation constitutionnelle des pouvoirs est alors purement formelle.

Le recours au chef se manifesta dans des pays où l'effort de modernisation et de développement paraît exiger l'espèce de discipline nationale qu'un homme fort est mieux à même de stimuler et d'appliquer. Régime autoritaire et pouvoir personnel sont souvent présentés comme la condition nécessaire du développement, qui est une « bataille », exige un commandement unique », « une stratégie globale » et « une discipline rigoureuse ». Les impératifs du développement se font inévitablement sentir ainsi dans le sens d'une concentration, sans cesse plus poussée, du pouvoir⁶⁵²6

La concentration du pouvoir politique moyennant la primauté du principe de parti unique, si on se reporte à quelques exemples de l'Afrique, n'était point dépourvue de rationalité. L'Algérie, ex-colonie de la France, accéda à l'indépendance en 1962, à la suite d'une guerre anticoloniale menée par le FLN⁶⁵³7, sous le commandement d'Ahmed Ben Bella. Le pays s'est doté d'une Constitution proclamant le principe d'unité du pouvoir par le moyen de l'unicité du parti : « Le Front de Libération nationale définit la politique de la Nation et inspire l'action de l'Etat. Il contrôle l'action de l'Assemblée nationale et du gouvernement »⁶⁵⁴8.

⁶⁵⁰ 4 « Resolução do Seminário do Aparelho do Estado : prática dos trabalhadores da função pública deve reflectir a linha política da Frelimo. Recomendações sobre os trabalhadores da função pública », *Tempo* n°319, 14 de Novembro de 1976, pp. 38-47, p. 41.

⁶⁵¹ 5 *Idem*.

⁶⁵² 6 Cf. ROY, Maurice-Pierre, *Les régimes politiques du Tiers monde...op. cit.*, p. 558 ; voir aussi Frelimo, *Mozambique, du sous-développement au socialisme*, Paris, l'Harmattan, 1983, 198p, pp. 36-60.

⁶⁵³ 7 Front de Libération Nationale, d'Algérie.

⁶⁵⁴ 8 Cf. art. 24 de la Constitution algérienne, citée, ROY, Maurice-Pierre, *Les régimes politiques du Tiers monde...op. cit.*, p. 36.

En qualité de l'un des pionniers du mouvement anti-colonial en Afrique, M. Houphouët-Boigny dirigea la revendication sociale qui a mené la Côte d'Ivoire à l'indépendance en 1960, dont il devient le président. Lors de 33 ans de l'exercice du pouvoir, les Ivoiriens le tenaient pour le 'vieux' (sage), « qui a été préparé à assumer cette tâche, à guider le peuple en acquérant le savoir qui fait du chef l'homme capable de gérer non seulement ses biens personnels, mais aussi ceux de la communauté et d'organiser la défense des intérêts de celle-ci »⁶⁵⁵9. D'après lui, « nous ne voulons pas que la démocratie soit une source de clivages de luttes puériles au cours desquelles la meilleure part de nos énergies serait gaspillée. Nous voulons poursuivre en paix et dans l'union le travail de construction nationale »⁶⁵⁶0. Pour ce qui est de la Tanzanie, les raisons de l'option pour un régime à parti unique furent de même bien signalés par J. NYERERE, fondateur et leader du TANU : « car le multipartisme est un passe-temps luxueux que nous, en Afrique, ne pouvons pas nous permettre : nous sommes pressés par le temps et nous avons du travail plus sérieux à faire »⁶⁵⁷1.

Véhiculant la croyance que le régime à parti unique pouvait fonder les assises de l'Etat et du développement, de semblables arguments animaient la vie politique dans un bon nombre de pays africains. De ce fait, ils ont été élevés à la catégorie de principes constitutionnels, apportant des fondements pour des régimes autoritaires au Zaïre, en Ouganda, en Guinée-Conakri, en Mauritanie, etc. A l'époque, les blocs des pays occidentaux et celui coordonné par l'ex-URSS se disputaient, – au nom de la pensée libérale vis-à-vis du communisme –, l'hégémonie internationale. D'autres chercheurs ont vu dans les rapports clientélaires envers l'un ou l'autre de ces blocs les raisons de l'« emprunt dans le répertoire idéologique occidental de la marque doctrinale, indépendamment des enjeux sociaux internes »⁶⁵⁸2.

La politique étant toujours fondée sur une relation sociale, on ne se contente pas de la thèse d'extériorité des entreprises politiques. Parler de la concentration ou de la déconcentration du pouvoir, revient à aborder le cadre de l'interactivité sociale où ces entreprises acquièrent du sens et deviennent souhaitables pour les acteurs sociaux. Les entreprises politiques se réalisent dans un cadre social complexe et leur légitimité suppose un contexte de communication politique. En ce qui concerne le Mozambique, outre la dimension formelle de la concentration du pouvoir, il faudra savoir comment ce même pouvoir parvint à mettre en réseaux des espaces sociaux si divers. Il serait également intéressant de connaître les ressources mises en œuvre pour l'inscription du pouvoir dans la diversité de ces espaces composant le territoire, en vue de les rendre sujets de l'action collective. L'expérience du Frelimo montre que ce processus n'est pas exempt de conflits et de la compétition entre acteurs, en vue d'influencer la répartition du pouvoir entre les groupes à l'intérieur de la société globale :

L'organisation du nouveau pouvoir à l'échelon national connut des progrès importants, avec la création et l'organisation des Ministères et Directions nationales aussi bien qu'avec la mise en place des gouvernements provinciaux. Cet avancement ne s'impose toutefois pas avec la même rigueur dans les districts et dans les localités. On assiste encore dans ces derniers espaces au fonctionnement des structures coloniales, dont la destruction nécessite

⁶⁵⁵ 9 *Ibidem.*, p. 564.

⁶⁵⁶ 0 Cf. HOUPHOUËT-BOIGNY, M., *cité*, MAGODE, J., (DEA), *La Formation de l'Etat post-colonial au Mozambique....op. cit.*, p. 119.

⁶⁵⁷ 1 NYERERE, Julius, *cit.*, *ibidem.*, p.120.

⁶⁵⁸ 2 Voir, par exemple, BADIE, B., *L'Etat importé : l'occidentalisation de l'ordre politique...op. cit.*, p. 180 et suiv.

d'être accélérée. On remarque également des dysfonctionnements dans l'articulation entre les divers échelons du pouvoir. La solution à ces problèmes est nécessaire pour mener à terme la destruction de l'appareil colonial-capitaliste⁶⁵⁹3

On identifie ici la dimension stratégique du pouvoir, qui ne peut pas être appréhendée en dehors d'un contexte de rapports sociaux et des logiques de leurs acteurs. Le système de parti unique était vu, dans cet environnement, comme un atout tant pour l'intégration politique réelle que pour former une nation moderne, à partir d'éléments hétérogènes (éléments ethniques, régionaux et religieux). On se propose d'illustrer l'ensemble des ressources mises en oeuvre pour la répartition du pouvoir parmi les intervenants dans cette entreprise :

D'abord, le cercle intérieur du Frelimo, tout en ayant dirigé durant une guerre anticoloniale, cherchera à créer l'Etat, en instituant, comme dans d'autres pays africains, un régime à parti unique «/.../ lorsqu'on parle de la démocratie, on le fait en référence aux principes du Frelimo, qui sont contraires à toute anarchie et au libéralisme idéologique ; la démocratie pour nous se traduit dans la mise en œuvre d'objectifs nationaux »⁶⁶⁰ 4.

En second lieu, les groupes appartenant à l'ensemble hiérarchisé du système colonial : dans cet ensemble, on distingue, comme on l'a montré au chap. III, les fonctionnaires qui contrôlaient l'appareil de l'Etat et l'appareil économique ; une petite élite noire, qui avait été promue au statut d'alliée du groupe dominant, dans le cadre de la guerre anti-coloniale. L'avancement de la guerre s'était d'autant plus imposé qu'il rendait inéluctable la crise du système colonial et la décolonisation. Jorge JARDIM⁶⁶¹ 5 essaya de réorienter les relations entre l'élite africaine intégrée dans le système colonial et le pouvoir politique, aussi bien qu'avec les dissidents du FRELIMO, pour créer un « Front » anti-FRELIMO.

La capacité de Jorge JARDIM à mobiliser des ressources se devait à ses liens avec les centres du pouvoir. Homme de confiance d'O. SALAZAR et puis de son successeur, M. CAETANO, son appartenance à la Police secrète portugaise lui a permis une influence dans la haute sphère des officiers militaires ainsi que dans l'appareil colonial gouvernemental, au Mozambique. Pour faire face à l'expansion de la guerre anticoloniale au tournant des années 60, J. JARDIM et K. D'ARRIAGA, (le chef de l'Armée portugaise au Mozambique), ont conçu le projet de former une force paramilitaire, notamment les Groupes Spéciaux (GE) et les Groupes Spéciaux de Parachutistes (GEP). Composés par des Africains de plusieurs ethnies, leur entraînement se faisait à Dondo (centre du Mozambique), après quoi les GE et les GEP étaient amenés à réaliser des actions militaires, dans des régions ethniques

⁶⁵⁹ 3 Cf. Frelimo, *Relatório do Comité Central ao 3º Congresso*, Maputo, 1977, 58p, p. 32.

⁶⁶⁰ 4 Cf. CHISSANO, Joaquim, *"Plenário nacional da FRELIMO : como exercer o poder popular para servir as massas (presentes em Mocuba 402 delegados de todo o país) »*, *Tempo* n°230, 23 de Fevereiro de 1975, pp. 4-8, p6 ; *Tout en se référant à l'époque, J. CHISSANO, soutenait que « en ce moment, nous ne voyons aucun intérêt de la part du peuple mozambicain de former des partis artificiels ; de créer des partis sans signification, qui ne soit pas le FRELIMO »*, voir CHISSANO, J., *« Histórica conferência de imprensa : Delegação da Frelimo fala a jornalistas na Ponta Vermelha »*, *Tempo* n°208, 22 de Setembro de 1974, pp. 55-56, p. 61.

⁶⁶¹ 5 A propos de la trajectoire de cette personnalité, voir ANTUNES, J.-F., *Jorge Jardim, agente secreto...op. cit.*, p. 355-358 ; TAJU, Gulamo, *O projecto do engenheiro Jorge Jardim*, (Trabalho de Diploma para a obtenção do grau académico de licenciatura em História), Maputo, Universidade Pedagógica, 1990 ; « Jardim : um agente do imperialismo », *Tempo* n°314, 10 de Outubro de 1976, pp. 31-35.

respectives. De plus, J. JARDIM avait des relations avec des personnalités influentes dans la bureaucratie étatique et les groupes d'investisseurs. Le groupe Champalimaud, dont il était le représentant, et les entreprises de la firme *Entrepосто* en sont quelques exemples. Cela lui permettait de « distribuer » des emplois aux Africains « instruits », qui entraient dans son cercle relationnel et collaboraient à son projet politique. Par ailleurs, à l'aide de ressources économiques à sa portée, J. JARDIM était devenu d'autant plus influent sur la presse qu'il a réussi à devenir le patron de quelques journaux. Le journal *Diário de Moçambique*, dont l'orientation s'opposait depuis son avènement au système colonial, a changé dès que J. JARDIM en est devenu l'actionnaire majoritaire. Le *Notícias da Beira* et l'hebdomadaire *Tempo*, déjà sous le contrôle de J. JARDIM, devinrent des véhicules de sa pensée politique : l'indépendance du Mozambique pouvait se réaliser sur la base de la construction d'un centre du pouvoir formé par des Blancs et des Africains, en dehors du patronage du Portugal. Ce modèle renvoie au modèle suivi par la communauté blanche en Rhodésie du sud.

Sur le plan externe, J. JARDIM a pu exploiter la situation de dépendance de la Rhodésie du sud et du Malawi, au système des transports ferroviaires mozambicain. A la suite de l'indépendance unilatérale de la Rhodésie du sud, Ian Smith, le chef du Front rhodésien et J. JARDIM, sont devenus des amis politiques. En ce qui concerne le régime de H. K. BANDA, du Malawi, J. JARDIM en était le Consul à Beira. L'enjeu de ce rapport était double : d'une part, le régime du Malawi avait pour but de mobiliser la collaboration des autorités portugaises afin qu'ils facilitent ses affaires économiques à travers le port de Beira ; d'autre part, le Portugal cherchait la coopération du Malawi pour capturer les guérilleros du FRELIMO, qui pouvaient éventuellement traverser le pays de H.K. BANDA. Moyennant des compromis avec le Président K. KAUNDA, de la Zambie, J. JARDIM a pu mobiliser des soutiens de ce pays pour le projet de Lusaka. A la suite de l'échec du « noeud-gordien », d'après ce projet, il fallait persuader le sommet du FRELIMO à accepter le partage du pouvoir avec « le mouvement de démocrates (J. JARDIM et amis) », au Mozambique. Ce mouvement donnait naissance à des partis politiques, dont nous retenons, la FUMO^{662 6}, le GUMO^{663 7}, le PCN^{664 8}, le COREMO^{665 9}, la JSN^{666 0}, le MUDM^{667 1}. K. KAUNDA, qui avait accueilli le FRELIMO dès 1967, très proche de la direction du FRELIMO, pouvait faire des démarches dans ce sens. L'insuccès de cette tentative augurait que l'indépendance du Mozambique se légitimerait sans partage du pouvoir. Cela a été d'ailleurs confirmé par les accords de Lusaka, à force desquels le FRELIMO a été reconnu comme l'organisation représentant tout le peuple mozambicain. S'est ainsi opérée la transition d'un système social où presque toute la richesse, toutes les positions d'autorité, toutes les entreprises agricoles, industrielles et commerciales, le pouvoir de décision, étaient aux mains d'une minorité européenne. L'idée du changement sous un régime à parti unique ne pouvait qu'entraîner le phénomène de crise d'identité. La conséquence en fut le mouvement d'émigration de colons : déjà en 1973, 22.000 colons quittèrent le Mozambique^{668 2}. Entre 1974 et 1976,

^{662 6} Front Uni de Moçambique

^{663 7} Grupo Uni du Mozambique, parti politique formé en 1974.

^{664 8} Parti de Convergence Nationale

^{665 9} Comité Revolutionnaire du Mozambique

^{666 0} La Junte de Sauvegarde Nationale

^{667 1} Parti Démocratique du Mozambique

^{668 2} Cf. VERSCHUUR, Christine et *all.*, *MOZAMBIQUE. Dix ans de solitude*, Paris, l'Harmattan, 1986, 182p, p. 130.

ce chiffre atteint 185.000 ressortissants. Orienté vers le Portugal, l'Afrique du sud et la Rhodésie du sud – ces deux derniers pays alors sous les régimes de minorités blanches –, ce mouvement d'émigration comportait des adhérents (Noirs et Blancs) au projet de Jorge JARDIM.

Troisièmement, la domination coloniale avait créé chez les assujettis une représentation négative du système colonial, ce qui explique leur attachement général à la valeur de l'indépendance. Dans les bidonvilles, les Africains voyaient dans le changement politique la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie. Dans les campagnes, bien qu'attachés à des pratiques culturelles définissant leurs particularismes, les paysans s'identifiaient également au projet de l'indépendance. Leurs attentes découlaient non pas des desiderata de classe⁶⁶⁹ ³ mais des modes à travers lesquels le pouvoir colonial s'inscrivait dans chaque espace aussi bien des conflits qu'il y a entraînés.

L'idéal de décolonisation au Mozambique ne pouvait pas éluder l'interactivité de ces forces sociales. Survenant dans un cadre de concurrence pour l'accès à des ressources politiques, ce processus se fit de pair avec des manifestations de comportement d'adhésion/collaboration et de rejet/résistance, selon la représentation de chaque segment social du changement. Du fait que la guerre ne s'est pas déroulée dans tout le pays, nous soulevons deux questions à propos du projet du Frelimo de créer l'Etat : comment a-t-il pu modifier les perceptions des gens que l'on cherche à mobiliser ? Comment put-il les convaincre ensuite de participer effectivement à l'action collective ?

La théorie rationnelle, en rejetant la distinction entre actions institutionnelles et non institutionnelles, proclame, d'une part, que la participation répond à des motivations rationnelles tournées vers la réalisation d'un intérêt personnel. Le processus de mobilisation de ressources est alors compris comme la mise en œuvre par une organisation d'une technique politique de prise de contrôle de ressources rares, dont il fait ensuite usage pour rémunérer la participation individuelle. La pensée de mobilisation de ressources, en soutenant le modèle de rationalité partagée, présente la limite de postuler que tous les agents ont la même perception de leur situation, une évaluation similaire des coûts et des avantages de l'action.

Selon Smelser⁶⁷⁰ ⁴, pour qu'une action collective se développe, il faudrait non seulement une tension structurelle, mais encore qu'y soit donnée une signification permettant de qualifier cette tension, de désigner des responsables et de proposer des modes de résolution d'un conflit. Turner et Killian⁶⁷¹ ⁵ enrichissent cette analyse. D'après ces auteurs, la définition collective d'une situation à travers l'interaction symbolique est à

⁶⁶⁹ ³ On s'aperçoit du caractère contradictoire entre le concept de "conflits de classes" et la réalité sociale qui fait l'objet de cette entreprise théorique. En effet, les paysans mozambicains représenteraient ce que Karl Marx envisage comme les paysans parcellaires, dont le trait essentiel consiste à être paradoxalement classe et non-classe. En ce sens, d'une part, ils se définissent comme catégorie sociale située dans le même contexte, exploitant des parcelles de terres, sans aucune division de travail, aucune utilisation de méthodes scientifiques, se procurant de moyens de subsistance ; d'autre part, ils ne constituent pas une classe, dans la mesure où il n'existe entre les paysans qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune Organisation politique. C'est pourquoi, dit K. Marx, ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom. Ainsi, conclut-il, les paysans ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés. MARX, Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris, Editions sociales, 1966, pp. 126-127.

⁶⁷⁰ ⁴ Voir SMELSER, cité, FILLIEULE, Olivier-PECHU, *LUTTER ENSEMBLE : Les théories de l'action collective....op. cit.*, p. 161.

⁶⁷¹ ⁵ Voir TURNER et KILLIAN, cités, *idem*.

l'œuvre dans le processus central d'émergence d'une norme situationnelle et dépend de conditions structurelles : la « défaillance » de la structure sociale et l'inadéquation de l'ordre normatif. Piven et Cloward^{672 6} suggèrent que la participation collective suppose de la part des mobilisés l'analyse de leur situation sociale comme modifiable et injuste.

Dans le sillage de ces apports théoriques, Gamson part « de l'analyse des cadres d'interprétation »^{673 7}, procédé mis au point par E. Goffman. Suivant ce dernier, des acteurs sont toujours situés dans un cadre d'interprétation où ils font appel à des ressources inégales pour légitimer une orientation et une action politique. E. Goffman interroge sur cette base les conditions dans lesquelles les gens défient les règles existantes, lorsqu'ils s'insurgent contre l'ordre dominant. De plus, Il montre comment notre disposition à l'apathie ou à l'action dépend en partie de la façon dont l'ordre social est structuré et structure notre inconscient politique. Dans cette perspective, l'analyse des cadres d'interprétation permet de décoder toute situation en décomposant les différents principes d'organisation qui structurent les événements. Goffman isole ainsi quelques cadres fondamentaux, qui constituent des grilles de lecture des événements.

Parmi ces cadres, Gamson utilise essentiellement le cadre d'injustice, suggérant que la rébellion contre les autorités soit en partie dépendante d'un sentiment d'injustice qui définit l'action d'un système d'autorité comme unique, et justifie en même temps le recours à des actions non conformes à ce système. Toujours dans la perspective d'E. Goffman, Gamson focalise son analyse de la mobilisation sur ce qu'il appelle les micro-mobilisations, c'est-à-dire les processus de mobilisation produits dans les interactions de face-à-face ou, si l'on préfère, les relations interpersonnelles. Il propose d'étudier les facteurs de la participation à partir de l'observation de petits groupes, pour mettre au jour les étapes menant les individus à adopter un nouveau cadre interprétatif.

Face à l'inefficacité du marxisme dans l'explication du phénomène de mobilisation à l'action dans les espaces entre la tradition et la modernité, l'emprunt de ce schéma d'analyse se présente pertinent pour appréhender l'avènement dudit « pouvoir populaire uni et indivisible »^{674 8}, au Mozambique. Nous soutenons que la capacité mobilisatrice du politique se doit à l'analyse et/ou à la construction de (nouveaux) cadres d'interprétation, tout en explorant les conditions structurelles et les demandes sociales. Pour obtenir des soutiens, un parti politique doit parvenir à faire partager sa vision des choses au plus grand nombre de gens. Pour cela, il se livre à un travail de décodage du réel, que l'on peut analytiquement décomposer en plusieurs éléments : identifier un problème, le qualifier en termes politiques, désigner des responsables, proposer une solution au problème, persuader que cette solution peut être obtenue par l'action collective.

Aux yeux des gouvernés, l'offre de réponses à ce cadre de problèmes n'est que la concrétisation de l'idéal du bien commun. Cette perception s'avère également efficace pour la mobilisation des savoirs inconscients, des illusions et des émotions, qui témoignent de

^{672 6} Voir PIVEN et CLOWARD, cités, *ibidem.*, p.162.

^{673 7} *Par cadre d'interprétation (frame alignment) on se réfère aux liens que les individus entretiennent avec l'interprétation des situations par les organisations de mouvement social, de telle façon que certains intérêts individuels, certains buts idéologiques sont congruents et complémentaires. Par le terme « frame », emprunté à Goffman, nous dénotons « des schémas d'interprétation » qui permettent aux individus de localiser, de percevoir, d'identifier et de « labelliser » les événements de leur vie et du monde en général. En donnant un sens aux événements, les cadres organisent l'expérience et guident l'action qu'elle soit collective ou individualiste Cf. SNOW, cit., *ibidem.*, p. 165.*

^{674 8} Cf. MACHEL, Samora, cit., in *Spectator*, art. cit., p. 33.

l'importance du symbolique dans la vie politique. En effet, la dimension symbolique de la politique est une ressource pour la mobilisation du consensus ou la modification des schémas d'interprétation, dans un cadre donné de conflictualité. Il en découle un certain seuil de légitimité du pouvoir, également mobilisable comme un moyen de faire réussir la construction sociale du système d'échanges à la base de l'accomplissement des rationalités du pouvoir^{675 9}.

Pour ce qui est du Mozambique, l'avènement d'un nouveau cadre d'interprétation tient à un processus interactif de trois éléments, à savoir : d'abord, les luttes factionnelles qui ont atteint le FRELIMO entre 1966 et 1968 furent elles-mêmes la source de contraintes l'obligeant à adopter le marxisme comme idéologie mobilisatrice. L'indépendance conquise, son adoption comme l'idéologie du parti-Etat se doit, d'une part, à la croyance de la part du cercle intérieur du mouvement en l'efficacité de celle-ci dans l'après guerre^{676 0} ; d'autre part, parce qu'on était à l'époque de la bipolarité internationale, cette croyance venait en amont du cheminement fait par le FRELIMO. L'accomplissement de cette entreprise fut redevable au partenariat avec des pays (à l'époque) socialistes.

En second lieu, la logique du combat mené par le FRELIMO était la conquête du pouvoir. Facteur du changement de la situation colonial et de l'acquisition du droit à la citoyenneté par les mozambicains, la lutte menée par le FRELIMO fut donc indissociable de la construction de l'Etat. Enfin, ce processus de changements s'est heurté à un mouvement de rejet et de résistance, articulé autour des ressortissants. Décrit dans les discours officiels comme « l'attaque de l'impérialisme »^{677 1}, cette atmosphère imposait la nécessité de

^{675 9} Des travaux de R. Dahl, M. Crozier et F. Chazel sont convergents sur l'aspect le suivant : l'exercice du pouvoir suppose la capacité de mobiliser les ressources de pouvoir comme des moyens susceptibles, dans une situation déterminée, de peser sur les comportements des partenaires de l'interaction. A propos, Charles Tilly a montré le concept de « répertoire d'action » l'ensemble de ressources susceptibles d'être effectivement mises en œuvre par les acteurs. Amitai Etzioni distingue les composants les suivants, qui structurent la base de l'exercice du pouvoir : « /.../ le pouvoir fondé sur la coercition (*Physical Power*), le pouvoir fondé sur la capacité de distribuer ou refuser des avantages matérialisables (*Material Power*), enfin le pouvoir fondé sur l'aptitude à mobiliser des convictions (*Normative and Symbolic Power*) ». La production des ressources de pouvoir sera, selon Ph. Braud, fondée sur trois pôles articulés : Les modes de production et distribution des biens matériels et services ; Les modes de production et gestion des outils de la communication ; et Les modes de production et monopolisation de la coercition. Voir ETZIONI, Amitai, « Social Control », *International Encyclopaedia of the Social Sciences*, ...op. cit., p. 396 et suiv. ; BRAUD, Philippe, *Sociologie politique*...op. cit., pp. 58-62.

^{676 0} « Ces expériences, celles de la lutte armée, constituent un patrimoine précieux qu'on doit défendre et élargir à l'échelon national. Cela entraînera la rupture avec des valeurs anciennes, mythes et habitudes ; la rupture avec les structures de la vie sociale, de l'organisation et de production, qui ont hérité de la société coloniale. Les expériences de la lutte armée symbolisent la concrétisation des nos victoires. Le mode d'organisation de la vie sociale dans les zones libérées a produit des réponses concrètes à nos problèmes. Nous nous inspirons donc de cette expérience pour définir la politique à mettre en œuvre dans la reconstruction nationale. La pratique nous a convaincu que nous sommes en état de résoudre des problèmes tout en faisant recours à notre capacité d'organisation. L'expérience d'organiser la population dans les zones libérées a réussi parce que nous avons accordé de la priorité à la formation de la conscience politique. Cf. Samora MACHEL, cité, BURCHET, Wilfred (Entrevista), « Samora Machel e a Revolução na Africa Austral », *Tempo* n°310, 12 Setembro 1976, pp. 18-23, p. 21.

^{677 1} Cette atmosphère de crainte avait sans aucun doute son bien fondé, dans le contexte du conflit de l'Afrique Austral. L'Afrique du sud, sous le régime de l'Apartheid, était aux prises avec l'opposition très active des mouvements de libération : l'*African National Congress* (ANC), de N. MANDELA et l'*Organisation du Peuple du Sudouest African* (SWAPO), de S. NUJOMA; la Rhodésie du sud, gouverné par le Front rhodésien, s'efforçait d'entretenir le système politique dominé par la minorité blanche. Le *Zimbabwe African National Union* (ZANU) et le *Zimbabwean African People's Union* (ZAPU) étaient à l'encontre de ce régime. L'Angola et le Mozambique venaient d'accéder à l'indépendance en 1975. On pensait que ces mouvements pouvaient mener leurs actions politiques à partir de ces nouveaux Etats. C'est la raison pour laquelle leur fragilisation était toujours envisagée

mobilisation des ressources d'action, pour faire face aux menaces externes. S'il est vrai que le parti-Etat, Etat (néo)patrimonial, s'est avéré être une conséquence des parcours du FRELIMO, il n'est pas moins certain qu'il fut également un atout de mobilisation politique.

On ferait remarquer les deux grands moments de la construction sociale d'un nouveau cadre d'interprétation.

A) *Au seuil du premier moment*, on identifie, à la suite des accords de Lusaka, la formalisation du Gouvernement de transition le 20 septembre 1974, dont la tâche était de permettre :

L'établissement du FRELIMO à tous les niveaux ainsi que la divulgation de son orientation politique /.../ et d'assurer la passation du pouvoir au peuple mozambicain. Pour cela, la réorganisation du parti est très importante, de manière à permettre la participation des masses à l'exercice du pouvoir. Le pouvoir populaire est un principe fondamental de notre révolution. L'objectif principal de notre combat, ce fut toujours la conquête du pouvoir. Sans pouvoir politique, on ne parviendra qu'à une libération illusoire et le peuple sera toujours exploité⁶⁷⁸ **2**.

Il s'est dès lors suivi le mouvement de formation des Comités du parti ou des Groupes Dynamisateurs (GD's), qui étaient des structures de base du FRELIMO. Dans les campagnes, il y avait, d'une part, le conflit pour le pouvoir entre des factions de familles régnautes ; d'autre part, le conflit entre celles-ci et leurs assujettis, dans le contexte du système colonial. Réhabilités comme de simples intermédiaires de l'administration coloniale, les chefs traditionnels étaient de plus en plus l'objet de contestation des communautés respectives. L'indépendance ayant été associée à l'attente sociale du changement, le Frelimo essaya de légitimer une nouvelle structure politique de base, dominée par des fonctionnaires du parti.

On se permet de revenir aux communautés paysannes du district de Manjacaze (voir chap. I et II), pour qu'on se rende compte de l'impact de ce processus. A la place des anciennes chefferies, on a créé des Comités ou GD's du *circulo* (arrondissement). Le GD du *circulo* donne naissance à un appareil politique, composé par le secrétaire du *circulo*, le secrétaire-adjoint et d'autres titulaires de postes, en charge de plusieurs secteurs d'activité (santé, production, défense, etc.). ; Le *circulo* se composait de plusieurs peuplements. Si dans le régime colonial ceux-ci étaient sous le contrôle de chefs de peuplement, dans le système naissant chaque peuplement sera doté d'une cellule. Le secrétariat de la cellule et l'Assemblée composait l'appareil politique de chaque peuplement. A ce niveau, les chefs de zones (*responsável do quarteirão*) ont pris les places des anciens maîtres des terres ; enfin, les chefs des dix familles représentaient le point d'appui à l'échelon le plus bas de ce nouveau sous-système⁶⁷⁹ **3**. Bref, le secrétaire du *circulo*, de la cellule (peuplement), les

par l'Afrique du sud et la Rhodésie du sud. L'Angola, après avoir passé un processus de décolonisation à la suite du traité d'Alvor (Portugal), fut envahit par l'Afrique du Sud, dans le but créer au sud un territoire tampon, qui empêcherait le mouvement des guérilleros du SWAPO ; le Mozambique, qui a du fermer ses frontières avec la Rhodésie du Sud pour « isoler les racistes, cf. S. MACHEL », était sous un état de guerre non déclarée.

⁶⁷⁸ **2** Cf. CHISSANO, Joaquim, (Premier-ministre du Gouvernement de transition), "Plenário nacional da FRELIMO : como exercer o poder popular para servir as massas (presentes em Mocuba 402 delegados de todo o país) », *Tempo* n°230, 23 de Fevereiro de 1975, pp. 4-8, p. 5.

⁶⁷⁹ **3** Cf. FRELIMO, *Documentos da 8a Sessão do Comité Central*, 1976, pp. 57-66.

chefs de zone et le chef de chaque ensemble de dix familles définissaient, à la base, la nouvelle structure du pouvoir.

Issue de rapports de loyauté à un nouveau pouvoir politique, le Frelimo, la logique du fonctionnement de ces nouveaux agents du pouvoir s'inscrivait dans le sous-univers politique communautaire. Cela veut dire que les clivages et les conflits politiques se structurent autour des notables, appuyés par des réseaux relationnels respectifs. La mise en place de cette structure, en accord avec Christian Geffray⁶⁸⁰4, apporta avec elle un mouvement de segmentation social. Ce phénomène se traduit non pas par l'opposition en termes de gauche/droite ou du conflit entre tenants de la monarchie/République, mais par l'existence de familles appartenant au cercle du pouvoir vis-à-vis de celles qui en étaient exclues⁶⁸¹5. Le fait de parvenir à la centralité de ce sous-système, revient à se placer au croisement de deux sous-systèmes, qui sont paradoxalement contradictoires et complémentaires : celui de l'espace communautaire, localiste, où la vie politique se confond avec le combat entre notables et réseaux respectifs, à propos de ressources rares ; celui représenté par les agents du parti-Etat, fonctionnant dans une logique échangiste et globalisante.

Paradoxalement, la tâche de l'appareil politique qu'on vient d'analyser, c'est d'assurer un réseau d'encadrement de la population, d'après les directives du parti. En effet, le travail de mobilisation consistait en des campagnes d'information dans les réunions politiques, qui étaient en même temps des moments de l'activation des réseaux d'interconnaissance, d'amitié ou de l'inimitié, par des relations de face-à-face.

Ce fut également avec le même souci que, dans le contexte de l'établissement du Frelimo, les villes⁶⁸²6 ont assisté, elles aussi, à l'avènement des GD's. L'aménagement d'une nouvelle structure administrative dans la ville de Maputo (ex-Lourenço Marques), la capitale, s'inscrivait dans la logique de formation des réseaux d'encadrement des gouvernés, comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau XII : Nouvelle division administrative de Maputo et Matola⁶⁸³7

⁶⁸⁰ 4 Voir GEFFRAY, Christian, *La cause des armes au Mozambique*, Paris, Karthala, 1990, 264p

⁶⁸¹ 5 Les familles des anciens chefs traditionnels, des chefs des peuplements, des maîtres de terres, qui ont eu des rôles d'intermédiaires entre des espaces communautaires respectifs et les pouvoirs colonial.

⁶⁸² 6 Voir l'annexe n°20 : Les villes du Mozambique

⁶⁸³ 7 Cf. « Nova divisão administrativa da capital do país », *Tempo* n°671, 21 de Agosto de 1983, p. 8.

District n° 1		District n° 4	Maputo	District n° 7	Machava-sede
	Polana A		Mavalane		Trevo
	Polana		Hulene		Unidade A
	Somerchield		Laulane		Patrice Lumumba
	COOP		Costa do Sol		S. Damaso
	Malhangalene A		Mahotas		Cingatela
	Malhangalene B		Albasini		Tsalala
	Central A	District n° 5	Luis Cabral	District n° 8	Matola A
	Central B		Jardim		Matola B
	Central C		Inhagoia A		Matola C
	Alto-maé A		Inhagoia B		Matola D
	Alto-maé B		Nsalene		Matola F
District n° 2	Malanga		25 de Junho		Matola G
	Chamanculo A		Gagamoyo		Matola H
	Chamanculo B		George Dimitrov		Matola J
	Chamanculo C		Mahlazine		Fomento
	Chamanculo D		Magowanine		Musumbuluco
	Xipanine		Zimpeto		Cikuana
	Minkandjuine	District n° 6	Congolote		Maplhampsene
	Unidade 7		1° de Maio		
	Aeroporto A		Zona Verde		
	Aeroporto B		Zona T3		
District n° 3	Mafalala		Unidade D		
	Urbanização		Acordos de Lusaka		
	Maxaquene A		Ndlhavela		
	Maxaquene B		Vale do Infulene		
	Maxaquene C				
	Maxaquene D				
	Polana Caniço A				
	Polana Caniço B				

Maputo et ses environs définissent un espace social où les rapports entre les colonisés et colonisateurs ont été ressentis autrement. La ville, différenciée du point de vue matériel en espace du ciment et en espace de bidonville (v. chap. I), témoignait de la différenciation sociale, sous une perspective raciale et économique. Cette réalité s'érigait en Loi qui organisait tant les préférences des gens quant au groupe relationnel, espace d'habitat, de loisir, que les sous-ensembles composant la hiérarchie sociale. Le message de S. MACHEL sur l'avènement du Gouvernement de transition s'est à ce propos adressé aux « femmes et hommes mozambicains ; militants et combattants du Frelimo », à qui il a rappelé la résistance des centres du pouvoir colonial au projet des mozambicains. Ce projet envisageait de mettre fin à « la hiérarchie sociale raciste, l'accès inégal à la santé et à

l'éducation, le monopole du pouvoir par le patronat dans les usines et par l'Administration coloniale »⁶⁸⁴8. Ce discours, tout en mettant en relief la situation d'iniquité due au système colonial, entre en « résonance » avec les attentes sociales de l'espace social de Maputo et ses environs. On assistera de ce fait à la formation de réseaux de mobilisation politique. Dans les quartiers, le secrétaire du circulo, de la cellule (peuplement), les chefs de zone et le chef de chaque ensemble des dix familles formeront la nouvelle structure du pouvoir. Le travail de mobilisation consistait, comme à la campagne, en des rencontres destinées à divulguer les directives du parti. Ces occasions servaient en même temps à activer les réseaux d'interconnaissance, par des relations de face-à-face⁶⁸⁵9.

De plus, on insistera sur le fait que ces outils de mobilisation sont également constitués par les appareils de production, parce que « le Frelimo doit se mettre en rapport avec tous les secteurs de la société » : « dans chaque usine, dans chaque répartition, dans chaque service, dans chaque établissement commercial, dans chaque entreprise agricole, les Comités du parti doivent mettre en œuvre les directives du Frelimo et du gouvernement de transition, libérant l'initiative des masses et leur capacité créatrice »⁶⁸⁶0. On arrive, en faisant recours à ce cadre d'interprétation, à légitimer le système du parti-Etat, qui se chargera de contrôler l'appareil économique. En outre, il se placera au centre de la construction et de la coordination des liens sociaux.

B) Le deuxième moment à la base d'un nouveau cadre d'interprétation est indissociable de cette crise et de l'illégitimité du système des rapports sociaux coloniaux : d'une part, l'accaparement par le cercle intérieur du Frelimo de ressources d'action se présentera nécessaire au profit d'une stratégie à la fois sécuritaire et redistributive ; d'autre part, ces faits étant accomplis dans une logique de « créer l'Etat », ils altèrent les conditions fondamentales de l'existence collective. Cette entreprise est associée au fait que « nous ne pouvons pas bâtir une nouvelle société sur la base de structures anciennes, fondées sur les rapports d'exploitation et de discrimination, à tous les niveaux »⁶⁸⁷0 ; et que, par ailleurs, « nous sommes incompetents à gérer le capitalisme ; même si nous le voulions, nous risquerions la faillite »⁶⁸⁸1. L'explication la plus porteuse pour cette étude est celle que le fondateur de la Rép. Populaire du Mozambique donna au sujet de la politique des nationalisations :

Quelques-uns, parmi vous, ici, seraient des propriétaires. Est-ce vrai ou non ? Si vous ne l'étiez pas, c'est parce que le système ne vous accordait pas l'occasion de l'être. Beaucoup parmi vous souhaitaient être, d'abord, des propriétaires de terres, ensuite, des propriétaires de maisons. Nous nous ne référons pas aux immeubles locatifs car le système ne vous le consentait pas. Mais s'il l'avait

⁶⁸⁴ 8 Cf. MACHEL, S., cit., EGERO, Bertil, Mozambique, *dez anos de construção da democracia*, Maputo, AHM, 1992, 272p. p. 79

⁶⁸⁵ 9 « Nous nous rendons à la maison de chaque citoyen afin de lui informer au sujet des recommandations reçues du chef de quartier », cf. Mateus CUMBANE, l'un des mobilisateurs de dix familles, cité, « Malanga : Grupos de dez familias sao unidades de democracia no bairro », *Tempo* n°688, 18 Dezembro de 1983, pp5-6, p5. D'après Jorge REBELO (Major General, Premier Secrétaire du parti pour la ville de Maputo) : « Pour à peu près 80% des quartiers de la capital ont été élus des chefs de dix familles et ils jouissent de la confiance des résidents . Ce sont des éléments engagés » ; « Les chefs de dix familles ne doivent pas visiter les membres de la communauté que pour leurs transmettre des orientations mais aussi pour promouvoir la convivialité », Cf. *Idem*.

⁶⁸⁶ 0 Cf. MACHEL, S., cité, Egerö, Bertil, *op. cit.*, p. 79

⁶⁸⁷ 0 Cf. S. MACHEL, cité, BURCHET, Wilfred (Entrevista), « Samora Machel e a revolução na Africa austral », *art. cit.*, p. 23.

⁶⁸⁸ 1 *Idem* ; voir aussi ALMEIDA, Adelino, A. M de, « MOÇAMBIQUE : Subídios para a Compreensão de Uma Realidade Política Africana », *Africana*, n°13, Março 1994, pp. 65-91, pp. 66-67.

permis à tous les Mozambicains noirs, un bon nombre d'entre vous aurait des maisons, des immeubles. N'était-ce pas pour cela que vous travaillez ? Quelques-uns auraient pu avoir de grands magasins ou des supermarchés, d'autres seraient des actionnaires de grandes usines, mais vous n'en avez pas eu l'opportunité. C'est pour ces raisons que nous avons agi vite, dans le sens des nationalisations. Au contraire, les uns seraient déjà des actionnaires, même si vous n'aviez pas d'argent. Vous seriez des candidats à la bourgeoisie nationale. Cette bourgeoisie nationale serait notre ennemi, à l'encontre de la révolution : des infirmiers seraient actionnaires des cliniques privées, dans des hôpitaux privés, comme ceux de Lhanguene et de Chamanculo ; des enseignants seraient des actionnaires des lycées privés, à Maputo, à Beira et dans d'autres villes. Dans tout cela il y aurait beaucoup de Mozambicains, qui seraient promus au statut d'actionnaires et, à ce titre, ils se placeraient dans le camp opposé au notre. Est-ce vrai ou non ? Capitalisme !⁶⁸⁹ 2

La prise en charge par cet Etat de la politique de l'organisation économique et du rôle de pourvoyeur de services a été lourde de conséquences : d'abord, il désorganisa la société civile ou les tendances à sa construction comme acteur social autonome; ensuite, il a placé ceux qui étaient au centre de ce système, les gouvernants, dans une situation des contrôleurs de ressources d'action (les biens économiques, le statut social, l'information, la force physique, l'autorité, la légitimité). A ce titre, ils sont habiletés de faire le rôle d'emprunteurs des ressources, tandis que les gouvernés, les « bénéficiaires de conquête du peuple », ont été maintenus dans la condition de débiteurs.

Tenu pour « populaire » du fait d'assurer au peuple l'accès à des ressources qui auparavant n'étaient pas à sa portée, ce système d'échanges apportera néanmoins les moyens pour entretenir des alliances et pour organiser la domination. En effet, à l'aide de rapports clientélistes, « le pouvoir populaire » déplacera le centre autour duquel gravitent les intérêts des acteurs sociaux et entreprendra de restructurer la société à son profit. Au demeurant, ce sera sur cette base que la stratégie de l'Etat prendra corps, sur le plan symbolique mais tout autant sur le plan matériel. Elle se traduira sur l'accomplissement d'un certain seuil d'institutionnalisation, traduite par la croissance d'une police, d'une armée d'Etat (les FPLM⁶⁹⁰3), par la construction d'une bureaucratie propre et le recrutement d'un personnel à ses ordres.

Des entreprises semblables s'avèrent utiles comme une source d'outils théoriques, à but comparatif. Au demeurant, leur dynamique n'est appréhensible que par référence à des ressources qui en forment le fondement. Dans une étude sur « l'autoritarisme », Guy Hermet montre la logique du fonctionnement de ce système. Suivant lui, Tous les gouvernements modernes peuvent [utiliser], dans les sociétés quelque peu industrialisées, quatre types génériques de ressources politiques : la coercition pure, l'appel aux valeurs ou à l'endoctrinement idéologique, l'octroi de bénéfices symboliques ou statutaires à des

⁶⁸⁹ 2 Cf. MACHEL, Samora, « *Criemos o partido de vanguarda para construirmos o socialismo* », *Tempo* n°319, 14 de Novembro de 1976, pp. 16-21, p. 20.

⁶⁹⁰ 3 Forces Populaires de Libération du Mozambique.

individus, des groupes ou des classes sociales, l'allocation d'avantages économiques ou matériels à des catégories spécifiques ou à l'ensemble de la population⁶⁹¹ 4.

On touche ici à la réalité et à la construction des allégeances envers le pouvoir s'étayant sur des moyens autres que ceux du pouvoir bureaucratique, - « le règne de l'ordre et de la loi » -, identifiés par M. Weber. Si l'on s'en tient à l'hypothèse développée par Eisenstadt, on est devant un système politique néopatrimonial, distinct par la généralisation des pratiques clientélistes et l'institutionnalisation de pratiques autoritaires :

Un tel modèle donne une orientation précise à la politique d'allocation des ressources. Entièrement contrôlée par le pouvoir politique, celle-ci se fait exclusivement en conformité avec sa stratégie ; au lieu de répondre à la logique économique de l'innovation, elle sert d'abord à entretenir le capital de soutiens dont dispose le pouvoir politique. Au lieu de se construire de façon autonome, elle reste subordonnée aux desseins de l'élite politique. Elle en profite également pour accéder ainsi directement aux richesses et accroître sa surface sociale par l'acquisition de rôles et des pouvoirs dans la vie économique. La pratique néopatrimoniale permet ainsi de renforcer les ressources du groupe au pouvoir, mais aussi de les échanger contre le soutien d'individus bien placés - notables, syndicalistes, leaders d'opinion, etc.⁶⁹² 5

Mais si ce recensement des pratiques du pouvoir aide à saisir l'essence des régimes néopatrimoniaux, il n'éclaire toutefois pas les raisons de sa dynamique. Plus précisément, on s'interroge si l'espace (politique) défini par un système néopatrimonial n'est-il pas, lui aussi, un espace de compétition autour du pouvoir ? La légitimité du régime néopatrimonial s'appuie-t-elle seulement sur sa capacité distributive, au mépris de la multiplicité de contextes définis par l'environnement – interne et externe - de son avènement ?

L'étude de Daniel Compagnon, portant sur « Ressources politiques, régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie » pendant le régime de Siyyad Barre (1969-1991), semble ne pas sous-estimer ce questionnement. Parvenu au pouvoir en 1969 moyennant un coup d'Etat, S. Barre s'est adonné vingt-deux ans de son régime, à une entreprise politique dont l'enjeu n'est intelligible qu'à la lumière du contexte géopolitique de l'époque. A la différence de la société mozambicaine, celle de la Somalie se distingue par son homogénéité linguistique, qui n'est point compromise par quelques variations dialectales et par la pérennité de petites communautés swahiliphones sur le côté sud. Par ailleurs, son unanimisme religieux constitue un trait culturel marquant, hormis une poignée de chrétiens que l'on peut sans mal négliger, la population est islamisée. A la différence de nombreux autres Etats africains, où les sociétés segmentaires coexistent avec d'autres modes d'organisation sociale, la structure lignagère y est l'élément dominant du cadre de vie des ruraux et qui conserve encore un fort contenu référentiel pour les citoyens.

Le prolétariat, classe au nom de laquelle Siyyad Barre proclama en 1970 l'adhésion de la Somalie au « socialisme scientifique », était introuvable⁶⁹³ 6. L'économie de plantation, très poussée le long des vallées Jubba et Shebelle à la suite de l'occupation européenne, n'avait guère modifié l'organisation sociale segmentaire et l'économie pastorale. Les pasteurs

⁶⁹¹ 4 Cf. HERMET, Guy, cité, COMPAGNON, Daniel, *Ressources politiques, Régulation autoritaire et Domination Personnelle en Somalie : Le régime de Siyyad Barre (1969-1991)*, (Thèse pour le Doctorat -Nouveau Régime), Université de Pau et des Pays de l'Adour-Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion, 1995, 759p, p. 156.

⁶⁹² 5 Cf. EISENSTADT, cité, BADIE, B., *Le Développement politique....op. cité, p. 190.*

⁶⁹³ 6 Cf. COMPAGNON, Daniel, *op. cit.*, p. 266.

nomades ou les agro-pasteurs des régions mieux arrosées, pratiquant la culture saisonnière sous la pluie, étaient encore largement majoritaires à l'aube des années 70⁶⁹⁴7. La sphère du capitalisme moderne restait limitée au négoce, dans une économie dépourvue de ressources minières et où la culture des bananes pour l'exportation n'atteignait que des tonnages modestes. Quant aux commerçants arabes ou indiens des villes, ils ont fait les frais de la création des compagnies à l'exportation dans le sud. Au début du XX^e siècle, la prétendue bourgeoisie capitaliste autochtone avait été totalement supplantée par les Italiens.

En Somalie (italienne) coloniale, une classe autochtone de commerçants d'import-export et de négociants en bétail (*dilaal*) émergea dans les années 1930-1940, soutenue par le boom économique lié aux opérations militaires. L'abolition en 1941 de la législation discriminatoire (fasciste) a favorisé l'extension de ses activités. Représentant alors entre 4 à 5% de la population active, les commerçants autochtones étaient cependant loin de concurrencer les plus grosses transactions commerciales, assurées par les Italiens, les Arabes ou les Indo-Pakistanaï⁶⁹⁵8. Dans le Somaliland, le rôle social et le nombre des *dilaal*⁶⁹⁶9 tendaient à croître depuis le début du siècle, avec l'augmentation des exportations d'animaux sur pied, mais surtout des peaux et des produits dérivés. L'administration fournissait, enfin, la dernière composante de cette couche sociale, assez semblable aux « évolués » d'Afrique occidentale française, définit ainsi par Charles Gesheker : « Née pour l'essentiel dans le secteur pastoral nomade, mais ayant acquis par la suite une série d'expériences variées – la ville, le commerce ou le mode de vie d'outremer –, la petite-bourgeoisie somali était une addition de propriétaires de camions, négociants, employés de bureau, enseignants, chauffeurs routiers et maquignons »⁶⁹⁷0.

Le mouvement nationaliste tant au Somaliland qu'en Somalie est issu de cette « petite-bourgeoisie » ou « classe » en formation. N'ayant aucune unité de statut, mêlant des entrepreneurs propriétaires, des salariés, des fonctionnaires et des hommes d'affaires, leurs intérêts matériels étaient distincts ; leur ciment idéologique était la revendication nationaliste. L'hétérogénéité de ce groupe n'empêchait toutefois pas qu'il s'avère critique de l'injustice de l'ordre colonial et fasse appel à la réunion des territoires somali⁶⁹⁸1. Après l'indépendance, le contrôle de l'appareil d'Etat par ce groupe a certes permis de promouvoir ses intérêts, sans pour autant en faire une classe dominante au sens marxiste.

Siyyad Barre et son régime autoritaire ont été surdéterminés par la combinatoire des réalités, qui menaçaient la stratégie du maintien de l'Etat. Les dissensions entre groupes

⁶⁹⁴ 7 Dix ans plutôt, leur proportion dans la population active avait été évaluée à 42,9% en Somalie italienne et 80% dans le Somaliland, cf. *Ibidem*, pp. 267.

⁶⁹⁵ 8 Il y avait 40 000 Arabes, Indo-Pakistanaï, Ethiopiens et Erythréens domiciliés en Somalia en 1956 et quelques centaines d'Arabes et Indiens dans le protectorat britannique, cf. LEWIS, I.M., *cit.*, *ibidem*., p. 269.

⁶⁹⁶ 9 Sorte de maquignons, les *dilaal* achetaient les animaux dans les marchés situés près des puits du nord du Hawd (Aynabo, Burao, Odweyne, Hargeisa) et les faisaient convoier par des gardiens jusqu'aux côtières, où ils les revendaient aux exportateurs, cf. GESHEKTER, Charles, *cit.*, *idem*.

⁶⁹⁷ 0 Cf. GESHEKTER, Charles, *cit.*, *ibidem*., p. 271.

⁶⁹⁸ 1 Ses membres avaient compris tout le parti économique qu'ils pouvaient tirer de la réunion de quatre territoires somali sous une autorité unique. La nouvelle partition qui intervint entre 1948 et 1954 entamait leurs fragiles acquis. Ainsi, deux mille membres du syndicat des transporteurs (Somali Transport Company), sans travail à la fin de la guerre, étaient disponibles pour l'agitation nationaliste : le STC fusiona d'ailleurs avec la Société Nationale Somaliland (embryon de la SNL) en 1948, Cf. GESHEKTER, Charles, *cit.*, *idem*.

claniques se confondaient avec les intérêts de ceux qui, dans chaque espace, avaient accumulé d'autant plus de ressources qu'ils y étaient des entrepreneurs politiques. Les partis politiques se sont structurés de l'intérieur de chaque espace par des circuits de patronage. Les habitants de chaque village sont clients d'entrepreneurs locaux, eux-mêmes clients du chef du parti qui règne le territoire, et qui, à son tour, dépend d'une des grandes familles de l'espace. Le mode de l'exercice du pouvoir, peut à la fois se définir comme « personnel et partisan », le patron exerçant son emprise sur tous les aspects de la vie de ses clients. Dans ce cadre de rapports sociaux, le localisme, l'affiliation obligée et le patronage, organisent les rapports sociaux : il apparaîtrait ainsi tout à fait arbitraire de séparer la sphère politique de la vie sociale, d'isoler la dimension politique et les relations quotidiennes entre les hommes. Être client c'est d'abord appartenir à un parti.

L'essai d'entreprendre une société globale dans ce contexte de culture politique rend inéluctable soit le recours à la contrainte physique soit à des compromis entre le patron le plus puissant et ceux dont l'influence se trouve affaiblie. L'effet de réseau produit l'allégeance, si précaire soit-elle, de membres/clients de chaque espace envers le projet de société globale. En effet, l'arrivée de Siyyad Barre au pouvoir grâce à un coup d'Etat signifiait la saisie d'une position avantageuse pour la construction des ces compromis, à nombre d'égards : du point de vue symbolique, il représentait la perspective de changements que le gouvernement d'Abdirashid Ali Shermarke n'avait pas accomplis ; sur le plan institutionnel, l'autorité s'avérait une ressource à mobiliser pour (re)faire des compromis dans le sens souhaitable ; la capacité distributive étant attachée à l'autorité, elle lui a permis de créer un cadre d'interprétation où des alliances entre entrepreneurs sont devenues pensables et souhaitables.

Ce fut donc dans ce contexte que S. Barre a été vu comme un entrepreneur de succès. La ressource du « nationalisme », dans une société segmentaire, était mis en œuvre au service de la construction de l'image du chef de l'Etat ; quant à l'adhésion au socialisme, le chef ne s'y montra enthousiaste que pour répondre à des contraintes contextuelles : « Nous devons avancer dans la réalisation des principes du socialisme, mais nous ne devons le faire qu'après les avoir intégralement assimilés. Si le socialisme n'a rien à nous apporter, alors nous devons le rejeter et prendre autre chose à la place. Mais s'il est utile, nous devons l'adopter⁶⁹⁹2».

Ce fut sur cet emprunt de l'idéologie marxiste-léniniste, qui n'a toujours pas été cohérent, que S. Barre entreprit le support de son régime politique. Cette incohérence lui a paradoxalement permis, d'une part, de légitimer le régime à parti unique auprès de certains secteurs sociaux et de justifier le contrôle politique des populations ainsi que la capture de l'économie par l'Etat ; d'autre part, la Somalie a pu se rapprocher de l'ex-URSS, dont les appuis militaires se sont révélés importants depuis les années 60 pour la Somalie, du fait de sa situation dans une zone stratégiquement convoitée par l'Ethiopie⁷⁰⁰3 et par les Etats-Unis⁷⁰¹4. Si les nationalisations de quelques compagnies étrangères en mai 1970 firent croire que la Somalie était sur les rails de la stratégie de l'ex-URSS, l'extrait qui suit témoigne de l'intérêt stratégique de la politique intérieure et extérieure des autorités somaliennes : « Je

⁶⁹⁹ 2 BARRE, S., *cité*, COMPAGNON, Daniel, *op. cit.*, p. 255.

⁷⁰⁰ 3 Les ambitions territoriales somaliennes ont provoqué deux guerres avec l'Ethiopie : en 1964 puis en 1977-1978, alimenté des relations tendues avec ses deux autres voisins. L'OUA réagit tout en isolant cet Etat, entre 1963 et 1967 et entre 1976 et 1986.

⁷⁰¹ 4 La situation géographique de la Somalie, à proximité des routes maritimes vers le Golfe Persique et le Canal de Suez, l'avait transformée pendant trente ans en enjeu stratégique, dans le contexte de la « guerre froide », faisant de ce pays successivement le client de l'URSS puis celui des Etats-Unis.

veux souligner que le socialisme en Somalie n'a pas pour objectif d'éliminer toute propriété privée. L'entreprise privée et les investissements étrangers sont toujours les bienvenus, pour autant qu'ils soient en accord avec nos plans de développement et qu'ils contribuent à l'intérêt national^{702 5} ».

A ce stade, il est donc opportun qu'on retienne les cadres poussant les entrepreneurs politiques de ces pays, le Mozambique et la Somalie, à faire recours au marxisme-léninisme. Aux prises avec la régulation d'une guerre anti-coloniale, menacé par des luttes factionnelles autour du pouvoir, le cercle intérieur du Frelimo trouva dans le marxisme une ressource pour anéantir les différences idéologiques. Ce processus allant de pair avec la guerre, il en a découlé la « décapitalisation » et l'exclusion de leaders d'autres groupes politiques. La conséquence, en fut « l'intégration » d'espaces et des forces sociales disparates au nom du nationalisme et de la stratégie de créer l'Etat, autour d'un chef. Déjà indépendant, dans un contexte de menaces externes (Apartheid, guerre anti-coloniale au Zimbabwe), le Mozambique prendra le marxisme comme ressource de l'organisation du parti-Etat. Tout en réclamant pour soi le rôle d'Etat-entrepreneur, il s'avérera un instrument pour promouvoir, par la production et la redistribution des richesses, les liens des espaces communautaires à l'Etat. Ce système de rapports sociaux était de même au cœur de l'allégeance et de la fidélité de l'élite du pouvoir, au chef du parti-Etat.

Pour ce qui est de la Somalie, la stratégie de « maintenir l'Etat » se heurtait aux dissensions entre groupes claniques, liés à des patrons/entrepreneurs dans une logique clientélaire. Les partis politiques s'étaient d'ailleurs structurés de l'intérieur de chaque espace par des circuits de patronage. A l'aide du marxisme et du régime à parti unique, S. Barre put rassembler des entrepreneurs de chaque région dans un système de rapports clientélares au profit de « l'intérêt national ». La voie somalienne de formation de l'élite du pouvoir prendra corps sur un système d'échanges, parce que garant de la mobilisation de patrons et de clientèles respectives, à l'égard du projet de « société globale ». Située dans une région convoitée par les puissances internationales, le marxisme-léninisme s'avérera utile pour que la Somalie mobilise des appuis militaires, pour faire face aux menaces externes.

Les supports du système du Mozambique et de la Somalie ont été donc bâtis sur des échanges, mus par une logique clientéliste. Dans ces pays, l'épuisement de ressources politiques – la crise du système socialiste en sera le facteur (supplémentaire) se placera au cœur de l'érosion de la légitimité du système politique. Au Mozambique, la guerre civile –1977/1992 (v. infra)-, tout en entraînant l'épuisement de ressources, a peu à peu rendu invisible la légitimité de l'Etat ; en Somalie, l'investissement des ressources dans la stratégie militaire-sécuritaire allant de pair avec l'entretien du système clientélaire, a eu le même aboutissement. Les difficultés du pouvoir s'inscrivent dans le système de représentation de chaque espace, expliqueront l'avènement d'un cadre complexe de conflit et la dynamique du système politique.

4.2. Elites et pouvoir : camarades, clients et appareil politique

^{702 5} Cette dimension stratégique est encore mise en évidence dans le passage de la réaction du président somalien : « [Notre socialisme] n'a rien à voir avec être pro-occidental ou pro-sociétique ; nous sommes seulement pro-Somalie. (...) Le conflit idéologique entre grandes puissances, devrais-je ajouter, n'a rien à voir avec nos problèmes. (...) Nous ne voyons pas [l'aide militaire soviétique] comme quelque chose qui compromettrait notre indépendance, mais seulement comme un moyen d'assurer notre sécurité », cf. BARRE, S., *cité*, COMPAGNON, Daniel, *op. cit.*, pp.262-263 ; 264-265.

4.2.1. Elites et pouvoir

Les systèmes politiques, du fait de l'interactivité du social et du politique qu'ils renferment, ne sont pas des entreprises figées. Dans cette étude de cas, le Mozambique, cette dynamique étant traduite par la débâcle de l'autoritarisme colonial et par l'avènement de l'autoritarisme du parti-Etat, elle est indissociable de la nature compétitive des espaces politiques. Cette compétition constitue une dimension nécessaire et incontournable des processus de stratification politique et de stratification économique et sociale, qui est immanent à la dynamique de la formation de l'Etat. Par sa capacité de gérer les rapports d'inclusion et d'exclusion à la base de la régulation de l'ordre politique, l'élite se définit à la fois par sa place de centralité et comme relation d'appartenance. Si l'on fait appel à la définition de G. Rocher, l'élite « comprend les personnes et les groupes qui, de pair avec le pouvoir qu'ils détiennent ou l'influence qu'ils exercent, contribuent à l'action historique d'une collectivité, soit par les décisions qu'ils prennent, soit par les idées, les sentiments ou les émotions qu'ils expriment ou qu'ils symbolisent »⁷⁰³6.

Qu'il se rapporte aux sociétés industrialisées ou à celles entre la tradition et la modernité, à la suite R. Dahl⁷⁰⁴7, quel qu'il soit, le système politique engendre l'élite du pouvoir.

Dans les premières, l'individualisme et l'exercice de la citoyenneté ont été érigés en des principes régulateurs de l'existence de la société civile ainsi que de son rapport à l'Etat⁷⁰⁵8.

⁷⁰³ 66 Cf. ROCHER, G., *Introduction à la sociologie générale, tome 3 : Le changement social*, Paris, HMH, 1968, 239p, p. 135 ; Pour A. Touraine, dont l'analyse s'inspire de la pensée marxiste, « L'historicité est en effet le champ de la lutte de classes, la casse dirigeante étant celle qui s'approprie les résultats de l'historicité. Dans ce cadre, un mouvement social est « l'action collective des acteurs de niveau le plus élevé, les acteurs de classe, qui luttent pour la direction sociale de l'historicité, c'est-à-dire des grandes orientations culturelles par lesquelles une société organise normativement ses rapports avec son environnement », Cf. TOURAINE, A, *cité*, FILLIEULE, Olivier-PECHU, Cécile, *LUTTER ENSEMBLE : Les théories de l'action collective...op. cit.*, p. 146.

⁷⁰⁴ 7 Cf. DAHL, R., « Une critique du modèle de l'élite du pouvoir », (Traduit de R. Dahl, « A critique of the ruling elite model », in R. BELL, D. Edwards, H. Wagner, *Political power*, New York, Free Press, 1969), in BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique. Textes et commentaires. Science politique, ...op. cit.*, pp. 52-53.

⁷⁰⁵ 8 Dans son livre, *Principes de la philosophie du droit* (1820), Hegel apporte des éléments théoriques permettant de supplanter l'opposition entre société civile et l'Etat ; le social est vu de plus en plus, non comme un niveau spécifique d'organisation des liens collectifs, mais comme le résultat de multiples facteurs (économiques, juridiques, mais aussi politiques, religieux, idéologiques) qui participent à des titres variés à la socialisation des individus. Prenant appui sur la science moderne de l'économie politique, Hegel se rapporte aux relations que les hommes nouent par le biais du travail et des échanges. Orientées vers la satisfaction de son système de besoins, ces relations ne sont pas, d'après Hegel, le tout de la société civile, mais son premier moment : elle englobe également l'administration de la justice et l'action régulatrice de l'Etat et des corporations. Manière de dire que l'ordre spontané du marché ne suffit pas à assurer l'harmonie du social, mais qu'il faut aussi qu'intervienne l'action régulatrice de l'Etat pour corriger les dysfonctionnements. En faisant de la société civile un moment de la « vie éthique », Hegel ne se contente pas de prendre acte de l'existence d'une sphère de socialité non politique. Il la justifie également, dans la mesure où elle s'avère indispensable à la rationalité accomplie de l'Etat. L'organisation du concept de société civile chez Hegel est donc moins dans le contenu de ce qui est décrit sous ce titre (la division du travail, les échanges, l'accumulation, la misère) que dans l'interprétation inédite (spéculative) des relations entre individu et totalité éthique qui préside à sa présentation. La société civile est sans doute le « système de la vie éthique perdue dans ses extrêmes », c'est-à-dire le moment de la plus grande scission entre universel et particulier, mais elle est aussi le procès qui permet que l'identité éthique, c'est-à-dire identité entre l'individu et le tout, se dépouille de son immédiateté naturelle pour devenir identité réfléchie et voulue. La société civile moderne est le terrain de développement de la culture, grâce à laquelle l'autonomie de l'individu et l'autorité suprême de l'Etat cessent d'être comprises comme mutuellement incompatibles. Société civile et Etat sont certes différents, mais ils ne s'opposent pas. Voir COLLIOT-THELENE, Catherine, « Etat et société civile », RAYNAUD, Philippe-RIALS, Stéphane, *Dictionnaire de Philosophie Politique*, Paris, PUF, 1996, 776p, pp. 225-230.

La citoyenneté crée un mode d'appartenance, proprement politique, à la base duquel se trouve l'institution, sphère à la fois séparée des appartenances traditionnelles et fondatrice d'une communauté de droit. D'un même mouvement, elle extrait donc l'individu des communautés traditionnelles, mais c'est pour restituer aussitôt dans une autre « société », celle de la politique instituée. Dimension centrale également, bien que sous-estimée, la citoyenneté est d'emblée un « mode de relation » et donc une manière de situer l'individu dans une collectivité. Comme le note Lochack, « en exerçant leur droit de vote, les électeurs réaffirment par un geste symbolique leur identification à la nation, leur adhésion aux institutions, leur appartenance à la communauté »⁷⁰⁶9. Dans cette collectivité, marquée par l'affirmation de la compétition due au pluralisme économique, social et politique, la politique s'accomplit, semble-t-il, selon la logique de l'offre et de la demande du [marché]. L'élite du pouvoir s'y distingue par l'accomplissement de deux réalisations majeures : d'abord, par sa capacité de mobilisation de l'opinion majoritaire pour légitimer son accès au contrôle de l'appareil politique ; ensuite, à l'aide de cette ressource, elle parvient à reconstituer l'acteur collectif nécessaire au fonctionnement de la société globale ainsi que de sa régulation.

Attachant plus d'importance à l'explication structurale et au pouvoir décisionnel, W. Mills fait ressortir la capacité de l'élite du pouvoir de « relier les échelons moyens et inférieurs du pouvoir aux échelons supérieurs de la décision »⁷⁰⁷0. Pour R. Dahl, l'élite du pouvoir se présente comme un groupe de contrôle, qui n'est pas un pur artefact des règles démocratiques. Quantitativement inférieur à une majorité, c'est une minorité dont les préférences prédominent régulièrement dans les cas où des choix différents se présentent portant sur des questions politiques fondamentales. Le pouvoir décisionnel a été également pris par R. Dahl comme critère pour différencier la fraction de l'élite ayant du « pouvoir réel » de ses satellites. L'accès à l'une ou à l'autre de ces « strates », d'après l'étude menée par Dahl à New Haven, relève d'un combat pour le contrôle de ressources :

Les objectifs et les motifs qui poussent les leaders à l'action, ce sont par exemple : un meilleur revenu, la richesse, la sécurité économique, le pouvoir, le prestige social, la renommée, le respect, l'affection, l'amour, la connaissance, la curiosité, l'amusement, le plaisir d'exercer ses talents, l'ivresse de la victoire, les satisfactions d'ordre esthétique, la morale, le salut de l'âme, l'héroïsme, le sacrifice de soi, l'envie, la jalousie, la soif de vengeance, la haine – et toute la vaste gamme des sentiments humains⁷⁰⁸1.

La réussite de la strate ayant du « pouvoir réel » découle, suivant R. Dahl, de plans d'action et de stratégies dont la mise en oeuvre requièrent d'ordinaire les services d'autres personnes. Pour les rallier au projet de société globale, la strate maîtrisant des ressources accorde à leurs auxiliaires des « avantages bénéfiques à leur standing social et à leur prestige ou qui leur procureront amusement, agapes joyeuses, espoir de salut éternel »⁷⁰⁹2. Le système d'échanges étant à la base de ce système de rapports sociaux, il renvoie à la particularité coalitive et collusive du pouvoir. Les relations de pouvoir deviennent ainsi

⁷⁰⁶ 9 Cf. Lochack, cité, NEVEU, Catherine, « Anthropologie de la citoyenneté », ABÉLÈS, Marc, - JEUDY, Henri-Pierre, (sous la direction de), *Anthropologie de la citoyenneté*, Paris, A. Colin/Masson, 1997, 282p, pp. 69-90, p. 75.

⁷⁰⁷ 0 Cf. MILLS, Wright, « L'Elite du pouvoir » (Extrait de Wright Mills, « L'Elite du pouvoir », Paris Maspéro, 1969, pp281-285, Revue française de science politique, Juillet-Sept., 1954, pp469-476), BIRNBAUN, Pierre, *Le pouvoir politique. Textes et commentaires. Science politique....op. cit.*, p. 95.

⁷⁰⁸ 1 DAHL, R., *Qui Gouverne ? op. cit.*, p. 106.

⁷⁰⁹ 2 *Ibidem.*, p. 192.

extraordinairement compliquées dans les systèmes d'interactions à plusieurs niveaux, que ceux-ci soient hiérarchiques ou qu'ils résultent de la juxtaposition de systèmes autonomes et interdépendants.

Pour ce qui est des espaces entre la tradition et la modernité, pris en compte ces support de l'élite, il semble opportun qu'on s'interroge sur la suivante spécificité : si les élites prennent corps dans les institutions ou les centres pertinents du pouvoir (partis politiques et toute sorte d'organisations), cette couche sociale ne serait-elle essentiellement un réseau formel et informel de relations, entre les membres prééminents appartenant à ces institutions ? Du fait de la nature compétitive des espaces politiques autour de ressources d'action, l'accès ou l'exclusion du pouvoir ne se traduisent-ils pas par la formation d'une élite dans la circonstance de l'opposition ?

Après l'indépendance d'un bon nombre de pays africains, l'espace de l'élite du pouvoir s'est défini, semble-t-il, par les mêmes traits : des factions mues par des enjeux concernant la société globale ou l'ethnie respective se livrent à la mobilisation d'adhérents pour légitimer son accès au contrôle de l'appareil politique ; cette ressource ayant été conquise, elle est mise en œuvre pour la reconstitution de l'acteur collectif, nécessaire au fonctionnement de la société globale ainsi que de sa régulation. Au Mozambique en particulier, l'Etat-entrepreneur et l'autoritarisme qui lui est intrinsèque s'étant placé au cœur du jeu social, après l'indépendance, l'infrastructure du pouvoir politique prend comme fondement la possession des moyens d'administration ou de gouvernement⁷¹⁰3.

Dans ce contexte, la mise en valeur du concept de concurrence sur le marché paraît non approprié pour expliquer la distinction élite-masse. Car ce phénomène ne serait pas tout à fait saisi à la lumière des apports ni de Caetano Mosca (1858-1941)⁷¹¹4 ni de Vilfredo Pareto (1848-1923)⁷¹²5. Les éclairages de K. Marx sur la matière ne seraient pas non plus

⁷¹⁰ 3 WEBER, M., *Economie et société...op. cit.*, p. 291.

⁷¹¹ 4 Le premier à avoir donné une formulation cohérente de la théorie des élites, C. Mosca considère que la souveraineté populaire est tenue comme une vaste imposture. Le pouvoir est toujours confisqué par une petite minorité qui se réfère aux principes uniquement pour donner une apparence de légitimité à ses agissements. Le pouvoir est détenu par cette minorité appelée classe politique, classe dirigeante ou dominante, dont les intérêts communs sont suffisamment forts pour déterminer l'unité et la cohésion nécessaire à l'existence d'une classe sociale. A l'intérieur de cette classe existent des groupes stratifiés. Celui des hauts dirigeants occupe le sommet et donne des impulsions nécessaires aux autres groupes dominés. Tous ces groupes partagent des intérêts matériels et culturels communs, quoiqu'on ne puisse pas dire qu'il y ait homogénéité absolue entre eux. Néanmoins leur unité et leur cohésion sont assurées par l'organisation dont émane en dernière analyse la force aussi bien que la structure que les fonctions du pouvoir. L'organisation implique une division des fonctions, des qualités, des connaissances techniques ainsi qu'une véritable structuration de type pyramidal. Cela favorise justement la possibilité de contrôle de la minorité dirigeante sur la masse, procure de nouveaux alliés, élargit la sphère des personnes susceptibles de fournir à la classe dominante appuis et assistance. Cf. MOSCA, C. cité, BUSINO, Giovanni, « Elite et élitisme », RAYNAUD, Philippe-RIALS, Stéphane, ...op. cit., pp. 200-202, p. 200.

⁷¹² 5 Dans sa construction, la variable indépendante est plutôt le facteur psychologique, alors que l'organisation est la variable dépendante : certaines qualités et capacités sont présentes chez certaines individus, mais jamais chez tous, d'où les disparités et les différences entre les hommes, d'où également la stabilité dans la stratification sociale, ainsi que la division de la société en groupes et classes très hétérogènes. Ces groupes et ces classes sont en conflit et il ne fait aucun doute que la lutte de classes est un élément déterminant dans la vie des sociétés. Il existe aussi une lutte à l'intérieur des groupes et des classes pour obtenir l'hégémonie sur un certain groupe et/ou sur une classe ou même sur tous les groupes et sur toutes les classes de la société. La partie du groupe et de la classe capable de s'assurer cette hégémonie, est appelée élite. L'élite est constituée de personnes dotées de grandes capacités dans les diverses branches des activités sociales. La société est donc constituée de deux strates : la strate inférieure, dite la strate non élue, et la strate supérieure, la dite la classe élue. Cette dernière se divise en deux : la classe élue de gouvernement et la classe élue hors gouvernement. Cf. PARETO, Vilfredo, cit., *Ibidem.*, p. 201.

complètement satisfaisants⁷¹³6. Différant sur le plan de l'interprétation des causes de la réussite des élites mais complémentaires et convergentes quant à leur fonction dominatrice et régulatrice, les études de ces auteurs ont eu un cadre précis d'avènement : il s'agit du cadre de l'Etat-nation, où la représentation collective de citoyenneté, traduite par un ensemble d'acquis reconnus aux citoyens, définissait à la fois un mode de rapport au politique et une identité collective ; Le libéralisme y fut réifié comme valeur partagée entre dominants et dominés régulant le rapport au politique. Cela s'est d'ailleurs traduit sur le plan du droit par l'institutionnalisation de la concurrence comme ressource de participation aux entreprises collectives et de régulation de l'ordre politique.

Ces spécificités du rapport au politique dans les pays développés prises en compte, il nous paraît aisé d'identifier le trajet de l'élite du pouvoir au Mozambique et dans d'autres espaces entre tradition et modernité. Elle se structure comme un réseau autour d'une centralité, le chef charismatique, celui qui a pu diriger la lutte anticoloniale. Son entourage se compose d'individus qui lui sont reliés tant par un savoir commun que par une trajectoire biographique, qui est celle de camarades de combat pour le pouvoir.

La nation mozambicaine est née de ce grand combat pour la libération, de la grande épopée de l'indépendance, que le camarade S. MACHEL a dirigé, tout en intégrant nos capacités, nos armes et nos diversités (ethniques). La nation mozambicaine est aujourd'hui la patrie des mozambicains, sans exception. Le camarade S. MACHEL est de ce fait le fils estimé de la nation mozambicaine. Il est celui qui, par son exemple de dévouement au peuple, nous rend orgueilleux d'être Mozambicains. S. MACHEL est un grand patriote, un grand combattant, le dirigeant insigne dans la lutte pour le développement. C'est lui qui, à chaque moment, est à même d'associer la réalité mozambicaine à la dimension universelle de la lutte des classes, celui qui a les intérêts du peuple toujours présents dans chaque étape de la construction du socialisme. S. MACHEL est celui qui a témoigné de la capacité de faire que le parti et l'Etat assument, sans cesse, ces valeurs et, de ce fait, il est notre guide et notre camarade⁷¹⁴7.

Les faits vécus en commun lors de cette lutte, la résistance de chacun aux moments pénibles pour le mouvement de libération, la fidélité au chef, sont de références pour appartenir au cercle de « cadres produits par révolution »⁷¹⁵8. Du fait d'être «

⁷¹³ 6 L'essence de la pensée de K. Marx peut ainsi s'énoncer : « *Du fait que la propriété privée s'est émancipée de la communauté, l'Etat a acquis une existence particulière à côté de la société civile et en dehors d'elle ; mais cet Etat n'est pas autre chose que la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité, pour garantir extérieurement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La société civile se transforme ainsi en société de classes ou société bourgeoise (élite dominante) s'oppose en ce sens à la véritable société humaine, société sans classe qu'il revient au communisme de réaliser* », cf. MARX, K., cité, COLLIOT-THELENE, Catherine, « Etat et société civile », RAYNAUD, Philippe-RIALS, Stéphane, *op. cit.*, p. 230 ; voir à propos des élites africaines une critique intéressante de BAKARY, Tessa D., *Les élites africaines au pouvoir*, Bordeaux, Institut d'Etudes Politiques-Université Bordeaux I, 1990, 138p, p. 15 et suiv.

⁷¹⁴ 7 D'autres "camarades" de cet itinéraire caractérisent S. MACHEL selon les termes qui suivent : « Je me souviens de l'intervention du Camarade S. MACHEL lorsque nous avons eu des problèmes de commandement. Les chefs, tout en se contentant de rester à la frontière, dirigeaient la guerre sans y participer. Comme dans d'autres occasions, ce fut à nouveau le camarade S. MACHEL qui nous a appris la solution adéquate », voir MOIANE, José, (Combattant vétéran), « Uma Direcção Sólida », *Tempo* n°677, 2 de Outubro de 1983, p. 7 ; voir l'art. « Sob a sua direcção construiremos o socialismo : moção de saudação ao Presidente Samora Machel », *Tempo* n°656, 8 de Maio de 1983, p. 25.

⁷¹⁵ 8 Cf. MACHEL, S., « Criemos o partido de vanguarda para construirmos o socialismo », *Tempo* art. cité, p18 ; voir aussi MACHEL, S., cité, BURCHET, Wilfred, « Entrevista com o Presidente Samora », *Tempo* n°307, 22 de Agosto de 1976, p. 42.

idéologiquement engagés »⁷¹⁶9, ce fut de ce groupe que le chef et le noyau central du parti recruta « la classe de ceux qui allaient gouverner »⁷¹⁷0. Cela justifiait par conséquent le cumul des fonctions partisans et gouvernementales par nombre des militants « d'en haut ». Déjà à l'indépendance, 5000 des 15000 membres du Frelimo furent placés dans l'appareil étatique vu que, selon son IV^{ème} congrès, «il était nécessaire de garantir le contrôle de l'Etat »⁷¹⁸1, dont la direction politique, au niveau central, des provinces, des districts, des localités, fut confiée à des « cadres d'absolue confiance, forgés dans la lutte armée »⁷¹⁹2.

Ce processus ne va pas sans entraîner des rapports d'exclusion et d'inclusion, immanents au mode de gouvernance et à l'ordre politique du parti-Etat. Si les uns arrivent au pouvoir à la suite de la réussite du combat pour le pouvoir (Le Frelimo), les autres (L'appareil colonial) sont contraints de le quitter. Successivement, on aura la définition de deux camps opposés de l'élite⁷²⁰3 investissant le politique à la manière permise par la circonstance de l'autoritarisme politique et qui peuvent ainsi se présenter :

A) Dans le camp de vainqueurs :

-le chef et cercle intérieur du parti ;

-les politiciens-militaires-techniciens en charge de plusieurs postes dans l'exécutif du mouvement de libération ; les responsables pour les divers domaines de l'Organisation (santé, éducation, finances, mobilisation et propagande, agriculture, commerce, organisation du parti, politique extérieure, etc.) ; ils sont devenus désignables pour des postes gouvernementaux, à plusieurs niveaux du pouvoir. Définissant la hiérarchie du système du pouvoir, ceux-ci allaient du centre du pouvoir, la capitale, et s'étendaient dans les provinces, dans les districts, dans les localités ;

-les politiciens-commandants militaires auront comme domaine privilégié d'intervention celui de l'organisation du système de défense et de sûreté ;

-Les fonctionnaires (Noirs et Blancs) transitant de l'appareil d'Etat colonial au nouvel appareil d'Etat : titulaires de diplômes dans plusieurs domaines, tout en ayant témoigné de l'adhésion à l'orientation du parti-Etat et à son projet politique, ils ont été intégrés dans la hiérarchie de cette entreprise politique.

B) Dans le camp opposé :

-L'ensemble d'éléments composant l'appareil politique colonial (Le gouverneur colonial et les responsables de plusieurs secteurs du gouvernement colonial) se présentent comme des ressortissants, à la suite de la mise en terme de la guerre coloniale.

-Fonctionnaires et techniciens (Blancs) attachés à plusieurs domaines de l'appareil de l'Etat colonial. Ne s'identifiant au régime du parti-Etat, de crainte de se voir privés de leurs privilèges, ils quittèrent le Mozambique ;

-Fonctionnaires et techniciens (Noirs) de l'appareil de l'Etat colonial qui sont parvenus à se compromettre avec le modèle de décolonisation de J. JARDIM. Ils ont été de ce fait contraints à partir en exil ;

⁷¹⁶ 9 *Idem.*

⁷¹⁷ 0 *Idem.*

⁷¹⁸ 1 Frelimo, *Du sous-développement au socialisme...* op. cit., p. 98.

⁷¹⁹ 2 Cf. DAGNOMO, cité, CAHEN, Michel, « Etat et pouvoir au Mozambique », ...op. cit., p. 39.

⁷²⁰ 3 Dans le recensement des sous-ensembles composant les segments de l'élite nous nous inspirons de LLOYD, P.C., cité, BAKARY, Tassy D., *Les élites africaines au pouvoir, ...op. cit.*, pp. 26-27.

-Les élites traditionnelles, composées par les chefs et les dirigeants traditionnels, sont des élites à « statuts » dans leurs régions, leur ville ou leur village. On distingue, parmi ceux-ci, les leaders traditionnels opérant dans un contexte « moderne » ; les chefs religieux lettrés en langues locales ; les chefs traditionnels illettrés ou peu instruits, c'est-à-dire des personnes dont le mode de vie est très peu influencé par l'Occident et qui, malgré leur pauvreté, sont satisfaites du maintien des symbols traditionnels du pouvoir.

Pour le moment, on a affaire au sous-ensemble composant le groupe de ceux qui arrivent au pouvoir. Le parti-Etat et l'autoritarisme politique leur serviront de ressource pour la construction de leur espace de domination. Cela découle des principes du fonctionnement et de la façon dont se structurent les Partis uniques et d'avant-garde. Comme le note M. Duverger⁷²¹ 4, le Parti unique est une entreprise politique dont le point de départ est la constitution de liens entre les membres d'une élite. Il a pour but de forger des élites nouvelles, de créer une classe dirigeante neuve, de réunir et de former les chefs politiques aptes à organiser le pays, car les masses ne peuvent pas se gouverner elles-mêmes. Suivant le principe du centralisme démocratique de V.I. Lénine, sa structure comporte d'abord "un noyau central" puis les structures intermédiaires entre ce cercle intérieur et les masses. Minoritaires par rapport aux autres instances, les postes occupés par l'élite du noyau central ne sont pas électifs car ils sont structurés sur la base de la cooptation.

De la sorte, une oligarchie se forme à l'intérieur du Parti, qui monopolise le pouvoir. C'est à cette élite minoritaire que revient le droit de structurer le Parti en respectant la hiérarchie et les mécanismes d'adhésion contrôlée. Cela fait, c'est de même le cercle intérieur du Parti qui s'occupe à la fois de l'encadrement, de l'instruction des militants afin de les rendre capables de remplir leurs tâches, relatifs à tous les degrés du pouvoir du parti-Etat.

Structurée et hiérarchisée selon un ensemble de règles présidant au système des rôles et des rapports de pouvoir, la classe dirigeante parvient à se constituer en une communauté, à l'intérieur de la société à qui elle sert d'exemple et de guide. Préparée par le Parti, cette élite remplit son rôle de direction car les principaux chefs administratifs et économiques en sont issus, mais le Parti lui-même, en tant que corps, ne cesse jamais de contrôler tous les organes de l'Etat. Sa fonction est d'administrer et d'assurer le dynamisme du système, d'après le principe de fidélité politique. Les représentants du Parti siègent donc partout depuis les conseils locaux ou spéciaux ; depuis les administrations jusqu'aux syndicats, coopératives, associations culturelles, etc.

Si l'on envisage les choses sous cet angle, on relèvera que le Parti unique et d'avant-garde mozambicain (1977-1990) n'est pas tellement différent. En effet, le Parti Frelimo était à la fois le mécanisme de stratification sociale et de sélection de technocrates, qui remplissaient les rôles les plus importants dans l'appareil bureaucratique. Formés et encadrés hiérarchiquement selon les principes définis par le cercle intérieur du Parti, ces technocrates se constituaient en élite du pouvoir. Le fait d'y parvenir, était toutefois conditionné à nombre de "qualités" convenables au noyau partisan. Rassemblée autour du chef et du cercle intérieur du parti, cette élite prendra le parti-Etat comme ressource pour la construction de son espace de domination.

M. Weber explique le fonctionnement de l'Etat sous sa forme du pouvoir institué et légitime et, de ce fait, comme un système de pouvoir ennemi d'autres formes de pouvoir. Cette pensée ne saurait pas éclairer le cadre réel de la dynamique du système politique. Pour ce qui est du Mozambique, ce cadre s'est certes défini comme un espace d'intervention du pouvoir en faveur de son projet de société globale ; mais il a été aussi

⁷²¹ 4 Voir DUVERGER, Maurice, *Les partis politiques op. cit.*, pp. 178-293.

marqué par des résistances : celles dressées par les agents de son environnement externe, caractérisé, à l'époque, par l'opposition entre le régime de l'Apartheid et le régime de la minorité blanche en Rhodésie du sud ; celles de sous-espaces ethniques, encore attachés à des modes d'allégeance communautaires et religieux. La construction d'un système clientélaire, légitimé par la capacité distributive du Frelimo et par la mise en place d'élections monopartisanes (1977 et 1980), est venue s'inscrire dans la rivalité pour la maîtrise de ressources nécessaires à la régulation politique.

4.2.2. Pouvoir « populaire » et stratégie légimatrice : camarades, clients et appareil politique

Il n'est de pouvoir qui ne revendique pour soi la primauté dans le jeu du social et du politique. Dès qu'il s'agit d'un acteur aux prises avec la régulation d'une société globale, un certain nombre de prérequis s'avère inéluctable :

-d'abord, la capacité à se placer dans une instance avantagée du point de vue de l'accès et du contrôle des ressources matérielles, institutionnelles et symboliques, parce que nécessaires à la structuration d'échanges inégalitaires ;

-ensuite, la mise en place d'un système de rôles qui conduit tant à une division des rôles qu'à une distinction des groupes sociaux. C'est en cela que repose l'existence du politique comme instance spécialisée aussi bien que la mise en place d'un système de rapports de pouvoir. Le rôle dirigeant ne peut se dérouler que dans le cadre de la différenciation des activités des groupes sociaux. Le consentement des acteurs sociaux à cette différenciation suppose qu'ils aient intégré des règles du jeu stables et qu'ils soient parvenus au stade de leur institutionnalisation. En l'occurrence, on le tient pour un principe régulateur d'une société, selon un modèle organisationnel étroitement lié aux problèmes fondamentaux et aux besoins de cette société. L'institutionnalisation est ainsi rendue effective en termes de normes et d'obligations entraînant l'acceptation « volontaire » des membres de la société ou le recours à la sanction⁷²²5.

-enfin, dans ce système de rapports de pouvoir, il y a donc un rapport dialectique entre l'exercice de la contrainte et la recherche de la légitimation, non seulement de la part des détenteurs du pouvoir mais aussi chez ceux qui le subissent et en sont, à des degrés divers, des victimes⁷²³6.

On souhaiterait dans ce recueil faire voir que les systèmes de pouvoir, qu'ils se rapportent aux pays industrialisés ou à ceux entre tradition et modernité, sont toujours oligarchiques. C'est bien au moyen de leur nature oligarchique que ceux qui se trouvent aux prises avec leur régulation réussissent à inscrire le pouvoir dans l'ensemble d'espaces sociaux composant la société globale. Ils parviennent en outre à mobiliser des allégeances

⁷²² 5 EISENTADT, cité, BADIE, Bertrand, "Formes et transformation de communautés politiques", LECA, J.-GRAWITZ, M., (sous la direction de), *Traité de science politique... op cit.*, p. 610.

⁷²³ 6 Ce fut à juste titre que Max Weber a pu soutenir que le pouvoir, en tant qu'instance politique à but régulateur, se dote à titre exclusif de moyens pour exercer la contrainte légitime. Destiné à rendre possible la reproduction d'un système politique, ce processus, contrairement à la perspective réaliste, ne se réduit pas à la seule coercition, si essentielle qu'elle puisse être dans de multiples circonstances et encore moins à la contrainte physique qui n'en est que la forme la plus saillante. Attachés à une approche interactionniste et stratégique, Lavau, M. Crozier et E. Friedberg se sont également rendu compte du même aspect. Ils font remarquer que le pouvoir peut se préciser comme une relation d'échange, donc réciproque, mais où les termes de l'échange sont favorables à l'une des parties en présence. C'est un rapport de force dont l'un peut retirer davantage que l'autre, mais –ajoutent-ils - où également l'un n'est jamais totalement démuné. Voir LAVAU, G., cité, LECOMTE, P.-DENNI, B., *Sociologie du politique...op. cit.*, p. 18-19 ; CROZIER, M.-FRIEDBERG, G., *L'acteur et le système....op. cit.*, p. 68.

nécessaires au profit de l'entreprise des collectifs d'action ou, au contraire, à susciter des résistances, qui sont à la base de la dynamique du système de rapports sociaux.

La trajectoire du Frelimo ne s'est pas écartée de cette logique. Le parti-Etat, l'emprunt du marxisme comme idéologie du pouvoir aussi bien que l'autoritarisme politique qui s'en est suivi, ont été pris comme des atouts pour le projet du Frelimo de former l'Etat⁷²⁴. Pour cela, on fera élire 'députés' « des dizaines de milliers de mozambicains pour qu'ils dirigent l'Etat et renforcent des liens du peuple avec l'Etat et pour que ce dernier soit au service du peuple »⁷²⁵. Pour d'autres, le rituel électoral sous le parti unique sera « une contribution populaire pour qu'on identifie d'autres citoyens qui, par leur exemple de vie, seront qualifiables pour intégrer les filières du parti »⁷²⁶.

Les premières après l'indépendance, les élections de 1977 ont été décrites par des sources officielles comme l'expression du « pouvoir du peuple »⁷²⁷ et comme un acte « ayant pour enjeu le renforcement du pouvoir de la classe ouvrière, alliée à la paysannerie, du Rovuma à Maputo⁷²⁸ ». Cette procédure d'accès aux instances de pouvoir a abouti à l'organisation de l'espace institutionnel dans les différentes instances administratives de l'Etat : des Assemblées populaires ont été mises en place dans les villes, dans chaque province, dans les districts et dans les localités, qui auraient comme but de : « Promouvoir le progrès social, consolider le pouvoir de l'Etat, augmenter la production et la productivité, organiser le travail collectif et améliorer les conditions matérielles de la vie, dans des zones respectives ; prendre des décisions en matière du développement des espaces respectifs, ce qui favorisera la réalisation de leurs objectifs d'après les règles »⁷²⁹.

On se permet ici d'identifier un effort de la part du pouvoir de constituer un collectif d'action, socialement hétérogène et pluridimensionnel. Pour en assurer le fonctionnement, on cherchera à institutionnaliser les règles, les fins de l'action commune aussi bien que la structure hiérarchique respective. Le projet à accomplir étant pris comme la référence de l'action, le pouvoir organisé sous le visage de l'Etat se placera au centre de l'interactivité entre l'ordre politique idéal (en construction) et l'ordre social. En faveur de ce projet, il deviendra nécessaire, comme on l'a vu au chapitre II, l'articulation entre le pouvoir central et ceux qui sont les relayeurs de gens dans chaque espace, communautaire, villages, peuplements.

A ce propos, faut-il encore reprendre l'état du débat cherchant à faire lumière sur la capacité du Frelimo à investir et à entretenir des liens multiples avec des espaces sociaux, si différenciés du point de vue ethnique et de leurs niveaux de développement. Raisonnant dans le cadre de l'interprétation officielle, des chercheurs s'inspirant de la pensée marxiste persistent dans le chemin associant la capacité mobilisatrice du Frelimo au « pouvoir de

⁷²⁴ 7 Cf. MACHEL, S., *cit.*, « Presidente Samora em Cabo Delgado : Há uma exigência de lutarmos contra as estruturas herdadas », *Tempo* n°308, 29 de Agosto de 1976, pp. 19-26, p. 20.

⁷²⁵ 8 Cf. MACHEL, S., *cit.*, « Agora vamos eleger », *Tempo* n°362, 11 de Setembro de 1977, pp. 46-49.

⁷²⁶ 9 Cf. CABAÇO, José L., *cit.*, *idem*.

⁷²⁷ 0 Cf. MACHEL, S., *cit.*, *idem*.

⁷²⁸ 1 Il s'agit des deux fleuves qui définissent les frontières du Mozambique, au Nord et au Sud du pays. La citation a été retenue de MACHEL, S., qui se dirigeait à la première session de l'Assemblée Populaire provisoire, le 31 août 1977, *cit.*, EGERÖ, B., *Moçambique. Os primeiros dez anos da democracia...op. cit.*, p. 142.

⁷²⁹ 2 Cf. « Assembleia popular : os sete princípios e as nove tarefas das Assembleias de Localidade » *Tempo* n°379, 8 de Janeiro de 1978, pp. 38-40.

la classe ouvrière-paysanne » ou encore au « pouvoir populaire »⁷³⁰3. Michel Cahen et Dan O'Meara, étayant leur pensée sur le fait que les dites classes prolétarienne et bourgeoise n'étaient qu'une construction fictive, ont (à l'époque) considérée la révolution socialiste comme une entreprise problématique⁷³¹4.

M. Cahen, conforté par l'hypothèse soutenant que le marxisme mozambicain n'a été qu'un marxisme formel, s'est livré, (sans tenir compte de la nature oligarchique du pouvoir), à montrer l'incohérence entre le discours (marxisme) et le dit « pouvoir populaire ». Les résultats de son étude renvoient à l'articulation entre les organes du pouvoir d'en bas à la logique de l'instrumentalisation totale. A l'appui de ce constat, M. Cahen remarque qu'ils ne font que la liaison entre le parti et les masses et qui n'ont pas pour mission la définition d'une orientation politique mais la transmission et l'exécution de la ligne du Frelimo. De plus, ces Assemblées ne sont pas autonomes. Elles ne légifèrent que de façon secondaire. Elles n'existent que par rapport à une structure partisane où elles incarnent le rôle de poste avancé du parti et de l'Etat⁷³²5. Par ailleurs, rajoute M. Cahen, « Les deux principes de centralisme démocratique et la fonction d'exécution retirent concrètement à un député le droit d'informer ses électeurs sur l'avis majoritaire, c'est-à-dire la ligne du parti »⁷³³6.

Le désenchantement de M. Cahen, (et d'autres), au sujet du « pouvoir populaire » nous suggère deux remarques importantes : N'y a pas eu un rapport entre les élections uninominales, les dits instances du pouvoir populaire et la légitimation de l'autoritarisme du parti-Etat ? Cet Etat étant à la fois un Etat-entrepreneur, la création d'un système clientéliste ne fut-elle pas un mode de son inscription dans la diversité d'espaces ethniques et communautaires ? A quoi attribue-t-on le paradoxe de l'adhésion et de la « démobilisation » des masses, par rapport aux politiques suivies par le Frelimo ?

Ne voulant pas donner une image figée aux entreprises politiques, on s'efforce d'éclairer la liaison entre le système clientélaire structuré par le Frelimo et sa stratégie de s'inscrire dans la pluralité des espaces composant la société mozambicaine. Cela ne pouvait qu'aller de pair avec la construction d'un collectif d'action dans un cadre certes de rapports de forces mais aussi de négociation : le Frelimo était le détenteur des ressources (étatiques) ; l'entrée de nouveaux acteurs dans ce collectif d'action était soumise à des conditions, notamment « la fermeté patriotique éprouvée lors de la lutte armée et de la lutte clandestine ; l'attitude assumée au moment des graves crises, affrontées au cours du processus de libération ; l'attitude face aux conquêtes démocratiques et aux idées fondamentales du socialisme »⁷³⁴7. En complément à cette série d'exigences, vu que la lutte armée ne s'était pas étendue à tout le pays, on a également considéré comme des

⁷³⁰ 3 Voir, par exemple, EGERO, Bertil, « People's power : the case of Mozambique », in MUNSLOW, Barry (edited by), *op. cité*, pp114-139 ; CAMPBELL, Bonnie, *op. cité*, p. 78.

⁷³¹ 4 CAHEN, M., MOZAMBIQUE, *La révolution imposée. Etudes sur 12 ans d'indépendance (1975-1987)*, Paris, l'Harmattan, 1987, 170p, p. 146 ; O'MEARA, Dan, « The collapse of Mozambican Socialism », in *TRANSFORMATION*, 14, (1991), pp. 84-112, p. 84- et 85.

⁷³² 5 Cette conclusion a été reprise par CUMBANE, David S. (DEA), *Les partis politiques mozambicains : identité politiques, élections et représentations sociales*, ...*op. cité*, p91-92 ; Voir CAHEN, M., « Etat et pouvoir populaire au Mozambique », in *Politique Africaine*, ...*op. cité*, p. 42

⁷³³ 6 *Ibidem.*, pp. 44-45.

⁷³⁴ 7 Frelimo, *Mozambique : du sous-développement au socialisme*, Paris, l'Harmattan, 1983, 198p, p. 96.

qualités à prendre en compte « l'attitude révélée dans la lutte contre la réaction et pour l'organisation de la production »⁷³⁵8.

Par rapport à ces formules déterminées d'en haut, à la suite de P. Pharo, il paraît opportun de relever que les actions acquièrent une légitimité « non dans la conformité à des règles préétablies, mais dans une série illimitée et ouverte sur l'avenir de tests de validité. La dimension collective de l'action est fondée, selon le modèle de l'intercompréhension, sur « incorporation dans l'action individuelle - ou communautaire - d'une attente de compréhension de cette action par autrui »⁷³⁶9. Cela permet d'associer la stratégie légitimatrice du Frelimo à la logique de construction des réseaux de pouvoir, ce qui ouvre la voie à l'éclairage d'aspects complémentaires : la compétence différenciée des individus de chaque espace quant à la mobilisation des réseaux. La reconstruction sociale, sur cette base, des notables ainsi que de leur capacité à se placer dans des positions de centralité et de coordination ; Le collectif d'action étant un espace commun d'acteurs reliés par une infrastructure (biens matériels, symboliques et informationnels), la nature de rapports d'échange à la base de sa structuration ; la dynamique d'accords et de désaccords (traduction), même si cet espace est fondé sur l'inégalité de ressources (parti-Etat).

L'objet étant de la sorte précisé, on s'emploie à expliquer les assises de la légitimation d'un système de pouvoir, dans un espace où la nation n'est pas une référence mobilisatrice. Tout d'abord, les réseaux seraient à la fois au cœur des exclusions et de la légitimation de l'accès à des positions de centralité de nouveaux notables dans un système clientélaire ; ensuite, la dynamique du système relationnel des individus maîtrisant les ressources de pouvoir dans chaque espace, rendrait inéluctable l'avènement d'un réseau hiérarchique. Cela nous renvoie à un contexte de réédition du phénomène oligarchique et de la domination.

Fondé sur des rapports sociaux inégalitaires, les micro-espaces où le pouvoir cherchait à s'inscrire, étaient, en effet, depuis toujours, parcourus de tensions, tissées de conflits. Ceux-ci étaient révélateurs de l'existence de multiples lignes de clivages, fondées sur l'âge, le sexe, la stratification sociale, déterminée par l'accès différencié à des ressources d'action, (v. chap. II) Aussi, loin d'être un lieu d'équité, d'égalité pour ses membres, le village se donne à voir comme l'espace des contradictions sociales : l'attachement au principe de gérontocratie au sein du conseil de village, du peuplement ou encore les conflits entre lignages en sont des exemples. Dans la perspective du parti marxiste-léniniste et d'avant-garde, le vote « populaire » était d'abord une ressource pour légitimer le modèle jacobin de l'Etat (assis sur la trilogie : individu, « nation » et citoyenneté) et d'apprentissage de modernisation politique ; ensuite, il s'avérait un atout pour surmonter les résistances à l'encontre de son projet :

Il y a des structures populaires que nous souhaitons implanter et pour autant nous butons sur la résistance des structures coloniales et qui ont été conçues pour d'autres fins. On s'aperçoit d'une énorme différence. Comment va-t-on organiser l'appareil administratif qui puisse servir le Mozambique ? Celui qui avait été mis en place servait le Portugal et le Mozambique était une province. On se heurte à la résistance de la fonction publique. C'est le secteur le mieux organisé et qui a d'ailleurs le plus de cadres. Hormis la fonction publique, où trouve-t-on les ouvriers au Mozambique ? Que fait-on ? Il nous semble propice

⁷³⁵ 8 *Idem.*

⁷³⁶ 9 Cf. PHARO, P. cité, EYMARD-DUVERNAY, François, "Les compétences des acteurs dans les réseaux", CALLON, M., et al., *Réseau et coordination...op. cit.*, p. 158.

de démanteler ces structures-là car celles dont nous avons besoin doivent réfléchir le sens populaire⁷³⁷00.

Identifié le problème auquel se heurtait le projet du Frelimo, on présente le chemin pour le surmonter :

Dans ce cadre, on est devant la nécessité importante de consolider le pouvoir. Tout en partant des échelons inférieurs, nous devons généraliser le système d'élections pour désigner les responsables civiles. /.../ en d'autres termes, nous devons créer de vraies structures démocratiques à la base, pour assurer le pouvoir administratif⁷³⁸01.

Tout en se recentrant autour de l'interactivité entre le pouvoir et les espaces communautaires, on ne voit pas que la mise en place des dits « structures de base » soient un simple effet de l'implantation du parti-Etat. Cette implantation survient dans un contexte de relations sociales. Elle serait dès lors soumise à des stratégies qui animent les différents acteurs, du fait de leurs capacités à transcender les déterminismes des institutions et à construire à travers leurs interactions des rapports sociaux fonctionnels. Il se dresse ainsi un cadre pour que ces interactions donnent lieu à des réseaux politiques. Ils sont fondés sur la poursuite d'objectifs par leurs acteurs aussi bien que sur l'interprétation et l'instrumentalisation des normes et des valeurs. L'intérêt commun étant au cœur de liens et de la capacité de l'autorité centrale d'investir l'espace social (communautés), la participation des individus et des groupes se serait inspirée d'une logique d'association.

On pourrait donc soutenir que ces élections ont été saisies selon des stratégies croisées, les acteurs étant mus par une logique d'échange : celle du parti-Etat, cherchant à construire et à légitimer socialement la figure du client, condition de la réussite du système clientéliste donnant corps à l'infrastructure de l'Etat (société globale) ; celles des espaces communautaires où les notables ou de nouveaux acteurs se battaient, après le baniment des chefs traditionnels en 1975, pour se placer dans des positions avantageées pour maîtriser la régulation de l'ordre local. C'est par rapport à ces derniers sous-espaces du politique qu'il est intéressant d'établir des corrélations entre « le vote populaire » et les réseaux relationnels de nouveaux acteurs.

Il n'est pas de système de pouvoir qui puisse se construire en l'absence d'un minimum de communication entre gouvernants et gouvernés, entre élites et masses. Elle permet précisément l'existence d'un « stock » partagé de représentations, de symboles, d'images. Légitimés par le pouvoir partisan-étatique, les atouts du notable/client reposent, en accord avec P. T. Robinson, sur les savoirs locaux, inscrits dans un espace social en conflit. Les rapports d'exclusion et d'inclusion en amont dessinant la mémoire sociale justificatrice des préférences, ils se revêtent d'une dimension de culture politique.

Outre le fait d'être socialement validés, les savoirs locaux sont « Enracinés dans les habitus, coutumes et symboles relatifs au pouvoir, à l'autorité, à la participation et à la représentation, ses normes sont aisément accessibles aux élites aussi bien qu'aux ordinaires »⁷³⁹02. Tout en refusant d'associer la culture [politique] à un modèle ex nihilo,

⁷³⁷ 00 « Presidente Samora em Cabo Delgado : Há uma exigência de lutarmos contra as estruturas herdadas », *Tempo* n°308, ...art. cit., p. 20

⁷³⁸ 01 Cf. MACHEL, S., cité, « A partir do dia 25 », *Tempo* n°363, ...art. cit., p. 48

⁷³⁹ 02 Cf. ROBISON, P.T., cité, OTAYEK, René, *op. cit.*, p802. Dans une perspective à peu près semblable, D.-C., Martin situe la culture politique dans « les rapports entre : l'affectivité générale et les représentations communes du pouvoir -, le droit et les institutions, le pouvoir et la manière dont il est exercé. Elle indique implicitement les conditions dans lesquelles peuvent être

B. Badie remarque à ce propos que sa validité symbolique ne peut qu'être redevable à des contextes bien précis. Présente dans la construction de l'infrastructure reliant différents acteurs ainsi que dans la légitimation des entreprises collectives, la culture politique s'avère comme une entreprise dynamique. Sous cet angle, la notion de culture paraît intéressante pour saisir l'articulation et les trajectoires de développement de l'universel et du particulier (communautés), du « global » et du « local ».

Ainsi définie, la culture politique apparaît totalement ancrée, immergée dans la culture de chaque espace d'une société plurielle et elle est en rapport avec les discours qui définissent le référentiel de l'action collective (société globale). Façonnée par les mêmes « structures de signification », compréhensibles par les gouvernants (locaux) et par les gouvernés, elle est un code qui favorise le fonctionnement de cette relation particulière qu'est la relation de pouvoir.

Envisagés comme le processus de construction des « structures de base » reliées au pouvoir central, les élections (monopartisanes) tenues par le Frelimo étaient inéluctablement un rapport aux espaces communautaires. Dans le contexte de la transition coloniale à l'autoritarisme du parti-Etat, le fait d'y faire élire le secrétaire de l'Assemblée du district, de la localité, de la ville ou encore les députés de chacune de ces espaces, ne relevait pas des croyances aux mythes du marxisme⁷⁴⁰03. La légitimité des candidats aux instances du pouvoir local dépendait certes du parti-Etat mais aussi de leur capacité à mobiliser des réseaux relationnels et à manipuler la culture de l'espace (cf. supra).

Ceux qui se battent pour la représentativité politique prendront donc appui sur les rapports de voisinage, de proximité du lieu ; mobiliseront l'appartenance à un groupe social, c'est-à-dire, les marques de solidarité qui signalent le lien social (ou l'exclusion) ; la participation et l'effectivité de l'appartenance, ainsi que les processus de formation de l'opinion, permettant à ses membres d'être pris en compte et d'être écouté, seront également des atouts de réussite. L'espace de l'ancrage territorial de l'habitant, lieu où se jouent les conflits et l'effet des décisions en matière d'inégalités de tous ordres. Il est également le milieu où se nouent des réseaux relationnels (parenté, amitié, professionnels, religieux), susceptibles d'être mobilisés pour des fins politiques. Le notable/client sera socialement produit moyennant, d'une part, ses ressources relationnelles pour témoigner de sa validité (trajectoire biographique) pour « servir » les masses et le nouveau patron, le parti-Etat ; d'autre part, vérifiés les prérequis de son éligibilité, ils donnent accès aux instances du pouvoir local – Président de l'Assemblée du district, de la Localité, Président du Conseil Exécutif d'une ville, etc. Dans le cadre de la stratégie du noyau central du parti de créer l'Etat, l'accès aux instances de pouvoirs équivaut à l'accès à un réseau de pouvoirs,

choisis et formulés les objectifs et les stratégies des acteurs sociaux. Elle imprègne les réseaux, officiels ou non, susceptibles de participer aux compétitions politiques et économiques. Elle délimite les langages politiques dans lesquels peuvent s'exprimer les messages politiques. Elle détermine, par conséquent, un équilibre fluctuant et inégal entre participation et autorité », Cf. D.C. Martin, « Les cultures politiques », dans C. COULON, D.C. Martin (dir), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991 (Coll. « Textes à l'appui »), pp. 156-175, p. 160.

⁷⁴⁰ 03 Des études qui ont été faites sur la base du recensement général de la population tenu en 1980 permirent de rendre compte de la diversité des structures sociales mozambicaines, au moment de l'indépendance : sur dix millions d'habitants (à l'époque), 70% professaient les religions animistes ; 20% étaient chrétiens alors 10% étaient musulmans. De cet ensemble : 24,4% parlaient le portugais dont a) 1,2% avaient le portugais comme langue maternelle ; 23, 2% parlaient à la fois la langue portugaise et en plus une langue bantou ; c) 75, 6% ne parlaient que les langues bantou. En ce qui concerne le pourcentage d'habitants dans les campagnes et dans les zones urbaines : a)3,2% résidaient dans les grandes villes ; b) **86,8 % habitaient dans les zones rurales** (espaces communautaires et ethniques). Voir MAGODE, J.-KHAN, A., « O Estado unitário e a questão nacional : uma reflexão sobre o caso moçambicano », MAGODE, J. (editor), *op. cit.*, p. 40.

relié par une infrastructure (biens matériels, informations, ressources symboliques, etc.), coordonné par l'appareil du parti-Etat.

A cet effet, les élections ont été considérées comme « un acte de constitution du système unitaire des Assemblées, dès la Localité à la Capitale »⁷⁴¹04. Le droit d'élire et d'être éligible fut défini dans une logique d'exclusion et d'affrontement avec d'éventuels opposants au projet politique du parti-Etat: d'un côté, on a institué que « peuvent élire et être élus tous les mozambicains, âgés de plus de 18 ans, indépendamment de leur race, sexe, origine ethnique, lieu de naissance, religion, grade d'instruction, position sociale ou profession »⁷⁴²05 ; d'un autre côté, on a établi que « ne doivent pas élire, être élus ni participer aux élections, ceux qui s'identifient avec le colonialisme, avec les manœuvres de l'impérialisme et de la réaction, du fait de leur adhésion à des organisations fantoches et de leur engagement dans l'oppression du peuple mozambicain »⁷⁴³06.

Le délai de leur réalisation étant fixé entre septembre et novembre 1977, les élections devraient avoir lieu en toutes les unités administratives du pays (districts, localités et villes). Celles qui ont eu lieu le 25 septembre, ont été réalisées dans les unités les suivantes :

Tableau XIII : Districts et Localités où l'ont eu lieu les élections monopartisanes le 25 septembre

1977⁷⁴⁴07

⁷⁴¹ 04 Cf. « Lei Eleitoral » (art. 12), *Tempo* n°362, 11 de Agosto Setembro de 1977, pp. 17-21, p. 19.

⁷⁴² 05 Idem.

⁷⁴³ 06 Idem. Ce dont il est question ici, c'est l'exclusion de tous ceux qui ont collaboré avec le régime colonial, notamment les chefs traditionnels, les conseillers de chefs traditionnels, les chefs de peuplements ; ceux qui sont appartenus à la police politique coloniale, à l'élite militaire, aux groupes paramilitaires de J. JARDIM (les GE et GEP et les OPVDC). Leur identification s'appuyait sur les réseaux de non identification, qui pouvaient bien être saisis par les dénonciateurs.

⁷⁴⁴ 07 Il y a lieu qu'on se réfère ici à une circonstance perturbatrice de ce processus. Les relations entre le Mozambique et la Rhodésie du sud étaient déjà marquées par un état de guerre non déclaré. Certains Districts et Localités, faisant partie des provinces frontalières avec la Rhodésie, étaient l'objet d'incursions militaires. De ce fait, le processus électoral a été rapporté *sine die*. Il s'agit des régions les suivantes : -1) Province de Tete : Localité de Chintopo (à Zumbo) ; Mucumbura (à Magoé) ; Chiôco (à Tete) ; -2) Province de Manica : Localité de Mavonde (à Manica) ; Rotanda (à Sussundenga) ; -3) Province de Gaza : Localité de Chicualacuala (à Chicualacuala) Lassangena (à Chicualacuala) ; Pafuri (à Chicualacuala). Cf. Comissão Nacional de Eleições, « Relatório da Comissão Nacional de Eleições », *Tempo* n°378, pp. 51-56, p. 51-52.

Province	District	Localité	Province	District	Localité
Cabo Delgado	Macomia	Chai	Nampula	Meconta	Village Communal « Le 25 septembre »
	Mueda	Village communal « Muatide »		Ribauè	Village Communal « Chequexe »
	PaLourenço Marquesa	M'lamba	Manica	Tambara	Buzua
Niassa	Mandimba	N'gauma		Sussundenga	Sussundenga
	Mavago	M'sawize	Sofala	Cheringoma	Muanza
	Lago	Chissindo		Chibabava	Inharingue
	Sanga	Njesse	Inhambane	Vilanculus	Village communal « Josina Machel »
Tete	Moatize	Zóbuè		»	Village communal « le 25 septembre »
	Chiuta	Cassacatiza	Gaza	Chibuto	Village communal « Acordos de Lusaka »
Zambézia	Milange	Mônguè		Chicualacuala	Combomuni
	Namacurra	Macuse	Maputo	Manhiça	Xinavane
				Moamba	Sabié

On remarquera la nature composite de cet espace, du point de vue ethnique ⁷⁴⁵08. Si les listes des candidats à députation étaient proposées par les GD's locaux et rendues publiques par la Commission Nationale d'Elections (CNE), le fait de se faire élire ne relevait pas des même ressources dans tout le territoire. Le rituel électoral se traduisait dans des discours à des fins convergentes : d'abord, il prenait la forme d'un rapport positif aux manifestations culturelles de chaque espace : on s'adresseait à la communauté dans la langue locale ; la danse, la cuisine, l'histoire locale étaient également mobilisés pour que le rituel s'inscrive dans l'univers symbolique de la communauté. Les individus ne se comportant pas « rationnellement », cette pratique s'avère productive de ressources. Si l'on se souvient de la théorie de rationalité limitée de H. Simon, des pratiques de ce genre interposent un régime d'intercompréhension entre ceux qui sont « originaires (du local) » et ceux souhaitant se faire élire. D'ailleurs, le répertoire culturel éveille, si précaires qu'elles soient, de la passion et de l'identité politique.

En second lieu, on passait au vote à main levée et face-à-face, pour désigner le candidat à député. A l'aide des réseaux relationnels (positifs ou d'identification), on dévoilait la trajectoire biographique du candidat. On parvenait ainsi à confirmer s'il fut un suppôt ou s'il a eu des liens de collaboration avec le système colonial. Les réseaux relationnels ont été, dans ce cas, mobilisés pour accomplir une double fonction : celle de légitimer l'exclusion des individus ou groupes en raison de leurs trajectoires biographiques ; celle, au

⁷⁴⁵ 08 Voir également l'annexe 4 : Carte ethnique et religieuse du Mozambique.

contraire, de légimenter l'accès au cercle d'élus, pouvant de la sorte passer à la cathégorie de représentant de l'espace.

Par ce procédé, dans le contexte du parti-Etat, on a créé une catégorie sociale d'exclus de la vie politique (formelle) de la cité : les chefs traditionnels ou des membres de leurs familles, les conseillers de chefs traditionnels (indunas), les chefs de peuplements, les maîtres de terres ; ceux qui ont appartenu à la police politique coloniale (PIDE), à l'élite militaire, aux groupes paramilitaires de J. JARDIM (les GE's et GEP's et les OPVDC). Le nombre d'exclus à la suite des élections de 1977 et de 1980 est, à ce sujet, éloquent :

Tableau XIV : Mozambique, élections de 1977 et de 1980 : Nombre de candidats rejetés et raisons évoquées⁷⁴⁶ 09 :

Raison	Année	Localité	Catégorie de l'Assmblée District	Ville	Province
Collaboration avec le Régime colonial	1977 1980	700 733	72 17	4 9	1 -
Autorité traditionnelle	1977 1980	646 904	39 2	12 3	6 -
Conduite inacceptable Incompétence, paresse	1977 1980	836 2.446	95 72	10 16	4 -
Passivité	1980	306	13	5	-
Total	1977 1980	2.182 4.389	206 104	26 33	11 -
% de députés élus	1977 1980	9,8 11,4	6,1 3,1	5,3 4,9	1,5 -

Du fait de la nature multiethnique de l'espace social où se sont déroulées les élections, Il y a lieu qu'on retienne un fait important de ce mode de rapport au politique. Le fait de se faire élire à Macomia, partie du territoire de l'ethnie Maconde, ne relève pas des même ressources qu'à Namacurra, territoire peuplé par la population de l'ethnie Sena. Le même intérêt fera appel à d'autres moyens à Chibuto (Gaza), domaine de l'ethnie changane ou à Ribauè (Nampula), espace de la population é-makhua. Dans ces espaces ethno-culutrels, on se rend compte du recours à la contextualisation/territorialisation des interlocuteurs de la communication politique, ce qui renvoie au phénomène de déconcentration politique. Elle permet, dans un contexte à faible institutionnalisation de l'espace public, la rencontre de sous-cultures dans un terrain de confrontations, d'échanges et de négociations, sur la base du rapport de l'intime/local à l'universel, du particulier au global. A ce propos, voici les donnés concernant les éligibles sur cette base, aux élections monopartisanes réalisées en 1977 et 1980 :

Tableau XV : Elections de 1977 et de 1980 au Mozambique. Nombre d'assemblées et députés élus⁷⁴⁷ 10.

⁷⁴⁶ 09 Cf. Governo de Moçambique, *Relatorio da Comissao Nacional de Eleicoes*, Assembleia Popular, 6a Sessao, Maputo, Julho de 1980.

⁷⁴⁷ 10 Cf. Governo de Moçambique, « Relatório da Comissão Nacional de Eleições », *Boletim da Republica*, I Série, n °150, 24 de Dezembro de 1977.

Type d'Assemblée	N° d'Assemblées		N° de députés		% de Femmes députées	
	1977	1980	1977	1980	1977	1980
Locale	894	1.332	22.230	36.660	28,3	24,5
Districtale	112	101	3.390	3.324	23,8	16,6
Villagoise	10	12	490	672	20,9	17,0
Provinciale	10	11	734		14,7	
Nationale	1	1	226		12,4	

Les recherches sur la stratégie légitimatrice du pouvoir « populaire » nous a permis d'identifier dans la déconcentration politique un support de l'avènement d'un collectif d'action. A la base, il y revient aux notables le rôle de relayeurs des membres des sous-espaces respectifs. Du fait de leur accès à la centralité, le flux de communications interpersonnelles dessine le modèle, la structure forgeant l'opinion politique. L'entrecroisement et l'articulation de l'espace du pouvoir local à l'espace du pouvoir étatique obéissent à une logique d'échanges. Les profits de celle-ci sont maîtrisés, non pas par la classe ouvrière-paysanne comme le veulent les chercheurs marxistes, mais par l'oligarchie communautaire.

Outre les déterminants d'ordre formel définis d'en haut (parti-Etat) favorisant la formation de cette oligarchie, l'étude empirique menée par C. Geoffray⁷⁴⁸11 à Erati⁷⁴⁹12, au Nord du Mozambique, a abouti à des résultats similaires à ceux que nous avons entrepris à Manjacaze (au Sud). Interrogeant les rapports entre la politique de villagisation de la campagne, la segmentation sociale et l'étendue de la guerre civile « locale » (1983/4-1992), Geoffray a montré comment la stratégie légitimatrice du pouvoir « populaire » à « légitimé » la domination des familles alliées au pouvoir étatique. Attachées au mode patrimonial du rapport au politique (v. supra le cas du Manjacaze), les règles coutumières de l'occupation de sols, de l'héritage et les relations de parenté, structurent des réseaux de solidarité économique et politique. L'extrait suivant, qui se rapporte à ce mode d'organisation sociale, à Erati, au Nord du Mozambique, est elucidatif :

Le sol est subdivisé en territoires (Mithethe ; sing. Muthethe), contrôlés par les membres d'un lignage particulier (le lignage souverain), réputé le premier arrivé sur le sol, dont le chef est le maître de la terre. Ces territoires sont des aires matrimoniales : chacun des maîtres de la terre accueille en effet sur son sol d'autres lignages auxquels il concède des subdivisions de son territoire (également appelées mithethe) et avec lesquels son lignage entretient des relations matrimoniales ». Ces liens d'affinité entre familles expliquent également les relations de solidarité politique⁷⁵⁰ 13.

L'ensemble de ces communautés, on le voit, représente un champ de rapports sociaux réglés, visant à entretenir des échanges multiples. La politique de « villagisation » consistait à rassembler des lignages et leurs dépendants dans un Territoire dont la localisation convenait au pouvoir central, mais sous le contrôle du lignage qui y est l'héritier. Mis en

⁷⁴⁸ 11 Voir GEFFRAY, Christian, *La cause des armes au Mozambique*, ...op. cité ; « Fragments d'un discours du pouvoir (1975-1985) : du bon usage de la méconnaissance scientifique », *Politique Africaine*, (29) mars 1988, pp. 76-85 ; GEFFRAY, C.-PEDERSEN, G., « Nampula en Guerre », *Politique Africaine*, (29), mars 1988, pp. 28-42.

⁷⁴⁹ 12 Voir l'annexe n°21 : Localisation du district d'Erati, au Nord du Mozambique.

⁷⁵⁰ 13 Cf. GEFFRAY, C., « Fragments d'un discours du pouvoir (1975-1985) : du bon usage de la méconnaissance scientifique », *Politique Africaine*, (29) mars 1988, pp. 76-85, p. 80.

place selon la perspective de promotion du développement, le but était, selon le discours formel, d'apporter dans ces villages des services publics (écoles, hôpitaux, établissements du commerce, du ravitaillement d'eau, etc). De même, la villagisation rendrait propice l'établissement des institutions du parti-Etat dans les campagnes.

La villagisation dans des termes conçus par le pouvoir étatique a eu des effets inattendus, à deux égards. D'abord, les élections réalisées dans le but d'implanter le pouvoir « populaire » débouchaient sur la promotion au pouvoir des membres du lignage « propriétaire » du Territoire : le vieux du lignage parvint au poste de président de l'Assemblée et ainsi celui-ci contrôla un organe de prise de décisions sur la vie politique locale ; le fils de sa sœur, qui est aussi son fils en raison du mode de vie matrilinéaire des communautés é-makhua, devint le secrétaire de la cellule du parti ; son beau-frère, après formation, fut promu au poste de chef de la milice locale ; le vieux du lignage lié par les relations d'affinité à celui du vieux du lignage « souverain », prit en charge la présidence du tribunal « populaire » ; le fils de ce dernier, grâce à son niveau de scolarité, s'occupa de la gestion de la coopérative, un organe fondamental pour le ravitaillement de la communauté. Ensuite, les communautés déplacées par l'administration dans les Territoires qui n'étaient pas les leurs (les villages communaux) ont été placées dans une situation de dépendance non seulement économique et sociale, mais aussi politique et administrative.

Deux phénomènes ressortent de l'expérience des communautés à Erati, dans le contexte de l'établissement du pouvoir « populaire » : en premier lieu, le système de représentation de la société [traditionnelle] du territoire et les modes de solidarité socialement institués s'avéraient tant agissants qu'ils guidaient les acteurs locaux dans la construction du nouvel ordre ; deuxièmement, les réseaux relationnels (parenté, amitié, mariage) étaient mobilisés pour légitimer l'accès des membres du lignage « propriétaire » de l'espace et de ses alliés, aux postes du pouvoir. La conséquence en fut la segmentation sociale définit autour du contrôle de l'appareil politique, les familles déplacées étant dominées par celles « propriétaires » du Territoire. Ces dernières s'érigeaient en une oligarchie communautaire, qui, placée dans une position de centralité politique, contrôlait les échanges (mobilisation, veille de l'ordre local, organisation de l'économie communautaire) avec le parti-Etat.

La reprise de l'expérience du Sénégal de construction de l'Etat postcolonial est intéressant, du point de vue comparatif. Elle permet de soutenir que la figure du notable/client étant en réseaux avec les entrepreneurs politiques permet à ceux-ci de capturer les allégeances, la société étant ethniquement plurielle et entre tradition et modernité. Par ailleurs, le cas du Sénégal montre que la production sociale du notable/client est accomplie différemment, dans le contexte non-révolutionnaire.

D'après, C. Coulon⁷⁵¹ 14, dans la construction de l'ordre politique post-colonial au Sénégal, l'Union Populaire Socialiste (UPS), de L.S. Senghor, n'a pas aboli, comme ce fut le cas du Mozambique, les pouvoirs traditionnels - les confréries, les marabouts et d'autres. Qualifiant l'Etat comme « pouvoir du pouvoir », C. Coulon a montré que le sous-système étatique était loin d'être le pôle organisateur de la société : « Il faut aller au-delà de l'illusion institutionnelle et se demander si le pouvoir a autant de pouvoir que le suggère le premier niveau de constatation, s'il pénètre totalement l'ensemble social qu'il prétend atteindre »⁷⁵² 15. La raison à cela est la suivante : l'impuissance de l'Etat de mener seul la réforme administrative et économique, à l'aide desquels on a envisagé d'établir un lien

⁷⁵¹ 14 Voir COULON, C., *Le Marabout et le Prince. Islam et pouvoir au Sénégal*, Paris, éd. Pedone, 1981, p. 317.

⁷⁵² 15 Idem, p. 223.

direct et continu entre l'Etat et la population, de façon à faire de chaque habitant du pays un véritable citoyen.

La volonté d'encadrer les paysans s'était traduite, suivant C. Coulon, par la création de structures particulières, relevant de ce que l'on a appelé « l'Administration du développement » : création, dans chaque arrondissement, d'un centre d'expansion rurale, relance de l'organisation coopérative, réformes des circuits de commercialisation agricole. Ce programme ne pouvait pas aboutir que dans un cadre de complémentarité entre le pouvoir politique et le pouvoir maraboutique : « Les dirigeants de l'Etat et les marabouts ont besoin les uns des autres, dans leurs stratégies et dans leurs intérêts ; l'élimination des marabouts aurait représenté un risque de bouleversement fort important, dont les conséquences auraient pu être dangereuses pour la classe dirigeante ; du côté des marabouts, leur situation dans la société est telle qu'ils ne peuvent se passer de l'Etat »⁷⁵³16

La communication est très faible entre le « centre » et « la périphérie » pour que le « pouvoir du pouvoir » soit effectif. La faiblesse du pouvoir et la nécessité d'intermédiaires politiques rendait inéluctable l'entretien d'un système d'échanges avec les pouvoirs traditionnels, au profit du projet de la société globale. L'allocution de Falilou E.H. MBACKÉ, l'un des chefs des confréries, est, à ce propos, très éclairante :

Disciples mourides, je vous ordonne de ne pas suivre le mot d'ordre de grève. Sachez que le chef de l'Etat est la vigie de la nation et que ses désirs, que je sais tous être dans le sens de l'intérêt de la Nation, sont des ordres que je vous demande d'exécuter. Allez au travail. Que ceux d'entre vous qui sont paysans aillent travailler la terre, au lieu de rester en ville ; qu'ils ne se laissent pas entraîner dans une autodestruction car la Nation, c'est vous tous. Aux parents d'élèves, je demande d'exercer l'autorité nécessaire sur leurs enfants pour qu'ils retournent à l'Ecole et qu'ils soient disciplinés en toutes circonstances. J'apporte au chef de l'Etat mon amitié et mon soutien le plus complet. Je lui renouvelle mon amitié et indéfectible attachement⁷⁵⁴17.

L'approche de faits sociaux en termes de réseaux permet de retenir les spécificités du cadre des liens entre les croyants, les chefs des confréries et le pouvoir politique, au Sénégal. On constate, au niveau local, des liens entre Falilou E.H. MBACKÉ, le chef de la confrérie, et les croyants, qui s'inscrivent dans le modèle de rapports sociaux définis par les réseaux d'affinité (religion) et de solidarité. Le fait que le chef de la confrérie entretienne des rapports variés avec les membres de sa communauté, l'amène à la position de centralité du système de rapports sociaux. L'appareil religieux étant imbriqué avec les réseaux relationnels, le chef de la confrérie se voit d'autant muni de ressources communicatives dans son milieu qu'il est l'intermédiaire de liens entre les gens et le monde sacré.

Ces liens, comme dans le système de rapports sociaux fondé sur le dons et contre-dons, entraînent « le désir » et « la passion ». D'ailleurs, en plus de renvoyer à une instance symbolique, les liens donnent lieu à des réseaux sociaux dont l'entretien se fonde sur un flux de biens matériels et symboliques. La religion est à cet égard une instance symbolique efficace pour la construction du lien social. C'est la raison pour laquelle E.H. MBACKÉ s'avère utile aux réseaux de pouvoirs : il est dans une position structurale qui lui permet de mobiliser les gens au profit d'une cause. Au demeurant, l'idéologie « socialiste » des dirigeants sénégalais et l'idéologie « féodale » des marabouts n'étaient incompatibles qu'au

⁷⁵³ 16 Idem, p. 221.

⁷⁵⁴ 17 cf. MBACKÉ, E.H. Falilou, (*Chef de la puissance confrérie mouride*), cité, COULON, C., *ibidem*, p. 235.

niveau du discours. Cette opposition, en accord avec C. Coulon, s'efface en réalité devant leurs intérêts mutuels. La bourgeoisie politico-administrative et les marabouts ont en effet ceci de commun qu'ils se trouvent au sommet de la pyramide sociale et que cette position tient en grande partie à l'hégémonie qu'ils exercent sur la paysannerie. Tous deux tirent un profit très matériel des activités économiques des masses rurales et ont avantage à ce que la paysannerie demeure dans un état de dépendance.

La structure de pouvoir à la base et l'espace de l'élite étatique forment, dans ce cas, un système au service d'une cause, du fait qu'ils sont en réseau. Le fonctionnement de celui-ci réclame continuité, permanence, en même temps que l'historicité des conditions d'un tel service suppose la sensibilité aux transformations des opinions des gouvernés. La mise en réseau, ainsi que le suggère Paul Ariès, permet de gérer une telle tension, puisqu'elle satisfait l'exigence de stabilité dans l'usage d'une langue commune, en même temps qu'elle permettra d'enregistrer la diversité et la variabilité des « langues » propres à tels groupe, caractéristiques de tel moment historique :

Le réseau est donc, dans le temps, instrument de gestion de ces idiomes que suscite incessamment la transformation historique. Mais, servir une cause est toujours gérer une adversité et partant, /.../ tenir un « front », occuper des « positions ». Front principal qui renvoie à la Cause ou raison sociale de la collectivité concernée, mais aussi, position changeante, mobile, puisque le temps délite ou renverse les alliances, transforme les acteurs et modifie les mobiles mêmes de leurs actions. La mise en réseau peut dès lors être comprise comme instrument de gestion d'un potentiel militant sujet à latence, reconversion, déplacement, condensation, mise en réserve. Gérer un potentiel militant, c'est encore survivre à des échecs mais aussi à des succès⁷⁵⁵ 18.

Dans un environnement à parti unique, la relation entre le notable/client de la périphérie et l'élite du cercle intérieur du système, est construite à l'intérieur du parti et elle débouche sur un réseau de clientélisme. Dans ce cadre des rapports sociaux, des patrons (les entrepreneurs) appartenant au parti ont, on revient à M.A. Barnes, des relations avec des clients. Ils cherchent par-là à améliorer leurs positions dans le système politico-sociétal. Le patron peut compter, de la part des clients, sur des ressources humaines qui lui apportent des votes, par la mobilisation d'adhérents. Les clients peuvent à leur tour compter, continue M.A. Barnes, sur des ressources relationnelles et informationnelles, et, à l'occasion, sur des ressources monétaires, des postes dans la fonction publique ou ailleurs, grâce à leur association avec le patron. A la différence des réseaux marchands, les réseaux de clientélisme sont des réseaux à l'intérieur d'un appareil étatique⁷⁵⁶ 19.

Les réseaux de clientélisme relient à l'intérieur de l'appareil politico-sociétal le chef et les clients. Ils auraient donc une double finalité, celle de mise en commun de la variété, qui est propre aux réseaux, et celle de la mise en ordre de la variété, qui est en quelque sorte la contamination en eux de la finalité des appareils où ils sont inclus. Sous cette lumière, nous considérons l'élite du parti-Etat comme un réseau clientéliste. Organisé, on l'a déjà dit, autour du chef et selon une hiérarchie, l'élite formant le noyau du système se distingue par des compétences précises : la capacité à rassembler et à faire interagir plusieurs segments

⁷⁵⁵ 18 Cf. ARIÈS, Paul, cité, DUJARDIN, Philippe, « Processus et propriétés de la mise en réseau : débat, problématique, propositions », in DUJARDIN, Philippe, (Textes réunis par) du groupe au réseau : réseaux religieux, politiques, professionnels, Paris, CNRS, 1988, pp. 5-27, p. 18.

⁷⁵⁶ 19 Cf. BARNES, A.M., cité, LEMIEUX, V., Les acteurs sociaux..op. cit., p. 113.

de la société, à travers plusieurs espaces de mobilisation. Cette entreprise apportera une configuration précise à l'espace politique : d'abord, les réseaux s'avéreront un outil pour capturer les allégeances des individus que les institutions modernes du politique ne sont pas en mesure de le faire ; ensuite, cet espace se définira comme un espace de rapports clientélistes comme un échange inégalitaire. Celui-ci se traduit par des relations de prestations et de contre-prestations de services, sous la forme institutionnalisée ou informelle. Ces relations apportent aux patrons des atouts pour entraîner la loyauté des clients. Mises en place dans un cadre d'échanges, elles deviennent – entre autres – des ressources participant à l'organisation du pouvoir comme système de rapports sociaux.

Pour ce qui est du cas mozambicain, il n'est donc pas surprenant qu'on observe un phénomène de multipositionnalités et de multiappartenances dans le système du pouvoir⁷⁵⁷ 20. L'égalité politique, si l'on fait appel à R. Dahl, « est peut être bien l'un des objectifs humains les plus utopiques »⁷⁵⁸ 21. Toutefois, la construction de cette dominance, ainsi que des réseaux relationnels qu'elle donne lieu, ne peut aller qu'à l'aide de l'adoption d'un mode de légitimation du pouvoir. Ce processus prendra appui, d'une part, sur une démarche institutionnaliste, dont les élections monopartisanes de 1977 et de 1980, au Mozambique, en fit la preuve. L'Assemblée Nationale « Populaire » mozambicaine, composé de deux cent vingt-six députés (226) fut issu de ce processus, dont la composition sociale nous décrivons :

Tableau XVI : La composition sociale de l'Assemblée Nationale (1977) ⁷⁵⁹ 22

Catégorie social	Nombre	Pourcentage	Catégorie sociale	Nombre	Pourcentage
Hommes	198	87,61%	F.P.L.M. ⁷⁶⁰ 23	35	15,49%
Femmes	28	12,39%	Fonction Publique	25	11,06
Ouvriers	71	31,42%	Représ. D'Organisations d e Masses	13	5,75%
Paysans	65	28,76%	D'autres	17	7,52%

D'autre part, le processus institutionnel de légitimation du pouvoir s'avère imprégné par des relations informelles. Ce constat pris en compte, il rend nécessaire l'analyse des réseaux d'éligibilité ainsi que du facteur qui ordonne la configuration relationnelle. C'est dans la durée que se construit la relation du pouvoir et que s'édifient les légitimités. S'inscrivant dans la règle du parti-Etat, « les listes des candidats à députés à l'Assemblée Populaire étaient approuvées par le CC du Frelimo ». Mais on assistera au phénomène de reconstitution des réseaux qui forment un véritable « milieu social »⁷⁶¹ 24 de ceux – les camarades - dont l'itinéraire biographique se confond avec les événements politiques. La mémoire des faits communément accomplis, des ressources permettant à chacun d'être

⁷⁵⁷ 20 Voir à ce propos l'annexe n°22, Mozambique. Parti unique, Assemblée Nationale (organe supérieur du pouvoir « populaire ») et Gouvernement (1977). Multipositionnalités et multiappartenances dans le système du pouvoir.

⁷⁵⁸ 21 Cf. DAHL, R., « Une critique du modèle de l'élite du pouvoir », (Traduit de R. DAHL, « A critique of the ruling elite model », in R. BELL, E. SDWARDS, H. WAGNER, Political power, New York, Free Press, 1969), in BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique. Textes et commentaires. Science politique....op. cit.*, p. 55.

⁷⁵⁹ 22 Cf. Comissão Nacional de Eleições, « Relatório da Comissão Nacional de Eleições », *Tempo* n°278, p. 51.

⁷⁶¹ 24 Cf. ABELES, Marc, *Anthropologie de l'Etat....op. cit.*, p. 109.

éligible à la fois à plusieurs postes, la capacité d'influence dans la prise de décisions, dessinent la configuration relationnelle de ceux appartenant à l'espace de camarades.

Cet espace est marqué par des rapports de solidarité mais il est paradoxalement de nature hiérarchique. Dans le contexte du parti-Etat, les plus puissants occuperont des sièges simultanément au gouvernement, à l'Assemblée « populaire » et se trouveront dans les instances du sommet du parti⁷⁶²25. Oligarchique, c'est le cercle ayant le pouvoir réel dans le système et qui contrôle l'appareil politique. D'autres, se placeront dans les instances intermédiaires, en Province ou dans les Organisations démocratiques de masses : syndicats, jeunesse (OJM)⁷⁶³26, femmes (OMM)⁷⁶⁴27, etc. Qu'elle soit sur le plan institutionnel ou informel, la relation entre les éléments en charge de ces institutions définit l'espace du pouvoir central, ses divers appareils, ramifications et tuteurs : il est le lieu où s'élaborent les moyens de la domination et de sa perpétuation, où se jouent et se distribuent les enjeux de captation des moyens matériels directs aussi bien qu'indirects de la reproduction du système.

La domination et l'articulation de ces élites à des notables/clients d'en bas, donnent lieu, dans le cadre du parti-Etat, à un réseau reliant le pouvoir central à des espaces spécifiques (ethniques) et particularistes (communautaires) : salariat et non-salariat, familles et clientèles, terroirs et quartiers, appareils administratifs, villes et campagnes. On revient ici au phénomène d'assemblages, de rassemblements, qui, entrepris par le parti-Etat, fondent sa dimension trans-ethnique.

L'Etat, ainsi que les biens matériels (ou matérialisables), les avantages psychoaffectifs ou imaginaires, les rapports de pouvoir et de solidarité qui s'y nouent, seront l'infrastructure du reliaement de ces espaces. Les multipositionnalités et les multiappartenances des individus dans le système du pouvoir illustrent le fait suivant : les rationalités du pouvoir ne peuvent s'accomplir que sur une base qui est à la fois collusive (acteurs exclus), et coalitive, (alliés ou acteurs réduits à des rôles secondaires). La reproduction élargie des positions acquises passe par la recherche de l'identité et l'affirmation de la différence. L'Etat est donc, qu'on le veuille ou non, malgré l'idéologie unanimiste, consensuelle et paternaliste de ses chefs, malgré une redistribution à la marge de certains de ses moyens, le vecteur décisif des inégalités fondamentales. Il est bien, de façon paradoxale, l'Etat du « peuple tout entier », mais également un support du pouvoir, soumis, du fait de sa dimension collusive et coalitive, à une régulation conjointe. La guerre et le système de rapports clientélares figurant à la base de ce processus, leurs incidences sur la logique du pouvoir expliqueront la dynamique du système mozambicain.

4.3. Pouvoir : régulation par parti-Etat vis-à-vis du « dialogue » Frelimo-RENAMO

Les ressources à l'aide desquelles le pouvoir cherche à réguler le système politique ne peuvent être saisies que par référence aux modes dont son environnement constitue une source de politisation des rapports sociaux. C'est par rapport aux enjeux et aux menaces de cette politisation, que les acteurs cherchent à stabiliser le système d'action, selon qu'ils choisissent à cet effet une stratégie de confrontation ou de construction de compromis.

⁷⁶² 25 Voir l'annexe 22 : Mozambique. Parti unique, Assemblée Nationale (organe supérieur du pouvoir « populaire ») et Gouvernement (1977). Multipositionnalités et multiappartenances dans le système du pouvoir.

⁷⁶³ 26 Organisation de la Jeunesse Mozambicaine

⁷⁶⁴ 27 Organisation des Femmes Mozambicaines

L'espace politique étant ainsi défini, les rapports de force entre les acteurs de cet espace peuvent expliquer que la régulation se déroule de façon autoritaire ou conjointe. Leur investissement sur-le-champ politique peut de la sorte devenir la source de nouveaux compromis, pour la légitimation de l'ordre politique.

Le fait d'associer enjeux du pouvoir et stratégies de ses acteurs comme des réalités au cœur de la régulation politique nous permet de considérer tout espace politique comme une entreprise située. Pour ce qui est du Mozambique, l'effort d'éclairer la dynamique des stratégies régulatrices du système par le pouvoir requiert qu'on reprenne les logiques des acteurs d'un espace politique plus vaste, celui du sous-système politique de l'Afrique australe. Pour l'Afrique du sud, à l'époque sous la domination du régime de l'Apartheid, la débâcle de l'empire colonial portugais a entraîné l'avènement des nouveaux Etats, l'Angola et le Mozambique. Le premier, faisant frontière avec la Namibie, et à cause de l'orientation marxiste-léniniste du MPLA, était vu comme un arrière-base des guérilleros du SWAPO, de S. Nujoma. Il fut d'ailleurs envahi en 1975, par une coalition formée par l'UNITA et l'armée de l'Afrique du sud, dans le but de créer un territoire-tampon au sud de l'Angola ; le second, pays frontalier de l'Afrique du sud et de la Rhodésie du sud, étant également d'orientation marxiste, était considéré comme le bastion de l'ANC, de N. Mandela, et du ZANU, de R. Mugabe.

L'Etat, comme support du pouvoir politique, la taille du champ politique, l'environnement international de l'époque, seront ainsi au cœur des processus de régulation politique par la guerre. P. W. Botha voyait dans « la stratégie totale » des ressources pour maintenir la dominance de l'Afrique du sud. Pour cela, faudrait-il satelliser les Etats de l'Afrique australe si besoin par la force. Le plan de l'Afrique du sud incluait « une tentative de créer un réseau de relations socio-économiques régionales, qui persuaderait les Etats de l'Afrique australe à collaborer avec Pretoria »⁷⁶⁵ 28.

Pour ce qui est du Mozambique, deux réalités articulées expliquent que l'activité régulatrice du pouvoir se fasse de façon autoritaire : d'abord, l'implantation du pouvoir « populaire » a produit, moyennant l'intégration dans l'espace du parti-Etat (v. supra), de nouveaux alliés, le système clientélaire étant adopté comme l'une de ressources de régulation ; du fait de la nature collusive de ce processus, il entraîna également le départ de portugais, des dissidents du Frelimo et des engagés dans le projet soutenu par J. JARDIM : le rassemblement des élites Noires et Blanches pour concurrencer le Frelimo, autour de l'idéal de l'indépendance du Mozambique s'inspirant de l'exemple suivi par la communauté blanche, en Rhodésie du sud, en 1965. La fuite de ceux-ci vers l'Afrique du sud et la Rhodésie du sud a donné naissance à une organisation, le MNR⁷⁶⁶ 29 (RENAMO), qui coalisait les intérêts des portugais, des rhodésiens et des mozambicains. Destiné à déstabiliser le parti-Etat au Mozambique, la guerre en sera un support supplémentaire de régulation, entraînant l'érosion de ses ressources politiques.

C'est bien ce foisonnement d'intérêts qui rend la RENAMO une entreprise intéressante du point de vue de la sociologie des organisations : d'abord, en dépit de sa structure diffuse, la tâche coordinatrice de l'organisation revient aux étrangers, peut-être par le volume de ressources qu'ils ont mis dans sa structuration ; ensuite, pendant seize ans de guerre de déstabilisation, la RENAMO aurait subi des métamorphoses à l'origine de l'incorporation d'une importante dimension mozambicaine. A ce stade, son noyau central

⁷⁶⁵ 28 Cf. DAVIES, R et O'MEARA, D., « La stratégie totale en Afrique australe », *Politique Africaine* n°19, septembre 1985, pp. 3-27, p. 9.

⁷⁶⁶ 29 Mouvement National de Résistance, qui, plus tard, s'appellera Resistance Nationale du Mozambique (RENAMO).

apparaît au centre d'un réseau de pouvoirs : il reliait ceux qualifiés par M. Cahen comme « l'élite marginalisée »⁷⁶⁷30, les instances de gestion de la guerre et les communautés traditionnelles. Ces dernières étant militairement soumises, la construction d'un contexte de distension s'appuyait sur la valorisation du localisme et sur la réhabilitation des chefs respectifs (les notables), comme mécanismes d'intégration et de contrôle social.

Les valeurs autours desquelles la RENAMO cherche à afficher son image et à accomplir « ses rationalités » se présentent hétéroclites. Elles se définissent à la fois sous une perspective idéologique : « combat de l'oppression marxiste »⁷⁶⁸31 ; de la modernité politique : lutter pour des « garanties pour la démocratie, pour que le peuple choisisse et vote librement dans le système politique, social et économique du pays »⁷⁶⁹32 ; ethnique : « Le colonialisme était mauvais mais le Machelisme est pire »⁷⁷⁰33 ; de la micro-ethnicité (localisme) : « encouragement du peuple à vivre selon les traditions », c'est-à-dire, tout en respectant « coutumes, croyances religieuses et chefs traditionnels »⁷⁷¹34 des espaces communautaires. Les multiples visages de la RENAMO pourraient être mieux saisis si l'on tient compte de son origine. En effet, l'articulation des intérêts des portugais, du gouvernement d'Ian Smith et des dissidents du Frelimo fut à la base de cette organisation. J. JARDIM, partageant depuis longtemps avec I. Smith le même projet politique, a réussi à obtenir du gouvernement de ce dernier des soutiens pour la genèse de la RENAMO. Par la suite, K. Flower, le chef de la police secrète de la Rhodésie (CIO) commença à accorder des appuis à des « individus et à des groupes concernés dans la déstabilisation du régime de Machel au Mozambique »⁷⁷²35. Leurs incursions militaires dans les provinces de Gaza et de Manica (Mozambique) étaient sous le commandement de hauts officiers de l'armée rhodésienne et selon la stratégie du gouvernement d'I. Smith :

C'était notre obligation de leur apporter notre soutien pour le combat. Il y avait des Noirs au Mozambique qui s'opposaient à S. Machel. Evidemment, nous devons les appuyer. Et nous les avons appuyés. Quelque personne que ce soit qui combattait nos ennemis, était notre amie⁷⁷³36.

Mais ce fut après l'adhésion du Mozambique aux « sanctions totales contre la Rhodésie du sud » (1976) et la clôture des frontières avec ce pays qu'on a assisté à l'accroissement et à l'avènement d'un appareil politique de la RENAMO. La présidence de l'Organisation fut partagée : J. JARDIM s'occupa de la mobilisation de soutiens en Afrique du sud, en

⁷⁶⁷ 30 Cf. CAHEN, M., *La nationalisation du monde. Europe, Afrique. L'identité dans la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 1999, 253p, p. 97

⁷⁶⁸ 31 Cf. MATSANGAISSA, André, cité, HOILE, David (edited by), *MOZAMBIQUE, 1962-1993. A political chronology*, London, Mozambique Institut, 1994, 234p, p. 37.

⁷⁶⁹ 32 Cf. RENAMO, cité, *Ibidem*, p. 42.

⁷⁷⁰ 33 On souligne ici *Machelisme* pour la raison suivant. La référence à la personne de S. Machel, renvoie à l'origine du Président de la RPM, qui est celle de l'éthnie changane, au sud du Mozambique. Cf. MATSANGAISSA, André, cité, HOILE, David (edited by), *op. cit.*, p. 33.

⁷⁷¹ 34 Cf. Gouverneur de Manica, M. ANTONIO expliquait ainsi la résistance des paysans au projet de villagisation du Frelimo et au fait que les villages communaux s'étaient devenus en des sources de soutien pour la RENAMO. Cf. ANTONIO, Manuel, cité, HOILE, David (edited by), *op. cit.*, p.42 ; voir aussi, FATTON, jr., Robert, « Africa in the Age of Democratisation : The civic limitations of civil society », *African Studies Review*, vol.38, sept. 1995, pp. 67-99p. 74.

⁷⁷² 35 Cf. ANTUNES, J.F., Jorge Jardim, *Agente Secreto....op. cit.*, p. 600.

⁷⁷³ 36 SMITH, I., cité, ANTUNES, J.F., *idem*.

Europe ; André MATSANGAÏSSA, un dissident du Frelimo, apparaît comme le Président du mouvement ; Afonso DHLAKAMA, également un dissident du Frelimo, prit en charge l'organisation des opérations militaires ; Orlando CRISTINA⁷⁷⁴37, son bureau étant accueilli à Prétoria (Afrique du sud), apparaît comme le secrétaire de l'organisation. Toutefois, le poids des intérêts du gouvernement d'I. Smith était lourd de conséquences, comme le témoigne A. DHLAKAMA : « Dans la Rhodésie, nous étions opprimés par les rhodésiens ; nous n'avions pas un leader dans notre organisation pour négocier sur diverses questions, / .../ ni moi ni le commandant A. MATSANGAÏSSA. Les Rhodésiens déterminaient les zones qui devraient être attaquées et qui devraient être l'objet du recrutement, avec la promesse de 300 ou 500 dollars »⁷⁷⁵38.

Ce rapport entre échanges et engagement dans les activités de déstabilisation au profit de la stratégie rhodésienne fut de même confirmée par Afonso COTOI, un agent de la RENAMO/armée rhodésienne, né à Zavala (Mozambique). D'après lui,

Une fois engagé, chaque recrue recevait sa ration alimentaire, un lit pour dormir puis on commençait l'entraînement. Celui-ci consistait en exercices pendant cinq mois sans armes, musculation et endoctrinement. Dans les trois mois suivants, nous étions habilités à manier, par des Rhodésiens, Sud-africains et des Portugais, plusieurs types d'armes. Au petit matin, nous hissions le drapeau, le drapeau rhodésien, puis nous apprenions à manier des armes FN, G3 et d'autres. Tous les mois, nous recevions notre argent et nous le dépensions sur place⁷⁷⁶39.

COTOI s'est de même référé au fait que J. JARDIM était le plus cité comme « notre chef » et le « futur président et qu'il nous conduirait à la victoire »⁷⁷⁷40. Pour cela, « il fallait qu'on s'entraîne sérieusement, car, de même façon que le Frelimo a pu chasser les colonialistes par la force des armes, nous serions aussi en mesure de le chasser par la violence armée »⁷⁷⁸41. Accomplie cette entreprise, la promesse de J. JARDIM était que « nous serions riches, nous aurions accès à des postes de ministres, de directeurs et nous pourrions devenir propriétaires des usines et des fermes. Conquis le pouvoir au Mozambique, nous ne travaillerions plus car le peuple le ferait pour nous »⁷⁷⁹42. De l'argent, des ressources de patrons, des promesses, des mensonges et l'attente de réussite, formaient donc l'infrastructure reliant l'ensemble d'intervenants du côté de la RENAMO.

De la part du Frelimo, les valeurs matérielles et symboliques de l'Etat convergeant à l'imaginaire du développement du Mozambique, le système clientéliste (ressource de mobilisation) et la guerre, devinrent les conditions de survie. Le service militaire obligatoire

⁷⁷⁴ 37 Portugais, ex-membre de la Police politique portugaise, O. CRISTINA a pu, au début des années soixante, s'infiltrer dans le FRELIMO en Tanzanie, pour espionner les activités du mouvement anti-colonial avant le déclenchement de guerre. A ce propos, il explique (à l'époque) dans des termes suivants l'intérêt de son infiltration : « Je vais désertir, pour passer au côté du Frelimo. Ici, - Police politique portugaise - je ne fais rien. J'amène un fusil et quelques cartes géographiques sans importance et je vais rester à Dar-es-Salaam. Je vous enverrai des informations qui s'avèreront utiles », Cf. CRISTINA, O., cité, *Ibidem*, p.192.

⁷⁷⁵ 38 Cf. DHLAKAMA, A., cité, MUIANGA, Elisa, « Mulheres et guerra : reintegração social dans mulheres regressadas das « zonas da RENAMO » no Distrito de Mandlakazi », *ARQUIVO*, Maputo, 18, Outubro de 1995, pp. 49-92, p. 58.

⁷⁷⁶ 39 Cf. COTOI, A., cité, « *Capturado Agente do Exército Rodesiano* », *Tempo* n°362, 11 de setembro de 1977, p63

⁷⁷⁷ 40 Cf. COTOI, A., cité, *idem*.

⁷⁷⁸ 41 Cf. COTOI, A., cité, *idem*.

⁷⁷⁹ 42 Cf. COTOI, A., cité, *idem*.

pour les jeunes fut déterminé par l'Assemblée populaire en mars 1978. En outre, des forces paramilitaires ont été mises en place dans les quartiers, dans les usines, dans les villages, partout. Cette militarisation de la société était en complément des efforts des pays de la Ligne du Front⁷⁸⁰ 43, un réseau de pays de l'Afrique australe, qui se consacraient à coordonner les politiques communes de combat aux régimes minoritaires dans la sous-région.

C'était l'heure de la redéfinition des modes d'articulation entre la RENAMO et ses patrons. I. Smith, à cause de la progression de la guerre menée par le ZANU, de R. MUGABE, fut contraint à faire une alliance avec des Noirs modérés, rassemblés autour de l'évêque Abel MUZOREWA. La formation d'un gouvernement multiracial de transition au Zimbabwe, dont l'évêque était le premier-ministre, a entraîné d'autres développements pour la RENAMO. Avec un effectif de 500 guérilleros⁷⁸¹ 44, la police secrète de la Rhodésie (CIO) fournit de l'aide à A. MATSANGAÏSSA pour créer des bases sur le plateau de Manica, à l'intérieur du Mozambique. En Afrique du sud, le scandale financier Muldergate a provoqué la résignation de J. Vorster du poste de premier-ministre. Par la suite, P. W. BOTHA apparaîtra comme le chef du gouvernement sud-africain. Magnus MALAN, le chef de l'armée, deviendra le ministre de la défense.

Depuis lors, la politique sud africaine de détente envers le Mozambique ne servira qu'à cacher son engagement envers la RENAMO. La perspective de l'indépendance du Zimbabwe fut associée à l'éventualité de construction d'un cadre pour le cessez-le-feu au Mozambique. Dans l'optique du gouvernement mozambicain, cela serait possible si K. Flower démantelait la RENAMO. Deux offres ont été faites par le premier aux rebelles mozambicains : ou la démobilisation et l'intégration des membres de la RENAMO à la vie civile ou leur persistance comme organisation, cette dernière hypothèse étant conditionnée à leur transfèrement en Afrique du sud. Le mouvement de MATSANGAÏSSA ne souhaitant pas abdiquer de la lutte, l'accueil par l'Afrique du sud a été pris comme l'option nécessaire.

On est là devant un fait qui n'est pas du tout surprenant. En même temps qu'à Lancaster House (Londres) se déroulent les négociations entre les mouvements anticoloniaux (Patriotic Front) du Zimbabwe et le gouvernement britannique⁷⁸² 45, l'articulation entre les Sud-africains et la RENAMO prit une dimension formelle. En effet, le chef du Military Intelligence Directorate (MID), le général Pieter van der WESTHUIZEN, prit sous sa responsabilité le ravitaillement de la RENAMO à l'intérieur du Mozambique. A la suite de la mort (1979) au combat d'A. MATSANGAÏSSA, A. DHLAKAMA – qui était, jusqu'alors, le chef des opérations militaires – a succédé le premier Président et commandant en chef de la RENAMO. A. DHLAKAMA se fera entourer d'une oligarchie militaire dont les membres, avec des origines diverses du point de vue ethnique, étaient reliés à des instances intermédiaires de gestion de la guerre. De l'argent, des armes, des voitures, des conseillers militaires⁷⁸³ 46 provenaient de l'Afrique du sud.

⁷⁸⁰ 43 Outre le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie, l'Angola, le Botswana en faisaient partie.

⁷⁸¹ 44 Cf. Cf. ANTUNES, J.F., Jorge Jardim, *Agente Secreto....op. cit.*, p618 ; cf. FERNANDES, Evo, cit., HOILE, David (edited by), op. cit., p. 39.

⁷⁸² 45 Les négociations de *Lancaster House* ont abouti à des accords fondamentaux. Parmi ceux-ci, on note l'élaboration de Constitution du Zimbabwe et l'accord sur le cessez-le-feu, qui amènerait ce pays à la légitimation d'un gouvernement majoritaire par le suffrage universel et à l'indépendance en 1980.

⁷⁸³ 46 Cf. ANTUNES, J.F., Jorge Jardim, *Agente Secreto....op. cit.*, p619 ; voir aussi VINES, Alex, *RENAMO. Terrorism in Mozambique*, London, Centre for Southern African Studies, 1991, 257p

Le déploiement du mouvement de déstabilisation de l'espace mozambicain, au Centre, au Nord et au Sud, se fera lors de la décennie (1980-90), paradoxalement tenue par le Frelimo comme celle de la mise en oeuvre de la politique « pour vaincre le sous-développement »⁷⁸⁴ 47. Les activités de la RENAMO ont connu un redoutable accroissement dans les provinces de Manica et de Sofala en 1981. D'après des sources rencontrées par l'armée gouvernementale à Gorongosa (base militaire), la RENAMO devait, tout en évitant des affrontements avec l'armée gouvernementale, chercher à détruire l'économie mozambicaine. Ses cibles devaient être les suivantes :

1. détruire l'économie du Mozambique dans les campagnes ; 2. détruire les voies de communication afin d'empêcher l'exportation et l'importation vers l'intérieur et l'extérieur et l'écoulement des marchandises ; 3. empêcher les activités des coopérants étrangers (coopérants) parce qu'ils sont les plus dangereux quant à la récupération de l'économie⁷⁸⁵ 48.

En effet, c'est selon cette logique qu'on a assisté au déploiement du réseau de la RENAMO, sur des espaces mozambicains, à partir de ses bases en Afrique du sud et dans les provinces de Manica et Sofala (centre du Mozambique). La tactique de la RENAMO consistait à s'attaquer à l'infrastructure économique et sociale du Mozambique et à perturber ses activités de production. De fréquents actes de sabotage ont été commis contre les routes, les voies ferrées, les installations électriques du pays ; des villages ont été attaqués. En août 1982, l'organisation de DHLAKAMA s'avérait l'un des facteurs de la désarticulation du tissu social et économique à Inhambane, au Sud du pays⁷⁸⁶ 49 ; en octobre 1982, la RENAMO a été qualifiée de très active, du point de vue militaire et politique en Zambézie, au Nord du Mozambique⁷⁸⁷ 50. Si certaines sources estimaient que, au total de dix provinces, la RENAMO opérait en 7 moyennant un support de 10.000 membres⁷⁸⁸ 51, d'autres se référaient à une force de guérilla composée par 11.000 à 13.000 hommes⁷⁸⁹ 52. A ce stade de progression, la RENAMO est présentée « comme une organisation hétérogène car constituée par des individus issus de différents horizons ethniques et de couches sociales, voulant atteindre l'Etat, afin de bénéficier de ses mécanismes de redistribution »⁷⁹⁰ 53.

Il n'est pas question de mettre en cause les remarques sur les métamorphoses de la RENAMO. L'action prédatrice sur l'infrastructure (matérielle) de l'Etat et le souhait de cette organisation de jouer comme une alternative politique, nous renvoient à une situation paradoxale. Celle-ci a été d'ailleurs également retenue par C. Geoffray. A ses yeux,

La Renamo ressemble paradoxalement à une armée classique composée de personnels hiérarchisés, mobilisés sous la contrainte, et elle n'a, comme tout armée classique, d'autre fin que la guerre. Mais à la différence des autres

⁷⁸⁴ 47 Cf. MACHEL, S., cité, HANLON, Joseph, *Mozambique. The Revolution under Fire*, London, Zed books, 1984, 395p, p. 189.

⁷⁸⁵ 48 *“Documentos da Gorongosa”, 1984 : (extractos) (s/p), Centro de Documentação do CEA, Cx.55D ; voir VINES, A., RENAMO. Terrorisme in Mozambique....op. cit.*

⁷⁸⁶ 49 Cf. HOILE, David, (edited by), op. cité, p45

⁷⁸⁷ 50 *Idem.*

⁷⁸⁸ 51 *Idem.*

⁷⁸⁹ 52 Cf. Professor HOUGH, Mike, cit., *Ibidem* p. 48.

⁷⁹⁰ 53 Cf. CUMBANE, David S. (DEA), *Les partis politiques mozambicains...op. cit.*, p. 39.

cependant, sa machine belliqueuse n'est pas à la disposition d'un Etat ou d'intérêts qui la dépassent et la commandent. Elle n'est pas le 'bras armé' d'une nation, et elle ne sert à l'évidence les intérêts d'aucune classe sociale particulière⁷⁹¹ 54.

C'est bien ce conflit entre « le souhait de la RENAMO » et « sa pratique » (la prédation) qui nous amène à considérer l'hypothèse suivante : indépendamment de leurs trajectoires, les organisations produisent des élites voulant survivre aux crises et aux changements et elles le font en fonction des ressources à leur portée. Le fait que la RENAMO ait pu étendre ses activités dans sept (des dix) provinces, du Nord au Sud du pays, s'avérait être une ressource pour se faire prévaloir dans la construction du nouvel ordre. Déstabilisant l'action du gouvernement dans la plus grande partie du pays, la logique de l'Etat ne s'avérait point réalisable. Sur ce point, le changement supposait l'évolution des deux acteurs du conflit, la RENAMO et le Frelimo, dans le sens de la construction d'un nouveau cadre politique.

On revient ici à la politique comme un champ de rapports (rationnels et irrationnels) de force, traduit dans la fragilisation de l'Etat : pour la RENAMO, le but à accomplir était la destruction de l'infrastructure de l'Etat « marxiste-léniniste » ; pour le Frelimo, il fallait démanteler des « bandits armés ». La fragilisation de la capacité de l'Etat s'est par conséquent rendue évidente en 1982. Le Zimbabwe et le Malawi se sont inquiétés de la désorganisation puis de la destruction par la RENAMO des installations de transport et d'approvisionnement du Mozambique, en particulier les voies ferrées de Beira et du Limpopo. Ils en dépendaient d'ailleurs pour l'acheminement d'une grande partie de leur commerce extérieur. En novembre 1982, avec l'accord du Gouvernement mozambicain, le Zimbabwe a donc envoyé plus de 10.000 hommes⁷⁹² 55 pour protéger le couloir de Beira. La République-Unie de Tanzanie a envoyé un contingent plus petit, chargé d'effectuer des patrouilles sur la route de Nacala dans le Nord du pays. La sécheresse de 1983 est venue s'ajouter à un contexte de détresse sociale. Lourde de conséquences pour le Mozambique, elle a montré à quel point l'Etat ne pouvait plus assurer des liens de solidarité envers les victimes. D'innombrables communautés paysannes ont été contraintes à se déplacer vers les pays voisins. Si auparavant, outre la production pour leur subsistance, les paysans destinaient une partie de leur production au marché, la sécheresse et la guerre leur apportèrent l'insuffisance alimentaire et la famine. La guerre entraînait également le dysfonctionnement du système économique, ce qui est d'ailleurs perceptible par la tendance à la réduction considérable des profits de l'exportation de diverses marchandises :

Tableau XVII. Marchandises exportées entre 1981 et 1983 (en MUS\$D, conforme aux prix courants)⁷⁹³ 56

⁷⁹¹ 54 Cf. GEOFFRAY, C., *La cause des armes....op. cit.*, p. 165.

⁷⁹² 55 Cf. Nations Unies, *Les Nations et Unies et le Mozambique, 1992-1995*, New York, Département de l'Information des Nations Unies, 1995, 333p, p.5

⁷⁹³ 56 Cf. *Informação Estatística, CNE, diferentes anos*, cité, Abrahamsson, H., Anders, N., *op cit.*, p. 178.

	1981	1982	1983
Total des exportations	280,0	229,2	131,6
Don't			
Cajou	53,4	43,6	16,1
Crevette	52,4	38,5	31,2
Cotton	24,9	17,3	17,1
Sucre	25,1	8,8	8,6
Sisal	2,9	2,7	1,0
Coprah	4,8	3,0	2,1
Thé	14,2	25,7	14,7
Bois	7,3	3,3	0,6
Agrumes	4,8	2,7	1,9
Pétrole	52,2	37,6	21,8
Autres	28,3	41,6	16

Le tableau qui suit apporte des éléments supplémentaires et qui éclairent l'effet de l'action de déstabilisation sur l'économie mozambicaine :

Tableau XVIII. Mozambique : D'une économie de services à une économie de subventions externes (en MUSD)^{794 57}

	1973	1980	1985	1990
Exportations	230	281	77	121
Importations	-345	-800	-424	-850
Balance commerciale	-115	-519	-347	-729
Revenus de services	217	171	107	162
Dépenses de services	-95	-75	-200	-389
Revenus liquides de services	122	96	-93	-227
Solde	7	-423	-440	-956

Par ailleurs, à cause de l'observation impartiale des sanctions décrétées par l'O.N.U. contre la Rhodésie du sud et les agressions menées par ce pays, le Mozambique eut, de 1976 à 1980, des pertes estimées à 556 millions de dollars^{795 58}. De plus, l'importance des revenus apportés par les travailleurs mozambicains dans les mines sud-africaines avait diminué d'au moins deux tiers. Le port de Maputo n'était plus l'instrument privilégié de l'exportation sud-africaine, et, quant au tourisme sud-africain, il avait totalement disparu. Outre cela, l'insécurité sur les autoroutes était un problème quotidien.

Dans le contexte de rareté et de paupérisation, l'Etat et tout le projet de développement économique et social qu'on attendait, se sont devenues des constructions fantomatiques. Dans les campagnes, la réorganisation spatiale de l'habitat pour un certain aménagement de l'espace, apporta un terrain fertile pour la RENAMO. En 1977, la politique de villagisation a donné naissance à 215 villages ; en 1979, ce nombre est de 1059 ; et en 1982, on en compte 1352, regroupant près de 20% de la population rurale. Le modèle de légitimation du pouvoir local, on s'y est déjà référé, étant celui du parti-Etat, le conflit entre familles

^{794 57} Cf. HERMELE, Kenneth, *Moçambique numa encruzilhada : Economia e política na era de ajustamento estrutural*, Bergen, CHR. Michelsen Institute-Departement of Social Science and Developpement, Maio de 1990, 50p, p. 19.

^{795 58} VERSCHUUR, Christine et al, *op. cit.*, p. 34.

auparavant⁷⁹⁶ 59 au pouvoir et d'autres promues dans le contexte révolutionnaire, engendra des alliés pour la RENAMO. On a par la suite assisté à des guerres locales qui, incrustées dans le mouvement de DHLAKAMA, avaient de même un effet prédatif sur la capacité d'action de l'Etat. Ces guerres mettaient au travers anciens chefs traditionnels /leurs proches et nouvelles familles puissantes/leurs alliés (les fonctionnaires du parti-Etat), du fait que ces derniers contrôlaient l'appareil politique.

L'accueil local et l'efficacité du fonctionnement de la RENAMO ne se devaient pas aux stratégies d'une guerre classique ou à l'opposition entre bourgeois et ouvriers. Il s'agissait des manifestations d'un conflit autour du pouvoir, dans des micro-espaces dont la logique et le mode de rapport au politique se fondent sur des rapports patrimoniaux (v. 1.3.). Ses acteurs prenaient corps sur la base de l'imbrication de réseaux militaires et des réseaux de familles, dans des camps opposés. Appartenant aux même micro-espaces (ethnique), mais reliés à des puissances « externes » (la RENAMO vis-à-vis du parti-Etat), les alliés de la RENAMO prenaient comme des cibles de leurs actions destructrices des objets réels : le patrimoine des alliés du parti-Etat, parce que l'infrastructure de l'exclusion et de la domination, mais également, en accord avec les consignes de leurs patrons, des objets symbolisant l'Etat.

Selon cette logique, on assistera systématiquement à l'attaque, au pillage des ressources et à l'arrestation des membres des villages communaux. Coercitivement ramenés dans des bases, certains étaient intégrés dans les « bandes » de la guérilla ; d'autres étaient encadrés dans des nombreux services au profit de la guérilla ; dans le cas de la résistance, d'invalidité physique ou encore de confirmation de l'appartenance à une des instances du parti-Etat, les emprisonnés étaient, à coup sur, assassinés ; la destruction des partis ou de certaines maisons du village communal, du fait qu'elles étaient celles de responsables locaux, nommés par le parti-Etat ; la destruction des symboles de la modernité, comme des écoles, des hôpitaux, des usines, des ponts, au moment où la confrontation avec l'armée gouvernementale serait inimaginable.

La réévaluation et la perspective d'une solution pour ce cadre conflictuel de rapports sociaux auraient été avancés par L. B. Honwana, qui fait croire que celles-ci passent par la réhabilitation des chefs traditionnels :

On ne s'est pas rendu compte de combien les autorités traditionnelles étaient influentes. Nous devons inéluctablement harmoniser les croyances traditionnelles à notre projet politique. Sinon, nous serions en train d'aller à l'encontre de ce à quoi la plus grande partie de notre population croit ; nous serions des étrangers dans notre propre pays⁷⁹⁷ 60

Face à la dimension et à la multiplicité des conflits dans le cadre de la guerre civile, pour L.B. Honwana, la solution requiert qu'on reconnaisse l'intérêt stratégique de l'imbrication entre le Parti, quelle que soit son orientation idéologique, et les structures traditionnelles. La bipolarisation politique en termes de gauche/droite, qui anime les espaces politiques des pays industrialisés, dans le contexte des espaces entre la tradition et la modernité, serait dépourvue de bases sociales.

⁷⁹⁶ 59 On se réfère à la période coloniale.

⁷⁹⁷ 60 Cf. HONWANA, L.B., (écrivain, cadre du Frelimo Parti marxiste-léniniste et d'avant-garde - Directeur du Cabinet du Président de la République Populaire du Mozambique puis, vice-ministre de la Culture et de la Jeunesse -), cité, NEWITT, MALLYN, *História de Moçambique, Lisboa, publicações Europa-América, 1997, 508p, p. 488.*

Mais le conflit entre l'ordre politique du parti-Etat et l'ordre social n'était que l'une des dimensions de la crise mozambicaine, dont la conséquence majeure était l'épuisement des ressources d'action. Lors des années 80, les villes n'ont pas été épargnées de cette crise. La rareté expliqua des ruptures dans le système de distribution moyennant lequel le parti-Etat assurait le fonctionnement du système clientélaire. Il en découle petit à petit l'épanouissement du marché noir, qualifié dans les langues locales comme Candonga ou Ndumba nengue, au Sud, N'Tchunga moyo, au Centre du pays. Le système de coopératives, qui consistait en une chaîne de magasins pour ravitailler les habitants de nombreux quartiers, à Maputo, à Beira, ne rendait plus un service efficace. En dépit de leur statut de membres du parti marxiste-léniniste, les directeurs des usines, voire de hauts fonctionnaires, bien placés dans la structure du pouvoir, faisaient désormais partie des réseaux du marché noir. La haute direction du parti-Etat mit alors en oeuvre ce qui a été considéré comme « l'offensive politique et organisationnelle dans la sphère de la production »⁷⁹⁸ 61. D'une entreprise étatique à l'autre, le chef du parti-Etat cherchait à identifier « des indisciplinés »⁷⁹⁹ 62 et à corriger des cas de déviance. Toutefois, l'érosion de la capacité du parti-Etat à entretenir le système ne connaîtrait pas de régression.

Dans le contexte de cette crise, la plus grande partie des fonctionnaires de l'Etat connaissent, eux aussi, des difficultés considérables. Leurs salaires réels ne leur permettaient pas de subvenir aux besoins de leurs familles que pour la première moitié de chaque mois. La corruption tendait à se généraliser. La guerre a entraîné le surpeuplement des villes, du fait de l'exode rural. Ce qui jusqu'alors était utilisé comme de la monnaie d'échange pour assurer l'allégeance au parti-Etat, les services de l'éducation, de la santé et la sécurité, ne s'avéraient plus être des réalités visibles.

La régulation par le parti-Etat, et le système clientélaire qui en était à la base, n'était plus auto-sustainable. Le système politique fut amené à faire face à des exigences contradictoires, celle de persister dans le chemin dont l'Etat mozambicain était l'aboutissement ou celle de l'innovation politique. Ce fut à la recherche de l'adaptation du système politique mozambicain dans son environnement, en tant qu'entreprise dynamique, que le Frelimo s'est décidé pour l'innovation. L'adoption du programme de libéralisation économique en 1986 et les négociations, - d'abord, par l'intermédiaire de représentants de l'Eglise (1988-1989), puis directement avec la RENAMO (1990-1992) -, ont débouché sur la structuration d'un nouveau cadre d'action. Le multipartisme et la soumission des programmes de groupements politiques au jugement et au « choix du peuple » seront, désormais, pris comme des ressources de régulation politique.

⁷⁹⁸ 61 Voir «Ofensiva política et organizacional », *Tempo* n°500, Maio de 1980, pp. 7-11

⁷⁹⁹ 62 «Desalojar a indisciplinada, o desleixo e a incompetência », *Tempo* n°485, 27 de Janeiro de 1980, pp. 7-16 ; MATA, Filipe, « Comercialização de peixe em Maputo : desorganização e falta de apoio, portas abertas abertas à candonga », *Tempo* n°589, 24 de Janeiro de 1982, pp. 12-15.

Troisième partie. Démocratie et espaces sociaux : effets pervers d'un mode de régulation

L'adoption de la démocratie multipartite en Afrique sub-saharienne est venue s'inscrire dans ce que G. Balandier considère comme « un contexte de changements nombreux et accélérés »⁸⁰⁰. Sur le plan externe, les socialismes d'Etat étant voués à l'échec depuis la fin des années 80, un bon nombre d'Etats africains se sont placés sous la contrainte de glisser vers la démocratie comme condition de bénéficier de l'aide de « bailleurs de fonds »⁸⁰¹ ; dans leurs environnements internes, il se rendait pressant de reconstruire les assises de la légitimité de l'Etat, différemment ébranlées d'un espace à l'autre : dans les uns, la décolonisation n'ayant pas réussi à créer un cadre constitutionnel accepté par tous pour réguler l'accès et le partage du pouvoir (Angola), la guerre s'est poursuivie pour des décennies ; dans certains, le régime à parti unique n'a abouti qu'à la personnalisation du pouvoir (faible institutionnalisation de l'Etat), ce qui n'a pas empêché l'avènement des organisations ou des coalitions ethno-partisans militarisées, pour se battre contre le monopole du pouvoir (Zaïre, Congo, Rwanda, etc.) ; dans d'autres, le modèle de l'Etat-nation et le marxisme-léninisme étant pris comme des atouts de mobilisation sociale et du développement, ils se sont révélés inadaptés aux logiques et aux structures sociales. Coordonnée de l'extérieur, la guerre de déstabilisation de l'Etat n'a fait qu'exploiter le potentiel conflictuel entre l'ordre étatique et l'ordre social pour se déployer, dans une sous-région troublée par des guerres anticoloniales (Mozambique/Afrique australe).

Les pratiques « démocratiques » ne sont historiquement pas étrangères aux milieux socio-politiques africains. En accord avec J.F. Bayart, « La plupart des sociétés africaines anciennes étaient effectivement des sociétés de délibération mais cette délibération s'effectuait de façon exclusive, dans un contexte de forte hiérarchisation des statuts où seules certaines catégories sociales (notamment les plus âgés) avaient accès à la parole et à la décision »⁸⁰². Mais la culture politique de « l'arbre-à-palabre » était intrinsèque au système politique dont les réseaux de pouvoir se (re)structuraient sur la base de rapports clientélistes : une chaîne de tenants des postes non élus, car leurs pouvoirs étaient un héritage des ancêtres, débutant d'en bas avec les maîtres de terres. Ils se reliaient aux appareils contrôlant des espaces des ethnies assujetties, qui étaient à l'œil du roi ou de l'empereur et des agents respectifs, cherchant à maintenir l'ordre politique.

Les démocraties africaines contemporaines ne sont pas un aboutissement d'un rapport organique avec la « démocratie » des sociétés pré-coloniales. Si par rapport à l'environnement externe des pays africains la démocratie recréa et légitima des mécanismes d'un rapport d'échange inégal avec les centres de l'économie mondiale, on ne saurait

⁸⁰⁰ Cf. BALANDIER, G., *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1982, 360p, p. 38.

⁸⁰¹ Cf. Nous nous référons au Fond Monétaire International et à la Banque Mondiale, Cf. BAYART, J.F., « La problématique de la démocratie en Afrique noire : la baule, et puis après », *Politique africaine*, 43, oct. 1991, pp5-20, p. 17.

⁸⁰² Ibidem, p.43.

mésestimer son apport dans la recherche de nouvelles assises de légitimation de systèmes de pouvoir. Ce dont on a affaire, c'est bien ce recours au suffrage universel, pour légitimer des ordres politiques qui restent encore à l'âge de transition : de la période de la guerre à la période de la paix ; du régime à parti unique (...ou marxiste-léniniste) au système de démocratie multipartite ; de l'économie gérée par l'Etat à l'économie de marché. On attache de la sorte des espaces sociaux faisant encore allégeance communautaire, ethnique ou religieuse à un processus de sociabilité citoyenne. La bataille pour la représentativité se fera désormais à l'aide du suffrage universel, ce qui renvoie à des pratiques de la modernité politique.

Comi Toulabour serait parvenu, dans une étude de cas portant sur le Togo, à inscrire la mystification des entreprises du pouvoir dans un cadre de rapport de force et de jeux politiques. D'après lui, ceux-ci sont entrepris de façon à contaminer l'ensemble social et culturel, même si leur fonction d'ordre (et de contestation), de répression (et de défense), représentation (et de travestissement) restent bien ceux d'un pouvoir d'Etat⁸⁰³. On considère cette capacité du politique de bâtir des entreprises politiques en « contaminant l'ensemble social et culturel », pour revenir à la problématique de la démocratie, au Mozambique. Inscrite dans l'interactivité du social et du politique, la démocratie est porteuse de valeurs, celles de la citoyenneté. A la lumière de l'expérience des pays occidentaux, la citoyenneté s'est revêtue de signification : elle s'est traduite par la capacité d'exercer les droits liés à la participation politique de type démocratique, par des individus libres de toutes les autres formes d'allégeance, au profit de l'appartenance et de l'identification à l'Etat-nation. Or, pour ce qui est des espaces entre tradition et modernité, la citoyenneté, comme mode d'allégeance à la société globale, est coexistante avec des formes d'obéissance communautaire, religieuse, ethnique, etc.

La démocratie débouche, entre autres réalités, sur l'élection des leaders, des représentants politiques, des organisations à chaque échelon de la société. Du fait que la coexistence de multiples formes d'allégeance dans le contexte entre tradition et modernité, la démocratie apporte un regain d'intérêt au concept d'espace social. C'est à la suite de ces constats qu'on se pose les questions suivantes :

-La multiplicité des modes d'allégeance faisant système avec le lien des individus à la société globale, à quoi attribue-t-on la formation de l'opinion et des préférences politiques ?

-Etant donné la dimension trans-ethnique de la mobilisation sociale autour d'un cercle des partis politiques, à quelles stratégies cette élite a-t-elle recours pour se faire légitimer dans des espaces différenciés, dont l'assemblage structure la société globale ?

L'analyse de faits politiques en termes de déconcentration politique, parce qu'elle met en valeur l'effet de la multiplicité des réseaux reliant des individus à leurs espaces/groupes sociaux, paraît être pertinente. Par la suite, on essaye d'expliquer le déphasage entre le concept classique de démocratie et le contexte de son adoption comme mode de régulation politique (chap. V) ; puis, les espaces sociaux mozambicains repris, on s'efforce d'illustrer la capacité du politique d'avoir recours à l'ordinaire comme mode de mobilisation politique lors des élections multipartisanes de 1994. Les premières dans le contexte mozambicain, elles résultèrent, en dépit du déficit d'allégeance citoyenne, dans la reconstitution du système politique (chap.VI).

⁸⁰³ TOULABOUR, Comi, cité, COPANS, J., *La Longue Marche de la Démocratie Africaine : savoirs, intellectuels et démocratie*, Paris, Karthala, 1998, 370p, p. 288.

Chapitre 5. Démocratie et espaces sociaux

5.1. Espaces sociaux et démocratie : un concept changeant ?

Les analyses politologiques au sujet de la démocratie en Afrique se révèlent partagées. Au cœur de ce débat, nous trouvons des schémas et des approches des faits politiques contradictoires : certains chercheurs sont partis à l'étude du glissement vers le multipartisme en Afrique s'inspirant de la pensée substantialiste de la démocratie. Ils essaient sur cette base d'expliquer sa causalité, en fonction de la représentation sociale du fait démocratique en Europe ; d'autres, en revanche, se sont avérés très productifs dans le sens de l'analyse comparative et anthropologique du politique. A l'appui de leur raisonnement, ils arguent que « l'Etat postcolonial est doté d'une historicité propre, et la problématique de la démocratie au Sud du Sahara doit être comprise à la lumière de celle-ci »⁸⁰⁴.

Les résultats de l'effort interprétatif concernant la démocratie en Afrique reflètent ce partage, et ils posent, à des degrés variés, des difficultés sur la saisie des stratégies régulatrices de systèmes de pouvoir dans leurs environnements. C. Coquery-Vidrovitch, qui s'oppose à la tendance d'associer l'abandon de modes autoritaires de régulation politique dans les années 80 au patrimoine culturel-politique indigène, avance que « non seulement ces sociétés n'étaient pas démocratiques, mais qu'en plus elles ne portaient en elles-mêmes aucun germe directement utilisable par la démocratie contemporaine. Les cultures politiques qui les organisent s'articulent autour de trois principes négateurs de l'idée démocratique : inégalité, consensus, confusion du politique et du religieux »⁸⁰⁵. François Furet, attaché au raisonnement plus idéologique et théorique, établit des liens entre la démocratie et la constitution de l'individualité politique, dont les sources sont renvoyées à la Révolution française : « En cessant d'être les gestes d'une classe, elle (la Révolution française) n'en est qui davantage la date de naissance de la modernité ; elle retrouve le rôle qu'on lui a attribué : celui de faire naître le monde des individus autonomes, désormais chargés de reconstruire la cité sur leurs volontés libres »⁸⁰⁶. Ce lien entre Révolution, individualité, modernité et démocratie fut repris par Louis Dumont. D'après cet anthropologue, « la modernité politique, et donc la démocratie, sont l'invention de l'individualité du citoyen libre de tout assujettissement 'domestique' »⁸⁰⁷. Par la suite, L. Dumont opposera « les sociétés holistes qui valorisent l'ordre social et la soumission de l'individu au tout, aux sociétés individualistes, qui ignorent ou subordonnent les besoins de la société et rendent chaque homme l'égal de son voisin »⁸⁰⁸. Ces modes de raisonnement rejoignent la pensée de Hirshman (1972)⁸⁰⁹, pour qui la modernisation s'impose comme support nécessaire à l'universalisation des rapports politiques : le centre politique s'adresse à un ensemble de citoyens avec lesquels il entend entretenir des relations directes, mais celles-ci, pour être

⁸⁰⁴ Cf. BAYART, J.-F., "La problématique de la démocratie en Afrique noire : la baule, et puis après", *Politique africaine*, 43, Oct. 1991, pp. 5-20, p. 10.

⁸⁰⁵ Cf. COQUERY-VIDROVITCH, C., citée, OTAYEK, René, *art. cit.*, p. 804.

⁸⁰⁶ Cf. FURET, F., citée, COPANS, J., citée, *La Longue marche de la démocratie*....op. cit., p. 243.

⁸⁰⁷ DUMONT, L., cit., *ibidem*, p. 239

⁸⁰⁸ ⁰ *Ibidem*, p. 243.

⁸⁰⁹ ¹ Voir HIRSHMAN, citée, cf. BADIE, Bertrand, « Formes et transformation des communautés politiques », in GRAWITZ, M. – LECA, J., *Traité de science politique*, ...op. cit., p. 611.

systématiques, doivent se limiter à un espace donné, auquel en revanche les individus appartiennent de droit.

La modernisation vient ainsi affecter l'éventail des comportements politiques individuels qu'Hirschman avait dessiné, en laissant au citoyen la possibilité de choisir entre la loyauté ou la protestation ; en limitant de façon extrêmement coercitive le comportement de défection (exit). En territorialisant le politique, suivant la définition Wébérienne de l'Etat moderne, la modernisation se présente pour Hirschman comme étant conforme à l'histoire des sociétés occidentales, mais en même temps de réalisation difficile dans les espaces sociaux très communautaires, marqués par la prédominance du fait tribal.

Sans rejeter le lien entre la modernisation et la démocratie en Occident, la débâcle des régimes autoritaires fait l'objet d'une interprétation rendant compte de la complexité de son avènement. D'après certains auteurs, la construction démocratique au Sud du Sahara est le résultat de l'interactivité du social et du politique, liée à sa propre histoire. A ce titre, la démocratie comme système de rapports sociaux serait déterminée par la nature de la société : elle lui donne corps et signification, à travers les acteurs, les structures, les logiques sociales mises en situation face aux enjeux internes et externes et aux défis à relever. Parmi ces auteurs, R. Otayek remarque qu'il n'est pas question de nier que l'idée démocratique sous sa forme libérale représentative soit une invention de l'Occident. Mais, dès lors que l'on admet qu'une culture politique se transforme en permanence, on se doit permettre, - poursuit Otayek - de refuser de considérer comme immanentes, immuables, des données de culture qui se sont construites dans l'histoire. Car celles-ci se remodelent sans cesse, sous l'influence des dynamiques sociales et politiques. Pour Otayek, « Toute culture politique étant nécessairement un produit hybride, fruit du métissage entre plusieurs traditions culturelles, deux conclusions s'imposent. D'une part, aucune culture politique n'est totalement antidémocratique ou démocratique ; d'autre part, il n'y a pas de société promise, par sa culture politique, à la modernité démocratique, et d'autres vouées à l'autoritarisme »⁸¹⁰2.

J. Copans aurait repris cette thèse, pour dire que les dynamiques qui structurent et déstructurent les espaces sociaux de façon quasi permanente sont extrêmement brutales, volatiles et surtout localisées. Sous ce point de vue, ses critiques se placent aux antipodes de l'ethnocentrisme :

Réduire l'avènement démocratique à une théorie de l'autonomie politique des hommes égaux, c'est prendre le message de 1789 pour argent comptant. Croire que ce message n'a rien à voir avec les civilisations non modernes, c'est décider, à la place des autres, du sens de leur histoire. Ce qui est en cause ce n'est donc pas la modernité, la démocratie « pure » ou même l'individualisme politique. Ce qui est en cause, c'est une perception de l'histoire où les idées semblent plus fortes que les individus, où les relations sociales cèdent la place à la force du politique en soi⁸¹¹3.

La pensée développée par J.F. Bayart s'inscrit dans la perspective prenant les sociétés quelles qu'elles soient dans une perspective dynamique. La reprise de ses thèses au sujet de L'Etat en Afrique l'a conduit à interpréter la problématique de la démocratie non pas comme un produit de la conversion définitive de l'ensemble des cultures aux normes centrales issues de la tradition européenne. Pour Bayart, il convient d'appréhender la

⁸¹⁰ 2 Cf. OTAYEK, R., art. cit., p. 804.

⁸¹¹ 3 COPANS, J., *La Longue Marche de la Démocratie Africaine...op. cit.*, p. 247-148.

problématique de l'invention et du mimétisme dans une articulation dynamique, l'une se nourrissant de l'autre réciproquement :

Un parallèle peut être fait ici avec l'Etat : mode d'organisation hérité du colonisateur, il a été « travaillé , réapproprié, 'indigénisé' » par les sociétés africaines qui l'investissent de leurs codes, leurs représentations, leurs logiques. Le mimétisme, dans cette perspective se révèle différent de la duplication, en ce qu'il suppose non pas une réplique pure et simple d'une technologie mais son importation associée à une réinterprétation⁸¹²4

Faisant suite à son argumentaire, l' « artificialité de l'Etat » prise en compte, F. Bayart soutient que l'idéal démocratique ne peut plus être tenu pour étranger au sous-continent. Contrairement à la pensée du projet de l'Etat homogénéisant (Etat-nation), pour le politologue français « l'ethnicité n'est pas le contraire de l'Etat moderne mais fait système avec lui ; elle n'est pas forcément contradictoire avec l'intégration nationale mais est un mode d'accès aux bénéfices matériels ; elle n'équivaut pas à la persistance de la tradition mais au partage de ressources de la modernité »⁸¹³5.

Pour ce qui est de la mobilisation politique, Bayart se dissocie des chercheurs établissant une corrélation entre conscience ethnique et adhésion politique : « il n'y a pas d'adéquation parfaite entre appartenance ethnique et adhésion politique »⁸¹⁴8. Cela nous renvoie à l'existence de partis politiques transethniques, dont les entrepreneurs réussissent à se « faire légitimer entre plusieurs ethnies »⁸¹⁵9. Toutefois, Bayart indique des schèmes culturels potentiellement contradictoires avec l'exigence libérale démocratique, notamment :

-l'héritage d'une civilisation de l'oralité, encore peu familiarisée avec la médiation critique que représente l'écrit, voire avec les grandes distinctions conceptuelles inhérentes à l'imaginaire politique du Livre (judaïsme, christianisme, islam) qui – pour les deux premiers d'entre elles – ont été des matrices essentielles de l'Etat démocratique européen ;

-La sacralisation persistante de l'autorité et de son rapport au monde des ancêtres, que le culte de la personnalité présidentielle, dans la majeure partie des pays, cherche à canaliser au profit du pouvoir, il est vrai avec un succès très variable ;

-Le répertoire de l'invisible, et spécialement de la sorcellerie, qui, pour être égalitariste, n'a rien de démocratique et ruine la conception de la « res » publique, indissociable de l'Etat institutionnel de facture weberienne, pour lui substituer une conception redistributive de la richesse et de la politique ;

-L'ethos égalitariste lignager, dans les sociétés acéphales, qui annule la conception rationnelle de l'autorité bureaucratique et parasite le fonctionnement hiérarchique des administrations publiques, notamment par l'interférence des relations de parenté et d'amitié. Pourtant, poursuit Bayart, aucun de ces schèmes n'est en soit rédhitoire du point de vue de la problématique libérale.

⁸¹² 4 Cf. BAYART, J.-F, Cité, Cf. OTAYEK, R., art. cit., p. 821 ; « La problématique de la démocratie en Afrique noire ; la baule, et puis aprqès », *Politique africaine*, art. cit., p.10

⁸¹³ 5 . BAYART, J.-F, « La problématique de la démocratie en Afrique noire ; la baule, et puis aprqès », *Politique africaine*, ... art. cit., p. 7.

⁸¹⁴ 8 Pour Bayart, « les interprétations 'tribalistes' du politique en Afrique noire, qui se parent volontiers des vertus de l'expertise et de l'érudition, sont dangereusement simplistes » , Cf. BAYART, J.F., "La problématique de la démocratie en Afrique noire..." art. cit., p. 7.

⁸¹⁵ 9 Idem.

On relève ici un lien entre le raisonnement de J.-F. Bayart avec la pensée d'A Diaw, pour qui « l'inclusion de l'ethnicité dans la trajectoire de l'Etat postcolonial est, en fait, de façon irréfutable, un des éléments de la modernité africaine »⁸¹⁶. A. Touraine figurerait dans ce même cadre théorique, lorsqu'il affirme : « il est souhaitable que les minorités soient reconnues dans une société démocratique, mais à condition qu'elles reconnaissent la loi de la majorité et qu'elles ne soient pas absorbées par l'affirmation et la défense de leur identité. Un multiculturalisme radical...aboutit à détruire l'appartenance à la société politique et à la nation »⁸¹⁷.

Il devient aisé, par ce recensement des apports théoriques sur la problématique démocratique, d'identifier l'enjeu de l'approche des faits politiques dans leurs environnements. C'est par rapport à ceux-ci que se forment les structures accordant du sens à l'interactivité du social et du politique. Les deux contextes historiques de l'avènement démocratique se présentent lourds de conséquences, traduites par des spécificités à retenir : en Europe occidentale, la problématique démocratique s'est affirmée comme un mouvement dans le but de transcender une telle division de la société en un ordre de la noblesse et un ordre de la rupture, comparable à cette dichotomie qui caractérisait l'Ancien Régime ; ce processus ayant entraîné la formation de publics libérés des allégeances particularisantes, il rendit réelle l'intégration sociale de la citoyenneté comme représentation et mode d'articulation des gouvernés au politique ; la modernité politique s'affirme comme une valeur sociale, traduite par l'individualité politique et la compétence citoyenne. Dans les Etats africains, issus de l'assemblage d'espaces sociaux par les puissances coloniales au XIX^{ème} siècle, la démocratie se définit encore comme un processus de légitimation de l'Etat. Coexistant avec d'autres modes d'allégeance, étant donné que la politique va toujours de pair avec la mobilisation de ressources, on se heurte à des entreprises spécifiques aux espaces entre la tradition et la modernité : l'ancrage des structures dont les discours relèvent de la modernité, les partis politiques, avec celles qui s'inscrivent dans la traditionnalité. Dans l'un et dans l'autre de ces espaces, le pouvoir se présente au cœur de la compétition politique entre les fractions de l'élite. Mais les répertoires animant la mobilisation politique des gouvernés s'avèrent différenciés, en Afrique et en Occident. Car les processus de socialisation politique ne s'opèrent pas sur les mêmes bases de représentation du politique.

La démocratie doit donc être appréhendée selon le principe de sa relativité et de sa fonctionnalité, dans les espaces concrets. La politique étant un champ de rapports de forces, l'effort de mettre au clair la pratique démocratique doit également rendre compte de l'ensemble du processus mis en œuvre pour la mobilisation de ressources d'action, dans des contextes différenciés d'interaction sociale : dans les espaces où, grâce à la modernisation, la démocratie se traduit comme un rapport entre l'individualité politique, la citoyenneté et la nation vis-à-vis des espaces entre la tradition et la modernité, marqués par la co-existence de modes multiples d'allégeances (Etat, communautés, ethnies, religions), dans lesquelles la démocratie est encore un apprentissage social.

Vue sous cet angle, la question qu'on a posée plus haut, « Espaces sociaux et démocratie : un concept changeant ? », a sa pertinence. Penser à la démocratie, c'est tout d'abord se rapporter à un processus social qui fut significativement orienté dans le sens de la modernisation, dans les pays occidentaux. Neil Semelser nous fait la présentation de quelques-uns de ses effets sociaux et politiques, à partir de ses quatre caractéristiques dominantes :

⁸¹⁶ 6 DIAW, A., *Démocratisation et logiques identitaires en acte. L'invention de la politique en Afrique*, Dakar, CODESRIA, Monographies, 2/94, p. 61.

⁸¹⁷ 7 TOURAINE, A., *Qu'est-ce la démocratie ?*, Paris, Fayard, 1994, 176p, p. 98.

Le passage d'un modèle de techniques simples à la prédominance de la connaissance scientifique fondamentale ; la substitution d'une agriculture commerciale à une agriculture de subsistance ; l'avènement de l'urbanisation et le développement d'un modèle de production de type industriel où les « hommes groupés autour de machines, mues par l'énergie mécanique, travaillent en échange d'une rémunération en argent, les produits de ce processus de fabrication entrant ensuite dans un marché, fondé sur un réseau de relations d'échange ; la formation d'un public composé d'individus libérés des allégeances communautaires de type traditionnel et la transformation des structures politiques dans le sens de leur plus forte centralisation, de manière à assurer la coordination des rôles sociaux modernes⁸¹⁸ 0

Faut-il associer ces développements à la genèse de la conception moderne de l'Etat qui puise ses références dans le mouvement de sécularisation remettant en cause la nature sacrée de la Loi. Des critiques de Locke, de E. Coke, de Bodin et de Hobbes⁸¹⁹ 1 se sont avérées convergentes quant à la dimension rationnelle de la Loi, dont la logique est considérée aux antipodes des prescriptions de la coutume. L'activité législative devrait revenir, d'après ces penseurs, à une instance spécialisée, supérieure à d'autres types d'associations, qui est l'autorité politique. La réflexion philosophique du XVIII^{ème} et du XIX^{ème} siècle, inscrite dans le cadre de problématiques posées par les révolutions bourgeoises, n'a fait que parachever la pensée moderne de l'Etat. Avec la théorie des gouvernements, Montesquieu (1689-1755), nous amène à distinguer non seulement des régimes politiques, (républicain, monarchique et despotique), mais aussi les rouages de l'Etat : *Il y a dans chaque Etat trois sortes de pouvoirs : la puissance législative, la puissance exécutive des choses qui dépendent du droit de gens, et la puissance exécutive de celles qui dépendent du droit civil. [...] Tout serait perdu si le même homme ou le même corps des principaux, de nobles ou du peuple, exerçait ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers*⁸²⁰ 2.

Aboutissement de révolutions bourgeoises, l'avènement des gouvernements républicains permettra qu'on associe l'Etat à une entreprise dont la rationalité est de mener à bon terme « la volonté générale, comme l'expression de la décision collective »⁸²¹ 3, celle de l'Etat-nation. Cette formule s'est révélée porteuse quant à la création des assises de l'âge de la modernité politique en Occident, à bon nombre d'égards :

- Elle s'est tout d'abord placée au principe de la conception de la société globale comme une réalité assise sur des pluralismes. L'idéal de citoyenneté apporta un cadre propice à l'expression d'intérêts politiques contradictoires mais, en revanche, les allégeances particularistes (ethniques, communautaires, religieuses) ont fait l'objet d'interdictions. L'Etat-nation s'est ainsi fondé sur une vision, consciemment ou inconsciemment, régressive de l'ethnicité. Celle-ci fut considérée comme antinomique de l'idée de citoyenneté, donc de

⁸¹⁸ 0 BADIE, Bertrand, « Formes et transformation des communautés politiques », in GRAWITZ, M. – LECA, J., (Sous la direction de), *Traité de science politique*....op. cité, pp. 599-669.

⁸¹⁹ 1 Voir à ce sujet BENN, S. I., *Social principles and the democratic state*, London, London and Aylesbury (1959), 1971, 403p, p. 257-258.

⁸²⁰ 2 Cf. MONTESQUIEU, C. de, *De l'esprit des lois*, 1748, cité, DELAS, J.-P., *Histoire des pensées sociologiques*, Paris, Ed. Dalloz, 1997, 327p, p. 15.

⁸²¹ 3 Cf. ROUSSEAU, cité, BENN, S. I., op. cit., p. 242.

celle de la démocratie en tant que mode d'organisation du politique, reposant sur le primat de l'intérêt général et la sublimation de la diversité socioculturelle dans la nation.

L'investissement par l'ethnicité du débat sur la démocratie a induit deux réponses radicalement opposées. La première, très franco-centrée, tire sa légitimité de la valorisation du modèle jacobin, articulé autour de l'autonomie de l'individu dans son rapport à l'Etat et à la société et la négation des corps intermédiaires, de nature ethnique notamment, susceptible de « brouiller » cette relation exclusiviste^{822 4}. La laïcité étant considérée comme fondamentale pour la promotion des liens à la société globale, le modèle français alla de paire avec le conflit entre l'Etat et l'Eglise. Le second, réservé aux pays de tradition protestante comme la Grande-Bretagne ou le Danemark, se définirait par une « transformation conjointe et progressive de la religion et des différentes sphères de l'activité sociale » ; l'Eglise protestante y est « une institution dans l'Etat, constitutive du lien politique, et assurant des responsabilités particulières, dans la subordination plus ou moins acceptée ou contestée du pouvoir politique »^{823 5}. Cette différenciation du politique et du religieux, donnée commune au développement politique occidental, est au fondement de la démocratie. Le confinement de la religion dans la sphère privée en fut la contribution majeure.

-En second lieu, l'idéal de rendre l'Etat efficace pour l'accomplissement de la « volonté générale » rendit inéluctable l'institutionnalisation et la différenciation des rôles. Une institution est d'autant plus performante qu'elle s'autonomise de la structure sociale et des acteurs sociaux. Les chercheurs attachés à l'approche institutionnaliste^{824 6} voient dans l'Etat et le droit public modernes le parachèvement du processus d'institutionnalisation. Celle-ci se caractérise par la mise en place de rôles stables autonomes et régulateurs. L'institutionnalisation consacre de la sorte l'indépendance progressive des rôles sociaux par rapport à leur titulaire, ce qui rejoint la thématique Weberienne de la bureaucratie. Elle permet de distinguer clairement entre les formations sociales traditionnelles, faiblement institutionnalisées en ce qu'elles dépendent entièrement du chef et les formations de type rationnel-légal. Celles-ci sont, au contraire, dotées d'un principe régulateur qui s'impose à tous, à l'ensemble des individus composant la société.

-Enfin, du fait de la nature composite de la société globale, le pluralisme de valeurs qui lui est intrinsèque ne saurait s'y manifester que sous la forme de compétition, exigeant une procédure formelle de choix collectif. Moment de l'objectivation de la responsabilité individuelle par rapport aux enjeux collectifs ainsi que de l'allégeance à la nation, la démocratie ne peut néanmoins devenir réalité :

Sans un système de garanties de libertés pour tous, sans enfin une reconnaissance d'organisations et d'associations réellement indépendantes de l'Etat et des pouvoirs publics pouvant défendre, sans recourir à la violence physique, les intérêts et les droits les plus divers ». Si l'Etat ne réunit ces éléments, un régime politique ne peut être considéré démocratique. (...) un

^{822 4} Cf. TRIBALAT, M., cité, OTAYEK, René, *art. cit.*, p. 822.

^{823 5} Cf. CHAMPION, F., « Les rapports Eglise-Etat dans les pays européens de tradition protestante et de tradition catholique : essai d'analyse », *Social Compass*, 40 (4), 1993, pp. 388-504, p. 492.

^{824 6} Cf. EISENSTADT, cité, BADIE, Bertrand, « Formes et transformation des communautés politiques », in GRAWITZ, M., – LECA, J., (Sous la direction de), *op ; cit.* p.610

régime où n'existe plus aucun espace de liberté et de sécurité pour aucun individu et aucun groupe et le pouvoir ne soit partagé⁸²⁵ **7**.

A ce stade, on revient à Jürgen Habermas⁸²⁶ **8**, pour noter que la construction d'un espace public et la pratique démocratique ont été à la source de la modernité politique. Pour lui, la solidarité est la véritable ressource de l'intégration sociale. Menacée par la modernité, elle peut néanmoins se développer à la fois grâce à des espaces publics autonomes, largement ouverts et aux procédures institutionnalisées par l'Etat de droit, grâce auxquelles l'opinion et la volonté démocratique parviennent à se former. Le principe de discussion, continue J. Habermas, doit prendre la forme juridique d'un principe démocratique, c'est-à-dire être complété par des droits de communication et de participation, garantissant l'usage public, à chances égales, des libertés communicationnelles.

Dans cette optique, le droit devient le moyen par lequel le pouvoir communicationnel se transforme en pouvoir administratif. L'Etat de droit n'est alors que l'exigence d'unir le système administratif orienté selon le code du pouvoir avec le pouvoir communicationnel producteur de droit, en essayant de libérer ce dernier des influences du pouvoir social agissant par la force des intérêts privilégiés. Le pouvoir administratif ne doit jamais, pour Habermas, se fermer lui-même en s'autoreproduisant, mais au contraire se régénérer constamment en transformant le pouvoir communicationnel en pouvoir politique. A terme, l'Etat de droit doit justement réguler cette forme de transformation et par-là intervenir activement dans l'autorégulation du système administratif lui-même. Cela pour établir un équilibre entre les diverses ressources de régulation sociale, qui sont, d'après Habermas, l'argent, le pouvoir administratif et la solidarité.

L'inscription de la démocratie dans le contexte de la communication entre « pouvoir administratif » et « pouvoir communicationnel » aurait permis à J.A. Schumpeter de rendre compte de la relativité et de la fonctionnalité des droits démocratiques. Suivant Schumpeter, « la démocratie est une méthode politique, en d'autres termes un certain type d'organisation institutionnelle, visant à aboutir à des décisions politiques – législatives et administratives – et, par conséquent, elle ne peut constituer une fin en soi, indépendamment des décisions qu'elle secrète dans des conditions historiques données »⁸²⁷ **9**.

La démocratie pluraliste en Afrique est une entreprise qui date des années 80 et la dimension de relativité et de rationalité paraît méthodologiquement à cette thèse. En raison de la complexité et de la singularité historique des rapports entre les systèmes politiques et leurs environnements (v. 4.3), on se permet de soutenir que la construction démocratique dans les pays africains est venue s'inscrire dans la nécessité de légitimation de l'Etat. On parle ici de l'instance centrale du pouvoir étatique et de ses divers appareils, entendus comme lieux où s'élaborent les moyens de domination politique. Faisant système avec ceux-ci, n'étant donc pas antithétique à l'Etat (en construction), les pluralismes sociaux à la base du phénomène qualifié comme support de « démocratisation en Afrique » n'obéissent pas à la logique de la modernité politique en Europe : ici, d'après Tocqueville, La démocratie a, /.../, aboli les corps intermédiaires, et laissé place à une société où l'individu est roi, mais où paradoxalement il risque en même temps d'être écrasé. Car l'atomisation des

⁸²⁵ **7** LAVAU, Georges et al. , « La démocratie », in GRAWITZ, M. – LECA, J. (direction), *Traité de science politique*, (Vol. II, *Les régimes politiques contemporains*), Paris, PUF, 1985, pp.29-110, p. 34.

⁸²⁶ **8** HABERMAS, Jürgen, cité, MARTUCCELLI, Danilo, *Sociologie de la modernité*, Paris, ed. Gallimard, 1999, 709p, p. 355.

⁸²⁷ **9** SCHUMPETER, A.J., *Capitalisme, socialisme, démocratie*, Paris, Payot, 1965, p. 368.

citoyens les rend impuissants. En conséquence, le pouvoir social, c'est-à-dire le pouvoir de la société sur l'individu, tend à y être plus oppressant que les sociétés traditionnelles⁸²⁸0. Dans le vieux continent, la modernisation créa « un public composé d'individus libérés des allégeances communautaires de type traditionnel » (v. supra). La segmentation socio-économique n'est venue que structurer la segmentation politique, requise à la compétition au sujet des discours et des stratégies de gestion des affaires publiques.

La différenciation sociale fondée sur des critères économiques n'est pas à mésestimer dans les pays africains. Les espaces sociaux ne sont pas homogènes, ni du point de vue de l'infrastructure économique ni sur le plan culturel. Au Mozambique, par exemple, la ville de Maputo ou celle de Beira et des entourages respectifs, connaissent une certaine densité de l'action des éléments de modernisation : Ecoles, usines, réseaux d'échange, travail salarié et technologie moderne, diversification de métiers, etc. ; dans les campagnes, en revanche, les éléments particularisants s'énoncent de façon d'autant plus accrue que pour chaque espace s'érige une identité territorialisée, où l'appartenance locale est un élément fort de l'identité individuelle et collective.

Dans la province de Cabo Delgado, les gens des districts côtiers se particularisent par un fort métissage culturel bantou-musulman, traduit par le fait que leurs habitants y parlent portugais et/ou swahili et par la pratique de la religion islamique. L'attachement, depuis des siècles, de gens de la zone côtière au commerce explique leur culture entrepreneurse. Leurs entreprises, toujours de taille familiale, n'engagent que les membres de la famille et les proches, sous la domination d'un patriarche. Dans la même province, à l'intérieur, on trouve l'espace social de l'ethnie Makonde. Organisée en familles élargies, chaque lignage se définit en référence à son territoire, à une hiérarchie de pouvoir familial, sous le contrôle du conseil de la famille. Du fait de leur culture matrilineaire, étant socialement investies d'autorité, la parole de (veilles) femmes a sa place dans la formulation de décisions concernant la vie communautaire. La pratique de l'économie de l'agriculture, de l'artisanat et de rituels initiatiques sont des mécanismes qui assurent le transfert intergénérationnel du patrimoine matériel et symbolique.

Mis à part le métissage culturel bantou-islamique de la zone côtière du Nord-Est du Mozambique et le mode de vie matrilineaire des Makondes, ces espaces présentent des pratiques similaires à celles de la population de Manjacazi, au Sud du Mozambique (v. 1.3). Outre la faible sociabilité par les agents de l'Etat (Ecole), les individus sont fort exposés aux modes locaux de socialisation politique et de contrôle social. Face à l'avènement démocratique, leurs préférences et opinions politiques seront socialement déterminées non pas en termes de gauche ou de droite ou encore comme attachement à la monarchie ou à la République, mais comme une entreprise des réseaux sociaux. L'opinion politique de chaque « citoyenne » et de chaque « citoyen » vient en amont d'une série d'articulations et d'alliances entre réseaux sociaux : familles, clientèles et rituels initiatiques, terroirs et quartiers, machines politiques et religieuses locales, appareils administratifs, qui ménagent en leur sein sphère privée et publique.

Dans le contexte démocratique, du fait de l'action des éléments particularisants, le phénomène de territorialisation/déconcentration de la communication politique s'avérera inéluctable. On fera appel aux éléments qui définissent l'ancrage des individus dans leur espace, les savoirs locaux - habitus, symboles relatifs au pouvoir, à l'autorité, à la participation et à la représentation -fonctionnant comme mécanismes de médiation. Les influents de l'espace (notables), grâce à leurs connaissances de l'espace et à leurs réseaux

⁸²⁸ 0 Cf. TOQUEVILLE, cité, BOUDON, Raymond, « Le pouvoir social : Variations sur un thème de Tocqueville », in *Commentaire...art. cit.*, p. 311.

relationnels sont à même d'être pris en compte et d'être écoutés, parce que leurs discours s'inscrivent dans le rapport à :

L'affectivité générale (locale), qui dessine les représentations communes du pouvoir – le droit et les institutions, le pouvoir et la manière dont il est exercé. Ils indiquent implicitement les conditions dans lesquelles peuvent être choisis et formulés les objectifs et les stratégies des acteurs sociaux et politiques. Ils imprègnent les réseaux, officiels ou non, susceptibles de participer aux compétitions politiques et économiques. Ils délimitent les langages politiques dans lesquels peuvent s'exprimer les messages politiques. Ils déterminent par conséquent, un équilibre fluctuant et inégal entre participation et autorité⁸²⁹ 1 .

Mode de régulation du pouvoir, la démocratie est donc venue, dans les pays entre la tradition et la modernité, s'inscrire dans des espaces déjà structurés. L'assemblage d'espaces sociaux, rappelons-le, est au principe de la sociogenèse de l'Etat post-colonial. Du fait du morcellement et de l'hétérogénéité des intérêts sociaux, la construction de la représentativité passe à la fois par la recherche de l'identité et par l'affirmation de la différence.

Il n'est pas question de conditionner l'affirmation de ce besoin social à l'association de la démocratie au fédéralisme juridique. On constate pour l'instant que la recherche de l'affirmation des différences en terme identitaires, dans une société globale entre la tradition et la modernité, renouvelle le pouvoir des notables, du fait de leur maîtrise du pouvoir social dans chaque espace.

L'abandon des modes autoritaires de régulation politique, la bataille pour la représentativité et pour l'accomplissement des enjeux du pouvoir par le biais de partis transethniques est en soi porteuse du phénomène de déconcentration politique. Dans un contexte où la mobilisation identitaire s'avère encore très lourde, la capacité de relier différents espaces sociaux à des partis politiques ne peut que faire appel au « stock » partagé de représentations, de symboles, d'images à puissance mobilisatrice dans chaque espace.

Le rituel politique, en accord avec M. Abèles⁸³⁰ 2, est inséparable d'une conception globale de la représentativité, conception qui ancre la légitimité dans le territoire. La construction et l'entretien de cette légitimité ne peuvent aboutir qu'en faisant appel au local, à sa mémoire, à travers les références à un système de valeurs communes. Ces rituels, d'après M. Abèles, offrent matière à une double opération politique : d'une part, l'expression d'une cohésion forte entre les gouvernés qui manifestent leur attachement à des valeurs, à des symboles et à une histoire commune ; d'autre part, la réaffirmation du consentement collectif au pouvoir établi et à ceux qui l'incarnent.

C'est à cette réalité que se doit la mise en place, dans le contexte démocratique, d'un espace d'échanges clientélistes entre le pouvoir politique et ceux qui ont du pouvoir social (les influents) dans chaque espace social. Si au pouvoir politique revient la tâche d'assurer aux influents de chaque espace des biens matériels et symboliques, à ce dernier incombe le ralliement de leurs communautés aux partis considérés les plus puissants.

⁸²⁹ 1 Cf. MARTIN, D.C., « Les cultures politiques », dans COULON, C.-MARTIN, D.C. (dir.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991 (Coll. « Textes à l'appui »), pp. 155-182, p. 160.

⁸³⁰ 2 ABÉLÈS, Marc, « La mise en représentation du politique », ABÉLÈS, Marc-JEUDY, Henry-Pierre (sous la dir.), *Anthropologie du politique*, Paris, A. Colin/Masson, 1977, 282p, pp. 247-271, p. 254.

On identifie ici la causalité de l'effet pervers de la démocratie dans les pays africains. Certes, il y a des espaces où les citoyens peuvent voir dans le rituel électoral des buts instrumentaux, liés à la responsabilité, à la délibération, à la décision et à l'information au sujet de la représentativité politique. Mais la plus grande partie des votants en reste à des structures de signification traditionnelles, ce qui renforce la légitimité de la domination des notables sur des espaces sociaux respectifs. Placés au sommet des Eglises, des espaces communautaires, des petites villes ou des entreprises familiales, la position structurelle des notables leur apporte de reconnaissance de leurs milieux sociaux, et donc la capacité de relier leurs espaces au pouvoir politique. Les démocraties sans alternance en Afrique seraient dues à ce type d'échanges. S'agissant d'un mode de régulation du pouvoir, elles s'inscrivent dans une logique de rapports sociaux de domination dans une société globale, déjà structurée oligarchiquement.

Pour qu'on se rende compte de ces réalités, il suffit qu'on retienne quelques exemples. Au Mozambique, surmontée la période de la guerre civile et du régime marxiste-léniniste, on assiste dans le contexte démocratique, à la réhabilitation et au « mariage » des chefs traditionnels et du pouvoir politique. Si après les premières élections multipartites on ne notait pas des évidences dans le sens de la construction de cette entente, la résurrection politique des ex-suppléants du système colonial à la base (v. 2.2.3.2) a été accélérée après 1994. Considérés comme les représentants de leurs communautés dans le contexte démocratique, l'enjeu de la politique de réhabilitation des chefs traditionnels est d'accroître la capacité mobilisatrice du parti au pouvoir moyennant la déconcentration politique. L'Etat unitaire étant structuré à partir d'entités sociales fragmentées du point de vue du territoire et de la mémoire historique, on revient par ce mode opératoire à la stratégie de l'assemblage de la variété des espaces sociaux : créer et/ou renforcer des liens d'allégeance entre le pouvoir central et les communautés traditionnelles. L'entreprise souhaitée ne peut aller qu'avec la reconstruction du système d'échanges clientélistes entre le pouvoir politique et les influents, dans les espaces communautaires.

Cette alliance entre les systèmes traditionnels et l'Etat moderne est également repérable dans d'autres contextes. Au Sénégal, pays islamisé à 95%, la longévité de la Présidence de L. Senghor et de la domination de son Parti, le PDS, se sont fondés sur une alliance structurelle, qui liait son régime à la confrérie mouride. Le poids de cette confrérie tant du point de vue socio-économique que de la légitimation du pouvoir fut considérable⁸³¹ 3.

Le système politique du Botswana présente davantage le phénomène du tissage d'institutions traditionnelles et modernes⁸³² 4. Leur coexistence, qui se nourrit de rapports de rivalités, de transactions et de compromis, entraîne de mode intermittent des situations de fission ou de fusion. Celles-ci sont à l'origine de la cohérence et de l'intégration de la société globale.

La structuration de ce système tire sa force de la culture politique des élites tswana. Ayant hérité le système d'administration indirecte suivie par l'Angleterre, déjà à l'époque de la protestation anticoloniale, la classe politique tswana tenait la notion de majorité ethnique comme un synonyme de pouvoir. L'indépendance obtenue en 1966 par la voie du suffrage universel direct, le principe de majorité ethnique fut constitutionnellement adopté comme

⁸³¹ 3 Cf. COULON, C., *Le Marabout et le Prince. Islam et Pouvoir au Sénégal....op. cit.*, pp. 233-255.

⁸³² 4 Voir MAUNDENI, Zibani, "Botswana still at crossroads", *Africa Quarterly*, vol. 36, number 3, 1996, pp. 23-30 ; voir aussi HOLM, John D.- MOLUTSI, Patrick - SOMOLEKA, Gloria, "The Development of civil society in a democratic state : the Botswana model", *African studies review*, Vol. 39, Number 2, (September, 1996), pp. 43-69.

critère de structuration du politique. De la sorte, il devenait un atout de la compétition aussi bien que de la réussite politique.

En effet, Seretse KAMA, le fondateur du Parti Démocratique du Botswana, (PDB), est parvenu au pouvoir grâce à l'héritage du leadership du groupe ethnique le plus important du point de vue démographique, les Bangwato. Il put ainsi gagner les élections pluralistes qui ont eu lieu au Botswana, devenant ainsi Président à vie. Le régime de son parti rappellerait ce que A. Tocqueville a qualifié, dans un autre contexte, de despotisme de la majorité⁸³³5.

S'opposant à cette position du monopole du pouvoir, Kenet KOMA, fondateur du Front National Démocratique (BNF), choisit le chef BATHOEN II (traditionnel) au poste de Président de son Parti. Dans sa qualité de chef de la puissante ethnie Bangwaketse, ce dernier a participé tant aux pourparlers avec le Gouvernement anglais, - qui ont permis l'accès du pays à l'indépendance -, qu'à la formation de l'assemblée constituante.

L'importance utilitaire de cette coopération avec le pouvoir central serait la cause de la formation de la chambre des chefs traditionnels. Composé de 8 chefs et 4 sous-chefs et de quelques élus à titre honorifique, on ne lui a assigné qu'un pouvoir de conseiller. Insatisfait par cette offre modeste, le chef Bathoen engage des démarches pour que la chambre des chefs traditionnels exerce, elle aussi, du pouvoir législatif sur certains domaines publics. C'est d'ailleurs l'enjeu qui a animé la campagne électorale du chef BATHOEN et de son Parti, le BNF, auprès des notables. Par la suite, le BNF a vu ses bases sociales s'élargir grâce au soutien des chefs traditionnels au point de devenir un Parti à coalition interethnique. Au moyen de ces ressources, le BNF est arrivé à une position de compétitivité qui lui a conféré le respect du Parti rival, le PDB, au pouvoir depuis 1966.

Les critiques portant sur le cadre social et politique dont le Botswana est l'exemple se demandent si ce pays représente un cas de réussite de la démocratie. Pour Pierre du Toit⁸³⁴6, un chercheur sud-africain, le système politique Tswana repose sur une coalition d'intérêts parvenant à empêcher tant la contestation politique que la formation de la société civile. A cet effet, la manipulation de la hiérarchie ethnique s'avère un atout fondamental. Zibani Maundeni, un politologue Tswana, renvoie cette réalité à un cas d'échec de la démocratie libérale, car bloquée par l'observation du principe de majorité ethnique et des traditions anciennes. Quoi qu'il en soit, l'une et l'autre de ces observations ne remettent pas en cause l'hypothèse de l'imbrication des pouvoirs traditionnels et modernes, donnant place à des réseaux sociaux comme substrat du phénomène étatique et donc de la fonctionnalité du politique.

L'étude menée par Joel Bertrand, en Ouganda, met en évidence un espace où le politique se réclame du rôle de gestionnaire de l'interactivité des forces sociales relevant de temporalités différentes. Appartenances sociales identifiées à des espaces lignagers, tribaux, ethniques, religieuses, linguistiques, traditionnels ou modernes s'avèrent non pas comme des entités cloisonnées mais comme des éléments vivants et en

⁸³³ 5 Cf. TOCQUEVILLE, A., « A mesure que les citoyens deviennent plus égaux et plus semblables, le penchant de chacun à croire aveuglément un certain homme ou une certaine classe, diminue. La disposition à en croire la masse augmente, et c'est de plus en plus l'opinion qui mène le monde. L'opinion commune est le seul guide qui reste à la raison individuelle chez les peuples démocratiques. [...] Aux Etats-Unis, la majorité se charge de fournir aux individus une foule d'opinions toutes faites, et les soulage ainsi de l'obligation de s'en former qui leur soit propre », *cité*, DELAS, J.-P., *op. cit.*, p. 23.

⁸³⁴ 6 TOIT, Pierre, *cité*, MAUNDENI, Zibani, *art. cit.*, p. 23.

interaction, donnant lieu à un Etat sans-nation⁸³⁵7. Chacun de ces espaces témoigne de l'objectivité des subjectivités propres à leurs territoires en tant qu'environnements matériels d'interactions sociales et de leurs mémoires collectives. Paradoxalement, en dépit de leur état fragmentaire, ces appartenances entretiennent des rapports avec le pouvoir central, sous la mainmise de fractions de l'élite moderne :

Le 31 juillet 1993, avec le décorum et le faste nécessaire, au milieu de la liesse populaire et de dignitaires, Ronald Mutebi était installé sur le trône de son père Mutessa II, Kabaka (roi) du Buganda (Ouganda). Quelque coloré et exotique qu'il parût, l'événement n'était pas sans portée. Pour les Ougandais, il représente le moment symboliquement fort du processus de restauration des royaumes bantous ancestraux qui regroupaient aussi, outre le Bouganda, le Bunyoro, le Toro, et l'Ankore. /.../ Et ce dans un pays pratiquant un libéralisme du meilleur aloi, déjà bon élève du Fond monétaire international. La conjugaison de ces faits en apparence contradictoires désarçonne. Elle devient plus claire lorsque l'on prend en compte l'histoire, mais aussi la vie politique ougandaise contemporaine. Elle offre l'intérêt de présenter un cas original de tentative de renforcement des assises politiques d'un pouvoir à travers un compromis stratégique, et elle nourrit la réflexion sur la recherche, par les sociétés africaines, de solutions institutionnelles, adaptées à leurs fonctionnements particuliers⁸³⁶8.

Dès son indépendance en 1966, l'Ouganda a connu des périodes intermittentes de guerres civiles. Elles seraient dues à l'incapacité des régimes politiques alors en place à parvenir à une cohésion structurale. Cela semble d'autant plus vraisemblable que J. Bertrand associe cette instabilité au fait que les régimes précédents n'ont pas su respecter ce qu'il considère être les trois principes constitutifs de l'Etat : 1) Pas d'Etat aux mains des Buganda ; 2) Pas de pouvoir étatique qui tienne contre les Buganda et 3) Pas de soutien des Baganda sans Kabaka. L'enjeu de l'obéissance à ces principes aussi bien que des échanges qui s'en suivent, est double : d'une part, les élites en situation de pouvoir cherchent à mettre en place un mode de domination et de légitimation du pouvoir assis sur une coalition structurée par une variété d'appartenances; d'autre part, la remise à jour de ce système requiert que ces élites gérant les préférences politiques de la diversité de leurs membres, de sorte qu'elle débouche sur l'intégration souhaitée.

C'est donc dans le contexte de politisation des rapports sociaux que prend du sens le processus de déconcentration politique. En Ouganda, celui-ci a emprunté, depuis quelques années, deux chemins parallèles : celui de la réforme constitutionnelle et celui de la réhabilitation des royaumes et des chefferies traditionnelles. Ils ont contribué à la pacification du champ politique, à l'émergence de conceptions "non-oppositionnelles", "consensuelles" de la politique, à l'amélioration de l'intégration verticale des citoyens. Ces actions de bricolage politique, tel que le remarque R. Banégas, seraient par ailleurs au cœur de l'évolution des représentations de la légitimité et de l'évolution des imaginaires politiques⁸³⁷9.

Dans les contextes distincts d'interaction sociale, le pouvoir est lié à la domination et il repose sur la mise en oeuvre de ressources tirées de ce mode de domination. Leur

⁸³⁵ 7 Voir par exemple BERTRAND, Joel, "Ouganda : Les rois en République", *Afrique contemporaine*, n°182, 2^{ème} trimestre 1997, pp16-30 ; BANEGAS, R., "Ouganda : La construction d'un nouvel ordre politique", *L'Afrique politique*, 1996.

⁸³⁶ 8 **BERTRAND, Jöel, op. cit., p. 16.**

⁸³⁷ 9 BANEGAS, R., op. cit., p. 178.

application reconstitue ce mode de domination. La communication y prend une place d'autant plus fondamentale que le pouvoir ne peut pas avoir recours à des multiples structures sociales. Entendues comme des ensembles isolables et coordonnés par des règles et des ressources, elles définissent les cadres de signification de la pratique politique. De ce fait, elles offrent des grilles d'interprétation et d'évaluation des rapports sociaux et sont impliquées dans les traits institutionnalisés des systèmes sociaux, dans les espaces relevant de la modernité politique et dans ceux qui se situent entre la tradition et la modernité. Dans les premiers, la politisation de l'espace politique peut devenir une réalité sous la forme de la bipolarité gauche/droite ; dans les seconds, la dimension mobilisatrice de la politique prend d'autant plus d'importance qu'il rend inéluctable la construction de compromis entre les leaderships des organisations politiques avec les influents (notables), dans les divers espaces sociaux. C'est à cette réalité qui se doit le phénomène de l'imbrication entre les discours de tradition et de la modernité, dans le contexte démocratique.

5.2. Système, politique, rareté et conflictualité : tournant vers multipartisme

5.2.1. Contraintes et changements

Le système de pouvoir, du fait de la dimension conflictuelle de la politique, portent en soi la nécessité du renouvellement des fondements de sa légitimité. Pour ce faire, la centralité du pouvoir joue, avec ses ressources matérielles et symboliques, un rôle fondamental. Mais la compétence du pouvoir à se placer au centre du système politique, suppose également une dimension communicationnelle. Elle permet la « rencontre » entre le pouvoir et les structures sociales en tant que facteurs générateurs de structures de signification de la pratique politique, en vue de l'activité régulatrice de la société globale.

Dans le contexte mozambicain, la centralité de l'Etat, (de l'ensemble de ses appareils) s'est vue lors des années 80 très fragilisé à cause de la guerre, dont les acteurs étaient reliés par des logiques concurrentes. Le Parti au pouvoir voyait le modèle de l'Etat-nation et le marxisme-léninisme comme des atouts de mobilisation sociale et du développement ; l'Afrique du sud voyait dans la paupérisation du Mozambique une ressource qui pourrait le contraindre à abandonner son appui à l'ANC, dans la lutte anti-apartheid. Ce pays prit donc en charge l'entretien de la puissance militaire de la RENAMO, dont la capacité destructrice s'est rendue évidente au cours des années 80, dans huit des dix provinces du Mozambique (v. 4.3). Les communautés paysannes, attachées au mode patrimonial de rapport au politique et sous l'influence de chefs traditionnels (v. 1.3 et 2.2.3.2) se sont laissées mobiliser par la RENAMO, à l'encontre d'un système inadapté à leurs logiques et à leurs structures sociales ; Dans les villes et dans les campagnes un mouvement d'opinion sociale, mené par des Eglises (catholique et protestantes) s'est érigé à l'encontre de l'irrationalité de la guerre. Même dans le contexte du parti-Etat, ce fut la première manifestation d'une opposition et d'une pression sociale pour que les acteurs de la guerre cherchent à parvenir à des consensus en vue de la mise en terme du conflit. Les prêtres et les pasteurs devenaient ainsi des relayeurs de groupes sociaux les plus diversifiés, paysans, ouvriers, fonctionnaires, autour d'idéaux pour la paix. De génocide en génocide, l'exigence sociale du respect de la vie humaine et de la préservation de son patrimoine matériel reliait de plus en plus d'adhérents. La guerre avait déjà fait 1.200.000 victimes mortelles, des centaines de milliers de handicapés, d'orphelins, des milliers d'enfants enrôlés dans la guerre difficiles

à intégrer⁸³⁸ 0. L'Etat mobilisateur s'est de la sorte placé dans une situation où il devait réagir à l'exigence de rendre visible sa légitimité vis-à-vis de la mobilisation de la société civile pour la paix.

L'exercice du pouvoir et la possession de ressources sont des réalités qui vont de pair et se soutiennent mutuellement. Ce sont d'ailleurs des atouts pour la compétence des acteurs de légitimer leur accès à la coordination de l'action collective. Du point de vue de la société globale, la centralité se présente comme un moyen aux prises avec l'intégration sociale - et donc, avec le système d'Etat – dans ses moments d'ordre et de dysfonctionnements politiques. Pour ce qui est du Mozambique, outre la guerre civile, la spécificité à retenir provient du fait que les particularismes, territoires, cultures et identités, se révélaient comme des éléments actifs dans l'agencement du politique.

Or, le Mozambique se trouvait dans un contexte de politisation des rapports sociaux, rendant de plus en plus invisible la légitimité de l'Etat. Faute de ressources pour le faire, l'accroissement de l'incapacité étatique à recréer les allégeances des groupes sociaux devenait une réalité non contrôlable. Du point de vue externe, il se trouvait au cœur d'interactions déstructurantes par rapport à des pays avec lesquels il faisait système.

C'est à la lumière de ce cadre de rareté qu'on fait appel à l'apport de M. Crozier et E. Friedberg, pour éclairer la suite de changements. Selon ces auteurs,

Aucune organisation ne peut exister sans établir des relations avec son milieu ou son environnement. Car elle en dépend doublement. D'une part, pour obtenir les ressources matérielles et humaines indispensables à son fonctionnement (fournitures, personnel, etc.) ; d'autre part, pour placer ou « vendre » son produit, qu'il s'agisse d'un bien matériel ou d'une prestation immatérielle. De ce fait, les « environnements pertinents » d'une organisation c'est-à-dire les segments de la société avec lesquels elle est ainsi en relation, constituent pour elle toujours et nécessairement une source de perturbation potentielle de son fonctionnement interne, et donc zone d'incertitude majeure et inéluctable⁸³⁹ 1

Dans son livre, *Le phénomène bureaucratique*, M. Crozier affirme qu'« Un système d'organisation bureaucratique ne cède au changement que quand il a engendré des dysfonctions vraiment graves et qu'il lui est devenu impossible d'y faire face »⁸⁴⁰ 2. Faut-il néanmoins rendre compte du fait qu'à la base du blocage du système du pouvoir au Mozambique on trouvait l'interaction d'une multiplicité d'acteurs. Dans l'action à plusieurs, en accord avec F. Eymard-Duvernay,

L'efficacité de l'action de chacun dépend de l'action des autres. Sauf dans les situations triviales, le programme de comportement que je peux assigner à l'autre a toutes chances d'être démenti. La seule solution, si l'on ne veut pas rester dans une position stérile de non-coopération, est d'engager une démarche commune, fixant des règles du jeu, des procédures d'interrelation. L'hypothèse de rationalité limitée conduit à considérer les règles

⁸³⁸ 0 Cf. MARCHANDE, Jacques, « Economie et société dans la transition libérale au Mozambique », *Lusotopie*, CAEN, Karthala, 1995, pp. 104-136, p. 122.

⁸³⁹ 1 Cf. CROZIER, M.-FRIEDBERG, E., *L'Acteur et le système : Les contraintes de l'action collective...op. cit.*, p. 85.

⁸⁴⁰ 2 CROZIER, M., *Le phénomène bureaucratique...*op. cit., p. 240.

comme incomplètes : elles ne fixent pas toutes les modalités de l'action de chacun, ce qui serait impossible, vu l'impossibilité des situations⁸⁴¹ 3.

Etant donné la dimension collective de la guerre de déstabilisation au Mozambique, l'effort vers le changement ne pouvait réussir que sur la base de la mobilisation de l'ensemble des acteurs, mus par des logiques respectives. L'initiative de faire les premiers pas vers le changement est revenue au Gouvernement.

En effet, les démarches du gouvernement aussi bien dans le domaine de l'articulation du social et du politique que dans la sphère de ses relations extérieures eurent des liens étroits avec le contexte du dysfonctionnement du système de pouvoir. Le gouvernement de Maputo a adhéré à la convention de Lomé et en septembre de la même année, il a été accepté comme membre du FMI, suite à une candidature déposée en 1982. Néanmoins, ce n'est qu'en 1987 que le gouvernement mozambicain s'est mis d'accord avec le FMI, quant aux nouvelles politiques à suivre.

Tendance marquée par des incohérences tant au niveau du discours que sur le plan de la pratique, les faits suivants furent représentatifs de ce phénomène, au Mozambique. Tout en visant à rétablir des rapports de bon voisinage, le Mozambique signa le 3 mars 1984 avec l'Afrique du sud l'accord de N'Komati⁸⁴² 4. Cela représenta un changement essentiel dans sa politique extérieure, en particulier dans son discours à l'égard du régime de l'Apartheid. Cet accord engageait les Gouvernements signataires à ne pas soutenir des Organisations contraires à la sécurité de chaque Etat :

Convaincus que les relations de bon voisinage entre les parties contractantes vont contribuer à la paix, la sécurité, la stabilité et au progrès en Afrique australe, sur le continent et dans le monde, le gouvernement de la République populaire du Mozambique et le gouvernement de l'Afrique du sud approuvent solennellement ce qui suit : Chacune des deux parties contractantes s'engage à respecter la souveraineté et l'indépendance de l'autre partie ; afin de remplir cette obligation fondamentale, ils abstiendront de s'ingérer dans les affaires des Etats respectifs⁸⁴³ 5

A ce sujet encore, le Président du Mozambique souligna que « Le gouvernement de la République Populaire du Mozambique tiendra sa parole à la fois dans l'esprit et dans la lettre »⁸⁴⁴ 6. Bien que Pretoria ait continué à soutenir la RENAMO, les autorités mozambicaines se sont empressées d'appliquer les engagements tenus. Les armes qui avaient été fournies aux membres de l'ANC furent saisies et leur évacuation a été organisée. Il ne devait garder sur place qu'une représentation de dix membres, les autres militants devant immédiatement quitter le pays ou gagner un camp de réfugiés, au Nord du Mozambique.

L'accord de N'Komati s'inscrivait déjà dans la perspective d'un changement essentiel du système politique et de la redéfinition de l'insertion internationale du Mozambique. Selon Michel Cahen, il y aurait eu des pressions pour que Maputo normalise ses relations avec l'Afrique du sud comme précondition de son acceptation au sein du FMI et de la

⁸⁴¹ 3 EYMARD-DUVERNAY, F., « Les compétences des acteurs dans les réseaux », in CALLON, Michel et all., *Réseau et coordination*....op. cit., p. 161.

⁸⁴² 4 Voir "L'accord de Nkomati", In *Politique Africaine*, (14), Juin 1984, pp. 110-121.

⁸⁴³ 5 *Ibidem.*, pp. 112-113.

⁸⁴⁴ 6 Discours de Samora MACHEL à l'occasion de l'accord de N'Komati, cit., *Ibid.*, p. 118.

Banque Mondiale⁸⁴⁵ 7. Quoi qu'il en soit, une telle exigence serait parfaitement logique. Il y a toujours eu des liens très importants entre les centres de l'économie mondiale et l'Afrique du sud. Par ailleurs, l'étendue des revenus de ces rapports économiques dépend de l'aménagement de *bonnes affaires* entre le géant de l'Afrique et les pays voisins. Et il semble que l'ensemble des mesures qui furent prises par le Gouvernement mozambicain institutionnalisant son désengagement du contrôle de l'économie fut dans le sens de rétablir ce régime d'échanges.

En effet, le 8 mai 1985, Maputo s'est mis sous le drapeau du libéralisme économique. Les preuves sont nombreuses : libéralisation des prix et des salaires ; incitations et exemptions fiscales aux nouvelles entreprises ; liberté de circulation des marchandises dans tout le territoire ; obligation pour les entreprises de dégager des bénéfices ; rôle plus important des stimulants matériels ; possibilité pour les directeurs d'usine d'être récompensés en devises ; liberté d'association et de fusion pour les entreprises privées, y compris avec des sociétés étrangères ; liberté d'importations et d'exportations directes, la mise en place d'un nouveau système de gestion des changes permettant aux entreprises "génératrices de devises" de détenir des comptes en devises auprès de la banque centrale ; les propriétés privées pourraient aussi bénéficier à titre direct et personnel d'un pourcentage⁸⁴⁶ 8. De plus, ce fut une victoire de l'Occident et, également, du secteur privé. Car, d'une part, l'un et l'autre étaient bel et bien décidés à changer le visage agricole mozambicain par l'introduction des politiques qui privilégient les secteurs familial et privé ; d'autre part, ces changements entraînaient la disqualification du système d'économie planifiée, directement inspirée des ex-pays communistes. Cette disqualification a ouvert les portes à une économie de marché, celle qui subsiste actuellement⁸⁴⁷ 9.

Ce nouveau dispositif légal rendit propice le bouleversement le plus important, celui de la mise en place, à partir de 1986, à la suite de l'accident dont fut victime S. Machel à Mbounzini (Afrique du sud), du programme de réajustement structurel (PRÉ). Ce programme devait apporter des changements macro-structurels, assis sur l'accomplissement de trois exigences :

- d'abord, la correction et stabilisation du comportement des principaux indicateurs de l'équilibre économique, notamment la balance de paiements, les revenus et dépenses publiques, l'inflation et la demande interne ;

- ensuite, l'altération du contexte ainsi que de la philosophie du développement, tout en privilégiant la libéralisation des marchés, des prix et la privatisation des entreprises ;

- enfin, la récupération des indices de production, d'exportation et de consommation d'avant 1981.

Financé par le FMI et par la Banque Mondiale, ce programme rendit plus fermes les changements qu'on vient d'évoquer. Outre cela, il apporta de nouveaux processus de stratification et de différenciation sociale. Si à l'heure du régime marxiste-léniniste,

⁸⁴⁵ 7 Cf. CAHEN, Michel, *La Révolution implosée... op cit.*, p.129

⁸⁴⁶ 8 *Africa Journal*, Lisbonne, n°20, 19 juin 1985, p. 17

⁸⁴⁷ 9 Retenons que « dans le domaine de l'agriculture, la politique de réajustement structurel repose sur le dispositif classique : la promotion de l'entreprise privée ; la modification de la législation foncière pour attribuer les titres privés permanents d'usage de la terre de manière à stimuler les investissements, la suppression des prix réglementés, l'ouverture des frontières à une libre circulation de produits et intrants, le rétablissement de commerçants ruraux, la suppression de monopoles commerciaux étatiques » . Cf. MARCHANDE, Jacques, *art. cit.*, p. 115.

l'élite partisane ne pouvait se définir en tant qu'élite du pouvoir, dans le contexte du libéralisme, elle s'efforce à réussir à se convertir en élite économique. En s'associant avec des partenaires étrangers, par des mécanismes qui relèvent tant des lois de marché que de ce qu'on pourrait qualifier d'idéologie cachée, c'est elle qui achète quelques-unes des entreprises auparavant propriétés de l'Etat.

Plus qu'un changement, ils témoignent que n'importe quel système de pouvoir porte en soi la double capacité de faire et de défaire des modes de domination, tout en cherchant à se maintenir en tant qu'entreprise politique. C'est-à-dire, dans une conjoncture de crise, le pouvoir est en mesure de réaménager les structures sociales qui forment le support de son existence. C'est en cela que repose la complexité de la formation du pouvoir étatique.

5.2.2. Pas vers multipartisme

Ce mouvement de changements ne s'est pas limité à l'adoption des politiques économiques libérales. Le coût de la guerre se traduisait sous la forme d'une redoutable précarité matérielle, rendant pénible la vie de différents segments sociaux. Au cours des années 80, L'Etat a vu sa capacité à rendre des services publics d'autant plus fragilisée que sa légitimité réelle n'était plus perceptible par les diverses couches sociales.

Entre-temps, des changements importants s'annonçaient dans la politique internationale, exigeant des forces belligérantes mozambicaines la recherche de stratégies d'adaptation. D'une part, l'arrivée au pouvoir de F.W. de Klerk en Afrique du sud, favorable à une solution négociée du conflit entre la minorité blanche et la majorité (noire) exclue de la scène politique à cause de l'Apartheid ; d'autre part, la libération de N. Mandela, le leader historique de la lutte anti-apartheid, après 27 ans d'enfermement à l'île de *Robben* (Afrique du sud). Après le pacte mozambicain/sud-africain, signé en 1984, pour sauvegarder le bon voisinage et la coopération entre les deux pays, l'Afrique du sud continua d'appuyer la RENAMO et la guerre dans les bois. La mise en agenda et l'engagement de pourparlers entre le Parti National, de F. W. de Klerk, et le Mouvement Anti-apartheid, pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution sud-africaine présageaient un futur incertain pour la RENAMO.

Pour le Gouvernement mozambicain, les nouvelles tendances de la politique internationale auraient été propices à la construction d'un nouveau cadre politique au Mozambique. La crise de l'ex-URSS, secoué par des mouvements nationalistes des peuples dominés, a eu des retentissements dans le système des pays de l'Est. La chute du mur de Berlin et le tournant de ces pays vers l'économie de marché en furent les manifestations les plus importantes. Dans ce contexte, l'accès à des appuis pour l'entretien de la guerre ne serait plus dans les mêmes termes de coopération avec des ex-pays socialistes.

La rationalité de la poursuite de la guerre a été remplacée par la logique de la recherche d'un consensus pour la paix, par l'ensemble de ses acteurs. Il y a lieu de relever que chacun des deux acteurs avait ses atouts. Pour la RENAMO, étant militairement présente dans huit des dix provinces, la définition du nouvel ordre étatique ne pouvait aboutir sans l'arrivée à des accords fondamentaux au sujet de la politique à suivre ; le Gouvernement du Frelimo bénéficiait de la légitimité internationale et contrôlait apparemment les appareils étatiques et, bien évidemment, se battait pour sauvegarder la logique de l'Etat. Ce fut dans le contexte de contraintes subies par les deux organisations oligarchiques que le Mozambique s'est enfin vu sortir de la longue période de guerre et engager la voie de la démocratie multipartite.

Ces processus ne seraient pas mis au clair par *le bas*, c'est-à-dire par "les modes populaires d'action politique" comme le suggèrent certaines études de J.F. Bayart, au sujet

de la problématique démocratique^{848 0}. Ils ne seraient pas non plus seulement saisis du point de vue d'en haut. M. Cahen aurait affranchi des pas en quelque sorte éclairants, lorsqu'il associe la logique de la recherche du consensus pour la paix à une dimension de ressources : si le Frelimo est décrit comme « cette hétéroclite et clientéliste coalition »^{849 1}, la RENAMO est présentée comme « hétéroclite coalition des marginalités dont l'évolution fut possible en raison d'une crise sociale et de la dynamique militaire »^{850 2}.

En effet, on est devant un processus surdéterminé par l'articulation et l'interactivité d'une multiplicité d'acteurs (internes et externes), des réseaux en concurrence, la RENAMO et le Frelimo/Gouvernement apparaissant dans des positions de centralité. Des enjeux autour du pouvoir constituent le facteur de cette articulation de forces sociales diverses. La nature oligarchique de ces organisations aussi bien que les ressources à la disposition de l'une et de l'autre pour la construction du nouvel ordre, expliquent le recours à un processus complexe de négociations, à la recherche de compromis politiques. Sous cette optique, il faudrait surmonter des incertitudes : la question était de savoir, d'un côté, des « offres » de la RENAMO à l'idéal de reconstruction de l'Etat ; de l'autre côté, il fallait identifier des « offres » du Frelimo à la RENAMO, en dépit de son redoutable itinéraire de « mouvement des bandits manipulés de l'extérieur »^{851 2}.

Et ces échanges ne sauraient aboutir sans ce que B. Mazula qualifie comme « trajectoire anthropologique de la paix et de la démocratie »^{852 3} au Mozambique, qui peut se présenter en trois moments : le premier se caractérise par une profonde méfiance de la part de la RENAMO et du Frelimo (1987-1988) ; le seconde, consiste à rendre opératoire des souhaits des deux organisations et, enfin, le dernier, débouche sur l'accord général de la paix (1992).

Le passage de la phase de la méfiance au moment de la distension des partis en conflit a pris corps grâce à la médiation offerte par les représentants de l'Eglise catholique et protestante. En mai 1988, monseigneur *Jaime Gonçalves, l'évêque de l'archevêché de Beira* – la ville où habitait le leader de la RENAMO, avant sa fuite –, s'est rendu au quartier général du mouvement rebelle « afin d'étudier avec son chef, A. DHLAKAMA (*catholique non pratiquant*), la possibilité de faire progresser les négociations avec le Gouvernement »^{853 4}. En dépit d'obstacles, il a persévéré dans ses efforts et a contribué à organiser des réunions entre des dirigeants de l'Eglise mozambicaine et la RENAMO à Nairobi, en février et août 1989. Lors de la deuxième de ces réunions, les dirigeants en question ont présenté les 12 points du Gouvernement, pour la paix au Mozambique. A. DHLAKAMA a transmis à son tour un document issu du congrès (5 au 9 juin 1989)

^{848 0} Voir BAYART, Jean-François, *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, ...op. cit., pp. 155-156 ; BAYART, Jean-François, « Le politique par le bas en Afrique noire : Questions de méthode », *Politique Africaine*, 1 (1), J BAYART, Jean-François, « Le politique par le bas en Afrique noire : Questions de méthode », *Politique Africaine*, art. cit., pp. 62-63.

^{849 1} Cf. CAHEN, Michel, « Entrons dans la nation . Notes pour une étude du discours politique de la marginalité : le cas de la RENAMO du Mozambique », *Politique Africaine*, n°67, Oct. 1977, pp. 70-88, p. 73.

^{850 2} Ibidem, p. 75.

^{851 2} On cite de mémoire le discours officiel de l'époque.

^{852 3} Cf. MAZULA, B., « As eleições Moçambicanas : Uma trajetória da Paz e da Democracia », MAZULA, B. e all., *Moçambique, Eleições, Democracia e Desenvolvimento*, ...op. cit., p. 25.

^{853 4} Nations Unies, *Les Nations Unies et le Mozambique, 1992-1995*, ...op. cit., p. 16.

du mouvement de guérilla. Dans ce document, la RENAMO demande à être reconnue comme force politique et exige le retrait des troupes zimbabwéennes (couloirs de Beira et de Limpopo) et malawites (couloir de Nacala) et une réforme constitutionnelle. Celle-ci devait prévoir entre autres des élections libres et un Etat de droit. Les leaders de la RENAMO voulaient aussi la mise en place « d'un Gouvernement de transition »^{854 5}, ce qui a été rejeté par les autorités de Maputo. Les représentants de l'Eglise ont en retour présenté ces propres propositions aux autorités de Maputo, qui, tout en rejetant l'hypothèse du Gouvernement de transition, se sont décidées pour les négociations.

Pour rendre opératoire les intérêts de la RENAMO et du Frelimo, il fallait que les deux parties se mettent en accord sur l'intervention des médiateurs. La RENAMO était disposée à accepter la médiation soit du Kenya, soit du Portugal, l'ex-puissance coloniale. Le Gouvernement était favorable à une médiation conjointe du Zimbabwe et du Kenya. Un certain nombre d'autres gouvernements ont également proposé leurs services pour faciliter les négociations. Une première série de pourparlers directs ayant avorté en juin 1990 au Malawi, la Communauté (religieuse) de Sant'Egidio a proposé, avec l'approbation du Gouvernement italien, que les négociations se tiennent à Rome. L'offre a été acceptée par les deux camps.

Par la suite, les pourparlers pour la paix se sont déroulés à Rome, entre 1990 et 1992. Du côté de la délégation gouvernementale, on remarque la présence d'A. GUEBUZA (chef)^{855 5}, A. MAZULA^{856 6}, T. HUNGUANA^{857 7}, F. MADEIRA^{858 8}; du côté de la RENAMO, le groupe négociateur était composé de R. DOMINGOS (chef)^{859 9}, Z. ULULU^{860 0}, A. MURRIAL^{861 1} et J.F. ALMIRANTE^{862 2}. Mário RAFAELLI participa comme représentant du Gouvernement italien et le coordinateur des médiateurs. Andrea RICARDI et Matteo ZUPPI représentèrent la communauté de Sant'Egidio et le Monseigneur J. GONÇALVES, l'archevêché de Beira.

Une série de rencontres ont débouché sur l'adoption, le 18 octobre 1991, de principes fondamentaux, considérés par le Gouvernement et la RENAMO comme une base de travail pour mettre fin à la guerre, au Mozambique. Le pouvoir à Maputo est pratiquement entré en « vacances », au profit des décideurs (RENAMO et Gouvernement), à Rome, sur l'orientation politique d'un nouveau régime, au Mozambique. Le pas dans ce sens a été franchi à l'issue des négociations de mai 1991, lorsque les Parties prenantes aux négociations se sont convenues sur : *la nécessité de garantir le fonctionnement d'une démocratie pluraliste dans laquelle les partis coopéreraient librement pour modeler la*

854 5 cf. JOUANNEAU, Daniel, *Le Mozambique*, Paris, Karthala, 1995, 203p

855 5 Ministre des transports et des communications, chef de la délégation gouvernementale.

856 6 Ministre de l'Administration Territoriale.

857 7 Ministre du Travail.

858 8 Ministre Conseiller du Président de la République pour les Affaires Diplomatiques.

859 9 Chef du Département des relations extérieures et de la délégation de la RENAMO.

860 0 Chef du Département de l'information de la RENAMO.

861 1 Chef-adjoint di Département des Affaires Politiques de la RENAMO.

862 2 Membre du Gabinet du Président de la RENAMO.

*volonté des populations, leur donner expression et promouvoir la participation des citoyens à l'administration du pays*⁸⁶³ 3 .

Ce principe, qui rejoignait les exigences faites par la RENAMO à la rencontre tenue à Nairobi (août 1989), allait engager le Mozambique, dès 1990, dans le processus du démantèlement du régime de parti-Etat. En effet, à la suite de son 6^{ème} congrès, la Frelimo, jusqu'alors parti marxiste-léniniste et d'avant-garde, changea ses statuts pour devenir la Frelimo, parti social-démocrate (Frelimo-PSD). Cela veut dire que dorénavant, devenant

une sorte de parti *attrape-tout*⁸⁶⁴ 4 dans le contexte social entre la tradition et la modernité, le Frelimo-PSD pouvait accueillir tous les segments sociaux de la société mozambicaine. De plus, suite à un débat entre avril et juin 1990 sur la réforme Constitutionnelle, il fit approuver par l'Assemblée populaire, le 30 novembre, la nouvelle Constitution⁸⁶⁵ 5. Celle-ci consacre la séparation de l'Etat et du parti ; proclame le multipartisme (art. 31) et le suffrage universel pour l'élection du Président de la République et de l'Assemblée nationale (art.30), souligne les libertés publiques (art. 74) ainsi que le droit à la grève, l'indépendance de la justice et rétablit la liberté religieuse (art. 9 et 78). On parle, désormais, de République du Mozambique (art. 1) ; l'adjectif « populaire » étant désormais désuet dans ce cas précis.

Les pourparlers pour la paix se déroulaient dans le sens de l'innovation politique, qui prit, avec la nouvelle Constitution, une dimension institutionnelle. D'ailleurs, la notion *officielle* de parti politique, les critères pour leur formation et leur reconnaissance, ont été éclairées à partir de Rome :

Les partis politiques sont des groupements à vocation nationale, indépendants, volontaires et libres de citoyens dont l'objectif principal est de donner une expression démocratique à la volonté populaire et de favoriser la participation démocratique à l'exercice du pouvoir politique dans le respect des droits et des libertés fondamentales⁸⁶⁶ ***des citoyens et par le biais des procédures***

électorales prévues à tous les échelons de l'organisation de la vie publique⁸⁶⁷ 6

Pour la formation des partis politiques, un certain nombre de prérequis devait être rempli. Quel que ce soit le groupe souhaitant former un parti, son idéal politique devait être « non régional, non tribal, non séparatiste, non racial, non ethnique et non religieux »⁸⁶⁸ 7. La responsabilité de leur enregistrement est revenue au gouvernement, suffisant, à partir du

⁸⁶³ 3 Cf. Protocole II, « Critères et dispositions pour la formation et la reconnaissance des partis politiques ». 12, cité, Nations Unies, *Les Nations Unies et le Mozambique, 1992-1995, ...op. cit.*, p. 112.

⁸⁶⁴ 4 Voir la caractérisation qu'on y fait (3.1.).

⁸⁶⁵ 5 Voir República de Moçambique. Constituição., Maputo, Imprensa Nacional de Moçambique, 1990.

⁸⁶⁶ ***Les libertés fondamentales des citoyens sont définies dans des termes suivants : « Liberté de la presse et accès aux médias ; Liberté d'association, d'expression et d'activité politique ; Liberté de mouvement et liberté de résidence ; Droit de vote », Cf. Protocole III, cité, Nations Unies, Les Nations Unies et le Mozambique, 1992-1995, ...op. cit.*, p. 115-116.**

⁸⁶⁷ 6 ***Cf. Protocole II, « Critères et dispositions pour la formation et la reconnaissance des partis politiques ». 12, cité, Nations Unies, Les Nations Unies et le Mozambique, 1992-1995, ...op. cit.*, p. 114.**

⁸⁶⁸ 7 Cf. Protocole I, « Nature des partis politiques », cité, *ibidem.*, pp. 114-115.

moment où ces groupes prouvaient avoir un « minimum de 2000 adhérents (signatures) dans tout le pays »^{869 8}.

L'aboutissement des pourparlers de Rome s'est traduit par la signature le 4 octobre 1992 de l'Accord Général de Paix (AGP) par J. CHISSANO, Président de la République, et A. DHLAKAMA, le leader de la RENAMO : les deux Partis s'engageaient, d'abord, à pacifier l'espace social puis à organiser des élections multipartites (législatives et présidentielles), pour légitimer l'accès au pouvoir.

Ce fut par la force de cet accord, inspiré d'une logique de l'Etat, que le Mozambique a entamé la deuxième dimension de la construction du nouvel ordre politique. Dans ce sens, l'ONU, comme le vérifie l'extrait qui suit, fut invitée par le Gouvernement pour assurer la supervision et l'application de l'AGP :

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République du Mozambique et la Résistance Nationale Mozambicaine (RENAMO) ont signé le 4 octobre 1992 un Accord général de paix établissant les principes et les modalités d'instauration de la paix au Mozambique. En conséquence, je voudrais vous demander de prendre les mesures nécessaires pour assurer que l'Organisation des Nations Unies participera à la supervision et l'application de l'Accord général de paix ainsi qu'à la vérification du respect de cet accord, et aidera le Gouvernement en apportant une assistance technique à l'organisation des élections générales et à la surveillance de ces élections. A cet égard, je voudrais aussi demander à l'Organisation des Nations Unies de présider les commissions suivantes : La Commission de supervision et de contrôle de l'application de l'Accord général de paix prévue au protocole ; La Commission du cessez-le-feu prévue au protocole IV ; La Commission de réinsertion prévue au protocole IV⁸⁷⁰
9

L'avènement du nouvel ordre s'est avéré lourd de conséquences. La mise en place de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ), chargée de l'assurance de la mise en oeuvre des principes de l'AGP^{871 0}, créa un contexte de co-existence de deux sous-systèmes de pouvoirs – celui du Gouvernement et celui de l'ONUMOZ. Les appareils militaires au service, d'un côté, du Gouvernement et, d'un autre côté, de la

^{869 8} Cf. Ibidem., p. 115.

^{870 9} Cf. CHISSANO, J. (Président de la République), « Lettre datée du 4 octobre 1992, adressé au Secrétaire général par le Président de la République du Mozambique », cit., *ibidem.*, pp. 111-112.

^{871 0} Le mandat de l'ONUMOZ comprenait la prise en charge de plusieurs responsabilités définies par l'AGP, dont nous retenons : **Mandat politique** : faciliter de manière impartiale l'application de l'Accord, notamment en présidant la Commission de supervision et de contrôle et les commissions qui en relèvent **Mandat militaire** : i) Surveiller et vérifier l'application, le rassemblement et la démobilisation des forces, ainsi que le rassemblement, l'entreposage et la destruction des armes ; ii) Surveiller et vérifier le retrait complet des forces étrangères ; iii) Surveiller et vérifier la démobilisation des groupes armés privés et irréguliers ; iv) Autoriser des arrangements de sécurité concernant les infrastructures essentielles ; v) Assurer, notamment dans les couloirs, la sécurité voulue pour l'action de l'ONU et autres organisations internationales visant à appuyer le processus de paix. **Mandat électoral** : prêter une assistance technique et surveiller l'ensemble du processus électoral. **Mandat humanitaire** : coordonner et surveiller toutes les opérations d'aide humanitaire, notamment celles qui se rapportent aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux militaires démobilisés et à la population locale touchée, et, dans ce contexte, présider le Comité d'aide humanitaire. Cf. « Principes fondamentaux concernant l'Opération des Nations Unies au Mozambique », cités, *ibidem.*, p. 159.

RENAMO ont été mis sous le contrôle de l'ONUMOZ dans les cantonnements pour la démobilisation des membres respectifs. D'après la mission de l'ONUMOZ chargé des affaires militaires jusqu'en août 1994, 70 086 soldats au total (dont 52.242 relevant des forces gouvernementales et 17.844 de la RENAMO) avaient été démobilisés ; d'autres, estimés à 9.917 s'apprêtaient à l'être (7.662 soldats des forces gouvernementales et 2.250 soldats de la RENAMO) ; mille six cent vingt-quatre soldats étaient encore dans la zone de regroupement, en attendant qu'aient été résolues les questions touchant les documents à leur remettre^{872 1}.

Le démantèlement des machines de guerre auparavant en service, d'une part du parti-Etat, et, d'autre part de la RENAMO donna naissance à une nouvelle armée, les Forces Armées de Défense du Mozambique (FADM). Le personnel des FADM étant estimé à 30.000 hommes, le Gouvernement prit la responsabilité de lui fournir 50% de son effectif initial tandis que la RENAMO contribua avec les restants 50%. Subordonnée à une unique structure de commandement, la nouvelle armée devait être a-partisane et ne devait fidélité qu'à la « Constitution et à la Nation »^{873 2}. A ce titre, elle a comme responsabilité de préserver la souveraineté et l'intégrité du pays aussi bien que de « garantir le fonctionnement normal des institutions »^{874 3}.

La signature de l'AGP entre le Gouvernement, la pacification de l'espace social et la consécration de la démocratie pluraliste ont entraîné la formation et le ressurgissement de groupements politiques, dont les leaders et discours apparaissent ici :

Appartenances, Partis et Discours Politiques^{875 4}

Leader	Parti politique Et cercle intérieur	Programme/Discours politique
CHISSANO, Joaquim, co-fondateur du FRELIMO en Tanzanie (1962) ; prise en charge de postes de responsabilité pendant la guerre anti-coloniale ; Premier ministre du Gouvernement de transition (1974-1975) ; ministre des affaires étrangères (1975-1986) ;	Frelimo-PSD.Cercle intérieur interethnique Et structuré selon les liens de fidélité aux idéaux du parti au cours de la lutte armée anti-coloniale (1962-1974). La capacité de mobilisation de chacun, les tâches accomplies depuis la fondation du mouvement de libération en 1962	-L'Etat-nation à la manière Jacobine n'étant pas socialement recevable, le concept de diversité des espaces sociaux est toléré, depuis 1990. Si la décentralisation politique est en projet, elle ne doit néanmoins pas donner lieu à des systèmes locaux en concurrence mais servir à

^{872 1} Cf. Mission de l'ONUMOZ chargé des affaires militaires, « Rapport de la Mission du Conseil de Sécurité au Mozambique du 7 au 12 août 1994 », *cit.*, Ibidem., p. 269.

^{873 2} Cf. art. 60 de la Constituição de la République de Mozambique

^{874 3} Cf. art. 59 de la Constituição de la République du Mozambique.

^{875 4} Cf. MAGODE, J.-LUNDIN, I., « Etnicidade e o processo de Transição Democrática em Moçambique », LUNDIN, Iraê (Coordenação), *Um Estudo Sobre a Transição Política em Moçambique*, Maputo, Centro de Estudos Estratégicos e Interacionais-Global Coalition for Africa, 1995, 282p, pp. 173-216.

Président de la République (1986-1994/2003).	et le partage du pouvoir décisionnel définissent le cercle intérieur.	l'efficacité du pouvoir central de l'Etat.
DHLAKAMA, Afonso, dissident de l'Armée du parti-Etat ; fils Du chef (traditionnel) Mangunde et Neveu du chef (traditionnel) Chibabava, au sud de Sofala.	RENAMO. Cercle intérieur interethnique, fondé sur la base de rapports clientélistes, autour du leader. Il a un fort pouvoir personnel sur l'appareil partisan.	Imprécis et contradictoire. Le Parti se considère comme la force qui a « apporté la Démocratie au pays ». La base sociale du Parti est trouvable dans les Provinces du Centre et du Nord –Sofala, Manica, Tete, Zambézie et Nampula. Les chefs traditionnels et les cultures locales sont pris comme des atouts de mobilisation politique. Le pouvoir étant pris, on s'attend le retour au clientélisme comme discours et mode de construction de loyauté politique.
RIPUA, Wehia, ancien combattant et dissident du Frelimo. Ex-Commissaire Politique. Le militantisme anti-colonial n'a lui pas apporté l'accumulation des ressources.	⁸⁷⁶ 5. PADEMO. Cercle intérieur formé par des dissidents du Frelimo.	Fédéralisme. Ce projet politique serait à associer avec le mécontentement de certains segments sociaux qui, ayant participé à la lutte anticoloniale, s'aperçoivent non traités à juste titre sur le plan de la distribution sociale du pouvoir.
AROUCA, Domingos, diplômé en Droit, ex-prisonnier politique du régime colonial et exilé au Portugal pendant le régime du parti-Etat. Opposition manifeste contre le modèle socialiste et le régime du parti-Etat.	⁸⁷⁷ 6. FUMO-PCD. Cercle intérieur formé autour du chef, bon nombre de membres étant originaire Du même espace ethnique, les Gitonga de la Province d'Inhambane.	Etat unitaire et décentralisé, donnant l'expression aux particularismes des espaces sociaux. Valorisation de la capacité d'entreprise individuelle, valeur chère à une petite bourgeoisie naissante, qui est d'ailleurs support social.
DIAS, Máximo, diplôme en Droit Ex-exilé au Portugal.	⁸⁷⁸ 7. MONAMO. Cercle intérieur formé par des personnalités ayant bien réussi dans le domaine des affaires, surtout des descendants des indiens.	Libéralisme. Le support social, composé de juristes, homme d'affaires, commerçants, intellectuels, identifie ce Parti à un groupe d'intérêts.
Leader	Parti politique Et cercle intérieur	Programme/Discours politique
SIMANGO, Lutero, le fils D'Urias Simango, qui fut vice-Président du	-PCN : Le leader étant issu du milieu universitaire, le cercle	-L'Asymétrie des régions du pays en matière du développement explique

FRELIMO (1962-1969), dont il fut expulsé (1970). U. Simango a fondé le Parti de Convention Nationale pour concurrencer le FRELIMO en 1974-1975. La légitimation du Frelimo par le Portugal rendit ce souhait impossible, d'autant plus que Simango a été emprisonné et est mort. Dans le contexte démocratique, son fils, L. Simango, fit ressusciter le Parti.	intérieur est formé par des ex- universitaires.	ce parti ait un projet de décentralisation politique comme ressource stratégique du développement économique et social. Les références ethniques-régionales ne sont pas mésestimées.
CONCEIÇÃO, Raul	⁸⁷⁹ 8. FAP Cercle intérieur formé par des ex-étudiants universitaires originaires de la province de Zambèzie.	-La politique étant surtout un processus de compétition fondé sur l'allocation inégalitaire de ressources est à la base de l'attache des leaders de ce Parti à l'idéal fédéraliste.
REIS, Carlos, fut prisonnier deux fois, à l'époque	⁸⁸⁰ 9. UNAMO Cercle intérieur composé des gens partageant le même	-Remise en cause de la concentration du pouvoir par l'Etat (unitaire), au profit

coloniale d'abord, et puis par le régime du parti-Etat.	parcours biographique, celui des exclus du pouvoir par le régime du parti-Etat. Originaires de la Zambézie, quelques-uns n'ont pas été épargnés de la prison, comme ce fut le cas du leader du Parti.	de l'idéal d'un Etat fédéral, multiculturel comme stratégie de construction d'un espace pour des élites exclues.
PADIMBE, Kamati, décident du FRELIMO et ex-exilé au Kenya.	⁸⁸¹ 0 -PPPM, cercle intérieur en fonction des affinités de trajectoire. Sans expression à dimension nationale, son espace d'action est l'espace d'où le chef est originaire, Cabo Delgado.	-Fédéralisme.
SIBINDE, Yacob	⁸⁸² 1. PIMO. Cercle intérieur sur la base du réseau personnel du chef, qui ne craint pas d'afficher l'imbrication du religieux (Islamisme) et de la politique.	-Etat unitaire prenant la religion comme support pour la moralisation de la société.
CAMPIRA, Vasco	⁸⁸³ 2. PACODE, cercle intérieur formé sur la base de liens affinitaires, d'ordre ethnique, clientélares.	-Décentralisation politique
BILAL, Martins, ex-membre Du Frelimo.	⁸⁸⁴ 3. PALMO. Cercle intérieur	
MASSINGA, José, Ex-membre du Frelimo	⁸⁸⁵ 4. PANADE	
JUMA, Marcos, ex-membre du FRELIMO	⁸⁸⁶ 5. PANAMO/CDR	
SERRANO, Neves	⁸⁸⁷ 6. PPLM	
DANIEL, Maneca	⁸⁸⁸ 7. PRD	
MABOTE, Miguel	Parti des Travailleurs	
NHAMITANDO, Casimiro	⁸⁸⁹ 8. SOL. Cercle intérieur transethnique.	

La démocratie multipartite s'est avérée être un des changements inéluctables, dans le contexte mozambicain. Outre l'apport d'un cadre où le politique se défait du statut d'Etat-entrepreneur, la transition de la guerre à la paix créa un nouveau contexte pour l'accomplissement des rationalités du pouvoir. Par ailleurs, l'accès au pouvoir étant

conditionné au suffrage universel, ce processus introduit le principe de citoyenneté active comme mode de rapports des gouvernés au politique, dans un espace entre la tradition et la modernité.

Chapitre 6. Démocratie et construction sociale du vote : puissance mobilisatrice de l'ordinaire

La démocratie rend propice l'élargissement de la participation politique – non pas au gouvernement (démocratie directe) mais à la désignation des gouvernants (représentation). Dans le cas mozambicain, les réformes institutionnelles entreprises à partir de 1990 ont consacré un cadre de participation politique, c'est-à-dire de l'exercice du suffrage universel, basé sur la garantie des principaux droits civiques de base (association, expression, circulation, etc.).

Nous souhaiterions néanmoins remarquer une réalité qui mérite d'être éclairée. La démocratie multipartite au Mozambique est venue s'inscrire dans un espace déjà structuré. Mis à part les variables de « guerre » et « d'une quinzaine d'années (1975-1990) de régime à parti-unique », les acteurs de la démocratie mozambicaine restent en « rapport à un temps historique » où l'opinion politique est conditionnée par des attaches à une multiplicité d'allégeances.

Dans ce chapitre, on traite de montrer comment les chaînes relationnelles – communautaires, religieuses, ethniques - participent à la construction de la représentation sociale de la démocratie, dans l'espace entre la tradition et la modernité. Bien qu'attachés à un discours universaliste, celle de l'Etat ou d'une société globale, les acteurs de la pratique démocratique ne réussissent pas à se défaire de l'exigence de mettre en rapports aux particularismes. Cette pratique se présente comme une nécessité à deux égards : d'abord, comme une technique d'inscription du nouvel ordre dans le social et, ensuite, comme un processus légitimant l'assemblage des espaces sociaux intrinsèques à des Etats sans nation. Il en résulte la mise en chaîne, dans un cadre de rapports formels et/ou informels, des acteurs différenciés par leurs compétences et leurs ressources d'action. Les plus puissants deviennent les entrepreneurs, les responsables du référentiel de l'action ; d'autres, plus ancrés dans les espaces sociaux, les notables, se présentent comme des faiseurs de l'opinion politique.

6.1. Trajectoire biographique et représentation sociale de la démocratie

6.1.1. Approches du fait électoral

La naissante sociologie (politique) mozambicaine s'interroge différemment sur la pratique démocratique dans les espaces entre la tradition et la modernité. L'étude de B. Mazula et *alli.*, très influencée par le moment de la construction des compromis entre les acteurs de l'AGP, se serait focalisée sur l'action des entrepreneurs politiques. Produits à partir des sommets des organisations à la recherche de nouvelles stratégies régulatrices du pouvoir, l'aboutissement des compromis entre les Partis, le consentement à la Démocratie, sont vus comme un phénomène redevable « à l'interception de l'expression de l'historicité et de la

totalité »⁸⁹⁰ 9. Leur approche s'avère porteuse à double titre : par la notion d'historicité, les entrepreneurs sont placés dans une situation de contraintes et de réflexion sur leurs trajectoires, leurs réalisations et leurs échecs (Guerre, marxisme, déstabilisation). Les effets négatifs de cette « (ir)rationalité », seraient à la base de contraintes, poussant ces mêmes entrepreneurs à la réconciliation nationale⁸⁹¹ 0 (la paix), identifiée comme le support de l'identité mozambicaine :

L'appartenance à la mozambicanité dépasse l'appartenance à un espace géographique, les frontières de la couleur de peau, de la race, de la religion ou d'idéologies et se met à l'écart de la totalité raciale ; elle devient à la fois un processus, une capacité historique et critique de l'intégration de l'individu ou du groupe dans la totalité sociale ; de ce fait, l'appartenance à la mozambicanité est auto-réflexive et émancipatrice, d'autant qu'elle rend possible l'acquisition d'une identité culturelle, trans-ethnique, trans-raciale, de pair avec la consolidation de la richesse de la diversité culturelle. La mozambicanité est, donc, un élément du processus de la construction de l'identité nationale⁸⁹² 1

Raisonnant toujours dans la perspective des entrepreneurs, B. Mazula met en relief leur capacité mobilisatrice, de pédagogues, ce qui expliquerait l'intégration par les mozambicains de la conscience favorable au changement des mentalités. Ces nouveaux acquis seraient, d'après B. Mazula, à la base de l'esprit du dialogue et de la conscience civique. Comme corollaire de l'éducation civique (par les pédagogues), on établit des liens entre l'individu et la société et entre ceux-ci et le projet social de la paix⁸⁹³ 2, dont la réalisation crée un espace de construction de consensus communicatif⁸⁹⁴ 3.

Par ses analyses, B. Mazula nous renvoie à un espace idéal de la pratique démocratique, semblable à celle où la modernisation a engendré la réalité de modernité politique (v.5.1). Si l'on cherche à expliquer comment, dans la diversité des espaces composant la *mozambicanité*, les individus se font l'opinion et la représentation du politique, on pourrait penser que cette réalité se produit seulement comme un reflet des discours politiques/action pédagogique des entrepreneurs. Corrélativement, on aurait tendance à associer la représentation sociale du politique à la socialisation politique par l'Ecole, les médias, sans vouloir mésestimer son action surtout dans les espaces urbains.

Luís de Brito s'est distancé, semble-t-il, de l'approche considérant le comportement électoral des individus comme un produit de l'orientation pédagogique entreprise d'en haut. Dans son article, « Le comportement électoral dans les premières élections multipartites au Mozambique »⁸⁹⁵ 4, cet auteur associe le « vote » à la « compétence politique ». Cette

⁸⁹⁰ 9 Cf. BRAZAO, Mazula, "Apresentação », in BRAZAO, Mazula (Direcção), *Moçambique, eleições, democracia e desenvolvimento*....pp. 19-21, p. 20.

⁸⁹¹ 0 Cf. Declaração Conjunta, de 7/08/1992, cité, BRAZAO Mazula, « Eleições e paz », BRAZAO, Mazula, (Direcção)....op. cité, pp. 23-77, p. 30.

⁸⁹² 1 Cf. BRAZAO, Mazula, *idem*.

⁸⁹³ 2 *Ibidem*, p. 45.

⁸⁹⁴ 3 *Ibidem*., p. 47.

⁸⁹⁵ 4 Cf. BRITO, L., "O comportamento eleitoral nas primeiras eleições multipartidárias em Moçambique », in BRAZAO, M., (Direcção), *Moçambique, Democracia, Eleições e Desenvolvimento*....op. cit., pp. 473-499.

dernière étant vue, dans le cas mozambicain, comme un patrimoine culturel inégalement distribué dans chaque espace, L. de Brito considère la compétence politique de formuler quelque discours politique que ce soit comme l'effet de l'interactivité de plusieurs éléments :

Le vote n'est pas une pratique arbitraire. Il exprime une disposition socialement constituée : les agents sociaux sont dotés de manières de percevoir, de sentir et de penser, qui sont le produit de leurs expériences, de leur position et de leurs trajectoires dans le monde social. Celles-ci fonctionnent comme des principes inconscients, qui conditionnent l'action et, le cas échéant, le vote. Pour ce qui est des premières élections multipartites au Mozambique, l'expérience des individus et des groupes sociaux ne peut être appréhendée en dehors de leurs relations avec le pouvoir politique (et l'Etat). Traduit sous la forme d'un rapport de proximité et de confiance, de l'exclusion et de l'hostilité, l'expérience apparaît comme l'un des facteurs déterminant du vote. Le vote s'inscrit dans un rapport de transaction : les dispositions les plus profondes des individus s'objectivent dans un contexte spécifique d'une élection, dans laquelle les facteurs conjoncturels son pris en compte. Ils participent à la construction de la perception/représentation des individus des partis politiques en compétition et dans l'évaluation des enjeux politiques du rituel électoral⁸⁹⁶ 5.

L. de Brito ébauche ainsi des éléments intéressants pour le débat sur comportement électoral, au Mozambique. Le vote n'est pas une pratique arbitraire, il est une entreprise qui prend corps à force d'une rationalité socialement produite. L'opinion exprimée étant conjoncturellement située, elle s'inscrit dans un cadre de rapports de transaction. Par ailleurs, ce chercheur nous amène à saisir la spécificité du phénomène de segmentation sociale. Il s'opère non pas autour des moyens de production –comme l'affirment les chercheurs marxistes - mais comme une conséquence de la position des individus dans la chaîne d'échange (matériels et symboliques) avec « le pouvoir politique (et l'Etat) ».

L'espace d'étude étant celui du Mozambique, qu'on caractérise comme historiquement situé entre la tradition et la modernité, l'analyse de L. de Brito fait croire que l'acte électoral s'inscrit dans la logique du fonctionnement des marchés (politiques) élargis. Bien qu'à travers les notions de « vote urbain » et de « vote rural » il fasse relever les contextes où les électeurs s'expriment politiquement, L. de Brito n'a néanmoins pas avancé dans le sens d'éclairer un fait qui paraît important, du point de vue théorique : les individus étant situés dans une chaîne de relations verticales (relations de pouvoir) et horizontales (réseaux relationnels), comment sont-ils conduits à établir des liens d'identification (appartenance), d'indifférence ou d'hostilisation, des forces politiques en compétition ? « *La construction de la perception/représentation des individus des partis politiques /.../ et des enjeux politiques du rituel électoral* » dont parle L. de Brito, mérite d'être appréhendée autrement : pour ce qui est des espaces entre la tradition et la modernité, ces compétences ne relèvent-elles pas d'une combinaison de facteurs multiples, dont les réseaux sociaux en tant qu 'espaces reliant des individus égaux et inégaux, dans un espace social ? N'y a-t-il un rapport entre les chaînes relationnelles des individus, définies par le partage d'informations, des biens matériels et symboliques, et des stratégies communes aux enjeux politiques ?

Lorsqu'on parle de la démocratie au suffrage universel, on se réfère théoriquement à une pratique de citoyenneté active, c'est-à-dire à un exercice d'un choix électoral toujours conflictuel, en fonction du rapport entre l'attente et l'offre politique. Suivant Daniel

⁸⁹⁶ 5 *ibidem*, p. 476.

Gaxie^{897 6}, deux moments sont à retenir en ce qui concerne l'apprentissage de la pratique démocratique, qui définissent également deux contextes de l'accomplissement de la fonction sociale du vote, dans le contexte des pays occidentaux.

Le premier est celui des marchés censitaires, qui correspondent à des espaces politiques à faible institutionnalisation politique. Le fonctionnement de ceux-ci relevait de marchés restreints, les candidats comme les électeurs sont des notables, disposant d'une fortune personnelle, des capacités intellectuelles, d'un capital de relations (avec les pairs et les clients) et de notoriété (lié à la *territorialisation* dans l'espace local des différentes espèces de capital possédées). Les transactions y sont personnelles, non spécifiques et souvent égalitaires. Les candidats ont une connaissance directe des électeurs et engagent avec eux des relations de face-à-face. Ces interactions sont d'abord des relations d'échange de services et de soutiens : les électeurs sollicitent de leur député et les députés sollicitent pour leurs électeurs des biens matériels ou symboliques privatifs, dont on s'approprie individuellement.

Le second moment se produit en conséquence de la création de marchés politiques élargis, qui remontent très loin dans le passé et paraissent très synchronisés avec d'autres transformations sociales : l'allongement de la durée de la scolarisation, la généralisation des relations marchandes, l'urbanisation et la construction de l'espace public comme espace de médiation pour tous les segments sociaux composant la société globale. Si l'introduction du suffrage universel masculin direct n'a fait que bouleverser les marchés censitaires, l'octroi de droits de vote aux femmes a rajouté une pratique supplémentaire favorable à la socialisation politique pour la démocratie. On a par ailleurs assisté au retrait des réseaux de sociabilité quotidienne, familiaux, communautaires, religieux. Dorénavant, les comportements électoraux prendront pour assise la trajectoire des groupes, leurs positions dans la chaîne de la segmentation sociale et leurs expériences négatives ou positives, à l'égard du pouvoir politique. A ce propos, c'est à juste titre que D. Gaxie remarque les faits suivants :

Les dispositions électorales dépendent /.../ de la position dans les hiérarchies et sous-hiérarchies sociales, donc dans le système des clivages constitutifs de la structure sociale. /.../ l'orientation du vote varie avec la position dans le clivage social (indépendant/salarié) et la position hiérarchique dans chacun des deux univers, /.../. Mais l'appartenance d'un individu à une catégorie socioprofessionnelle est non seulement un indicateur (parmi d'autres comme l'âge, le sexe, le lieu de résidence, etc) de sa situation sociale actuelle mais aussi, tendanciellement de son origine sociale, donc de sa socialisation. Le vote est expérience collective qui relève et réactive l'appartenance à des groupes sociaux en même temps qu'il dépend de cette appartenance et de la disposition des groupes dans le système de clivages entre les groupes^{898 7}.

On ne mésestime pas l'hypothèse que certaines des pratiques typiques de la démocratie à l'âge de marchés censitaires, ou celles de la période des marchés élargis, soient identifiables dans la pratique démocratique dans des pays entre la tradition et la modernité. Au Mozambique, où la démocratie multipartite apparaît à la fois comme un processus de

^{897 6} Voir GAXIE, Daniel, « Le vote comme disposition et comme transaction », GAXIE, Daniel (sous la direction de), *Explication du vote : Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1985, 220p, p. 11-30.

^{898 7} *Ibidem*, pp. 21-23.

mise en termes de la guerre et de transition de la tradition à la modernité politique, le concept d'*espace social* s'avère d'une portée explicative du comportement électoral. Mus par la logique de l'Etat, les partis se présentent certes à structure transethnique. Mais dans l'Etat postcolonial, vecteur décisif des inégalités fondamentales et, de ce fait, l'objet de la compétition politique, la dimension sociale de *l'espace* est indissociable d'autres facteurs de la mobilisation politique.

Le Mozambique est bien un cas d'illustration d'un Etat à diversité d'espaces. Société globale historiquement redevable à l'assemblage d'espaces sociaux, chacun de ses espaces entretient paradoxalement des degrés variés de l'économie moderne et des sous-systèmes culturels traditionnels. La ville de Maputo, au Sud, plus proche de l'Afrique du sud, se présente comme un pôle de développement. La dynamique sociale et économique relève de son statut de Capital du pays aussi bien que des échanges avec l'Afrique du sud. En plus de la coexistence de divers groupements religieux (catholiques, protestants, musulmans)⁸⁹⁹, la ville de Maputo, point de convergence de membres de plusieurs ethnies, est devenue cosmopolite. Dans les provinces du Sud du pays, la diversité linguistique et religieuse est aussi observable : on se rend compte de deux groupements ethnolinguistiques, les *changanes* et *ba-chopis*, à Gaza ; les *ba-chopis*, les *ba-tonga* et les *tswa*, à Inhambane. Des églises catholiques et protestantes-synchrétiques parsèment ces sous-espaces⁹⁰⁰. Du point de vue linguistique, religieux et du niveau de développement, les différences sont également repérables au Centre et au Nord du pays.

Cette multiplicité d'allégeances étant prise en compte, on cherche à montrer que les expériences, la mobilisation politique et les rationalités justificatrices du vote ne peuvent être appréhendées qu'à la lumière des structures de signification de chaque sous-espace. S'il est vrai qu'on constate au Mozambique des groupes dont la parole témoigne de l'incorporation du discours de la modernité politique, il n'en est pas moins vrai que cela ne concerne qu'une minorité. La plupart de ceux qu'on appelle les « citoyens » restent attachés à leurs cultures de Terroir. Des notables et des entrepreneurs politiques s'identifiant à certains espaces ethniques, grâce à leur ancrage dans l'espace respectif, s'avèrent d'autant plus dotés de compétence communicative qu'ils réussissent à entreprendre la mobilisation politique. Cette territorialisation de la communication politique dans le cadre de société globale traduit le phénomène de la déconcentration politique.

L'enjeu de cette démarche est de rendre compte que l'articulation entre l'ordre (politique) global et l'ordre (social) « local » passe, la communication politique étant nécessaire, par un fait incontournable : d'abord, la prise en considération de l'individu et des groupes sociaux dans leurs rapports sous la dimension verticale (pouvoir local) et horizontal (réseaux relationnels) ; ensuite, la mise en rapport des expériences définissant la rationalité du vote et du discours (savoir) local. Traduit dans les *habitus*, coutumes et symboles relatifs au pouvoir, à l'autorité, à la participation et à la représentation, ses normes sont aisément accessibles aux élites aussi bien qu'aux simples citoyens. Dans le contexte entre la tradition et la modernité politique, la communication étant nécessaire, la combinaison de ces éléments semble fondamentale pour la saisie de l'opinion politique, dans chaque espace.

⁸⁹⁹ ⁸ Voir l'Annexe 4: Carte ethnique et religieuse du Mozambique.

⁹⁰⁰ ⁹ ⁹⁷ Voir l'Annexe 4: supplément à la Carte ethnique et religieuse du Mozambique. Cf. PNUD, *Moçambique. Crescimento económico e desenvolvimento humano : Progresso, obstáculos e desafios. Relatório nacional do desenvolvimento humano*, Maputo, PNUD, 2000, p. 19.

Par rapport à ces espaces, contrairement au schéma causal d'explication du vote⁹⁰¹00, on s'appuie sur les présupposés suivants : d'abord, on revient à la pensée d'A Degenne et M. Forsé, pour dire que « Les gens appartiennent à des catégories mais aussi à des réseaux et les catégories ne sont que le reflet des relations structurales qui lient les individus »⁹⁰²01. Le vote, selon le schéma structural d'explication, dépend aussi des relations d'un électeur avec ses proches, parents, amis, compagnons de travail, c'est-à-dire de sa situation dans des réseaux et des messages politiques que ces relations sociales font circuler. Ensuite, on cherche à valider les conclusions de l'étude menée par Katz et Lazarsfeld (1955)⁹⁰³02, au sujet de la formation de l'opinion au profit de l'innovation, dans une petite ville du Middle West américain. D'après ces acteurs,

Tout d'abord, faut-il que la personne prenne connaissance de l'idée, du comportement ou de l'objet nouveau. Dans notre société, cette connaissance lui vient le plus souvent des médias, mais aussi de ses contacts avec des agents spécialisés ou par des voisins, amis ou parents. Quelle que soit l'origine de cette information, elle se diffuse toujours plus vite que l'innovation, selon pourtant la même courbe en S.A toutes les étapes de la diffusion, il faut un certain temps avant qu'un individu informé se décide à adopter l'innovation, temps d'ailleurs plus court chez les pionniers, un peu plus long chez les innovateurs, et qui s'allonge encore lorsqu'on arrive à la majorité. Ce délai est nécessaire à ce qu'un individu se persuade des avantages de l'innovation. Sur ce point, toutes les études confirment que les relations personnelles jouent un rôle essentiel. C'est surtout dans la mesure où voisins, parents ou amis confirment et légitiment l'information reçue que l'individu se décidera finalement à adopter l'innovation⁹⁰⁴03.

Pour ce qui est de l'étude de la formation de l'opinion dans un espace entre la tradition et la modernité, cette pensée a la mérite de rendre compte que tous les membres d'un réseau ne sont pas également susceptibles d'influencer la décision d'un individu. Certains pourront jouer le rôle de leader d'opinion et d'autres non, la distance sociale entre les leaders et les autres étant une variable fondamentale du mécanisme d'influence. Dans les sociétés traditionnelles hiérarchisées, les leaders doivent être des notables assez différents de la masse, mais sans plus, pour ne pas susciter une réaction de rejet. De ces observations, Katz et Lazarsfeld ont pu tirer quelques enseignements généraux : Tout d'abord, chaque champ de décision et chaque milieu social a un schéma d'influence qui lui est propre ; en second lieu, l'influence interpersonnelle horizontale (au sein de la même strate sociale) est plus importante que l'influence sociale (de haut en bas de l'échelle sociale) ; enfin, l'intérêt pour le domaine est toujours plus élevé chez les influents que chez les autres. Cela explique que les leaders de l'opinion s'engagent dans la recherche de l'information et se mobilisent pour la comprendre. Du fait de leur comportement actif, suivant Katz et Lazarfeld, c'est donc essentiellement à travers les leaders d'opinion que l'information utile est acquise. Ce n'est qu'ensuite que ces leaders peuvent exercer une influence efficace.

Ce schéma nous paraît utile à deux égards. D'abord, sert à corroborer que les espaces sociaux sont structurés ; deuxièmement, il permet d'appréhender que ce soit dans le

⁹⁰¹ 00 D'après Berthelot (1990), le schéma causal réduit les acteurs sociaux à leurs attributs et sont mis en relation entre eux.

Par exemple, on cherche à expliquer le vote des électeurs par leur catégorie d'âge ou d'occupation, par leur opinion envers les chefs de parti, etc. Ces entreprises d'explication ont donné des résultats intéressants, mais qui ont été jugés insuffisants. Voir LEMIEUX, V., *Les acteurs sociaux...*op. cit., p. 4.

⁹⁰² 01 DEGENNE, Alain-FORSÉ, Michel, cités, *ibidem*, p. 5.

⁹⁰³ 02 KATZ et LAZARSFELD, cités, DEGENNE, A.-FORSÉ, M., *Les réseaux sociaux...*op. cit., pp. 186-188.

⁹⁰⁴ 03 Idem.

contexte d'une structure à dimension toujours verticale et horizontale que les individus et groupes sociaux interagissent socialement. Les individus appartenant à un système social ont l'opportunité de saisir et d'entrer en contact avec des individus égaux et inégaux de leur espace. Ces liens sont à la fois imprégnés de valeurs, de modes de représentation, des symboles de l'espace. Etant validés sur le plan de la communication interpersonnelle, ces références deviennent des modèles prédictifs des comportements ; enfin, la structure prédictive des comportements de gens s'avère à la fois un effet de la position de centralité et de ressource de l'action pour les notables.

Très influents sur l'espace, les notables sont, d'une part, des intermédiaires entre le cercle dont ils sont issus et d'autres cercles impliqués dans l'exercice du pouvoir.. Cette position se reproduit à travers le rapport de confiance qui s'établit grâce aux avantages qu'il procure à sa clientèle, mais aussi parce que cette clientèle lui permet d'être reconnu dans les cercles du pouvoir. Dans le contexte entre la tradition et la modernité, l'expérience des individus est, sans aucun doute, un facteur explicatif des préférences des individus et de l'opinion politique. Par ailleurs, la capacité d'influence et la dimension d'échanges dont se nourrit le capital social des notables se ressentent comme des éléments également intervenants dans ce processus de construction sociale du vote.

6.1.2. Espaces et représentation sociale de la démocratie

La représentation sociale de la démocratie, dans le contexte entre la tradition et la modernité, serait une entreprise assise sur l'expérience des individus et sur le contexte communicationnel où les notables se trouvent dans des positions de centralité. La combinaison de ces deux éléments serait à la base de la construction sociale du vote dans plusieurs espaces structurant la société globale. Du fait de la dimension compétitive de la politique, le suffrage universel s'avère être un nouveau support pour l'accomplissement de la logique de l'assemblage des espaces qui forment l'Etat.

Dans le cas mozambicain, la modernité politique apparaît comme une ressource mobilisée d'en haut pour instituer un nouveau cadre institutionnel pour la qualification politique. Si le seuil de la majorité aux élections législatives et présidentielles assure au parti gagnant l'accès au pouvoir, le fait d'y parvenir relève de l'interactivité de forces sociales mues par des systèmes de représentations contradictoires : celles attachées au discours démocratique comme un discours formel vis-à-vis de celles qui, majoritaire par rapport à la population urbaine, relèvent des espaces (religieux, communautaires, ethniques) respectifs.

On identifie, à nouveau, même dans le contexte démocratique, le cadre de l'échange clientéliste entre les notables et les représentants du sous-système pouvoir étatique, les premiers étant socialement crédités comme les « faiseurs de l'opinion » (v.2.2.3.2). La démocratie et la déconcentration allant de pair, les voies s'ouvrent à des compromis entre ceux qui détiennent du pouvoir d'influence, dans chaque sous-espace, et le pouvoir politique. Du fait de leur autonomie/centralité dans des systèmes de rapports sociaux de leurs espaces, de leur capacité à mobiliser des relations sociales, le représentant de la chefferie, d'une communauté, d'un syndicat, les chefs de familles les plus influents dans l'espace ethnique, se réclament du rôle de médiateurs dans le rapport entre l'ordre politique et des ordres sociaux. Les représentants des partis politiques/de l'ordre politique central s'intéresseront au capital relationnel, à la capacité des notables en matière de communication politique et de mobilisation des membres de leurs espaces pour l'accomplissement de buts politiques ; les influents de l'espace trouveront en cette ouverture une opportunité d'échanges variés, pouvant s'inspirer d'idéaux patrimoniaux ou concerner

des enjeux touchant la société globale. Ces rapports d'interdépendance seront à la racine d'un système coalitif et clientélaire, dans le domaine de la mise en œuvre de la politique.

Plus les notables s'animent d'une opinion positive à l'égard de l'investissement matériel et symbolique d'un parti dans leurs espaces, plus ils mobilisent des votes pour que celui-ci parvienne au seuil de la majorité et, de la sorte, à la capacité d'assemblage des espaces de l'Etat. Epiphénomène d'un cadre de concurrence politique, la rationalité de ce partenariat entre les partis politiques et les pouvoirs traditionnels peut également être saisie à la lumière de l'interprétation de M. Crozier et d'E. Friedberg, qui considèrent le « pouvoir comme une relation d'échange, donc réciproque, mais où les termes de l'échange sont favorables à l'une des parties en présence. C'est un rapport de force dont l'un peut retirer davantage que l'autre mais – ajoutent-ils – où également l'un n'est jamais totalement démuné »⁹⁰⁵04.

Le cadre pour l'illustration de cette hypothèse concerne le Mozambique, à la période subséquente à la guerre et à la signature de l'AGP (1992), entre le Gouvernement et la RENAMO. L'ensemble des espaces composant la société globale (du Rovuma à Maputo) essayaient des changements accélérés, sur le plan politique, économique et du point de vue du modèle de rapports sociaux. Ils découlaient de la disqualification sociale du régime autoritaire et néo-patrimonial, dans plusieurs registres de ressources :

-Le registre normatif : c'est celui qui a trait aux ressources persuasives. Dans ce contexte, le peuple perd confiance vis-à-vis de l'idéologie, socialiste ou marxiste, et met en cause la légitimité du régime ;

-Le registre de l'échange : c'est celui qui a trait à la rétribution symbolique et matérielle. C'est aussi celle qui entraîne une crise d'identité, un sentiment d'exclusion de plusieurs ethnies et des segments de celles-ci, cherchant à atteindre les mécanismes de redistribution matérielle et symbolique de l'Etat.

-Le registre de la contrainte : c'est celui qui a trait à la violence avérée et ou symbolique.

L'AGP, signé entre le Frelimo/Gouvernement et la RENAMO, avait institué un contexte de compétition politique, qui devait déboucher en 1994 sur la légitimation par suffrage universel du nouvel ordre politique. La débâcle du modèle du parti-Etat de régulation politique, la persistance dans le chemin de l'économie de marché, allant de pair avec la privatisation des entreprises et des services publics, contribuaient à creuser les différences sociales. Afin de se battre pour la qualification politique, des politiciens jusqu'alors fidèles au Frelimo, à cause de son « marxisme et clientélisme favorable au Sud du pays »⁹⁰⁶05, se décidaient pour la scission, donnant lieu à de nouveaux partis politiques(v. Tableau supra). Le salariat, à la suite de l'adoption du principe de négociation collective comme procédé de régulation, tout en exigeant des salaires à la hauteur du coût de vie, s'engageait dans un mouvement syndicaliste autonome et protecteur de leurs intérêts. On a assisté à l'avènement de plusieurs syndicats, dont on retient ceux affiliés à

⁹⁰⁵ 04 Cf. CROZIER, M. et FRIEDBERG, E. cités, Troisième partie, chap. IV, note n°86.

⁹⁰⁶ 05 Cf. REIS, carlos (Président de l'UNAMO) , cité, MAGODE, J.-LUNDIN, B., « Etnicidade e transição democrática », LUNDIN, Irae Baptista (Coordenação), art. cit., , p.179. ¹⁰⁴ Syndicats affiliés à l'Organisations des Travailleurs Mozambicains : - SINTIAB : Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie Alimentaire et de Boissons. SINPOCAF : Syndicat Nacional des Ports et Chemins de Fer SINECOSSE : Syndicat Nacional des Employés du Commerce, de l'Assurance et Services SINTIME : Syndicat Nacional des Travailleurs de l'Industrie Métallurgique, Mécanique et Energie SINTIQUIGRA : Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie Chimique, caoutchouc et graphique SINPOC : Syndicat National des Employés d'Estivage et d'Offices Correlés, Cf. Fundação Friedrich-Ebert Stiftung, *Movimento Sindical em Moçambique : Evolução e Perspectivas*, Maputo, FFE, 1997, 119p. 14.

l'Organisation des Travailleurs Mozambicains⁹⁰⁷ 06 et aux Syndicats Libres et Indépendants du Mozambique⁹⁰⁸ 07.

Dans le cadre de ces changements, des organisations civiques locales, financées par la fondation Friedrich-Ebert, se sont mises en scène moyennant des actions pour le développement économique et social. Leur composition et l'ensemble de leurs animateurs à l'occasion de leurs fondations laissèrent croire qu'elles se destinaient à servir de relais ou de plate-forme à des hommes influents locaux, décidés à jouer de leur enracinement régional pour faire pendant au pouvoir de Maputo. L'appartenance ethnique de ces associations ne faisait guère mystère : l'Association des amis de Nampula (ASSANA) se déclarait comme un mouvement de valorisation ou de revitalisation de l'ethnie makhua dans la province, n'ayant cependant qu'un caractère social ; l'Association pour le développement social de Sofala, ADESSO-Beira, se déclarait liée aux Ndaus ; la troisième, l'Association Sofala, Tete, Manica et Zambézie (SOTEMAZA), était intéressée à reconstruire l'identité de l'ethnie Sena, tandis que la dernière, NGYANA, entendait sauvegarder la personnalité et la dignité culturelle de l'ethnie des Rongas, à Maputo.

Il semble intéressant de retenir les représentations sociales de la démocratie, pour voir leurs liaisons avec la prédisposition du vote, dans deux espaces : la ville de Maputo⁹⁰⁹ 08, au Sud, et le district de Marromeu⁹¹⁰ 09, au Centre du Mozambique.

Par son statut de capitale du pays, la ville de Maputo s'est placée au carrefour des processus de politisation des rapports sociaux, en raison des exigences de plusieurs segments sociaux. On s'est rendu compte de deux types de discours, qui, mus par des logiques différentes, participaient néanmoins de la même historicité et de la compétition politique autour du pouvoir. Ainsi, d'en haut, des leaders des partis revenant de l'exil ou des politiciens dissidents du Frelimo, leurs positions ne leur apportant pas de biens matériels et symboliques satisfaisants après des décennies de militantisme, tenaient des propos très critiques. Maximo DIAS, ex-exilé au Portugal, avocat, secrétaire-général du MONAMO-PSD, en est un exemple :

Il est bien regrettable que notre itinéraire de développement politique ait inclus une guerre destructrice et irrationnelle, dont les effets les mozambicains ne se débarrasseront qu'après des décennies. Entre le régime à parti unique et la démocratie, l'histoire a montré que la démocratie est un discours et une

⁹⁰⁷ 06 Syndicats affiliés à l'Organisations des Travailleurs Mozambicains : -SINTIAB : Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie Alimentaire et de Boissons. SINPOCAF : Syndicat Nacional des Ports et Chemins de Fer SINECOSSE : Syndicat Nacional des Employés du Commerce, de l'Assurance et Services SINTIME : Syndicat Nacional des Travailleurs de l'Industrie Métallurgique, Mécanique et Energie SINTIQUIGRA : Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie Chimique, caoutchouc et graphique SINPOC : Syndicat National des Employés d'Estivage et d'Offices Correlés, Cf. Fundação Friedrich-Ebert Stiftung, *Movimento Sindical em Moçambique : Evolução e Perspectivas*, Maputo, FFE, 1997, 119p. 14.

⁹⁰⁸ 07 Syndicats affiliés à l'Organisations des Travailleurs Mozambicains : -SINTIAB : Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie Alimentaire et de Boissons. SINPOCAF : Syndicat Nacional des Ports et Chemins de Fer SINECOSSE : Syndicat Nacional des Employés du Commerce, de l'Assurance et Services SINTIME : Syndicat Nacional des Travailleurs de l'Industrie Métallurgique, Mécanique et Energie SINTIQUIGRA : Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie Chimique, caoutchouc et graphique SINPOC : Syndicat National des Employés d'Estivage et d'Offices Correlés, Cf. Fundação Friedrich-Ebert Stiftung, *Movimento Sindical em Moçambique : Evolução e Perspectivas*, Maputo, FFE, 1997, 119p. 14.

⁹⁰⁹ 08 Voir l'annexe n° 5 : La ville de Lourenço Marques

⁹¹⁰ 09 Un district du centre du Mozambique. Voir l'annexe n° 10, Zones d'enquêtes : La circonscription des Muchopes ; le district de Marromeu.

technique de gouvernement, qui, sans surmonter les inégalités intrinsèques aux rapports de pouvoir, a l'avantage d'être légitimé par l'opinion du peuple. De plus, elle permet que nous tous, puissants et minorités, puissions co-exister et inter-agir sans violence pour le bien commun⁹¹¹ 10.

Le fait de se rapporter à la démocratie comme espace d'interactivité entre « puissants et minorités » a à voir avec la trajectoire de M. DIAS. Descendant d'une famille de Goa (l'ancienne Inde portugaise), il apparaît comme le relayeur de la population d'origine indienne et pakistanaise aussi bien que d'un groupe social composé par des juristes, des entrepreneurs, des commerçants et des intellectuels. Lors de la période de transition à l'indépendance, il a participé au mouvement des démocrates au Mozambique. Formé autour de J. JARDIM, ce mouvement essayait de s'opposer au FRELIMO, si la voie du suffrage universel avait été adoptée comme processus de légitimation du pouvoir en 1975. Après que ce projet a été voué à l'échec, M. DIAS est parti en exil. Minoritaire du point de vue politique, le MONAMO-PSD compte toutefois sur des soutiens importants à Inhambane et à Zambézie.

Domingos AROUCA, président du FUMO-PCD, a hérité d'un patrimoine culturel familial, qui est à la base de sa trajectoire. Il est le neveu du brigadier Domingos CORREIA, qui a eu l'honneur d'avoir commandé des campagnes d'occupation coloniale à Quelimane⁹¹² 11. Le commandant a ainsi réussi à parvenir au poste de gouverneur (colonial) à Inhambane en 1810. Ses parents, Amélia Monteiro et d'A. Mascarenhas AROUCA, ont été d'importants propriétaires ruraux, à Inhambane. Ces liens lui ont apporté des ressources pour mener à bien ses études primaires et secondaires, à une époque où cette éventualité était impensable pour la plus grande partie des Africains. La poursuite des études au Portugal lors des années cinquante lui a en outre permis d'être le premier mozambicain formé en droit (1960).

Retourné au Mozambique, il s'est affilié à l'A.A⁹¹³ 12, à Lourenço Marques. A ce titre, il s'est battu pour les droits civiques pour les Africains en même temps qu'il entretenait des rapports de collaboration avec le régime colonial. Accusé par la police politique portugaise de mener des activités contre l'Etat, il a dû être emprisonné en 1965. La libération de D. AROUCA survient en 1973, un an avant la mise en place du gouvernement de transition, qui a assuré la passation du pouvoir au Frelimo. L'incompatibilité d'ordre idéologique l'a empêché d'intégrer le Frelimo, raison pour laquelle il est parti en exil, au Portugal. La libéralisation politique depuis 1990 apportant un nouveau cadre institutionnel, D. AROUCA est rentré au pays aussi bien que sur la scène politique :

Lorsque S. Machel m'a invité à intégrer le Gouvernement du FRELIMO, je lui ai dit que le marxisme-léninisme n'était pas un système qui pouvait apporter des solutions aux problèmes du peuple mozambicain. Le marxisme en Afrique n'a débouché que sur des guerres fratricides et donc sur l'aggravation de la pauvreté. C'est bien le cas du Mozambique. Les seize ans de guerre ont mis le pays à genou. La démocratie conduira au pouvoir ceux qui, par force du suffrage

⁹¹¹ 10 Cf. DIAS, Maximo, secrétaire-général du MONAMO-PSD, interviewé le 23 août 1994, à Maputo.

⁹¹² 11 Voir « Alguns dados biográficos do Dr. Domingos António Mascarenhas Arouca », *Brado Africano*, 12 de Novembro de 1961, p. 1.

⁹¹³ 12 Association Africaine

***universel, ont la compétence politique pour gouverner et pour assurer le bien être collectif*⁹¹⁴ 13.**

Le parti de Domingos AROUCA, le FUMO-PCD, bénéficie de réseaux de mobilisation importants à Inhambane, sa maison natale et territoire de sa communauté ethnique, les Gitonga. Par ailleurs, il parvient à mobiliser les appuis de ceux qui, à l'époque coloniale, ont réussi à parvenir à un statut économique et social intermédiaire entre celui des colons et celui de la majorité des colonisés. Les petites propriétés foncières, le niveau d'éducation, l'exercice des fonctions publiques sont des références composant l'infrastructure qui relie les sympathisants et les militants du FUMO-PCD.

La formation du Parti Démocratique du Mozambique (PADEMO) par Wehia Ripua semble vérifier les thèses soutenues par R. Dahl à propos des enjeux de la pratique du militantisme à l'égard du projet d'un parti politique. L'auteur de Qui Gouverne ?, associe l'engagement politique à la participation à un système d'échanges, qui apporte des avantages aux parties prenantes. Si les militants rendent des services à la strate qui contrôle les ressources politiques, cette dernière accorde aux premiers, selon leurs standings, « un meilleur revenu, la richesse, la sécurité économique, le pouvoir, le prestige social, la renommée⁹¹⁵ 14 ».

Or, ce n'est pas le cas de W. RIPUA. Originaire de Nyassa, (Nord du Mozambique), il fut guérillero et commissaire politique, un poste témoignant de son appartenance au cercle du pouvoir, à l'époque de la guerre anti-coloniale. Après l'indépendance, face à des successives restructurations de l'appareil partisan-étatique, les ressources personnelles et relationnelles de l'ancien combattant ne lui ont permis qu'une place de fonctionnaire de l'Etat, jusqu'à la retraite. A ce titre, il devient le relayer de gens qui, s'étant livré au militantisme anti-colonial, ont été déçus par la compétition politique et la distribution inégalitaire des ressources, à l'intérieur du Frelimo. Il a par conséquent fondé son parti, le PADEMO, qui prend la décentralisation politique comme cheval de bataille :

***Bien que militant et combattant depuis la lutte anti-coloniale, l'expérience que j'ai eue me permet de dire qu'il y a de la discrimination à l'intérieur du Frelimo. L'effet de cette pratique est la concentration du pouvoir et de ressources par une poignée de gens. Par ailleurs, du fait de l'excessive concentration du pouvoir, l'expérience montre que le peuple mozambicain a été très mal gouverné. Nous soutenons certes un projet d'Etat unitaire mais effectivement décentralisé, qui crée de l'espace pour la participation réelle du citoyen à la vie politique, à la base*⁹¹⁶ 15.**

Ces fragments de discours politiques témoignent du fait que le pouvoir, en tant que ressource d'action et régulatrice de la société, fait l'objet de compétition, traduite par des luttes factionnelles. Les noyaux centraux des partis politiques qui s'investissent dans cette compétition politique d'en haut se structurent, eux aussi, autour d'un chef, pour qui les réseaux relationnels deviennent une ressource de mobilisation : un itinéraire commun, le partage des mêmes expériences, la co-appartenance au même espace ethnolinguistique ou régional ou la même trajectoire scolaire.

⁹¹⁴ 13 Cf. AROUCA, Domingos (Président du FUMO-PCD), interviewé le 30 septembre 1994, à Maputo.

⁹¹⁵ 14 Voir le chap. 4, note 71

⁹¹⁶ 15 Cf. RIPUA, Weia, (Président) du PADEMO, interviewé le 7 octobre 1994, à Maputo.

Obligés par la Loi des Partis politiques de mettre en place leurs sièges à Maputo, au Sud, des contraintes expliquent leur insertion limitée dans la diversité des espaces sociaux mozambicains : d'abord, la dimension du pays exige des ressources qui ne sont pas à la portée des leaders de ces nouveaux partis, ce qui permettrait le déploiement d'un réseau de collaborateurs ; ensuite, à la base, dans de nombreux espaces ethniques, ceux qui devaient être des adhérents à leurs projets politiques se trouvent sous influence des notables. Réussir à rallier un influent d'un espace à un Parti politique revient à y faire adhérer les gens de sa communauté, cela allant de pair avec des échanges clientélistes ; enfin, on remarque une mémoire sociale et une représentation sociale du politique selon laquelle les « vrais partis » sont le Frelimo et la RENAMO : l'itinéraire du premier, celui de parti qui a conquis l'indépendance et celui du parti-Etat, lui a permis des ressources pour s'établir dans tous les coins du pays ; le second, les seize ans de guerre civile lui ont également apporté des ressources pour s'allier aux notables et se fixer sur des espaces, surtout du Centre et du Nord du pays.

A l'aide d'enquêtes de terrains à Maputo, à Manjacaze et à Marromeu, on a pu identifier les mécanismes de formation de l'opinion politique d'en bas, traduisant une situation de bipolarité : la plus grande partie de l'électorat s'avère attaché au Frelimo ou à la RENAMO, par des liens d'identification, d'indifférence ou de rejet. Relevant de l'expérience ou de l'évaluation par chacun ou par un groupe des pratiques de ces partis politiques, ces liens sont de même issus d'un rapport à dimension verticale, (Pouvoir), et à dimension horizontale, (réseaux relationnels).

Felismina MOLUNGO, âgée de 38, mariée et mère de trois enfants, est venue de Chibuto (district au Sud du Mozambique) en 1987, fixer résidence à Maputo. A son arrivée, on était en pleine guerre. Elle et ses enfants ont été accueillis dans l'immense bidonville de Chamanculo par son oncle, André MOLUNGO, un dévoué croyant de l'Eglise Anglicane. Après six mois sous le même toit, Felismina MOLUNGO bénéficia d'un prêt de la part de son neveu, qui est fonctionnaire publique. Le but était de l'engager dans une activité au marché noir (Ndumba nengue)⁹¹⁷ 16, pour subvenir à ses besoins, comme le font la majorité des déplacés, à cause de la guerre. Sur le marché, de l'aube au coucher, F. MOLUNGO prend des contacts avec des clients aussi bien qu'avec des gens partageant son expérience de victime et de fugitive de la guerre. Chaque dimanche, à l'instar de ses oncles, amis, voisins, vendeuses au marché noir et tant de gens originaires de Chibuto se rassemblent à la paroisse, pour participer à la messe. Le lien à l'Eglise est un rapport à un système de croyances mais aussi à un réseau de solidarité, coordonné par des pasteurs. Il se traduit par des gestes d'entre aide au moment de maladie, d'enterrement d'un proche, de deuil ou, au contraire, par la réalisation des fêtes à l'honneur de dates importantes du point de vue religieux. Ces réseaux relationnels sont pour F. MOLUNGO l'espace de relecture et de jugement de son expérience. Cette réévaluation aboutit à la formulation d'une opinion énonciatrice d'un lien d'identification à la paix et d'aversion à la RENAMO, considérée comme la force qui a entraîné la fragmentation de sa famille :

Je me réjouis du fait qu'enfin les MATSANGAS (RENAMO) et le Frelimo aient convenu de mettre fin à la guerre. Mais ce qui reste pour moi c'est du chagrin dont je ne parviens pas à me débarrasser. Notre maison a été brûlée par les MATSANGAS ; le bétail, qui assurait notre survie à Chibuto, a été volé par les MATSANGAS ; mon père, qui était déjà vieux, a été tué ; mon frère, Francisco, a

⁹¹⁷ 16 Voir des photos *infra*.

été ramené dans des bases des MATSANGAS et, jusqu'à présent, on ne sait pas s'il est encore vivant⁹¹⁸ 17.

F. MOLUNGO savait que l'AGP entre la RENAMO et le Frelimo avait apporté la démocratie au Mozambique : « pour moi, la démocratie consiste à choisir les chefs »⁹¹⁹ 15 (ti hossi, en langue changane) et que, dans ce cas, « je ne saurais pas élire des diables »⁹²⁰ 18.

Une opinion politique est ainsi exprimée et sa rationalité ne peut être appréhendée qu'à la lumière de l'expérience de F. MOLUNGO. Traduite en termes religieux, des chefs associés au bien vis-à-vis des chefs considérés comme des diables, cette opinion est socialement légitimée : d'abord, dans le cadre d'un rapport aux faits vécus ; ensuite, dans un réseau relationnel, sur le plan horizontal (amis, voisins, collègues au marché noir, membres de l'Eglise) et vertical (le prêtre de la paroisse). L'ensemble de ces éléments participe à la construction des préférences politiques et de la prédisposition du vote.



L'image du marché noir, à Maputo⁹²¹ 19

⁹¹⁸ 17 Cf. MOLUNGO, F., interviewée le 10 octobre 1994

⁹¹⁹ 15 Idem.

⁹²⁰ 18 Idem .

⁹²¹ 19 A Maputo, au-delà des grands marchés établis de longue date, comme le marché central dans la ville basse et le premier marché périphérique de Xipanine, qui datent tous deux du début du siècle, on comptait en 1992 quelques quarante-six petits marchés de quartier, légalisés ou en voie de régularisation. Dans la capitale, les petits marchés de création récente et éparpillés à travers la ville (l'on n'en trouve moins de vingt et un desservant les districts périphériques les plus éloignés), sont connus sous le nom de dumba-negues –qui signifie en changane : « Sauve-qui-peut ». Malgré leur installation mal tolérée et les aléas de leurs activités, leur nombre s'est considérablement multiplié à travers la capitale où ils offrent à présent tous les produits importés que l'on peut désirer. Dans l'ensemble, ils n'occupent pas moins de 22.000 personnes. Cf. LACHARTRE, Brigitte, *Enjeux urbains au Mozambique : De Lorenzo Marques à Maputo*, Paris, Karthala, 2000, 319p, p. 187-188.



On a trouvé la même réalité à Maxaquene, un quartier-bidonville de Maputo, où se situe une paroisse de l'EPM. Le pouvoir d'influence du pasteur Arlindo CHONGO s'appuie à la fois sur l'imbrication de l'appareil religieux et des réseaux de famille, d'amitié et de solidarité. Reliant des gens originaires de plusieurs ethnies à cause de la guerre, la centralité du pasteur A. CHONGO dérive de la multiplicité de services « gratuits » qu'il rend à ses co-religionnaires : outre le rôle de médiateur religieux, il est dans ce micro-espace l'officiant des cérémonies sociales (baptême, mariages, enterrement des morts et évocation de personnalités importantes pour la communauté) ; par ailleurs, la Paroisse faisait parti d'un réseau reliant cette paroisse à des communautés de l'Eglise Presbytérienne d'autres pays, en Afrique du sud et en Suisse. Renseignés sur la situation de pénurie à laquelle se heurtaient les co-religionnaires du Mozambique, un mouvement de solidarité à l'égard de ces derniers a été entrepris de l'extérieur, après la guerre. Des tonnes de vêtements et de nourriture ont été envoyées à la paroisse de l'EPM, à Maxaquene. La distribution de ces biens revenant au pasteur A. CHONGO, une nouvelle dimension s'est ouverte dans les échanges entre celui-ci et les membres de la communauté. Il devient un nœud de communications d'autant plus important dans le micro-espace de la paroisse qu'il devient très influent sur la majorité de gens. Si le réseau s'avère être un système de relations inter-individuelles, la multiplicité de liens entre le pasteur et les croyants de la paroisse de l'EPM engendre ce qui a été identifié par Philippe Dennis comme : un « ensemble de liens personnels, tissus d'amitiés qui renforcent les conivences doctrinales et les solidarités »⁹²²20.

Placés dans cette position de centralité, les rapports entre les notables et les membres de sa communauté origine un ensemble intégré. Cela renvoie à la perspective holiste d'E. Durkheim : ce rapport de l'individu au groupe ou de l'individu à l'individu s'avère comme un mécanisme de formation de l'opinion politique. Sur cette base, on s'est rendu compte d'une

⁹²² 20 Cf. DENNIS, Philippe, cité, DUJARDIN, Philippe, « Processus et problèmes de la mise en réseau : débat, problèmes, propositions », DUJARDIN, Philippe (Textes réunis par), *du groupe au réseau : réseaux religieux, politiques, professionnels, ...op. cit.*, pp. 9-10

similitude des réactions et des attentes, par rapport aux changements déclenchés par l'AGP entre le Gouvernement et la RENAMO. D'après le pasteur, on « est fatigué de la souffrance causée par la guerre, la paix est une valeur souhaitable pour tous et on doit choisir ceux qui nous ont protégés du mal »⁹²³21 ; suivant Artur MONDLANE, membre de la paroisse, « nous ne devons pas permettre que les bandits prennent le pouvoir »⁹²⁴22 ; en accord avec Augusto SITEO, également de la même communauté, « on est satisfait que la guerre soit terminée mais je voudrais que les MATSANGAS (RENAMO) m'expliquent ce qu'ils ont fait avec le bétail qu'ils m'ont volé à Inhambane »⁹²⁵23.

Les notions de « paix », « protection », « biens personnels » se présentent ici dans un rapport conflictuel avec celles de « MATSANGAS/RENAMO », « bandits », « vol ». Si les premières traduisent un lien d'identification au Frelimo/gouvernement, les dernières projettent à la fois un rejet et un rapport de conflictualité. On est là devant le phénomène de production de l'opinion politique. Il se doit certes à l'expérience vécue par chacun des individus mais aussi à l'effet de réseau, assis à la fois sur des liens avec le pôle central du système (l'influent dans la communauté) et des liens horizontaux (les semblables). L'unanimité de l'opinion, des attentes aussi bien que le rapport d'identification au Parti, considéré comme le « protecteur », nous renvoient au comportement d'une société mécanique (E. Durkheim). Des individus ou groupes sociaux, parce qu'ils participent des mêmes expériences et au même système d'échanges, donnent lieu à des registres d'appartenances suscitant des effets identitaires. Sous cet angle, le réseau se traduisant par des liens d'appartenance et des flux de savoirs locaux, s'avère un outil qui synchronise et établit un mode collectif de rapport au politique.

L'entreprise des Ports et Chemins de Fer (POCHEF) à Maputo, qui employait avant les élections de 1994 à peu près 18.155 travailleurs⁹²⁶24, constitue un sous-espace aux traits particuliers. Cette entreprise s'avérait être une infrastructure à la base de leur relèvement. Pour le Gouvernement et les dirigeants des nouvelles entreprises, soutenant le détachement de l'Etat de la gestion économique en faveur des entités privées, la restructuration devait maximiser les gains du POCHF ; les leaders syndicaux, qui participaient à la fois au Conseil décisionnel des entreprises du POCHF et des syndicats, se trouvaient dans une position délicate : d'une part, ils devaient mobiliser les travailleurs, dont les salaires étaient très bas, par rapport au coût de la vie⁹²⁷25 ; d'autre part, les leaders des syndicats devaient créer un climat favorable aux relations de coopération entre les travailleurs et le patronat. En échange, les leaders syndicaux avaient accès à des biens matériels et symboliques, propres à leurs statuts sociaux.

La mise en place des réseaux de solidarité par les leaders syndicaux dans chaque section de l'entreprise⁹²⁸26 a entraîné le phénomène d'entrecroisement des réseaux. En effet, dans le cadre des associations informelles nommées XITIQUE en langue locale, chaque travailleur contribuait avec 10.000,00 Mts par mois (3 FF. à peu près), pour

⁹²³ 21 Cf. CHONGO, A. (le pasteur), cit., interviewée le 10 octobre 1994

⁹²⁴ 22 Cf. MONDLANE, Artur, interviewé le 15 octobre 1994.

⁹²⁵ 23 Cf. SITEO, Augusto, interviewé le 16 octobre 1994

⁹²⁶ 24 Cf. Fundação Friedrich-Ebert Stiftung, *op. Cit.*, p. 46.

⁹²⁷ 25 Le salaire minimum était en 1994 de 117.500, 00 Mts/mois (l'équivalent à 107 francs/mois). Rappelons-nous que, dans le contexte du PRÉ, la oscillation constante des prix entraînait sans cesse des conflits entre le patronat et les travailleurs. Idem.

⁹²⁸ 26 Il y avait plusieurs sections dans le POCHF : électricité, mécanique, stockage de marchandises, estivage, transports, etc.

améliorer les salaires des contribuables. La somme obtenue était divisée en pourcentages égaux et accordés, chaque mois, à vingt-cinq ouvriers jusqu'à la couverture de l'ensemble des membres de chaque section. Cette expérience rapprochait d'autant plus les leaders syndicaux et les travailleurs qu'ils donnaient naissance à des réseaux d'entraide et de solidarité. Si dans le cadre de la restructuration de l'entreprise certains travailleurs étaient licenciés, cela ne survenait sans une « juste » récompense ; en cas de maladies ou de décès d'un membre de l'une des sections, les leaders syndicaux et les collègues n'épargnaient pas les gestes de solidarité à l'égard de la famille du travailleur. Pour ce qui est des familles religieuses, le parrainage d'un baptême, d'un mariage religieux, était la source des liens affinitaires entre les leaders syndicaux et les ouvriers.

La plus grande partie des leaders syndicaux étaient des sympathisants ou des militants du Frelimo. Ces liens avec les travailleurs ont été mis en valeur comme des ressources non seulement pour favoriser la coopération entre ceux-ci et le patronat mais aussi pour influencer l'opinion politique. En effet, en dépit du conflit entre les ouvriers et le patronat, quelques mois avant les élections multipartites de 1994, la plupart des ouvriers interviewés s'avérait favorable au Frelimo.

Joao FAFTINE, électricien, a considéré l'AGP comme « une réalisation opportune pour nous, tous ; avec la démocratie, on va pouvoir choisir le parti qu'on veut. La crise que nous éprouvons dans l'entreprise a une relation avec l'action destructrice de la RENAMO pendant seize ans : des centaines de kilomètres de lignes ferroviaires ont été détruites ; un bon nombre de trains a connu le même sort. Le résultat : nos collègues sont aujourd'hui licenciés à cause de l'insuffisance de postes »⁹²⁹27. Alberto MACHAVA, lui, fut catégorique et péremptoire : « la RENAMO ...ce sont des bandits. Ils ne savent que tuer, voler et détruire des biens. Je suis l'un de ceux qui se sont échappés de leurs bases »⁹³⁰28. Ce discours était similaire, tant du point de vue du contenu que de la représentation à celui véhiculé d'en haut, par le parti au pouvoir.

La position structurale du pasteur de la paroisse de l'EPM à Maxaquene, du prêtre de l'Eglise Anglicane, à Chamanculo, et celle des leaders syndicaux à l'entreprise POCHÉF s'avèrent être un support illustratif de l'hypothèse animant cette étude. L'approche des faits sociaux en termes de déconcentration politique permet de saisir l'individu et son groupe d'appartenance, encadrés dans un système relationnel à dimension verticale et horizontale. L'opinion politique que chacun se fait du politique est certes indissociable de son expérience mais elle s'imprègne de sens, d'une rationalité, dans le cadre d'un réseau relationnel, dont la centralité retire des bénéfices. Les influents dans chacun de ces sous-espaces sont à même de devenir des acteurs grâce à leur aptitude à mobiliser et à gérer stratégiquement leurs réseaux relationnels.

Dans un contexte de compétition politique où le vote devient l'une des sources du pouvoir, la mise en réseau entre les Partis politiques et les influents de l'espace s'avère un atout important de la mobilisation politique. Poursuivie dans le dessein stratégique, comme le remarque Philippe Dujardin⁹³¹29, la mise en réseau relève de la transitivité, c'est-à-dire de liens entre des éléments de vocation distincte et/ou complémentaire ; la rationalité de celle-ci se définit par rapport à une cause, ce qui explique que la recherche de son accomplissement se fonde sur la gestion des adversités et des positions prises par les alliés,

⁹²⁹ 27 Cf. FAFTINE, João, (ouvrier), l'un des participants à l'interview collective tenu le 18 Octobre 1994.

⁹³⁰ 28 Cf. MACHAVA, Alberto, idem.

⁹³¹ 29 DUJARDIN, Philippe, « Processus et problèmes de la mise en réseau : débat, problèmes, propositions », DUJARDIN, Philippe (Textes réunis par), *du groupe au réseau : réseaux religieux, politiques, professionnels, ...op. cit.*, pp. 17-20.

à un moment donné. La transitivity est donc un résultat du lien politique des membres de l'élite aux particularismes, celle-ci étant aux prises avec des exigences multiples, successifs ou simultanés. L'élite militante gère, à travers les « aires transactionnelles » ou les nœuds d'échanges, la prédisposition à la mobilisation et à la participation politique.

Cette hypothèse a également conduit des recherches sur la représentation sociale de la démocratie et les préférences politiques à Marromeu, au centre du Mozambique. Il y a lieu qu'on retienne tout d'abord le support matériel et humain de l'interactivité du social et du politique, dans cet espace. Le district de Marromeu a hérité d'une économie agro-industrielle. L'essor de celle-ci date du début du XX^{ème} siècle, lorsque John Hornung (britannique) est devenu l'actionnaire majoritaire sur la Compagnie de Luabo, située à gauche du fleuve Zambèze. Il a dès lors engagé un processus d'hégémonie, moyennant des concessions avec bail des territoires sous contrôle de Paiva de Andrade et de la Compagnie du Mozambique. La Compagnie de Sena Sugar State résulta de la fusion de ces territoires en 1920 et elle avait comme l'une de ses sous-unité la Compagnie sucrière de Marromeu, sur la marge droite du Zambèze. Outre l'exploitation agro-industrielle, à titre de concessionnaire, J. Hornung devait administrer le territoire. A ce propos, Il avait à sa charge le prélèvement d'impôts, la fiscalisation, le monopole du commerce et le contrôle de la force du travail.

Cela exigeait la mise en place d'un appareil de contrôle, qui intégrait les systèmes de pouvoir traditionnel (chefs traditionnels et leurs auxiliaires) de Micadjo, Chupanga, Milba, Nhamittete, Gumbe, Bauáze, Nhangaze, au Nord du district ; Safrique, Daudo, Cuama, Chéuza, Cuama, au Sud. Les chefs traditionnels, comme à Manjacaze (v 1.3 et 2.2.3.2.), se trouvaient à l'époque coloniale dans une position de relayeurs et de nœuds d'échanges entre leurs communautés et les agents de l'Etat. Les patrimoines matériels et symboliques des familles dominantes dans ces sous-espaces s'avéraient comme des ressources légitimatrices des rapports de domination, ces sous-systèmes étant hiérarchiquement articulés au pouvoir colonial. Par ailleurs, la production agro-industrielle, qui n'a pas cessé d'augmenter jusqu'à l'indépendance⁹³²30, explique que la région de Marromeu soit connectée à Beira par une voie ferrée ainsi que par une auto-route. A ce stade d'évolution, la Compagnie de Marromeu assurait, jusqu'en 1974, l'emploi à 16.000 travailleurs par an⁹³³31.

Deux moments ont bouleversé ce système. Le premier débute avec l'indépendance. L'implantation du pouvoir du Frelimo s'est traduit par l'interdiction des chefs traditionnels, qui ont été remplacés par les fonctionnaires de l'Etat et les secrétaires des Groupes Dinamisateurs. Dans le cadre de la politique du développement rural définie par le Frelimo, les paysans ont dû abandonner des territoires hérités de leurs ancêtres, afin d'habiter dans les villages communaux. Processus accéléré depuis la crue qui a affecté la région de Marromeu en 1978, il entraîna la transformation de l'organisation de l'habitat et imposa une redistribution des espaces de production⁹³⁴32.

Le déclenchement de la guerre dans la région (1982), signalant le deuxième moment, est venu s'inscrire dans un contexte de conflit entre le discours social et l'endoctrinement

⁹³² 30 Production sucrière à Marromeu : de 1906 à 1916 » : 8000 tonnes par an ; 1917 : 12000 t ; de 1926 à 1954 : 50.000 t/an ; de 1964 à 1975 : 64.000 t/an. Cf. ALCANTARA, (Sociedade de Empreendimentos Açucareiros S.A.). *Marromeu and Luabo Estates. Mozambique*, London 1994, 420p, p. 320.

⁹³³ 31 Cf. MONTEIRO, G. A., *Sena Sugar State*, Lisboa, 1955, 177p, p. 65.

⁹³⁴ 32 Voir à ce propos ARAUJO, Manuel, *O Sistema das Aldeias Comuns em Moçambique : Transformações na organização do Espaço Residencial*, (Tese de doutoramento), Lisboa, Universidade de Lisboa, 530p, pp. 128-155.

par le pouvoir : l'enjeu était d'implanter un nouveau modèle d'organisation sociale, assis sur les villages communaux et les formes collectives de production. Si au départ, certains se sont enthousiasmés par des promesses des agents de l'Etat à propos des villages communaux, d'autres, en revanche, s'y sont opposés du fait qu'il s'agissait d'un projet lourd de conséquences pour les paysans: abandon de terres héritées de leurs ancêtres, concentration d'innombrables familles dans des territoires convenant à l'Etat, l'insuffisance et les conflits autour de terres fertiles et pour le bétail, etc.

Des affrontements entre ces deux registres discursifs ont permis de rendre compte des modes de représentations du politique témoignant d'un rapport conflictuel. C. FROGE, chef traditionnel, se rapporte à ce conflit : nous avons dû laisser nos maisons, nos terres, nos fermes, nos cimetières, pour vivre dans les villages du Frelimo. Tous ces biens représentent le patrimoine que nous avons hérité de nos ancêtres et nous étions heureux avant⁹³⁵ 33. La même interprétation nous vient d'A. Paulo, paysan de la chefferie Kundue :

Lorsque nous nous sommes installés dans des villages communaux, nous pensions que nous y aurions de bonnes conditions de vie, comme l'habitation, des écoles, des cantines, similaires à celles que la Sena Sugar a construites. Dans les campements du Sena Sugar le gens souffraient certes du fait qu'il était difficile de travailler dans les fermes à canne mais les travailleurs vivaient bien⁹³⁶ 34

Le contexte de relations sociales dans lequel se produisent ces témoignages se ressemble à celui qui a déjà fait l'objet de cette analyse, dans lequel l'individu se trouve sous contraintes d'un réseau relationnel à dimension horizontale et verticale. En effet, exprimée ici comme évaluation de la précarité du cadre de vie des villages communaux, l'opinion de l'individu est, d'abord, produite dans un réseau relationnel avec les semblables, ce qui donne lieu à une sous-identité, « nous ». Celle-ci est structurée par ceux qui partagent une communauté d'expérience, désenchantés par le fait que la politique de villagisation n'a pas satisfait leurs attentes, comme le vérifie A. Paulo :

Les secrétaires du quartier et les responsables des villages communaux qui habitaient dans la ville de Marromeu nous disaient fréquemment que nous pourrions améliorer notre cadre de vie dans les villages /.../. Ces responsables affirmaient que l'Etat allait accorder de l'aide multiforme à ceux qui acceptaient de s'installer dans les villages communaux : utensiles de travail, hôpitaux, magasins, eau potable, etc⁹³⁷ 35.

Cette désillusion s'étend dans un sous-univers social composé par des communautés paysannes du Nord de l'usine de Sena Sugar (Marromeu), affectant celles des chefferies suivantes : Mponda, Mangaze, Kundue, Nhamula, Thozo, Bauaze, et Nensa ; puis au Sud, la même expérience est partagée par les membres des communautés des chefferies Nhane et Chueza.

La désorganisation de l'ancien modèle de l'habitat et des espaces de production dans l'ensemble de ces sous-espaces, à l'instar du cas étudié par C. Geoffray à Erati (v. supra),

⁹³⁵ 33 Cf. FROGE, C., (Chef traditionnel), interviewé le 19 octobre 1995 ; Relatório das Actividades Desenvolvidas pela Comissao Distrital de Aldeias Comunaes, Maputo : Comissão Nacional de Aldeias Comunaes, 1978 ; Relatório das Aldeias das Provincias de Sofala e Manica, Maputo : Comissao Nacional de Aldeias Comunaes, 1978

⁹³⁶ 34 Cf. PAULO, A., (paysan), interviewé le 16.10.95 à Chupanga (Marromeu)

⁹³⁷ 35 Idem.

amène les paysans déplacés dans des territoires des « autres » dans une situation de dépendance et de précarité matérielle :

***La plus grande majorité de nous n'avait pas d'ustensiles de travail. Afin d'obtenir du terrain pour la ferme nous devons louer ou travailler d'abord comme un employé dans les fermes des propriétaires du territoire du village communal. De ce fait, nous aimerions retourner à nos territoires, où nous avons nos fermes*⁹³⁸ 36.**

En second lieu, dans chacun de ces sous-espaces, les situations vécues par les semblables créent des réseaux relationnels. Légitimés par la mémoire, par les modes locaux de rapport aux autorités, ils placent les chefs traditionnels dans une position de centralité politique. En dépit de leur interdiction à l'époque du parti-Etat, le déphasage entre le discours officiel et le discours social est au principe de formations des identités, autour des influents de l'espace. Concrètement traduit dans le conflit entre le mode officiel de l'organisation de l'espace (villagisation) et la représentation historique du patrimoine familial (v. 1.3 et 2.1.3), le discours social s'avère, en accord avec D.-C. Martin⁹³⁹ 37, comme un rapport à la culture et à l'identité. Pour ceux qui se trouvent dans la centralité des rapports sociaux, elles sont des ressources de mobilisation politique, parce que la proclamation de l'identité et les revendications qui y sont attachées font passer le réel au travers des prismes émotionnels :

***C'est donc la réalité qui pousse les individus à agir en politique, mais une réalité vécue, c'est-à-dire traduite dans des codes affectifs liés à la formation de la personnalité et dotés au cours du processus de construction identitaire d'une orientation politique pertinente, dans une situation particulière. D'où la violence qui vient donner une réalité charnelle à l'enchaînement inéluctable de la vie et de la mort en perspective, enchaînement constitutif du pouvoir politique et autour duquel tournent les récits identitaires*⁹⁴⁰ 38.**

Processus normativement orienté et qui donne du sens aux réseaux relationnels de l'individu sur le plan horizontal et sur le plan vertical, la construction identitaire structure en chacun des matériaux qui permettront de poser la conception des rapports de l'intime/local à l'universel. Cette conception s'érige en grammaire de comportements, fondée sur les valeurs du bien et du mal, du sens de la vie et de la mort ; valeurs, sens, qui débouchent, par ailleurs, sur l'idée du rôle de l'individu dans le bien être et dans la perpétuation du groupe.

Sous cet angle, Il y aurait un rapport entre la précarité matérielle entraînée par les politiques du développement rural et la reconstruction du pouvoir des chefs traditionnels à Marromeu, même après leur interdiction. La RENAMO se serait aperçue de l'intérêt de l'immense capital social des chefs traditionnels, aux prises avec la gestion du patrimoine matériel et symbolique des communautés respectives. La crise qui s'est abattue sur les communautés paysannes était vue, selon la RENAMO et les leaders communautaires, comme une conséquence du projet socio-économique du Frelimo. La solution aux problèmes qui en découlaient, passait par la démobilisation du peuple à l'égard de la politique de villagisation ainsi que par la participation au combat pour le maintien de leur intégrité physique. Dès lors, les compromis entre les chefs traditionnels et la RENAMO, comme le montre G.G. FELIX, se sont rendus inéluctables : lorsque la RENAMO est arrivée ici, elle a cherché à me voir et m'a suggéré d'abandonner le village communal afin de

⁹³⁸ 36 Cf. TOMO, C., (fonctionnaire), interviewé à Lacerdonia (Marromeu), 22.2.96

⁹³⁹ 37 Voir MARTIN, D.-C., « Des identités en politique », in RFSP, vol.42, n°4, août 1992, pp. 582-589.

⁹⁴⁰ 38 Cf. Ibidem. , pp. 589-590.

reprenre, comme à l'époque coloniale, ma tâche de chef. De plus, ils m'on dit que la guerre visait à mettre fin aux villages communaux et à réhabiliter le pouvoir des chefs traditionnels⁹⁴¹ 39.

Dans le cadre de ces compromis, le capital social des chefs traditionnels s'est avéré être une ressource fondamentale pour l'implantation de la RENAMO, à Marromeu. Les chefs traditionnels assuraient un ensemble d'actions auxiliaires à l'hégémonie et à l'entreprise des actions de guérilla : mobilisation de jeunes pour qu'ils intègrent l'armée de la RENAMO, espionnage, encadrement de la population, ravitaillement, etc. :

Toutes les semaines les chefs traditionnels (mwenes, en ci-sena, langue locale) venaient ici pour demander et ramasser de la nourriture pour les combattants de la RENAMO. Des gens voulaient savoir pourquoi ils devaient « donner » de la nourriture aux militaires ? Les chefs répondaient qu'ils étaient nos frères, qui luttaien contre le Frelimo, les responsables des villages communaux et des fermes du peuple et qu'ils ont besoin de manger. Si nous ne leur assurons pas le ravitaillement, nous risquons de perdre la guerre et retourner aux villages communaux. Si cela arrive, le Frelimo va nous tuer⁹⁴² 40.

Si ces données éclairent les causes de la conflictualité entre le système de représentations sociales du politique et le discours étatique de modernisation à Marromeu (partie du territoire de l'ethnie sena), elles sont également valables dans de nombreux espaces : c'est-à-dire, dans des communautés de l'ethnie a-lomwé ou dans des communautés lignagères é-makhuas, à Nampula ; dans les communautés ba-chopi (v. supra le cas de Manjacaze) ou dans des communautés de l'ethnie ndau, à Sofala. A l'aide de ces données, on souhaiterions montrer deux faits majeurs :

-d'abord, au moment des changements entraînés par l'AGP entre le Gouvernement et la RENAMO en 1992, l'espace social rural s'était déjà scindé en des aires d'appuyants/adhérents à l'une ou à l'autre des forces belligérantes. Ces dissensions entre des groupes identitaires se formaient autour d'intérêts locaux et de notables qui avaient accumulé d'autant plus de ressources qu'ils y étaient des entrepreneurs politiques. Le ralliement de ceux-ci à des Partis politiques à l'heure où le « vote » devient un dispensateur de pouvoir se présente comme une ressource de mobilisation politique. Les chefs de « famille » (notables) cherchent, d'après une source, à convaincre leurs dépendants à suivre une certaine option partisane ou religieuse : « Si je suis catholique, je chercherai à influencer ma famille à suivre le catholicisme. C'est ainsi dans la politique. Si j'appartiens au Frelimo ou à la RENAMO, je chercherai à rallier ma famille au Frelimo ou à la RENAMO »⁹⁴³ 41.

Sous cet angle, on peut pas associer la représentation sociale de la démocratie dans ces espaces à celle qui a été entreprise par la théorie du public choice, qui considère la politique comme un marché, mu par des calculs rationnels d'électeurs et d'élus⁹⁴⁴ 42. Dans

⁹⁴¹ 39 Cf. FELIX, G. G., (Chef traditionnel), interviewé le 22.2.96, à Chupanga (Marromeu).

⁹⁴² 40 Cf. BRUNO, G., (Paysans), Interviewé le 18.10.95 (Marromeu).

⁹⁴³ 41 Cf. FROGE, C. (chef traditionnel), interviewé, le 19.10.95 (Marromeu)

⁹⁴⁴ 42 Les théoriciens du *Public Choice* s'intéressent aux différents domaines de la vie politique, dans lesquels la rationalité maximisatrice [de gains] individuels conduit à des effets pervers, comme le système électoral (G. Tullock) ou la bureaucratie (A. Downs, W. Niskanen). Le postulat fondamental de la théorie est que les bureaucrates, comme tous les autres agents de la de la société, sont significativement motivés par leurs intérêts (des facteurs non égoïstes peuvent agir secondairement). De manière spécifique la théorie repose sur trois hypothèses centrales : -Les bureaucrates (et tous les autres agents sociaux) cherchent à atteindre leurs

les espaces entre la tradition et la modernité, la démocratie est encore imprégnée d'une logique du clientélisme : il y est une pratique et une ressource reliant les habitants de chaque espace aux notables et ces derniers aux cercles des partis politiques. Le lien, on l'a déjà montré, n'est pas étranger au 'désir' et à la 'passion', analysés par M. Mauss dans la problématique du « don ». De ce fait, en plus de renvoyer à une instance symbolique, les liens peuvent également donner lieu à des réseaux sociaux dont l'entretien s'appuie sur un flux des biens matériels et symboliques.

Ensuite, le passage du mode de confrontation militaire à la confrontation en termes de discours politiques pour la persuasion des sympathisants et adhérents porte avec soi, dans le contexte entre la tradition et la modernité, ces liens entre espaces sociaux, notables et Partis politiques. Cherchant à accomplir des enjeux du pouvoir, on notera l'imbrication de l'opinion des notables avec l'opinion de leurs dépendants à la base de la prédisposition du vote, dans des zones rurales. A titre d'intermédiaires, il revient aux notables la tâche de « recevoir », d'abord, les discours électoraux pour, dans un deuxième temps, produire l'opinion de l'individu et du groupe, dans leurs espaces. Dans ce contexte, le fait qu'un parti politique remporte la victoire découlerait de son aptitude à entreprendre, moyennant le vote majoritaire des notables, l'assemblage des espaces sociaux.

6.2. Campagnes électorales en 1994 : jeu de l'ordinaire, du visible et de l'invisible

6.2.1. Pouvoir et élections : enjeu d'une compétition politique

Le processus de paix au Mozambique a été couronné par les élections présidentielles et législatives de 27, 28 et 29 octobre 1994. Douze candidats se sont présentés aux élections présidentielles et 14 partis ou coalitions étaient en lice pour les législatives⁹⁴⁵ 43. Les résultats des élections étant annoncés, on s'aperçoit du fait que, sur un univers électoral de 5.402 940 votants (87,9% des électeurs inscrits), le Président sortant, Joaquim CHISSANO,

objectifs avec rationalité. En d'autres termes, ils agissent de la manière la plus efficace possible dans la limite de leurs possibilités et compte tenu des coûts de l'information. Ainsi, tous les agents dans notre théorie sont les maximisateurs d'utilité. En temps pratique, cela implique que, toutes les fois que le coût nécessaire pour atteindre un moindre un but donné croît en termes de temps, d'effort, ou d'argent, ils cherchent à atteindre un moindre objectif, toutes choses égales par ailleurs. A l'inverse, toutes les fois que le coût diminue, ils cherchent à avoir plus encore. -Les bureaucrates, en général, ont un ensemble complexe de buts qui incluent pouvoir, revenu, prestige, sécurité, commodité, loyauté (à une idée, une institution ou à la Nation), fierté pour le travail bien fait, et désir de servir l'intérêt public. -Les fonctions sociales dans chaque organisation sont fortement influencées par la structure et le comportement internes et vice-versa. A l'encontre de l'approche traditionnelle du comportement humain en termes de l'intérêt général, J. Buchanan et G. Tullock (L'Ecole du Public Choice), relèvent qu'il faut tenir compte des comportements individuels des électeurs et des élus. -Les premiers choisissent les candidats pour lesquels ils votent en maximisant l'utilité qu'ils pourront retirer de l'application des différents programmes. -Les seconds cherchent à maximiser le nombre de voix qu'ils peuvent obtenir et, pour cela, adoptent des programmes susceptibles d'attirer un maximum d'électeurs. C'est d'autant plus vrai quand on s'approche des élections. Le parti au pouvoir multiplie alors les mesures lui permettant de se maintenir en place en attirant à lui une majorité d'électeurs. Car il va de soi que l'homme politique cherche d'abord à conserver sa situation, et à voir son mandat. Voir DELAS, Jean-Pierre-MILLY, Bruno, *Histoire des pensées sociologiques*....op. cit., pp. 263-264.

⁹⁴⁵ 43 Nous présentons, d'abord, les leaders puis les partis respectifs entre parenthèses : Joaquim CHISSANO (Frelimo-PSD) ; Afonso Macacho Marceta DHLAKAMA (RENAMO) ; Wehia Monokacho RIPUA (UD) ; Carlos Alexandre dos REIS (UNAMO) ; Maximo Diogo José DIAS (MONAMO) ; Vasco Campira Mambya ALFAZEMA (PACODE) ; Jacob Neves Salomao SIBINDY (PIMO) ; Domingos Antonio AROUCA. (FUMO-PCD) ; Carlos José Maria JEQUE (Indépendant) ; Casimiro NHAMITANDO (SOL) ; Mario Carlos MACHEL (Indépendant) ; Andrea Padimbe Mahose KAMATI (PPPM). In *Journal Eleições Moçambique*, Outubro 1993, p. 13.

a obtenu 2 633 740 voix, soit, 53, 3% des suffrages ; le chef de la RENAMO, Afonso Macacho Marceta DHLAKAMA, a recueilli 1. 666 965 voix, soit 33, 7% des suffrages ; le leader du Parti Démocratique du Mozambique, Wehia RIPUA, a obtenu 2, 9% des suffrages⁹⁴⁶ 44 .

Aux élections législatives, le Frelimo a remporté la majorité des suffrages, recueillant 2.115 793 voix (44,3%) et s'assurant 129 des 250 sièges du nouveau Parlement, suivi par la RENAMO, qui a obtenu 1 803 505 voix (37,8%) et 109 sièges au Parlement, et par l'Union Démocratique (UD), qui recueilli 245 793 voix (5,2%) et 12 sièges au Parlement⁹⁴⁷ 45.

Mais plus qu'un constat de la légitimation de l'accès au pouvoir par la voie du suffrage universel, cette expérience mérite d'être questionnée : les modes d'allégeances et de représentation du politique, intrinsèque à chaque espace, aux communautés (religieuses, ethniques ou de proximité géographique), n'ont-ils pas eu de poids dans la définition des prédispositions du vote ? Comment comprendre que, en dépit de sa trajectoire d'entreprise stratégique des Rhodésiens et des Sud-africains, près de 40% de mozambicains aient voté pour la RENAMO, et non pas pour un parti sans tradition belliciste, qui étaient au nombre de seize, entre 1992 et 1994 ?

Ces questions nous amènent à ne pas mésestimer l'effet des rapports clientélares entre les notables, les influents de l'espace, et les partis politiques, dans le contexte entre la tradition et la modernité. L'hypothèse dont on s'inspire, cherche à montrer que, outre les campagnes officielles, les notables se seraient chargés du rôle de récepteurs des discours partisans puis de la tâche de faiseurs de l'opinion à travers de campagnes de proximité. On s'intéresse à ce propos aux campagnes électorales du Frelimo et de la RENAMO, à deux égards :

D'abord, il s'agit des formations partisans qui, moyennant une confrontation militaire et un régime de parti-Etat, ont put établir des réseaux de collaborateurs dans toutes les provinces, ce qui fait de ces organisations des partis trans-ethniques ; ensuite, la campagne électorale est un moment de dialogue et de représentation de l'offre politique à l'électorat. Dans le cas mozambicain, l'électorat se présente sous-divisé en des espaces différenciés, par leurs itinéraires historiques et leur culture politique. Tout en tenant compte des attentes de chaque espace, il nous semble intéressant de retenir les ressources mises en œuvre par ces deux partis, pour se faire la meilleure image politique.

6.2.2. Campagnes électorales du Frelimo : jeu de l'ordinaire, du visible, de l'invisible et séduction politique

Par force des vents de l'histoire et de la volonté de survivre comme structure oligarchique, le changement opéré par le Frelimo, parti marxiste-léniniste en Frelimo-PSD, entraîna également un changement des discours et du visage partisan. Dorénavant, on ne s'attachera plus à la pensée jacobine de l'Etat, cherchant à uniformiser la société pour l'accepter dans sa diversité (ethnique, communautaire, religieux, différenciation socio-économique).

La campagne électorale du Frelimo-PSD pour les élections de 1994⁹⁴⁸ 46 a pris les effets de seize ans de guerre destructrice comme une réalité méritant une réflexion collective. Elle s'est également appuyée sur la *territorialisation* du discours politique, tout

⁹⁴⁶ 44 Cf.Doc. Rapport final du secrétaire général concernant l'opération des Nations Unies au Mozambique, cité, Nations Unies, *Les Nations Unies et le Mozambique...*op. cité, pp. 305-306.

⁹⁴⁷ 45 Idem.

⁹⁴⁸ 46 Voir le Doc. audio-visuel, CHISSANO, J./FRELIMO, *Campagnes électorales, 1994*, Maputo, TVM, 1994

en accordant de l'importance aux savoirs locaux de chaque espace, comme ressource de communication. Ses normes étant aisément accessibles tant aux dirigeants qu'aux ordinaires de chaque espace, les savoirs locaux sont enracinés dans les symboles relatifs au pouvoir, à l'autorité, à la participation et à la représentation. Les gens y puisent des éléments d'auto-représentation et de conception de la vie politique ainsi que des arguments pour y participer en tant qu'acteurs sociaux. Le fait de valoriser ces connaissances dans le contexte de la tradition et de la modernité ne peut qu'aller de pair avec la réhabilitation des notables, (leaders religieux, chefs traditionnels), du fait de leur position de centralité dans les systèmes de rapports sociaux.

Par la notion d'ordinaire, on décrit cet ensemble de références et de pratiques qui ont du sens⁹⁴⁹ 47 aux yeux des acteurs, eux-mêmes engagés dans les relations sociales concrètes. Très fortement chargé d'affectivité, ces références se traduisent dans des codes de comportement comme l'idéal du rapport de l'intime/local à l'universel. L'ordinaire est ainsi considéré à la base, des désirs et des passions et des liens de l'individu à l'espace social respectif. Du point de vue de l'individu et du groupe d'appartenance, il s'avère être une ressource de perception et de rapport à leur environnement.

A titre du parti politique qui gouverne le pays depuis l'indépendance (1975-1994), outre la prise en compte de l'ordinaire, le Frelimo eut recours au visible, faisant référence à l'ensemble de ses réalisations pour le bien du « peuple ». L'invisible, quant à lui, également mobilisé comme ressource, prit corps sur deux dimensions, celle du sacré, et celle de la projection de l'avenir, à l'égard duquel le Frelimo s'est présenté comme l'entrepreneur du « futur meilleur » (le bien commun).

Moyennant ces éléments, il devient aisé de saisir l'intérêt de l'ensemble de ressources mises en œuvre dans la campagne électorale du Frelimo. A ce propos, le pays étant divisé en 11 circonscriptions électorales⁹⁵⁰ 48, J. CHISSANO (Président du Frelimo) débuta son combat à Nampula (1.365.796 recensés), le 22 septembre 1994. Accompagné par 5 musiciens de renom et d'une pléiade de journalistes, des parachutistes, sa femme, Marcelina CHISSANO, fait partie de l'équipe. A l'arrivée, ils sont reçus par A. GAMITO, le fils de l'espace et gouverneur de Nampula, S. NHATITIMA, ancien combattant et également le fils de l'espace aussi bien que par des enfants munis de fleurs et de photos du Président de la République. M. CHISSANO, l'épouse du Président, comme les femmes de cet espace ethnique, les e-makhuas, porte une tenue traditionnelle à l'effigie de son mari. Les hommes, eux aussi, portent des t-shirts à l'effigie du Président. Puis, J. CHISSANO exécute avec des femmes des danses traditionnelles e-makhua, réservées aux cérémonies⁹⁵¹ 49.

C'est dans cette circonstance de partage des valeurs et des symboles culturels d'un espace social qu'on entend madame CHISSANO s'adresser à la foule : « vous êtes tous très beaux ! Vive le Frelimo ! ». Le Président détailla en portugais, en même temps qu'un fils de l'espace s'occupe de la traduction en langue locale (e-makhua) son

⁹⁴⁹ 47 La notion de sens veut dire ici ou bien le sens visé subjectivement et réellement par un agent dans un cas historiquement donné...ou par des agents dans une masse donnée de cas, ou bien ce même sens visé subjectivement dans un pur type construit conceptuellement par l'agent, ou les agents conçus comme des types. Ce n'est donc pas un sens quelconque objectivement juste ni un sens vrai élaboré métaphysiquement., cf. WEBER, M., *Economie et société*...op. cit., p.4.

⁹⁵⁰ 48 Les onze circonscriptions électorales sont les suivantes, du nord au sud du pays : **Niassa** (282 513 recensés) ; **Cabo Delgado** (568 169 recensés) ; **Nampula** (1.365.796 recensés) ; **Zambézie** (1.270 098 recensés) ; **Tete** (397.260 recensés) ; **Manica** (322. 201 recensés) ; **Sofala** (530 066 recensés) ; **Inhambane** (471. 524 recensés) ; **Gaza** (398.381 recensés) ; **Maputo-province** (330.887 recensés) ; **Maputo-capital** (459.166 recensés). Cf. Commission Nationale d'Elections.

⁹⁵¹ 49 Voir à ce propos le Doc. audio-visuel, *CHISSANO/FRELIMO, Campagnes électorales, 1994*, Maputo, TVM, 1994

programme de gouvernement : Nous nous battons, comme toujours, pour le bien du peuple. Nous accorderons de l'attention spéciale à l'éducation, à la santé et à la protection de l'environnement, pour que tous bénéficient d'un futur meilleur. En outre, nous considérerons le maintien de la paix comme une priorité de notre gouvernement parce qu'elle est un facteur nécessaire pour la reconstruction, le développement économique et la consolidation de l'unité nationale.

Une fois sur l'Île du Mozambique, la première capitale politique et administrative du Mozambique, zone à dominance islamique, CHISSANO s'adapte au discours social local. En dépit d'appartenir à une famille catholique, du Sud du Mozambique, il s'est habillé en musulman (chapeau, tunique). Des femmes de l'Île dansent et chantent en l'honneur de J. CHISSANO. Cette imbrication du discours politique, religieux et social avait comme enjeu de faire passer un message de réconciliation, de paix et que lui-même, en tant que Président, s'affirmerait comme le Président de tous.

De l'Île du Mozambique J. CHISSANO part à Angoche, territoire qui fut, entre le XVIII^{ème} siècle et le XIX^{ème} siècle, sous la domination des familles de patriarches. En dépit de la domination portugaise, la religion islamique y est encore socialement écrasante. L'imbrication du religieux et de la politique s'avère ici un prérequis pour la communication avec des acteurs locaux. On assiste au même rituel. J. CHISSANO, catholique, diplomate, pacificateur, partisan de la modernité politique, a mis des habits islamiques et s'est fait accompagner par des musulmans-membres du Frelimo. Le Président du Frelimo et sa femme, en tête d'un cortège, comme les rois auparavant, défilent sous de pagnes tendus par la foule. Heureux de l'accueil de gens, il parle de la paix comme d'une valeur et d'une ressource pour la reconstruction et le développement national. Pareillement, il réagit au discours du leader de la RENAMO, considéré comme une atteinte à la pacification. J. CHISSANO insiste à Angoche pour que l'électorat fasse « un choix conscient »⁹⁵² 50, un choix entre « les prédateurs des biens du peuple »⁹⁵³ 51 et « les protecteurs/entrepreneurs du bien commun »⁹⁵⁴ 52.

La croisade de J. CHISSANO/Frelimo se poursuit dans la circonscription de Cabo Delgado (568 169 recensés), le 25 septembre 1994, jour de l'évocation du déclenchement de la lutte armée de libération en 1964, à Macomia, poste administratif de Chai. Le leader est d'abord accueilli par une foule, protégé par des hommes déguisés et masqués dans des habits traditionnels et armés, privilège qui était auparavant accordé aux souverains de l'espace. La fête/campagne électorale s'est à la fois revêtue d'une dimension à la fois sacrée et mobilisatrice, ce qui peut bien être expliqué, d'après A. Abélès, comme l'effet de la capacité du pouvoir de s'inscrire sur l'espace social :

Les meetings et les manifestations ont une similitude avec les rituels consensuels d'exiger de la part des protagonistes une présence physique. Ils sont, de même, localisés, se décomposent en une multiplicité de séquences, de paroles et de symboles non verbaux : gestuelle, manipulation d'objets à valeur symbolique, le tout dans une mise en scène qui intègre, selon un ordonnancement conventionnel, l'ensemble action/discours. Autre analogie : la dimension religieuse de ces cérémonies qui renvoient les unes et les autres à une transcendance (la nation, le peuple) : transcendance évoquée dans

⁹⁵² 50, ^{Idem.}

⁹⁵³ 51, ^{Idem}

⁹⁵⁴ 52, ^{Idem}

le discours du ou des officiant(s) ou par le jeu des symboles utilisés en ces occasions. On retiendra aussi la dimension proprement religieuse de la relation qui s'instaure entre l'officiant et les fidèles. Nous avons bien affaire ici à des rites dans toute l'acception du terme. Morcellement, répétition, d'un côté ; dramatisation de l'autre : tout court à produire le « piège à pensée ». De même, nous retrouvons à l'œuvre les quatre ingrédients : sacralité, territoire, primat des valeurs et symboles collectifs⁹⁵⁵ 53

Ce savoir-faire aidant, le leader du Frelimo fait un discours au monument aux héros de la lutte de libération où il dépose une gerbe de fleurs. On est là devant un rituel sacré et évocateur de tous ceux qui ont donné leur vie pour la réalisation d'un bien majeur, la conquête de l'indépendance nationale. Puis il parle de la paix, des élections et du programme du Frelimo en swahili, la langue qu'il a apprise au cours de la lutte anticoloniale et qui est parlée par la population ci-makonde⁹⁵⁶ 54. Le leader du Frelimo demande ainsi à la population de voter dans son programme du fait qu'il leur apporterait un « futur meilleur ».

A. CHIPANDE, ancien combattant, ministre de la défense, le fils de l'espace (maconde), ce qui a tiré le premier coup de feu de la lutte anticoloniale, fait parti de la délégation du chef du Frelimo. En qualité de tête de liste de la circonscription électorale de Cabo Delgado, le héros vivant fait un rappel historique de l'épopée de la guerre anticoloniale et des faits accomplis par le Frelimo lors de sa trajectoire biographique de politicien. A l'instar du geste de déposer une gerbe de fleurs au monument aux héros, cet acte s'est inscrit dans la visée de manipuler des objets à valeur symbolique, selon les logiques articulées action/discours :

Délégués par E. MONDLANE, le premier Président du Frelimo, nous (moi et douze guérilleros) sommes arrivés ici, à Chai, à 24.00 heures du 24 septembre 1964 afin de déclencher la lutte. Ça fait déjà 30 ans. Les conditions météorologiques n'étaient pas favorables pour nous et, de ce fait, nous avons dû camper dans la brousse. Néanmoins, comme commandant du groupe, j'ai pris la décision d'envoyer à l'administration un espion pour que nous ayons des détails concrets pour l'attaque. A 17.00 heures du 25 septembre nous avons pris des positions autour de l'Administration. Sous couvert de la nuit, j'ai tiré le premier tir et nous avons ainsi commencé la guerre qui nous a amenés à l'indépendance⁹⁵⁷ 55.

A ce récit historique, A. CHIPANDE ajoute que 30 ans après, le parti Frelimo lui avait confié la tâche de revenir au même endroit en tant que tête de liste de la circonscription de Cabo Delgado. Il s'agissait, pour lui, d'une nouvelle mission, celle de rallier au Frelimo tout le peuple de Cabo Delgado, en sa qualité de candidat du Frelimo aux élections législatives. Dans la perception d'A. CHIPANDE, cette tâche va sans aucun doute être couronnée parce qu'il sait que ses amis ont toujours mené à bien leurs responsabilités politiques :

C'est la troisième fois que le Parti m'envoie ici pour résoudre des problèmes. La première c'était en septembre 1964 pour commencer la guerre qui nous a amenés aux accords de paix de Lusaka, avec les Portugais ; la seconde, le Parti

⁹⁵⁵ 53 Cf. ABELES, Marc, « La mise en représentation du politique », in ABELES, Marc-JEUDY, Henry Pierre (sous la direction de), art. cit., p. 255.

⁹⁵⁶ 54 Outre l'ethnie maconde, dont le territoire a été coupé en deux à la suite des accords frontaliers entre le Portugal et l'Allemagne, la langue swahili est parlée sur la zone Nord-Cotière du Mozambique, en Tanzanie, au Malawi, en Ouganda, au Nord-Est du Zaïre.

⁹⁵⁷ 55 Cf. CHIPANDE, Joaquim, la tête de liste du Frelimo pour la circonscription électorale de Cabo Delgado, voir Doc. audio-visuel, CHISSANO/FRELIMO, Campagnes electorales, 1994, Maputo, TVM, 1994

m'a incombé la tâche de ministre résident à Cabo Delgado, au moment d'une grave crise économique. Toutefois, nous avons pu établir dans cette province des usines de marbre, graphite, textiles et d'autres. Aujourd'hui, je suis candidat au poste de député et je dois mobiliser le peuple pour que nous puissions construire le Mozambique en paix. Dans cette bataille, une fois de plus, nous allons gagner⁹⁵⁸ 56.

Sur le plateau de Mueda, toujours la région de l'ethnie maconde, le chef du Frelimo bénéficie d'une réception spectaculaire. Il s'agit de la terre natale de sa femme. Il y est donc «ami, fils, beau-fils, mari, beau-frère, gendre, cousin, oncle, grand-parent »⁹⁵⁹ 57 puis leader politique, pour la majorité des militants et d'adhérents au parti. Le rituel de réception est le même que celui qu'on accordait aux rois auparavant : J. CHISSANO est transporté dans une chaise par la foule tandis qu'il porte deux sagaies et une couronne⁹⁶⁰ 58. On a dans ce contexte créé une atmosphère où semblables et dissemblables, grâce aux manifestations culturelles locales, dansent et chantent. Le leader du Frelimo parle enfin du programme de gouvernement en swahili.

A Niassa, la circonscription électorale démographiquement la moins importante (282 513 recensés), J. CHISSANO réalise des comices populaires à Marrupa, à Cuamba et à Lichinga. C'est le domaine territorial où on remarque la co-existence des ethnies ajaua, é-makhua et Nianja. La pauvreté et la détresse sociale y sont les réalités sociales les plus touchantes. Il explique aux gens que la pauvreté de Niassa a été entraînée par la guerre menée par la RENAMO, pendant seize ans. Pour faire face à ces problèmes, il faudrait, dit le leader du Frelimo, voter le Parti qui protégeait la population et qui s'est battu pour l'indépendance. Il le fait également pour réagir aux discours de D. AROUCA, le Président du FUMO-PSD, qui se trouvait également à Niassa, en campagne électorale. D'après le chef du Frelimo, il faudrait qu'on fasse attention à D. AROUCA : c'est un vieux menteur ; il a un corps mozambicain mais un cœur portugais. De ce fait, D. AROUCA ressent de la nostalgie à l'égard du Portugal et du colonialisme qui a opprimé le peuple pendant 500 ans. Votez Frelimo, le Parti qui a apporté l'indépendance aux mozambicains⁹⁶¹ 59 .

De Niassa, J. CHISSANO part en Zambèzie, l'une des très importante circonscription électorale (1.270 098 recensés). Accueilli à Quelimane par une foule, une heure après son arrivée, la presse fait état d'une alerte à la bombe dans la résidence où est logé le leader du Frelimo⁹⁶² 60. Véhiculée par la presse dans le pays entier, la nouvelle n'a pas épargné des critiques à la RENAMO, du fait de sa nature belliciste. La campagne du Frelimo s'est dès lors centrée sur les districts de la circonscription zambézienne, elle aussi multiethnique : les chuabos, à Quelimane et dans les districts environnants ; les senas, au Sud et Sud-Ouest de la province, les elo-mwés, au Nord-Ouest, les é-makhuas, à Nord-Est. Si dans l'ensemble de ces sous-espaces le chef du Frelimo parle de la paix comme d'une valeur commune, nécessaire au développement, il a toutefois eu l'attention de territorialiser son discours.

Au district d'Ile, très ravagé par la guerre, le message à l'insignifiante population qui a adhéré aux comices est que la région était pauvre à cause « des destructions entreprises

⁹⁵⁸ 56 *Idem*

⁹⁵⁹ 57 Ces liens se rapportent aux proches de l'épouse du Président. *Idem*.

⁹⁶⁰ 58 *Idem*

⁹⁶¹ 59 Cf. CHISSANO, Joaquim, (leader du Frelimo), *Idem*.

⁹⁶² 60 *Idem*.

par la RENAMO »⁹⁶³ 61. De ce fait, « voter Frelimo signifie le futur meilleur pour tous »⁹⁶⁴ 62 ; de même à persuader l'électorat, J. CHISSANO visite le district de Mocuba deux fois. Au cours de sa visite, il prend l'apparence d'un combattant pour le bien du peuple : « Je ne me sentirai heureux que lorsque le peuple bénéficie du bien collectif. Ma joie sera toujours la joie du peuple mozambicain. Pour ce faire, votez Frelimo pour que nous puissions maintenir la paix et solidifions l'unité nationale »⁹⁶⁵ 63. Dans le district de Lugela, également en ruines à cause de la guerre, J. CHISSANO a recours au visible comme faisant partie du vécu et de l'expérience des gens, pour la séduction politique. Il leur rappelle qu'il y avait 102 Ecoles au total dans le district, dont 90 ont été détruites par la RENAMO. Etant donné ces évidences, faudrait-il savoir choisir entre « les destructeurs et les entrepreneurs du bien collectif ». A Morrumbala, district où le Frelimo n'a pas tellement d'adhérents, le leader du Frelimo laisse le même message.

La croisade de J. CHISSANO, 12 jours de campagne et 25 comices, s'achève à Quelimane, la capitale de la Zambèzie, avec une fête populaire : on a mis en place un show avec saut en parachute à l'effigie du leader du Parti ; d'en bas, la foule, après avoir écouté la liturgie politique sur la paix et le développement, réalisables par le vote au Frelimo, danse et chante au succès du leader.

La campagne électorale se poursuit, cette fois-ci dans le Centre du Mozambique. La première circonscription visitée, Sofala, (530 066 recensés), est le siège historique et la terre natale du leader de la RENAMO. Lorsque J. CHISSANO descend à Beira le 6 octobre 1994, il est accompagné par la main par la population. A bord d'une voiture, environné par la foule, le chef du Frelimo parcourt cinq quartiers pour se faire voir et annoncer son programme politique.

J. CHISSANO visite successivement Buzi, Nhamatanda, Marromeu, Dondo, qui sont quelques-uns des districts de Sofala. On remarque, une fois de plus, le recours à la manipulation d'objets à valeur symbolique dans chaque espace, vu que ces communautés se trouvent très fortement territorialisées. C'est par référence à leurs milieux, si l'on revient à la problématique de la mobilisation des ressources de M. Olson et de C. Tilly (v. supra), que les membres de ces communautés appréhendent des moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. D'ailleurs, l'appartenance locale est un élément fort de l'identité individuelle et collective. Chaque discours touchera donc les problèmes de l'espace (locaux).

Sous cet angle, à Buzi, district ravagé par la guerre, J. CHISSANO établit le rapport entre la pauvreté, le manque d'emplois et la destruction de la seule usine sucrière locale. Le comice n'a pas été très couru, alors que le but était de toucher la plus grande partie de gens. La population de Nhamatanda, district également de Sofala, s'est démobilisée à l'égard de la campagne du chef du Frelimo. L'interprétation sur cette démobilisation est qu'il s'agissait d'une zone sous l'influence de la RENAMO. Ce ne fut toutefois pas le cas à Marromeu, district où il y avait une plantation et une usine sucrière qui employait des milliers de personnes. D'après VIRIATO, S., le Président du Frelimo a d'abord parlé de la destruction de l'usine de Marromeu, qui a condamné des milliers de chefs de familles au chômage ; ensuite, il a rappelé que ce n'est pas le Frelimo qui a détruit des écoles, des hôpitaux, des

⁹⁶³ 61 Idem

⁹⁶⁴ 62 Idem

⁹⁶⁵ 63 Idem

magasins ruraux et que s'il y avait quelqu'un à qui on pouvait imputer la responsabilité de cette pénible situation, c'était bien la RENAMO⁹⁶⁶ 64.

Le leader du Frelimo présente alors la RENAMO comme un blocage au développement et le responsable de la pauvreté du peuple. L'argumentaire présenté à ce sujet peut se résumer dans les termes suivants :

Les plantations de canne-à-sucre employaient des milliers de travailleurs. Pendant le colonialisme, le sucre était vendu et le revenu bénéficiait le Portugal. Ce n'était donc pas un bien pour les mozambicains. Lorsque nous voulions utiliser les revenus du complexe agro-industriel de Marromeu pour le bien du peuple mozambicain, la RENAMO l'a détruit. Les usines de Luabo, Buzi, Mafambisse et de Chinavane, ont connu le même sort. La RENAMO, si elle était favorable à la démocratie, ne devait pas détruire ces infrastructures. C'est pour ces raisons que je vous prie de bien choisir vos amis politiques. Votez Frelimo parce qu'il s'agit d'un Parti qui sait gouverner. Les autres Partis ne sont que des apprentis de la gouvernance⁹⁶⁷ 65

Dans la circonscription de Manica (322. 201 recensés), J. CHISSANO est reçu à Chimoio (la Capitale) par Manuel TOMÉ, le fils et l'un des influents de l'espace. Pendant la cérémonie de réception, le chef participe à un rituel symbolisant la paix et la fraternité, qui consiste, après l'ouverture d'une bouteille de champagne, à lancer dans les airs 20 colombes. Cela fait, il rend visite aux districts de Guro, Barwé, Mossurize et Vanduzi, pour expliquer à l'électorat son programme de gouvernement. A Tete, circonscription comptant 397.260 recensés, J. CHISSANO visite les districts d'Estima, Domué, Ulongué, Doé, Zobwé, Mutarara ainsi que la ville de Tete. Par la première fois, il parle de la corruption comme d'un mal, entraîné par la rareté et par la guerre.

La croisade politique du leader J. CHISSANO dans le Centre du Mozambique, qui s'est résumée à 10 jours de campagne et à 21 comices, déboucha sur un comice à Beira. Outre le rappel que la paix était une ressource pour le bien de tous, le leader du Frelimo demande qu'on fasse l'enterrement de la hache de guerre et invite tous les participants au comice à se serrer les mains : « Je ne sais pas si vous êtes les ennemis des uns des autres ou si vous appartenez à de différentes ethnies mais je souhaiterais que vous tous, vous vous serriez les mains les uns aux autres. C'est dans la paix que nous allons construire le futur meilleur »⁹⁶⁸ 66.

La région du Sud du Mozambique est le dernier champ de bataille électorale. Dans la circonscription d'Inhambane, 471. 524 électeurs devaient voter. J. CHISSANO a d'abord rendu visite à Massinga, le cercle électoral le plus important de cette province. La réception s'est avérée prometteuse : des communautés, des Eglises protestantes, encadrées par leurs représentants, ont témoigné de leur sympathie à J. CHISSANO/Frelimo. Le chef parle une fois de plus de la RENAMO. Pour illustrer l'« irrationalité » de ce parti, il se réfère à la destruction des hôpitaux :

⁹⁶⁶ 64 Cf. VIRIATO, S., cité, PEREIRA, João, C.G., « As primeiras eleições multipartidárias e o comportamento eleitoral no distrito de Marromeu », *Arquivo. Boletim do Arquivo Historico de Moçambique*, n°21, Abril de 1997, pp. 5-52, p. 35 ; voir aussi Doc. audio-visuel, CHISSANO/FRELIMO, *Campagnes électorales*, 1994, Maputo, TVM, 1994

⁹⁶⁷ 65 Cf. CHISSANO, J., *Idem*.

⁹⁶⁸ 66 *Idem*.

Ici à Massinga, il y avait des hôpitaux qui ont été construits par le Gouvernement colonial. Mais nous avons également bâti des hôpitaux après l'indépendance pour le bien du peuple. La RENAMO a détruit tant les hôpitaux hérités du passé colonial que ceux construits pour nous mozambicains. On pourrait comprendre que la RENAMO puisse détruire ces derniers du fait que, d'après ce Parti, il s'agissait des hôpitaux du 'marxisme'. Mais comment peut-on comprendre que ceux de l'époque coloniale aient connu le même sort ? Soyez attentifs. Des leaders d'autres Partis vont venir ici pour vous dire : « vous voyez ! Si vous souffrez, c'est parce que le Frelimo vous a apporté la pauvreté et de la souffrance ou encore, le Frelimo n'a jamais eu la compétence de gouverner »⁹⁶⁹ 67.

Désireux d'attirer l'appui de l'électorat, J. CHISSANO visite la ville de Maxixe, où il avertit les gens du danger représenté par deux de ses ennemis. Il s'agit de J. MASSINGA, le fils de l'espace et le leader du PANADE, et de D. AROUCA, de même le fils de l'espace et chef du Parti FUMO-PSD. Pour J. CHISSANO, ces deux politiciens ne masquent pas leurs vraies intentions. Ils parlent toujours de l'Amérique et du Portugal, bien qu'ils sachent que le Mozambique ne fait parti de l'Amérique. A Homoine, un district au Nord d'Inhambane, le comice de J. CHISSANO n'a pas eu l'adhésion qu'on attendait. Les gens, parce que sympathisant avec la RENAMO, participaient le même jour à la cérémonie évocatrice d'A. MATSANGAÏSSA, leader de la RENAMO, tué au combat, à Gorongosa. Cela n'a néanmoins pas empêché la poursuite de la croisade à Cumbane, à Inharrime et à Zavala, dont le résultat s'est avéré encourageant pour le chef du Frelimo.

Déjà à Gaza, circonscription avec 398.381 recensés, sa province natale, J. CHISSANO annonce qu'on a lui a téléphoné de Maputo pour lui suggérer de ne pas trop s'efforcer parce qu'on a déjà gagné. Cet optimisme de J. CHISSANO est à mettre en relation avec le fragment d'un discours d'A. DHLAKAMA, le leader de la RENAMO, selon lequel il allait renvoyer les changanes dans leur pays d'origine (Afrique du sud) s'il gagnait les élections. Outre des attaches d'ordre culturel, linguistique, cette annonce a rapproché l'électorat de Gaza, Maputo-province (330.887 recensés) et de la ville de Maputo (459.166 recensés) de J. CHISSANO/Frelimo. Le fait que la croisade électorale se soit achevée par un comice à Machava, auquel 60.000 personnes ont participé, en est l'illustration.

6.2.3. Campagnes électorales de la RENAMO : discours d'autodéfense avec recours à l'ordinaire

La RENAMO, elle aussi, participa aux campagnes électorales pour sa qualification à la représentativité politique, sur le plan de la société globale. Comme pour le Frelimo, cet acte fut un moment de mobilisation politique. Sous cette optique, mue par l'intérêt d'entraîner la coopération des agents qui s'en emparent et lui donnent du sens, la RENAMO s'engagea dans un travail de construction symbolique. Celle-ci ne pouvait que faire recours à la diffusion étendue des croyances, sur l'organisation politique de la société et des affrontements sociaux sur les finalités de la lutte politique.

Compte tenu de son statut d'organisation partisane - trajectoire biographique, ressources matérielles et symboliques disponibles -, un certain nombre de ressources ont été valorisées par la RENAMO : un discours défensif, cherchant à associer la période de la guerre civile à la lutte pour la démocratie ; l'ethnicité, entendue non pas au sens

⁹⁶⁹ 67 *Idem*

primordialiste mais comme processus de mobilisation sociale^{970 68}, donc considérée comme un processus de mobilisation groupale et comme un principe mobilisateur pour l'action collective^{971 69}. La RENAMO a aussi identifié dans l'ordinaire, en tant que discours structuré sur la base des références et des pratiques qui font du sens, des atouts de mobilisation politique dans le contexte entre la tradition et la modernité. La promesse de réhabilitation des leaders religieux et des chefs traditionnels apparaît dans la logique de l'articulation entre discours/action, tout en tenant compte de la centralité des notables dans les systèmes de rapports sociaux ; l'ostentation de sa « puissance » de bloquer le processus de paix au moment où la collectivité en était désireuse, si la communauté internationale ne tenait pas la promesse de lui faire l'allocation de ressources promises à Rome, dans le cadre de l'AGP.

Pour débiter sa campagne électorale, la RENAMO présenta le 22 septembre l'exigence que lui soient payés 5 MUSD, promis par la communauté internationale, condition de sa participation aux élections^{972 70}. Cette somme versée, A. DHLAKAMA réalise son premier comice à Quelimane. Son discours, très triomphaliste, témoigne de l'engagement d'une société entre la tradition et la modernité dans l'apprentissage démocratique : « Ça y est, j'ai déjà gagné. C'est la fin du marxisme, c'est la fin des villages communaux »^{973 71}.

Dans la stratégie mobilisatrice de la RENAMO, l'« offre » politique ne se traduit pas par un programme structuré de gouvernance, destiné à modifier les perceptions des différents groupes sociaux et de leur position, dans la société. L'« offre » politique se réduit à la référence à des expériences socialement considérées comme « négatives » dans chaque espace, ce qui lui donne un visage de « libérateur ». Après une interruption de sa croisade électorale pendant cinq jours, A. DHLAKAMA se fait transporter en hélicoptère et organise ses discours dans des aérodromes. A Mocuba, la deuxième ville de la Zambèzie, très ravagée par la guerre, le leader de la RENAMO se heurte à une image apparemment sans signification : d'une part, les participants au comice portent des T-shirts à l'effigie de J. CHISSANO, leader du Frelimo ; d'autre part, ils empoignent le drapeau de la RENAMO. Sans savoir de quel côté ces gens-là militaient, A. DHLAKAMA et la RENAMO se sont présentés comme une alternative de gouvernance au Mozambique, ses actions étant orientées dans le sens de : (i) réhabiliter les chefs traditionnels ; (ii) valoriser la culture traditionnelle ; (iii) changer les noms de chaque ville, parce que ceux du Frelimo concernent des personnalités communistes ; (iv) instaurer un régime politique engagé dans le respect des principes démocratiques, de la justice et de la liberté^{974 72}.

Etant au courant de l'alerte à la bombe contre le leader du Frelimo, à Quelimane, A. DHLAKAMA s'empresse de réagir : « on m'a fait savoir qu'on a trouvé une bombe à la résidence du Président CHISSANO. En ma qualité de politicien mozambicain, je regrette que cela soit survenu. D'ailleurs, cela représente un attentat contre la démocratie.

^{970 68} Voir à ce propos La deuxième partie, Chap. III, note n°78.

^{971 69} « A ce niveau, l'ethnicité concerne les contraintes structurelles de nature sociale, économique et politique qui façonnent les identités ethniques et qui assignent aux individus une position sociale déterminée, en fonction de leur appartenance à une catégorie ethnique ». Idem.

^{972 70} Cf. DHLAKAMA, A./RENAMO, *Campagnes électorales*, 1994, Maputo, TVM, 1994.

^{973 71} Idem

^{974 72} Idem

CHISSANO est le seul élément du Frelimo avec qui je dialogue sur la démocratie. On ne peut avancer dans le sens de la démocratisation avec des assassinats »⁹⁷⁵73.

Dans la circonscription électorale de Nampula, les honneurs que la foule et les notables lui ont faits ont d'autant plus enthousiasmé le chef de la RENAMO qu'il affirme « si je ne gagne pas ces élections ce sera à cause de la fraude du Frelimo »⁹⁷⁶74. L'optimisme n'était pas sans raisons. A son arrivée, A. DHLAKAMA a été reçu par une foule et il a été porté par des notables au tapis qui l'amenait à la tribune. Avant son discours dans le stade « 25 septembre » de Nampula, devant une foule de 7000 personnes, des notables (musulmans) et des cheiks ont fait une prière à Allah. L'intervention du leader de la RENAMO a cherché des supports dans l'ethnicité, s'étant aperçu que les e-makhua, qui constituent à peu près 40% de la population mozambicaine, n'ont jamais eu une participation importante au Gouvernement. La promesse du leader de la RENAMO n'était donc pas dépourvu de rationalité : « si je gagne les élections, l'une des mes priorités sera de promouvoir des personnalités macuas aux postes importants du gouvernement »⁹⁷⁷75. Dans cette circonstance, le chef de la RENAMO réagit aux assertions véhiculées, selon lesquelles si A. DHLAKAMA gagnait les élections, il allait « renvoyer l'ethnie maconde en Angola, leur pays d'origine » : « C'est de la propagande pure de J. CHISSANO et du Frelimo. C'est un mensonge du Frelimo. Je n'ai jamais défendu que, dans l'hypothèse de gagner ces élections, nous allons expulser du Mozambique ni les macondes ni les changanes en Afrique du sud. Je suis nationaliste »⁹⁷⁸76.

A son départ à Nametil, A. DHLAKAMA s'attendait à une réception chaleureuse. Toutefois, son hélicoptère a été atteint par des pierres jetées par les sympathisants du Frelimo. Le chef de la RENAMO réagit, faisant savoir qu'il avait « le pouvoir de paralyser le pays en 24 heures »⁹⁷⁹77. Malgré cette adversité, la croisade politique continue sur la zone Nord-Est et elle s'affirme à Muedumbe, partie du territoire des macondes. En dépit d'être la terre de Vicente ULULU, secrétaire-général de la RENAMO, la réception accordée à la délégation fut décevante. A Palma et à Mocimboa da Praia, l'organisation d'A. DHLAKAMA fit du conflit entre la population côtière et les macondes son cheval de mobilisation. Ces derniers étant considérés comme les « propriétaires du Frelimo »⁹⁸⁰78, le territoire des Mwanes se voit marginalisé en matière de politiques de développement par rapport au plateau de Mueda. A Pemba, le chef de la RENAMO revient sur le discours de l'ethnicité : « Le Président J. CHISSANO dit que A. DHLAKAMA va déporter les changanes en Afrique du sud. C'est faux. Je suis nationaliste. J'étais dans la brousse pour me battre pour la libération de toutes ethnies : changanes, ma-tswas, rongas, chopos, chuabos, ndaus, macondes, é-lomwés, et d'autres. Je suis un démocrate. Je souhaiterais gagner les élections moyennant le vote de tous »⁹⁸¹79. A propos de l'ethnie maconde, il rajoute : « l'appui populaire que cette ethnie accordait au Frelimo s'est déjà estompé »⁹⁸²80.

⁹⁷⁵ 73 Idem

⁹⁷⁶ 74 Idem.

⁹⁷⁷ 75 Idem.

⁹⁷⁸ 76 Idem.

⁹⁷⁹ 77 Idem.

⁹⁸⁰ 78 Idem.

⁹⁸¹ 79 Idem. DHLAKAMA demande ainsi le vote de toutes les ethnies pour accéder au pouvoir, c'est-à-dire au sommet de

l'Etat républicain.

En plus de la mémoire sociale des effets de la guerre, atout de la construction par la presse officielle d'une image selon laquelle la RENAMO n'était qu'une bande « des bandits armés », le discours ethnociste serait à l'origine de l'échec de sa campagne au Sud du Mozambique. A Tete, A. DHLAKAMA a eu du soutien des A-nhungués et des A-senas (à Mutarara). La cérémonie de clôture de la croisade est réalisée à Beira, l'une des « forteresses » de la RENAMO.

6.3. Démocratie, pouvoir et réseaux relationnels : réussir à se faire élire

Si l'on fait appel au mode libéral d'interprétation des faits sociaux, l'expérience électorale survenue en 1994 au Mozambique s'avère être un repère du passage de l'Etat partisan à l'Etat des partis. Dans le régime de l'Etat partisan, la finalité du pouvoir étatique est, une fois pour toutes, inscrite dans une doctrine ou une philosophie politico-sociale dont les termes ne sauraient être remis en cause. Cette interprétation rigide et inaltérable de l'ordre désirable est exprimée par un parti unique, celui dont les dirigeants contrôlent les mécanismes étatiques ; dans l'Etat des partis, en revanche, la politique divise les hommes ; les forces qui s'affrontent sur la scène politique cherchent à investir l'Etat pour qu'il marque de son sceau leurs objectifs et leurs exigences. Dans cette perspective, l'Etat apparaît comme l'enjeu de la lutte politique et, à la limite, comme une sorte d'alibi dont se couvriront les forces qui ont triomphé, en imposant comme volonté de l'Etat les exigences inscrites dans leur doctrine ou leur programme.

Dans l'Etat des partis, comme le note Georges Burdeau, la lutte pour le pouvoir ne devient autre chose que le combat où le vainqueur s'attribue la compétence pour faire la Loi⁹⁸³81. Pour ce qui est du Mozambique, cette corrélation de forces se serait traduite par le fait que, dans un total de 14 partis participant aux élections législatives⁹⁸⁴82, seuls le Frelimo, la RENAMO et l'Union Démocratique se sont qualifiés, à des statuts différenciés, à la représentativité politique :

Répartition des sièges à la nouvelle Assemblée nationale⁹⁸⁵83

⁹⁸² 80, *Idem.*

⁹⁸³ 81 BURDEAU, Georges, « ETAT », in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1989, pp. 844-847.

⁹⁸⁴ 82 Voir Chap. 6., la note n° 141. D'après la loi législative mozambicaine, les partis n'ayant pas atteint le seuil de 5% des suffrages n'ont pas l'accès à l'Assemblée nationale. Voir AWEPA, *Mozambique. Constituição, Lei Eleitoral e Legislação Complementar*, Vol.4, Lisboa, ed. 70, 1994, 246p

⁹⁸⁵ 83 Cf. *Comissão nacional de Eleições/1994*.

				0
Gaza	16	15	0	1
Inhambane	18	13	3	2
Sofala	21	3	18	0
Manica	13	4	9	0
Tete	15	5	9	1
Zambézie	49	18	29	2
Nampula	54	20	32	2
Niassa	11	7	4	0
Cabo Delgado	22	15	6	1
Total	250	129	112	9

Le pouvoir n'est pas une borne au milieu de la société pour en immobiliser le cours. Il procède d'elle en même temps qu'il agit sur elle. Dans l'optique de notre problématique, limiter l'explication de l'accès au pouvoir au « pluralisme des interprétations de l'ordre désirable »⁹⁸⁶ 84 que « stimule l'affrontement des pouvoirs de fait »⁹⁸⁷ 85 ne met pas au clair un certain nombre de questions, touchant les espaces entre la tradition et la modernité. L'hypothèse avancée par L. de Brito, sur le phénomène de « vote ethnique »⁹⁸⁸ 86 n'est pas, semble-t-il, suffisamment éclairante. Parler de l'ethnisation du vote lorsque les Partis et les discours politiques en compétition électorale s'avèrent transethniques, renvoie un cadre d'interprétation insatisfaisant, à deux égards : d'abord, les acteurs se sont aperçus de l'intérêt de l'Etat multiethnique comme ressource du pouvoir ; ensuite, l'ethnisation du vote supposerait le recours à l'appartenance ethnique comme ressource pour recréer l'image de l'ethnie et pour la mobilisation ethnique à des fins politiques. Le suffrage étant ici à la fois un rapport à une multiplicité d'allégeances, comment les candidats à la représentativité parviennent-ils à se faire élire ? Dans un contexte où l'espace est structuré, les individus s'y trouvant sous l'influence d'une chaîne de relations sous le plan vertical et horizontal, ce partage inégalitaire du vote ne traduit-il des liens et des compromis entre les influents de l'espace et les partis politiques ?

L'hypothèse qu'on souhaiterait développer associe, en accord avec M. Abélès et J. Lacam, l'aboutissement de l'effort des individus à se faire élire à l'espace de la représentativité à des facteurs de deux ordres : la mise en place de ressources personnelles pour la construction du réseau personnel et la dimension stratégique du travail relationnel⁹⁸⁹ 87. Engagé dans le but de mobilisation des ressources pour la réussite politique des individus et/ou d'un groupe, ce travail relationnel relie le chef/noyau central de la formation partisane, cherchant à accomplir les rationalités du pouvoir ; les intermédiaires, désireux d'accéder à des ressources matérielles et symboliques définissant leurs statuts sociaux ; les influents des espaces communautaires, souhaitant garder la position de centralité dans les espaces respectifs. L'infrastructure à la base du reliaement de ces sous-ensembles concerne donc les ressources constitutives du pouvoir, celles qui définissent le

⁹⁸⁶ 84 BURDEAU, Georges, art. Cit., p. 846

⁹⁸⁷ 85 Idem.

⁹⁸⁸ 86 BRITO, L., « O comportamento eleitoral nas primeiras eleições multipartidárias em Moçambique », in BRAZAO MAZULA (Direcção), *Moçambique, Eleições, Democracia e Desenvolvimento*, ... art. cit., p. 494.

⁹⁸⁹ 87 Je m'inspire ici de l'ouvrage d'ABELES, M., *Jours tranquilles en 89. Ethnologie d'un département français*....op. cité ; LACAM, Jean, « Le politicien investisseur : um modèle de l'interprétation de la gestion des ressources politiques », ...art. cit.

statut social des intermédiaires ou encore la capacité distributive du pouvoir dans le cadre de rapports clientélistes. Les individus appartenant à des espaces communautaires et/ou ethniques, étant situés dans un contexte historique, deviennent mobilisables par l'influence des influents de l'espace. Consentement qui n'est pas dépourvu de rationalité, du point de vue de la trajectoire et des expériences individuelles et collectives, la mobilisation des individus tient donc à une nouvelle représentation de leur situation, à une nouvelle grille d'interprétation de leur position sociale, de leurs intérêts.

Sous cet angle, dans le contexte entre la tradition et la modernité, la capacité à se faire élire est une entreprise qui vient en amont des réseaux relationnels, ces derniers se nourrissant des échanges matériels et symboliques. C'est bien cette dimension transactionnelle du vote et ses enjeux qui rendent inéluctable la connexion et l'interaction de plusieurs groupes⁹⁹⁰ 88. Investissant le politique de manière inégale ou en fonction des ressources à leur portée, ces groupes sont à propos du vote engagés dans l'action. A lumière de l'apport de R. Boudon⁹⁹¹ 89, l'action est un ensemble d'actes ressentis dans la durée, mais aussi liés entre eux par leur objectif commun. Simultanément, l'action s'organise, soutient Boudon, de l'intérieur selon un principe de division du travail en une multiplicité d'actes particuliers, répartis dans l'espace et dans le temps, mais complémentaires entre eux. Ces tâches, continue Boudon, peuvent s'organiser entre elles, d'autant plus rationnellement que l'action est mieux définie que son objectif est plus précis. Divisions du travail et rationalité n'existent d'ailleurs qu'à l'intérieur de l'action.

A ce stade de notre exposé, on analyse ce cadre complexe de rapports sociaux au principe du fait de se « se faire élire », tout en se référant à trois circonscriptions électorales, celle de Gaza, au Sud, Sofala et Tete, au Nord du Mozambique. Considérées comme des espaces échantillon de cette étude, elles présentent des particularités suivantes : d'abord, toutes les trois régions sont multiethniques ; ensuite, le Frelimo et la RENAMO, qui sont des partis transethniques, y bénéficient, à des degrés variés, de soutiens ; enfin, dans les élections législatives et présidentielles de 1994, les deux partis se sont disputés pour la qualification à la représentativité politique. Voici les résultats du combat politique :

Tableau XIX : Députés élus à l'Assemblée nationale en 1994 dans les circonscriptions de Gaza, Sofala et Tete, (Parti Frelimo-PSD)⁹⁹² 90

⁹⁹⁰ 88 Un groupe implique des processus entre deux ou plusieurs personnes. Il est extensible à la fois dans l'espace, pouvant être plus ou moins peuplé, et dans le temps puisqu'il peut durer plus ou moins longtemps. Il se reconnaît cependant toujours à deux critères complémentaires, l'un interne ou de centration (thématique) et l'autre externe ou de délimitation (pratique). Ces deux critères s'expriment structurellement par des signes, surtout de nature conversationnelle au centre, surtout de nature comportementale en périphérie. Un groupe est donc un ensemble social de nature symbolique. Il fonctionne essentiellement en termes de personnes : il est à la personne comme l'intersubjectif est au sujet. Le caractère subjectif des groupes explique d'ailleurs leurs limites (externes) et leurs structuration (internes), toujours relativement floues et indéfinies. Leur unité tient à l'intensité des processus symboliques de participation, au degré de communautarisation des mêmes valeurs et des mêmes normes. Ce sont les processus communicationnels également qui assurent aux groupes les ajustements aux dynamiques événementiels, voir DELOBELLE, A., « Le don et l'achat : les deux formes de l'échange économique », *Recherches sociologiques*, 1995, n°3, pp. 33-60, pp. 49-50.

⁹⁹¹ 89 BOUDON, Raymond, « Action », in BOUDON, R. – BOURRICAUD, F., *Dictionnaire critique de la sociologie*, ...op. cit., p. 183-189.

⁹⁹² 90 BALOI, Obede – HECKEN, Guido (editores), *Quem é quem na Assembleia da República*, Maputo, AWEPA, 1996, 250p

Circonscription Electorale	Parti politique	N° de Sièges En dispute	N° de Députés élus	Nom, Profession et Lien à l'espace
Gaza	Frelimo	16	15	BANZE, J., né à Chidenguele, Enseignant, Manjacaze (Gaza) ; - BENDZANE, Manuel, Fonctionnaire- né à Cubo, Chicualacuala ; - LUMBELA, Rosália, Journaliste, - née à Chókwe, (Gaza) ; -MABOTE, S., -Né à Chicumbane, Politicien, - Xai-Xai (Gaza) -MACAMO, Pedro., Fonctionnaire-Né à Denguene, Xai-Xai, Gaza -MACHAVA, Eliseu, -Né à Canhavano, Chibuto (Gaza)
				-MAMUDO, Sarifa, Fonctionnaire,- Née à Xai-Xai, (Gaza) -MORRINE, Aurora, Fonctionnaire,-Née à Chonguene, Xai-Xai (Gaza) - MOIANE, Salomé, Dessinatrice - Née à Xai-Xai (Gaza) -MUCAVEL, Maria, couturière, Née à Maputo - MUTEMBA, Octavio, Economiste, Né à Xai-Xai (Gaza) -MUXANGA, Jacinto, Fonctionnaire,-Né à Chibuto, (Gaza) -NHACA FACHE, Sabina, marabout -Née à Maputo, Résidente à Xai-Xai. -SAIA, Joao, Télégraphiste, -Né à maputo -VALOI, Isabel, couturière,-Née à Xai-Xai (Gaza)
Sofala	Frelimo	21	3	-GUEZIMANE, Deolinda, Technicienne de Farmace, Née à Buzi, (Sofala) -MENESES, Isau, Sociologue, Né à Chimoio (Manica) - GUENHA, Alcido, Enseignant –Né à Macie, (Gaza).
Tete	Frelimo	15	5	-PANTIE, Sérgio, Journaliste, -Né à Tete -MATSINHA, Mariano, Politicien, -Né à Casula, Macanga (Tete) -TEMBO, Teresa – Née à Maroeira, Maravia -DA COSTA, Filipa, Enseignante, -Née à Mocimboa da Praia, Cabo Delgado -VIEIRA, Sérgio, Enseignant et Chercheur, -Né à Tete

Deux aspects ressortent de ce tableau : la dimension compétitive de la démocratie et la nature symbolique de la représentativité. Les Partis se battent pour emporter la totalité ou la plus grande partie de votes parce qu'elle est une ressource de pouvoir. Elle est

un atout pour qu'un groupement politique prenne l'avantage sur le plan décisionnel dans l'Assemblée (250 sièges au total). Cela rapporte d'ailleurs au Parti gagnant des moyens de la domination du système politique et l'accroissement du pouvoir. Si dans certaines circonscriptions électorales, un parti politique remporte la majorité des sièges en dispute, dans d'autres, en dépit de sa dimension transethnique, le même Parti politique se heurte à l'insuccès.

C'est dans ce contexte de la compétition politique que les affiliés aux partis politiques, croyant pouvoir se qualifier à la représentativité politique, se font élire. Bien que leur réussite politique survienne dans un contexte démocratique, elle relève en fait d'un cadre complexe de rapports sociaux.

L'examen des ressources permettant l'éligibilité des députés affiliés au Parti Frelimo-PSD, dans la circonscription de Gaza (voir le Tableau supra), offre des exemples illustratifs. On constate que ce cercle est constitué par des semblables et des dissemblables, cette classification étant due à des ressources personnelles et symboliques de chacun des candidats éligibles. Pour qu'on se rende compte de cette réalité, il suffit qu'on retienne quelques exemples. MABOTE, S., né à Chicumbane, (Xai-Xai, Gaza)⁹⁹³91, politicien, se présente dans une position plus avantagée par rapport à celle de MUTEMBA, O., économiste, né à Xai-Xai (Gaza)⁹⁹⁴92 ; ceux-ci sont à leur tour favorisés du point de vue de ressources politiques par rapport à MUXANGA, J., fonctionnaire, né à Chibuto, (Gaza)⁹⁹⁵93 et à NHACA FACHE, Sabina, marabout, née à Maputo mais résidente à Xai-Xai⁹⁹⁶94.

MABOTE, S.⁹⁹⁷ 95 a un itinéraire biographique favorable à la réussite politique. Contestataire du système colonial, Il est parti en exil après avoir terminé le service militaire portugais, au début des années 60. Membre du FRELIMO depuis 1963, il s'est fait remarquer comme guérillero par les avancées de la guerre dans la province de Niassa. Aux prises avec le commandement de la guerre dans cette province, il y fut le Commissaire politique et le chef des opérations militaires entre 1965 et 1967. A la suite du II^{ème} Congrès du Frelimo (1968), MABOTE, S. a été nommé membre du Comité Central et chef national des opérations (1968-1974). Outre des postes au Gouvernement et des responsabilités dans l'organisation du système de défense national, MABOTE, S. a été élu au III^{ème} congrès membre du bureau politique du parti. A ce titre, il est l'un des membres du noyau central du Frelimo et peut entrer en contact avec le chef du Parti. Il a d'ailleurs prit en charge la responsabilité de la campagne électorale du Frelimo, dans la circonscription de Gaza.

MUTEMBA, O., appartient au cercle de la famille de Josina MUTHEMBA, héroïne nationale, qui fut l'épouse du Président S. MACHEL. Le patrimoine symbolique et politique de la famille serait, dans ce cas, l'un des atouts de la qualification à la représentativité. En outre, faut-il tenir compte de la possession des diplômes universitaires et du témoignage de la fidélité au parti depuis son engagement. Cela lui a permis la confiance (du chef) pour exercer plusieurs postes, parmi lesquels ceux de Directeur National de l'Industrie et l'Energie puis de Ministre de ce domaine⁹⁹⁸ 96. MUXANGA, J., jeune (né en 1962),

⁹⁹³ 91 Voir le Tableau XIX

⁹⁹⁴ 92 Idem.

⁹⁹⁵ 93 Idem.

⁹⁹⁶ 94 Idem.

⁹⁹⁷ 95 Voir Chap. III, Frelimo : Du mouvement de libération au parti marxiste-léniniste, note 210.

⁹⁹⁸ 96 Voir BALOI, Obede – HECKEN, Guido (editores), *Quem é quem na Assembleia da República*, ...op. cit., p. 132.

catholique, il est le chef du noyau de l'Organisation de la jeunesse de Gaza. En plus de la fidélité « militante » au Parti, la qualification à la représentativité tient à sa capacité mobilisatrice à la base^{999 97}. NHACA FACHE, Sabina, *marabout*, née à Maputo mais résidente à Xai-Xai, symbolise la capacité d'adaptation du Frelimo à son environnement social, au moment du changement de Frelimo, marxiste-léniniste en Frelimo-PSD. Dans le but d'accomplir la stratégie de *parti-attrape-tout*, le pouvoir d'influence à la base de NHACA FACHE, Sabina, est un atout de mobilisation d'adhérents. La parole des marabouts, du fait des croyances sociales et des services qu'ils rendent à la communauté, a valeur de Loi dans l'espace social respectif^{1000 98}. D'ailleurs, elle est la Présidente de l'Association de « Médecins » Traditionnels (Marabouts) et membre de l'Organisation de la Femme Mozambicain^{1001 99}, à Xai-Xai. A ce titre, NHACA FACHE, Sabina est, une ressource stratégique pour la construction des réseaux relationnels et politiques.

La représentation politique comporte une dimension de symbolisation et de construction du leadership. Derrière la qualification du représentant à parler et à agir au nom d'autres individus, la construction du leadership ne peut se faire que par référence à des espaces sociaux situés. Cela suppose, dans les Etats multicommunautaires et multiethniques, un rapport à des lieux, en tant qu'éléments de l'environnement du politique. Le fait que la plus grande partie des candidats à la représentativité politique sont nés dans des lieux de la circonscription de Gaza, l'espace des ethnies *changane* et *chope*^{1002 00} n'est pas dépourvu d'intérêt : il rend la mobilisation politique un rapport à des lieux, appréhendés comme espaces culturels, espaces de travail, espaces d'habitation et espaces de consommation ou d'échange.

Cette réalité n'étant point associée à un projet de nationalisme juridique ou de Fédéralisme, elle nous renvoie au phénomène qui s'inscrit dans la déconcentration politique. Elle cherche à opérer un collectif à partir du multiple, ce qui exige du/des représentant(s) (action symbolique) un lien avec la pluralité des structures –économiques, sociales, religieuses, etc., - composant la société globale. La déconcentration politique apporte au politique, au moyen des individus influents sur l'espace, des ressources lui permettant une capacité de communication politique. Mis en place en faveur de la stratégie mobilisatrice et de l'assemblage des espaces – le vote devint, dans le contexte démocratique, un dispensateur du pouvoir – la déconcentration politique ne peut se faire qu'au moyen des influents locaux. Ancrés dans des espaces respectifs, les originaires, à travers les discours (sociaux) locaux (langue, religion, mémoire social, conflits, médiation) se font écouter et sont écoutés. La signification des liens qui y sont entretenus prend sa source dans *le vécu* des gens, qui construisent leurs liens affectifs et leurs préférences politiques.

Sous ce rapport, la campagne électorale dans la circonscription de Tete^{1003 01} (à Nord-Ouest du Mozambique), territoire où co-existent les ethnies *nhungoè*, *sena* et *cheua*, a été

^{999 97} Ibidem., p. 35.

^{1000 98} Voir à ce propos, dans une perspective comparative, le cas de MBACKE, E.H. Falilou, (Chef de la puissante confrérie mouride) au Sénégal, qui a fait l'objet d'étude de COULON, C., *Le Marabout et le Prince. Islam et pouvoir au Sénégal...*op. cit., pp. 221-223. Nous nous sommes référés à ce phénomène au Chap. IV., 4.2.2. Pouvoir « populaire » et stratégie légitimatrice : camarades, clients et appareil politique.

^{1001 99} Voir BALOI, Obede – HECKEN, Guido (editores), *Quem é quem na Assembleia da República*, ...op. cit., p. 169

^{1002 00} Voir le Tableau XIX.

^{1003 01} Voir le Tableau XIX.

également faite par des originaires de ces espaces. Ils se présentent comme un réseau dont les membres sont liés par des relations, de projet et de continuité. En outre, l'agrégation de la diversité de ses membres n'empêche pas qu'ils soient connectés et qu'il y ait un pôle relayeur. À MATSINHE, M., en raison de ses ressources personnelles et symboliques¹⁰⁰⁴, est revenue la tâche de relayeur des relayeurs et de coordination avec le noyau central du Parti. Parmi les quinze sièges qui étaient en dispute, du fait de la compétition politique, la Frelimo n'a pu que faire élire 5 députés.

La RENAMO, elle aussi, n'a point méprisé la déconcentration politique. Cherchant à établir des compromis entre ceux qui détiennent du pouvoir d'influence dans des espaces où ce parti bénéficie de soutiens, le noyau central a toujours essayé de rallier à la RENAMO les chefs des chefferies, les représentants communautaires, les chefs de familles les plus influents dans l'espace ethnique. L'intérêt de la mise en valeur de ces ressources reste le même : les entrepreneurs du Parti ont ainsi intérêt au capital relationnel, à la capacité de communication politique et de mobilisation des notables dans des espaces respectifs ; du fait de leur autonomie et leur centralité dans les relations sociales, le ralliement des influents est un atout de mobilisation et elle ne peut devenir réalité qu'à travers des originaires des espaces sociaux respectifs. Les candidats à la qualification pour la représentativité dans les circonscriptions électorales de Sofala et Tete, comme le montre le Tableau-ci-dessous, ont des liens, originels, culturels et professionnels, avec ces espaces :

Tableau XX :Députés élus à l'Assemblée Nationale en 1994 dans les circonscriptions de Gaza, Sofala et Tele (RENAMO)¹⁰⁰⁵03.

¹⁰⁰⁴ 02 Voir Voir le Chap. III, 3.3., « Frelimo, parti marxiste-léniniste : réseau et appareil politique », note n°208. En outre, il fut ministre du Travail pendant le gouvernement de transition (1974-1975), ministre de l'intérieur (1977-1980), ministre résidant à Sofala (1982-1983), ministre de sûreté (1983-1984), ministre-dirigeant de la province de Niassa (1984-1985), ministre de sureté (1986) . Voir Voir BALOI, Obede – HECKEN, Guido (editores), *Quem é quem na Assembleia da República*, ...op. cit., p. 123.

¹⁰⁰⁵ 03 Recueil fait sur la base de l'ouvrage édité par BALOI, Obede –HECKEN, Guido (editores), *Ibidem*.

Circonscription Electrale				
				-BERO, Francisco, eletrotechnicien, -Né à Beira (Sofala) ; -CHAVEIRO, Augusto,

			0	Téchnicien-vétérinaire, -Né à Tica, Dondo (Sofala) ; -DOMINGO, Raul, Dessinateur ; Né à Mutarara (Tete) ; -FRANCISCO, Chico, Hidrogeologue, -Né à Marromeu (Sofala) ; -GUMBAZA, Augusto, Chef traditionnel-commerçant, -Né à Maropanha, Machanga (Sofala) ; -INACIO, Luis, Commerçant, -Né à Buzi (Sofala) ; -BERO, Francisco, eletrotecnicien, -Né à Beira (Sofala) ; -CHAVEIRO, Augusto, Técnico-veterinario, -Né à Tica, Dondo (Sofala) -DOMINGO, Raul, Dessinateur ; Né à Mutarara (Tete) ; -FRANCISCO, Chico, Hidrogeologue, -Né à Marromeu (Sofala) ; -GUMBAZA, Augusto, Chef tradicional-comercante, -Né à Maropanha, Machanga (Sofala) ;
Sofala	RENAMO	21	18	
				-INACIO, Luis, Commerçant, -Né à Buzi (Sofala) ; -JOAO, Domingos, Administrateur, -Né à Luabo, Chinde (Zambézie) ; -DA MAIA, Manuel, Artiste -Né à Pinda, Morrumbala (Zambézie) ; -MACHAMBISSE, Francisco, Teneur des livres, né à Geonda, Buzi (Sofala) ; -MANUEL, Luis, Contabiliste, -Né à Mamunge, Buzi (Sofala) ; -MAZUANA, José, Enseignant, -Né à Tica, Dondo (Sofala) ; -PEREIRA, Manuel, Administrateur, -Né à Vila Fonte, Caia (Sofala) ; -DOS SANTOS, Lerina, Auxilieur de l'Administration, -Née à Beira (Sofala) ; -SOARES, Cristovao, Technicien de médecine, -Né à Gorongosa (Sofala) ; -DE SOUSA, Rui, Etudiant, -Né à Beira (Sofala) ; -VASCO, Alexandre, Agriculteur-commerçant, -Né à Sena, caia (Sofala) ;
				-AUGUSTO, Joaquim, mecânico - Né à Beira (Sofala) ; -BANDA,

Tete	Renamo	15	9	António, Enseignant, Né à Cazula, Macanga (Tete) ; - BENTO, - Né à Nhandoa, Moatize ; -CANCONDO, José, agent comptable, -Né à Fíngoe, Maravia (Tete) ; -GUMBI, Virgílio, Electriciste, Né à Moatize (Tete) - FAITE, Alexandre, Fonctionnaire, - Né à Chiuta (Tete) ; -RAPOSO, Félix, commerçant-agriculteur, -Né à Udrasse, Mutarara (Tete) ; -SIMANGO, Samuel, Administrateur, -Né à Chiteve, Chibabava (Sofala).

A l'instar du Frelimo, les candidats de la RENAMO à la représentativité politique forment un réseau, dont les membres se trouvent reliés par des relations, de projet et de continuité. Ce réseau prend corps tout en reliant des identifiés à plusieurs registres et qui traduisent des positions d'appartenances multiples et entrecroisées. On notera par ces différents registres l'itinéraire de ceux qui, s'étant scindés du Frelimo du fait de leur marginalité dans le système à l'heure du parti-Etat, leur filiation dans la RENAMO leur a ouvert l'accès à la centralité et à l'appareil du mouvement ; le registre de ceux qui, étant ancrés dans des espaces respectifs, s'avèrent d'autant plus influents qu'ils sont des relayeurs des gens à la base ; le registre de ceux reliés par parenté des activités professionnelles et militantes, dans le passé, dans le présent ou encore par l'affinité culturelle des espaces de l'origine.

On remarque la répétition du même phénomène dans ce système : la tâche de relayeurs de relayeurs revient aux individus dont l'itinéraire leurs a apporté des ressources pour faire autorité dans l'appareil partisan. Dans la circonscription de Sofala, DOMINGOS, R. apparaît dans une position de centralité dans la coordination de la campagne électorale, ce qui a à voir avec les ressources personnelles¹⁰⁰⁶ 04. L'espace l'objet de la campagne électorale étant le territoire des ethnies ndau et sena, on identifie autour du coordinateur des gens nés dans de différents lieux. Parmi ceux-ci, on retient la figure de SOARES, Cristóvão, élu député à la circonscription de Sofala. Il est lié à l'espace des senas du point de vue de naissance et ses ressources personnelles et symboliques sont indissociables de ses activités professionnelles¹⁰⁰⁷ 05. L'élection de SOARES, Cristovao découle sans aucun doute de sa capacité de relayeur des influents à la base et, ainsi, de sa capacité d'agent de mobilisation politique.

GUMBAZA, Augusto est l'un des ceux qui se sont qualifiés à la représentativité politique, grâce aux réseaux relationnels. L'entrée aux instances du pouvoir de l'Etat moderne (démocratique) se présente comme la réussite dans l'effort de préservation du

¹⁰⁰⁶ 04 Combattant de la RENAMO depuis 1980 ; secrétaire du Président de la RENAMO ; Chef de l'Etat-major et de coordination pour le sud du Mozambique ; chef de l'Etat-majeur de la RENAMO ; chef du département de Relations Extérieures ; chef de l'organisation ; chef du département pour les affaires politiques ; membre du conseil national de la RENAMO et de la commission politique de la RENAMO. Voir BALOI, Obede –HECKEN, Guido (editores), Ibidem., p. 6.

¹⁰⁰⁷ 05 Diplôme d'études lycéennes à l'époque coloniale ; Diplôme d'infirmier à l'Ecole Technique de Santé, à Beira, à l'époque coloniale ; Diplôme de Technicien de médecine (1975) ; enseignant à l'école primaire du « Cristo Rei de Gorongosa (Sofala) ; enseignant et médecin assistant ; membre de la RENAMO et chef du département de la santé et affaires sociales de la RENAMO, depuis 1981, Ibidem., p. 199.

patrimoine de la famille. Né en 1951, à Maropanha, Machanga – l'un des espaces de l'ethnie ndau -(Sofala) – GUMBAZA, A. hérita le poste de chef traditionnel de son père, GUMBAZA, Janeiro, le 19 octobre 1969, dans le cadre de l'alliance entre les pouvoirs traditionnels et l'Etat colonial (v. chap. II, 2.2.3.2). Suite au déclenchement de la révolution en 1975, GUMBAZA, A. fut, à l'instar de tous les chefs traditionnels au Mozambique, interdit de ses fonctions. Le pouvoir de l'influence de ce chef s'est, dans les années 80, placé derrière l'Eglise de la Communauté Chrétienne Saint Antonio de Maropanha, dont il devient l'un des instructeurs religieux. De plus, la crise du régime du parti-Etat ayant rendu inéluctable la libéralisation économique, GUMBAZA s'est essayé dans le domaine d'entreprise, à Maropanha : il créa un établissement commercial, « Casa comercial GUMBAZA », et une entreprise de transports fluviaux et maritimes. La logique de la conflictualité entre le Frelimo et les chefs traditionnels a poussé GUMBAZA, A. à s'affilier dans la RENAMO. Dans le contexte démocratique, instructeur religieux, entrepreneur et chef traditionnel, mobilisa ses réseaux relationnels pour se faire élire. Par le biais de la dimension stratégique du travail relationnel, d'autres candidats, tant du côté du Frelimo que de la RENAMO, ont pu réussir à entrer dans le cercle de la représentativité politique, à la suite des élections de 1994¹⁰⁰⁸06.

Par ces exemples, on souhaiterait remarquer un fait bien précis : la complexité des rapports sociaux et des rationalités poussant les membres de l'élite à se battre pour le pouvoir. La démocratie, entendue comme système de représentations et discours politique, est certes intégré comme une technique de légitimation du pouvoir dans le contexte entre la tradition et la modernité. Mais la rationalité limitée de cette pratique, mise en place dans une logique de légitimation de l'Etat en tant que société globale, multicommunautaire et multiethnique, rend inéluctable la déconcentration politique. Elle s'avère comme une ressource de communication politique et d'inscription du pouvoir dans la multiplicité des espaces qui forment la société globale.

¹⁰⁰⁸ 06 Voir à ce propos le recueil fait par BALOI, Obede –HECKEN, Guido (editores), *Quem é quem na Assembleia da Republica...*op. cit.

Conclusions

La sociologie classique associe le pouvoir sous sa forme parachevée à l'Etat, entendu comme « un groupe de domination de caractère institutionnel, qui cherche (avec succès) à monopoliser, dans les limites d'un territoire, la violence physique légitime comme moyen de domination et qui dans ce but, a réuni dans les mains des dirigeants les moyens matériels de gestion » (M. Weber). L'interprétation utilitariste de la pensée compréhensive des faits sociaux n'a néanmoins pas empêché d'appréhender les faits politiques dans leurs environnements. Par la suite, le système de pouvoir a été analysé dans ses variables historiques et situationnels au Mozambique, et cela à deux égards : d'abord pour faire la lumière sur les effets des fondements historiques de son organisation (la domination coloniale) ; ensuite, pour éclairer les produits de l'interactivité du social et du politique, sans nier la rationalité (limitée) de l'ensemble des intervenants dans ce champ.

La problématique traitée par cette étude a donc été soulevée pour essayer de mettre au clair l'interactivité du social et du politique, tout en exploitant les stratégies régulatrices du pouvoir, dans un environnement toujours changeant. Le souci de comprendre les rapports entre le pouvoir et cet environnement est au principe de l'effort de comprendre sa structuration depuis l'époque coloniale. L'assemblage des territoires et des espaces sociaux étant à la base du système colonial, la société coloniale elle-même ne pouvait qu'être un construit basé sur une assise sociale hétérogène. Outre la mise en place par le pouvoir politique de la société globale, comme un espace physique (territoire), espace d'échanges et de représentations, des groupements attachés à des espaces ethniques et communautaires y restent toujours actifs. Dans cet univers social, où existent déjà des communautés précédentes et des liens communautaires, dans un rapport paradoxalement coopératif et conflictuel avec le système politique, le pouvoir engendre donc une communauté nouvelle – la société coloniale. Le pouvoir utilise des pièces et des morceaux hérités du passé, il retisse comme il peut et tisse des liens communautaires. Le territoire qui résulte de cette emprise est un ravaudage ou un bricolage, réutilisant à des fins nouvelles des morceaux de charpente anciens. Inversement, parce que ce bricolage est difficile, parce que les anciens liens ont une inertie et gênent la formation d'un nouveau tissu, une nouvelle solidarité peut paradoxalement trouver nourriture dans des facteurs de division pour briser les communautés passées.

La prise en compte de la diversité des modes de représentation du territoire dans cet espace issu de l'assemblage, le Mozambique, a permis d'identifier que le pouvoir politique se réclame toujours d'une position de centralité, dans le système en place. Cette rationalité a à voir avec le fondement socialement diversifié et fédérateur des systèmes de pouvoir, entendus comme des organisations. L'espace objet étant multiethnique et multicommunautaire, on s'est heurté aux limites de la pensée institutionnaliste pour expliquer les rapports à la fois coopératifs et conflictuels à la base du fonctionnement du système politique.

Dans un contexte entre la tradition et la modernité, où le territoire, les cultures et les identités se présentent encore actifs dans l'agencement du politique, des formes localisées du pouvoir (chefferies, communautés religieuses ou ethniques) coexistent avec le pouvoir politique. Tous les deux étant engagés dans des échanges systémiques, il revient au premier

le pouvoir [spirituel] de former les manières de penser des semblables, de proclamer et de faire respecter les normes du bien et du mal, tandis qu'au second incombe la tâche de régulation politique. Car le pouvoir fait l'objet de concurrence entre les modes d'allégeance institutionnalisées et non-institutionnalisées. Les pouvoirs spirituels « organisés », l'Eglise, l'école, les chefferies et les familles traditionnelles, dans leur qualité d'unités économiques, politiques et religieuses, entretiennent des rapports conflictuels ou de coopération avec le politique. La société forme toutefois une totalité, malgré la pluralité des structures – économiques, sociale, religieuse – qui s'y combinent. Par l'action du politique, leurs membres vivent ensemble, en dépit des conflits qui les opposent. Cela permet que les décisions y soient prises et coordonnées et qu'elles engagent des sous-ensembles humains qui structurent la société globale.

Prise en compte la dimension interactive et conflictuelle du système politique, cette recherche a d'abord mis l'accent sur l'ensemble des ressources permettant les rapports de collaboration et/ou de conflit, malgré la multiplicité de liens et d'appartenances des individus/ groupes sociaux ; en second lieu, on s'est efforcé de montrer comment le pouvoir politique réussit à se construire la capacité de structurer des comportements en sa faveur.

Combinant l'approche des faits sociaux en termes des réseaux et de déconcentration politique, l'étude s'est avérée doublement intéressante. Premièrement, l'emprise du pouvoir dans le système social tient à des réseaux relationnels comme l'une des ressources de l'action. La politique ne se traduit que par la prise des décisions car sa mise en œuvre s'avère une entreprise à dimension toujours relationnelle. Dans le contexte entre la tradition et la modernité, où la nationalisation de l'espace politique se heurte aux spécificités des structures de chaque espace, la politique fait intervenir simultanément des représentations locales de territoires mais aussi des agents de l'Etat. C'est à titre de relayeur d'espaces et des groupements sociaux que le politique parvient à accomplir ses rationalités. L'analyse des réseaux sociaux a permis, d'abord, de montrer que des échanges inégaux sont au principe du reliaison entre le pouvoir politique et les influents de la diversité d'espaces sociaux. De même, on a pu éclairer les relations sociales légitimant leur accès à des positions de centralité dans des espaces respectifs ; ensuite, on a remarqué que le caractère asymétrique de l'échange est à la fois à la base du consentement de la domination et de la politisation des rapports sociaux.

En second lieu, l'avènement d'un cadre des rapports sociaux conduisant au consentement de la domination par les assujettis, ou à la politisation des rapports sociaux, dans le contexte de la diversité d'espace, ne peut être appréhendé qu'à la lumière de la déconcentration politique. L'imbrication du social, du politique et, (dans certains cas), du religieux, explique la construction sociale de la figure du notable. Dans de différents espaces sociaux, il lui revient la tâche de leader de mobilisation. C'est par référence aux caractéristiques conjoncturelles de la situation, aux effets de l'interaction, à leur identification aux valeurs et aux normes du groupe de l'espace, que les notables doivent leur audience et leur succès.

La thèse qu'on soutient peut ainsi s'énoncer : du fait de la position d'autonomie/ centralité des notables dans les systèmes de rapports sociaux, de leur compétence à mobiliser des relations sociales, le représentant de la chefferie, le chef d'une communauté, le représentant d'un syndicat, les chefs de familles les plus influents dans l'espace ethnique, tiendront un rôle à jouer dans le rapport entre l'ordre politique et des ordres sociaux. Le premier s'intéressera au capital relationnel, à sa capacité de communication politique et de mobilisation des membres de leurs espaces, pour l'accomplissement de buts politiques ; les représentants des derniers trouveront en cette ouverture un espace

d'échanges variés, pouvant s'inspirer d'idéaux patrimoniaux ou concerner des enjeux touchant la société globale. Ces rapports d'interdépendance seront à la racine d'un système coalitif et clientéliste. Dans le cas de représentation négative de ce système d'échanges, ils entraîneront en revanche des rapports conflictuels dans le domaine de la mise en œuvre de la politique.

Sous cet angle, la déconcentration politique n'est donc pas antithétique à la société globale. Elle fournit au politique des atouts de communication politique au moyen d'acteurs qui, ancrés dans des micro-espaces sociaux, sont socialement habilités à se référer à des symboles mobilisateurs. Le pouvoir n'est pas toujours le synonyme de la contrainte. Ses entreprises survenant dans le cadre de rapports humains, elles font toujours l'objet de l'interrogation sociale et de la communication. Dans le contexte d'un espace social, la déconcentration politique ne peut que contribuer au décryptage des comportements sociaux et à la construction des compromis politiques. D'ailleurs, les construits politiques ne sont légitimables qu'à travers les schèmes justificatifs et évaluatifs des acteurs sociaux. Celles-ci s'inscrivent dans le système des règles sociales, dans les modes d'auto-représentation et de représentation du politique.

Deux espaces sociaux ont fait l'objet d'une analyse illustrative des hypothèses de la recherche entreprise : la circonscription de Manjacaze et la ville de Lourenço Marques, au Sud du Mozambique.

Pour ce qui est de la circonscription de Manjacaze (à l'époque coloniale), il y lieu de rappeler qu'il s'agit d'un espace rural et domaine territorial de l'ethnie Ba-chope. La mémoire sociale et le concept de communauté – au sens d'acteur politique - s'avèrent ici comme des facteurs générateurs d'un discours structurant l'ordre (social) local. Ce dernier légitime l'accès inégalitaire par des familles au patrimoine (matériel et symbolique), traduit par des morceaux des territoires et par l'ensemble de valeurs façonnant les rapports de l'individu au groupe. Les patrimoines (territoires et activités annexes) des familles portent des noms respectifs, référence qui affiche simultanément le statut individuel/familial et leur appartenance à l'espace. La parenté et les alliances y constituent donc les registres majeurs par lesquels s'organise la vie sociale. Espace plaçant dans un contexte d'interdépendance semblables et dissemblables, la position des hommes « importants » (les notables) dépend du travail relationnel dans deux dimensions : en premier lieu, du nombre des personnes qui se trouvent sous leur dépendance, qui résulte de la capacité de chacun des chefs de familles de construire des alliances, de multiplier les échanges favorables, d'intervenir dans des rituels de grande extension ; deuxièmement, de la mise en valeur de la position de centralité dans le système de rapports sociaux de l'espace comme ressource légitimant la prise en charge de la représentation de la communauté. L'accès à l'instance de représentativité y devient le synonyme tant de la prise en charge de la mobilisation sociale pour l'accomplissement des buts collectifs que des échanges entre la communauté avec des agents externes.

C'est dans la logique de l'efficacité de la communication politique et dans sa tâche de relayeur d'espaces sociaux que le Gouvernement colonial a dû encadrer les chefs traditionnels, moyennant une stratégie clientéliste, dans le système de l'Administration. Cette pratique s'inscrivait dans le cadre de la déconcentration politique et, dans ce cas, elle n'était point dépourvue de logique, par rapport à la stratégie de « créer l'Etat ». Sous cette même rationalité, au tournant des années 50, le Gouvernement colonial donna un visage « démocratique » à l'accès des chefs traditionnels au pouvoir, dans la visée de former une coalition à l'encontre du Mouvement anticolonial. La vie politique était animée non pas par des Partis politiques, mais par des notables en tant que relayeurs des relayeurs des vieux et

de leurs réseaux relationnels. Ces notables faisaient valoir leurs ressources symboliques et leurs réseaux relationnels comme des atouts électoraux. L'accès d'un notable « coopératif » au système local du pouvoir était pris comme la reconstitution du système de l'Etat.

La ville de Lourenço Marques fut également l'objet de cette étude, dans le dessein d'en faire l'illustration (v.1.2.2). Tout en se référant à l'époque coloniale, le cadre matériel de la ville se présente divisé en deux sous-espaces, l'espace du ciment et du béton et l'espace des bidonvilles. L'espace du ciment et du béton étant l'infrastructure de la communauté dominante, il est aussi l'espace de l'affirmation de symboles qui le définissent comme un milieu d'appartenance : quartiers modernes, religion catholique, langue de la métropole, entreprises. Espace hiérarchiquement structuré, les individus et les groupes sociaux se voient dans des réseaux relationnels à dimension verticale (les pouvoirs des dissemblables) et horizontale (amis, voisins, co-religionnaires, etc.). C'est dans ce cadre des rapports sociaux qu'on assiste à la construction des notables, à qui revient à la fois le pouvoir économique, social et politique. De plus, ils y jouissent de la reconnaissance de leurs pairs, de la déférence des milieux sociaux. Ce territoire se présente comme un espace en réseau, qui crée entre les acteurs des liens réciproques d'interdépendance ou d'association d'intérêts. Lieu d'association de partenaires, de structuration de solidarités vécues, les logiques mouvant cet espace ne peuvent être saisies que par rapport à l'ensemble de valeurs rendant cette communauté une communauté d'interprétation et d'audience.

Soucieux de sauvegarder un régime corporatiste, O. SALAZAR a identifié dans les notables de cet espace (et d'autres) des alliés importants pour se placer dans une position avantageuse dans les jeux du pouvoir. La mise en place des élections municipales et l'accord du droit de « citoyenneté » aux Noirs intégrés dans le système social des dominants s'inscrivaient dans cette logique.

A l'opposé, mais formant un système avec l'espace du béton, on trouvait l'espace des bidonvilles. Multiethnique et multicommunautaire, le statut social des colonisés a donné naissance à une collectivité à partir du multiple, entreprise auxquelles des notables attachés à des Eglises, à des Associations civiques ont fort contribué. La capacité des notables à mobiliser et à gérer des relations était au principe de leur capacité de « faire entrer » des exigences dans le système politique, ce qui donnait lieu à des négociations en vue de l'harmonisation d'intérêts entre pouvoir politique et la société.

À l'avènement des Etats indépendants en Afrique, l'attachement du régime d'O. SALAZAR à la doctrine du lusotropicalisme et la résistance à accorder aux Africains le droit à la citoyenneté, sont à la base de l'idéal identitaire et de l'entreprise de la lutte anticoloniale. Le FRELIMO apparaît comme une coalition fragilisée. Non pas à cause des divergences d'ordre idéologique mais par des contradictions autour du contrôle de l'appareil du mouvement. Bien qu'ils aient accepté d'intégrer le Frelimo, les chefs des anciens groupements politiques mobilisaient leurs réseaux relationnels comme des ressources d'investissement de l'espace politique. Ces actions mobilisatrices n'ont débouché que sur la reconstitution des anciens groupements politiques. De plus, les appartenances ethniques et les trajectoires biographiques étaient à la base de leur reconstitution. Leur action n'a pas imposé de changement important dans les jeux de pouvoir opposant la coalition dominants/dominés reliés par l'infrastructure institutionnel (l'Etat) vis-à-vis du Mouvement anti-colonial, au Mozambique.

À E. MONDLANE est revenue la tâche de solidifier le FRELIMO, en tant qu'organisation se battant pour le pouvoir, doté d'une centralité politique, coordinatrice de l'action collective. Mû par le projet de « créer l'Etat » mozambicain, la compétence de relier des groupements attachés à des espaces ethniques et communautaires multiples s'est également basée sur

une multiplicité de ressources. animateur de la lutte pour les droits civiques à Lourenço Marques au cours des années 50, protestant, sociologue, diplomate, enseignant, chargé de recherches à l'ONU, ses réseaux relationnels se sont placés au cœur de deux réalisations fondamentales : la construction d'un leadership fidèle au projet de « créer l'Etat » mozambicain et la mobilisation des aides externes pour la construction d'une infrastructure reliant individus et sous-ensembles humains, au profit du projet anticolonial.

Ces entreprises ne pouvaient qu'être accomplies simultanément. Un leadership se construit en même temps que le(s) groupe(s) qui lui sont soumis consentent à collaborer au bien du projet commun. La mise en place d'une force de guérilleros et le déclenchement de la guerre en 1964, l'organisation d'un service d'administration, d'éducation, de santé et d'autres, ce sont des moyens à la base de la construction d'un système alternatif au système colonial. La capacité de mobilisation et d'allocation de ressources montrée par E. MONDLANE a en même temps créée sa compétence de construction de liens à des espaces (sociaux) multiples, du point de vue ethnique. A cet effet, l'inclusion des influents de ces espaces a rendu réel l'imbrication entre la politique et la mobilisation sociale, grâce aux profits symboliques des réalisations du Frelimo.

A l'arrivée de la crise de 1968, le Frelimo était en train de devenir un système (politique) d'interactions à plusieurs niveaux, à l'intérieur du système colonial. Les défis auxquels l'organisation anticoloniale se heurtait, pouvaient s'affirmer dans n'importe quelle organisation à plusieurs niveaux : d'abord, parce que les joueurs du niveau inférieur étant beaucoup plus nombreux, personne ne pouvait maîtriser véritablement le déroulement des situations qui s'y construisaient ; ensuite, parce que les rivaux du niveau supérieur prenaient également des initiatives dont les effets sur le niveau inférieur étaient affectés d'incertitude ; enfin, parce que les répercussions en retour, sur le niveau supérieur, du déroulement de la partie au niveau inférieur étaient largement imprévisibles.

L'avènement des incertitudes dues à la dimension à multiniveau du Frelimo était d'autant plus inéluctable qu'il ne pouvait que comporter la compétition sur le plan décisionnel. La compétition en matière de la formulation des décisions politiques, qu'elle se manifeste derrière le masque de l'unanimité au sommet, est toujours présente dans les organisations. Elle se définit sous la base des rapports de pouvoir entre groupes compétitifs. Par ailleurs, étant structuré par des individus et des groupes qui possédaient de diverses trajectoires biographiques, les acteurs du Frelimo ne pouvaient éluder le recours à leurs répertoires culturels, pour y puiser des éléments d'argumentation et de justification de leurs positions, dans les débats du moment.

C'est alors que se sont imposés les débats consacrés aux persistances et aux discontinuités sociales, à la reproduction des rapports sociaux et à la production de nouveaux rapports sociaux. Ce phénomène est survenu dans un contexte où la guerre fit surgir un groupe d'officiers, formé autour de S. MACHEL et quelques intellectuels d'inspiration marxiste, dont l'opinion était incontournable pour le fonctionnement de l'organisation. Le deuxième congrès (1968) n'a fait que légitimer, pour des raisons stratégiques, l'attachement du Frelimo au marxisme. Cela a solidifié ses relations avec des Etats et des organisations suivant la même orientation, dans le contexte de la bipolarité internationale.

Tous les processus sociaux s'avèrent être des processus de production des élites. L'élite mozambicaine est issue de la guerre anticoloniale et elle apparaît autour d'un chef, reliant camarades partageant un itinéraire commun. L'appartenance au Parti, la participation à l'épopée de la guerre anti-coloniale, apportent des ressources symboliques, qui renvoient à la communauté de la trajectoire biographique. Cette expérience étant commune à ceux qui

sont placés dans des positions de centralité du système, elle a été vue comme l'illustration de « dévouement politique » au projet partisan. Ce rapport a été également considéré une source de « confiance personnelle » du chef, ressource mobilisable pour l'accès au cercle de « dirigeants supérieurs », qui sont vus comme les agents du pouvoir de l'Etat. Ainsi, s'opéra l'imbrication du corps de l'Etat et du corps du Parti, autour du chef, qui déboucha sur un réseau politique monolithique. Le régime du parti-Etat, dont la légitimation s'est de même appuyée par la tenue des élections monopartisanes, fut le cadre de son élargissement. Car ce même Etat a offert l'infrastructure pour la mise en place d'un système de rôles qui, reliant responsables, camarades et clients, se sont avérés comme une ressource pour l'organisation de l'action collective.

On n'est pas, dans ce cas, devant le model de l'Etat rationnel-legal et bureaucratique de M. Weber ni de l'Etat (moderne) arbitre, comme le soutiennent les théories libérales. Suivant le raisonnement de J.F. Bayart, dans ce cadre de rapports sociaux « les petits et les puissants se présentent reliés par des intérêts d'échange et que l'apport des premiers n'est pas en contradiction avec celui des premiers »¹⁰⁰⁹ 07. La pensée de l'auteur de L'Etat en Afrique a certes sa pertinence pour faire la lumière sur le rapport du pouvoir à la société, quant aux stratégies de sa légitimation, dans de différents espaces culturels. Attaché à une représentation égalitariste du pouvoir, J.F. Bayart ne parvient cependant pas à éclairer ce qui constitue le support de l'accomplissement des rationalités du pouvoir aussi bien des ressources de sa centralité politique. Si l'on s'en tient aux apports théoriques de ce chercheur, on risque de rester dépourvu de ressources intellectuels pour appréhender la notion d'Etat ainsi que des raisons de sa persistance dans la durée. L'interprétation de J.F. Médard¹⁰¹⁰ 08 et de P. Birnbaum¹⁰¹¹ 09, nous suggèrent que ce modèle de rapports sociaux s'inscrive dans ce qu'ils qualifient comme Etat néo-patrimonial et clientéliste. En effet, le parti-Etat au Mozambique s'est imposé comme l'agent de l'organisation économique et le pourvoyeur de services. La désorganisation de la société civile s'est présentée, dans le contexte de la transition qui a suivi la lutte anticoloniale, comme un présupposé de l'accès au support matériel de l'Etat. Le parti-Etat, les gouvernants, se sont donc placés dans une situation de contrôle des ressources d'action – les biens économiques, l'information et l'autorité. Ainsi, se trouvaient-ils en état de faire le rôle d'emprunteurs des ressources, tandis que les gouvernés, les « bénéficiaires de la conquête du peuple » étaient les débiteurs.

Pour le cas mozambicain, si cette monopolisation des ressources fut le corollaire de la guerre révolutionnaire et la condition de « la création de l'Etat », elle a été aussi à l'origine de la croyance à la construction d'une nation-Etat. Inspirée du point de vue doctrinale au jacobinisme, on programait la « mort des tribus pour donner naissance à la nation », centralisé, uniformisateur et contraire à la diversité culturelle formant la société globale.

Le contexte du conflit opposant l'Apartheid et de nouveaux Etats en Afrique australe a eu des liens entre ce projet et l'ensemble des processus de régulation politique, adoptés par l'Etat (clientéliste) mozambicain. Du fait que cette régulation s'est fondée sur un Parti unique, destiné à créer une classe dirigeante neuve et à former les chefs politiques aptes à organiser le pays, elle créa un contexte social qui rappelle une certaine professionnalisation politique. C'est-à-dire l'Etat donna naissance à un chef et à un groupe social qui, du fait de la nature porteuse de la représentativité politique, essaiera de vivre que de la politique ou de la conversion de ses revenus en d'autres types des biens. Les rapports clientélistes à la

¹⁰⁰⁹ 07 Voir le chapitre introductif.

¹⁰¹⁰ 08 Voir MEDARD, J.F, « Le rapport de clientèle », *RFSP*, février 1976, pp. 97-128, p. 111.

¹⁰¹¹ 09 BIRNBAUM, Pierre, *La logique de l'Etat*, Paris, Fayard, 1982, 236, p. 167.

base de l'avènement de cette élite n'était que l'une des ressources participant à la régulation du pouvoir car, comme le remarque J.-F. Médard, « contrairement à ce qui apparaît chez certains, l'échange entre les inégaux n'est pas synonyme d'échange inégal ou d'exploitation. S'il y a échange inégal dans la relation de clientèle, c'est au profit du client et non du patron. /.../ l'échange est inégal au profit du client et c'est justement là la source de sa dépendance »¹⁰¹²10. Sous cet angle, patrons et clients se sont engagés dans un système d'action à plusieurs, dont la rationalité est le pouvoir et sa régulation politique.

La tendance à cette professionnalisation et les rationalités autour du pouvoir expliquent la recherche des processus variés de régulation politique, selon l'environnement du système politique. Pour ce qui est du Mozambique, les négociations entre le Frelimo et la RENAMO (1990-1992) et la construction de compromis permettant la transition de la guerre à la paix se sont inscrites dans la logique de la recherche d'un nouveau système de régulation du pouvoir. Le Frelimo, en tant que le contrôleur des appareils de l'Etat, a bien accueilli la pensée néo-libérale pour entreprendre des réformes de l'Etat ; la RENAMO, qui menait des actions déstabilisatrices dans huit des onze provinces, a en revanche accepté son intégration dans l'Etat : l'Apartheid étant mis en terme, c'était le choix lui assurant la survie en tant qu'organisation oligarchique. Le passage du régime à Parti unique, - disqualifiée du point de vue internationale à la suite de l'éclatement de l'ex-URSS, - au système des partis n'est venu que pour recréer un nouveau contexte de légitimation du pouvoir.

Sous ce rapport, comme on l'a remarqué à l'introduction, les systèmes étatiques post-coloniaux, qui ne sont pas ni traditionnels ni modernes, sont des objets structurés et finalisés dans un environnement spécifique, où ils sont évolutifs. Le champ politique est différemment investi par les acteurs de la politique, qui n'est point exempt de rapports de rivalité, transactions et de compromis, dans un cadre de contraintes, historiquement et socialement déterminées.

La pratique politique doit donc être vue comme un rapport des sociétés africaines à leur temporalité, pensable et identifiable entre la tradition et la modernité. A ce propos, l'ouverture des anciens régimes autoritaires à la démocratie en Afrique ne peut qu'inciter à relever ses spécificités : tout d'abord, les luttes et les révolutions anticoloniales en Afrique n'ont pas débouché sur des situations de modernité politique, au sens de la production d'un agrégat d'individus autonomes et « libres » (le public), chargés de reconstruire la cité selon leurs volontés. L'association de la modernité à l'invention de l'individualité, de la citoyenneté et à la suppression de toutes formes d'assujettissement domestique n'est qu'une projection très éloignée des réalités africaines ; ensuite, faute de moyens pour créer un support endogène des dynamiques sociales, les Etats africains post-coloniaux se heurtent à des difficultés à structurer des marchés nationaux qui pourraient être un fondement de l'intégration nationale. En l'absence de l'espace public, les cultures de la multiplicité d'espaces sociaux, et la multiplicité d'allégeances sociales qu'elles entretiennent, deviennent des réalités incontournables pour la communication politique aussi bien que pour les jeux de pouvoir.

Cette réalité étant prise en compte par d'autres auteurs, elle amène à considérer que « l'ethnicité n'est pas le contraire de l'Etat moderne mais fait système avec lui ; elle n'est pas forcément contradictoire avec l'intégration nationale mais est un mode d'accès aux bénéfices matériels ; elle n'équivaut pas à la persistance de la tradition mais au partage des ressources de la modernité » (J.-F. Bayart). Suite à la débâcle des régimes à Parti unique et de l'adoption de la démocratie, le vote devient dans ces espaces multiethniques et multicommunautaires dispensateur du pouvoir. Cette innovation créa donc un contexte

¹⁰¹² 10 MEDARD, J.-F., Ibidem, p111.

propice aux batailles pour la représentativité politique. L'analyse des faits sociaux en termes de réseaux et de déconcentration politique a permis d'éclairer les stratégies des candidats à la représentation politique. Les Partis, mus par la logique de l'Etat comme ressource du pouvoir, voient dans leur structure transethnique un atout de réussite politique.

La coalition entre les membres de noyaux centraux de partis politiques avec des influents dans de multiples espaces sociaux acquiert du sens dans le cadre où l'ethnicité et la démocratie ne s'avèrent point comme des réalités contradictoires. Mise en valeur comme ressource symbolique et de mobilisation, elle explique le rassemblement d'individus et de groupes sociaux appartenant à plusieurs espaces, autour d'idéaux politiques. Dans le contexte entre la tradition et la modernité, moyennant leur ancrage et leur pouvoir symbolique dans les espaces respectifs, l'action des notables participe à la construction du vote ainsi que de sa logique transactionnelle. Ainsi, le fait de réussir à remporter la majorité aux instances délibérantes devient le synonyme de l'accès au pouvoir et de sa capacité à entreprendre l'assemblage des espaces sociaux¹⁰¹³07. Terminé de la sorte le rituel électoral, il est donc un espace de « consultation populaire », de l'affirmation de rapports de forces et de légitimation du droit du Parti gagnant d'entretenir l'ordre politique, dans la société globale.

¹⁰¹³ 07 Voir l'annexe 23 : Districts et circonscriptions où le Frelimo et la RENAMO ont pu obtenir la majorité, à la suite des élections de 1994.

Bibliographie

Généralités

Ouvrages

- ABELES, Marc, « La mise en représentation du politique », in ABELES, Marc-JEUDY, Henry Pierre (sous la direction de), *Anthropologie du politique*, Paris, A. Colin/Massou, 1977, pp247-270
- , *Le Lieu du politique*, Paris, Société d'ethnographie, 1983, 239p
- ABELES, Marc, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989
- ABELES, Marc, *L'Anthropologie de l'Etat*, Paris, A. Colin, 1990, 183p
- ADAM, Michel, « La Guerre » in ABELES, Marc-JEUDY, Henry Pierre (sous la direction de), *Anthropologie du politique*, Paris, A. Colin/Massou, 1977, 282p
- BADIE, Bertrand « Formes et transformation des communautés politiques », in GRAWITZ, M.-LECA, J., (Sous la direction de), *Traité de science politique*, vol. I, Paris, PUF, 1985, pp599-669
- , *Le développement politique*, Paris, éd. Economica, 1994, 223p
- BALANDIER, G., *Le désordre. Eloge du mouvement*, Paris, Librairie Arthème, 1988, 237p
- BARRACLOUGH, Geoffrey, *A História*, Lisboa, Liv. Bertrand/Unesco, 1976, 267p
- BENN, S. I., *Social principles and the democratic state*, London, London and Aylesbury (1959), 1971, 403
- BERGER, Peter et all., *La construction sociale de la réalité*, Paris, méridien klincksieck, 1986, 259p
- BIRNBAUM, Pierre, *La logique de l'Etat*, Paris, Fayard, 1982, 236p
- BOUDON, Raymond, « Action », in BOUDON, R.-BOURRICAUD, F., *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, pp21-53
- BOGDANOR, Vernon (edited by) *The Blackwell Encyclopaedia of Political Science*, Oxford, Blackwell publishers (1987), 1992, 667p
- BRAUD, Philippe, *Sociologie politique* (3 ème éd.), Paris, L.G.D.J., 1996, 577p
- BURDEAU, Georges, « Etat », *Encyclopaedia*, Paris, 1989, pp844-847
- BURGI, Noëlle, *Fractures de l'Etat-nation*, Paris, éd. Kimé, 1994, 213p
- BUSINO, Giovanni, « Elite et élitisme », RAYNAUD, Philipe-RIALS, Stéphane, RAYNAUD, Philipe-RIALS, Stéphane, *Dictionnaire de Philosophie Politique*, Paris, PUF, 1996, 776p, pp200-202

- COATES, D. « Corporatism, the state and practice », in Harrison M.-L., (edited by), *Corporatism and Welfare State*, Leeds, Gower Publishing Company Ltd., 1984, 157p
- CAILLE, Alain, *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Platon et quelques autres*, Paris, éd. La découverte/M.A.U.S.S., 1977, 287p
- CAWSON, Alan, *Corporatism and Political Theory*, New York, Basil Blackwell Inc., 1986, 147p
- CHARLOT, Jean et Monica, « L'interaction des groupes politiques », GRAWITZ, M.-LECA, J., (Direction), *Traité de science politique*, vol. 3 (L'action politique), Paris, PUF, 1985, pp497-527
- , « Les groupes politiques dans leur environnement », GRAWITZ, M.-LECA, J. (Direction), *Traité de science politique* (3. L'action politique), Paris, PUF, 1985, pp438-469
- CHATELET, François-PISIER-KOUCHNER, Evelyne, *Les Conceptions politiques du XX^{ème} siècle*, Paris, PUF, 1981, 1081p
- COLLIOTE-HELENE, Catherine, « Etat et société civile », RAYNAUD, Philippe-RIALS, Stéphane, *Dictionnaire de Philosophie Politique*, Paris, PUF, 1996, 776p, pp225-230
- COPANS, Jean, *Introduction à l'ethnologie et à l'anthropologie*, Paris, éd. Nathan, 1996, 128p
- COPET-ROUGIER, Elisabeth, « Anthropologie », *Encyclopedia Universalis*, Vol. 2, Paris, Altmen Arnold, 1989, pp517-527
- COT-, Jean Pierre, MOUNIER, Jean-Pierre, *Pour une sociologie politique*, T.1, Paris, éd. Du Seuil, 1974, 249p
- DAHL, R., *Qui Gouverne ?*, Paris, (Trad.), A. Colin, (1961), 1971, 297p
- DELAS, J.-P., *Histoire des pensées sociologiques*, Paris, éd. Sirey, 1997, 327p
- DURKHEIM, Emile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, 1967 (1^{ère} éd. 1912), 1996, 647p
- DONZELOT, Jacques, *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard, 1984, 263p
- DUVERGER, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1951, 476p
- DUVERGER, Maurice, *Sociologie de la politique*, Paris, PUF, 1973, 445p
- ENGELS, Friedrich, *A Origem da Família, da propriedade e do Estado*, Lisboa, Ed. Presença (1884), 1980, 236p
- ETZIONI, Amitai, « Social control », in *International Encyclopaedia of the Social Science*, 1988, pp22-28
- FAURE, d'Alain-POLLET, Gilles-WARIN, Philippe (Sous la direction de), *La construction du sens dans les politiques publiques : débat autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan, 1995, 191p
- FILLIEULE, Olivier et PECHEU, Cécile, *Lutter Ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, l'Harmattan, 1993, 221p
- FOUCAUT, Michel, *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, 276p

- GAXIE, Daniel, « Le vote comme disposition et comme transaction », GAXIE, Daniel, (Sous la direction de), *Explication du vote : Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences politiques, 1985, 220p
- GRAWITZ, M., *Méthodes des sciences sociales* (10 ème éd.), Paris, Dalloz, 1996, 859p
- GIRAUD, Claud, *Concepts d'une sociologie de l'action*, paris, l'Harmattan, 1994, 158p
- GODBOUT, J. –CAILLE, L., *L'Esprit du don*, Montréal, Boréal 1992, 197p
- JOBERT, Bruno-MULLER, Pierre, *L'Etat et l'action : politiques publiques et corporatisme*, Paris, PUF, 1997, 187p
- JOBERT, Bruno, « Les trois dimensions de la régulation politique », in AUVERGNON, Philippe et al (Coordination), *L'Etat à l'épreuve du social*, Paris, Edition Syllepse, 1998, pp23-39
- LEMIEUX, Vincent, *L'Etude des politiques publiques : Les acteurs et leurs pouvoirs*, Québec, La presse universitaire de Laval, 1995, 184p
- LECOMTE, Patrick-DENNI, Bernard, *Sociologie du politique*, Grenoble, PUG, 1992, 236p
- LAGROYE, Jacques, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Science Po et Dalloz (3 ème éd.), 1997, 510p
- LAFARGUE, Jérôme, *La protestation collective*, Paris, Edition Nathan, 1998, 128p
- LAPIERRE, Jean-William, *L'analyse des systèmes politiques*, Paris, PUF, 1977, 268p
- LAVAU, Georges et all., « La démocratie », GRAWITZ, M..-LECA, J. (direction), *Traité de science politique* ,vol. III, Paris, PUF, 1985, pp29-110
- MALEK, Chebel, *La formation de l'identité politique*, Editions Payot & Rivages, 1998, 207p
- MARTINELO, Marco, *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*, Paris, PUF, 1995, 127p
- MARTUCCELLI, Danilo, *Sociologie de la modernité*, Paris, éd. Gallimard, 1997, 709p
- MARX, Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions sociales, 156p
- MAUSS, Marcel, *Sociologie e anthropologie*, Paris, PUF, 1991, 475p
- MULLER, Pierre, *L'analyse des politiques publiques*, Paris, Editions Montchretien, 1998, 153p
- MICHEL, Cahen, *La nationalisation du monde. Europe. Afrique. L'identité en démocratie*, Paris, l'Harmattan, 1999, 253p
- MICHELS, Robert, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, (1 ère publication en 1914) 1971, 309p
- NEVEU, Catherine, « Anthropologie de la citoyenneté », ABELES, Marc-JEUDY, Henri-Pierre, (Sous la direction de), *Anthropologie de la citoyenneté*, paris, A. Colin/Masson, 1997, 282, pp69-90
- OLSON, M., *Logique de l'action collective*, Paris, PUF (Harvard University Press, 1965), 1987, 287p
- PETIT, François, *Introduction à la psychosociologie des organisations*, Toulouse, Editions Privat, 1984, 371p

- RAYNAUD, Philippe –RIALS, Stéphane, *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, 776p
- REYNAUD, Jean-Daniel, *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin Editeur, 1989, 306p
- ROCHER, Guy, *Introduction à la sociologie générale, 2. L'Organisation sociale*, Paris, éd. A.M.H. 1968, 258p
- ROCHER, G., *Introduction à la sociologie générale, tome 3 : Le changement social*, Paris, HMH, 1968, 239p
- SCHWARTZENBERG, Riger-Gérard, *Sociologie Politique*, Paris, éd. Montchrestien, 1987, 198p
- SCHUMPETER, A.-J., *Capitalisme, socialisme, démocratie*, Paris, Payot, 1965, 458p
- SCOTT, John, *Stratification & power : Structures of class, statuts and command*, Cambridge, Polity press, 1986, 284p
- SFEZ, Lucien, *La symbolique politique (Que sais-je ?)*, Paris, PUF, 1988, 127p
- SMITH, Anthony, *Ethnic Origins of Nations*, New York, Basil Blackwell, 1986, 356p
- SHONFELD, William R., « Les partis politiques : que sont-ils et comment les étudier », MENY, Yves (Textes réunis par), *Idéologie, Partis Politiques et Groupes de Pression*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, 1991, pp267-283
- TIMSIT, Gérard, « L'administração », GRAWITZ, M.-LECA, J., *Traité de science politique, 2. Les régimes politiques contemporaines*, Paris, PUF, 1985, pp446-507
- TOURAINE, A., *Qu'est-ce la démocratie ?*, Paris, Fayard, 1991, 197p
- WEBER, M., *Economie et société*, Paris, Plon (1922), 1971, 389p
- WEBER, M., *Le savant et le politique*, Paris, Plon (1919), 1959, 185p

Articles de revues

- ABELES, Marc, « Avoir du pouvoir politique », in SEGALIN, Martin (Coordonné par), *Jeux de Familles*, Paris, Presses du CNRS, 1991, pp79-97
- ANSART, Pierre, « Idéologie stratégique et stratégie politique », in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.LXIII, 1977, pp223-243
- BAUDRILLARD, Jean, « La genèse idéologique des besoins », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. XLVI, Janvier-Juin 1969, pp45-68
- BOURDIEU, Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps Modernes*, Janv. 1973, pp5-23
- CHAMPION, F., « Les rapports Eglise-Etat dans les pays européens de tradition protestante et de tradition catholique : essai d'analyse », *Social Compass*, 40 (4), 1993, pp388-504
- DELOBELLE, A., « Le don et l'achat : les deux formes de l'échange économique », *Recherches sociologiques*, 1995, n°3, pp33-60

- GAUDIN, Jean-Pierre, « Politiques Urbaines et Négociations Territoriales : quelle légitimité pour les réseaux des politiques publiques », *RFSP*, vol.45, n°1, 1995, pp31-56
- GRANAI, Georges, « Communication, Langage et Société », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. XXII, Janv-juin, 1957, pp97-110
- HUBERT, Michel, « L'Approche constructiviste appliquée à la sociologie des problèmes sociaux : éléments d'un débat », *Recherches sociologiques*, vol. XXI n°1-2, 1991, pp21-31
- LAPAYRONNE, D., « Mouvements sociaux et action politique », *RFSP*, n°XXIX, 1988, pp606-610
- MARTIN, D.-C., « Des identités en politique », in *RFSP*, vol.42, n°4, août 1992, pp582-589
- MARTIN, D.C., « Des identités en politique : Je est un autre, nous est un même. Culture populaire, identité et politique : à propos du carnaval de Trinidad » *RFSP*, vol. 42, n°5, oct., 1992, pp747-764
- MAUSS, Marcel, « Essai sur le don, formes et raison d'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année sociologique*, vol. I, (1923), 1960
- NADEL, S.-F., « La notion d'élite sociale », *Bulletin international des sciences sociales*, (8), 1956, p419, pp415-429
- TETU, Jean-François, « L'espace public et ses configurations », *HERMES* 17-18, 1995, pp287-289
- WIDMER, Jean, « Langage et configuration de l'espace public », *HERMES* 19, 1996, pp225-235
- REMY, J., « Morphologie et représentation collective : le statut de l'espace dans la problématique durkhémienne », *Recherches sociologiques*, n°3, 1991, pp33-52
- ZALD, M. N.-MACCARTHY, J.-D., "Social movement industries", *Research in social movement, conflict and change*, 3, pp1-20

Pouvoir et Réseaux

Ouvrages

- AMBLARD, Henri et *all.*, *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Paris, Seuil, 1992, 244p
- BALANDIER, G., *Le pouvoir sur scène*, Paris, éd. Balland, 1980, 325p
- BALANDIER, Georges, *Détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1985, 266p
- BRAUD, Philippe, « Du pouvoir en général au pouvoir politique », GRAWITZ, M.- LECA, J., *Traité de science politique*, vol. I., Paris, 1985, pp335-293
- BOULDIND, Kenneth, *Power. A General Theory*, London, Sage, 1989, 178p

- CALLON, Michel, « Introduction générale », in CALLON, Michel (Sous la direction de), *Réseaux et Coordination*, Paris, éd. Economica, 1999, pp1-11
- CROZIER, M., *Le phénomène bureaucratique*, Paris, éd. Du Seuil, 1962, 382p
- CROZIER, M.-FRIEDBERG, E., *L'Acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Paris, éd. Du Seuil, 1977, 498p
- CROZIER, M., « Bureaucratie », in Encyclopedica, Corpus 4, Paris, 1996, pp661-664
- HAZEL, François, « Pouvoir », BOUDON, Raymond, *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, 569p, pp196-225
- DUJARDIN, Philippe, « Processus et propriétés de la mise en réseau : débat, problématique, propositions », in DUJARDIN, Philippe, (Textes réunis par) *Du groupe au réseau : réseaux religieux, politiques, professionnels*, Paris, CNRS, 1988, pp5-27
- DUPUY, G., *Système, réseaux et territoires : principes réseautiques territoriales*, Paris, Presses de l'Ecole nationale de ponts et chaussées, 1985, 137p
- DAHL, R., « Une critique du modèle de l'élite du pouvoir » (Traduit de R. Dahl, « A critique of the ruling elite model », in R. BELL, D. Edwards, H. Wagner, *Political power*, New York, Free Press, 1969), in BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique, Textes et commentaires. Science politique*, Paris, Dalloz, 1975, 241p, pp80-84
- DEGENNE, Alain-FORSÉ, Michel, *Les réseaux sociaux*, Paris, A. Colin, 1994, 288p
- ETZIONI, Amitai, *The comparative Analysis of Complex Organisations*, New York, Free Press, 1961, 197p
- EYMARD-DUVERNAY, François, « Compétences des acteurs dans les réseaux », in CALLON, Michel (Sous la direction de), *Réseaux et Coordination*, Paris, éd. Economica, 1999, pp153-178
- FOSSAERT, Robert, *La société. Les appareils*, t.3, Paris, éd. Du seuil, 1978, 443p
- FRIEDBERG, E., *Le pouvoir et la règle : dynamique de l'action organisée*, Paris, Seuil, 1993, 387p
- JUFFE, P., *Les fondements du lien social : le justicier, le sage et l'offre*, Paris, PUF, 1995, 195p
- LACAM, Jean-Patrice, « Le politicien investisseur : un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *RFSP*, vol. 38, n°1, Fév. 1988, pp23-46
- LACROIX, Bernard, « Ordre politique et ordre social », GRAWITZ, M.-LECA, J., *Traité de science politique*, vol.I, Paris, PUF, 1985, pp469-565
- LEMIEUX, Vincent, *Réseaux et appareils : logiques des systèmes et langages des graphes*, Québec, Maloine, 1982, 125p
- , *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989, 227p
- , *Les coalitions : Liens, transactions et contrôles*, Paris, 1998, 235p
- , *Les acteurs sociaux*, Paris, PUF, 1999, 146p
- MARCH, James G. & OLSEN, Johan P., *Rediscovering Institutions : The Organisational Basis of Politics*, New York, A division of Macmillan, Inc. 1989, 320p
- MARX, Carl, « Pouvoir d'Etat et classes sociales » (Extrait de K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Ed. Pauvert, 1964, pp346-350 et 359-360), in

- BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique. Textes et commentaires. Science politique*, Paris, Dalloz, 1975, 241p, pp80-84
- MILLS, Wright, « L'Elite du pouvoir » (Extrait de Wright Mills, « L'Elite du pouvoir », Paris, maspéro, 1969, pp281-285, *Revue Française de science politique*, juillet-Septembre, 1954, pp469-476), BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique. Textes et commentaires. Science politique*, Paris, Dalloz, 1975, 241p, pp104-108
- MARQUIS, J.C., *Aménagement du Territoire et Urbanisme*, Paris, Ester, 1991, 126p
- NOUE, M.-F. et al., *Réseaux et territoires : rapport du groupe d'étude et de mobilisation*, Montpellier, Reclus, 1993, 175p
- WEBER, M., « Les politiques professionnels » (Extrait de Max Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, Librairie Plon, Paris, 1959, pp107-109), in BIRNBAUM, Pierre, *Le pouvoir politique. Textes et commentaires. Science politique*, Paris, Dalloz, 1975, 241p, pp84-86

Thèses et mémoires

- TARTY, Sandrine, *Les réseaux en politique. Raymond Barre à Lyon (1978-1995)* (DEA Science politique), Lyon, Université Lumière Lyon 2 –Institut d'Etudes Politiques, 1995-1996, 100p

Articles de revues

- ARON, Raymond, « Notes sur la stratification du pouvoir » (Extrait de Raymond Aron, « Notes sur la stratification du pouvoir », *RFSP*, Juillet-Sept., 1954, pp469-476
- BURT, Ronald, « Le capital social, les trous structuraux et entrepreneurs », *Rev. Franç. Sociol.*, 1995, pp599-628
- BOUDOM, Raymond, « Le pouvoir social : Variations sur un thème de Tocqueville », *Commentaire*, Vol.16, n°62, Été 1993, pp311-322
- CORTEN, André, « La construction du lien social : Pentecôtisme et théologie de la libération », *Lusotopie* 1998, pp257-266
- COLONOMOS, Ariel, « Sociologie et sciences politiques : les réseaux, théories et objets d'études », *RFSP*, Février 1995, pp165-178
- COULON, C., « Le réseau islâmique » *Politique Africaine* n°9, Mars 1983, pp68-82
- DJOUEM, Mohamed, « Le local en réseau », *Quaderni* n°13-14, Printemps 1991, pp25-37
- LAZEGA, Emmanuel, « Analyse de réseaux et sociologie des organisations », *R. franç. de Sociol.*, XXXV, 1994, pp293-320
- LAZEGA, E.-LEBEAUX, M., « Capital social et contrainte latérale », *Rev. Franc. de Sociol.*, XXXVI, 1995, pp759-777
- LIN, Nam, « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Rev. Française de Sociologie*, XXXI, 1995, 685-704

- MUCHELI, Alex, « Le système des interactions et l'analyse du pouvoir dans les organisations », *Quaderni* n°33, Automne 1997, pp19-43
- NEGRIER, Emmanuel, « Réseau, Régulation, Territoire », *Quaderni* n°7, 1989, pp55-59
- SALL, Ebrima, *Senegambie : Territoire, frontières, espace et réseaux sociaux*, Bordeaux, Institut d'Etudes politiques-Université de Bordeaux I, Série travaux et documents, n°36, 1992, 28p
- STIEGLER, Bernard, « Réseaux et communauté : A l'époque du temps réel et industriel », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°34, pp5-14

Afrique

Ouvrages

- AGONGJO-OKAWA, Pierre-Louis, « L'Etat africain, un Etat hybride, néocolonial », *L'Etat moderne Horizon 2000. Aspects Internes et Externes. Melanges offerts à P.F. Gonidec*, Paris, 1985, 537p, pp18-35
- AMSELLE, Jean-Louo, *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1990, 256p
- AXELSON, H., *Portugal and the Scramble for Africa*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 1967, 256p
- BADIE, Bertrand, *Les deux Etats. Pouvoir et Société en Occident et Terre d'Islam*, Paris, Fayard, 1987, 287p
- , *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique. L'espace politique*, Paris, Fayard, 1992, 334p
- BAYART, J.-F., *L'Etat en Afrique. Politique du Ventre*, Paris, Bayard, 1989, 439p
- , *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Khartala, 1992, 268p
- , *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996, 306p
- BALANDIER, Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1982, 360p
- , *Anthropologie Politique*, Paris, PUF (1967), 1984, 240p
- , « Le politique des anthropologues », LECA, Jean – GRAWITZ, Madeleine (Sous la direction de), *Traité de Science politique*, Vol. I, Paris, PUF, 1985, 722p, pp319-342
- , *Anthropologiques*, Paris, Librairie Générale Française, (1974), 1986, 316p
- , *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, Quadrige/PUF, 1986, 334p
- BAKARY, Tessy D., *Les élites africaines au pouvoir*, Bordeaux, Institut d'Etudes Politiques-Université Bordeaux I, 1990, 138p
- BERNARDI, Bernardo, *Introdução aos estudos ethno-antropológicos*, Lisboa, edições 70, 450p

- CONTEH-MORGAN, Earl, *Democratisation in Africa. The theory and dynamics of political transition*, London, Greenwood Publishing Group Inc, 1993, 197p
- COULON, Christian, *Le Marabout et le Prince. Islam et pouvoir au Sénégal*, Paris, éd. Pedone, 1981, 317p
- COPANS, J., *La longue marche de la démocratie africaine : savoirs, intellectuels et démocratie*, Paris, Karthala, 1998, 370p
- DIAW, A., *Démocratisation et logiques identitaires en acte. L'invention de la politique en Afrique*, Dakar, CODESRIA monographies, 1994, 194p
- DOZON, Jean-Pierre, "Africa : a família na Encruzilhada », in BURGERS et all., *A História da Família*, (Direção), Terramar (ed. française 1996), 1998, pp259-327
- EVANS-PRITCHARD, E.E., *The Nuer*, Oxford, Oxford University Press, 1940, 199p
- FORTES, M. - EVANS-PRITCHARD, E.E., *Systèmes politiques africains*, Paris, PUF (1940), 1964, 266p
- GONIDEC, P.F., *L'Etat africain*, Paris, L.G.D.J., 1970, 320p
- GLELE, A. – MAURICE, A., « Pour l'Etat de droit en Afrique », in *L'Etat moderne Horizon 2000. Aspects Internes et Externes. Melanges offerts à P.F. Gonidec*, Paris, 1985, 537p, pp172-195
- GLUCMAN, Max, *Order and Rebellion in Tribal Africa*, London, 1963, 273p
- GUILLAUME, Sylvie, « Citoyenneté et nationalité », COLAS, Dominique (Sous la direction de), *Citoyenneté et nationalité*, Paris, PUF, 505p, pp123-153
- LOMBARD, Jacques, *Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire : le déclin d'une aristocratie sous le régime colonial*, Paris, A. Colin, 1967, 291p
- LEVI-STRAUSS, C., *Tristes Tropiques*, Paris, Plon (1955), 1962, 198p
- ROY, Maurice-Pierre, *Les régimes politiques du Tiers monde*, Paris, L.G.D.J., 1977, 613p
- MADUREIRA, Arnaldo, *A colonização portuguesa em Africa, 1890-1910. Retrospectiva e Diagnóstico*, Lisboa, livros horizonte, 1988, 111p
- MEDARD, J.F., (Direction), *Etat d'Afrique noire. Formation, mécanisme et crise*, Paris, Karthala, 1991, 325p
- MBITI, John, *Religion et philosophie africaines*, Yoandé, éd. Clé, 1972, 299p
- Ministério da Educação-Departamento de História da UEM, *Manual de História da Africa Austral*, Maputo, Divisão Gráfica da Universidade, 1980, 182p
- MICHELON, Thierry, *Quel Etat pour l'Afrique ?*, Paris, L'Harmattan, 1984, 189p
- NEWITT, Malyn, *Portugal in Africa : The last hundred years*, London, C. Hurst & Co (Publishers) Ltd 1981, 201p
- RIVIERE, M., *Classes et stratification sociales en Afrique : le cas guinéen*, Paris, PUF, 1978, 245p
- RADCLIFFE-BROWN, A.R. et all., *Sistemas politicos africanos de parentesco et de casamento*, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian, 1950, 523p
- SYLLA, Lancine, *Tribalisme et parti unique en Afrique noire*, Saint-Just-la Pendue, Université Nationale de Côte d'Ivoire-Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, 391p

THOMAS, Louis-Vincent et *all.*, *La Terre africaine et ses religions*, Paris, Librairie Larousse, 1975, 335p
 UEM, *A questao rodesiana*, Maputo, UEM, 1979, 153p

Thèses

COMPAGNON, Daniel, *Ressources politiques, Régulation autoritaire et Domination Personnelle en Somalie : Le régime de Syyyad Barre (1969-1961)*, (Thèse pour le Doctorat –Nouveau Régime), Université de Pau et des Pays de l'Adour-Faculté de Droit, de Droit, d'Economie et de Gestion, 1995, 759p

Articles de revues

BAYART, Jean-François, « Le politique par le bas en Afrique noire : Questions de méthode », *Politique Africaine*, 1 (1), Janv. 1981, pp53-62
 BAYART, J.-F., « La problématique de la démocratie en Afrique noire : la baule, et puis après ? », *Politique Africaine*, 43, Oct. 1991, pp5-20
 BAYART, J.F., « L'enonciation politique », *RFSP*, vol.35, n°3, 1985, pp341-358
 BALANDIER, G., « L'anthropologie africaniste et la question du pouvoir », *Cahier internationaux de Sociologie*, Vol. LXV, 1978, pp197-211
 BALANDIER, G., « La situation coloniale : approche théorique » *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. I, année 1951, pp44-79
 BALANDIER, G., « Messianismes e nationalismes en Afrique noire » *Cahiers Internacionaux de Sociologie*, vol. XIV, Année 1953, pp41-65
 BANEGAS, R., « Ouganda : La construction d'un nouvel ordre politique », *L'Afrique politique*, 1996
 BELOTTEAU, Jacques et *all.*, « La marche de l'Afrique vers le multipartisme », *Afrique Contemporaine*, n°158, 3 ème trimestre, 1991, pp53-69
 BERTRAND, Joel, « Ouganda : Les rois en République », *Afrique contemporaine*, n°182, 2 ème trimestre 1997, pp16-30
 COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, « The Processus of urbanization in Africa (From the origins to the beginning of independence) », *African Studies Review*, Vol. 34, Number 1 (April 1991), pp1-98
 CONSTANTIN, François et *all.* « Les communautés musulmanes d'Afrique orientale » *Travaux et Documents du CREPAQ*, n°1, PAU, Université de PAU et des Pays de l'Adour, 1983, pp36-58
 DARMAU, Michel, « La marche vers le multipartisme » (2 ème partie), *Afrique Contemporaine*, n°159, 3 ème trimestre 1991, pp37-51
 DAVIES, R. –O'MEARA, D., « La stratégie totale en Afrique austale », *Politique Africaine* n°19, Septembre 1985, pp3-27
 ELIOU, Marie, « Erosion et permanence de l'identité culturelle », *Cahiers Internationaux de sociologie*, vol LXVI, 1979, pp79-90

- FATTON, Jr., Robert, "Africa in the Age of Democratisation : The civic limitations of civic society", *African Studies Review*, vol. 38, sept. 1995, pp67-99
- HOLM, John D.-MOLUTSI, Patrick-SOMOLEKA, Gloria, "The developpement of civil society in a democratique state : the Botswana model", *Africain studies review*, vol.39, Number 2, (setember 1996), pp43-69
- LHONVBERE, Julius O., „Where is the third wave ? A critical evaluation of Africa's non transition to democracy", *Africa Today*, 43, (1996), 343-368
- MARTIN, D.-C., "Le multipartisme pour quoi faire ? Les Limites du débat politique : Kenia, Ouganda, Zimbabwe », *Politique Africaine*, 43, Oct. 1991, pp21-30
- MARTIN, D.C., « Les cultures politiques », COULON, C.-MARTIN, D.C. (dir.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp156-175
- MAUNDENI, Zibani, « Botswana still at crossroads", *Africa Quaterly*, vol. 36, n°3, 1996, pp23-30
- MEDARD, J.F, « Le rapport de clientèle », *R F S P*, février 1976, pp97-128
- NANA-SINKAN, S.C., "L'Afrique : La transition économique et démocratique », *Afrique 2000*, n°16, Fév. 94, pp51-66
- NYANG'ORO, Julius E., „Reforms Politics and Democratisation Process in Africa", *Africain Studies Review*, vol.37, n°1, April 1994, pp133-149
- MEMMI, Albert, "Sociologie des rapports entre colonisateurs et colonisés », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. XXII, Nouvelle série, Quatrième année, Janvier-Juin 1957, pp85-95
- OTAYEK, René, « Démocratie, culture politique, sociétés plures : une approche comparative à partir de situarions africaines », *RFSP*, vol.47, n°6, déc. 1997, pp798-822
- SANBROOK, R., "Personnalisation du pouvoir et stagnation capitaliste : L'Etat african en crise », *Politique africaine* n°26, Juin 1987, pp15-37
- TALI, J.-M. Mabeko, « Tribalisme, Regionalisme et lutte de Libération Nationale : la question tribale et ethnolinguistique dans la dissidence au sein du MPLA dans l'est Angolais en 1969-1974 », *Année Africaine* 1992-1993, pp463-486
- TSYEMBE, Mwalia, « La crise politique africaine et le statut théorique de l'Etat africain : un bilan négatif », *Politique africaine*, 71, Oct. 1998, pp109-133

Mozambique

Documentation primaire (sources écrites) –Archives Historiques du Mozambique

-Cx 1591, GAGI, Israel (Adm. Circ. 2a classe), „Nota 2494/A/50“, Lourenço Marques, 29 de Junho de 1946, *Processo e desemprego de europeus e assimilados, Fundo :*

- Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção /Administração. Assunto : Trabalho e desemprego de europeus e assimilados, 1937-1953 (AHM).*
- Cx1628, PACHECO, Amadeu (Administrador), "Informação :Instalação do Posto Administrativo da Munhuana", Administração do Conselho de Lourenço Marques, Província do Sul do Save, 2 de Março de 1945, *Processo B/2, Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Curadoria e Negocios Indígenas. Assunto : Trabalho et Acção. Autoridades Tradicionais, 1944-1953.*
 - Cx 984, CONCEIÇÃO, Lino A. (Administrador do Conselho) de Lourenço Marques, "Edital : recenseamento eleitoral", in *Processo 1/17, Secretaria do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Administração. Assunto : Eleições, 1963-1963*
 - Cx 1592, AUGUSTO, Guilherme (Afm. De 1a Classe), « Note nº365/A/61-4 », Lourenço Marques, 3 de Março de 1961, *Fundo : Adm. do Conselho de Lourenço Marques. Assunto : Trabalho e desemprego de europeus e assimilados, 1950-1961*
 - Cx 1592, Cópia do ofício nº3362-49, endereçada ao Senhor Governador-Geral de Moçambique pelo Senhor Ministro das Colónias. Direcção dos Serviços de Administração Civil. *Processo : A/50/4, Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Trabalho e desemprego de europeus e assimilados, 1950-1961*
 - Cx. 595, "Cópia da Ordem de serviço nº20/A/1941", *Processo B/2/1943-1948, Autoridades gentílicas, Fundo do Governo do Distrito da Beira. Secção : Autoridades gentílicas, 1943-1948*
 - Cx. 1628, « Mapa de Remunerações às Autoridades Gentílicas, nos termos do Regulamento do Imposto Indígena ». Assunto : Trabalho e Acção Social. Autoridades Gentílicas, 1944-1953.
 - Cx 1628, MACEDO, A. José, "Registo das Autoridades Gentílicas", Administração do Conselho de Lourenço Marques, 27 de Fevereiro de 1946, *Processo B/2, Fundo / Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Curadoria e Negócio s Indígenas. Assunto : Trabalho e Acção Social. Autoridades Gentílicas, 1944-1953*
 - Cx. 178, PEREIRA, XAVIER, José G., « Publica Forma », *Processo B/8. Assunto : Fazenda, Concelho de Lourenço Marques, Fundo do Conselho de Maputo, 30 de Agosto de 1943*
 - Cx 338, MOURIER-GENOUD, G. (Superior da Missao), Boletim de registo das Missoes religiosas, „Missao suíça de Mause-Manjacaze », 11 de Fevereiro de 1959, *Processo nº9 E/10/1940 : Missoes estrangeiras. Pasta nº1, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Educação e Cultos. Actos religiosos, Missoes religiosas, 1959.*
 - Cx. CORTES, Antonio da Novoa (substituto do Administrador), « Circular confidencial nº96/E/7/3 : Seitas religiosas gentílicas", Vila de Joao Belo, 1 de Março de 1961, *Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Educação e Cultos. Actos Religiosos, Missoes religiosas, 1961.*
 - Cx.18, "Processo de regedores e de chefes de povoações », *Processo A/8, 1972-1973, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1969-1974*

- Cx109, OLIVEIRA, A.L.H. de (Governador interino), "Despacho ref. A nota nº 987/2, de 25 de março", Joao Belo, 2 de Abril de 1966, in *Processo B/2.1954-55, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades gentílicas : Trabalho e acção social, 1951-1967*
- Cx 109, PINHEIRO, Leite F.T., (Int. Do District), „Oficio endereçado ao Sr. Governador Geral : Sucessao da regedoria de Chipene”, Circunscripção dos Muchopes, 25 de Novembro de 1953, *Processo B/2/1954-1955, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades gentílicas. Trabalho e acção social, 1951-1967*
- Cx. 109,AZEVEDO, Sebastiao A.R.S., "Nota nº987/B/2", Joao Belo, 25 de Março de 1966, *Processo B/2/1954-55, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades gentílicas : Trabalho e acção social, 1951-1967*
- Cx, RAFAEL, Saul (Chefe dos Serviços Distritais de Administração Civil), « Parecer sobre a escolha do sucessor do regedor Fumane do posto administrativo de Fumane”, *Processo nº3/974, Joao Belo, 18 de Abril de 1974, Secretaria da Administração do Conselho dos Muchopes, em Manjacaze, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974*
- Cx. 19, « Cópia da memória descritiva da trajetória do Régulo de Joao FUMANE”, Secretaria da Administração do Conselho dos Muchopes, em Manjacaze, 26 de Março de 1973, *Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974*
- Cx. 19 « Segunda acta da reunião pública para a escolha do sucessor Fumane, do posto Administrativo de Fumane”, Secretaria da Administração do Conselho dos Muchopes, em Manjaze. *Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974*
- Cx. 19, « Conclusão da reunião pública para a escolha do sucessor do regedor Fumane do posto administrativo de Fumane”, *Processo nº3/974, 2 de Abril de 1974, secretaria da Administração do Conselho dos Muchopes, Manjacaze, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades Tradicionais, 1973-1974*
- Cx19. SANTOS, Helder de L. (Chefe dos Serviços Distritais), « Escolha e investidura das Autoridades do Conselho dos Muchopes, *Processo 27/A/8, Joao Belo, 29 de Julho de 1974, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974*
- Cx 19, Três Rapazes de Coolela, « Carta endereçada ao Governador do Distrito de Gaza », 25 de Novembro de 1972, *Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1973-1974*
- Cx. 18, MONDLANE, J.M. (Regedor de Coolela), "Auto de declarações », Auto para averiguações, *Processo 1/8/1972, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1969-1974*
- Cx18, MONDLANE, Eugénio (Chefe do grupo de povoações de Chipene), Autos para averiguações, *Processo A/8/72, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1969-1874*
- Cx55D, « Documentação de Gorongosa », 1984 : (extractos) (s/p), Centro de Documentação do CEA.

Documentation primaire (sources orales)

- MATUSSE, José, interviewé le 12 juillet 1999, à Maputo
- TCHOMBENE, Abilio, interviewé le 28 juillet 1999, à Maputo
- TEMBE, Cristina, interviewé le 30 juillet 1999, à Maputo
- TEMBE, Augusto, interviewé le 28 juillet 1999, à Maputo
- MOLUNGO, João, interviewé le 12 août 2000, à Maputo
- MUYHOMBENE, Felizardo, interviewé le 15 août à Maputo
- LANGA, Alberto, interviewé le 14 août à Maputo, à Maputo
- MATSINHE, Castigo, interviewé le 15 août 2000 à Maputo
- MUNGOI, Lazaro, interviewé le 16 août 2000 à Maputo
- PAINDANE, Lucas, interviewé le 21 mars 2001, à Manjacaze
- ZANDAMELA, Gonçalves M., Interviewé le 21 mars 2001 à Manjacaze
- FAFETINE, Guambe, interviewé le 22 mars 2001 à Manjacaze
- MABOTI, Seneti, interviewé le 22 mars 2001, à Manjacaze
- MACUACUA, Eusébio, interviewé le 14 mars 2001, à Manjacaze
- MATSINHE, Vitorino, interviewé le 24 mars 2001 à Manjacaze
- Interviewe collective réalisée le 28 juillet 2001 à Chipene (Chefferie de la circonscription des Muchopes), à Manjacaze :
- MONJANE, Aurélio J.
- MONJANE, Arnaldo Bucuane
- MONJANE, Estévão Sitique
- MACHAVA, Isaias
- MOUZINHO, Diamantino J.
- CHAMO, Francisco
- SITOE, Choiasse
- MANJATE, Teasse
- MULUNGO, Fatima
- MAZIVE, Duzenta
- Albertina J. CHIVEVE (Femmes) ;
- .Interviewe collective réalisée le 30 juillet 2001, à Manhique (chefferie de la circonscription des Michopes):
- MANHIQUE, Queifar
- MANHIQUE, Alberto
- MANHIQUE, Mário
- GUAMBE, António
- GUAMBE, Sessenta Languisso

-GUAMBE, Simeão
-MANHIQUE, Armando
-MANHIQUE, Francisco
-MANHIQUE, Pedro
-MANHIQUE, Feliz
-MANHIQUE, Simeão
-ZAVALA, José
-ZAVALA, Bequiça
-ZAVALA, Eugénio
-ZAVALA, Filimão
-ZAVALA, Ricardo
-AROUCA, Domingos (Président du FUMO-PCD), interviewé le 30 septembre 1994, à Maputo
-DIAS, Maximo (Secrétaire-général du MONAMO-PSD), interviewé le 23 août 1994, à Maputo
-RIPUA, Weia (Président du PADEMO), interviewé le 7 octobre 1994, à Maputo
-FROGE, C. (Chef traditionnel), interviewé le 19 octobre 1995, à Marromeu
-FELIX, G. (Chef traditionnel), interviewé le 22 février 1996 à Chupanga (Marromeu)
-BRUNO, G. (Paysan), interviewé le 18 octobre 1995, à Marromeu
FAFTINE, Joao (ouvrier), interviewé le 18 octobre 1994
MOLUNGO, F., interviewé le 10 octobre 1994
MONDLANE, Artur, interviewé le 15 octobre 1994
MACHAVA, Alberto, interviewé le 18 octobre 1994
PAULO, A., interviewé le 16 octobre 1995, à Marromeu
SITOE, Augusto, interviewé le 16 octobre 1994
TOMO, C. (fonctionnaire), interviewé le 22 février à (Marromeu)

Ouvrages

ABRAHAMSSON, A.-NILSON, A., *Moçambique em transição : un estudo da historia de desenvolvimento durante o periodo de 1974-1992*, Maputo, CEEI-ISRI, 1994, 365p
AGUIAR, Luiz, *O Livro negro da descolonização*, Lisboa, Ed. Intervenção, 1990, 713p
ALCANTARA, *Marromeu and Luabo Estates. Mozambique*, London, 1994, 420p
ANTUNES, J.-F., *Jorge Jardim, Agente Secreto* (3a edição), Lisboa, Bertrand Editora, 1996, 654p
BALOI, Obede-HECKEN, Guido (editores), *Quem é quem na Assembleia da República*, Maputo, AWEPA, 1996, 250p

- BELCHIOR, Manuel D., "Evolução política do ensino em Moçambique", *Moçambique. Curso de Extensão Universitária. Ano Lectivo de 1964-1965*, Lisboa, Instituto de Ciência Política, pp650-673
- BRITO, L., « O comportamento eleitoral nas primeiras eleições multipartidárias em Moçambique », MAZULA, Brazao (Direcção), *Moçambique, Eleições, Democracia e Desenvolvimento*, Maputo, ed. Brazao Mazula, 1995, pp473-499
- CAMPBELL, Bonnie, *Libération nationale et construction du socialisme (Angola, Guiné-Bissau et Mozambique)*, Montréal, éditions nouvelles, 1977, 163p
- CASTRO, Soares de, *Os Achirimas. Ensaio Etnografico*, Lourenço Marques, Imprensa nacional de Moçambique, 1941, 90p
- COVANE, Luis, *As Relações económicas entre Moçambique e África do Sul : Análise dos acordos e regulamentos principais, 1867-1964*, Maputo, AHM, 1985, 175p
- CHRISTIE, Ian, *Samora. Uma biographia*, Maputo, Nddjira, 1996, 268p
- EGERO, Bertil, "Peoples' Power : The case of Mozambique", in MUNSLOW, B. (editor), *Problems in the transition to socialism*, London, zed books, 1986, 220p, pp114-139
- , *Moçambique, dez anos de construção da democracia*, Maputo, AHM, 1992, 272p
- FERREIRA, Eduardo, *Le colonialisme portugais en Afrique : la fin d'une ère*, Paris, Les presses de l'Unesco, 1976, 176p
- Frelimo, *Mozambique : du sous-développement au socialisme*, Paris, L'Harmattan, 1983, 198p
- FRIEDRICH-EBERT STIFTUNG, *Movimento Sindical em Moçambique : Evolução e Perspectiva*, Maputo, FFE, 1994, 119
- GEFFRAY, Christian, *La cause des armes au Mozambique*, Paris, Karthala, 1990, 264p
- GOLIAS, Manuel, *A Educação Tradicional*, Maputo, N'gira, 1993, 111p
- GOMEZ, Miguel B., *Educação moçambicana : Historia de um processo, 1962-1984*, Maputo, Liv. Universitaria-UEM, 1999, 426p
- GUEDES, Armando M.M., "Organização administrativa de Moçambique", *Moçambique. Curso de Extensão Universitária. Ano Lectivo de 1964-1965*, Lisboa, Instituto Superior de Ciências Políticas, 1965, 695p
- ISAACMAN, Allen, *A tradição de resistência em Moçambique : o Vale do Zambeze, 1850-1921*, Lisboa, Afrontamento, 1987, 338p
- HANLON, Joseph, *Mozambique, The revolution under fire*, Londo, zed books, 1984, 395p
- HERMELE, Kenneth, *Moçambique numa encruzilhada : Economia e política na era de ajustamento estrutural*, Bergen, CHR. Michelsen Institute-Departement of Social Science and Developpement, Maio de 1990, 50p
- HOILE, David, (edited by), *MOZAMBIQUE, 1962-1963. A political chronology*, London, Mozambique Institut, 1994, 234p
- HOILE, David, *Mozambique : resistance and freedom*, London, Mozambique Institute, 1994, 222p
- JOUANNEAU, Daniel, *Le Mozambique*, Paris, Karthala, 1995, 203p

- JUNIOR, Rodrigues, *Transportes de Moçambique*, Lisboa, Editoria Ultramar, 254p
- JUNOD, Henry, *Usos e costumes dos Bantu : a vida duma tribo do sul de Africa*, T.I, Lourenço Marques, (1913), 1974, 532p
- LACHATRE, Brigitte, *Enjeux urbains au Mozambique : De Lourenço Marques à Maputo*, Paris, Karthala, 2000, 319p
- LANGA, Carmélia, *QUEM É QUEM NO GOVERNO DE MOÇAMBIQUE*, Maputo, BIP, 2000, 102p
- LIMA, Alfredo, P., *História dos Caminhos de Ferro de Moçambique*, Lourenço Marques, Ed. da Adm. P. C. F. T. de Moçambique, 1971, 303p
- LINDER, Adolphe, *Os suíços em Moçambique*, Maputo, AHM, 2001, 312p
- LIESEGANG, Gerhard, « Samora Moisés Machal : os anos de formação, 1933-1963 », in SOPA, A., *Samora, Homem do povo*, Maputo, Manguzo Editores, 2001, 297p, pp19-30
- LOBATO, Alexandre, « Ensaio de uma história demográfica de Lourenço Marques », *Boletim Económico e Estatístico*, nº17 (1938), pp52-55
- MACEDO, Adelino, *Noções de Direito Consuetudinário Indígena e Formulário Geral de Processo dos Tribunais Privativos dos Indígenas para Uso dos Funcionários Administrativos das Colónias de Moçambique na sua Qualidade de Autoridades Judiciais Indígenas*, Lourenço Marques, INM, 1994, 212p
- MACHATINE, Felisberto J., *A família Machatine FULANE*, Zandamela, Artes Graficas, Maio de 1971, 69p
- MAGODE, José-KHAN, Angela, « O Estado unitário e a questão nacional : uma reflexão sobre o caso moçambicano », MAGODE, José (Editor), *Moçambique, Etnicidades, Nacionalismo e o Estado*, Maputo, CEEI-ISRI, 1996, 189p, pp40-106
- MAGODE, José, « Subsídios para o estudo da autoridade e poder tradicional em Moçambique. Uma abordagem histórico-antropológica », LUNDIN, Iraê (Diracção), *Autoridade et Poder Tradicional*, Maputo, MAE, 1995, 152p
- MAGODE, José-LUNDIN, Iraê, « Etnicidade e o Processo de Transição Democrática em Moçambique », LUNDIN (Coordenação), *Um Estudo sobre a Transição Política em Moçambique*, Maputo, CEEI-ISRI/GCA, 1995, 282p, pp173-216 (à paraître).
- MANGHEZI, Nadja, *O meu coração está nas mãos de um negro : uma história de Janet Mandlane*, Maputo, CEA-Liv. Universitaria, 1999, 408p
- MEDEIROS, E.-CAPELA, J., *O tráfico de escravos e a estruturação política no Nourte de Moçambique no século XIX*, Maputo, AHM, 1993, 172p
- MICHEL, Cahen, MOZAMBIQUE, *La révolution implosée. Etudes sur 12 ans d'indépendance (1975-1987)*, Paris, L'Harmattan, 1987, 170p
- MONDLANE, Eduardo, *Lutar por Moçambique*, Lisboa, Livraria Sa da Costa, 1969, 251p
- MONDLANE, Eduardo, « Tribos e grupos étnicos moçambicanos – seu significado para a luta de libertação nacional » REIS & MUIANE, Armando (editor), *Datas e documentos da FRELIMO*, Lourenço Marques, Imprensa nacional (2ª edição), 1975, 405p, pp73-76

- MONDLANE, Eduardo, « A evolução da FRELIMO » (Extrait d'une interviewe à Eduardo MONDLANE, Président du FRELIMO, non publiée jusqu'à présent, et qui a été accordée à A. BRAGANÇA en Argel, après le II congrès en 1968), in BRAGANÇA, Aquino, *Quem é o inimigo (II) ? Os Movimentos de Libertação Nacional*, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1978, 316p, pp200-201
- MONDLANE, Eduardo, « A questao tribal na fase avançada da luta » (Réponse à une question dans une interviewe à Eduardo Mondlane, Président du FRELIMO, une semaine avant son assassinat. Le texte a été publié dans *Tricontinental*, n°12, mai-juin 1969), in BRAGANÇA, Aquino, *Quem é o inimigo (II) ? Os Movimentos de Libertação Nacional*, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1978, 316p, pp197-200
- MONTEIRO, G. A., *Sena Sugar State*, Lisboa, 1955, 177p
- MUNSLOW, Barry, "Introduction", in *AFRICA : Problems in the transition to socialism*, London, zed books, 1986, 220p, pp5-21
- MUNSLOW, Barry (editor), *MOZAMBIQUE, The Revolution and its origins*, Harlow, Longman, 1983, 195p
- MUNSLOW, Barry, (edited by), *Samora MACHEL, an african revolutionary (selected speeches and writings)*, London, zed books, 1985, 210p
- NEWITT, Malyn, *Historia de Moçambique*, Lisboa, publicações Europa-América, 1977, 508p
- PAPAGNO, Giuseppe, *Colonialisme e Feudalismo*, Lisboa, Editora a Regra do Jogo/ Historia, 1980, 189p
- REGO, A. da Silva, « Relações entre Moçambique e Africa do Sul (1652-1900) », *Moçambique. Curso de Extensao Universitaria. Ano Lectivo de 1964-1965*, Lisboa, Instituto de Ciências Polítocas, 1965, 695p, pp43-76
- RIBEIRO, P. Armando, *Antropologia. Aspectos culturais do Povo Changane e Problematica Missionaria*, S. Paulo, Paulinas, 1998, 199
- SILVA, Teresa e Cruz, *Igrejas Protestantes e Consciência Política no Sul de Moçambique : O caso de Missão Suíça (1930-1974)*, Maputo, Promédia, 2001, 282p
- PELISSIER, René, *História de Moçambique. Formação e oposição, 1854-1918*, vol.I, Lisboa, ed. estampa, 1987, 506p
- OLIVEIRA, Nunes de , *Administração e politica social em Moçambique*, Lisboa, Portugalia, s/d, 44p
- SAUL, John, « FRELIMO and the Mozambique Revolution », in ARRIGHI, Giovanni and SAUL, John. (Editors), *Essays on the Political Economy of Africa*, London, Monthly Review Press, 1973, pp52-87
- SIMANGO, Urias, T. « Situação sombria na FRELIMO » in BRAGANÇA, Aquino, *Quem é o inimigo (II) ? Os Movimentos de Libertação Nacional*, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1978, 316p, pp206-207
- VILANKULU, Artur, « Carta ao New York Times », lettre qui n'a pas été publiée, en réponse à un article. Elle a été envoyée le 6 avril 1972 par A. VILANKULU, représentant du Comité Révolutionnaire du Mozambique (COREMO), aux Etas-

- Unis », BRAGANÇA, Aquino, *Quem é o inimigo (II) ? Os Movimentos de Libertação Nacional*, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1978, 316p, pp177-180.
- VERSCHUUR, Christine et all., *MOZAMBIQUE. Dix ans de solitude*, Paris, l'Harmattan, 1986, 182p
- VINES, Alex, *RENAMO. Terrorism in Mozambique*, London, Centre for Southern African Studies, 1991, 257p
- ZIEGLER, Jean, *Contre l'ordre du monde. Les rebelles*, Paris, Ed. du Seuil, 1983, 336p

Thèses et Mémoires

- ARAUJO, Manuel, *O Sistema das Aldeias Comunaes em Moçambique : Transformações na organização do espaço residencial* (Tese de doutoramento), Lisboa, Universidade de Lisboa, 1988, 530p
- CRUZ, Miguel, *A História da Formação da Classe Trabalhadora em Manica e Sofama, au Sul do Púnguè* (Dissertação de Licenciatura), Maputo, Universidade Mondlane, Dezembro de 1982, 313p
- CUMBANE, Davide, *Les Partis Politiques Mozambicains : Identités politiques, élections et représentations sociales* (DEA Science politique), Bordeaux, Institut d'Etudes Politiques-Université Montesquieu Bordeaux IV, 2001, 198p
- FIALHO, José, *Antropologia económica dos Thonga do sul de Moçambique* (Dissertação de Doutoramento em Antropologia económica), Lisboa, Universidade Técnica de Lisboa, 1993, 793p
- LEITE, Joana H.M.F.P., *La formation de l'économie coloniale au Mozambique : pacte colonial et industrialisation. Du colonialisme portugais aux réseaux informels de sujétion marchande, 1930-1974* (Thèse présentée en vue de l'obtention du doctorat), Paris, EHE, 1989, 990
- MAGODE, José, *La Formation de l'Etat post-colonial au Mozambique* (DEA Science politique), Lyon, Institut d'Etudes Politiques-Université Lumière Lyon 2, 1978, 174p
- PEQUENINO, Fernando, *Estrutura social entre os Lomós do Posto Administrativo de Mugeba, Distrito de Mocuba, Província da Zambézia, C.1900-1995* (Trabalho de Licenciatura em Historia), Maputo, UEM/Fac. de Letras-Dep. de Historia, 1995, 96p
- SILVA, Teresa Cruz e, *A Rede Clandestina da Frelimo em Lourenço Marques* (Trabalho de Diploma para a obtenção do grau académico de licenciatura em Historia), Maputo, U.E.M, Faculdade de Letras/CEA, 1986, 120p
- TAJU, Gulamo, *O projecto do engenheiro Jorge Jardim*, (Trabalho de Diploma para a obtenção do grau académico de licenciatura em Historia), Maputo, Universidade Pedagógica, 1990, 101p

Rapports

- ENES, António, *Moçambique. Relatório*, Lisboa, Sociedade de Geografia de Lisboa, 1913, 516p

- Frelimo, *Relatório do Comité Central ao 3º Congresso*, Maputo, 1977, 58p,
- SPENCER, Augusto V., *Relatório da Inspeção Ordinária ao Concelho de Lourenço Marques e circunscrições de Marracuene e Maputo*, Lourenço Marques, *Inspeção dos Serviços Administrativos e dos Negócios Indígenas*, Lourenço Marques, 1950
- PNUD, *Moçambique. Crescimento economico e desenvolvimento humano. Progresso, Obstáculo e Desafios. Relatório Nacional do Desenvolvimento*, Maputo, PNUD, 2000.
- Relatorio das Aldeias Comunais das Provincias de Sofala e Manica, Maputo, Comissao Nacional de Aldeias Comunais, 1978
- Relatorio das Actividades Desenvolvidas pela Comissao Distrital de Aldeias Comunais, Maputo, Comissao Nacional de Aldeias Comunais, 1978

Articles de revues

- ALMEIDA, A., « Esboço histórico das organizações tradicionais dos régulos de Angola e de Moçambique : os grandes régulos, os chefes tradicionais. Situação actual », ALMEIDA, A et all., *Congresso do Mundo Português. Publicações, Memoria e Comunicações Apresentadas ao Congresso Colonial*, vol. XV, T2, Lisboa, Comissao Executiva dos Centenarios, 1940, pp529-543
- ALMEIDA, Adelino, « Moçambique : Subsidions para a compreensao de uma realidade politica africana », *Africana*, n°13, Março 1994, pp65-91
- ANDRADE, P.M., « Proto-nacionalismo em Moçambique : um estudo de caso de Kamba Simango », *Boletim do Arquivo Historico de Moçambique*, n°6, Outubro de 1989, pp127-147
- BRITO, L., « Une relecture nécessaire : la génèse du Parti-Etat », *Politique Africaine* (29), mars 1988, pp15-28
- COELHO, A. Vasconcelos Pinto, « A divisão Administrativa da Província de Moçambique », *Revista da Junta das Missões Geographicas e de Investigações do Ultramar*, Lisboa, Ministério do Ultramar, vol. n°1, 1956, pp98-99
- CAHEN, Michel, « Le colonialisme tardif et la diversification religieuse au Mozambique (1959-1974) », *Lusotopie. Des protestantismes en lusophonie catholique*, Paris, Karthala, 1998, pp377-396
- CAHEN, Michel, « Etat et pouvoir populaire au Mozambique » *Politique africaine* n°19, Septembre 1985, pp36-60
- CAHEN, Michel, « Entrons dans la nation. Notes pour une étude du discours politique de la marginalité : le cas de la RENAMO du Mozambique », *Politique Africaine*, n°67, Oct. 1997, pp70-88
- COVANE, Luis, « Lourenço Marques, 1852-1928 », *Arquivo. Boletim do Arquivo Histórico de Moçambique*, n°2, Out. De 1987, pp76-84
- FERREIRA, Antonio, « Um interessante caso de sucessao entre os Changana de Chibuto », *Revista científica do Instituto de Investigação de Moçambique*, Lourenço Marques, 7, série c, 2965, pp129-134

- FERREIRA, F., « Antonio Enes e o seu pensamento colonial » (Discutida em sessão do dia 8.9.1947 da sessão de Litteratura, Historia e Sociologia) Sociedade de Estudos de Moçambique. Teses Apresentadas ao 1º Congresso realizado de 8 a 13 de Setembro de 1947, 1º vol., Lourenço Marques, Tip. Minerva Central, 1947, pp2-7
- FORTUNA, Vasco, «Estruturas económicas de Moçambique», *Moçambique. Curso de Extensão Universitária. Ano Lectivo de 1964-1965*, Lisboa, Instituto de Ciência Políticas, 1965, pp201-229
- GALVÃO, L. A., «Moçambique e a União Sul-Africana : A sua interdependência económica», *Boletim da Agência Geral das Colónias*, Lisboa, Ano I, nº4, Outubro de 1925, pp3-33
- GEFFRAY, C.-PEDERSEN, G., « Nampula en Guerra », *Politique Africaine*, (29), mars 1988, pp28-42
- GEFFRAY, C., « Fragments d'un discours du pouvoir (1975-1985) : du bon usage de la méconnaissance scientifique », *Politique africaine*, (29) mars 1988, pp76-85
- ISAACMAN, Allen, « Régulos, diferenciação social e protesto rural : o regime do cultivo forçado do algodão em Moçambique, 1938-1961 », *Revista Internacional de Estudos Africanos*, 6 e 7, Janeiro/Dezembro, pp37-81
- LEONARD, Y. et all., « Avant propos. Lusotropicalisme : du mythe à l'objet de recherche », *Lusotropicalisme. Idéologies, Identités coloniales et Identités nationales dans le monde lusophone*, Paris Karthala, Lusotopie-1997, pp195-200
- LEONARD, Y., « Salazar et lusotropicalisme, histoire d'une appropriation », *Lusotopie* 1997, pp211-226
- MARCHANDE, Jacques, « Economie et société dans la transition libérale au Mozambique », *Lusotopie*, Karthala, 1995, pp104-136
- MARQUES, José C.B.M., « Sobre a Dinâmica da Administração Publica no Ultramar » *Estudos Políticos e Sociais*, Lisboa, Instituto Superior de Ciências Sociais e Políticas Ultramarinas, 1968, pp481-639
- MONTEIRO, A.A. da Silva, « Provincia de Moçambique : Direitos e Deveres dans Autoridades Indigenas do distrito de Tete », in *Separatas Diversas*, Lourenço marques, INM, 1924, pp5-9
- MOURIER-GENOUD, Eric, «Y a-t-il une spécificité protestante au Mozambique ? Discours du pouvoir postcolonial et histoire des Eglises chrétiennes », *Lusotopie* 1998, Paris, Karthala, pp407-420
- NEWITT, Malyn, « The early history of the sultanat of Angoche », *Journal of African History*, XII, 3 (1972), pp397-406
- MACHADO, J., « O Caminho de Ferro de Lourenço Marques », *Boletim da Sociedade de Geografia de Lisboa*, 3a série, nº1, 1882, pp5-21
- MENDES, Máro J. F., « Comunicações e transportes », *Boletim da Sociedade de Estudos de Moçambique*, Lourenço Marques, nº39, Julho de 1939, pp39-54
- MEDEIROS, E., « Etnias e etnicidade em Moçambique : notas para o estudo da formação de entidades étnicas entre os povos de língua(s) emakhua e o advento da etnicidade macue e lomwè », *Africana*, nº18, setembro de 1979, pp20-42

- MONTEIRO, Manuel G., « A política ultramarina portuguesa perante os ventos da História », *Boletim Geral do Ultramar*, Ano XLI, n°477, Lisboa, A.G.U, Março 1965, pp35-77
- MOREIRA, Adriano, « As élites das provincias portuguesas de indigenato : Guiné, Angola e Moçambique », *Revista da Junta das Missoes Geograficas e de Investigação do Ultramar*, Lisboa, vol. IV, n°II, 1936, pp156-188
- « Nascimento », *Boletim da Sociedade de Estudos da Colonia de Moçambique*, Lourenço Marques, Tipografia popular, Ano II, Dez. 1933, pp17-52
- MUINGA, Elisa, « Mulheres et guerra : reintegração social das mulheres regressadas das « zonas da RENAMO » no Distrito de Mandlakazi », *ARQUIVO*, Maputo, 18, Outubro de 1995, pp49-92
- O'MEARA, Dan, « The collapse of Mozambican Socialism », *TRANSFORMATION*, 14, (1991), pp84-112
- PEREIRA, Joao, C.G., « As primeiras eleições multipartidarias e o comportamento eleitoral no distrito de Marromeu », *Arquivo. Boletim do Arquivo Historico de Moçambique*, n°21, Abril de 1997, pp5-52
- PINHEIRO, Viseu F.-NORTON, Manuel A. « Evolução demografica de Lourenço Marques : contribuição para o estudo da sua urbanização » *Revista*, Lisboa, Centro de Estudos Demograficos, n°17, 1966
- SALAZAR, Oliveira, « Problemas portugueses em Africa : entrevista concedida pelo senhor Presidente do Conselho à Revista norte-americana LIFE », *Boletim Geral do Ultramar*, Lisboa, A.G.U., Ano XXXVII, Maio 1962, pp3-15
- SANTOS, José G.H., « A agricultura indigena e o comércio dos seus produtos », *Boletim da Soc. De Estudos da Colónia de Moçambique*, Lourenço Marques, Tipografia popular, Out. 1933, Ano II, n°11, pp8-27
- SEQUEIRA, A. de M., « População », *Boletim da Sociedade de Estudos de Moçambique*, Lourenço Marques, Junho de 1933, ano II, n°9, pp38-61
- SEQUEIRA, Arnaldo de M., « Indole, Usos e Costumes », *Boletim da Sociedade da Colonia de Moçambique*, Lourenço Marques, Ano II, Out. 1933, pp33-61
- SILVA e CRUZ, Teresa-JOSE, Alexandrino, «Eduardo Mondlane : pontos para uma periodização da trajetória de um nacionalista», *Estudos Moçambicanos*, Maputo, CEA/UEM, Maio 1991, pp73-89
- «Igrejas Protestantes no Sul de Moçambique e Nacionalismo : O Caso da Missão Suíça » (1940-1974), *Estudos Moçambicanos*, n°10, Maputo, CEA/UEM, Dez. 1992, pp21-39
- SILVA, Teresa Cruz e, « Identity and Political Consciousness in Southern Mozambique, 1930-1974 : Presbyterian Biographies contextualized », *Journal of Southern African Studies*, vol.24, number 1, Marche 1998, pp223-236
- SPECTATOR, «The mozambican revolution and the national question : for the nation to live the tribe must die», *The African communist*, London, n°89, (1982), pp31-41
- OSORIO, J.C.-RODRIGUES, J.F., « Integração dos actuais régulos na obra administrativa nas Colonias de Angola e de Moçambique », *Comissão Executiva*

de Centenários, *Congresso do Mundo Português. Publicações, Memória e Comunicações Apresentadas ao Congresso Colonial*, vol. XV, T2, Lisboa, 1940, pp545-561

TAJU, Gulamo, « Renamo : os factos que conhecemos », *Cadernos de História*, Maputo, Dep. De História da UEM, (7), 1988, pp5-32

Autres documents

-FERREIRINHA, F., « António Enes e seu pensamento colonial » (Discutida em sessão do dia 8-9-1947 na secção de Litteratura e Sociologia), *Soc . de Estudos de Moçambique. Teses Apresentadas ao 1º Congresso realizado de 8 a 13 de Setembro de 1947*, Lourenço Marques, Tip. Minerva Central, 1947, pp2-7

-Moçambique. Documentário Trimestral, nº12, 1937

-CHISSANO, J./Frelmo, *Campagnes électorales*, 1994, Maputo, TVM, 1994

-DHAKAMA, A./RENAMO, *Campagnes électorales*, 1994, Maputo, TVM, 1994

Documents officiels

-Administração civil e financeira da Provincia de Moçambique », in Moçambique : Administração civil, Lisboa, Imprensa Nacional, 1915, pp3-39

Carta Orgânica do Império Colonial Português », Promulgada pelo Decreto-lei nº23.2228 de 15 de Novembro de 1933, in Publicações diversas, Lisboa, Imprensa Nacional de Moçambique, 1943, pp5-55

-ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA, *Constituição da Republica de Moçambique*, Maputo, INM, 1990

-ASSEMBLEIA POPULAR, *Constituição da Republica Popular de Moçambique*, Maputo, Tempográfica, 1983

-« Estatutos da Missão Suíça », *Boletim Oficial* nº391 de 26 de Setembro de 1934

-FREITAS, Romeu I.F., *Conquista da adesão das populações*, Lourenço Marques, Serviço de Centralização e Coordenação de Informações, 1965, 217p

-Frelimo : *Relatório do Comité Central ao 3º Congresso* , Maputo, 1977, 82p

-Frelimo : Documentos da 8ª Sessão do Comité Central, Maputo, 1976, 77p

-Frelimo : *Estatutos e programa da Frelimo*, Maputo, INLD, 1983

-FRELIMO : *Documentos base da FRELIMO*, Maputo, Tempografica, 1976, 282p

-Governo de Moçambique, Relatório da Comissão Nacional de Eleições, Assembleia Popular, 6ª Sessão, Maputo, Julho de 1980

-Governo de Moçambique, « Relatório da Comissão Nacional de Eleições », *Boletim da Republica*, I Série nº150, 24 de Dezembro de 1977

-Moçambique. *Constituição, Lei Eleitoral e Legislação Complementar*, Vol.4,Lisboa, ed. 70, 1994, 246p

-L'Accord de N'komati », *Politique Africaine*, (14), Juin 1984, pp110-121

Articles de presse

- « O II Plano de Fomento de Moçambique durante o ano de 1960 », *O Brado Africano*, 13 de Fevereiro de 1960, p1 et 5.
- MOREIRA, Adriano, (Ministre d'autre-mer), « Formação das comunidades multi-raciais íntegras, sem as quais não haverá em Africa nem progresso, nem ordem, nem civilização, nem direitos do homem », *O Brado Africano*, n°1845, 2 de Dezembro de 1961.
- « Alguns dados biograficos do Dr. Domingos Antonio Mascarenhas AROUCA », *Brado Africano*, n°12 de Novembro de 19961, p1
- « Festa da Cidade de Lourenço Marques », *O Brado Africano* n°1785, 24 de Julho de 1960
- Um filho de Zavala, « A Sociedade », *O Brado Africano* n°1198, 1 de Junho de 1946, p4
- « Dr. Marcelino dos Santos », *O Brado Africano* n°1757, 16 de Janeiro de 1960, p1
- « Centro Associativo dos Negros de Moçambique », *O Brado Africano* n°1843, 19 de Agosto de 1961, p.1 e 8
- « A homenagem a S. Excia o Governador Geral constitui a mais grandiosa manifestação de gratidão do povo nativo de Moçambique », *O Brado Africano*, n°1202, 29 de Junho de 1946
- SALAZAR, O., « E ilegítimo da parte das Nações Unidas resolver discriminatoriamente contra Portugal : a Assembleia não tem competência para declarar não autônomos territórios de qualquer potência », *O Brado Africano*, n°1804, 3 de Dezembro de 1960
- Jornal *Eleições Moçambique*, Outubro de 1994, p13
- GUERIVIERE, Jean de la, « Ventre mou de l'Afrique australe », *Le monde* n°8574, 9 août 1972, p4
- “Communique of the Central Committee”, *Mozambique Revolution*, April-June 1970, n°43, pp4-11
- Mozambique Revolution* n°60, July-September 1974, p9
- “Lazaro Kavandame apresentou-se ao Governo português, porque a FRELIMO traiu os Macondes », *Mozambique Revolution*, October-December 1970, n°45, p22
- « Editorial », *Mozambique Revolution* n°43, April-June 1970, p3
- SOUSA, Manuel « Oportuna e objectiva exposição à Assembleia Nacional », *Notícias*, 2 de Março de 1966, p1 et 10.
- « Discurso do vogal Felisbero Machatine », *Notícias*, 13 de Abril de 1966
- « Sessão da Câmara : As dificuldades da Resselagem ocupam atenções da vereação », *Notícias*, 10 de Março de 1966
- « A Eleição do chefe do Estado efectua-se no dia 25 de Junho », *Notícias*, 7 de Fevereiro de 1965

- « Admitidos ao emprego de serviço de estiva », *Notícias*, 6 de Março de 1966, p3
- « Zavala : procura caminhos de futuro », *Noticias*, Natal de 1972, pp323-324
- « O Ciclone Claude », *Notícias*, 6.1.1966
- “Operação de solidariedade : brigadas de salvamento recolhem dezenas das inundações”, *Notícias*, 2.3.1966, p9
- “O problema habitacional dos subúrbios focado na Assembleia Nacional pelo Dr. Manuel Nazaré », *Notícias*, 2.3.1966
- Moçambique na Assembleia Nacional : A necessidade de todas as etnias ultramarinas participarem aos mais elevados graus de ensino posto em foco pelo deputado Dr. Almeida Penicela », *Notícias*, 7 de Fevereiro de 1974
- Notícias*, 8.3.1966, p3
- Notícias*, 4.6.1966, p3
- Notícias*, 8.6.1966, 15
- “Comité Central saído do 3º Congresso”, *Tempo* n° 332, 13 de Fevereiro de 1977, p6
- “Situar no espaço e no tempo o 3º Congresso da Frelimo, *Tempo* n°332, 13 de Fevereiro de 1977
- “Composição do Presidium do III Congresso” *Tempo* n°332, 13 de Fevereiro de 1977, p14
- « Resolução do seminário do Aparelho do Estado : pratica dos trabalhadores da função pública deve reflectir a linha política da Frelimo. Recomendações sobre os trabalhadores da função publica”, *Tempo* n°319, 14 de Novembro de 1976, pp38-47
- « Teses para o 3º Congresso”, *Tempo* n°329, p44
- « Montesquieu : un nado morto em Moçambique », *Tempo* n°363, 18 de Setembro n°363, 18 de Setembro de 1977, pp50-51
- « Eduardo Mpebo : a experiência de um veterano”, *Tempo* n°654, 24 de Abril de 1983, pp17-18
- MACHEL, S., “O povo quer, o povo exige que o seu Estado seja dirigido com disciplina : discurso do Presidente Samora », *Tempo* n°661, 12 de Junho de 1983, pp27-33
- CHISSANO, Joaquim, « Plenário nacional da Frelimo : come exercer o poder popular para servir as massas (presentes em Mocuba 402 delegados do país), *Tempo* n°230, 23 de Fevereiro de 1975, pp4-8
- CHISSANO, Joaquim, « Historica conferência de imprensa : Delegação de Frelimo fala a jornalistas na Ponta Vermelha », *Tempo* n°208, 22 de Setembro de 1974, pp55-56
- « Jardim : um agente do imperialismo », *Tempo* n°314, 10 de Outubro de 1976, pp31-35
- BURCHET, Wilfred (Entrevista), “Samora Machel e a Revolução na Africa Austral”, *Tempo* n°310, 12 Setembro de 1976, pp18-23
- BURCHET, Wilfred, « Entrevista com o Presidente Samora”, *Tempo* n°307, 22 de Agosto de 1976

-
- “Nova divisao administrativa da capital do pais », *Tempo* n°671, 21 de Agosto de 1983
 - MACHEL, S. « Criemos o partido de vanguarda para construirmos o socialismo »
Tempo n°319, 14 de Novembro de 1976, pp16-21
 - « Malanga : Grupo de sez familias sao unidades de democracia », *Tempo* n°688, 18
Dezembro de 1993, pp5-6
 - « Frelimo : uma política de classe, uma classe anti-racista : decisoes do IV
Congresso », *Tempo* n°663, 26 de Junho de 1983, pp44-46
 - MAKANGA, Alibi (Combattant), « E um dirigente que dá exemplos », *Tempo* n°677, 2
de Outubro de 1983, p4
 - MOIANE, José (Entrevista), « Reabertura da Frente de Tete », *Tempo* n°283, 7 de
Março de 1976, pp24-31
 - MOIANE, José (ex-Combatant), « Uma direcção solida », *Tempo* n°677, 2 de Outubro
de 1983
 - « Sob a sua direcção construiremos o socialismo : moção de saudação ao Presidente
Samora Machel », *Tempo* n°656, 8 de Maio de 1983
 - « Presidente Samora em Cabo Delgado : Há uma exigência de lutarmos cpntra as
etruturas herdadas » *Tempo* n°308, 29 de Agosto de 1976, pp19-26
 - « Eleição do Presidente do Presidium e leitura do Relatorio do CC », *Tempo* n°332, 13
de Fevereiro de 1977, p8
 - MARTIN, Leslie et *all.*, « Perfil de um dirigente : dirigente e personalidades relatam à
Tempo expériencias comuns com Samora Machel », *Tempo* n°677, 2 de Outubro de
1983, pp17-31
 - « A partir do dia 25 » *Tempo* n°363, 18 de Setembro de 1977, pp46-49
 - « Lei Eleitoral (art.12) », *Tempo* n°362, 11 de Agosto de Setembro de 1977, pp17-21
 - Comissao Nacional de Eleicoes, « Relatorio da Comissao Nacional de Eleicoes »,
Tempo n°378, pp51-56
 - « Capturado Agente do Exército Rodesiano », *Tempo* n° 362, 11 de setembro de 1977
 - “Ofensiva politica e organisacional”, *Tempo* n°500, Maio de 1980, pp7-11
 - Mata Filipe, « Comercialisação de peixe em maputo : desorganisação e falta de apoio,
portas abertas à candonga », *Tempo* n°589, 24 de Janeiro de 1982, pp12-15
 - « Os Movimentos anti-mobutistes » *Tempo* n°344, 8 de maio de 1977, pp14-15
 - « Alguns factos da Historia do MPLA », *Tempo* n°271, pp39-44
 - Tempo n° 304, 1 de Agosto de 1976
 - NWAKHONGWE, Martis, « Depoimento de um combatente do 25 de Setembro : o
povo é que vai saber a politica da FRELIMO », *Tempo* n°312, 24 de Setembro de
1976, pp25-32
 - Carvalho, Sol, « Niassa. Chiwindi na memoria da luta armada » *Tempo* n° 480, 23 de
Dezembro de 1977, pp32-35
 - « Seis combatentes », *Tempo* n° 304, 1 de Agosto de 1976, pp27-31

- MACHEL, Samora, « Critica e auto-critica da luta de libertação », *Tempo* n°204, 18 de Agosto de 1974, pp3-4
- « Citações do Presidente Mao Tsetung », *Tempo* n°210, 6 de Outubro de 1974, pp60-64
- « Mauvilo a ku Mweda : sobreviventes e participantes historiam massacre » *Tempo* n°350, 19 de junho de 1977, pp43-49
- « Comentarios », *Tempo* n°332, 13 de Fevereiro de 1977, p17
- « Historicos Documentos do I Congresso : Congresso da FRELIMO », *Tempo* n°330, 30 de Janeiro de 1977, pp24-29
- NOGUEIRA, Teresa Sa, « Novos bairros da cidade », *Tribuna*, 17 de Julho de 1964
- CHISSANO, J., « Génese da Frente de Libertação de Moçambique », *SAVANA*, 12 de Abril de 2002
- MOYANA, Salomao, « Em memoria do general Mabote : Devemos distinguir guerrilha do terrorismo », *SAVANA*, 2 de Fevereiro de 2002, pp2-4

ANNEXES

Annexe 1 et 2: Le continent africain et la localisation du Mozambique

Annexe 1 et 2: Le continent africain et la localisation du Mozambique



-Source : « Atlas : La Terre, Le Monde, Les Pays », Dictionnaire Encyclopédique Universel, Montréal, Larousse-Bordas, 1993, p1697

Annexe 3, Mozambique : points de repères

Annexe 3, Mozambique : points de repères

-Superficie : 799.380 Km²

-Secteurs économiques : Primaire (Agriculture, - principales cultures : maïs, sisal, thé, cajou, noix de coco, agrumes -, élevage du bétail) ; secteur secondaire (pêche, mines, industrie manufacturière, électricité et eau, construction) ; secteur tertiaire (Transports et communications, commerce, tourisme, services publics).

-Distribution du PIB en % (Tendances dans l'après guerre civile)¹.

Secteurs économiques /Année	Primaire	Sécondaire	Tertiaire
1996	28,1	20,8	51,2
1998	27,6	24,6	48,3

PIB pm per capita	1996	1997	1998
PIB pm per capita en US\$	186	222	237
PIB réel per capita en US\$	165	205	234

Population

-Habitants : 16.840,654

-Population rurale : 87%

-Population de moins de 15 ans : 46%

-Taux de croissance de la population : 2,6%

-Densité moyenne : 15 habitants/km² (maximum : 30 hab/km² à Nampula).

-Analphabétisme : 73% en 1980 (90% en 1970).

Brève chronologie

1948 : Vasco da Gama aborde les côtes du futur Mozambique. Début, en 1505, de l'installation des comptoirs portugais. Ce n'est qu'au XIX^{ème} siècle que commence l'exploitation des terres de l'intérieur.

1951 -Le Mozambique devient une « province portugaise d'outre-mer ».

1962 : Plusieurs Mouvements politiques fusionnent pour former le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO), dont Eduardo sera le premier Président.

1964 : Début de la lutte armée de libération nationale

25 Juin 1975 -Le Mozambique accède à l'indépendance.

1977 - Troisième congrès du FRELIMO, qui se transforme en parti marxiste-léniniste

1977-1992 : La guerre civile

16 mars 1984 : Signature des accords de N'komati entre l'Afrique du sud et le Mozambique

1990 : Abandon du régime à parti unique et l'ouverture du pays à la démocratie multipartite

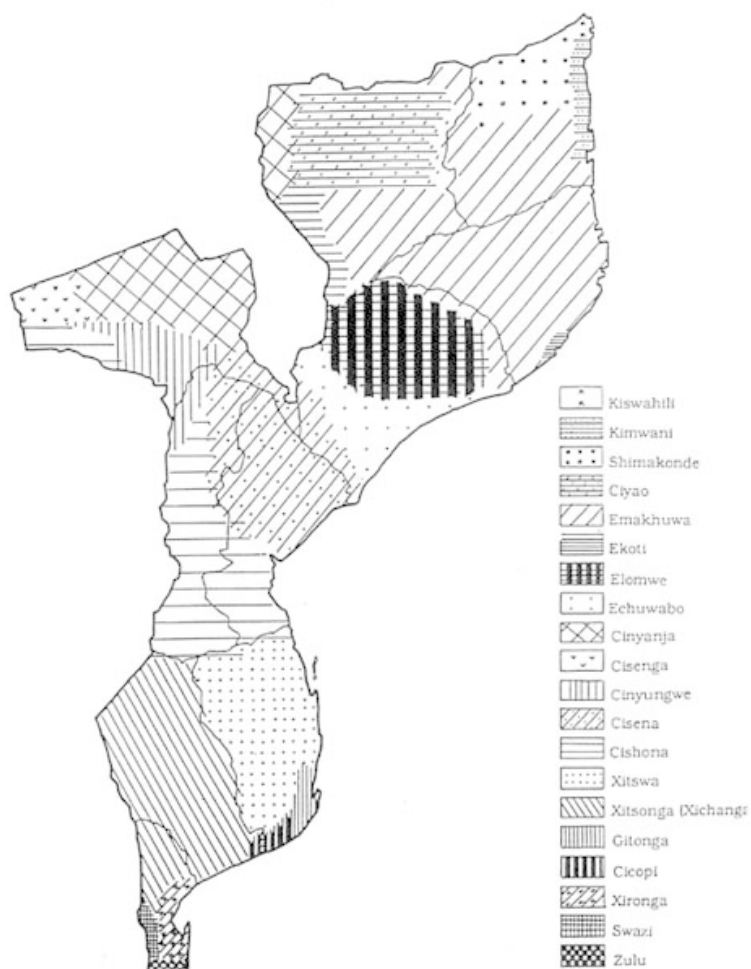
1990-1992 : Les pourparles de Rome et l'Accord Général de Paix entre la RENAMO et le Gouvernement.

1994 : Premières élections multipartites.

¹ PNUD, Mozambique, *Crescimento e desenvolvimento humano : progresso, obstáculos e desafios. Relatório Nacional do Desenvolvimento Humano, 1999...* op. cité. ; VERCHUUR, Christine, LIMA, Marluza-LYMA, Philipe, VELASQUEZ, German, *Mozambique : Dix ans de solitude*, Paris, l'Harmattan, 1986, 182p, p10

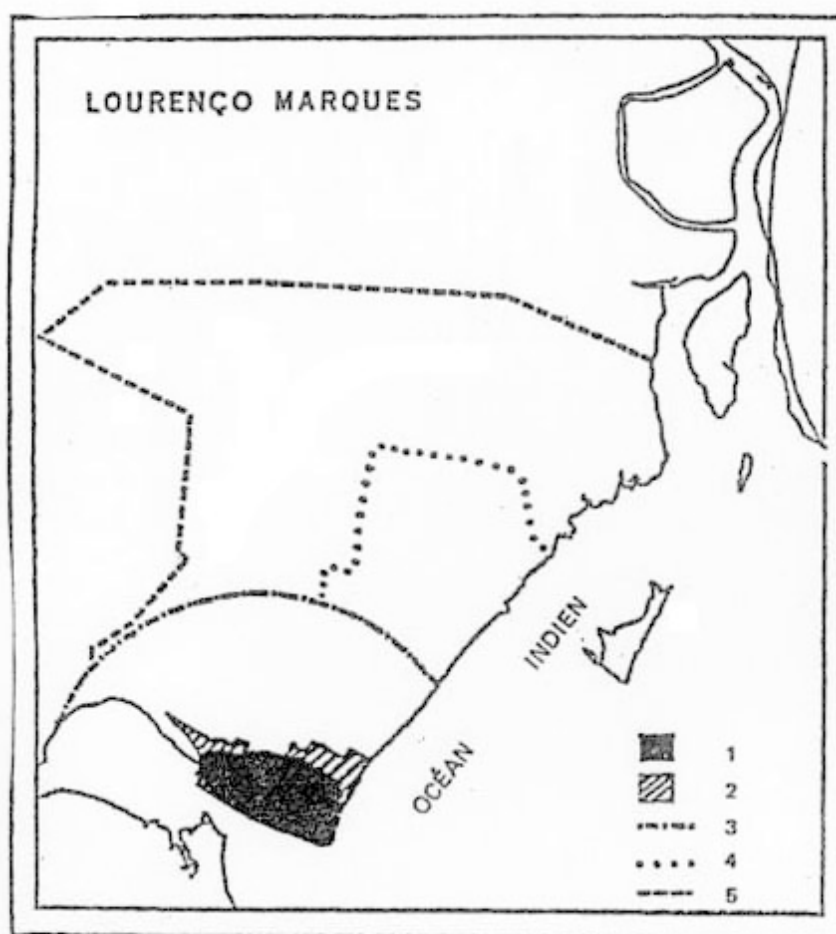
Annexe 4 : La carte ethnique du Mozambique

Annexe 4 : La carte ethnique du Mozambique

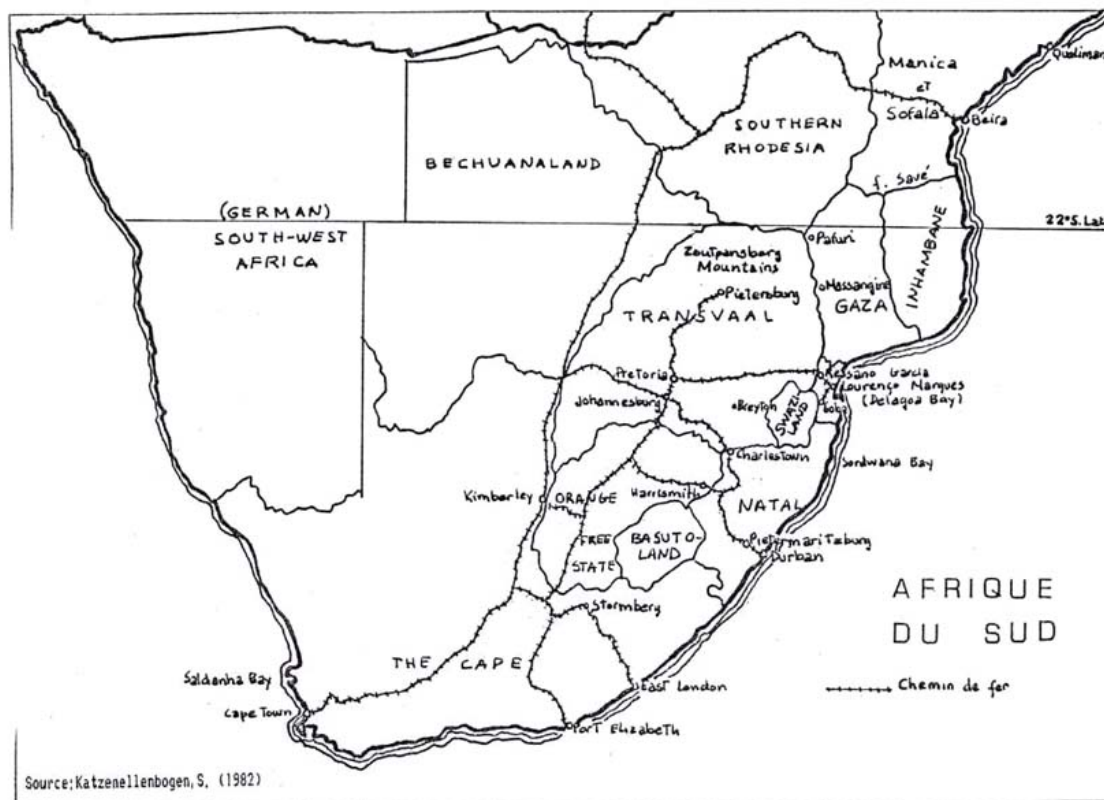


-SOURCE : MAGODE, J., (DEA), *La formation de l'Etat post-colonial au Mozambique : structures sociales, conflits et changements...op. cité.* 4).

Annexe 4, Supplément : carte religieuse du Mozambique



1. Ville, partie urbaine.
2. Expansion de la ville aux dépens de la partie suburbaine.
3. Limite du « foral » (zone de législation urbaine) et du conseil jusqu'en 1945.
4. Limite du « foral » en 1968.
5. Limite du conseil en 1968.



Annexe 7 : Les réseaux des chemins de fer vers l'extérieur

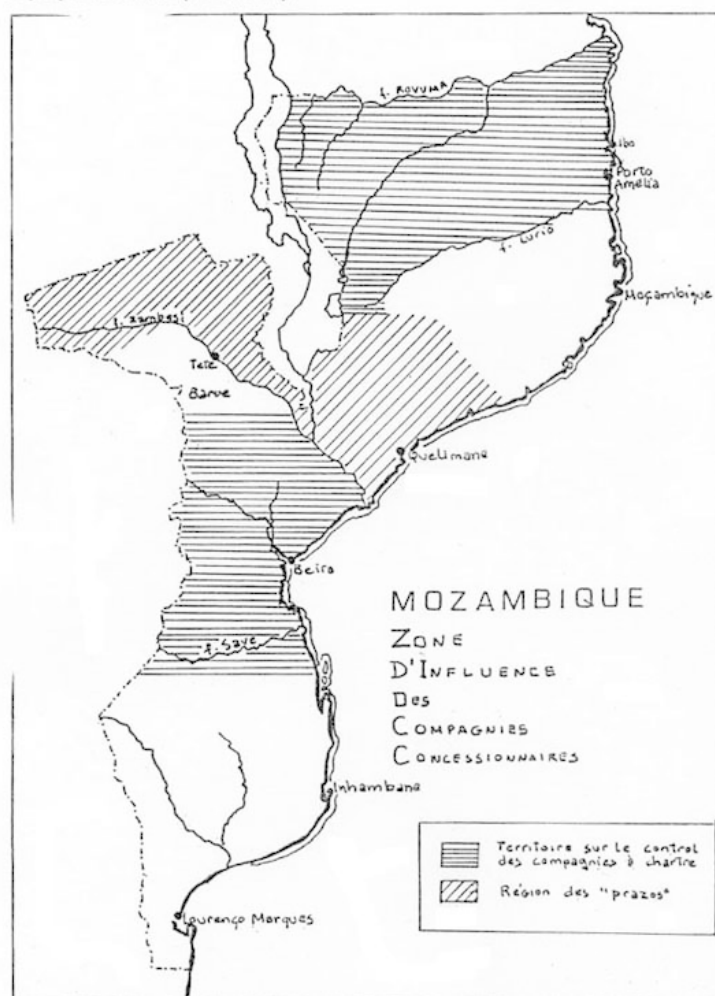


En raison de sa situation géographique, le Mozambique revêt une importance considérable pour les pays avoisinants ne pouvant accéder à la mer qu'à travers son territoire. Le rétablissement de la paix au Mozambique revêtait donc une importance cruciale pour toute l'Afrique australe.

Sources : -ONU, Les Nations Unies et Le Mozambique, 1992-1995, ...op. cité, p8

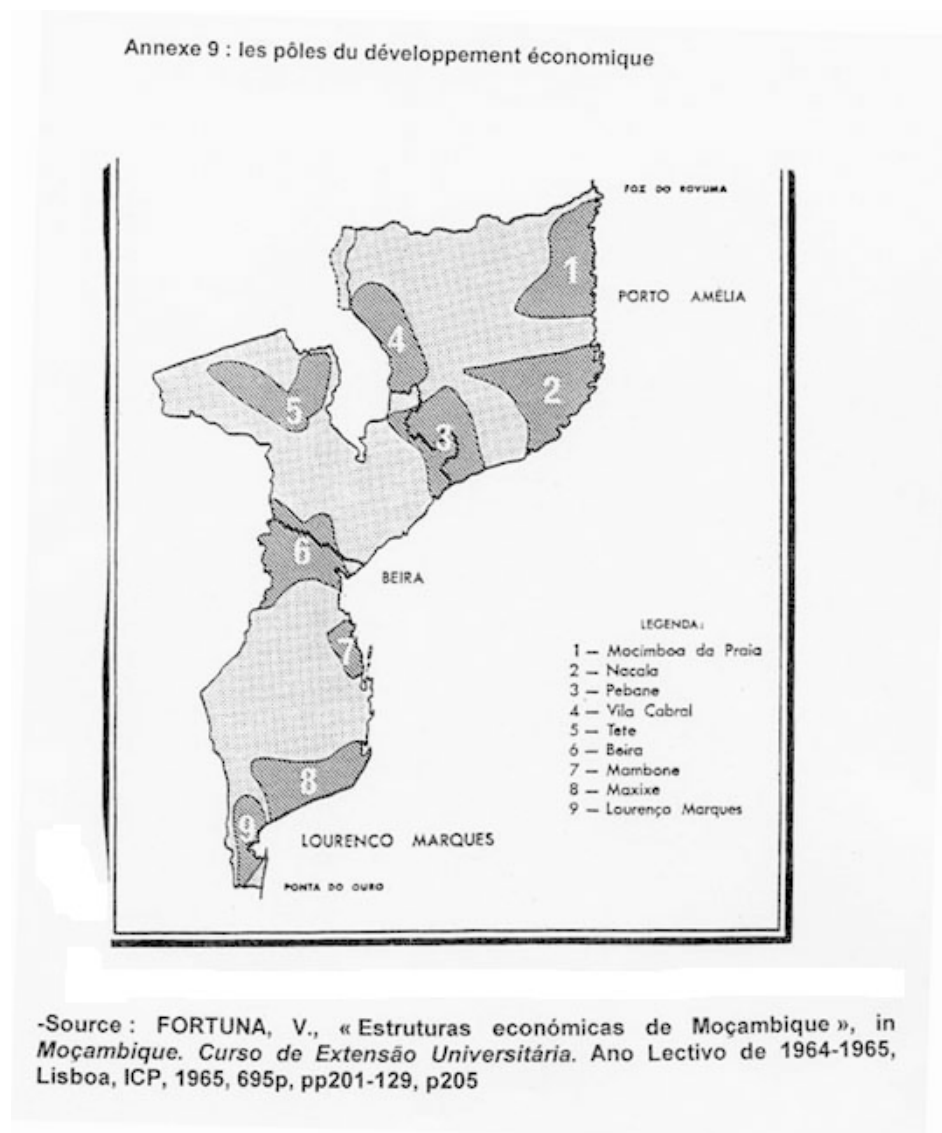
Annexe 8 : Territoires sous le contrôle des compagnies étrangères, à l'époque coloniale (1890-1942).

Annexe 8 : Territoires sous le contrôle des compagnies étrangères, à l'époque coloniale (1890-1942).



Source: Nevitt, M.D.D., (1981) p. 80

Annexe 9 : les pôles du développement économique



Annexe 10, Zones d'enquête : La circonscription des Muchopes; le district de Marromeu



Annexe 11 : Travailleurs migrants en Afrique du sud

Annexe 11 : Travailleurs migrants en Afrique du sud

Travailleurs étrangers dont travailleurs sud-africains (venus de Lesotho, Botswana, Mozambique), dont travailleurs mozambicains

Année	% du n° total	Nbre	%	Nbre	%
1904	75,4	18.057	24,6	50.997	69,5
1912	57,2	64.710	42,8	91.546	52,6
1920	65,1	59.269	34,9	96.188	56,6
1931	50,2	112.548	49,0	73.924	32,7
1942	51,9	214.243	48,1	84.335	18,9
1951	58,7	108.000	41,3	96.315	36,8
1960	65,3	150.900	34,7	102.900	23,7
1969	65,9	116.000	34,1	109.000	32,0
1970	68,8	96.900	31,2	99.800	32,1
1971	75,8	86.500	24,2	113.000	31,1
1972	77,6	87.200	22,4	102.400	26,3
1973	78,9	86.200	21,1	97.700	23,9
1974	79,5	90.100	20,5	99.400	22,6
1975	75,2	121.800	24,8	101.800	20,7
Juin/76	56,8	170.000	43,2	79.000	20,1
Sept./76	65,7	193.000	34,3	63.800	11,3
Dec./76	57,1	142.100	42,9	44.100	13,3
1977	48,4	217.090	51,6	38.244	9,1

-SOURCE : MAGODE, J., (DEA), *La formation de l'Etat post-colonial au Mozambique : structures sociales, conflits et changements...*op. cité.

p. 44

Annexe 12 : Chefferies de la circonscription des Muchopes et la population respective

Chefferies et Chefs Traditionnels	Chefs de groupes de peuplements	Population (Pop) : Hommes	Pop. : Femmes	Pop. : Garçons	Pop. : Filles	Total
Chicavane	P.R.	399	674	304	252	1.629
	Jeremias	100	149	75	57	381
	Gduanhane	120	193	86	72	471
	Machungo	135	180	103	69	487
	Macachene	101	160	76	60	397
	Jucuchuane	103	204	76	78	461
	Julio	186	325	140	122	773
	Total	1.144	1.885	860	710	4.599
Chipene	P.R.	426	664	313	245	1.648
	Mapangulane	734	1.229	544	455	2.962
	Total	1.160	1.893	857	700	4.610
Chefferies Chefs Respectifs	Chefs de groupes de peuplements	Population (Pop) : Hommes	Pop. : Femmes	Pop. : Garçons	Pop. : Filles	Total
Macupulane	P.R.	810	1.462	612	563	3.447
	Chilumbire	511	886	384	326	2.107
	Cuanguacha	152	281	112	104	649
	Nhaondole	81	156	59	55	350
	Muchonane	171	249	127	90	637
	Jele	389	661	290	244	1.584
	Quissimusse	436	816	326	305	1.883
	Chicocololo	169	296	124	107	696
	Guechene	113	203	83	73	472
	Total	2.832	5.009	2.117	1.867	11.825
Mangunze	P.R.	891	1.579	671	583	3.724
	Lipango	428	664	324	243	1.659
	Machinguane	121	217	90	80	508
	Alfredo	330	521	249	190	1.290
	Pope	180	281	135	112	708
	Uajulo	145	257	108	106	616
	Chiessanhane	147	310	111	115	683
	Total	2.242	3.829	1.688	1.429	9.188
Manhique	P.R.	529	874	390	325	2.118

	Chigufane	166	310	310	116	714
	Unhasse	162	266	120	100	648
	Chianane	22	398	108	101	629
	Vumanjane	106	217	95	81	499
	Chimunuane	63	125	46	47	281
	Mubecua	336	582	245	217	1.380
	Sanganhane	63	96	46	36	241
	Uachigabane	104	181	81	68	434
	Ponjuane	263	201	128	106	698
	Messa	74	128	54	48	304
	Sabao	59	107	45	42	253
	Macambe	90	148	68	55	361
	Total	2.037	3.633	1.548	1.342	8.560
Regedores	Chefs de groupes de peuplements	Population (Pop) : Hommes	Pop. : Femmes	Pop. : Garçons	Pop. : Filles	Total
Manjacaze	P.R.	376	634	283	225	1.518
	Johane	195	369	146	130	840
	Mubango	170	314	129	110	723
	Binguanhane	121	210	90	71	492
	Mabuco	155	282	118	101	656
	Cassamo	51	94	38	30	213
	Samo	271	456	204	162	1093
	Chai-Chai	442	747	333	272	1794
	Cufacueza	363	660	272	233	1528
	Malene	173	322	129	113	737
	Macasselane	201	312	151	110	774
	J. Matsinhe	399	535	300	320	1554
	Mahochovane	320	500	240	173	654
	Chalalane	161	277	120	96	991
	Zefanias	237	424	178	152	1699
	Mucindo	419	712	308	260	270
	Machuquelane	63	124	47	35	269
	Total	4.117	6.973		2.593	16.769
Mazucane	P.R.	683	1.130	497	431	2741
	Total	683	1.130	497	431	2741
Tavane	P.R.	474	763	272	284	1793

	Manhambane	429	667	244	246	1586
	Mateus	163	247	93	90	593
	Mahachulane	202	322	116	118	758
	Muchotane	420	625	238	230	1513
	Mahuntsane	158	246	95	92	591
	Chipsate	168	292	85	108	663
	Chitsongo	344	566	194	209	1313
	Chiquefane	292	454	164	168	1078
	Maculume	264	417	150	155	986
	Dizane	146	211	86	79	522
	Total	3.060	4810	1747	1779	11396
Bahanine	P.R.	225	304	200	177	906
	Issaia	341	549	304	321	1515
	Muchope	407	642	363	377	1789
	Bahane	233	391	207	229	1060
	Jorge	218	358	194	210	980
	Secheluane	135	210	121	123	589
	Chipuatane	213	414	191	120	538
	Quebanhane	121	127	107	197	552
	Total	1893	2995	1687	1754	8329
Banze	P.R.	565	943	503	553	2564
	Josse	345	539	308	315	1507
	Mabunguane	404	612	360	359	1735
	Mangandja	744	1.149	663	674	3230
	Tiane	165	269	148	156	738
	Guilande	148	277	132	161	718
	Total	2.371	3.789	2114	2.218	10.492
Chidenguele	P.R.	274	440	245	258	1217
	Jombolo	159	239	239	140	679
	Muguduine	451	706	706	413	1971
	Total	884	1.385	1190	811	3867
Regedores	Chefs de groupes de peuplements	Population (Pop) : Hommes	Pop. : Femmes	Pop. : Garçons	Pop. : Filles	Total
Dengoine	P.R.	638	1.158	536	1174	4.085
	Semende	507	749	453	960	2148
	Mucumule	436	660	388	824	1870
	Mangolete	348	464	311	659	1395
	Nhauelane	111	180	99	210	496
	Total	2.040	3811	1787	3827	9994
Madender	P.R.	448	644	400	377	1021

	Nhandumule	347	547	310	331	878
	Mica	241	351	215	206	557
	Gimo	150	237	134	138	375
	Mahomo	146	248	129	146	394
	Total	1350	2027	1188	1198	3225
Munguambe	P.R	271	399	242	234	1146
	Chidauanhane	291	495	259	291	1336
	Mazite	241	417	215	244	1117
	Chitombe	162	262	145	153	722
	Botiane	125	215	112	125	577
	Uamate	155	153	138	90	536
	Chibanganhane	66	122	38	71	317
	Total	1311	2063	1169	1208	5751

Annexe 13 : Chefs traditionnels et alliances matrimoniales entre familles régnantes dans le pays des muchopes, 1967-1974¹⁰¹⁴

¹⁰¹⁴

Cf. Cx. 18, « Processos de regedores e de chefes de povoações », *Processo A/8, 1972-1973, Fundo : Administração do Conselho dos Muchopes. Secção : Autoridades tradicionais, 1969-1974 (AHM)*.

Territoire (Chefferie)	Chef	Parents	Lien à l'ante - cesseur	Investiture	Epouse (s)	
Matsinhe	Diniz MATSINHE (P.R.)	Macassalane MATSINHE et Motasse MANHIQUE	Fils	Le 4.12.1951	-Celina PARRUQUE ; -Rosalina NOVELE -Lídia BIÉ.	

	Zacarias Chalane MATSINHE (chef de Chalane)	Chalane MATSINHE et Licence MACUACUA	Neveu	1938	-Zénia MATINE ; -Amélia MANJATE ; -Carolina MANJATE.	
	João MATSINHE (chef de João)	Mapandane MATSINHE et Gavela TAMELE	Fils	-	-Carolina MUNGA.	
	António Chitsonguane MATSINHE (Chef de Massacalane)	Chitsonguane MATSINHE et Monasse MATSINHE	Neveu	Le 27.7.1958	-Alda MACUACUA	
	Francisco MATSINHE (Chef de Machuquele)	Machuquele MATSINHE et Mazonda MONJANE	Fils	18.8.1943	-Ecelina MASSANGO	
	Vicente MATSINHE (Chef de Mahochovane)	Mahochovane MATSINHE et Novene GIDE	Fils	1951	-Marta NHANTOVO	
	Manuel Vamangane MATSINHE (Chef de Malene)	Vamangane MATSINHE et Chude MAPASSE	Cousin	1938	-Ecelina Muianga	
	Rassão MATSINHE (Chef de Mucindo)	Binguanhene MATSINHE et Mazino MUNGUAMBE	Frère	Juin 1957	-Nossitela PARRUQUE	
	Zefanias Benjamim MATSINHE (Chef de Zefanias)	Benjamim MATSINHE et Celina BANZE	Fils	1954	-Lídia Jacobe MACAMO	
Territoire (Chefferie)	Chef	Parents	Lien à l'ante - cesseur	Investiture	Epouse (s)	
João Fumane	Joaquim Mabango MACUACUA (P.R.)	Bunganhana MACUACUA et Cufasse MACUACUA	- Aucune ¹⁰¹⁵	Mars 1967	-Rosalina MACUACUA ; - Rute PELEMBE	

	José Canhine MACUACUA (Chef de Canhine)	Canhine Macuacua et Mangaisso Boane	Frère	Le 24.9.1963	-Muhotuanhane SITOE ; -Maria CHAGUANE	
	Asser Gueche MACUACUA (Chef de Chilatanhane)	Gueche MACUACUA et lotassane MANHIQUE	Fils	Le 9.1.1952	-Carlota UACHANE ; -Carolina MACUACUA	
	Chalucuan MACUACUA – ou Fabião -, (Chef de Macaze)	Chaveta MACUACUA et Teiasse Chaguale	Frère	Le 31.1.1968	Veuf	
	Joaquim Mabango MACUACUA (Chef de Maluelane)	Bunganhane MACUACUA et Cufasse MACUACUA	Neveu	1945	-Rosalina MACUACUA ; - Rute PELEMBE	
	Ernesto Ucosse MACUACUA (Chef de Mamitelane)	Machemeze MACUACUA et Machasse MUTEBUI.	Neveu	1940	-Vasseline SITOI ; - Quimezane QUIVE; - Salmina SITOI.	
	António MACAVE (Chef de Madende)	Munguno MACAVE et Essineta MOIANE.	Neveu	Le 29.6.1965		
	Bandanhane MACUACUA (Chef de Mangonde)	Uauvanhane MACUACUA et Gueleguele SITOE	Frère	-	Alda UBISSE	
	Nhamaiabo MACUACUA (Chef de Matenguane)	Matenguana MACUACUA et Uanchavo MACHAVA	Fils	1938	Neasse NGOVENI	
	Mapembane MACUACUA (Chef de Meno)	Uachalane MACUACUA et Muchotine MATE	Neveu	1965	-Veuf	
Territoire (Chefferie)	Chef	Parents	Lien à l'ante - cesseur	Investiture	Epouse (s)	
João Fumane	Augusto MACUACUA (Chef de Quielane)	Chimbelane MACUACUA et Machiusse MACAMO	Frère	Le 25.1.1965	-Essinete GEAMBI ; -Maria MONJANE	
Mangunze	Maurício Maguaja LANGA (P.R.)	Maguaja LANGA et Malunguane NHAMPULE	Neveu	Juillet 1951	-Caroline CHILUVANE	

	Zacarias LANGA (Chef de Chitsembe)	Nhanguavile LANGA et Mandeuene MAHOLE	Oncle	Octobre 1963	-Carlota MUTOMBENE	
	Luís Chaguala (Chef de Chiessanhane)	Uamassuole CHAGUALE et Lazao MULA	Oncle	Le 18.8.1960	-Isabel MACUACUA	
	Américo LANGA (Chef de Machingane)	Chicueze LANGA et Uachirime	Frère	1923	-Lúcia COSSA	
	Vicente Chaguala (Chef de Pope)	Chirrimanjelane CHAGUALA et Rabeca MANJATE	Neveu	Le 6 Septembre 1947	-Cecília LANGA ; -Crestina COSSA ; -Cecília BOANE ; Carolina MANJATE	
	António CHAGUALA (Chef Uajulo)	Jajamane CHAGUALA et Caipendua LANGA	Oncle	Mai 1942	-Veuf	
	Chefferie Chiessanhane	-	-	-	-	
	Chefferie Lipango	-	-	-		
Macupulane	Tomaz Jorge LANGA (P.R.)	Jorge LANGA et Maria LANGA	Fils	Le 11.11.1951	-Catarina LANGA ; -Laura LANGA	

	Júlio RUCO (Chef de Chicololo)	Jinga RUCO et Afulane JOVO	Neveu	Le 16.1.1961	-Elisa RUCO	
	Maguiane LANGA (Chef de Chilumbele)	Uamizine LANGA et Mahala CAVELE	Neveu	-	-Uachissa SAMBO	
	Francisco TAMELE (Chef de Cua-inguacha)	Mussumbunuco TAMELE et Canheza MUCHANGA	Neveu	Février 1961	-Ecelina MABOTE	
	Issaia Tafula MANJATE (Chef Guechane)	Tafula Manjate et LAZAO MACARINGUE	Cousin	Le 15.4.1966	-Elisa MUIAMBO	
Territoire (Chefferies)	Chef	Parents	Lien à l'ante -cesseur	Investiture	Epouse (s)	
Macupulane	Jaime G.D. CUCO (Chef de Cuco)	David CUCO et Leia LANGA	Cousin	1957	Hermínia LANGA	
	João MANJATE (Chef de Muchomane)	Liquiaquia MANJATE et Jalaje NHANTSEMBE	Frère	Février 1951		
	Moisés LANGA (Chef de Nhaondole)	Magongozuane LANGA et Bone CHAMO	Neveu	1950	-Cavatane LANGA ; -Rita LANGA.	
	Wiliamo NHANCALE (Chef de Quissimusse)	Quissimusse NHANCALE et Yaduquiça NHANCALE	Fils	Le 9.8.1951	-Amélia NHANCALE	
Banze	Salvdor Muissane Banze (P.R.)	Muissane Banze et Thambela Macuacua	Fils	-	-Marta MASSANGO ; - Ester NHAZILO	
	Noa Nhadze BANZE (Chef Barramo)	Nhaudze BANZE et Janicocine ZANDAMELA	Frère	Le 20.2.1961	-Divorcé	
	Basco Mauele BAZE (Chef de Betula)	Mauele BANZE et Chirene MAFELE	Frère	-	-Natais CHICULE ; -Rabelina BANZE.	

	Muissanhane Muissane BANZE (Chef de Mavie)	Muissane BANZE et Uabusse BANZE	Frère	1949	-Felismina MAUNDE	
	Isaias Tiane BANZE (Chef de Nhazilo)	Tiane BANZE et Maria BANZE	Fils	-	-Ecelina LANGA ; -Ilda MANJATE ; -Belarmina MUNGUAMBE.	
Coolela	P.R.	-	-	-	-	
	Eugénio MONJANE (Chef de Chipene)	Gomocomo MONJANE et Dindasse MAUSSE	-	Le 29.8.1966	Maria DUVANE	
Manovane	Benedito MONJANE (P.R.)	Chitavatava MONDLANE et Machasse SITOE	Fils	1952	-Virgínia MAPSANGANHE	
	Manuel Matangane MONJANE (Chef de Matangane)	Matangane MONDLANE et Fachazane COSSA	Fils	1952	Maria de Lurdes DZUCULE	
Territoire (Chef de file)		Parents	Lien à l'ante - cesseur	Investiture	Epouse (s)	
Manovane	Salvador MONJANE (Chef de Mussengane)	Ualicilo MONJANE et Mutiasse MUCHANGA	Frère (d'Aurélío MONJANE)	-	-Margarida GUEZANZ ; -Florida MATSINHE.	
Manhique	P.R.	-	-	-	-	

	Bernardo MANHIQUE (Chefado Chianane)	Dandaze MANHIQUE et Uamasecuane NEVE	Neveu	1959	-Linção NHACHENGUE	
	Camilo MANHIQUE (Chef Chigufane)	Unguane MANHIQUE et Vuiaze BILA	Neveu	1933	-Zandamelane NHAMUCHA.	
	João MANHIQUE (Che fe Chimubuane)	Nhavatane MANHIQUE et Mabaiane NHAVOTSO	Fils	1961	-Soaniane ZANDAMELE ; -Julieta NEVE.	
	António MANHIQUE (Chef de Senganhane)	Senganhane MANHIQUE et Uamulungo MUHAI	Fils	Décembre 1961	-Fisau MABUNDA	
	Micas MANHIQUE (Chef de Mubécua)	Gavemende MANHIQUE et Pendasse VILANCULOS	Neveu	-	-Julieta MATSINHE	
Cambane	Paulo MONJANE (P.R.)	Dzogwane MONJANE et Wamaima MACUACUA	Fils	Le 21.7.1960	-Chua MANJATE	
	Timóteo MONJANE (Chef de Chipsate)	Missavane MONJANE et Uamassane GIVE	Frère	- Septembre 1949	-Rute MAIBASSE	
	Sebastião MAUSSE (Chef de Mausse)	Manuel Nhimbine MAUSSE et Titasse CHONGO	Fils	Février 1951	-Elina UAMUSSE ; Lucia MAUSSE	
	Fabião Noa MAUSSE	Noa MAUSSE et Titasse MONJANE	Cousin (de Dizane MAUSSE)	Le 1.3.1966	-Avelina MAHANJANE	
	Francisco MANHIQUE (Chef de Mahunisante)	Mahutsane MANHIQUE et Teasse MASSINGUE	Fils	Le 22.1.1963	-Ecineta TEMBE	
Manjacaze	Francisco MONJANE (P.R.)	Matangalane MONJANE et Bulane MANJATE	Fils	Novembre 1954	-Célibataire	
	Alberto MONJANE (Chef de Bambalane)	Mavavane MONJANE et Chinhamissane MUSSUIE	Fils	-	-Amélia MULATE ; -Dingazane MACHAIEIE.	

Territoire (Chefferies)	Chef	Parents	Lien à l'ante- cesseur	Investiture	Epouse (s)	
Manjacaze	Madiane MONJANE (Chef de Madiane)	Chirimane MONJANE et Matessa MUIANGA	Fils	-	-Sariela MUIANGA ; - Tema SAMBO ; -Carolina MOIANE	
Chidenguele	Dalela MUNGUAMBE (P.R.)	Matico MUNGUAMBE et Macuenhane	Frère	Le 4 avril 1948	-Amélia NHALUNGO ; -Lúcia MUNGUAMBE	
	Buinanganhane MUNGUAMBE (Chef de Dolene)	Buinanganhane et Cuacalane	Fils	1952	-Nhantumbuane MATSINHE ; -Sara MUNGUAMBE.	
Chicavane	José Muxaxane MONJANE (P.R.)	Magumo MONJANE et Tongasse CHILENGUE	Fils	1940	-Rosa INGUANE	

	Gduanhane MONJANE (Chef de Gduanhane)	Uapanja MONJANE et Titasse MANJATE	Fils	1929	-Celina MONJANE	
	Jeremias MONJANE (Chef de Jeremias)	Macatecane MONJANE et Munhimbeze DJEDJE	Frère	-	-Intosse COSSA	
	Júlio Veape MONJANE (Chef de la Chefferie Júlio)	Veape MONJANE et Cufasse MONJANE	Fils	1923	-Celeste CUNA	
	António MONJANE (Chef de Macachene)	Stefane MONJANE et Canice SUMBANE	Fils	Le 17 Novembre 1946	-Atália UTUI ; - Mariana VALOI.	
Vamangue	Bernardo MONJANE (Chef de Mucuchuane)	Estêvão Mucuchuane MONJANE et Dindasse MACHELE	Fils (de l'ante - cesseur E. MONJANE)	-		
Madender	Camilo Madender NHANTUMBO (P.R.)	Madender NHANTUMBO et Natuna NHANDIMA	Cousin	Le 1 Mars 1961	-Avelina ZANDAMELA ; -Rosita NHANTUMBO ; -Lídia NHAPULO	
	Pedro Massinzane NHANTUMBO	Massinzane NHANTUMBO et Sarangane NHANTUMBO	Frère	Le 12 Janvier 1961	-Marta NHANTUMBO	
Territoire (Chefferies)	Chef	Parents	Lien à l'ante - cesseur	Investiture	Epouse (s)	
Madender	Chigondiane Massilaho NHANTUMBO	Massilaho NHANTUMBO et Chatipondo MUHOLONE	Frère	-	-Rosita NHAPULO ; -Wachisso BUQUE	

	Quimisse Madender NHANTUMBO (Chef de Matsuquelele)	Madender Nhantumbo et Mapuluco NHANTUMBO	Frère	Le 30 Juillet 1965	-Rabelina NHABANGUE	
	Feijão MUHOLOVE	Guavaine MUHOLOVE et Macheduane NHANDIMO	Neveu	-	Veuf	
Bahanine	Júlio Correia LANGA (P.R.)	Correia Uanconela LANGA et Massupai MANJATE	Fils	-	-Maria Amélia Correia LANGA	
	Paulino Gauane LANGA (Chef Chicuangué)	Gauane LANGA et Gauanhane MUTISSE	Neveu	Le 18 Janvier 1961	-Alda MAVIE	
	Uachohoco Jocoto SIMBINE (Chef de Incadine)	Jocoto SIMBINE et Uamadonane MAUNDE	Aucune (Ante- cesseur LANGA)	Le 18 Janvier 1961	-Malaulane MUIAMBO ; - Luíza MUNGOI	
	Timeiane Banhane LANGA (Chef de Mambomoine)	Banane LANGA et Massupai MANJATE	Fils	-	-Lídia LANGA	
	Garanganhane Cumelane MANJATE (Chef de Manganhele)	Cumelane MANJATE et Congolote LANGA	Cousin	-	-Rosalina LANGA	
	Chiquete SITOI (Chef de Matimule)	Ubane SITOI et Bambelavane MATIMBE	Aucune (Antec- cesseur : Bambe- lavambe Matimbe LANGA)	-	Veuf	

Annexe 14: Demandeurs d'inscription sur les listes de recensement électoral auprès du Président de la

Comission électoral, Lourenço Marques, le 20 mars 1954¹⁰¹⁶

1016

Cx. 965, Cf. CORTES, Antonio da Novoa et al. « Recenseamento eleitoral. Ano de 1945 », Lourenço Marques, 20 de Março de 1954, in *Processo : Recenseamento Eleitoral. Apontamento. A/21. Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Administração : Eleições, 1946-1954, Cx 965*

Pouvoir et réseaux sociaux au Mozambique

Nom	Age	Etat civil	Profession	Residence	Formation (la majorité ne savait que lire et écrire)	Demande
Virgilio de J. Melo e Laura	38	marié	Commerçant	r. general Botha, 55, A.	Lire et écrire	Demande de participer Aux élections Présidentielles Et législatives
Ocatvio de J. Cardoso	29	Célibataire	Canalisateur	Observatorio Campos Rodrigues	Lire et écrire	»
Fernando Marques	37	Marié	Vendeur	Av. Manuel D'Arriaga, 41, A, 1.	»	»
Manuel M. Carrusca	38	Marié	chauffeur-Mécanicien (retraité)	r. da Electricidade, 11, 1°.	»	»
Adelino Silva Moreira	47	Marie	Commerçant	r. Nevala, 49	»	»
Antonio R. Marçal	55	Marié	Commerçant	Av. P. Chagas, 196	»	»
José Monteiro de Magalhaes	30 anos	Marié	Vendeur	r. Bellegarde da Silva, 31	»	»
Antonio Amaral Filhos	30	Marié	Vendeur	r. 31 de Janeiro, 97-A	»	»
Mario da Mateurs da Silva Dias	47	Marie	Commerçant	r. Pedro de Alenquer, 21, r/c E	»	»
Armando Pedro de Lima	42	Marie	Entrepreneur (industrie et commerce)	r.Comandante Joao Belo	»	»
Caetano Fernandes	52	Marié	Commerçant	Av. Duquesa de COUNAUGHT, 30	»	»
Antero Ferraz	30	Célibataire	Commerçant	Av. Massano de Amorim	»	»
Domingos A. Fernandes	33	Marié	Commerçant	Av. Afonso de Albuquerque	»	»
Gaspar Monteiro de Almeida	41	Célibataire	Commerçant	Hotel Eurpa	»	»
Manuel de Assunção Almeida	45	Marié	Commerçant	r. Herois de Marracuene, 27	»	»
Delfim Augusto Ferreira	41	Marié	Fonctionnaire	Av. Pinheiro Chagas, 30	»	»
485 Luís Guino Gonçalves Menezes	60	Marié	Copyright WAG-ODE-USE et Université Lumière 2003.Ce document est protégé	Av. 31 de Janeiro 29-A en vertu de la loi du	»Lyon 2 - droit d'auteur.	»
Manuel Ferreira Marques	55	Marié	Commerçant	Av. Gomes Freire, 65	»	»
Julio Vicente Rodrigues	52	Marié	Agent comptable	Av. José Serrao, 78	»	»

Organismes corporatifs et de coordination économique. Personnel bénéficiant du droit de vote, d'après l'article 13° de la Loi n°2015, de 28 mai de 1946. Elections, 1963-1963¹⁰¹⁷

¹⁰¹⁷

Cx. 984, Cf. Repartições e Serviços, Militares ou militarizados do Estado, dos Corpos Administrativos e dos Organismos Corporativos e de Coordenação Economica, Relações do Pessoal com direito a voto ; organizadas de acordo com o preceituado na parte final do artigo 13° da Lei n° 2015, de 28 de Maiores de 1946 (nomes por extenso e ordem alfabética, idade, estado, profissão, habilitações e morada), Fundo : Administração do Concelho de Lourenço Marques.

Secção : Administração. Assunto : Eleições, 1963-1963, Cx984

Institution	Objet
Conservatoire du Registre Civil de Lourenço Marques	Liste d'individus majeurs, émancipés ou qui ont acquis la nationalité portugaise, bénéficiant du droit du vote.
Totobola –Délégation du Mozambique	Individus attachés à cette délégation, qui doivent être recensés pour l'acte électoral, comme le prescrit l'artt. 11° de la Loi n° 17.365, de 28 décembre 1963.
Service de Météorologie du Mozambique	Liste d'individus qui bénéficient du droit de vote, élaboré selon l'art. 4 de l'arrêt n°2, de 30 mai 1934.
Direction des Services des Ports, Chemins de fer et des Transports de la Province du Mozambique-Division des Finances et de Ravitaillement	Personnel habilité à être recensé.
Services Municipaux de l'eau et électricité	Recensement électoral
Tribunal Judiciaire de Lçõ. Marques	Liste du Personnel ayant le droit de vote cf. l'article 14, de la Loi n°2.015
Direction des Services de Geologie et Mines.	Relation, par ordre alphabétique, du personnel de Direction des Services de Geologie et Mines, qui ont le droit de vote d'après de l'arrêt n°2.246, de 30.5.34
Imprimerie du Mozambique	Employés qui doivent être recensés pour les élections
League du Commerce extérieur du Mozambique	Liste d'électeurs, d'après la Loi n° 2015 de 28 de Maio de 1946, Publiée dans le Boletim Oficial n°36 – I série de 7.9.1946 (Signé. J.M. Bento, Président)
Services de Centralisation et Coordination des Informations	Fonctionnaires avec le droit de vote, suivant la Loi 2.015, de 28 mai 1946 (Signé : Ivens Ferraz de Freitas, Jan./1963)
Police Judiciaire. Direction de Lourenço Marques	Personnel de la Police Judiciaire ayant le droit de vote, (Carlos Diogo Sampaio Garrido, 26/1/1963).
Gouvernement (Colonial) du Mozambique	Fonctionnaires du Gouvernement Général ayant le droit de vote, d'après la Loi n° 2015, de 28 mai 1946 (Signé. Artur R. Conoslado), Chef interim du Gabinet)
Seviços municipaux de Viation	Recensement d'électeurs, d'après la Loi n°2015, de mai 1946 (Rogério Augusto Escudeiro de Carvalho –ingénieur civil, chef des Services).
Direction des Services des Ports, Chemins de Fer et Transports de la Province du Mozambique	Personnel des services centraux concerné aux élections.
Direction des Services de Geologie et Mines	Relation, par ordre alphabétique, du personnel de la Direction des Services de Géologie et Mines, bénéficiant du Droit de vote, d'après la Loi n° 2.246, de 30.5.34
Investigation Médicale	Fonctionnaires de l'Institut de l'Investigation Médicale habilités à voter.
Canton de Lourenço Marques	Personnel du Canton de Lourenço Marques, habilité à voter
Institution	Objet
Conseil d'échanges	Liste pour le Recensement électoral
Services municipaux de Lourenço	Fonctionnaires habilités à voter

Région Militaire du Mozambique. Détachement Sanitaire du Mozambique.	recensement électoral, suivant l'art. 14°, de la Loi n°2015, de 28.5.1946
Direction des Services de l'Economie e Statistique N. H. Amiral LACERDA	Recensement électoral (Signé. Directeur des Services, 6.2.1963) Officiers, sargents et soldats, recensés pour l'acte électoral.(A Bord du N.R. « Amiral LACERDA », 1.2.1963. Signé. Fernando E. R. dos Ramos, Comandant Interim).
Ecole Technique Elementar Gouverneur Joaquim de Araujo	Relation des Fonctionnaires de cette Ecole, résidant à Lourenço Marques, et qui bénéficient du droit au recensement électoral, selon l'article 14° de la Loi n°2.015, de 28.5.1946 (Signé. Directeur, Manuel Campos da Costa).
Escadron de Surveillance de Lourenço Marques	Officiers, sargents e soldats de cette Unité, bénéfiant du droit de vote, suivant l'Art. 14 de la Loi 2.015 – O. E., n° 4, 1a Série de 1946. Signé. Le Commandant Carlos de Vasconcelos Portos
Conservatoire du Registre Commercial de Lourenço Marques	Personnel en service dans cet Organisme, destiné à être recensés pour les élections. Signé. Cassiano Tavares de Pina, l'auxilier en substitution du Conservateur. 8.2.1963).
Direction des Services Géographie et Cadastre	Personnel de la Direction des Services de Géographie et Cadastre de la Province du Mozambique. Recensement Electoral. 1963 (Signé. Cristiano Adolfo Seabra de Magalhaes, le chef des Services Administratifs, 11.2.1963)
Direction des Services des Oeuvres Publiques et des Transports. Brigade pour les améliorations locales.	Recensement électoral
Direction des Services des Ports, Chemins de Fer et Transports de la Province du Mozambique. Service de la Santé	Recensement Electoral
Direction des Services des Ports, Chemins de Fer et Transport de la Province du Mozambique. Section de la Propagande et Publicité	Recensement Electoral, 1963
Archevêché de Lourenço Marques	Relation du personnel des Missionss Catoliques, residant à Lourenço Marques, bénéficiant du droit de vote (Signé. Le secrétaire du Archevêque Adjoint, 13 février 1963).
Direction Provinciale des Services des Doaunes	Fonctionnaires dépendant de la Direction Provinciale des Services des Douanes, domiciliés à Lourenço Marques, et qui ont le droit de vote.
Service de l'action Psicossociale	Recensement électoral
Syndicat National des Employés du Commerce de l'Industrie de la	Liste d'associés à cet organisme pour le recensement électoral
Province du Mozambique	Copyright MAGODE José et Université Lumière - Lyon 2 -
Sucursale MM de Lourenço Marques	Liste du personnel bénéficiant du droit du vote
Direction des Services de l'Instruction	Liste du personnel dépendant de cette Direction, domicilié à Lourenço Marques, et qui ont droit au recensement électoral.
Direction des Services de la Marine de la Province du Mozambique	Personnel relié à cette Institution et qui a le droit de vote, d'après l'art. 1° de la Loi Loi n° 2051, de

en condition d'être recensé pour les élections, 1963-1963¹⁰¹⁸

¹⁰¹⁸

Cx. 984, cf. " Direcção dos Serviços dos Portos, caminhos de Ferro e Transportes da Provincia de Moçambique, "Relação do pessoal em condições de ser recenseado em 1963", Divisao de Finanças e aprovisionamento, Hepatica do gabinete do Governo Geral de Moçambique, em Lourenço Maruques, aos 26 de Janeiro de 1963, Fundo : Administração do Conselho de Lourenço Marques. Secção : Administração. Assunto : Eleições, 1963-1963

Nom	Âge	Etat civil	Profession	Filiation	Residence	Habilitations
Adalberto L. G. Guedes	32	Marié	Agent comptable	Alipio Guedes et Ester Reis L. Guedes	L.ço Marques	Diplôme Commercial
Alberto da S. Sousa Martins	42	Marié	Inspecteur de comptabilité	José D. da Silva et Berta S. Martins	»	Agent Comptable.
Angelo Cossa	39	Marié	Servant	Macholane Cossa et Nhangane	»	Lire et Écrire
Angelo E. Cernadas	45	Marié	Chef du Secrétariat	Alfredo F. Cernadas et Carolina A. Cernadas	»	Diplôme Lycéen
Antonio A. da Conceição	54	Célibataire	Agent comptable	Alfredo da Conceição et Dulcinda da Conceição	»	Diplôme Commercial
Antonio F. Mendes	52	Marié	Agent comptable	José M. Ferreira et Maria P. Mendes	»	Diplôme Commercial
Antonio H. Guia	48	Marié	Agent comptable	Joaquim H. Guia et Maria da Conceição	»	Diplômé Commercial
Antonio Lisboa da Cruz	63	Célibataire	Auxiliaire du. Secrétariat	Zuga da Cruz et Maria Colega	»	Diplôme Primaire
Antonio M. Pope	31	Marié	Auxiliaire. Du Secrétariat	Pope et Padula Muhate	»	Diplôme Primaire
Artur da C. Barbosa	42	Marié	Auxiliaire du . Comptable	Ventura P. Barbosa et Alzira da Conceição	»	Diplômé Commercial
Branca da C. Ferreira	35	Célibataire	Agent comptable	Candido A. Ferreira et Ana Cabral	L.ço Marques	Diplôme Commercial

Nom	Âge	Etat civil	Profession	Filiation	Résidence	Habilitation
Bangasse Tembe Paulino	27	Marié	Servant	Pedro Tembe et Cecilia Babjaia	»	Diplôme Primaire
Candido Aguilar Carvalho	34	Marie	Agent comptable	Candido Carvalho et Valentia Carvalho	»	Diplôme Commercial
Carlos P. de Mesquita	51	Marié	Archiviste	Manuel Mesquita et Emilia de J. Pereira	»	Diplôme Lycéen
Domingos de O. Costa	33	Marié	Mécanicien	José da C. Marques Jr. E	»	Diplôme Commercial
Edite F. Dias	32	Veuve	Electriciste	Abigail Marques - Lyon 2 - Herculano P. Dias et Vitalia F. Almeida	»	Diplôme Lycéen
Eurides Mendonça de Almeida	44	Mariée	Administrateur	Antonio M. Almeida et Maria M. Mendonça	»	Diplôme Commercial
Fernando	41	Marié	Agent	Adriano C.	»	Diplôme

District de				
		-Macupulane	-Chicocololo - Guechene - Quicimisse	-Chilumbelele - Jele ; Guanguacha - Nhaondele
		-Mangunze	-Alfredo - Machingane	-Chiessanhane ; Pope - Lipango ; Uajulo
		-Manhique	-Chianana - Macambo - Ponjuane - Uachigamane	-Chigufane ;Messa - Sabão ; Uanhasse - Chimunuanne ; Mubecua -Sanganhane - Vumanjane
		-Manjacaze	-Bambalane	-Madiane ; Mucomane
		-Mazucane		
		-Matsinhe	-Binguanhane -Chalalane -Malene - Muchuquela - Zefania	-Cassane ; Cufacueza - Mabuco ; Mahochovane -Mucindo ; Chai-Chai - João ; Macasselane - Hubango ; Samo
		-Mazucane		
		-Tavane	-Chequefane -Dizane - Maculume - Mateus	-Chipsatia ; Mahotane - Mahutsane ; Chissongo -Manhambane
	-MANJACAZE (Post de Chidenguele)	-Bahanine	-Bahane -Jorge -Sichelane	-Chipuatane ; Muchope -Issaia ; Quebanhane
District de	Circonscription	Cheferies	Chefs	Chefs de povoations

	MANJACAZE (Post de Chidenguele)	-Banze	-Guilande - Magandja	-Josse ; Tiane - Mabunguane
		-Chidenguele	-Jombole	-Maguduine
		-Dengoine	-Macuamule - Semende	-Mangolete ; Nhaulane
		-Madender	-Gimo - Nhandumele	-Mica ; Muhomo
		-Munguambe	-Botiano - Chitombe	-Chibanganhane ; Masite -Chidauanhane ; Uamate
	SABIÉ (Moamba)	-Tchesete	-Chali - Uambalambati	-Mahobana ; -Tchebete
		-Vundiça	-Biguane - Cocolo -Fango -Jecuza - Mahambaxeca -Maxumbutana -Mucombo -Muzele - Sijocuana - Uachabane - Uamanhanga	-Cabana-Novo ; Chibangua -Colele ; Condene -Gembe ; Goane -Guazima ; Gueva -Loziveve ; Maguaza -Maxixe ; Maxixitane -Mebuto ; Mucatine -Maxia ; Muzabel -Nhequene ; Ponzela -Siquemelele ; Tongane -Uaimbela ; Uamagolombe -Uantaba
		-Chiquizela	-Chabana - Mulombo 1.er	-Jone -Mulombo II -Olo- Olo
		-Magauàna -Mangalane	-Babetine -Langa - Mucacaza	-Boi ; Mamebine - Cossetine -Magunela
		-Sepembane	-Daimane - Languana - Mahungo	-Gabaza ; Góchua - Ligogol - Maguemane
District d'INHAMBANE	Post de Machatuine	-Vaja	-Bube -Tirrel	-Maculo -Macunhul
	Post de RESSANO GARCIA	-Mugubuja	-Mugubuja	
District d'INHAMBANE	-Conseil d'INHAMBANE	-Cassiano	-Guicundo Maneuquela -João B. Massunda -José M. Cavalo -Luiz C. Guiamba -Mussagi B. Calá	-Guilda F. Guiamba - João Tombiça Canda - Mafu M. Nharrota -Tomo M. Macuacua
District de INHAMBANE	Circonscription	Chefferies	Chefs	Chefs de peuplements

	-Conseil d'INHAMBANE	-Nhampossa	-Bambo Guifutela -Niquisse Fanheiro	-Muando P. Guiloviça - Samessone Paindane
	-Post de JANGAMO	-Guimereço	-Indudo	-Lindela
		-Cumbana	-Bongo - Guiconela Guifungo - Guicunde - Guissembe -Ligogo - Magaíça - Marrumuane - Paindane	-Fambacuasse ; Gala - Guiconela ; Nhaconja -Jane ; Jangamo - Licaca ; Jangamo - Mabelana ; Madenga - Magumbela ; Malaica - Massalela ; Nhagoja - Rava ; Xuxululo
		-Nhanala	-Guinjata - Malaíça - Nhaduga	-Gumula ; Madava - Maunza ; Massavane - Nhampapa
	GOVURO (Mambone)	-Colonga	-Chicuir - Pande	-Chinhocane - Manganhe
		-Cubine	-Mangueze	-Nhanice ; Rolane
		-Jenga	-Gondo - Mandenguenhe -Mecombuge	-Madurure ; Mahave - Massaruge ; Mataula - M'Pungue
		-Luido	-Luido	
		-Machacane	-Chindotana	
		-Machovo	-Pessecanhane	
		-Matique	-Gimo Matibe - Nasso	-Giro Manuel -Matinha
		-Nhapel	-Nhapel	
		-Singarrine	-Malubana	
	Post de Bartolomeu Dias	-Chisamo	-Chibo -Petane	-Chichangue -Vuca - Machuchuque
	Post Adm. de Mabote	-Mabunguer	-Chicaiane -Chivalo - Maindire - Nhaquene	-Chicuana ; Chitata - Gundane ; Machiquete - Mechiço ; Mexenzuene - Tanguane ; Zimane
		-Mabunguer	-Benzane - Mongo	-Magoal ; Mazulucane - Papatane ; Pomelane
		-Chichongue	-Bocota - Chigamane - Jofane -Maloca -Nhamazana - Tessolo	-Chibanda ; Chibique -Chitanga ; Covane - Mabote ; Macuacua - Matata ; Messengue - Pangue ; Singa
	Circonscription de Homoíne	-Sogucha	-Cambana - Chicomo - Marrange - Nhapupo	-Canhavano ; Chiambo -Maiace ; Mailene - Mubecua ; Nhaxoxo Pinzula

District	Circonscription	Chefferies	Chefs	Chefs de peuplements
INHAMBANE	Circonscription d'Homoine	-Inhamussa	-Inhamangua - -Madiluane	-Medeula ; Mudema - -Nhengue ;Petane
		-Machavela	-Chicuarra -Guzuza - -Marrinhele	-Daulamaze ; Dimande -Madaucane ; Mahala - -Mualungo
		-Matimbe	-Maerrembane	-Magoetele
		-Mocumba	-Anhane - -Homoine - -Maganda - -Tuiane	-Cote ; Golo -Licote ; -Mafuiane -Manhica ; -Meu -Uputo
		-Muculuane	-Machamale	Mahanche ; Manovane
		-Muguba		
		-Pembe	-Binguane	-Catine ; Chirrenguête
			-Como - -Dorote -Pembe (Benhane) - -Vuca	-Dindane ; Dole - -Macavela ; Malate -Sefane ; Vavate - -Zacane
		-Quengue	- -Chirrenguêtane -Macaneta - -Muhó -Zimane	-Fanhafanha ; Guijã - -Machavela ;Mufemane - -Ninguéne
		-Zualo	-Chitata	-Covane ; Funzo

	Post de Maxixe	-Bembe	-Habana	Maueua
		-Chambone	Maquetela	
		-Bambo	-Gala - Mahangage	-Guguana ; Magola - Mucherre ; Nhanguil
		-Macupula	-Macuamene	
		-Nhabanda	-Barrana - Nhampapa	-Gugo -Siungo ; Nhamaxaxa
		-Nhaguiviga	-Jasse	-Messa
		-Nhampata de palha	-Chogone	-Nhaxinga
		-Nhatitima	-Guioniça	
		-Rumbana	-Bato - Nhambiua	-Jamicone
		-Tinga-Tinga	-Beula -Guja - Nhaussana	-Chinde ; Guichondiana -Magila ; Nhampuala - Ruvala
	Circonscription d'Inharrime	-Guamba Grande	-Amba -Dalala -Mungongo	-Chicaca ; Cucua - Injomane ; Machambo
		-Guamba pequeno	-Ancôca - Dacanhela - Mahamo;Mavele -Nhapadiane	-Soquiço ; Subula - Guaiaia; Mabongo - Mussana ; Marrime -Mussana ; Naila - Senduza
District INHAMBANE	Circonscription Inharrime	Chefferies Mocumbi	Chefs	Chefs de peuplements
			-Búchua - Chalauane - Chisseve - Coche -Magul -Malene - Marrucula - Muenda - Nhaduco - Ussaca	-Calangane ; Chacane -Chambà ; Chirreu -Chitave ; Cobe - Dombola ; Macita - Mahalamba ; Mahuae Mangunhane ;Mangorro -Mavunjane; Mazonda - Munhicuane ;Nhacuane -Nhalevilo ; Nhatave

	Massinga	Manhiça	-Chicomo	-Malunguiane -Manhiça
		Mapera	-Aqui - Chissindane - Gadi -Licunha -Malova - Nhabacal	-Basse ; Chidacua - Chondilo ; Gagene - Guiduca ; Guizugo - Mahocha ; Massambi - Muagui ; Murrungulo - Nhangoma ; Rovene
		Massinga	-Anhane -Bambo- Cuchecua - Chilubuane -Gongane - Lino -Mabial - Madibitane - Mahumbuza -Malembane -Matingane -Minerva - Mudiça - Muvumba - Pomene - Simbe -Tiane	-Bala-Bala ; Bambalela -Chibanhane ; Chifuio -Gochua ; Guma - Chinzavane ; Chipongo -Cunane ; Jange - Lipeze ; Mabecucane Macachula ; Macarringa -Maguezane ; Mahate - Mahungo ; Malamba - Mnhenge ; Mapanguela Matsenguane ; Mavume -Muchungo ; Macuacua -Murrenze ; Murri - Nhaloio ; Nhambuica -Runduga ; Selença -Sinela ; Tevele - Unguane ; Zilo
		Mazibe	-Balata -Cupo -Gumane - Mambuile - Marrilane - Tome	-Bangune ; Cubo - Funhalouro ; Gabiço - Mabaiane ; Macuene - Matchal ; Mapanzene - Tsenane ; Pululo
		Zunguze		-Anguluve ; Butane - Chipumbo ; Cutecua - Lionzuane ; Mabicane -Mailene ; Muchache -Mucupe ; Nhachango -Rulane ; Uticela - Barrila ; Bobiane - Chicopa ; Chilemane - Chiunze ; Cofi ; Dora
				-Guebele ; Lipeze ; Mabadine - Machecane ; Machiquitane -Marrucua ; Marule - Muchava ; Muconjo Madauca ; Navela -Paunde ; Queme ; Tiane ; -Uiane ; Vinhane ; Vumelela
District	Circonscription	Chefferies	Chefs	Chefs de peuplements
INHAMBANE	Morrumbene	Cocane	-Cimbo	

		Condula	-Guilongue	-Pelugue
		Guifutela	-Daga - Nhassengo	-Madagenla - Mahunguana
		Furvela	-Guidanga - Mahangue - Nhalibala - Paielo	-Liúa ; Maerrula - Muengue ; Nhabundo - Nhamugue ; Nharrumbo
		Inguana	-Bambeluane -Boningp - Chiacho - Chigomua - Chimangane -Chirruque -Dimande -Gotite - Macarringa - Macheque - Madila -Mahate -Malacha - Massasse -Matine - Minguene - Mucambe - Mulombo - Ocucho - Tambajane	-Barrane ; Boane - Bungane ; Buvane - Chicongussa ; Chicunja -Chiguelane ; Chilaula -Chinana ; Chipucha -Cochanhane ; Cocuene -Dimande II ; Gonhamo -Chicola - Macarringa de baixo - Macuvane ; Madaia - Madilanhane ; Magueza -Mahavisso ; Maimela - Mangorro ; Manhaucela -Matala ; Matende - Mazenga ; Matalacane -Mucambe de baixo - Mucambe de Urrongas Massanhana;Mutohotoho -Ongonhane ; Sitila - Tiane ; Uiane
		Jogó	-Barca -Matuvi	-Benhane ; Quembe - Ciagane
		Linga-Linga	-Marrivata	
		Magumbo	-Chandane	-Madovela ; Matumbela
		Panga	-Chibobochila -Malaia -Mau -Primeiro - Tegue	-Covelo ; Imbia - Mamboila ; Mangue - Muchacua ; Nhacoho -Pungue -Quissico- Pequeno
		Pateguane	-Goche - Marrucua - Muguambe	Guiambuana ; Magumbana -Mata ; Matapissa - Nhacanda ; Nhachota
		QuissicoGrande	deMobiane	-Chipambate ; Pagula
District	Circonscription	Chefferies	Chefs	Chefs de peuplements
INAMBANE	Inharrime	Savanguana	-Batapó -Comé -Manjó -Murri	-Chibaielo ; Chiocule -Dindane ; Malate - Mauéua ; Mazeuca - Tungane ; Vembane
	Panda	Cocoloane	-Ambuca - Bilanhane - Chicamba -Chivalo - Macauze -	-Baiane ; Baxavano -Cabacabane ; Chacutane -Chitsotso ; Chiuana -Eupope ; Guinhengane
		Mafunano	-Mafunano	-Macaxula ; Macocolombane
		Massalano	-Massalano	-Maioane ; Mapassele
		Mavume	-Mavume	-Massemane ;
		Mubique	-Mubique	Maué-éle -
		Mugone	-Papo	Mazucuanne ; Muatimamba
				-Mucocane ; Mugoho -Nhafunguane ; Nhanomhanhane

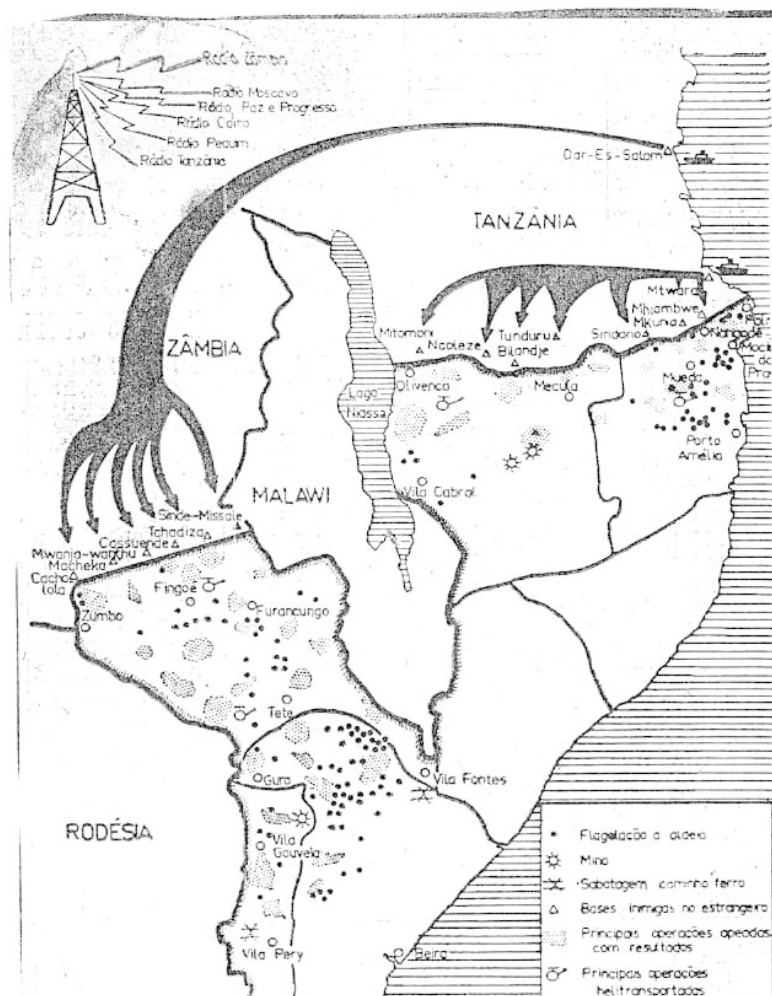
		Mangunhana	-Chulane	-Macavelane ; Magaiza
		Urrene	-Chelene -Jojo	-Chichangue ; Faiela - Tambajane
	Vilanculos	Mapinhano	-P. Machuquele -C. Manjogonhe - G. Mocoque - M. Gobebe - M. Bocota -P. Mebecane -U. Chichangue -V. Mahoché	-C. Chieta -F. Candia -J. Chirruala -M. Chimbutsa -M. Faiquete -P. Uaiane -U. Mudumane
		Muassa	-C. Maongolele -M. Munabalate - N. Culuculo -R. Chicule	-G. Chibucuané -M. Vimbane -O. Mubecua
		Vilanculos	-C. Chihossane -G. Chigomua -P. Anhane	-Caulane Mucumbane - Jasse Cubelua -Vago
	Zavala (Quissico)	Zanguza	-Lichanga - Nhamoende	-Maculuve -Muandula
		Canda	-Saulane - Gune -Mutote	-Chitembe - Macheletuané - Nhamahango -Chitondo -Murrucó
		Chambula	-Cala - Nhamagou	-Chipuala ; Nhampalela -Muane
		Guilundo	-Chichorroa - Duluto -Gulule -Macuarre	-Chipole ; Chongone - Gondo ;Gule -Hele ; Mahocha -Nhacundela ; Régulo Antigo
		Mavila	-Chizoho - Nhacuonga	-Doho -Matanato
Districts		Nhagutou	-Macucule	-Zandamela
	Circonscription	Chefferies	Chefs	Chefs de peuplements
	INHAMBANE	Zavala	Quissico	-Dacalo ;Daiacambe -Ducué ;Duluto - Massava ; Mavilane - Nhamajacal ; Vungane
		Zandamela	-Buce - Magacimbe - Mavulula	-Chibimbirre ; Macanda -Mahamba ; Mangachilo -Moli
		Zavala	-Canetane - Dovessa - Mahita	-Chissambula ; Dunhe - Gomene ; Maguengué - Matimela ;Nhambel
LOURENÇO MARQUES	Conseil de Lourenço Marques	Chefferies	Chefs	Chefs de peuplements

	Post de Munhuana	Fumo	-Manuel P. Fumo	-Chitimela Fumo : Chitimela -Manuel Mabjaia : Infulene -Jafita Maelula : Mavalane - Tuto Fumo : Polana
		Malhangalene	-Francisco Mabunda	-Esmael Fumo : Lagoas -Mapanga Fumo :Mafalala
		Munhuana	-Francisco da Conceição	-Rufino Tabete : Angola -Mutuali Machere : Mafalala
		S. José	-João Saude	-Mucise Tembe : Chamanculo -Estevão Fumo : Malanga
	Circonscription De Maputo (Bela Vista)	Capezulo	-Macassane -Mudissa - Santaca	-Madjuba ; Mudada - Ninane ; Pochane - Tanga
		Madjajane	-Chia -Lucas - Muvucuza	-Cholombane ; Gala - Massuhane ; Muculi
		Zitundo	-Massale	-Mussongue ; Puza
	(Poste de Catembe)	Chiacanimogi	-Cufa	-Machacazela Manchanfaze
		Joel	-Bonambe	-Chamissaba ; Conhane
		Filipe	-Carlos Machaba -Jabiça - Muchocôlôte	-Cuacha ; Gigigi - Macabe ; Maguaza - Pobobo ; T'Chenguene
	(Poste de Catuane)	Catuane	-Cossane - Maháu	-Gimo ; Madubula - Mamaba
		Zitundo	-Bigagaga	-Guebeza -Huco
	(Poste de Changanane)	Dibinduana	-Dibinduana	
		Gamula	-Gamula	
Districts	Circonscription	Chefferies	Chefs	Chefs de peuplements
LOURENÇO MARQUES	Maputo (Bela vista)			
	Posto de Changanane	-Maanhane	-Maanhane	
		-Machalela	-Machalela	
		- Mussumbuluco	-Mussumbuluco	
		-Uamongo	-Uamongo	

	Posto d'Inhaca	-Himbini	-Danhela - Guebuza - Mabuluco - Tabiche	-Faife ; Jeremias - Himbini ; Jeque - Muchacaza -Muvacache
		-Panguissa	-Jacob	-Panguissa
	Circonscription de Marracuene (Vila Luiza)	-Bobucuana	-Chaiaza - Mapixe	-Cumbeza -Zimpêto - Magenhana
		-Laulana	-Lichaza	-Muchapo
		-Macanda	-Foliche	-Machapo
		-Macaneta	-Sochuana	-Mucize ; Simbesse
		-Magaia	-Abel -Dixe - Gimo Ocoosa -Mapulango - Semende	-Cumbene ; Dique - Fafetine ; Galunde - Gon-éne ; Joaquim - Mumemo ; Pazimane - Singandel ; Zintaba
		-Maumata	-Guêbo	
		-Maxaquene	-Gonine	-Mogubo
	Poste de Matola	-Matola	-Anhana - Chinonanquila -Estevel - Javela - Magilana - Mulotana - Singatel	-Bedene ; Boquisso - Cobe ; Congolote - Guilasse ; Intaca - Machete ; Machete -Maly ; Mualaza - Mutabel ; Siduaba - Uamatibjana
	Posto da Namaacha	Cocomela	-Cachele Machabatimuca -Jumelane Macanda - Matsaquenha Massibenguane	-Impaputo Madevo - Macuacua Gampoco
		Maeche	-Mafavuca	
		Movene	-Nhaquene Cucula	

Annexe 18 : Les bases du Frelimo en Tanzanie, en Zambie et au Mozambique

Annexe 18 : Les bases du Frelimo en Tanzanie, en Zambie et au Mozambique



-Source : Noticias, 6 de Janeiro de 1974

Annexe 19, Le sommet du parti Frelimo, parti marxiste-léniniste et d'avant-garde : organes et tenants-lieu, d'après le 4ème Congrès (1984)¹⁰²⁰

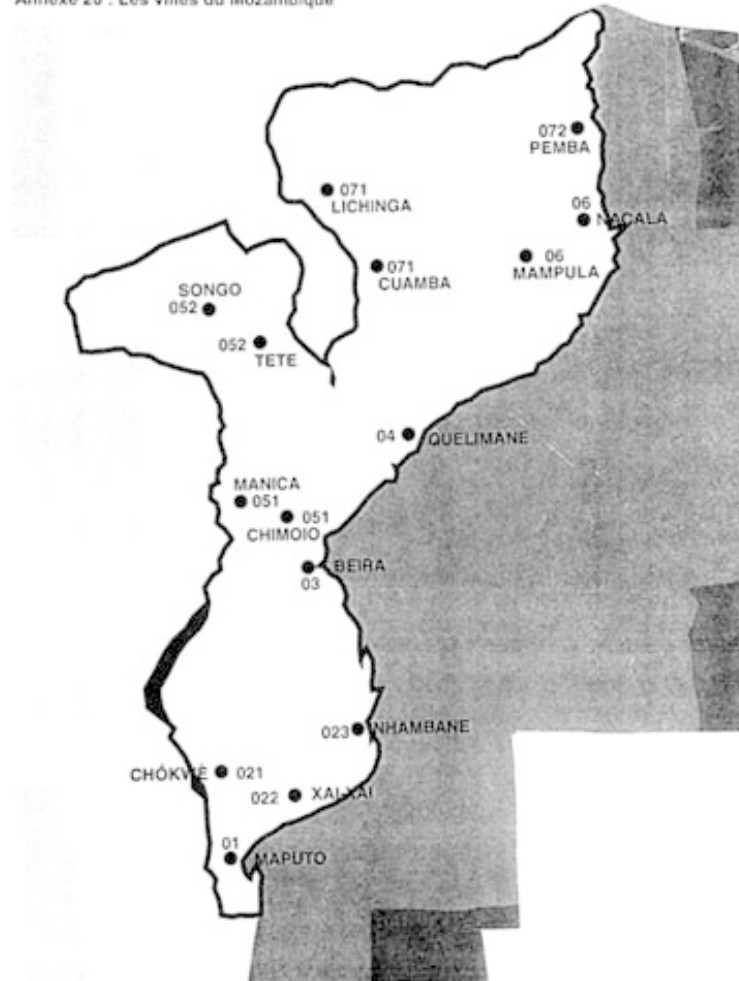
1020

Cf. l'article "CC do partido tem 130 membros", *Tempo* n°656, 8 de Maio de 1983, pp25-26

Pouvoir et réseaux sociaux au Mozambique

Nom	Lien à L'organisation	Organes du parti Membre Du Comité Central	Membre Du Comité du Control	Membre Secrétariat Du Comité Central	Membre Du Bureau Politique
Samora MACHEL		Oui		Oui	Oui
Marcelino dos SANTOS		Oui		Oui	Oui
Joaquim A. CHISSANO		Oui		Oui	Oui
Alberto J. CHIPANDE		Oui			Oui
Armando GUEBUZA		Oui			Oui
Jorge REBELO		Oui		Oui	Oui
Mariano d'A. MATSINHE		Oui	Oui		Oui
Sebastiao M. MABOTE		Oui			Oui
Jacinto S. VELOSO		Oui			Oui
Mario da G. MACHUNGO		Oui			Oui
José O. MONTEIRO		Oui			Oui
Raimundo D. PACHINUAPA		Oui	Oui		
Tomé EDUARDO		Oui			
Oswaldo A. TAZAMA		Oui			
Armando PANGUENE		Oui		Oui	
Joaquim J. MUNHEPE		Oui			
Bonifacio GRUVETA		Oui			
Manuel dos SANTOS		Oui			
Eduardo da S. NIHIA		Oui			
José MOIANE		Oui			
Fernando MATAVEL		Oui			
Joao A. M'PFUMO		Oui			
Aurélío B. MANAVE		Oui			
Antonio H. THAI		Oui			
Manuel J. ANTONIO		Oui			
Teresa A. NHALINGUE		Oui			
Daniel S. MBANZE		Oui			
Sérgio VIEIRA		Oui			
Salésio T. NYALAMBIPANO		Oui			
Pedro G. ODALLAH		Oui			
Joao A. MALUNGA		Oui			
Tobias DAI		Oui			
Graça MACHEL		Oui			
José Luis CABAÇO		Oui		Oui	
Julio CARRILHO		Oui			
Matias JUMA		Oui			
Teresa S. R. TEMBO		Oui			
Assane Nacir		Oui			
Augusto MACAMO		Oui			
Bernardo A. MAGALHAES		Oui			
Ernesto T. C. WHITE	Copyright MAGODE José et Université Lumière - Lyon 2 -	Oui			
José P. ZANDAMELA	2003.Ce document est protégé en vertu de la loi du droit d'auteur.	Oui			
José C. GANANCIO		Oui			
Raimundo G. VALOI		Oui			
Alberto M. LANGANE		Oui			
Cecilia M. CHONGO		Oui			

Annexe 20 : Les villes du Mozambique



-Source : Agenda 2001, Maputo, MBCI, 2001, p3 -

Annexe 21 : Localisation du district d'Erat, au Nord du Mozambique.

Annexe 21 : Localisation du district d'Erat, au Nord du Mozambique.



¹Cf. GEFFRAY, Christian, *La cause des armes au Mozambique : anthropologie d'une guerre civile...* op cité, p16

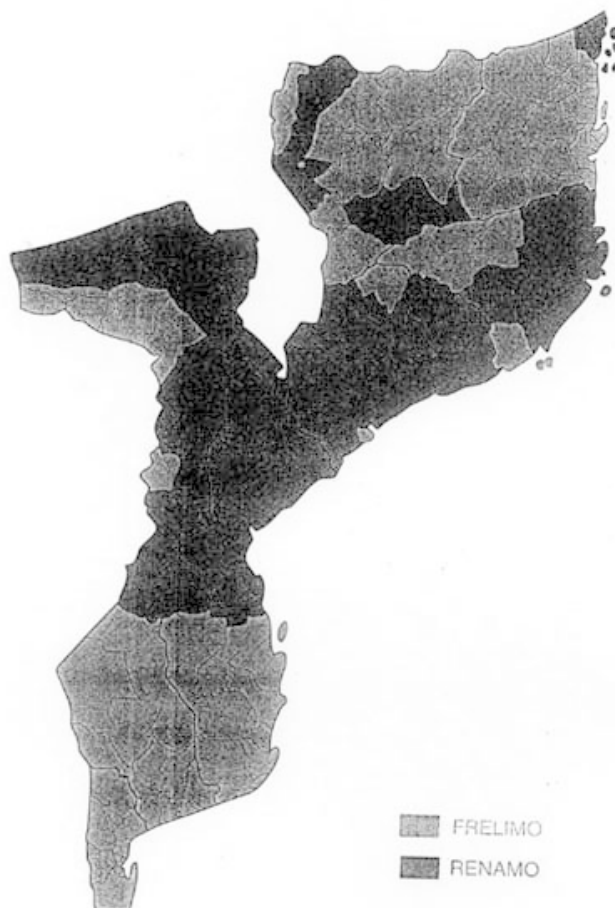
Annexe 22. Mozambique : Parti unique, Assemblée Nationale (organe supérieur du pouvoir « populaire ») et Gouvernement (1977) ; Multipositionnalités et multiappartenances dans le système du pouvoir¹⁰²¹

¹⁰²¹

Cf. "Deputados da Assembleia Popular », *Tempo* n°375, 11 de Dezembro de 1977, pp54-55

Aly	Oui			Oui		
CANHEMBA	Copyright MAGODE José et Université Lumière - Lyon 2 -					457
Esperança	Oui					
MUTHEMBA	2003.Ce document est protégé en vertu de la loi du droit d'auteur.					

Annexe 23 : Districts et circonscriptions où le Frelimo et la RENAMO ont pu obtenir la majorité, dans les élections de 1994.



-Source : MAZULA, Brazao (Direcção), *Moçambique, Eleições, Democracia e Desenvolvimento*....op. cité, p493